

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

9e LÉGISLATURE, 2e session

1899



D É B A T S

de

l'Assemblée législative

du

QUÉBEC

9e Législature — 2e Session

1899

Texte établi par Marc-André Bédard

Orateur: l'honorable Jules Tessier

Québec

Assemblée nationale

1982

Table des matières

Table des matières	IV
Députés de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique	VI
Par ordre de circonscription	VIII
Membres du conseil exécutif	X
Table des séances	XI
Débats	1
Index	
Index des participants	425
Index des sujets	447

NOTE

Pour consulter la bibliographie, la liste des sigles, l'introduction méthodologique, les faits marquants et la critique des sources de la neuvième législature, le lecteur voudra bien en référer au cinquième volume de la collection, soit les Débats de l'Assemblée législative du Québec, première session, 9e législature, 1897-1898.

DÉPUTÉS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

1899

DÉPUTÉ	ALLÉGEANCE POLITIQUE	CIRCONSCRIPTION
ALLARD, Louis-Jules	L	Yamaska
ATWATER, Albert William	C	Montréal, division no 4
BALL, George	C	Nicolet
BÉDARD, Joseph	C	Richmond
BÉLAND, Henri-Séverin	L	Beauce
BICKERDIKE, Robert	L	Montréal, division no 5
BISSONNETTE, Pierre-Julien-Léonidas	L	Montcalm
BLANCHARD, Étienne	L	Verchères
BOUFFARD, Édouard	C	Montmorency
BOURBONNAIS, Avila-Gonzalve	L	Soulanges
CARBRAV, Félix	C	Québec-Ouest
CARDIN, Louis-Pierre-Paul	L	Richelieu
CARON, Donat	L	Matane
CARON, Hector	L	Maskinongé
CHAMPAGNE, Hector	L	Deux-Montagnes
CHAURET, Joseph-Adolphe	L	Jacques-Cartier
CHÉNEVERT, Cuthbert-Alphonse	L	Berthier
CHERRIER, Côme-Séraphin	L	Laprairie
CHICOYNE, Jérôme-Adolphe	C	Wolfe
CLAPPERTON, William Henry	L	Bonaventure
COTTON, Cedric Lemoine	L	Missisquoi
D'AUTEUIL, Pierre	C	Charlevoix
DÉCARIE, Daniel Jérôme	L	Hochelaga
DECHÈNE, François-Gilbert-Miville	L	L'Islet
DELANEY, Patrick Peter	L	Iles-de-la-Madeleine
DESSAULLES, Georges-Casimir	L	Saint-Hyacinthe
DORRIS, Cyprien	L	Napierville
DUFFY, Henry Thomas	L	Brome
DUFRESNE, Alexandre-Napoléon	C	Rouville
DUPLESSIS, Louis-Théodule-Nérée-Le-Noblet	C	Saint-Maurice
FLYNN, Edmund James	C	Gaspé
GARNEAU, Némèse	L	Québec-Comté
GILLIES, David	L	Pontiac
GIRARD, Joseph	C	Lac-Saint-Jean
GIROUARD, Joseph-Ena	L	Arthabaska
GOSSELIN, François	L	Iberville
GOUIN, Lomer	L	Montréal, division no 2
GRENIER, Pierre	C	Champlain
GROSBOIS, Tancrede Boucher de	L	Shefford
GUERIN, James John Edmund	L	Montréal, division no 6
HACKETT, Michael Felix	C	Stanstead
HUNT, James	L	Compton
LACOMBE, Georges-Albini	L	Montréal, division no 1
LALIBERTÉ, Édouard-Hippolyte	L	Lotbinière
LALONDE jr, Emery	L	Vaudreuil
LANGELIER, Charles	L	Lévis
LEBLANC, Pierre-Évariste	C	Laval
LISLOIS, Joseph-C.	L	Montmagny
MCDONALD, Milton	C	Bagot
MAJOR, Charles-Beautron	L	Ottawa
MARCHAND, Félix-Gabriel	L	Saint-Jean
MARION, Joseph	C	L'Assomption
NANTEL, Guillaume-Alphonse	C	Terrebonne
NORMAND, Télesphore-Eusébe	C	Trois-Rivières
PANNETON, Louis-Edmond	C	Sherbrooke
PARENT, Simon-Napoléon	L	Saint-Sauveur
PELLETIER, Louis-Philippe	C	Dorchester

PETIT, Honoré	C	Chicoutimi et Saguenay
PLANTE, Arthur	C	Beauharnois
RAINVILLE, Henri-Benjamin	L	Montréal, division no 3
ROBIDOUX, Joseph-Ernery	L	Châteauguay
ROBITAILLE, Amédée	L	Québec-Centre
ROCHELEAU, Antoine	L	Chambly
ROY, Louis-Rodolphe	L	Kamouraska
SHEHYN, Joseph	L	Québec-Est
SMITH, George Robert	L	Mégantic
STEPHENS, George Washington	L	Huntingdon
TALBOT, Félix-Alonzo	L	Témiscouata
TELLIER, Joseph-Mathias	C	Joliette
TESSIER, Auguste	L	Rimouski
TESSIER, Jules	L	Portneuf
TURGEON, Adélard	L	Bellechasse
WATTS, William John	L	Drummond
WEIR, William Alexander	L	Argenteuil

DÉPUTÉS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

1899

CIRCONSCRIPTION	ALLÉGEANCE POLITIQUE	DÉPUTÉ
Argenteuil	L	WEIR, William Alexander
Arthabaska	L	GIROUARD, Joseph-Ena
Bagot	C	McDONALD, Milton
Beauce	L	BÉLAND, Henri-Séverin
Beauharnois	C	PLANTE, Arthur
Bellechasse	L	TURGEON, Adélard
Berthier	L	CHÉNEVERT, Cuthbert-Alphonse
Bonaventure	L	CLAPPERTON, William Henry
Brome	L	DUFFY, Henry Thomas
Chambly	L	ROCHELEAU, Antoine
Champlain	C	GRENIER, Pierre
Charlevoix	C	D'AUTEUIL, Pierre
Châteauguay	L	ROBIDOUX, Joseph-Emerly
Chicoutimi-Saguenay	C	PETIT, Honoré
Compton	L	HUNT, James
Deux-Montagnes	L	CHAMPAGNE, Hector
Dorchester	C	PELLETIER, Louis-Philippe
Drummond	L	WATTS, William John
Gaspé	C	FLYNN, Edmund James
Hochelaga	L	DÉCARIE, Daniel-Jérôme
Huntingdon	L	STEPHENS, George Washington
Iberville	L	GOSSELIN, François
Iles-de-la-Madeleine	L	DELANEY, Patrick Peter
Jacques-Cartier	L	CHAURET, Joseph-Adolphe
Joliette	C	TELLIER, Joseph-Mathias
Kamouraska	L	ROY, Louis-Rodolphe
Lac-Saint-Jean	C	GIRARD, Joseph
Laprairie	L	CHERRIER, Côme-Séraphin
L'Assomption	C	MARION, Joseph
Laval	C	LEBLANC, Pierre-Évariste
Lévis	L	LANGELIER, Charles
L'Islet	L	DECHÈNE, François-Gilbert-Miville
Lotbinière	L	LALIBERTÉ, Édouard-Hippolyte
Maskinongé	L	CARON, Hector
Matane	L	CARON, Donat
Mégantic	L	SMITH, George Robert
Missisquoi	L	COTTON, Cedric Lemoine
Montcalm	L	BISSONNETTE, Pierre-Julien-Léonidas
Montmagny	L	LISLOIS, Joseph-C.
Montmorency	C	BOUFFARD, Édouard
Montréal, division no 1	L	LACOMBE, Georges-Albini
Montréal, division no 2	L	GOUIN, Lomer
Montréal, division no 3	L	RAINVILLE, Henri-Benjamin
Montréal, division no 4	C	ATWATER, Albert William
Montréal, division no 5	L	BICKERDIKE, Robert
Montréal, division no 6	L	GUERIN, James John Edmund
Napierville	L	DORRIS, Cyprien
Nicolet	C	BALL, George
Ottawa	L	MAJOR, Charles-Beautron
Pontiac	L	GILLIES, David
Portneuf	L	TESSIER, Jules
Québec-Centre	L	ROBITAILLE, Amédée
Québec-Comté	L	GARNEAU, Némèse
Québec-Est	L	SHEHYN, Joseph
Québec-Ouest	C	CARBRAY, Félix
Richelieu	L	CARDIN, Louis-Pierre-Paul
Richmond	C	BÉDARD, Joseph
Rimouski	L	TESSIER, Auguste
Rouville	C	DUFRESNE, Alexandre-Napoléon

Saint-Hyacinthe
Saint-Jean
Saint-Maurice
Saint-Saveur
Shefford
Sherbrooke
Soulanges
Stanstead
Témiscouata
Terrebonne
Trois-Rivières
Vaudreuil
Verchères
Wolfe
Yamaska

L
L
C
L
L
C
L
C
L
C
C
L
L
C
L

DESSAULLES, Georges-Casimir
MARCHAND, Félix-Gabriel
DUPLESSIS, Louis-Théodule-Nérée-Le-Noblet
PARENT, Simon-Napoléon
GROSBOIS, Tancrede Boucher de
PANNETON, Louis-Edmond
BOURBONNAIS, Avila-Gonzalve
HACKETT, Michael Felix
TALBOT, Félix-Alonzo
NANTEL, Guillaume-Alphonse
NORMAND, Télesphore-Eusèbe
LALONDE jr, Emery
BLANCHARD, Étienne
CHICOYNE, Jérôme-Adolphe
ALLARD, Louis-Jules

L'HONORABLE LOUIS-AMABLE JETTÉ

Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

Membres du Conseil exécutif, 1899

L'honorable Félix-Gabriel Marchand, premier ministre et trésorier.

L'honorable Joseph Shehyn, sans portefeuille.

L'honorable Joseph-Ernery Robidoux, secrétaire et registraire.

L'honorable Horace Archambault, procureur général.

L'honorable George Washington Stephens, sans portefeuille.

L'honorable François-Gilbert-Miville Dechêne, commissaire de l'Agriculture.

L'honorable Simon-Napoléon Parent, commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries.

L'honorable Adélard Turgeon, commissaire de la Colonisation et des Mines.

L'honorable James John Edmund Guerin, sans portefeuille.

L'honorable Henry Thomas Duffy, commissaire des Travaux publics.

Table des séances

1899

Séance du 12 janvier 1899.	1
Séance du 13 janvier 1899.	9
Séance du 16 janvier 1899.	21
Séance du 17 janvier 1899.	26
Séance du 18 janvier 1899.	28
Séance du 19 janvier 1899.	34
Séance du 20 janvier 1899.	52
Séance du 23 janvier 1899.	56
Séance du 24 janvier 1899.	60
Séance du 25 janvier 1899.	65
Séance du 26 janvier 1899.	74
Séance du 27 janvier 1899.	81
Séance du 30 janvier 1899.	85
Séance du 31 janvier 1899.	89
Séance du 1 ^{er} février 1899.	94
Séance du 2 février 1899.	105
Séance du 3 février 1899.	112
Séance du 6 février 1899.	116
Séance du 7 février 1899.	123
Séance du 8 février 1899.	158
Séance du 9 février 1899.	164
Séance du 10 février 1899.	175
Séance du 13 février 1899.	180
Séance du 14 février 1899.	186
Séance du 15 février 1899.	204
Séance du 16 février 1899.	230
Séance du 17 février 1899.	238
Séance du 18 février 1899.	252
Séance du 20 février 1899.	255
Séance du 21 février 1899.	263
Séance du 22 février 1899.	273
Séance du 23 février 1899.	280
Séance du 24 février 1899.	293
Séance du 25 février 1899.	301
Séance du 27 février 1899.	304
Séance du 28 février 1899.	313
Séance du 1 ^{er} mars 1899.	321
Séance du 2 mars 1899.	338
Séance du 3 mars 1899.	357
Séance du 4 mars 1899.	374
Séance du 6 mars 1899.	381
Séance du 7 mars 1899.	391
Séance du 8 mars 1899.	398
Séance du 9 mars 1899.	409
Séance du 10 mars 1899.	412

Séance du 12 janvier 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Message du lieutenant-gouverneur:

Le message suivant est apporté par M. Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire.

M. l'Orateur,

Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

L'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif. Et étant de retour.

Contestations d'élections:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que, durant la vacance, il a reçu des honorables juges de la Cour supérieure, choisis pour la décision des pétitions d'élections, conformément à l'acte des élections contestées de Québec, 1875, les rapports et les jugements suivants relatifs aux élections contestées:

Pour le district électoral de Missisquoi.

Pour le district électoral de Montmorency.

Et pour le district électoral de Verchères.

Lesquels rapports et jugements sont lus, et il est ordonné qu'ils soient entrés dans les Journaux de la Chambre, comme suit:

Élection contestée dans Missisquoi

Palais de justice, Montréal, 12 février 1898.

Chambre des juges.

À l'honorable Jules Tessier,
Orateur de l'Assemblée législative,
Province de Québec.

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous transmettre ci-inclus une copie officielle du jugement rendu par nous, le dixième jour de février courant, dans la cause de l'élection contestée du district électoral de Missisquoi.

Et, en même temps, nous faisons rapport qu'il n'a pas été prouvé qu'aucune manœuvre frauduleuse ait été pratiquée, à ladite élection.

Nous avons l'honneur d'être,
Monsieur l'Orateur,
Vos obéissants serviteurs,

(Signé) MM. Tait, J.C.S.
Charles Gill, J.C.S.
W.W. Lynch, J.C.S.

Province de Québec.
District de Montréal, Cour supérieure en révision
No 13.

Acte des élections contestées de Québec
et ses amendements

Élection d'un député à l'Assemblée législative de la province de Québec, pour le district électoral de Missisquoi, dans le district judiciaire de Bedford, tenue les quatrième et onzième jours de mai 1897, ces jours étant respectivement les jours de nomination et de votation pour ladite élection.

Le dixième jour de février 1898.

Présents: L'honorable Melbourne M. Tait, juge
en chef suppléant,
l'honorable Charles Gill, juge en chef
suppléant,
l'honorable W.W. Lynch, juge en chef
suppléant.

Thomas G. Campbell, de la paroisse de Saint-Armand-Est, dans le district électoral de Missisquoi, dans le district judiciaire de Bedford, cultivateur,
Pétitionnaire.

vs

John Charles James Sarsfield McCorkill, du village de Cowansville, dans ledit district électoral, avocat,
Intimé.

La Cour, ayant entendu les parties par leurs procureurs respectifs sur le mérite de la pétition d'élection, en cette cause;

Considérant qu'il a été admis par le procureur du pétitionnaire, lors de l'audition de cette cause, et qu'il appert, par les procédures de record dans ladite cause, que le pétitionnaire n'a pas prouvé les allégations de sadite pétition d'élection;

Déclare ledit intimé dûment élu, lors de ladite élection, comme membre de l'Assemblée législative de la province de Québec, pour représenter le district électoral de Missisquoi, et renvoie ladite pétition d'élection, avec dépens.

(Vraie copie)

(Signé) L.-H. Collard,
Député-protonotaire C.S.

Élection contestée dans Montmorency

Québec, 3 juin 1898.

L'honorable Jules Tessier
Président de l'Assemblée législative.

In-re No 52

Loi des élections contestées de Québec
Adolphe Mercier,
Pétitionnaire:

vs

Édouard Bouffard, de la cité de Québec,
avocat,
Intimé.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre, conformément à la loi, une copie du jugement rendu par la Cour supérieure, siégeant en révision, en la cité de Québec, le trente et unième jour de mai dernier.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

P. Malouin.

P.C.S.

Canada.

Province de Québec, Dans la Cour supérieure
District de Québec, Siégeant en révision en la cité
No 52 de Québec

Le trente et unième jour de mai, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit

Présents: - L'honorable juge Routhier,
" L'honorable juge Caron,
" L'honorable juge Andrews.

Loi des élections contestées de Québec.

Élection d'un député pour le district électoral de Montmorency à l'Assemblée législative de Québec, tenue le 4 mai, pour la présentation des candidats et le 11 mai pour la votation, en l'année 1897.

Adolphe Mercier, de la paroisse de Sainte-Anne-de-Beaupré, dans le comté de Montmorency, maître-forgeron.

Pétitionnaire;

vs

Édouard Bouffard, de la cité de Québec, écuyer, avocat,

Intimé.

La Cour, après avoir entendu les parties par leurs avocats, examiné le dossier de la procédure et sur le tout mûrement délibéré;

Considérant que le pétitionnaire n'a pas prouvé les allégations essentielles de sa pétition d'élection en cette cause;

Ladite pétition d'élection est renvoyée avec dépens.

De par la Cour,

P.-B. Casgrain,
Greffier C.R.

Élection contestée dans Verchères

Palais de justice, Montréal, 12 novembre 1898.

À l'honorable Jules Tessier,
Orateur,
Assemblée législative,
Québec.

Monsieur,

Nous vous transmettons, ci-joint, une copie officielle du jugement rendu par nous, le onzième jour de novembre courant, à Montréal, dans la cause no 5, Évariste Carrière, pétitionnaire, vs Étienne Blanchard, défendeur, (Élection contestée de Verchères).

Nous faisons, de plus, rapport, conformément à l'article 551 des statuts refondus de la province de Québec, tel qu'amendé par l'acte 59 Victoria, chapitre 10:

1. Qu'il n'a pas été prouvé que des manoeuvres électorales, prohibées par la loi électorale de Québec, 1895, aient été pratiquées par aucun candidat à ladite élection, ou à sa connaissance et de son amendement;

2. Que la commission d'aucune manoeuvre électorale, prohibée par ladite loi, n'a été établie, à rencontre d'aucune personne dûment mise en cause sur la pétition d'élection ou sur la contestation;

3. Qu'il appert de l'admission de faits, signée par le défendeur, que des manoeuvres électorales, prohibées par ladite loi, ont été pratiquées, lors de l'élection dont il s'agit, par les agents dudit défendeur, mais hors la connaissance et sans le consentement dudit défendeur, et qu'il n'y a pas raison de croire que ces manoeuvres aient été pratiquées dans une large mesure.

Nous avons l'honneur d'être.

Monsieur l'Orateur.

Vos obéissants serviteurs.

(Signé) Henn-T. Taschereau. J.C.S.

Charles Gill, J.C.S.

J.-Alphonse Ouimet. J.C.S.

Province de Québec.

Cour supérieure

District de Montréal.

(En révision)

Loi des élections contestées de Québec
et amendements

In re-Élection d'un député à l'Assemblée législative de Québec pour le district électoral de Verchères, dans le district judiciaire de Richelieu tenue les quatrième et onzième jours de mai 1897. étant respectivement, les jours de nomination et de votation.

Le onzième jour de novembre, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

Présents: - L'honorable juge Taschereau.
" L'honorable juge Gill.
" L'honorable juge Ouimet.

Évariste Carrière, journalier, navigateur, de la paroisse de Saint-Antoine, dans le district électoral de Verchères, dans le district judiciaire de Richelieu.

Pétitionnaire

vs

Étienne Blanchard, cultivateur, de la paroisse de Saint-Marc, député à l'Assemblée législative de Québec, pour le district électoral de Verchères.

Défendeur

La Cour ayant entendu les parties par leurs avocats respectifs sur le mérite de la pétition d'élection produite en cette cause, demandant l'annulation de l'élection du défendeur comme député de l'Assemblée législative de la province de Québec, pour représenter le district électoral de Verchères (laquel-

le élection a eu lieu les quatrième et onzième jours de mai 1897. étant respectivement les jours de nomination et de votation), et concluant aussi, contre le défendeur, aux pénalités de la déqualification; ayant de plus examiné la procédure, la preuve, les divers jugements rendus au cours de l'instruction, et généralement toutes les pièces du dossier, et sur le tout délibéré:

Considérant qu'il n'y a pas erreur dans lesdits jugements rendus au cours de l'instruction et qu'il n'y a pas lieu de les réviser, modifier ou réformer aucunement:

Considérant la preuve faite par le témoin Aimé Langlois, et l'admission signée par le défendeur et produite le 24 février 1898, après l'examen de ce témoin, à l'effet que des manoeuvres électorales, suffisantes pour faire annuler l'élection du défendeur, ont été commises par ses agents, hors sa connaissance et sans son consentement lors de l'élection susdite;

Considérant qu'après la production de ladite admission, le pétitionnaire a persisté à continuer son enquête et à examiner un grand nombre de témoins pour tenter de prouver la commission de manoeuvres électorales tant par le défendeur lui-même, ou par d'autres à sa connaissance ou de son consentement, que par les agents dudit défendeur;

Considérant que ledit pétitionnaire n'a pas établi la commission d'aucune manoeuvre électorale par le défendeur, ou par d'autres personnes à sa connaissance et de son consentement, et qu'après ladite admission de faits du défendeur, il était inutile pour le pétitionnaire de prouver la commission de manoeuvres électorales par les agents du défendeur hors la connaissance et sans le consentement dudit défendeur, ladite admission étant suffisante à cet égard, et qu'il est juste que tous les frais d'enquête ainsi faits par le pétitionnaire, après la production de ladite admission, soient à sa charge et non à celle du défendeur.

Considérant que le défendeur n'ayant fait entendre que les témoins nécessairement requis pour repousser les accusations personnelles au défendeur et tendant à sa déqualification, et ces accusations étant maintenant rejetées par la Cour, il est juste que les frais de cette enquête du défendeur soient mis à la charge du pétitionnaire;

Maintient la pétition d'élection quant à la demande d'annulation de l'élection susdite, annule, en conséquence, ladite élection du défendeur et condamne, ce dernier aux dépens encourus sur ladite pétition d'élection et sur sa contestation, y compris ceux réservés, mais sauf ceux déjà adjugés durant l'instance, jusqu'à la production de ladite admission de faits; comprenant aussi les honoraires des avocats du pétitionnaire sur l'audition au mérite devant cette Cour, avec de plus les frais d'assignation, de taxe et de sténographie encourus à raison des deux dépositions du témoin Aimé Langlois et des deux premières dépositions du défendeur lui-même, le surplus des frais d'enquête du pétitionnaire restant à sa charge, rejette la partie des conclusions du pétitionnaire demandant la déqualification personnelle du défendeur, et condamne le pétitionnaire à tous les frais encourus par le défendeur subséquemment à la production de ladite admission de faits comprenant tous les frais de l'enquête du défendeur;

Et la Cour accorde à M^{tres} Bisaillon et Cie, avocats des pétitionnaires, et à M^{tres} Geoffrion et Cie, avocats du défendeur, distraction respective des frais et dépens, tels que ci-haut adjugés.

[Vraie copie]

(Signé) L-H. Collard,
Député-protonotaire, C.S.

Brefs d'élections:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre qu'il a adressé son mandat au greffier de la couronne en chancellerie, lui enjoignant de préparer un nouveau bref d'élection pour le district électoral de Verchères.

Districts électoraux vacants:

M. L'ORATEUR: Informe aussi la Chambre que durant la vacance, il a reçu les notifications suivantes des vacances survenues dans la représentation des districts électoraux de Beauharnois, Lévis, Matane et Missisquoi.

District électoral de Beauharnois

Province de Québec Assemblée législative

A l'honorable Orateur de l'Assemblée législative
de la province de Québec.

Nous, soussignés, vous donnons par les présentes, avis qu'une vacance a eu lieu dans la représentation, dans l'Assemblée législative de la province de Québec, pour le district électoral de Beauharnois. par l'acceptation d'une charge de la couronne par E.-H. Bisson.

Donné sous notre seing et sceau, à Québec, ce dix-septième jour de novembre mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

(Signé) L.-F. Pinault,
Député pour le district électoral de Matane.
(Signé) Rodolphe Roy,
Député pour le district électoral de Kamouraska

District électoral de Lévis

Province de Québec Assemblée législative

À l'honorable Orateur de l'Assemblée législative
de la province de Québec.

Nous, les soussignés, vous donnons, par les présentes, avis qu'une vacance a eu lieu dans la représentation, dans l'Assemblée législative de la province de Québec, pour le district électoral de Lévis, par le décès de N.-N. Ollivier.

Donné sous notre seing et sceau à Québec, ce dix-septième jour de novembre mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

(Signé) L.-F. Pinault,
Député pour le district électoral de Matane
(Signé) Rodolphe Roy,
Député pour le district électoral de Kamouraska.

District électoral de Matane

Québec, 21 décembre 1898.

L'honorable Jules Tessier,
Orateur de l'Assemblée législative,
Québec.

Monsieur,

Nous vous donnons avis que le siège pour le district électoral de Matane, à l'Assemblée législative, est devenu vacant par suite de l'acceptation par M. Louis-Félix Pinault, député pour ledit district électoral, d'une position salariée par la couronne.

(Signé) Amédée Robitaille
Député de Québec-Centre,
(Signé) Rodolphe Roy
Député de Kamouraska.

District électoral de Missisquoi

Montréal, 23 novembre 1898

À l'honorable Jules Tessier,
Orateur,
Assemblée législative,
Québec.

Monsieur,

Je déclare, par les présentes, que je donne ma démission comme membre de l'Assemblée législative de Québec, pour la division électorale de Missisquoi.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur,
Votre obéissant serviteur,

(Signé) John Charles James Sarsfield McCorkill,
Témoins Robert Bickerdike,
Rodolphe Lemieux.

L'honorable Jules Tessier
Orateur de l'Assemblée législative
de la province de Québec.

Monsieur,

Nous, soussignés, députés à l'Assemblée législative, vous donnons avis que le siège de M. John Charles James Sarsfield McCorkill, député à l'Assemblée législative pour le district électoral de Missisquoi, est devenu vacant par suite de sa démission.

Montréal, 23 novembre 1898.
(Signé) W.A. Weir,
Député d'Argenteuil.
(Signé) A.-G. Bourbonnais,
Député de Soulanges.

Certificats d'élections:

M. L'ORATEUR: Informe aussi la Chambre qu'il a reçu du greffier de la couronne en chancellerie les certificats suivants pour les districts électoraux de Beauharnois, Lévis, Missisquoi et Verchères.

District électoral de Beauharnois

Bureau du greffier de la couronne
en chancellerie.

Québec, 4 janvier 1899.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du vingt-troisième jour de novembre mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, émis par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et adressé à Louis Marchand, écuyer, officier-rapporteur pour le district électoral de Beauharnois, dans la province de Québec, pour l'élection d'un député pour représenter ledit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant le présent Parlement, aux lieu et place de E.-H. Bisson, écuyer, nommé à un emploi salarié par la couronne, Arthur Plante, écuyer, avocat, de la ville de Salaberry-de-Valleyfield, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport dudit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L.-G. Desjardins,
Greffier de la couronne en chancellerie,

À l'honorable Orateur de l'Assemblée législative
de la province de Québec.

District électoral de Lévis

Bureau du greffier de la couronne en chancellerie.
Québec, 29 décembre 1898.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du vingt-troisième jour de novembre, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, émis par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et adressé à L.-N. Carrier, écuyer, officier-rapporteur pour le district électoral de Lévis, dans la province de Québec, pour l'élection d'un député pour représenter ledit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant le présent Parlement, aux lieu et place de Nazaire-Nicolas Ollivier, décédé, l'honorable Charles Langelier, avocat, de la cité de Québec, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport dudit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L.-G. Desjardins,
Greffier de la couronne en chancellerie

À l'honorable Orateur de l'Assemblée législative
de la province de Québec.

District électoral de Missisquoi

Bureau du greffier de la couronne en chancellerie
Québec, 10 janvier 1899

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du vingt-cinquième jour de novembre, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, émis par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et adressé à Edwin F. Currie, écuyer, officier-rapporteur pour le district électoral de Missisquoi, dans la province de Québec, pour l'élection d'un député pour représenter ledit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant le présent Parlement, aux lieu et place de J.C.J.S. McCorkill, écuyer,

démissionnaire. Cederic Lemoine Cotton, écuyer, médecin, du village de Cowansville, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport dudit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L.-G. Desjardins
Greffier de la couronne en chancellerie.

À l'honorable Orateur de l'Assemblée législative de la province de Québec.

District électoral de Verchères

Bureau du greffier de la couronne en chancellerie
Québec, 29 décembre 1898.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du vingt-troisième jour de novembre, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, émis par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et adressé à Joseph Geoffrion, écuyer, officier-rapporteur, pour le district électoral de Verchères, dans la province de Québec, pour l'élection d'un député pour représenter ledit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant le présent Parlement, aux lieu et place de Etienne Blanchard, écuyer, dont l'élection a été annulée par la Cour supérieure, Etienne Blanchard, écuyer, cultivateur, de la paroisse de Saint-Marc, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport dudit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L.-G. Desjardins
Greffier de la couronne en chancellerie.

À l'honorable Orateur de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Brefs d'élections:

M. L'ORATEUR: Informe aussi la Chambre, que, durant la vacance, il a adressé ses mandats au greffier de la couronne en chancellerie lui enjoignant de préparer des brefs d'élection pour l'élection de nouveaux députés, à l'effet de représenter les divisions électorales de Beauharnois, Lévis, Matane et Missisquoi, dans la présente Législature.

Nouveau député de Lévis., M. Charles Langelier

M. Charles Langelier, député pour le district électoral de Lévis, ayant préalablement prêté le serment requis par la loi et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):
Présente à la Chambre, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), le nouveau député de Lévis.

Nouveau député de Missisquoi, M. Cederic Lemoine Cotton

M. Cederic Lemoine Cotton, député pour le district électoral de Missisquoi, ayant préalable-

ment prêté le serment requis par la loi et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):
Présente à la Chambre, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable H.T. Duffy), le nouveau député de Missisquoi.

Nouveau député de Beauharnois, M. Arthur Plante

M. Arthur Plante, député pour le district électoral de Beauharnois, ayant préalablement prêté le serment requis par la loi et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Présente à la Chambre, appuyé par le représentant de Laval (M. P.-E. LeBlanc), le nouveau député de Beauharnois.

Introduction de bills:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):
Demande la permission d'introduire un bill (bill no 1) relatif à la prestation des serments d'office.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Discours du trône

M. L'ORATEUR: Fait rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de s'adresser par un discours aux deux Chambres de la Législature provinciale; et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie, dont il donne lecture à la Chambre, comme suit:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous venez reprendre, après une année d'interruption, vos travaux législatifs.

Bien des événements ont marqué cette courte période, et il me semble convenable de rappeler brièvement ceux qui ont particulièrement affecté notre province.

Le départ de Lord Aberdeen est encore présent à toutes les mémoires.

C'est avec regret que nous avons vu ce gouverneur populaire s'éloigner de nous; la comtesse Aberdeen et lui ont laissé dans le coeur des habitants de ce pays un souvenir durable.

Lord Minto, notre nouveau gouverneur général, déjà si favorablement connu ici par un séjour de quelques années, saura, nous en sommes convaincus, se faire une place honorable dans la succession des hommes éminents qui ont été appelés au poste de gouverneur de ce pays.

Lady Minto est assurée d'avance de l'affection sincère de tous les Canadiens.

Lorsqu'au mois de janvier dernier mon regretté prédécesseur vous faisait ses adieux, à l'expiration de son terme d'office, il aurait été très difficile de prévoir qu'à peine cinq mois après il serait brusquement enlevé à l'affection de ses concitoyens et au service de son pays. Doué de qualités transcendantes, il s'était, avant l'âge auquel le succès arrive pour les autres, placé au premier rang parmi les hommes politiques. Aussi, bien que jeune encore, lorsque la mort l'a frappé, avait-il déjà fourni une longue et remarquable carrière. Il a laissé dans la mémoire de tous le souvenir d'un orateur puissant, d'un homme d'État distingué et, en même temps, celui d'une personnalité éminemment sympathique.

Appelé, après un long éloignement de tout service politique ou parlementaire, à remplacer cet homme d'État rompu aux luttes des partis et au fonctionnement de nos institutions, je ne saurais me dissimuler les difficultés de la tâche qui m'incombe. J'aurai donc davantage à faire appel à votre bienveillance; mais je suis convaincu qu'en apportant à l'accomplissement de mes devoirs publics toute la bonne volonté dont je suis capable et un ardent désir de ne rien faire qui ne tourne au bien et à la prospérité de la province, à la sauvegarde et au maintien de ses institutions, vous ne me refuserez pas un appui que j'ai tout lieu d'attendre de votre patriotisme et de votre dévouement aux intérêts du pays.

L'Église catholique du Canada, pendant cette même période, a vu disparaître avec regret son pasteur le plus illustre, Son Éminence le cardinal Taschereau, remarquable par le calme inaltérable d'une raison supérieure et par une sagesse que l'imprévu des événements ne mettait jamais en défaut.

Parmi les événements de l'année qui vient de finir, je ne saurais passer sous silence la réunion, dans cette capitale, au mois d'août dernier, de la conférence internationale chargée d'harmoniser les rapports si nombreux qui existent entre la population des États-Unis et la nôtre. La présence au milieu de nous des hommes considérables à qui étaient confiées ces négociations si graves et si délicates, a été un sujet de satisfaction et même d'orgueil pour tous les citoyens de cette ville, en même temps qu'un hommage rendu à la plus ancienne des provinces confédérées. Je suis heureux de constater que l'accueil fait à nos hôtes distingués a démontré, une fois de plus, que l'antique réputation d'urbanité de la population de Québec est pleinement méritée.

C'est, pendant que cette commission siégeait, ici qu'eût lieu, en septembre dernier, l'inauguration de la statue que la ville Québec a élevée à Champlain. Jamais spectacle plus solennel et plus grandiose n'a été donné à la population de cette cité. Les deux grands pays qui ont concouru au peuplement de cette province ont tenu à l'honneur d'y être représentés: l'Angleterre, par le gouverneur général, Lord Aberdeen; la France, par le représentant autorisé de la République française, M. le consul général Kleczkowski. Les membres de la conférence internationale, l'amiral commandant l'escadre de l'Amérique du Nord, le commandant général des forces, les officiers et les marins des frégates anglaises et américaines ont aussi voulu, par leur présence, rendre hommage à la mémoire du fondateur de Québec.

Des projets de loi d'une grande importance vous seront soumis durant la présente session. Ils ont pour but d'améliorer l'administration de plusieurs branches du service public.

Au nombre de ces projets de loi, je signale à votre attention toute particulière, celui qui a trait à l'instruction publique.

Sans affecter aucunement les principes qui font la base de notre système scolaire, cette législation contribuera sensiblement à la diffusion et au perfectionnement de l'enseignement primaire.

La décision rendue récemment par le comité judiciaire du Conseil privé au sujet des droits respectifs du gouvernement du Canada et des gouvernements provinciaux sur les pêcheries de ce pays a nécessité une législation sur cette importante matière.

Les amendements nombreux faits presque à chaque session de cette Législature aux lois de la chasse, ont décidé mon gouvernement à vous en proposer une refonte complète.

L'agrandissement du territoire de cette province, résultant de la législation concurrente de cette Législature et du Parlement du Canada, lors de leurs dernières sessions, donne lieu à l'organisation civile et judiciaire du territoire nouvellement acquis.

Vous serez en même temps appelés à définir de nouveau les limites nord, nord-est et nord-ouest des comtés qui avoisinent ce territoire.

La bonne administration des terres publiques rend indispensables des amendements importants aux lois qui les régissent.

Des projets de loi pour ces différents objets seront soumis à votre considération.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les comptes publics pour la dernière année financière et le budget pour l'exercice de 1899-1900 vous seront soumis sans délai.

En présence de la situation financière à laquelle il avait à faire face, lors de son avènement au pouvoir, le gouvernement actuel s'est trouvé dans l'obligation de réduire, autant que possible, la dépense publique et d'activer la perception du revenu, afin d'arriver à l'équilibre indispensable entre les recettes et les dépenses annuelles. Cette tâche était d'autant plus difficile que le gouvernement précédent, après avoir diminué la recette ordinaire par l'extinction de plusieurs sources de revenu et augmenté la dépense par des dispositions statutaires dépassant de beaucoup ce qu'il avait prévu par son budget, avait détruit les bases sur lesquelles il s'était appuyé dans les calculs de son dernier exposé financier.

Malgré toutes ces difficultés, mon gouvernement est parvenu sinon à effacer complètement, dans son premier exercice annuel, le déficit de l'année précédente, au moins à le diminuer dans des proportions considérables, comme vous aurez occasion de le constater par l'examen des comptes publics. Ce premier résultat est une source d'encouragement qui nous donne à espérer qu'en continuant à pratiquer la stricte économie qu'il a exercée jusqu'ici, mon gouvernement arrivera, dans un avenir très prochain, à cet équilibre désiré.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative.

Mon gouvernement s'est occupé tout spécialement des moyens les plus efficaces de favoriser le progrès agricole et, à cette fin, il lui a paru urgent d'encourager, autant que ses revenus annuels le lui permettaient, l'amélioration des chemins municipaux. C'est ce qu'il a fait par une contribution libérale à l'achat de machines à concasser la pierre et à réparer les chemins. L'efficacité de cette politique est démontrée par le fait que, dans le cours des derniers quinze mois, au-delà de 100 conseils municipaux se sont pourvus de ces machines, au moyen desquelles plus de 1200 milles de bons chemins ont été parachevés.

L'excellente réputation acquise par nos fruits sur le marché européen, où l'exportation n'en a été dirigée jusqu'ici qu'à titre d'essai, a décidé mon gouvernement d'accorder à cette branche importante de notre production agricole, une attention toute spéciale. Cinq stations expérimentales d'arboriculture fruitière ont été établies, dans le cours de l'année, sur différents points de la province.

Nous avons lieu d'être satisfaits des travaux accomplis. Leur continuation devra donner à notre culture fruitière une orientation plus sûre, et établir d'une manière méthodique et raisonnée les principes généraux qui doivent la diriger.

La colonisation a été aussi l'objet de l'attention toute particulière de mon gouvernement. Des chemins nouveaux ont donné accès à des régions naguère inhabitées, qui se remplissent aujourd'hui rapidement d'une population de colons industriels. À côté de ces groupes agricoles, d'immenses établissements industriels ont fait surgir au milieu de la forêt des centres de population ouvrière, qui comptent déjà des milliers d'habitants, auxquels ces établissements fournissent de l'emploi en utilisant, par la fabrication de la pulpe et du papier, nos ressources forestières. Tous ces progrès ont donné au domaine public un accroissement de valeur qui produira, dans un avenir prochain, une augmentation de notre revenu.

Ces industries ne sont sans doute qu'à leur début, mais nous avons la satisfaction de constater que nos immenses et nombreux pouvoirs d'eau jusqu'ici inexploités, ainsi que nos forêts illimitées et inépuisables, en assureront l'extension pendant plusieurs générations à venir.

Je fais des vœux pour que la divine Providence éclaire vos délibérations sur toutes les questions qui vous seront soumises et qu'elle répande ses bienfaits sur vous et sur vos familles.

Prise en considération du discours du trône

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable J. Shehyn), que le discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur aux deux Chambres de la Législature provinciale soit pris en considération, demain.

Adopté.

Formation des comités permanents

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que des comités permanents de cette Chambre, pour la présente session, soient nommés pour les objets suivants, savoir:

1. Privilèges et élections
2. Ordres permanents
3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières
4. Bills privés
5. Législation et lois expirantes
6. Comptes publics
7. Agriculture, immigration et colonisation
8. Différentes branches d'industrie en cette province.

Lesquels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre, à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

Adopté.

Documents:

Comptes publics

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, les comptes publics de la province de Québec pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1898. (Document de la session no 2)

Rapport du secrétaire-registraire

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport du secrétaire et registraire de la province de Québec, pour l'exercice du 1er juillet 1897 au 30 juin 1898. (Document de la session no 6)

Rapport des inspecteurs des prisons, asiles et bureaux publics

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, le vingt-huitième rapport des inspecteurs des prisons, asiles et bureaux publics de la province de Québec, pour l'année 1897. (Document de la session no 4)

Rapports et statistiques judiciaires

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, les extraits des rapports et statistiques judiciaires pour 1897. (Document de la session no 10)

Statistiques municipales

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, les statisti-

ques municipales ou rapports municipaux pour l'année expirée le 31 décembre 1897. (Document de la session no 9)

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Transmet à M. l'Orateur, trois messages de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, signés par Son Honneur.

M. L'ORATEUR: Les lit comme suit:

L.-A. Jetté,

Le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province, le rapport de l'imprimeur de la reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués; les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués; le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts. (Document de la session no 12)

Hôtel du gouvernement.
Québec, 12 janvier 1899.

L.-A. Jetté,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, copie d'un rapport de l'honorable Conseil exécutif, concernant certaines nominations dans le service civil. (Document de la session no 13)

Hôtel du gouvernement.
Québec, 12 janvier 1899.

L.-A. Jetté,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Qué-

bec transmet à l'Assemblée législative, copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, concernant la distribution de la Gazette Officielle. (Document de la session no 14)

Hôtel du gouvernement.
Québec, 12 janvier 1899.

Documents:

Rapport du commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport du commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries de la province de Québec, pour les douze mois expirés le 30 juin 1898. (Document de la session no 8)

Rapport du commissaire des Travaux publics

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport général du commissaire des Travaux publics de la province de Québec, pour 1898. (Document de la session no 7)

Rapport du commissaire de l'Agriculture

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Dépose sur le bureau de la Chambre par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport du commissaire de l'Agriculture de la province de Québec, pour 1898. (Document de la session no 3)

Rapport du commissaire de la Colonisation et des Mines

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport du commissaire de la Colonisation et des Mines de la province de Québec, pour 1898. (Document de la session no 21)

La séance est levée à quatre heures et demie.

Séance du 13 janvier 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures vingt.

Dépôt de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Guerin, la pétition du révérend Gregory O'Bryan et autres.

Par M. Atwater pour M. Rainville, la pétition de Alfred Brunet, et autres, et la pétition de la corporation de la cité de Montréal.

Par M. Robitaille, la pétition de la corporation de la cité de Québec, et la pétition de Prosper-Cyprien Beaumier.

Par M. Gouin, la pétition des commissaires de la municipalité scolaire de Saint-Henri, comté d'Hoche-laga.

Par M. Gillie's, la pétition de la Compagnie du chemin de fer Québec-Central.

Par M. Atwater, la pétition de la corporation de la cité de Montréal, et de la Compagnie du chemin de fer le Grand-Tronc.

Par M. Major, la pétition de la corporation du comté de Labelle, et la pétition de Henri Bourassa, de Papineauville, étudiant en loi.

Par M. Rocheleau, la pétition du conseil de ville de la ville de Longueuil.

Par M. Cardin, la pétition de la corporation de la cité de Sorel, et la pétition de dame Susannah Foy, de Sorel.

Par M. Chênevert, la pétition de Henri Laurier, d'Arthabaska-ville.

Adresse en réponse au discours du trône

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. CL. Cotton), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, comme suit:

À Son Honneur

L'honorable Louis-Amable Jetté,

Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en Législature provinciale, remercions Votre Honneur du gracieux discours qu'il a plu à Votre Honneur de nous adresser à l'ouverture de la présente session.

Monsieur le Président,

L'accueil si sympathique que je reçois en ce moment me fait oublier l'hésitation avec laquelle j'ai accepté le périlleux honneur de proposer l'adres-

se en réponse au discours du trône. Cette enceinte parlementaire a conservé le souvenir de tant de voix éloquentes, je suis entouré d'un si grand nombre de collègues qui brillent au premier rang dans l'art oratoire, que cette hésitation était bien justifiée. Mais je me suis dit: député de l'une des divisions électorales de Québec, de cette vieille capitale, dont, hier encore, le chef de l'Exécutif nous parlait en termes si délicats, je ne puis refuser une tâche qui en fait rejaillir tout l'honneur sur ma division électorale.

En nous rendant hier dans la salle du Conseil législatif, nous avons été heureux d'y trouver réunis les hauts dignitaires de l'Église et de l'État, la magistrature, les notabilités des professions et du commerce, l'élite de notre société, qui tous venaient témoigner non seulement de l'importance que l'on attache à la législation qui doit être soumise au Parlement de cette province, mais aussi de la haute estime dans laquelle est tenu le nouveau représentant de l'autorité souveraine en cette province.

Jurisconsulte éminent, magistrat intègre et consciencieux dont les jugements font autorité devant nos tribunaux, littérateur connaissant et faisant aimer toutes les beautés de la langue française, Son Honneur le lieutenant-gouverneur apporte à l'accomplissement de ses devoirs publics, des connaissances et une volonté qui nous garantissent que rien ne se fera qui ne tourne au bien et à la prospérité de la province, à la sauvegarde et au maintien de nos institutions.

Aussi, cette Chambre assure Son Honneur le lieutenant-gouverneur qu'elle ne lui refusera jamais l'appui qu'il a lieu d'attendre de notre patriotisme et de notre dévouement aux intérêts du pays.

Le discours du trône nous rappelle bien des événements qui ont marqué la courte période qui nous sépare de la dernière session. Et tout d'abord, Son Honneur le lieutenant-gouverneur fait allusion au départ de Lord Aberdeen.

Aimant à se mêler à notre population généreuse et hospitalière, esprit large et cultivé. Lord Aberdeen s'est acquis bien des titres à la gratitude du peuple canadien. Nous garderons longtemps le souvenir de la manière habile dont il s'est acquitté de ses hautes fonctions de vice-roi et du zèle infatigable qu'il n'a cessé de déployer pour les grands intérêts qui lui étaient confiés.

Et que dirai-je de Lady Aberdeen? Ah! c'est ici que je me sens le bien faible interprète des sentiments de la province de Québec pour cette femme admirable dont la pensée, la sollicitude journalière était de répandre le bien, de faire des heureux. Nos hôpitaux gardent le précieux souvenir de son passage. Admiratrice de nos oeuvres de charité et de nos dames hospitalières, elle a fondé l'Ordre des hospitalières Victoria leur donnant pour exemple l'abnégation, le dévouement inépuisable de nos soeurs de la Charité. Elle leur a donné mission de se rendre dans ces contrées lointaines, où la soif de l'or attire en ce moment tant de victimes qui béniront le nom de Lady Aberdeen.

Le regret que nous avons éprouvé en voyant s'éloigner de nous Lord et Lady Aberdeen a été

adouci par la pensée que le Canada aura, en leur personne, dans la mère patrie deux amis qui sauront faire connaître davantage notre beau pays, ses richesses et son vaillant peuple, et que de plus, dans la personne du successeur de Son Excellence, nous allions revoir un autre ami du Canada qui, avant de revêtir les attributs de la vice-royauté, est demeuré quelques années au milieu de nous, a pris part à notre vie nationale et s'est ainsi préparé d'avance aux devoirs et aux responsabilités de la charge éminente de gouverneur général du Canada.

Nous sommes convaincus que Lord Minto se fera une place honorable dans la succession des hommes éminents qui ont été appelés au poste de gouverneur de ce pays et nous pouvons l'assurer, ainsi que Lady Minto, de l'affection sincère de tous les Canadiens.

Lorsqu'au mois de janvier dernier Sir Adolphe Chapleau nous faisait ses adieux, à l'expiration de son terme d'office, qui de nous alors eut pu prévoir qu'à peine cinq mois après il serait brusquement enlevé à l'affection de ses concitoyens et au service de son pays. Ainsi qu'il est dit dans le discours du trône, doué de qualités transcendantes, Sir Adolphe Chapleau s'était, avant l'âge auquel le succès arrive pour les autres, placé au premier rang parmi les hommes politiques. Ainsi, bien que jeune encore, lorsque la mort l'a frappé, avait-il déjà fourni une longue et remarquable carrière. Sir Adolphe Chapleau a laissé dans la mémoire de tous, le souvenir d'un orateur puissant, d'un homme d'État distingué et en même temps celui d'une personnalité éminemment sympathique.

Quelque belles que soient les qualités de l'esprit, quelque fortes que soient les convictions produites par l'éloquence, les qualités du cœur l'emportent sur tout cela, et dites-moi, la visite de Chapleau à Mercier, au moment où cet autre homme d'État, que nous n'oublierons jamais allait dire adieu à la vie, cette rencontre des deux adversaires, des deux lutteurs de la veille, n'est-elle pas une leçon donnée au peuple canadien-français, dictée par le cœur et la plus éloquente de toutes.

L'Église catholique du Canada, pendant cette même période, a vu disparaître avec regret son pasteur le plus illustre, Son Eminence le cardinal archevêque de Québec. Quels services éminents rendus à la province par cet héritier d'un nom déjà illustre dans notre histoire, nom auquel il a ajouté l'éclat de la pourpre romaine. Comme éducateur de la jeunesse pendant de nombreuses années au Séminaire de Québec, comme bienfaiteur de toutes nos institutions, comme l'un des promoteurs et des plus fermes appuis de notre glorieuse Université Laval, comme l'un des plus ardents apôtres de la colonisation et fondateur de nombreuses et florissantes paroisses dans l'archidiocèse de Québec, il a consacré toute sa vie au bonheur et à la paix de son peuple. Aussi ce peuple, qu'il aimait tant, gardera précieusement le souvenir de ses vertus et de ses conseils.

Parmi les événements marquants de l'année qui vient de finir, nous ne pouvons passer sous silence la réunion dans cette capitale de la conférence internationale. Québec a eu l'honneur de recevoir les

représentants de la Grande-Bretagne, des États-Unis et du Canada, chargés de la mission d'harmoniser les rapports si nombreux qui existent entre la population des États-Unis et la nôtre. Cette conférence internationale est l'un des heureux résultats de la mission si brillante et si féconde accomplie en Angleterre par le premier ministre du Canada, Sir Wilfrid Laurier, pendant les fêtes du Jubilé. Ayant obtenu notre émancipation commerciale, nous ayant placé dans la position de pouvoir négocier d'égaux à égaux avec nos puissants voisins, Sir Wilfrid Laurier nous a conquis une situation des plus honorables.

Puissent toutes les causes de friction qui ont existé jusqu'à ce jour entre le peuple des États-Unis et le Canada disparaître dans un traité portant le nom de "Québec", en ce moment où s'ouvre pour notre pays une ère de si grande prospérité.

Pendant que la conférence internationale siégeait ici, nous avons eu l'inauguration de la statue que la ville de Québec a élevée à son fondateur. Samuel de Champlain. Nulle fête n'a plus profondément ému le cœur de notre population. La France, l'Angleterre et les États-Unis, venant par leur présence rendre hommage à cette gloire éminemment canadienne. Avec quel orgueil nous avons revu notre glorieux passé, et le chemin parcouru par notre nationalité, et combien nos cœurs ont tressailli lorsque nous avons aperçu, l'un après l'autre, deux drapeaux glorieux et vénérés, le drapeau de la France et le drapeau de l'Angleterre, venant secouer un peu de leur gloire sur ce monument érigé au fondateur de notre nationalité.

Avant de passer aux paragraphes du discours du trône faisant mention des principaux projets de loi qui nous seront soumis, qu'il me soit permis de m'écarter un instant du chemin suivi, pour venir déposer l'humble fleur du souvenir, une pensée, sur la tombe de Nazaire Ollivier, l'un de nos collègues pendant la dernière session, le plus bel avenir s'ouvrait devant lui; doué de toutes les qualités du cœur et de l'intelligence, travailler constant, notre regretté collègue aurait joué dans la politique un rôle des plus utiles à son pays.

Au nombre des projets de lois qui nous sont signalés par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, se trouve celui qui aura trait à l'instruction publique.

La discussion qui s'est faite à la dernière session sur la situation actuelle de l'instruction publique dans la province nous a dévoilé certain état de choses auquel il nous faut remédier, si nous voulons donner plus de diffusion et de perfectionnement à l'enseignement primaire. Nous saluons avec plaisir l'heure où l'état de nos finances nous le permettant, la province pourra consacrer de plus fortes sommes à l'instruction publique, créer plus d'écoles normales pour la formation de nos institutrices et donner plus d'encouragement à ces vaillants instituteurs qui ont la délicate mission de former l'âme, le cœur et l'intelligence de nos enfants. Nous savons combien le gouvernement qui préside actuellement aux destinées de la province, est désireux de répandre et de fortifier l'enseignement primaire, de procurer à l'enfant cette somme de connaissances requises

pour lui permettre de réussir dans la lutte journalière pour l'existence.

C'est avec plaisir que nous avons appris que les droits des provinces à la propriété des rivières navigables situées dans leurs limites, a été reconnu récemment par le Conseil privé. Ce jugement définit les droits de propriété des provinces et le pouvoir du gouvernement fédéral quant aux droits de surveillance et de protection. Grâce au règlement de ce conflit, notre province est mise en possession d'une nouvelle source de revenus qui ajoute au surcroît de valeur inespéré jusqu'ici qui s'est produit dans le domaine public, donnera dans un avenir prochain une augmentation sensible du revenu, propre à restaurer nos finances.

La refonte de nos lois sur la chasse, lois disséminées dans différents statuts, et plus ou moins susceptibles de perfectionnement, sera, je n'en doute pas, bien accueillie, ainsi que la législation requise pour l'organisation civile et judiciaire des nouveaux territoires qui s'étendent au nord de cette province.

Il me semble, j'espère ne pas me tromper, que nos amis de l'Opposition apprendront, avec un bien vif plaisir, que le déficit qu'ils nous ont laissé, en passant dans les froides régions de l'Opposition, où le verdict populaire les a relégués, ne se répètera pas cette année. Si, encore sous le coup de cette rude épreuve, ils ne veulent pas reconnaître les mérites du gouvernement, je me permettrai de leur rappeler que le peuple de cette province sait, lui, les reconnaître. Les comtés de Verchères, de Lévis, de Missisquoi et de Matane viennent de nous en donner une preuve éclatante...

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Parlez-nous de Beauharnois et de Missisquoi!

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Je suis certain que le gouvernement que la province s'est donné, le 11 mai dernier, saura, par une sage politique financière, mériter longtemps la confiance que le peuple a mise en lui. Cette Chambre est bien disposée à donner son cordial appui à sa politique réparatrice.

L'agriculture et la colonisation ne sauraient obtenir trop de sollicitude de la part du gouvernement; aussi nous sommes heureux d'apprendre que le gouvernement s'est tout spécialement occupé des moyens les plus efficaces de favoriser le progrès agricole. Les bons chemins jouent un rôle considérable dans l'économie des sociétés. Perfectionner les voies de communication, c'est faciliter les échanges de produits, diminuer leurs frais de revient, c'est contribuer puissamment au développement de notre province. Nos municipalités rurales ont tellement bien compris toute l'importance qu'il y avait pour elles d'avoir des bons chemins, qu'elles se sont empressées de profiter des avantages que le gouvernement leur offrait et en ont déjà largement bénéficié.

L'établissement de stations expérimentales d'arboriculture fruitière devra donner à notre culture des fruits, une orientation plus satisfaisante en établissant d'une manière méthodique et raisonnée les principes généraux qui doivent la diriger.

La colonisation a été aussi l'objet de l'attention particulière du gouvernement. Des chemins nouveaux ont été ouverts, qui rendent l'accès plus facile à des régions naguère inhabitées. Nous voyons avec plaisir nos compatriotes revenir des villes industrielles des États-Unis, pour s'établir sur nos terres si fertiles des vallées du Lac-Saint-Jean, du Saint-Maurice, de la Matapédia, de l'Outaouais et du Nord de Montréal. À côté des nouveaux groupes agricoles qui se forment surgissent comme par enchantement d'immenses établissements industriels qui, au milieu de la forêt vierge, deviennent des centres de populations ouvrières.

Les compagnies du Lac-Saint-Jean, des Basses-Laurentides et du Grand-Nord ont été des facteurs que nous ne pouvons oublier dans l'immense développement qui se produit dans les régions du Lac-Saint-Jean et du Saint-Maurice. Le progrès nous envahit de toutes parts; ouvrons lui toutes larges les portes de notre province.

En terminant, monsieur le Président, je serai, j'en suis certain, le fidèle interprète des sentiments de cette Chambre, en remerciant Son Honneur le lieutenant-gouverneur pour les vœux et les souhaits qu'il nous exprime dans le discours du trône, et en lui offrant, avec l'expression de notre gratitude, les vœux que nous formons pour qu'il soit longtemps conservé à l'affection de sa famille et de ses concitoyens et au service de son pays.

M. C. L. COTTON (Missisquoi): Dit que la région des Cantons de l'Est est une des plus belles de la province et il affirme que le plus beau comté est celui de Missisquoi.

C'est la seconde fois dit-il, que le représentant du comté de Missisquoi a l'honneur de seconder l'adresse en réponse au discours du trône. Je me dois donc de prononcer quelques paroles à cette occasion, de crainte que l'on pense que mon comté est mal représenté; d'un autre côté, si je parle trop, il pourrait m'arriver comme Lord Salisbury, lors d'un récent banquet à Mansion House, d'exprimer des sentiments sur lesquels on pourrait se méprendre et qui placeraient le gouvernement dans une impasse diplomatique. Par conséquent, il est important que je conserve un juste milieu. Je me contenterai de faire quelques remarques. Il est de tradition, dit-il, au début d'une nouvelle année de faire une rétrospective et de jeter un coup d'oeil sur l'avenir. Les récoltes, à travers la province, ont été assez satisfaisantes l'année dernière et notre situation financière est assez florissante comme les états financiers le démontrent. Alors que nous pleurons le départ de certains hommes publics, nous accueillons de nouvelles figures qui viennent prendre la relève. L'événement le plus important de l'année dernière a été la réunion à Québec de la conférence internationale. Il croit que tous les efforts déployés dans le but d'aplanir les difficultés qui existent avec nos voisins du sud apporteront d'heureux résultats. Le départ de Lord et Lady Aberdeen est bien regrettable, dit-il, mais c'est avec plaisir que nous accueillons Lord et Lady Minto. Je rends hommage à Son Honneur le lieutenant-gouverneur Jetté qui vient de quitter le poste de juge pour

accéder à la plus haute fonction de la province. Ceux que la grande et noble cause de l'éducation intéresse vivement doivent se réjouir à la pensée que le gouvernement veut introduire une mesure visant à améliorer l'enseignement dans la province. Je crois que chaque enfant né dans cette province devrait savoir lire et écrire, et c'est pourquoi je suis en faveur de l'enseignement obligatoire. À mon avis, nous avons beaucoup à apprendre de la population de la Nouvelle-Angleterre, même si je ne pense pas que leur système d'éducation soit parfait.

On associe beaucoup la question de l'éducation à la politique. À mon avis, l'éducation et le gouvernement constitutionnel vont de pair. Les électeurs doivent recevoir l'éducation correspondant aux privilèges dont ils jouissent, ou alors le gouvernement constitutionnel est une farce. L'enseignement supérieur fonctionne avec succès dans cette province, mais quant à l'enseignement primaire même s'il y a eu de l'amélioration, il reste encore beaucoup à faire. Il faut faire tout ce qui est possible pour l'enseignement élémentaire, mais je crois qu'aux niveaux supérieurs, nous devons leur faire confiance. Ils peuvent voler de leurs propres ailes surtout que nos universités et écoles de technologie ont reçu l'appui de généreux amis qui n'ont pas craint de déboursier de l'argent pour leur venir en aide.

Je suis en faveur de l'éducation gratuite et tout ce qui est nécessaire à l'éducation devrait l'être aussi; je dirai même plus, l'éducation devrait être obligatoire. La génération qui grandit devrait être obligée d'acquiescer au moins les rudiments du savoir. Il existe dans la province des municipalités qui sont trop pauvres pour donner une éducation convenable aux jeunes et d'autres, qui ont les moyens de le faire, n'y sont pas disposées. Je favorise l'utilisation judicieuse d'un système de punitions et de récompenses: les punitions pour ceux qui pourraient et ne veulent pas; l'aide, l'encouragement et les récompenses pour ceux qui veulent, mais qui n'ont pas les moyens.

L'agriculture constitue l'épine dorsale de la province et je félicite le commissaire à l'Agriculture d'avoir favorisé le progrès agricole et le bien-être de nos cultivateurs. Nous devons suivre l'exemple du Danemark, petit pays qui exporte avec succès ses produits laitiers. Rien ne s'oppose à ce que le Québec occupe une place aussi importante avec sa production de beurre et de fromage.

Je félicite aussi le commissaire à l'Agriculture d'avoir donné son appui à l'amélioration de nos routes qui sont dans un état déplorable, surtout depuis l'arrivée des chemins de fer.

Il dit regretter que nos routes vicinales ne soient pas à la hauteur de nos chemins de fer. Si l'argent gaspillé en colonisation avait été consacré à la construction de bons chemins, on aurait des résultats plus satisfaisants.

Quand on pense aux anciennes voies romaines qui existent depuis 2000 ans et que l'on voit leur état de conservation, on peut se demander où est passé l'argent destiné à nos chemins. A-t-il été dépensé pour des solutions de cataplasme? Ce qu'il faut pour construire de bonnes routes, ce n'est pas uniquement de l'argent, mais aussi des connaissances

techniques. Actuellement, parmi une douzaine d'entrepreneurs affectés à ces travaux, on trouverait douze techniques différentes aussi mauvaises les unes que les autres. On a distribué des machines à faire des chemins, mais on devrait bien distribuer l'art de se procurer une voirie irréprochable.

Abordant le sujet des finances, l'orateur félicite le gouvernement qui a accompli des progrès remarquables dans le domaine de l'économie. Il faut dépenser selon nos moyens, dit-il.

Il préconise une politique de colonisation vigoureuse. Avec toutes les attractions dont notre province est dotée, notre population devrait augmenter dans des proportions plus grandes qu'elle ne l'a fait dans le passé.

Le Québec est voué à un avenir promoteur avec toutes ses richesses; en particulier, ses pouvoirs hydro-électriques et l'utilisation de ses forêts pour l'industrie des pâtes et papiers. Déjà, les rapides de Lachine et de Chambly ont été harnachés. Le développement des pouvoirs hydro-électriques de Magog a fait de ce village une ville prospère, et on peut prévoir l'installation d'autres industries dans cette ville, semblables à celles établies à Grand-Mère et Shawinigan sur le site des pouvoirs hydro-électriques de la rivière Saint-Maurice et autres rivières. La valeur de ces ressources hydro-électriques s'est grandement accrue grâce à la proximité des approvisionnements en bois de pulpe.

Il déclare ensuite son attachement à la province de Québec, lieu de sa naissance et de celle de son père. Il dit que la province de Québec est le plus beau pays au monde et que le comté de Missisquoi est le plus beau de la province, mais il déplore qu'il soit coupé par une muraille de Chine de la république voisine. Il espère sincèrement que les travaux de la commission internationale réussiront à abolir les conflits qui depuis si longtemps sont un obstacle à de bonnes relations entre notre province et nos voisins américains. Il termine en remerciant la Chambre de l'attention qu'elle lui a accordée et il appuie l'adresse en réponse au discours du trône.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Je félicite d'abord le proposeur et le secondeur de l'adresse.

Je ferai maintenant quelques remarques pour me conformer à un usage parlementaire. Car le discours du trône de cette année n'est pas un discours ordinaire.

C'est l'habitude que le discours du trône contienne le menu de la session. Dans ce menu il y a les entrées et les pièces de résistance et, d'ordinaire, les entrées servent à préparer l'estomac pour les pièces de résistance. Le menu du gouvernement ne se compose que d'entrées; les entrées sont tellement nombreuses qu'on a oublié les pièces de résistance. Je serais disposé à blâmer le gouvernement si je ne trouvais quelques bonnes raisons pour justifier le caractère historique du document officiel.

On ne peut pas être trop sévère pour ce discours sans s'exposer à manquer de galanterie, car à part les personnages dont on fait mention, figurent aussi d'autres personnes fort aimables.

Considéré au sérieux, ce discours du trône est triste: c'est une nécrologie, un éloge funèbre. On y parle de cinq gouverneurs et de beaucoup d'autres faits. Le rôle joué par les gouverneurs qui nous ont quittés est du domaine de l'histoire, et nous n'avons pas à l'apprécier. Aussi je me demande pourquoi nous en parler dans le discours du trône. La Chambre est priée d'endosser les allusions du lieutenant-gouverneur à certaines individualités et, quant à celles-ci, je pense que l'unanimité de l'Assemblée est acquise quoique je suis d'avis que nous n'avons guère à nous occuper du gouverneur général du Canada.

J'avoue, cependant, que ce n'est pas sans une certaine impression, que j'ai vu là le nom de Sir Adolphe Chapleau. En relisant le paragraphe consacré à sa mémoire, je me disais qu'il arrive souvent qu'un homme figure longtemps sans que ses adversaires songent à lui reconnaître une seule bonne qualité. Aujourd'hui ceux qui ont tant dénoncé M. Chapleau font son éloge.

Quant à moi, comme premier ministre, je n'ai eu que des rapports confidentiels avec Sir Adolphe Chapleau, lieutenant-gouverneur, et je n'ai pas à divulguer ces rapports ici.

L'allusion faite par d'anciens adversaires à la mémoire de Sir Adolphe Chapleau est le plus beau tribut qui puisse être payé à l'ancien lieutenant-gouverneur et je ne puis que m'y associer cordialement. Je sais qu'il méritait ce tribut à plus d'un titre comme chef de l'Exécutif.

Je souscris avec plaisir au paragraphe concernant le lieutenant-gouverneur actuel. L'honorable M. Jetté est dans toutes les conditions voulues pour faire un lieutenant-gouverneur constitutionnel. Retiré depuis longtemps de la politique active, habitué à l'impartialité du banc, il ne peut pas et il ne doit pas avoir de préjugés préjudiciables au bon fonctionnement du gouvernement constitutionnel.

L'on nous parle en termes élogieux de Lady Aberdeen. J'ai eu l'honneur de connaître l'épouse distinguée de notre ancien gouverneur général. Je me plais à reconnaître sa charité, son dévouement et son zèle pour les classes populaires. J'ai la plus grande admiration pour ses sentiments philanthropiques et je ne puis oublier que c'est grâce à elle que nous avons des inspectrices dans les fabriques où travaillent les jeunes filles. Cela soit dit sans approuver son intervention dans nos coutumes. Je ne connais point Lady Minto. On en parle déjà comme une autre Lady Dufferin. Tous ceux qui ont connu Lady Dufferin peuvent facilement se faire une idée, de Lady Minto.

Ici, je constate deux omissions.

Je cherche en vain le nom de Lady Chapleau douée des plus belles qualités de l'esprit et du cœur. Lady Chapleau a été pour son mari l'exemple du dévouement. Atteinte d'un deuil cruel et, je pourrais dire, imprévu, elle mérite toutes nos sympathies.

Mme Jetté aussi est une femme d'un rare mérite. Sa charité inépuisable en fait une femme universellement estimée et respectée et je suis sûr d'être l'interprète de toute la Chambre en faisant des vœux pour qu'elle soit conservée encore longtemps à sa famille et aux malheureux.

Champlain a été le cinquième gouverneur auquel le discours du trône a fait allusion. L'événement méritait une mention spéciale. Champlain plane aujourd'hui sur Québec, dans la belle statue qu'on lui a élevée. Mais, il y a quelque chose de plus grand et de plus fort encore que ce bronze, c'est le souvenir de son œuvre qui vit non seulement ici, mais dans tout le Canada et qui a permis de lui élever ce monument. Champlain a été grand non seulement comme Français, mais aussi comme chrétien. Il a servi son roi et son Dieu. Gloire à lui! (Applaudissements). Sa fête a été une belle et grande fête. Je regrette cependant que l'un des orateurs de la circonstance ait cherché à diminuer le caractère national de cette fête en y introduisant la note politique.

Enfin, nous sommes invités à joindre officiellement nos regrets à ceux de la province sur la perte que l'Église catholique a faite par la mort de Son Éminence le cardinal Taschereau.

Le discours du trône dit:

"L'Église catholique du Canada pendant cette même période, a vu disparaître avec regret, son pasteur le plus illustre, Son Éminence le cardinal Taschereau, remarquable par le calme inaltérable d'une raison supérieure et par une sagesse que l'imprévu des événements ne mettait jamais en défaut."

"Le calme inaltérable d'une raison supérieure," c'est bien là le langage qu'il faut pour peindre fidèlement la belle figure de l'illustre défunt. Élève de Son Éminence, je puis me flatter de l'avoir connu intimement et je suis certain de refléter la pensée de tous, en disant que le cardinal Taschereau a été l'un des hommes les plus éminents que j'ai rencontrés.

J'arrive à une autre mention et, celle-là, je la regrette. C'est un hors-d'œuvre dans un discours du trône de notre Législature. La conférence internationale n'est pas de notre domaine. Nous avons pourtant assez à nous occuper des sujets de notre juridiction. Pourquoi mêler ainsi la politique fédérale à la politique provinciale? Le Parti libéral a-t-il complètement oublié son ancien programme? Quant à nous, notre politique est bien connue: c'est de séparer les deux politiques. Le député de Missisquoi (M. CL. Cotton) nous a parlé des immenses bienfaits de cette conférence. Eh bien! puisqu'il faut en parler, je dirai qu'après avoir suivi les travaux de cette conférence, j'en suis encore à voir ces grands résultats. C'est l'histoire de la montagne en travail. Je souhaite pour le bien du pays qu'elle enfante autre chose qu'une souris.

M. l'Orateur, le gouvernement revient avec une loi sur l'Instruction publique. Mais, je vous avoue que je n'ai pas été peu surpris du changement qui s'est opéré chez lui. Afin d'être mieux compris, je vais lire l'énoncé de sa politique, cette année, et l'énoncé de sa politique, l'année dernière. Cette année, le gouvernement nous dit: "Au nombre de ces projets de loi, je signale à votre attention toute particulière, celui qui a trait à l'Instruction publique."

"Sans affecter aucunement les principes qui font la base de notre système scolaire cette législation contribuera sensiblement à la diffusion et au perfectionnement de l'enseignement primaire."

Aussi, cette année, le gouvernement ne touchera pas au principe. L'an dernier, le gouvernement nous disait qu'il fallait apporter des modifications importantes. J'attire votre attention sur ces mots "modifications importantes". Comment se fait-il que cette année le gouvernement tienne un langage si différent?

Que s'est-il donc passé? L'an dernier, il fallait tout modifier. Sans cela pas de salut pour la province; cette année, plus de modifications. Nous sommes témoins d'une conversion subite. Il est vrai que certains bruits avant-coureurs nous ont averti de ce qui va se passer. J'ai vu dans un journal de Montréal, il y a quelque temps, un communiqué suggérant à nos adversaires d'abandonner ce projet. Plus tard, d'autres journaux nous ont annoncé que le premier ministre avait réussi à s'entendre avec Mgr Bruchési à ce sujet. Mais puisqu'en même temps un ministre qui ne siège pas dans cette Chambre, déclarait que la loi de l'année dernière serait présentée de nouveau à cette session et qu'elle passerait ou qu'elle serait présentée de nouveau jusqu'à ce qu'elle fut adoptée par les deux Chambres, je n'insisterai pas, cependant, sur le ridicule de la position de nos adversaires. J'aime mieux ne voir que le bon côté de la question et proclamer dans l'attitude actuelle du gouvernement le triomphe des principes préconisés par l'Opposition.

Que nos adversaires restent au pouvoir! Nous sommes dans l'Opposition, mais notre politique triomphe, nos idées triomphent.

Je suis heureux de constater que le gouvernement se range à l'avis de ses adversaires et je ne puis qu'en féliciter le premier ministre. Quand la loi sur l'enseignement sera présentée, l'Opposition se fera un devoir de l'étudier et d'en discuter les termes. En attendant, elle est heureuse de constater que ses principes sont actuellement adoptés par le gouvernement.

J'admets que le jugement du Conseil privé rend inévitable la législation nouvelle sur la chasse et les pêcheries.

Le paragraphe du discours au sujet des pêcheries ne souffre aucune divergence d'opinion excepté que nous avons bien le droit de réclamer notre part de mérite dans le résultat de cette contestation devant les tribunaux. Je vois, par le rapport du commissaire des Terres (l'honorable S.-N. Parent, Saint-Sauveur) qui ne pêche pas par modestie, qu'il parle de cette question comme si c'était son affaire à lui. Qu'il nous permette de lui dire que c'est le gouvernement conservateur qui, le premier, a revendiqué les droits de cette province sur cette question, qui a fait des pêcheries une branche distincte du département et qui en a triplé le revenu dans l'espace de quelques années.

Quant à l'organisation judiciaire des territoires nouveaux de la province, le gouvernement ne peut nier que c'est le parti de l'Opposition d'aujourd'hui qui a seul le mérite d'avoir agrandi le territoire de la province dans de si vastes proportions.

Le gouvernement se propose aussi de refondre les lois de chasse. C'est un sujet délicat qui a même mis un gouvernement en danger. Je lui conseille de

ne pas toucher ce qui est bien et pour le reste d'être prudent. Se proposerait-il par hasard d'en lever la protection à certains gibiers, comme les castors, par exemple? (Rires) Cela est dangereux. Les castors rouges n'aimeraient peut-être pas cela, et alors il se verra obligé de revenir sur ses pas, ce qui n'est jamais amusant pour un ministre. Je serais heureux d'avoir quelques explications complémentaires de la part du premier ministre.

L'an dernier, le gouvernement a inauguré un système de critique déplacé dans le discours du trône, et je vois que ce système se continue cette année encore. Il me semble pourtant que le gouvernement, qui était en frais de compliments pour tous les défunts, aurait bien pu en réserver quelques-uns pour les ministres défunts.

L'an dernier, le gouvernement a fait faire par le lieutenant-gouverneur des réflexions fort sévères au sujet des opérations financières de ses prédécesseurs et a voulu faire croire au public qu'il y avait réellement eu un déficit considérable. Cette année il tente encore de faire voir où, quand et comment il a opéré des économies ou diminutions de dépenses.

Ah! mais c'est que notre parti n'est pas mort, c'est que nous sommes vivants et que les vivants doivent être critiqués. Eh bien, je dis au gouvernement que son accusation est toute gratuite et à son affirmation gratuite, je réponds par une négation. Vous vous vantez d'avoir diminué la dépense. Je dis non. Vous avez déplacé la dépense, mais vous ne l'avez pas diminuée.

L'exercice financier clôturant le 30 juin 1897 portait certaines dépenses extraordinaires autant que lourdes qui ne se répètent pas chaque année, comme par exemple les élections et la révision des listes électorales.

La dépense de \$50,000 pour les élections générales est disparue parce qu'il n'y a pas eu d'élection, mais cela est indépendant de votre contrôle. Où sont vos retranchements dans la dépense ordinaire? Vous avez rogné sur l'agriculture, vous avez rogné sur la colonisation. Vantez-vous en donc! Mais à part cela?

Le gouvernement blâme l'ancien ministère d'avoir aboli des taxes créées uniquement pour faire face à une situation onéreuse léguée par le gouvernement libéral précédent, tandis que devant le public, il a toujours attaqué l'Opposition d'aujourd'hui pour avoir créé les mêmes taxes.

Vous nous prédisiez un surplus de \$40,000 cette année. Donnez-nous des nouvelles de ce surplus. Le discours du trône n'est pas rassurant à ce sujet.

Je me déclare prêt à favoriser la colonisation, qui est la continuation de la politique conservatrice, et l'arboriculture, recommandant que l'on fasse des efforts pour améliorer la culture de la pomme fameuse dans notre district.

Je félicite le ministre de l'Agriculture (l'honorable F.-G.-M. Dechêne, L'Islet) sur l'excellente façon dont il suit les traces de ses prédécesseurs. La fameuse politique de la bonne voirie n'est autre chose que la politique inaugurée par l'ancien gouvernement. Quant à l'établissement de pépinières, je suis heureux

de féliciter le gouvernement à propos de cette innovation.

Le commissaire de la Colonisation (l'honorable A. Turgeon, Bellechasse) est un orateur de première force, capable de faire prendre des taupinières pour des montagnes, mais il a certainement enflé l'importance du mouvement de rapatriement qui était déjà aussi fort qu'aujourd'hui sous le gouvernement précédent.

Je crois que le commissaire voit les choses un peu trop en grand. Ce serait bien désirable de voir les Canadiens revenir par milliers des États-Unis, mais je ne crois pas que la réalité soit aussi riante. D'ailleurs il ne faut pas que le commissaire pense que tout ce qui arrive aujourd'hui est dû à son initiative. On parlait de colonisation avant lui; on parlait de l'amélioration des chemins avant lui, et le retour des Canadiens était commencé avant son entrée au ministère de la Colonisation.

Quant à l'industrie de bois de pulpe, déjà, en 1894, le gouvernement conservateur avait pris des mesures pour aider effectivement cette industrie. Un des témoins qui a comparu devant le comité nommé pour étudier la question a établi une usine à Grand-Mère et l'Opposition est heureuse de constater qu'elle a fait tant de progrès. Il est regrettable toutefois que le gouvernement n'accorde pas plus d'attention à la protection de cette industrie.

Je demande au gouvernement de citer un seul acte qu'il ait fait pour encourager l'industrie de la pulpe. Cette industrie est la grande industrie de l'avenir. Tous les capitalistes consacrent leur argent à son exploitation. Le gouvernement est-il d'opinion que les fabricants de pulpe dans notre province devraient être plus favorisés que ceux qui exportent le bois de pulpe à l'étranger? J'espère que le premier ministre nous renseignera sur ce sujet important.

Le Parlement provincial ne peut imposer des droits d'exportation, mais il peut diminuer ceux de coupe. Le cabinet d'Ontario a protesté auprès de la conférence internationale, contre l'exportation libre du bois à pulpe. L'industrie de la pulpe est la plus importante de la province et mérite d'être encouragée. Je suis heureux de voir que le discours du trône qualifie d'illimitées et d'inépuisables nos richesses forestières.

Alors que le gouvernement actuel était dans l'Opposition, il accusait les hommes au pouvoir de ruiner nos forêts. Aujourd'hui que ces messieurs sont au pouvoir, ils sont d'un optimisme réconfortant. Voilà comment un libéral dans l'Opposition diffère radicalement d'un libéral au pouvoir. Quand il est dans l'Opposition tout est sombre, quand il est au pouvoir tout est clair et radieux. La politique qu'ils condamnaient dans l'Opposition devient excellente dès qu'ils arrivent au pouvoir et ils se l'assimilent sans la moindre vergogne, sans l'ombre d'un scrupule.

Le gouvernement a oublié de dire ce qu'il compte faire à propos des chemins de fer. Dans une réunion publique un des ministres, absent en ce moment, a déclaré que le gouvernement avait bravement résisté aux assauts de tous les entrepreneurs de chemins de fer dont quelques-uns grands amis

du ministre. Le cabinet est décidé de n'accorder aucun subside aux chemins de fer. Que fera-t-il, par exemple, pour le Grand-Nord?

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Rien!

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Le député de Huntingdon (l'honorable G.W. Stephens) ne veut pas en entendre parler. Il a déclaré que le gouvernement résistera à toute demande de subside.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Le premier ministre confirmera-t-il la déclaration du député de Huntingdon que le gouvernement résistera à toute demande de subside? Le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries (l'honorable S.-N. Parent, Saint-Sauveur) maire de Québec, pourrait peut-être donner d'intéressants détails à la Chambre.

Que le premier ministre ou le commissaire des Travaux publics dise ce que le gouvernement compte faire du contrat avec la ligne Atlantique et Lac-Supérieur déclaré légal par les tribunaux.

Je m'attendais à trouver dans le discours du trône une déclaration quelconque à ce sujet. Rien!

Où en est rendu l'arbitrage entre la Puissance et les provinces? Rien encore!

Le chef de l'Opposition remercie le lieutenant-gouverneur des bons vœux qu'il a adressés aux députés et à leurs familles. Il termine son discours en disant que les députés de chaque côté de la Chambre, même si leurs opinions politiques diffèrent, travaillent tous pour le bien de la province. L'Opposition est très heureuse de constater que le gouvernement a adopté de ses idées. Le pouvoir est un attrait agréable. Mais il est plus agréable encore de gouverner des bancs de l'Opposition et de constater que le gouvernement est obligé de se conformer aux désirs de l'Opposition comme c'est le cas actuellement.

Le chef de l'Opposition félicite ensuite le proposeur et le second de l'adresse et ajoute qu'il est d'accord avec leurs propos à l'exception cependant de certaines remarques du député de Missisquoi (M.C.L. Cotton) sur l'éducation.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dès le début, j'adresserai mes plus sincères félicitations aux députés qui ont été chargés de présenter et de seconder l'adresse en réponse au discours du trône. La réputation de notre collègue de Québec-Centre (M. A. Robitaille) est depuis longtemps établie et personne n'a été surpris de l'habileté qu'il a déployée dans l'accomplissement de sa tâche.

Nous avons aussi éprouvé beaucoup de plaisir à écouter le député de Missisquoi (M. C.L. Cotton) et il est évident pour tout le monde que la Chambre vient de faire une précieuse acquisition.

Il n'est certes pas désagréable de constater la courtoisie qui a présidé à la discussion de la part du chef de l'Opposition. Il n'est pas sans intérêt non plus de constater que le député de Gaspé (M. E.J. Flynn) ne réclame le discours du trône que comme un long panégyrique. Puisqu'il est sous cette illusion, Dieu me garde de la lui enlever.

Il est possible que nous ayons emprunté à nos prédécesseurs tout ce qu'ils avaient fait de bien, mais je ne puis admettre que nous ayons suivi entièrement la même ligne de conduite. Je ne saurais admettre que nous les ayons suivis dans la voie des déficits et dans leurs gaspillages des deniers publics.

L'honorable chef de l'Opposition a déclaré que le discours du trône manque de pièces de résistance. Cependant, si l'on en juge par la longueur de son discours, il semble y avoir assez trouvé pour faire un repas copieux, et je lui souhaite que la digestion n'en soit pas trop difficile.

Il nous reproche d'avoir fait allusion à la conférence internationale. Je ne vois pas comment pour cela l'on pourrait nous reprocher d'avoir empiété sur la politique fédérale et fait acte de partisanerie. Le discours du trône ne fait qu'allusion à un événement qui peut aboutir à l'établissement de bonnes relations entre deux peuples et qui, s'il en est ainsi, produiront de grands avantages que nous partagerons tous.

Je ne pense donc pas que nous ayons fait une incursion sur le terrain fédéral. Nous n'avons fait qu'exprimer notre satisfaction de l'existence de la Conférence de Québec.

À propos de l'instruction publique, le chef de l'Opposition prétend que nous sommes aujourd'hui en contradiction avec ce que nous disions l'année dernière. Il soutient que nous avons complètement changé de vues sur le sujet. Et bien, je soutiens et je ne redoute nullement d'être contredit, que le bill de l'année dernière ne contenait aucun changement fondamental à notre système d'éducation et ce système n'eut pas été radicalement changé si la loi avait passé devant le Conseil. Le système, ou plutôt les principes sur lesquels il est basé, sont bien connus. Il y a une grande différence entre l'administration proprement dite du département de l'Instruction publique et le contrôle de l'éducation elle-même qui n'était pas visé dans la loi. Ni la loi de l'année dernière, ni celle présentée à cette session n'avaient pour but d'y porter atteinte. La question qui se pose n'est qu'une question de pure administration, administration qui devait être confiée à un ministre au lieu de rester dans les mains du surintendant. Nous avions tenté de faire passer une mesure qui aurait procuré à nos écoles un immense avantage. Voilà tout.

Le chef de l'Opposition veut aussi que l'on mette à son crédit le projet de législation sur la vente des limites à bois. Le premier projet de réforme a été fait en 1887. Tout est resté en suspens depuis que les conservateurs sont arrivés au pouvoir.

Il n'est guère possible de se rendre compte de la situation financière de la province qu'en faisant la comparaison de la première année où le gouvernement libéral a détenu le pouvoir et de l'année où le chef de l'Opposition présidait aux destinées de la province comme premier ministre. Nous sommes prêts à discuter les économies que lui et ses collègues ont réalisées en 1896. Nous sommes prêts à démontrer que les hommes qui ont imposé de nouvelles taxes dans le but de diminuer la dette publique l'ont considérablement augmentée. Nous sommes prêts à démontrer que bien que les taxes

aient été imposées pour faire disparaître les déficits, les déficits ont été augmentés, mais la véritable discussion doit se faire entre l'administration actuelle et celle qui la précéda.

Le chef de l'Opposition osera-t-il soutenir que sa dernière année d'administration ne s'est pas soldée par un déficit énorme? Soutiendra-t-il que nous n'avons pas considérablement réduit le déficit? Comment soutiendrait-il que sous son administration il n'y a pas eu de déficit et que la dette n'a pas été augmentée de millions de dollars? Je pourrai montrer dans quelques jours que, sous l'administration libérale, la dette publique n'a pas été en réalité augmentée.

Maintenant, le chef de l'Opposition nous fait le reproche de ne pas avoir fait disparaître toutes les taxes que lui et ses amis avaient imposées. C'est assurément un singulier reproche, puisque les Conservateurs eux-mêmes avaient cru devoir les maintenir. Le chef de l'Opposition nous a laissé une succession des plus embarrassées, un déficit énorme, une augmentation dans les dépenses obligatoires, quand il diminuait notre revenu de \$300,000; et il nous demande de diminuer notre revenu et de montrer nos surplus. Il est surpris que nous n'ayons pas encore rétabli l'équilibre dans les finances, quand, non content de nous laisser un passif énorme, il nous chargeait de payer un million et demi de subsides aux chemins de fer. Il y a donc eu augmentation de la dette publique et augmentation correspondante des charges à imputer sur le revenu. Nous n'avons donc pu, dans une seule année, réparer les désastres de cinq années d'administration conservatrice, et c'est là le seul crime que l'on nous impute.

Le chef de l'Opposition nous adresse des reproches au sujet de la collection du revenu. Il se figure donc que, parce que nous avons dénoncé les taxes, nous ne collecterons pas les revenus de la province. Nous ne faisons que notre devoir en agissant ainsi et en forçant ceux qui ne veulent pas payer, à le faire.

Maintenant, le chef de l'Opposition voudrait que l'on mette à son crédit les mesures prises en faveur de l'agriculture. Il proclame que l'idée des bons chemins appartient à M. Beaubien. Je ne nie pas que sous l'administration conservatrice il y avait des concasseurs et des machines à chemins, mais il y a un fait certain, c'est que depuis que le député de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechêne) est ministre de l'Agriculture, il s'est fait un progrès inouï, grâce aux facilités et aux encouragements donnés aux municipalités. Dans quinze mois, plus de 12,000 milles de route ont été construits dans cette province, et ces chiffres sont assez éloquentes pour démontrer l'activité et le zèle du ministre de l'Agriculture.

Le chef de l'Opposition a cru devoir faire allusion à l'industrie de la pulpe qui sera, certes, une source de richesses pour la province de Québec. Je suis aussi très heureux d'y faire allusion, car elle va donner à notre province une activité commerciale jusqu'alors inconnue, mais il n'est pas juste pour le chef de l'Opposition de nous faire un reproche d'avoir négligé d'en parler dans le discours du trône. Nous

avons beaucoup plus raison dans l'Opposition de reprocher au gouvernement de ne pas utiliser le domaine public comme une source de revenus. En voici d'ailleurs la preuve: le gouvernement conservateur vendait 2,100 milles de bois pour \$35,000; nous en avons vendu 1,900 milles pour \$135,000.

Pour en revenir à cette question de la pulpe, le gouvernement ne l'a pas négligée, comme les faits le démontrent.

Il l'a étudiée, comme doivent l'être toutes les questions de la plus haute importance avant de prendre une décision. Quant à moi, je suis prêt à reconnaître, et cela n'est pas sans m'attrister, que le bois de pulpe de nos forêts s'exporte aux États-Unis, pour le plus grand avantage des propriétaires de manufactures de ce pays. Je suis prêt à prendre toutes les mesures pour conserver à notre population tous les avantages de cette industrie, mais j'estime que ce serait une faute que de prendre des décisions sur cette question à la légère, quand nous savons qu'elle est en discussion devant la Conférence de Québec. Il a été question, chez nos voisins, de supprimer les droits sur l'importation et, dans ce cas, il serait inutile pour nous de passer aucune mesure vexatoire. Mais si ces droits ne disparaissent pas, il sera alors de notre devoir de voir si nous ne devons pas faire adopter une loi qui assure à nos propriétaires de moulins à pulpe les mêmes avantages que possèdent ceux des États-Unis.

L'honorable chef de l'Opposition nous a reproché de ne pas surveiller les intérêts de la province à propos des pêcheries de rivières, et il a cité l'exemple de l'Ontario, bien que les conditions soient loin d'être identiques. Il n'y a aucune comparaison possible, et nous ne saurions dire que sur ce point nous ayons les mêmes intérêts que la province voisine.

Quant aux subsides aux compagnies de chemins de fer, le gouvernement n'a jamais eu l'idée de dire qu'il fermera l'oreille pour toujours aux demandes qui seront faites en faveur des entreprises d'intérêt public. Mais nous devons commencer par remettre nos finances en bon ordre; et quand le temps sera venu de voir les surplus succédant, aux déficits, nous ne refuserons pas d'étudier les moyens de prêter assistance à ces entreprises. Qu'on me permette de le dire, je ne crois pas que le système de subventions employé jusqu'à ce jour ait été bon. Les gouvernements précédents ont gaspillé millions sur millions, et sont arrivés à un chiffre absolument disproportionné avec nos ressources, menaçant d'épuiser notre pouvoir d'emprunt et de nous faire descendre du rang que nous tenons dans la Puissance du Canada. Au lieu de continuer à accorder des subsides aux chemins de fer, nous avons décidé, dès que l'état des finances le permettra, d'adopter le système de la province d'Ontario, et d'accorder des "bonus" annuels pris sur le revenu. Ces subsides annuels, servis pendant un certain temps, vaudront aux compagnies les mêmes sommes qu'un subside payé en une seule fois et n'auront pas l'inconvénient d'augmenter le passif de la province.

Aujourd'hui, si, au lieu d'avoir suivi ce système qui nous a conduit à payer annuellement en intérêts

\$1,600.000. nous n'étions pas tombés dans ces errements, nous aurions un montant considérable qu'il nous serait loisible d'accorder chaque année aux compagnies de chemins de fer. Mais est-ce qu'il nous est à jamais impossible d'atteindre ce but? Je ne le pense pas et j'ai le ferme espoir que dans un avenir très rapproché, l'état de nos finances nous permettra de venir en aide à ces entreprises qui méritent toute l'attention des gouvernements.

Encore une fois, notre premier devoir est de remettre nos finances en bon ordre. Nous faisons tous nos efforts pour atteindre ce but. Nous avons d'ailleurs obtenu les suffrages de l'électorat pour y arriver, et il n'est pas de motifs, pas de critiques, viendraient-ils même du chef de l'Opposition, qui nous feraient dévier de notre voie. Quand nous aurons atteint le but que nous nous proposons, ce sera alors le temps de commencer, non pas à imiter la prodigalité de nos prédécesseurs, mais de donner notre appui aux entreprises qui seront en réalité d'intérêt public.

Je n'ai pas l'intention de m'étendre plus longuement sur le discours du chef de l'Opposition qui, en réalité, ne renferme que l'approbation de la politique ministérielle. Il est vrai qu'il en réclame tout le bénéfice et je ne vois pas d'inconvénient de lui accorder cette petite satisfaction, si cela peut consoler l'Opposition des événements des dernières semaines.

Quant au gouvernement, il est plus décidé que jamais à ne pas dévier de la ligne droite qu'il s'est tracée, et il est un fait, c'est que lorsque l'état des finances le permettra, l'administration libérale saura donner aux entreprises d'intérêt public tous les encouragements qu'elles méritent.

L'adresse est adoptée.

Subsides

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable J. Shehyn) que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Et aussi que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité pour considérer les voies et moyens à prendre pour prélever les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Documents:

Rapports du conseil et mandats spéciaux

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dépose sur le bureau de la Chambre, l'état des rapports du conseil et des mandats spéciaux, en vertu de l'article 785 des statuts révisés de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis, (émis entre la clôture de la session, le 15 janvier 1898, jusqu'à l'ouverture de la session suivante, 12 janvier 1899), lequel est lu comme suit:

État des rapports du conseil et des mandats spéciaux en vertu de l'article 785 des statuts refondus de la province de Québec préparé par l'auditeur de la province de Québec. (Émis durant la vacance, entre la clôture de la session, le 15 jan., et 1898, et l'ouverture de la session suivante, le 12 janvier 1899).

Nos des mandats spéciaux	SERVICE	Rapports du conseil		Montants des mandats spéciaux		Montants dépenses		Balance non dépensée	
		Nos	Dates	Montants	\$	cts	\$	cts	\$
2	Législation:								
	Montant requis d'urgence non inscrit aux prévisions budgétaires pour couvrir les dépenses de la Législature pour papeterie, impression, reliure, etc., savoir:								
	Assemblée législative:								
	Traitements et frais casuels, etc.								
	Impression et reliure pour les deux								
	Chambres de la Législature, S.R.Q.,								
	art. 158	10,015.00	133 12 mars 1898	15,004.30	15,004.30				19.88
3	Inspection des bureaux publics:								
	Montant requis d'urgence, pour couvrir les dépenses à encourir pour l'inspection des bureaux publics pour le reste de l'exercice en cours, le crédit voté étant insuffisant.	312	3 juin 1898	1,219.80	1,219.80				1,219.80
4	Administration de la justice:								
	Montant requis d'urgence, pour couvrir les dépenses à encourir pour l'administration de la justice, pour le reste de l'exercice en cours, pour lesquelles le crédit voté s'est trouvé insuffisant.	313	3 juin 1898	30,000.00	30,000.00				30,080.00
5	Services divers:								
	Traitements des registrateurs et frais casuels:								
	Montant requis d'urgence, pour défrayer les dépenses à encourir pour le service des registrateurs pour le reste de l'exercice en cours, le crédit voté s'étant trouvé insuffisant.	314	3 juin 1898	3,685.86	3,685.86				3,685.86

État des rapports du conseil et des mandats spéciaux en vertu de l'article 785 des statuts refondus de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la province de Québec. (Emis durant la vacance, entre la clôture de la session, le 15 janvier 1898, et l'ouverture de la session suivante, le 12 janvier 1899).

Nos des mandats spéciaux	SERVICE	Rapports du conseil		Montants des mandats spéciaux		Montants dépenses	Balance non dépensée
		Nos	Dates	Montants			
					\$	cts. \$	cts.
6	Gouvernement civil:						
	Frais casuels:						
	Montant requis d'urgence, pour défrayer les dépenses à encourir pour les frais casuels des départements, pour le reste de l'exercice en cours, pour lesquels le crédit voté s'est trouvé insuffisant.	323	7 juin 1898.	6,000.00		6,000.00	
7	Services divers:						
	Protection des forêts:						
	Montant requis d'urgence, pour couvrir les dépenses à encourir pour le service de la protection des forêts pour le reste de l'exercice en cours, pour lequel le crédit voté s'est trouvé insuffisant.	324	7 juin 1898.	4,000.00		4,000.00	542.82
8	Travaux et édifices publics:						
	(Ordinaires)						
	Assurances des palais de justice et prisons:						
	Montant requis d'urgence pour compléter le paiement des primes sur les polices d'assurance des palais de justice et prisons de la province, renouvelées pour trois années, pour lequel le crédit voté s'est trouvé insuffisant.	351	3 juin 1898.	484.61		484.61	
1	Colonisation et Mines:						
	Arpentages:						
	Montant requis d'urgence pour payer les obligations résultant de contrats pour arpentage en partie adjugé par les administrations précédentes, et entraînant une dépense pour laquelle le crédit réduit de moitié cette année, s'est trouvé insuffisant.	523	8 octobre 1898.	17,743.00		17,743.00	17,743.00

État des rapports du conseil et des mandats spéciaux en vertu de l'article 785 des statuts refondus de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la province de Québec. (Émis durant la vacance, entre la clôture de la session, le 15 janvier 1898, et l'ouverture de la session suivante, le 12 janvier 1899).

Nos des mandats spéciaux	SERVICE	Rapports du conseil		Montants des mandats spéciaux		Montants dépenses	Balance non dépensée
		Nos	Dates	Montants			
				\$	cts. \$	cts. \$	cts.
2	Agriculture:						
	Exposition agricole:						
	Montant requis pour contribuer à la tenue d'expositions agricoles en vue d'encouragement à donner à la classe agricole, le budget de l'exercice en cours ne contenant aucun crédit pour faire honneur à des engagements auxquels il faut pourvoir d'urgence.	553	19 octobre 1898	15,000.00	15,000.00	15,000.00	
				93,137.57	93,137.57	92,574.87	562.70

Département du trésor,

Bureau de l'auditeur,

Québec, 13 janvier 1899.

A.-H. Verret,

Auditeur de la province.

Formation des comités permanents

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. J. Shehyn), qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre.

Adopté.

Il est ordonné que l'honorable M. Robidoux, l'honorable M. Dechêne, l'honorable M. Duffy, M. Flynn, M. Pelletier, M. Hackett, M. Nantel, M. Langelier, M. Robitaille, M. Watts et M. Tessier (Rimouski) composent ledit comité.

La séance est levée à six heures quinze.

Séance du 16 janvier 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures quinze.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table:

Par M. De Grosbois, la pétition de The Stadacona Water Light and Power Company" et la pétition de Joseph Marcotte et autres.

Par M. Langelier pour M. Major, la pétition de la corporation du comté de Labelle.

Par M. Smith, la pétition de Octave Gaudet, de Ham-Nord.

Par M. Décarie, la pétition de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste, de Montréal, la pétition de S.S. Bain et autres, la pétition de la corporation de la cité de Saint-Henri, et la pétition de Edouard Beaudry et autres.

Par M. Panneton, la pétition de J.-D.-O. Godin et autres, de Saint-Elie-d'Orford, la pétition du révérend J.-A.-R. Plamondon et autres, et la pétition de la corporation de la cité de Sherbrooke.

Par M. Gouin, la pétition de la Compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord, la pétition de la Société des artisans canadiens-français de la cité de Montréal, la pétition de la fraternité du tiers ordre de Saint-François-d'Assise, de Montréal, la pétition des syndics apostoliques des pères franciscains de l'observance, de Montréal, et la pétition de Alexandre Fi. Mitchell et autres, de Montréal.

Par M. Béland, la pétition de la Compagnie de pulpe du Lac Mégantic, et la pétition de W.-H.-B. Chaussegros de Léry et autres.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

Du révérend Gregory O'Bryan et autres demandant une loi d'incorporation sous le nom de "Loyola Collège".

De la corporation de la cité de Montréal, demandant une loi à l'effet de reviser et de refondre la charte de ladite cité.

De la corporation de la cité de Québec, de la corporation de la cité de Sorel, et de la corporation de la ville de Longueuil, demandant, respectivement, des amendements à leur charte.

De la corporation de la cité de Montréal, et de la Compagnie du chemin de fer Grand-Tronc, demandant, respectivement, une loi autorisant la vente d'un terrain par la ville à cette compagnie, pour y construire des bureaux.

Des commissaires d'écoles de la municipalité de Saint-Henri, comté d'Hochelaga, demandant une loi à l'effet de dissiper les doutes relatifs aux droits d'imposer une taxe spéciale sur les corporations et compagnies légalement constituées et pour autres fins.

De dame Susannah Foy, épouse de sieur Albert Gundlack, de la cité de Sorel, demandant une loi l'autorisant à vendre certaines actions de la Banque Molson.

De Alfred Brunet et autres, héritiers fiduciaires de feu Alexis Brunet, demandant une loi pour mieux déterminer les pouvoirs accordés aux héritiers fiduciaires et pour autres fins.

Du conseil du comté de Labelle, demandant une loi transférant le bureau d'enregistrement du comté de Labelle, de Buckingham à Papineauville.

De Prosper-Cyprien Beaumier, demandant une loi l'autorisant à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec, après examen.

De Henri Bourassa, de Papineauville, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres.

De Henri Laurier, d'Arthabaskaville, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

De la Compagnie du chemin de fer Québec-Central, demandant des amendements à sa charte.

Documents:

Rapport du bibliothécaire de la Législature

M. L'ORATEUR: Communique à la Chambre le rapport du bibliothécaire de la Législature de la province de Québec, lequel est lu comme suit:

Le bibliothécaire de la Législature a l'honneur de soumettre son rapport pour la vacance de 1898:

Depuis l'ouverture de la session de 1897, la bibliothèque s'est accrue de 1,811 volumes et de 610 brochures, au moyen d'achats, d'échanges et de dons.

Aujourd'hui, la bibliothèque renferme 55,000 volumes et environ 12,600 brochures, dont 10,000 sont reliées par séries de 15 à 20, formant chacune un volume séparé dont un catalogue spécial rend la consultation plus facile.

Le bibliothécaire a fait ajouter deux rangées de tablettes dans chacune des alcôves, de manière à permettre l'installation de cinq à six milles volumes de plus. Ce moyen lui a paru le meilleur, comme le moins dispendieux, pour attendre le jour où la province construira un édifice spécial, ou donnera plus d'extension à la bibliothèque actuelle.

Comme le bibliothécaire en a déjà fait plusieurs fois la remarque dans ses rapports antérieurs, le local mis à sa disposition pour le groupement général des livres est devenu insuffisant. Pour obvier aux inconvénients nombreux qui en résultent, il a dû reléguer quelque 23,000 volumes dans des quartiers à part plus ou moins accessibles, d'où il suit que le service est plus lent et plus pénible.

Depuis le dernier exercice, la bibliothèque a vu surtout augmenter les sections de droit et de législation.

Le bibliothécaire a souscrit à la grande collection des Relations des Jésuites, publiée en anglais et en français par la maison Borrows, de Cleveland, ainsi qu'à une édition nouvelle des ouvrages de l'historien Parkman, également éditée par une maison américaine.

Le département de l'histoire du Canada s'enrichit tous les jours d'ouvrages publiés en France et aux États-Unis où notre histoire compte beaucoup d'admirateurs.

Respectueusement soumis.

N.-E. Dionne

Bibliothécaire de la Législature
de la province de Québec.

Québec, le 13 janvier 1899.

Introduction de bills:

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):
Demande la permission d'introduire un bill (bill no 2) concernant les limites nord-est, nord et nord-ouest de certains comtés de la province.

Il déclare que ce bill est rendu nécessaire par le changement des frontières de la province dont le territoire s'est notablement agrandi.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):
Demande la permission d'introduire un bill (bill no 3) concernant le territoire d'Abitibi, de Mistassini et d'Ashuanipi.

Il s'agit d'organiser ces territoires au point de vue civil et d'enregistrement. Le premier sera annexé à Pontiac, le deuxième à la division no 2 du Lac-Saint-Jean, et le troisième au Saguenay.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):
Demande la permission d'introduire un bill (bill no 6) amendant la loi concernant les terres publiques.

Ce projet de loi a pour but de fixer la responsabilité de tiers auxquels des terres de la couronne ont été cédées et de fixer le délai dans lequel ces terres doivent être cultivées sous peine d'annulation de la vente. Il s'agit surtout de légaliser certaines annulations de ventes de terres depuis 1882.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):
Demande la permission d'introduire un bill (bill no 5) amendant la loi concernant la protection des forêts contre les incendies.

Il s'agit de changer la date à laquelle il est défendu d'allumer des feux sur les terres défrichées. Cette date serait fixée du 1^{er} juillet au 1^{er} septembre, tandis que sous la loi actuelle, elle est du 15 juin au 15 septembre. Dans des cas exceptionnels le commissaire aura le droit d'accorder un délai ultérieur.

Cette loi doit étendre et augmenter l'efficacité du service des incendies.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):
Demande la permission d'introduire un bill (bill no 9) intitulé: "Loi de l'Instruction publique".

DES VOIX. Expliquez!

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):
Exprime l'opinion que le meilleur moment pour cet exposé serait peut-être d'attendre la deuxième lecture.

DES VOIX DE L'OPPOSITION: Insistent.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):
Le but de cette loi est de faire progresser l'éducation dans la province. La loi actuellement présentée est à peu près la loi de l'année dernière. Il y a naturellement été fait quelques additions et aussi quelques amendements et quelques suppressions. Les changements opérés n'atteignent pas le fond, mais le fonctionnement de la loi. Ainsi, pour prendre le bill par la fin, tout ce qui avait trait aux appels subsiste.

L'enseignement de l'agriculture qui n'était d'abord que facultatif devient impératif dans les écoles de la campagne. L'enseignement du dessin sera obligatoire dans toutes les écoles.

Une mesure nouvelle a trait à la gratuité des livres d'école qui s'opérera progressivement. Le gouvernement désire rendre gratuite la distribution des livres dans les écoles primaires, pour tous les élèves. Les livres seront toujours sujets à l'approbation du Conseil de l'Instruction publique et le changement n'affectera en rien les dispositions relatives au choix des livres.

Le Conseil de l'Instruction publique subsistera tel qu'il est aujourd'hui et le surintendant de l'Instruction publique conservera les mêmes fonctions au il exerce maintenant. De plus, à la loi présentée est adjointe une refonte complète des lois scolaires de la province.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Fait remarquer que le secrétaire provincial (l'honorable J.-E. Robidoux) avait annoncé qu'il y aurait des additions et des suppressions à la loi de l'année dernière, mais qu'il n'avait fait aucune allusion aux suppressions. Quelles sont-elles? Y aura-t-il un ministre de l'Instruction publique? Le ministère de l'Éducation est-il définitivement abandonné? N'y a-t-il pas quelques sous-entendus dans ce projet de loi? Jeudi dernier, le premier ministre refusait de donner des renseignements à cet égard et cependant la Chambre a le droit d'être renseignée à ce sujet.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):
Il n'est pas question d'un ministre de l'Éducation dans la projet de loi qui vise avant tout le développement de l'Instruction primaire. Je vous ai dit que les fonctions du secrétaire de l'Instruction publique demeurent ce qu'elles étaient.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Nous tenions à avoir ce renseignement parce que l'annonce de cette suppression a été faite dans une autre Chambre et que nous n'avons pu l'obtenir ici.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):
Pardon, je n'ai pas cru devoir la donner parce que l'annonçais que les modifications opérées pour rendre le bill acceptable aux autorités ecclésiastiques avaient été faites à la suite d'une entente et que je ne me croyais pas autorisé à dévoiler la nature de cette entente.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester) Demande si la loi comprend la fixation d'un minimum de salaire pour les institutrices?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): La loi à cet égard contient les mêmes dispositions que celle de l'année dernière, c'est-à-dire ne contient rien au sujet du minimum.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 18) refondant le code municipal.

Son intention, dit-il, est de faire imprimer le nouveau code, de le distribuer aux députés afin qu'ils puissent en prendre connaissance et en faire l'étude d'ici la session prochaine, et de le communiquer à certains secrétaires municipaux, afin d'en obtenir des suggestions.

A la session prochaine on pourrait adopter le code avec telles modifications qui seraient jugées utiles et nécessaires.

La mesure dans la forme où elle est soumise à la Chambre a fait l'objet de l'étude d'un comité de ministres dont le secrétaire provincial faisait partie.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande si ce projet de loi émane du gouvernement et, dans l'affirmative, pourquoi n'est-il pas présenté par le secrétaire provincial. Quel est le ministère auquel le projet incombe? Est-ce une mesure ministérielle?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Non.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Déclare que ce n'est pas un projet du gouvernement, mais un projet purement personnel.

Il explique que durant les vacances, il a travaillé avec acharnement à réviser ce code de lois dans le but d'éliminer un certain nombre de contradictions et de répétitions, qui sont le résultat d'amendements apportés tous les ans, et aussi pour simplifier la procédure.

Il est d'avis que notre code est meilleur que celui qui existe en Ontario; en fait, dit-il, il est aussi complet que possible. Mais, aujourd'hui, il est surchargé d'amendements qui ont été passés de temps à autre pour couvrir des cas particuliers et, actuellement, il est très embrouillé. Il a suivi le plan exposé en Chambre à la dernière session et son projet consiste à fournir à la classe agricole une réparation légale à meilleur compte. Il croit que les cultivateurs ont droit à un allègement du système actuel qui est onéreux. Il connaît des cas où les frais de cour ont été plus élevés que le montant original en cause, et il veut éviter la répétition de faits semblables. Il s'est efforcé, dans plusieurs cas, à réunir certaines clauses pour en réduire le nombre. Il y a des articles qui réfèrent à dix ou quinze autres articles. Lorsque vous examinez une clause en particulier et qu'elle réfère à quatorze ou quinze autres, vous trouvez mille et une raisons pour n'en comprendre aucune. Il dit s'être efforcé d'inclure les détails les plus importants dans les clauses. Il souhaite obtenir ainsi le meilleur code possible. Il suggère de faire la compilation de ce travail et il compte sur la collaboration des députés.

Son intention, dit-il, est de faire imprimer le nouveau code et de le distribuer aux députés afin qu'ils puissent l'étudier pendant les vacances. Cette mesure ne devrait pas aller plus loin que la deuxième lecture durant la présente session.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 17) assurant une protection plus efficace des abeilles.

La coutume d'arroser les fruitiers avec du vert de Paris au moment de la floraison cause la mort de plusieurs abeilles. Le projet de loi a pour but d'empêcher ces arrosages avant la fin de la floraison. La même loi existe en Ontario.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande si ce n'est pas là un empiètement sur les attributions du ministre de l'Agriculture qui est, à son avis, le protecteur officiel des abeilles.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Répond qu'il recueille lui-même son miel.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 15) amendant l'article 874 du code de procédure civile concernant le cautionnement des curateurs aux cessions de biens.

Il s'agit de rendre obligatoire pour les curateurs la garantie qui est aujourd'hui facultative dans le cas de renonciation à des propriétés.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'il supposait que ce projet de loi était présenté au nom du procureur général qui siège dans une autre Chambre.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Déclare qu'il est seul père et parrain du projet.

UNE VOIX DE L'OPPOSITION: Désire savoir si le député de Huntingdon avait été chargé d'un département ou s'il agissait pour son propre compte dans ces divers projets de loi.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Répond qu'aucune des mesures du député de Huntingdon était une mesure ministérielle.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): C'est ce que nous voulions savoir.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 148) concernant la conciliation.

Je voudrais que les autorités religieuses et municipales dans les paroisses soient légalement autorisées à former un tribunal auquel on pourrait soumettre toute cause de difficultés avant de s'adresser aux cours de justice. La mission de ce tribunal serait de travailler à amener une entente au moyen de la conciliation et d'éviter ainsi aux plaideurs des frais

très souvent considérables et qui dans bien des cas entraînent la ruine.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Semble craindre que le chef de l'Opposition ne prenne ombrage d'une telle rubrique qui permet de croire qu'on va toucher à la juridiction fédérale.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Déclare que le projet est virtuellement le même que celui de l'an dernier.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Pense qu'une loi de conciliation serait chose fort utile pour rassembler les factions vagabondes du Parti libéral.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Demande de documents:

Conseil d'hygiène

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie des documents relatifs aux dépenses du Conseil d'hygiène de la province de Québec.

Adopté.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, signé par Son Honneur.

M. L'ORATEUR: Le lit comme suit:

L.-A. Jetté,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 25 juin 1897, et approuvé par lui le 26 juin 1897, concernant la commission de l'économie interne de l'Assemblée législative.

Hôtel du gouvernement.

Québec, 12 janvier 1899.

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 25 juin 1897, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 26 juin 1897.

no 485

Sur la nomination des membres de la commission de l'économie interne de l'Assemblée législative.

L'honorable Joseph Shehyn, dans un mémoire en date du vingt-cinq juin courant (1897), recommande que l'honorable F.-G. Marchand, trésorier de la province, l'honorable Adélard Turgeon, commissaire de la Colonisation et des Mines, et l'honorable H.T. Duffy, commissaire des Travaux publics,

tous trois membres de l'Assemblée législative, soient nommés membres de la commission de l'économie intérieure de l'Assemblée législative de cette province, et ce, sous l'autorité de l'article 114 des S.R.P.Q.

Certifié,

Gustave Grenier,
greffier du Conseil exécutif

Suspension des travaux

La Chambre suspend sa séance pour permettre de faire le choix des membres des différents comités. Au bout de quelques instants, le comité rentre et fait rapport à la Chambre.

Formation des comités permanents

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Présente le premier rapport du comité spécial nommé pour préparer et rapporter la liste des membres devant composer les comités permanents, lequel est lu comme suit:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a élu l'honorable M. Robidoux pour son président.

Votre comité a aussi l'honneur de rapporter la liste suivante des membres des comités permanents de cette Chambre.

Ordres permanents: MM. Bourbonnais, Chicoyne, Champagne, Hackett, Laliberté, Lalonde, Lislouis, Marion, Panneton, Robitaille, Smith et Weir.

Bills privés: Les honorables MM. Dechêne, Duffy, Guerin, Parent, Robidoux, Stephens, Turgeon et MM. Allard, Atwater, Ball, Bickerdike, Bédard, Boudard, Bissonnette, Cardin, Caron, Champagne, Chauvet, Chênevert, Chicoyne, D'Auteuil, Delaney.

De Grosbois, Dessaulles,

Gouin, Garneau, Hackett, Lacombe, Langelier, LeBlanc, Marion, Major, McDonald, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Plante, Rainville, Roy, Tessier (Rimouski), Tellier, Watts et Weir.

Comptes publics: Les honorables MM. Dechêne, Duffy, Guerin, Marchand, Parent, Shehyn et Stephens, et MM. Allard, Atwater, Ball, Bickerdike, Bourbonnais, Cardin, Carbray, Chauvet, Chicoyne, Cotton, Dessaulles, Duplessis, Flynn, Garneau, Gillies, Gouin, Hackett, LeBlanc, Nantel, Plante, Pelletier, Rainville, Rocheleau, Roy, Tellier, Watts et Weir.

Agriculture et immigration: L'honorable M. Dechêne et MM. Allard, Ball, Bédard, Béland, Bissonnette, Blanchard, Bouffard, Caron, Chauvet, Champagne, Cherrier, Chicoyne, Cotton, Décarie, Delaney, Dorris, Dufresne, Garneau, Gillies, Girard, Gosselin, Grenier, Hunt, Langelier, McDonald, Maier, Marion, Nantel, Normand, Petit, Plante, Rocheleau et Talbot.

Industries: Les honorables MM. Dechêne, Duffy, Shehyn et Turgeon et MM. Atwater, Ball, Bédard, Bickerdike, Carbray, Delaney, Dessaulles, Dorris, Dufresne, Garneau, Gosselin, Girouard, Hackett, Normand, Petit et Smith.

Privileges et élections: Les honorables MM. Dechêne, Duffy et Robidoux et MM. Champagne, Flynn, Langelier, Pelletier, Tellier et Tessier (Rimouski).

Chemins de fer et canaux: Les honorables MM. Duffy, Parent, Shehyn, Stephens et Turgeon et MM. Ball, Béland, Bédard, Bissonnette, Blanchard, Bourbonnais, Carbray, Chênevert, Cherrier, Chicoyne, Cotton, D'Auteuil, Décarie, De Grosbois, Dufresne, Flynn, Girard, Garneau, Gouin, Gosselin, Gillies, Grenier, Hackett, Hunt, Lacombe, Lalonde, Laliberté, LeBlanc, Lislois, McDonald, Major, Marion, Nantel, Normand,

Petit, Robitaille, Roy, Smith et Watts.

Législation et lois expirantes: Les honorables MM. Duffy, Marchand, Robidoux, Stephens et Turgeon et MM. Bouffard, Champagne, Chênevert, D'Auteuil, Duplessis, Gouin, Hackett, Langelier, Panneton, Pelletier, Plante, Rainville, Roy, Tellier, Watts et Weir.

La séance est levée à quatre heures,

Séance du 17 janvier 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures quinze.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires des institutions suivantes, savoir:
Pour l'année 1897:

De la salle d'asile Saint-Joseph, Montréal;

De l'hôpital pour les aliénés protestants, Montréal;

De "The Church Home", Montréal;

De l'Oeuvre du patronage de Québec, Québec;

Et de l'Hôtel-Dieu Saint-Valier, Chicoutimi.

Et pour l'année 1898:

De l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus, Québec;

Et de l'asile des orphelines de l'Église d'Angleterre, de la cité de Québec;

De l'hospice de la maternité des enfants abandonnés, de Montréal, sous la direction des soeurs de la Miséricorde;

Des soeurs de la Providence, Montréal;

De "The Young Men's Hebrew Benevolent Society", Montréal;

De l'orphelinat catholique romain, Montréal;

De l'asile des orphelins protestants, Montréal;

De l'asile Saint-Vincent-de-Paul, Montréal;

De la salle d'asile Saint-Joseph, Montréal;

De la communauté des soeurs de la Charité de l'Hôpital Général (Soeurs grises), Montréal;

De l'hôpital Saint-Patrice, Montréal;

De l'Hôpital Général, Montréal;

De l'asile Sainte-Marguerite pour les incurables, Montréal;

De l'hôpital Notre-Dame, Montréal;

De "The Ladies Hebrew Benevolent Society";

De l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur-de-Jésus, Québec;

De l'hospice de Saint-Joseph de la délivrance, Lévis;

De l'hospice Saint-Jérôme, Saint-Jérôme;

De l'Hôtel-Dieu de Nicolet, Nicolet;

De l'hospice Sainte-Anne, Baie-Saint-Paul;

De l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe;

De l'hôpital Saint-Jean, Saint-Jean d'Iberville;

De la salle d'asile, Saint-Jean-d'Iberville;

De l'Hôpital Général de Sorel, Sorel;

De l'Hôtel-Dieu de Saint-Joseph, d'Arthabaska-ville;

De l'hôpital protestant de Sherbrooke, Sherbrooke;

De l'hospice du Sacré-Coeur, Sherbrooke;

De l'hôpital de Fraserville, Fraserville;

Et de l'orphelinat et hôpital de Valleyfield;

M. L'ORATEUR: Met aussi devant la Chambre le rapport annuel pour 1898 de la Société numismatique et d'archéologie de Montréal. (Documents de la session no 17)

Dépôt de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table:

Par M. Gouin, la pétition de la corporation du village de Verdun, la pétition de l'Association de Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la pétition de Chs.-G.-A. Prévost, ci-devant de Montréal, et maintenant de Beauport.

Par M. Décarie, du révérend Geo.-Marie LePailleur et autres, de la paroisse du Saint-Enfant-Jésus, en la ville de Saint-Louis.

Par M. Bickerdike, la pétition de la compagnie de l'hôtel Windsor.

Par M. Cotton, la pétition de la corporation de la ville de Farnham.

Par M. Lacombe, la pétition de Leopold Guerin, de la cité de Montréal, étudiant en droit.

Par M. Rainville, la pétition de la compagnie des tramways de Montréal.

Par M. Robitaille, la pétition de Jean-Alfred-Simon Lapointe, de la cité de Québec, étudiant en droit, et la pétition de Antoine-Philippe-Eugène Panet, de la cité de Windsor, Essex, (Ontario).

Par M. Bédard, la pétition de P.S.G. Mackenzie, avocat, de Richmond, et autres.

Par M. Marion, la pétition de la corporation de la ville de Magog.

Rapports de comités:

M. E.-H. LALIBERTÉ (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des ordres permanents. VOICI le rapport:

Votre comité a choisi Ed.-H. Laliberté, pour son président, et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Le rapport est adopté.

Certificat d'élection de M. D. Caron

M. L'ORATEUR: Fait rapport à la Chambre qu'il a reçu du greffier de la couronne en chancellerie le certificat suivant:

Bureau du greffier
de la couronne en chancellerie

Québec, 17 janvier 1899.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du vingt et unième jour du mois de décembre mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, émis par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et adressé à J.-B. Saucier, officier-rapporteur pour le district électoral de Matane, dans la province de Québec, pour l'élection d'un député devant représenter ledit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant le présent Parlement, aux lieu et place de L.-F. Pinault, nommé à un emploi salarié sous la couronne, Donat Caron, cultivateur de la paroisse de Saint-Octave-de-Métis, a

été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport dudit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

(Signé) L.-G. Desjardins,
Greffier de la couronne en chancellerie.

À l'honorable Orateur de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Frontières de la province

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):
Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 2) concernant les limites nord-est, nord et nord-ouest de certains comtés de la province soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il dit que la limite nord de ces comtés sera désormais la ligne qui divise les eaux du bassin du fleuve Saint-Laurent, de celles du bassin de la Baie d'Hudson. Les comtés affectés par ce projet de loi sont ceux de Berthier, Champlain, Chicoutimi, Joliette, Maskinongé, Montcalm, Pontiac, Saguenay, Saint-Maurice et Lac-Saint-Jean.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Territoires d'Abitibi, de Mistassini et d'Ashuanipi

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):
Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 3) concernant le territoire d'Abitibi, de Mistassini et d'Ashuanipi soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Tout le territoire de la province compris entre les limites nord-est, nord et nord-ouest des comtés de Pontiac, Montcalm, Joliette, Berthier, Maskinongé, Saint-Maurice, Champlain, Lac-Saint-Jean, Chicoutimi et Saguenay, et les frontières nord-est, nord et nord-ouest de la province, telles que définies par la loi du Canada, 61 Victoria, chapitre 3, et la loi de la législature 61 Victoria, chapitre 6, est divisé en trois territoires, qui seront connus et désignés sous les noms de territoire d'Abitibi, territoire du Mistassini et territoire d'Ashuanipi.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Terres publiques

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):
Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 6) amendement la loi concernant les terres publiques soit lu pour la deuxième fois.

Ce bill contient certaines modifications aux conditions des ventes, concessions, permis d'occupation de terres publiques.

Aucune révocation de vente, de concession, de location ou de permis d'occupation de terres publiques, ne peut être faite avant qu'il ait été donné, une fois dans la Gazette officielle de Québec, un avis indiquant les lots sujets à la révocation, et contenant la mention que la révocation sera faite en tout temps après le trentième jour qui suit l'affichage de l'avis fait conformément à l'article 1287.

Toute révocation de vente de concession, de location ou de permis d'occupation, qui a été faite avant l'entrée en vigueur de la présente loi en vertu de l'article 1283 des statuts refondus, à la suite d'un avis annonçant que la révocation devait être faite soixante jours après l'affichage de l'avis, est déclarée valide, nonobstant qu'une date fixe de révocation n'ait pas été mentionnée dans ledit avis. La présente section n'affectera pas les causes pendantes.

L'avis doit contenir une description des limites à vendre et de leur situation; et il est aussi déposé au département des Terres, Forêts et Pêcheries ou au bureau de l'agent des bois pour la localité où cette vente doit avoir lieu, un plan du territoire où se trouvent situées ces limites et celles avoisinantes.

Le plan est sujet à l'examen du public durant tout le temps compris entre la publication de l'avis et le jour fixé pour la vente.

La personne qui préside la vente doit faire connaître, lors d'icelle la mise à prix fixée par le commissaire pour chacune des limites après qu'elles ont été explorées et évaluées approximativement par le département.

Cette loi stipule que l'enregistrement d'un transfert n'exempte pas celui qui bénéficie d'un transfert de l'obligation de remplir les conditions exigées par la loi du premier acquéreur.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

La séance est levée à trois heures quarante-cinq.

Séance du 18 janvier 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures vingt.

Dépôt de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table:

Par M. Bickerdike, la pétition de "The Merchants' Cotton Company", de la cité de Saint-Henri près de Montréal.

Par M. Hackett, la pétition de Léon Trudeau, de Coaticook, étudiant en loi.

Par M. Plante, la pétition du conseil de ville de la ville de Valleyfield.

Par M. Charet, la pétition du conseil de ville de Summerlea.

Par M. Petit, la pétition du révérendissime évêque de Chicoutimi, et autres.

Par M. Carbray, la pétition de l'honorable Pierre Garneau et autres, de la cité de Québec.

Présentation du nouveau député de Matane, M. Donat Caron

M. Donat Caron, député pour le district électoral de Matane, ayant préalablement prêté le serment requis par la loi et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÉNE (L'Islet): Présente à la Chambre, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), le nouveau député de Matane.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De Jos.-H. Marcotte et autres, demandant l'incorporation de Windsorville.

Du révérend T.-A.-R. Plamondon et autres, demandant l'incorporation de la ville de East Angus.

De Édouard Beaudry et autres, demandant l'incorporation de Viauville.

De Alexandre R. Mitchell et autres, de Montréal, demandant une loi d'incorporation sous le nom de "L'Union des mouleurs de Montréal".

De "The Stadacona Water Light and Power Company", de la Compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord, de la corporation de la cité de Sherbrooke, et de la corporation de la cité de Saint-Henri, demandant respectivement des amendements à leur charte.

De la Société des artisans canadiens-français de la cité de Montréal, demandant une loi amendement et refondant sa charte.

De la fraternité du tiers ordre de Saint-François-d'Assise, des syndics apostoliques des pères franciscains de l'observance, tous de la cité de Montréal, et de la Compagnie de pulpe du Lac Mégantic, demandant respectivement des amendements à leurs actes d'incorporation.

De la corporation du comté de Labelle, deman-

dant une loi transférant le bureau d'enregistrement du comté de Labelle, de Buckingham à Papineauville.

De Octave Gaudet, de Ham-Nord, demandant une loi transférant de Saint-Joseph-de-Ham-Sud au village de Beaulac de Saint-Olivier de Garthpy, le chef-lieu du comté de Wolfe.

De l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Montréal, demandant une loi à l'effet de faciliter la reconstruction de l'église Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

De S.S. Bain et autres, demandant une loi à l'effet de détacher une partie du terrain compris dans les limites du village de Verdun, pour l'annexer à la municipalité de la Côte-Saint-Paul.

De J.-D.-O. Godin et autres, de Saint-Élie-d'Orford, demandant une loi érigeant en municipalité séparée la paroisse de Saint-Élie-d'Orford, dans le comté de Sherbrooke.

De W.-H.-B. Chaussegros de Léry et autres, demandant une loi autorisant l'honorable M. Sharpies, ès-qualité, à vendre certains droits de mines, sans les formalités d'usage.

Rapports de comités:

M.E.-H. LALIBERTÉ (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des ordres permanents. VOICI le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis requis ont été publiés dans chaque cas.

De la corporation de la cité de Québec demandant des amendements à sa charte.

De la corporation de la cité de Sorel demandant des amendements à sa charte.

Du conseil de ville de la ville de Longueuil demandant des amendements à sa charte.

De la Compagnie de chemin de fer Québec-Central demandant des amendements à sa charte.

Des commissaires d'écoles de la municipalité de Saint-Henri, dans le comté d'Hochelaga, demandant une loi à l'effet de dissiper les doutes relatifs aux droits d'imposer une taxe spéciale sur les corporations et les compagnies légalement constituées et pour d'autres fins.

Du conseil de comté du comté de Labelle demandant une loi transférant le bureau d'enregistrement du comté de Labelle, de Buckingham à Papineauville.

De Prosper-Cyprien Beaumier demandant une loi l'autorisant à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec.

De Henri Bourassa, de Papineauville, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres.

De Henri Laurier, d'Arthabaskaville, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres.

M.G.-C. DESSAULLES (Saint-Hyacinthe): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a élu Auguste Tessier écuyer, pour son président, et il a été convenu de recom-

mander à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable F.-G.-M. Dechêne pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

M. CL. COTTON (Missisquoi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a choisi N. Garneau, écuyer, pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des diverses industries en cette province. Voici le rapport:

Votre comité a choisi R. Bickerdike, écuyer, pour son président, et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

M. T. B. De GROSTBOIS (Shefford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a choisi T. B. De Grosbois, écuyer, pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): J'ai l'honneur de présenter à cette Chambre le premier rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable J.-E. Robidoux pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): J'ai l'honneur de présenter à cette Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a choisi W.J. Watts, écuyer, pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

Introduction de bills:

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 38) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Laurier au nombre de ses membres, après examen.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 57) amendant la loi autorisant les commissaires d'écoles de la municipalité de Saint-Henri, dans le comté d'Hochelaga, à émettre des obligations imposant une taxe sur certains biens.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C.-B. MAJOR (Ottawa): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 66) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Bourassa au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C.-B. MAJOR (Ottawa): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 67) concernant la division d'enregistrement du comté de Labelle.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5) pour M. G.R. SMITH (Mégantic):

Demande la permission d'introduire un bill (bill no 111) amendant de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer de Québec-Central.

Ce bill a pour but d'autoriser la compagnie à disposer de son capital pour qu'elle puisse opérer le rachat et la conversion des "prior lien bonds" émises jusqu'ici en vertu de sa charte, et à prélever ce qu'il lui faut pour développer ses moyens d'action. À cette fin, les directeurs sont autorisés à faire une nouvelle émission représentée par du "stock" de débentures ou des obligations, portant un intérêt ne dépassant pas quatre pour cent par an, lequel intérêt ne devra pas dépasser la somme de 20.000 livres sterling par année. L'émission de ces "stock" de débentures ou obligations devra s'appliquer à la conversion et au rachat des "prior lien bonds" non acquittés, aux termes et conditions d'achat et d'échange qui pourront être arrêtés de temps à autre entre les directeurs et les porteurs respectifs desdites obligations: et pour cette fin, il sera fait réserve de la somme de 375,000 livres sterling. Le reste desdits "stock" de débentures ou obligations, ou les deux, dont la création et l'émission sont autorisées par la présente loi et toute somme restant du montant mentionné dans le paragraphe (a) qui précède, seront appliqués, selon que de temps à autre les directeurs pourront le déterminer, à l'acquisition des immeubles nécessaires pour les têtes de ligne, la construction des embranchements, l'acquisition de matériel roulant additionnel et, généralement, à l'augmentation et à l'amélioration des moyens d'actions de la compagnie.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 33) amendant les lois concernant la corporation de la cité de Québec.

Ce bill contient diverses dispositions concernant les élections municipales telles que recommandées par le comité spécial du conseil. La cité demande le pouvoir d'emprunter une somme n'excédant pas deux cent cinquante mille piastres, pour payer le coût de travaux à faire, et de droits et pro-

priétés à acquérir, pour l'ouverture, le prolongement, l'élargissement, la réparation, le pavage de rues et de places publiques, pour bornes-fontaines, travaux publics d'aqueduc, murs de soutènement et autres améliorations permanentes.

Et pour effectuer cet emprunt, la cité veut se faire autoriser à émettre des obligations, au fur et à mesure qu'elle le jugera nécessaire, lesquelles obligations seront pour telle somme que la cité trouvera convenable, et seront payables dans un espace de temps n'excédant pas soixante-cinq ans de leur date, avec intérêt n'excédant pas quatre pour cent par an.

La cité de Québec veut aussi se faire autoriser à souscrire et prendre deux mille actions de cent piastres chaque dans le capital social de la Compagnie du chemin de fer le Grand-Nord, lesdites actions payables au moyen d'obligations que ladite cité sera autorisée à émettre.

De plus, tous les propriétaires de poteaux de télégraphe et de téléphone sont obligés de les marquer, en indiquant à quelle compagnie ils appartiennent.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 50) autorisant Prosper-Cyprien Beaumier à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec, après examen.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 81) concernant les asiles d'aliénés.

Il demande par ce bill que la formule réglant la déclaration assermentée du curé ou du vicaire pour certifier un cas d'aliénation soit modifiée et rendue identique à celle du certificat du maire de la localité, certificat dont l'assermentation n'est pas exigée.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Demande de documents:

Recettes et paiements

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le député de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état des recettes et paiements, de toutes sources, de la province de Québec, depuis le 1er juillet dernier jusqu'à cette date.

Adopté.

Documents:

Remplacement du député-régistrateur P. Laberge par J.-P. Roy

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 26 novembre 1897, demandant copie de tous ordres en conseil, correspondance, plaintes, papiers et documents quelconques, concernant et en rapport avec.

1. La destitution de Philias Laberge, comme député-régistrateur de Québec; 2. La nomination de Joseph-P. Roy, comme son successeur. (Document de la session no 15)

Frontières de la province

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 2) concernant les limites nord-est, nord et nord-ouest de certains comtés de la province.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Suggère que la troisième lecture soit remise à demain à cause de l'absence de certains députés dont les comtés ont été affectés par ce nouveau bill.

La suggestion est acceptée.

Territoire d'Abitibi, de Mistassini et d'Ashuanipi

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 3) concernant le territoire d'Abitibi, de Mistassini et d'Ashuanipi.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Terres publiques

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 6) concernant les terres publiques.

Adopté.

En comité:

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande des explications.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Explique le sens général du projet de loi.

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Parle des délais d'annulation de contrats de vente. Le gouvernement fait quelque chose en réduisant les délais, mais ce n'est pas assez. Il est d'avis qu'il aurait fallu également raccourcir les délais pour faire les améliorations. Le spéculateur est la plus grande entrave à la colonisation, peu importe qu'il opère sur une vaste échelle ou dans des proportions modestes. Ce qui tue la colonisation, c'est la spéculation. Or, le moyen d'arrêter la spéculation, c'est

de déclarer que la cancellation se fera chaque année à date fixe, par l'agent des terres, afin d'obvier aux manigances politiques.

En parlant ainsi il se fait l'interprète de ses électeurs. Le colon de bonne foi serait bien mieux protégé si les délais pour les améliorations étaient restreints et les obligations imposées plus clairement définies. Cette mesure épargnerait au ministère la construction de nouvelles routes.

Actuellement, les spéculateurs étant détenteurs de vastes étendues de terrain, les colons sérieux sont obligés de payer des prix plus élevés ou de s'enfoncer plus avant dans la forêt, ce qui entraîne la construction de routes plus longues.

Le changement principal dans la loi se rapporte à la publication du "quantum" de la mise à prix. Actuellement, le chiffre de la mise à prix est publié dans l'avis de vente.

La nouvelle loi stipule que pour prévenir les ententes entre acheteurs, ce chiffre ne sera plus communiqué avant le jour de la vente.

Les autres clauses du projet ont uniquement pour but d'établir plus clairement les stipulations des lois existantes.

Il invite son collègue d'Ottawa (M. C.-B. Major) à appuyer ses remarques qu'il sait être dans l'intérêt de la colonisation.

M. F.-A. TALBOT (Témiscouata): Applaudit aux remarques du député du Lac-Saint-Jean (M. J. Girard).

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE S.-N. PARENT [Saint-Sauveur]: Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Instruction publique

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Saint-Jean [l'honorable F.-G. Marchand], que le bill [bill no 9], "Loi de l'Instruction publique", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. E.J. FLYNN [Gaspé]: Dit qu'il n'a reçu que la version anglaise du projet de loi.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):

M. l'Orateur,

Le projet de loi que j'ai l'honneur de soumettre à la Chambre est presque identique à celui que le gouvernement a proposé lors de la dernière session.

On y a apporté quelques changements, mais qui n'ont pas eu pour effet de détruire l'économie et l'harmonie de l'ancien projet de loi. Le surintendant de l'Instruction publique devait être remplacé par un ministre de l'Instruction publique, d'après le projet de loi présenté à la dernière session. Ce pro-

jet de loi avait été voté à une grande majorité par l'Assemblée législative; mais le Conseil législatif a cru devoir le rejeter et c'est son opposition au remplacement d'un surintendant irresponsable par un ministre responsable qui a été la principale raison de l'échec total de la loi. Peut-être même était-ce le seul argument sérieux qu'il avait contre ce projet. Le gouvernement croit encore, comme il le croyait l'an dernier, qu'il vaudrait mieux que le surintendant de l'Instruction publique fut remplacé par un ministre de l'Instruction publique, mais il a cru devoir se désister de cette partie de son projet de loi, cette session-ci, afin de faire adopter de suite les autres modifications, pour faciliter si possible la condition de l'éducation dans la province de Québec.

Ce n'est pas sous l'emprise de la crainte que le gouvernement a fait cette concession, et ce n'est pas non plus que l'éloquence déployée l'année dernière par ses adversaires l'ait amené à d'autres idées, ou converti comme l'a prétendu le chef de l'Opposition il y a quelques jours. Si la Chambre eût du être convaincue, elle l'eût été sur le champ et non pas après que les échos de cette éloquence se soient depuis longtemps flétris. Mais je tiens à déclarer ici que ce retranchement ne s'est opéré sous aucune influence, ni en vertu d'aucune pression. Nous n'avons cédé aux prières de personne et nous ne nous sommes soumis aux menaces de personne. Nous avons suivi notre propre mouvement, convaincus que le moment viendra, bientôt peut-être, où la justesse de nos vues sera reconnue et où nous pourrons, sans encombre, inscrire en tête du bill qui passera cette année la création du ministère de l'Instruction publique qui nous fut refusée l'année dernière et à l'utilité duquel nous ne cessons pas de croire. Notre seule idée est de faire passer cette année, du bill de l'année dernière, ce qu'il sera possible de rendre acceptable dans l'intérêt du public. Nous espérons que les deux Chambres s'uniront pour nous aider dans cette tâche. J'ai déjà exposé la loi de l'année dernière et reprendre aujourd'hui les observations qui ont été alors faites serait une redite dont je ne me rendrai pas coupable et j'entends maintenant passer à grands pas à travers le projet qui vous est soumis.

La loi proposée cette année maintient l'existence du Conseil de l'Instruction publique avec ces deux comités catholique et protestant. On a enlevé au Conseil de l'Instruction publique aucun des privilèges que l'ancienne loi lui reconnaît et qui y trouve une garantie pour l'Instruction publique. Les différentes croyances qui se partagent la population de la province de Québec n'ont pas lieu de s'alarmer. Le seul changement que l'on a apporté au Conseil de l'Instruction publique est celui qui a trait aux membres laïques. Sous la loi actuelle, les membres laïques qui ne peuvent assister aux séances du conseil n'ont pas le droit de se faire remplacer. Ce droit-là est reconnu aux membres de l'épiscopat qui se trouvent "ex officio" membres du conseil. Ils ont le droit de se faire représenter aux séances du conseil par des membres du clergé.

D'après le nouveau projet de loi de l'Instruction publique, les laïques qui font partie du conseil auront le droit de se faire représenter aux séances

lorsqu'ils ne pourront y assister personnellement, mais ce devra être par des laïques membres du conseil.

L'article est d'ailleurs ainsi conçu: "S'il ne peut assister aux séances du conseil ou du comité dont il fait partie, tout évêque, vicaire apostolique ou administrateur d'un diocèse catholique-romain, peut s'y faire représenter par un délégué qui jouit de tous les droits et exerce tous les pouvoirs de celui qui l'a nommé; et tout autre membre peut se faire représenter aux mêmes fins et avec les mêmes résultats par un de ses collègues qui, dans ce cas, peut voter à sa place".

La loi autorise le gouvernement à nommer les inspecteurs d'écoles. Auparavant, seule la recommandation du Conseil de l'Instruction publique permettait la nomination des inspecteurs d'écoles. Tous les députés de cette Chambre savent que pour devenir inspecteur d'écoles, le candidat doit avoir réussi l'examen, après quoi son nom est placé sur la liste d'éligibilité. Le gouvernement ne pouvait pas de sa propre initiative, nommer un inspecteur. Le gouvernement devait obtenir la recommandation du Conseil de l'Instruction publique pour nommer un inspecteur. Nous avons convenu qu'après l'établissement d'une liste de personnes qualifiées par le Conseil de l'Instruction publique, le gouvernement devrait procéder à la nomination d'inspecteurs pour combler des postes en utilisant cette liste. Nous ne désirons pas imposer au conseil des inspecteurs qu'il n'approuve pas; mais nous croyons que c'est notre droit de choisir des inspecteurs parmi les personnes dont le conseil a reconnu les qualifications, sans attendre la recommandation du Conseil de l'Instruction publique. Nous n'avons pas l'intention d'intervenir dans les examens qui jugent des qualités intellectuelles et morales des candidats: seul le conseil demeure juge de ces questions. Ces inspecteurs devront être choisis dans la liste de ceux qui auront dûment passé l'examen de qualification requis, et ils devront avoir aux yeux du Conseil de l'Instruction publique les qualifications intellectuelles et morales nécessaires.

Un autre changement apporté au bill de l'année dernière est l'enseignement obligatoire du dessin mécanique. Le bill de l'année dernière ne prévoyait pas l'enseignement obligatoire de l'agriculture dans les écoles des districts ruraux. La nouvelle loi, à l'article 543, stipule que l'agriculture doit être enseignée dans toutes les écoles des municipalités rurales. Par conséquent, l'enseignement de l'agriculture à la campagne et l'enseignement du dessin mécanique dans toutes les écoles, qui était optionnel dans le bill de l'année dernière, est maintenant obligatoire.

Le gouvernement est d'opinion que l'enseignement de l'agriculture dans les municipalités rurales est essentiel et qu'il est nécessaire de donner aux enfants de toutes les classes de la société l'enseignement dont ils profiteront à l'âge adulte pour gagner leur vie. Nous avons convenu que l'enseignement ne doit pas être purement théorique; on ne doit pas enseigner uniquement pour le plaisir d'enseigner. L'enseignement doit permettre à nos gens de réussir dans la vie. Comme beaucoup d'enfants, en quittant l'école, suivront les traces de leur père, et

deviendront cultivateurs, nous croyons important de leur donner l'occasion d'apprendre les principes de cette science qu'ils mettront en pratique dans leur vie. D'autre part, nous croyons que, dans les villes, l'enseignement du dessin mécanique aux enfants des classes laborieuses leur permettra d'exceller dans les métiers qu'ils choisiront.

Maintenant, j'arrive à un point important du programme libéral, l'uniformité des livres d'école, réclamée depuis longtemps par les familles et par les éducateurs; nous croyons être parvenus à résoudre ce délicat problème sans même avoir besoin de disposition expresse.

Il cite les opinions de l'honorable G. Ouimet et de M. Girard en faveur de cette uniformité.

La question de l'uniformité des livres a été l'année dernière l'objet de longs débats. C'est là une question au sujet de laquelle il y a du pour et du contre. Le gouvernement y revient cette année dans son nouveau projet de loi, mais d'une manière indirecte.

Nous croyons que cette mesure est une réforme souhaitable dans notre système d'éducation. Cette loi ne contient pas de dispositions formelles sur l'uniformité des livres, mais elle sera le résultat de la distribution gratuite des livres.

Les dispositions du projet de loi sont les suivantes:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut acquérir, pour la province, le droit de propriété des livres, cartes géographiques et autres publications quelconques, approuvés par l'un ou l'autre des comités du Conseil de l'Instruction publique."

L'article 547 dit en outre:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut distribuer gratuitement aux élèves des écoles, sous les conditions qui pourront être imposées, des livres ou séries de livres, cartes géographiques, etc., choisis parmi ceux approuvés par l'un ou l'autre des comités du Conseil de l'Instruction publique, conformément aux dispositions de l'article 56 de cette loi."

Comme vous le voyez, nous prétendons être arrivés à l'uniformité par la distribution gratuite des livres d'école aux enfants des écoles primaires. C'est l'intention du gouvernement de choisir parmi les livres actuellement approuvés ou autres qui pourraient être approuvés, une série qui serait la même, mise en usage dans toutes les écoles de la province: et ces livres seront fournis gratuitement à tous les élèves. Les livres étant les mêmes partout, nous arrivons par là même à l'uniformité des livres dans nos écoles. Prenant lui-même charge de la distribution, le gouvernement ne devra et ne pourra fournir partout que des livres identiques. Le gouvernement a le désir qu'il n'existe sur chaque sujet qu'un seul livre pour chaque classe. La conséquence de la mesure de gratuité est donc l'uniformité.

On peut se demander pourquoi nous avons décidé de fournir des livres gratuitement à tous les enfants. Nous avons pensé que les fournir seulement aux enfants pauvres, c'était soumettre ceux-ci à une humiliation dont l'effet pourrait être d'éloigner de l'école des enfants du peuple parmi lesquels on peut tirer tant de recrues pour l'avancement du pays.

Par suite de cette gratuité dans la distribution des livres d'école, on arrivera peut-être indirectement à l'augmentation du salaire des maîtres et maîtresses d'école. Nous avons jugé qu'en fournissant gratuitement les livres aux enfants de la classe plus aisée qui est en général celle des propriétaires, nous mettrions ceux-ci à même de pourvoir plus généreusement au salaire des maîtresses d'école qui se dévouent à l'éducation de la jeunesse. Les propriétaires dans les diverses municipalités scolaires, n'ayant plus à payer pour les livres d'école, seront probablement disposés à s'imposer quelque sacrifice pour payer.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): et M. P.-E. LEBLANC (Laval):

Demandent si le gouvernement a considéré le coût de cette mesure et s'il envisageait d'augmenter le subside à l'éducation.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Les calculs sont faits et je peux vous dire que nous saurons faire face à la dépense.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Mais avec quoi?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): La demande est étrange de la part du parti qui nous dit: "Vous aviez promis de l'argent pour l'éducation et vous n'en donnez pas". Maintenant on nous dit: "Vous voulez donner de l'argent, où le prendrez-vous?"

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Insiste pour avoir une réponse.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Réplique qu'il n'a pas à faire connaître les ressources budgétaires qui seront mises à contribution car le projet ne sera mis en application qu'en 1900. À cette époque, le gouvernement prendra des mesures pour fournir des livres à une classe ou deux et continuera graduellement. La dépense a été calculée, dit-il, mais il n'a pas les chiffres en main. Cette année le subside ne sera pas augmenté, mais il est impossible de dire s'il ne faudra pas l'augmenter dans l'avenir.

Le gouvernement a décidé de faire cette distribution gratuite graduellement de manière à ce qu'elle ne soit pas une cause de ruine pour une foule d'institutions religieuses et de charité qui ont actuellement entre les mains d'énormes assortiments de livres.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Insiste pour avoir une évaluation approximative de la dépense qu'entraînera la distribution gratuite des livres scolaires.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Déclare que la dépense s'élèverait à environ \$20,000.00.

Il continue ensuite son explication du bill, en disant que la nouvelle loi contient aussi des dispositions incluses dans l'ancienne au sujet des appels. Les appels, plutôt que d'être entendus par le surintendant, source d'ennuis et de frais pour toutes les parties, seront référés au juge de la Cour de circuit du district. Les frais ne pouvant être plus élevés que pour une cause de \$25, beaucoup d'argent sera ainsi épargné. Ce sont là, dit-il, les points primordiaux de ce bill.

Il termine en souhaitant que cette mesure après avoir été votée par cette Chambre sera approuvée par le Conseil législatif.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande au gouvernement de vouloir remettre à demain la suite de la discussion du bill afin de lui permettre d'en prendre connaissance. Il fait remarquer qu'avec la suppression du projet de création d'un ministère de l'Instruction publique et ses conséquences, il lui est difficile de saisir le grand principe de la mesure ministérielle et qu'il va le chercher.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Que voulez-vous dire?

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Eh bien, oui, le grand principe, vous savez...

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Le principe de la loi est de répandre et améliorer l'instruction primaire dans le peuple, parmi la classe pauvre. Le surintendant de l'Instruction publique n'est qu'un accident dans la question. L'honorable chef de l'Opposition confond ici l'accident avec le principe.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): En fait d'accident et de principes, les seuls que je vois, dit-il, c'est que le gouvernement, en 1900, à la veille des élections générales, va mettre la main sur \$20,000 sous prétexte de distribuer des livres d'école. En parcourant votre bill, je constate qu'il n'est qu'un plagiat de l'ancienne loi de l'Instruction publique. Il contient seulement quelques petits amendements à peine visibles à l'oeil nu.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Vous avez vos lunettes! (Rires)

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Fait remarquer que le projet de loi n'est pas indiqué sur l'ordre du jour comme ayant déjà été imprimé. Il demande plus de temps pour l'étudier.

Il propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), l'ajournement du débat. Cette dernière proposition est adoptée.

La séance est levée à cinq heures.

Séance du 19 janvier 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table:

Par M. Duplessis, la pétition de "The Shawinigan Water and Power Company."

Par M. Atwater, la pétition de "The Montreal Protestant House of Industry and Refuge."

Par M. Décarie, la pétition des commissaires d'écoles de la municipalité de la ville de Westmount.

Par M. Langelier, la pétition de la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la Chaudière.

Par M. Watts, la pétition du conseil de ville de la ville de Victoriaville.

Par M. Robitaille, la pétition de dame Marie-Salomée Labbé, de Québec, et la pétition des syndic des chemins à barrières de la rive nord, à Québec.

Par M. Bickerdike, la pétition de Alexander Bremner et autres, de Montréal.

Par M. LeBlanc, la pétition de Jacques Cartier et Virginie Cartier, de la paroisse de Saint-Antoine, comté de Richelieu.

Par M. Bourbonnais, la pétition de M. Guerin et autres, de Montréal.

Par M. Gouin, la pétition de Hector Leduc et autres, exécuteurs testamentaires de la succession de feu Joël Leduc.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues, savoir:

De P.S.G. Mackenzie et autres, de Richmond, demandant une loi d'incorporation sous le nom de "Civic Investment Co."

De la corporation de la ville de Farnham, demandant une loi pour refondre et amender son acte d'incorporation.

De la Compagnie des tramways de Montréal, de la Compagnie de l'hôtel Windsor de Montréal, de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal et de la corporation du village de Verdun, demandant respectivement des amendements à leur charte.

De Chs.-G.-A. Prévost, ci-devant de Montréal et maintenant de Beauport, demandant des amendements à l'acte 60 Victoria, chapitre 95.

Du révérend Geo.-Marie LePailleur et autres, de la paroisse du Saint-Enfant-Jésus, demandant une répartition sur les francs tenanciers catholiques de ladite paroisse.

De la corporation de la ville de Magog, demandant une loi ratifiant le règlement no 60, passé par ladite corporation.

De Antoine-Philippe-Eugène Panet, de la cité de Windsor, Essex, (Ontario), demandant une loi déclarant définitive la possession par ledit pétitionnaire, des immeubles légués à J.-F.-L. Panet par feu F. Lussier et Angélique Deschamps.

De Jean-Alfred-Simon Lapointe, de la cité de Québec, étudiant en droit, demandant une loi auto-

risant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

Et de Léopold Guerin, de la cité de Montréal, étudiant en droit, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

Rapports de comités:

M. E.-H. LALIBERTÉ [Lotbinière]: J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis requis ont été publiés dans chaque cas:

De J.-H. Marcotte, et al., demandant une loi constituant en corporation la ville de Windsorville.

De Edouard Beaudry, et al., demandant une loi constituant en corporation la ville de Viauville.

De Alexandre R. Mitchell, et al., de Montréal, demandant une loi constituant en corporation l'Union des mouleurs de Montréal.

De la "Stadacona Water, Light and Power Company", de la corporation de la cité de Sherbrooke, et de la corporation de la cité de Saint-Henri, demandant respectivement des amendements à leur charte.

Et de la fabrique de Saint-Jean-Baptiste de Montréal, demandant une loi pour faciliter la reconstruction de l'église de Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

Introduction de bills:

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 34) constituant en corporation l'Union des mouleurs de Montréal.

L'objet de la corporation est de protéger ses membres, de leur accorder de l'aide ou des bénéfices, d'améliorer leur état, de les unir fraternellement et d'assister ceux de ses membres qui sont malades, incapables, vieux, affligés ou dans le besoin, ainsi que les veuves, les pères, les mères et orphelins de ses membres ou autres personnes qui en dépendent.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 36) modifiant la charte de la ville de Saint-Henri.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. T. B. DE GROSBOIS (Shefford): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 45) constituant en corporation la ville de Windsorville.

Il s'agit de changer le nom de Windsor Mills en celui de Windsorville.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. T. B. DE GROSBOIS (Shefford): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 35) amendant la charte de la "Stadacona Water, Light and Power Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 37) modifiant la charte de la cité de Sherbrooke, 55-56 Victoria, chapitre 51.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. T. B. DE GROSOIS (Shefford): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 85) amendant l'article 59 du code de procédure civile, relativement à la juridiction de la Cour des commissaires.

Ce projet de loi a pour objet de porter la juridiction de la Cour des commissaires de \$25.00 à \$40.00.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. T. B. DE GROSOIS (Shefford): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 82) amendant le code municipal.

Ce projet de loi vise à faire disparaître les conseils de comté.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C.L. COTTON (Missisquoi): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 84) amendant le code municipal.

Il explique que le conseil municipal pourra, par résolution, nommer un inspecteur en chef des chemins pour toute la municipalité. Il aura le contrôle des autres inspecteurs et de tous les travaux permanents sur les chemins de fer et les ponts. Le conseil municipal pourra, par résolution, transformer en tout ou en partie, en taxe acquittable en argent, la taxe statutaire acquittable en travail.

Ce projet de loi est une conséquence du travail de l'association pour obtenir de bons chemins, établie dans le canton de Bedford.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 83) amendant la loi de pharmacie de Québec.

UNE VOIX: Demande des explications.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Explique que ce bill accorde la permission aux épiciers et à d'autres personnes de vendre des médicaments brevetés en paquets et en bouteilles. Le but de cette loi est le même que la loi de l'an passé, acceptée par la Chambre et rejetée par le Conseil législatif. Seulement, pour faire disparaître tout doute sur la légitimité de la demande des intéressés, la loi de cette année est calquée sur le statut impérial relatif au même sujet.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Demande de documents de la dernière session

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Attire l'attention de la Chambre sur le fait que certains documents demandés à la dernière session n'avaient pas été produits.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Promet de s'occuper de les faire produire devant la Chambre.

Interpellations:

Palais de justice de Sherbrooke

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Est-ce l'intention du gouvernement de construire un nouveau palais de justice à Sherbrooke?

Dans l'affirmative, vers quelle époque les travaux de construction doivent-ils commencer?

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): La question est maintenant à l'étude.

Frontières de la province

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 2) concernant les limites nord-est, nord et nord-ouest de certains comtés de la province soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Protection contre les feux de forêts

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 5) concernant la protection des forêts contre les incendies soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Nouveaux membres des comités permanents

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon) que M. D. Caron (Matane), soit ajouté aux membres du comité permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation, et que MM. P. Grenier (Champlain) et D. Caron (Matane) soient ajoutés, aux membres du comité permanent des ordres permanents.

Adopté.

Instruction publique

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur la question proposée hier, le 18 janvier courant, que le bill (bill no 9): "Loi de l'Instruction publique" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Je tiens, dit-il, à informer d'abord la Chambre que j'ai l'intention de faire un discours assez bref sur ce grand bill. La discussion faite l'année dernière a épuisé tout ce qu'il y avait à dire sur le principe même du bill.

Quant au volume, il ressemble assez à son frère de l'année dernière. Celui-ci contenait 542 articles, le nouveau en a 553. Bien que le nombre soit plus

élevé, beaucoup des anciennes clauses sont absentes et nous nous en réjouissons: c'est le cas du changement du surintendant en un ministre qu'on ne retrouve plus dans la loi actuelle.

La grande partie du bill est consacrée à la refonte des lois scolaires anciennes qui ne sont pas l'oeuvre du gouvernement actuel. L'année dernière, il y avait du nouveau, cette année il n'y en a pas, du moins au point de vue des principes.

Les usages parlementaires restreignent la discussion sur la deuxième lecture du bill à la discussion de son principe, l'examen des détails étant réservé au comité général. C'est assez dire que ma tâche sera facile.

Le secrétaire provincial (l'honorable J.-E. Robidoux, Châteauguay) a été court et réticent dans ses commentaires. La raison en est que la loi proposée est en grande partie la loi ancienne. Il y a du nouveau dans les détails, mais le principe est à peu près le même a dit ce dernier.

Le secrétaire provincial a manifesté un peu de mauvaise humeur à la pensée que l'on pourrait croire qu'il a abandonné le principe de sa loi de l'année dernière. D'après lui, la loi de cette année serait donc la même que l'année dernière. Je ne m'accorde pas avec lui.

Le discours du trône nous donnait, l'année dernière, l'essence même, le principe du bill proposé, en annonçant que le temps était venu pour le gouvernement de prendre la responsabilité du fonctionnement du système de l'éducation publique et de créer un ministère chargé de son administration.

Le gouvernement prenait la peine d'annoncer qu'il fallait apporter des modifications importantes dans notre loi de l'éducation et remplacer le surintendant par un ministre de l'Instruction publique. Lorsque la loi fut introduite par le secrétaire provincial, celui-ci consacra une grande partie de son discours à traiter la question du ministre. Le premier ministre disait lui-même: "La grande réforme que nous voulons opérer par cette loi, c'est de remplacer un surintendant irresponsable par un ministre dans la gérance et l'administration matérielle de l'organisation scolaire".

Le principe de la loi de l'année dernière était donc le transfert de l'éducation dans la politique.

Trouvons-nous ce principe dans le projet de cette année? Non, M. l'Orateur. Il n'en est pas question dans le discours du trône, la loi n'en parle pas, il en est question nulle part.

Quel est, puisé à la même source, le principe de la loi actuelle, que dit le discours du trône:

"Sans affecter aucunement les principes qui font la base de notre système scolaire, la législation scolaire contribuera sensiblement à la diffusion et au perfectionnement de l'enseignement primaire".

Les principes qui font la base du système scolaire de la province de Québec ont toujours été de soustraire tout ce qui regarde l'éducation à l'influence politique.

Oui, le bill actuel sauvegarde ces principes puisqu'il supprime tout ce qui donnait au chargé de l'éducation provinciale des pouvoirs politiques.

Et voilà pourquoi j'ai le droit de dire que le projet actuel n'est pas le même que celui de l'année

dernière. Le gouvernement a donc changé de principe.

Nous avons protesté contre la loi de l'année dernière. L'honorable député de Laval (M. P.-E. LeBlanc) a résumé nos objections dans la motion suivante, que l'on trouve à la page 258 des délibérations pour l'année 1897-98:

"Que de plus, ce projet de loi en substituant comme il le fait à un surintendant, un chef politique, dans la personne d'un ministre, avec les pouvoirs que lui donne ce bill, change la direction donnée aux matières d'éducation par les lois antérieures et amène sur le terrain des luttes de parti un sujet d'une importance vitale qui devrait être soustrait à l'ingérence politique."

C'était là notre objection. Et le gouvernement persistait dans son principe de l'ingérence politique.

D'ailleurs, qu'ai-je besoin de citer les discours du trône ou les journaux officiels. Dernièrement encore, à Beauharnois, nous avons eu l'honneur de rencontrer deux ministres qui nous ont affirmé que la loi serait présentée de nouveau aux Chambres.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Et qu'elle passerait ou que ça casserait.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Oui. Et aujourd'hui, la loi nous revient, mais toute transformée.

Cependant, il y a une arrière-pensée qui ressort des paroles du secrétaire de la province puisqu'en dépit de tout il réaffirme le besoin d'un ministre et promet de revenir à la charge. Le ministre prétend qu'il ne se désiste pas et qu'il ne cède à aucune influence étrangère. Il veut avoir eu raison l'année dernière et avoir raison maintenant; mais c'est impossible, il lui faut, bon gré mal gré, brûler ce qu'il a adoré et adorer ce qu'il a brûlé.

À quoi bon nier l'influence étrangère; peut-il nier ce qui n'a pas été démenti à propos de l'action de certaines hautes autorités ecclésiastiques; un journal libéral de Montréal n'a-t-il pas raconté les tentatives d'un haut personnage étranger à la politique pour faire retirer le bill.

Tout cela serait donc de l'histoire et le ministre qui a adressé la parole à cette Chambre, s'en tirerait avec une gasconnade en disant que le surintendant de l'Instruction publique n'est pas un principe, mais un accident.

Oui, il y a eu un accident, le gouvernement a subi un naufrage, le ministre de l'Éducation a disparu et le surintendant a survécu. Le gouvernement ne s'est pas laissé influencer par les arguments de l'Opposition et cependant le principe du projet de loi est changé. Nous assistons au spectacle d'un gouvernement abandonnant les principes, en prétendant qu'il leur reste fidèle.

Eh bien, j'aurais mieux aimé voir le secrétaire provincial admettre qu'il s'est trompé en 1898 et s'il ne voulait pas avouer que l'Opposition l'avait convaincu, admettre au moins qu'il cédait devant l'opinion qui ne voulait pas de son projet de fourrer la politique dans l'éducation. C'eût été plus noble, il me semble, que de persister à dire que le gouvernement n'a rien abandonné et que cette loi est la même loi que l'an passé. Non, M. l'Orateur, ce n'est pas la même loi.

Et j'arrive à l'énumération des accidents survenus au bill. Le ministre a disparu. L'an dernier, on nous proposait de nommer des inspecteurs. Les inspecteurs sont disparus cette année. L'an dernier, on proposait de donner aux commissaires d'écoles le droit de choisir les terrains sur lesquels devaient être construites les écoles, de les construire, puis de les faire payer par les municipalités. Cette clause est disparue de la loi de cette année. L'an dernier, on voulait refuser l'octroi aux municipalités n'ayant pas perçu au moins deux tiers de plus que l'octroi ministériel. On ne parle plus de cela, maintenant. L'échelle minimum des salaires des instituteurs a disparu. L'augmentation de la taxe sur les municipalités scolaires, en les obligeant à payer le double de l'indemnité gouvernementale, a disparu. Toutes ces propositions, l'Opposition les avait combattues et elles disparaissent. Nous avons le droit de dire que le gouvernement accepte notre politique.

Et cependant le gouvernement déclare qu'il n'a pas été ébranlé par les arguments de l'Opposition qui semblent toutefois avoir été bons puisque la nouvelle loi est amendée de manière à éviter la critique de l'Opposition. Il faut croire que le gouvernement tenait ces arguments pour nuls uniquement parce qu'ils étaient présentés par l'Opposition. Non, M. l'Orateur, la loi n'est plus la même. Le gouvernement, qu'il l'avoue ou non, a baissé pavillon devant l'Opposition. Nous triomphons. L'Opposition triomphe. C'est elle qui, par lutte, arrête la politique au seuil du sanctuaire de l'éducation.

D'après certaines déclarations faites ailleurs et d'après le ton même des remarques du secrétaire provincial, le gouvernement est encore d'opinion que la loi qu'il a présentée l'année dernière, est meilleure que le projet actuel. Nous ne nous désistons de rien, a-t-il dit. Dans son opinion d'hier comme dans son opinion d'aujourd'hui, un ministre était nécessaire au progrès de l'éducation dans la province. Si le gouvernement est encore de cette opinion, je dis que l'attitude du gouvernement est inconstitutionnelle. Comment, M. l'Orateur, voici un gouvernement qui croit que telle chose est meilleure et qui choisit la moins bonne dans son opinion sous prétexte qu'il n'a pas la majorité dans l'une des Chambres. On chercherait en vain dans l'histoire constitutionnelle de l'Angleterre pour trouver un précédent à cette attitude.

DES VOIX: Bravo! Bravo!

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Ce n'est pas comme cela que les grandes réformes se sont accomplies. Les gouvernements convaincus de l'efficacité de leur politique revenaient sans cesse avec leurs mesures jusqu'à ce qu'elles fussent adoptées.

A-t-on jamais vu les parlementaires anglais émasculer des mesures qu'ils croyaient nécessaires? Toutes les grandes réformes anglaises ont pu être battues et rebattues; elles sont revenues devant le Parlement sous leur forme primitive jusqu'au jour de leur triomphe définitif.

De quel droit le gouvernement vient-il nous dire qu'il a modelé sa mesure de façon à avoir l'approbation du Conseil législatif? Depuis quand cette doc-

lité du Parti libéral devant les Chambres hautes? Mais, est-ce donc le Conseil législatif qui gouverne cette province et qui modèle ses lois? Où sont les représentants du peuple dans cela?

De plus, M. l'Orateur je ne voudrais pas donner cette raison, parce que c'est un terrible aveu de faiblesse de la part d'un gouvernement qui compte 30 voix de majorité. Vous dites que vous ne voulez pas retarder davantage le peu de bien que vous pouvez faire avec votre projet. Prétexte ridicule, puisque votre loi, à part le ministre, n'est au fond qu'une refonte des lois déjà existantes.

Le secrétaire de la province dit qu'il n'enlève rien aux pouvoirs du Conseil de l'Instruction publique. Ce sera une question à discuter en comité, de même que le droit des laïques à se faire représenter. Quant au pouvoir que le gouvernement veut s'arroger de nommer des inspecteurs sans la recommandation du conseil, nous avons toujours protesté et nous protestons encore contre ce commencement d'ingérence politique. Je crois que le gouvernement a tort. Dans tous les cas nous reviendrons sur ce sujet.

J'arrive aux deux grandes mesures, les seules qui subsistent du bill.

L'obligation d'enseigner le dessin et l'agriculture; ce ne sont pas des innovations. Dès 1876, les lois scolaires avaient à cet égard des dispositions absolument suffisantes. Enfin, la gratuité, c'est-à-dire la clause 547 qui reste comme la plus importante du bill et la plus digne de discussion.

Le secrétaire provincial en réponse à une question, hier, a dit que cette distribution se ferait graduellement et que ça coûterait environ \$20.000. Le secrétaire d'État nous a annoncé que cette mesure avait le double but d'assurer la gratuité et l'uniformité des livres d'école; mais, il a eu soin de nous dire qu'elle ne serait pas mise immédiatement en vigueur, qu'aucune somme n'était mise à part dans la loi pour y pourvoir, que rien n'était prévu à cet égard dans le budget et que l'arrangement nécessaire était remis à plus tard. Alors sa loi ne vaut rien à ce point de vue, ce n'est qu'un leurre. Serait-ce, par hasard, que le projet annoncé par le Soleil serait le véritable?

Dès le 16 novembre dernier, ce journal nous prévenait sous forme de conversation ministérielle que cette distribution gratuite qui coûterait environ \$100,000 de première mise serait facile à faire en retenant pendant deux ans les \$50,000 supplémentaires de l'éducation élémentaire créés par l'Acte 60 Victoria, chapitre III, montant voté par le gouvernement conservateur pour aider les municipalités pauvres et encourager les instituteurs. Ainsi le projet du Soleil tel qu'un ministre le lui avait exposé était d'accumuler \$100,000. Le titre de cet article était: "Horizons nouveaux".

UNE VOIX: Chiffre fatidique!

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Oui, pour l'auteur de cet article. Eh bien, M. l'Orateur, si l'on veut détourner les \$50,000 que nous avons votés pour l'éducation dans cette province et s'en servir pour donner des livres gratuitement, je proteste d'avance

contre la gratuité des livres dans cette province. Mais, ce n'est qu'une indiscretion de journaliste...

Donc votre loi n'est pas complète, puisqu'elle ne pourvoit pas aux moyens de distribuer ces livres. Et puis elle n'est pas nouvelle, surtout. Je vais peut-être surprendre le secrétaire provincial, mais il y a déjà une loi qui pourvoit à la gratuité des livres et c'est nous, le Parti conservateur, qui l'avons passée. La voici. M. l'Orateur, page 23 du Statut de 1897, paragraphe 3: "Le revenu dudit fonds sera employé sous la direction du lieutenant-gouverneur en conseil par le surintendant de l'Instruction publique, à développer l'instruction élémentaire dans les municipalités pauvres, à aider les écoles dont sont appelées à bénéficier les classes ouvrières dans les cités et villes, à améliorer la condition des instituteurs des écoles élémentaires et des écoles modèles, à fournir gratuitement des livres de classe et, généralement, à répandre d'une manière plus efficace l'instruction élémentaire dans la province, le tout dans la mesure qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil d'ordonner et conformément aux règlements qu'il jugera à propos de faire".

À qui donc doit revenir l'honneur de cette mesure, est-ce à nous qui avons passé la loi de 1897, ou à ceux qui ont copié l'idée, en 1899, sans assurer sa sanction efficace?

Voilà l'oeuvre ministérielle débarrassée de ses oripeaux, et ai-je besoin de vous dire que nous ne nous sentons pas obligés de renouveler, cette année, l'expression d'opinion que nous avons demandée de nos partisans, l'année dernière.

Notre loi est pratique. Celle-ci ne l'est pas. Pourquoi le secrétaire provincial n'a-t-il pas suivi cette loi? Il n'y avait aucune nécessité de présenter une nouvelle loi. Si le subside voté était insuffisant, on pouvait l'augmenter.

Le principe de ce bill est louable. On a retranché du bill de l'année dernière les points que l'Opposition n'approuvait pas. Cette loi n'est que l'unification des lois existantes. On y a apporté des changements mineurs et l'Opposition ne s'oppose pas à la seconde lecture. Nous réservons nos remarques pour le moment où le bill sera étudié en comité plénier.

Le gouvernement est obligé d'admettre que la petite phalange de l'Opposition l'a forcé à battre en retraite. Le gouvernement a cédé devant les attaques vigoureuses et l'éloquence irrésistible de la gauche, et il a rentré son idée de la création d'un ministère de l'Instruction publique. Ce gouvernement fort d'une majorité de plus de 20 voix a eu peur de la poignée de braves qui forment l'Opposition: il n'a pas opéré une retraite honorable, mais il a capitulé honteusement. Le projet de loi de l'année dernière a vu son Sedan, il est mort, bien mort, et enterré.

Un général de l'ancienne Grèce s'est conquis une réputation immortelle en conduisant une retraite, mais il reculait devant la supériorité du nombre tandis que le gouvernement capitule devant un ennemi de deux-tiers plus faible que lui.

J'aurais félicité l'honorable secrétaire provincial, si celui-ci n'avait pas déclaré qu'il était toujours d'avis que le projet de loi de l'an dernier était bon en principe. Le projet de loi de l'an dernier est mort, et il ne peut même être enterré avec les honneurs de la

guerre, ayant succombé devant un ennemi inférieur en nombre. Honneur à ceux qui dans cette Chambre et au-dehors ont combattu pour défaire le projet de loi de l'an dernier pour le plus grand bien de la jeune génération qui fréquente nos écoles.

Ce n'est plus le drapeau rouge, c'est le drapeau conservateur qui flotte sur la citadelle du gouvernement.

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse):
M. l'Orateur,

La législation présentée par l'honorable secrétaire de la province [l'honorable J.-E. Robidoux, Châteauguay] est de la plus haute importance. La question de l'éducation, en effet, passionne l'opinion publique. Nous sommes arrivés à une époque décisive, et, pour se rendre compte de l'intensité du mouvement qui se fait dans les esprits, de la révolution qui s'opère dans les idées, on n'a qu'à jeter un coup d'oeil sur la presse, sur les revues, à prêter l'oreille aux discussions des classes dirigeantes et à noter, fait bien significatif, que les deux partis politiques, aux dernières élections, ont promis des réformes à nos lois scolaires. Cet intérêt est facile à comprendre. Les nations qui ont conscience d'elles-mêmes, et souci de leur lendemain, améliorent sans cesse leur législation, pour, mettre à la portée de tous leurs membres les bienfaits de l'éducation. Ce n'est pas ici qu'il faut plaider la cause de l'éducation populaire; ce n'est pas ici qu'il faut démontrer que l'éducation est aussi nécessaire au développement matériel d'un peuple qu'à son perfectionnement moral. De ce côté-ci de la Chambre, nous avons toujours été les champions de cette idée. Le gouvernement libéral qui nous a précédés a dépensé des sommes considérables et fait de très louables efforts pour la réaliser, et, je ne ferai pas à ceux qui siègent en face de nous, la suprême injure de croire qu'ils sont hostiles ou même indifférents à la grande cause de l'éducation primaire. Nous sommes donc tous d'accord sur ce point. Tous, nous comprenons que dans ce siècle de concurrence à outrance, les peuples instruits seuls, par l'entente des lois économiques, par la connaissance des grands courants qui influent sur la production comme sur la consommation, peuvent seuls se maintenir dans un état de bien-être matériel.

Il faut donc considérer l'ordre matériel. Les chiffres, fournis par le Bureau des statistiques, démontrent qu'en Angleterre la moyenne des indigents ("paupers"), qui était de 47 par mille, est tombée, depuis les réformes scolaires de 1870, à 22, soit une diminution de plus de moitié. L'existence de ce phénomène a été constatée en Suisse. Les cantons les plus instruits sont les plus industriels, les plus riches, les plus prospères en un mot. et, au dire des publicistes, la différence est quelquefois si sensible, si manifestement apparente, qu'elle constitue, à elle seule, une éloquente démonstration en faveur de l'éducation. La richesse ne se crée pas, en effet, par la force des bras, mais par la puissance de l'esprit: "Le sauvage, avec des muscles plus forts et des organes plus subtils produit vingt fois moins que l'homme civilisé, parce que celui-ci assujettit et met à son service les forces mécaniques, physiques et

chimiques." (Laveleye). J'ai devant moi un tableau démontrant que la production est deux fois plus considérable dans les États de la Nouvelle-Angleterre que dans les États du Sud, et, cependant, les premiers ont un sol pauvre, un climat dur, tandis que la nature a prodigué ses dons les plus rares, ses richesses les plus exubérantes, son ciel le plus clément, au peuple moins instruit du Sud. Cette différence se fait sentir dans toutes les branches de l'activité humaine. Le rapport de M. Eaton, emprunté à Laveleye, démontre que dans l'Arkansas, où il y avait lors de la publication de ce travail onze adultes illettrés par cent, on ne comptait qu'un brevet d'invention par trente-sept mille habitants. En Floride, vingt-trois illettrés par cent, un brevet par trente et un mille habitants. En Californie, quatre illettrés, et un brevet par deux mille quatre cents habitants, etc., etc. Je sais que des statistiques plus récentes accusent des différences moins sensibles, mais quelle en est la raison? Les États du Sud ont compris leur infériorité au point de vue de l'éducation; ils ont créé un système de toutes pièces, et ils occupent maintenant une place convenable dans l'échelle des peuples civilisés.

J'extrait du rapport du surintendant de la Pennsylvanie, 1896, quelques chiffres très intéressants au point de vue de la production industrielle. Ils prouvent ce théorème que, chez l'individu, la capacité de gagner ("earning power") monte au fur et à mesure que l'ignorance baisse.

	Salaire moyen de la classe ouvrière	Analphabétisme
Wyoming	\$768.00	3 ½ p.c.
New York	548.00	5 ½ p.c.
Pennsylvanie	492.00	7 p.c.
Caroline-du-Sud	267.00	42 p.c.

Cette règle, jadis posée par Horace Mann, le créateur de l'instruction publique dans les États de l'Est, dans sa célèbre circulaire aux manufacturiers, n'offre pas, comme bien on pense, un criterium absolu. En effet, il faut tenir compte des autres conditions économiques. L'intelligence n'est pas l'unique facteur de la production de la richesse, mais elle en constitue l'un des plus essentiels éléments.

Nécessaire pour la lutte économique, l'instruction ne l'est pas moins dans l'ordre moral. Le vice et l'ignorance sont corrélatifs, et la criminalité, les statistiques en font foi, est en raison inverse de la diffusion des lumières. En Suisse, dans les cantons les plus avancés au point de vue intellectuel, les prisons sont vides parce que les écoles sont pleines. Sans doute, et l'on ne peut trop insister, l'instruction seule ne saurait suffire; il faut y ajouter les convictions religieuses, mais la religion et l'éducation sont les freins par excellence contre le dérèglement de toutes les passions qui agitent et bouleversent l'âme humaine.

Il ne faut pas oublier non plus l'intérêt politique. Sur la façade de la grande bibliothèque publique de Boston, on lit ces mots: "The commonwealth requires the education of the people as the safeguard of order and liberty". La sauvegarde de l'ordre et de la liberté, c'est l'éducation!

Dans un pays aussi démocratique que le nôtre, avec l'élection à tous les degrés de l'échelle administrative, élection des conseillers pour la gouverne des municipalités, élection des commissions scolaires, élection des fabriques pour la gestion des biens temporels du culte, élection provinciale, élection fédérale, il importe que le peuple connaisse ses droits, ses devoirs, ses obligations, ses responsabilités. Qui dit élection dit choix, et le choix suppose l'intelligence et le discernement. À l'exception des États-Unis, il n'y a pas un pays où l'élection joue un aussi grand rôle qu'au Canada/où la décentralisation de tous les pouvoirs confère autant de droits à l'électeur, c'est-à-dire du citoyen. L'État a donc le devoir de veiller à ce que le citoyen soit en état d'exercer ses franchises. Il y a un intérêt primordial, au-dessus de tous les autres, celui de sa propre conservation.

Dans quel état est notre système d'instruction publique? Sur cette question, comme sur toute autre, il y a trois classes de personnes; les optimistes qui voient tout en rose dans nos lois scolaires, qui les déclarent irréprochables, qui croient et affirment que, notamment, à l'exposition universelle de Chicago, nous avons fait l'envie et l'admiration du monde civilisé; il y a les pessimistes qui, eux, voient tout en noir, qui clament que tout est à reprendre, que tout est vicieux, qui voudraient faire table rase et, sur ces ruines, édifier un système nouveau. Je n'appartiens, nous n'appartenons, ni à l'une ni à l'autre de ces deux classes. Montesquieu disait que les hommes sont comme les institutions: ils ne sont ni si bons ni si mauvais qu'on le dit. Notre système d'instruction publique n'est ni si bon ni si mauvais qu'on l'affirme. Nous avons fait des progrès indiscutables, et il suffit de jeter un coup d'oeil autour de soi, de comparer le niveau intellectuel des masses avec ce qu'il était il y a une décade, pour se rendre compte du chemin parcouru et des progrès réalisés. Seulement, l'esprit humain n'est pas une borne; ce qui était bon hier, peut être mauvais aujourd'hui; ce qui est satisfaisant aujourd'hui, sera peut-être jugé défectueux demain. C'est le propre de l'esprit humain, c'est aussi son honneur, de n'être jamais satisfait et, dans la poursuite de l'idéal, de découvrir sans cesse de nouveaux horizons dont il n'avait pas d'abord soupçonné l'existence. Nous sommes pour la politique du juste milieu. Nous ne voulons pas révolutionner, mais, "évolutionner": nous ne voulons pas tout détruire pour édifier sur des ruines: nous voulons garder ce qui est bon, ce qui répond à nos besoins, à notre état social, à nos aspirations religieuses et nationales, c'est-à-dire à peu près tout le cadre du système, l'économie générale de la loi, et corriger ce qui est défectueux, ce qui ne répond plus aux exigences du siècle et aux besoins de notre société démocratique. Voici ma manière de voir sur le problème de l'éducation nationale. L'histoire constitutionnelle de l'Angleterre, la haute raison politique de ses hommes d'État, nous offrent sur ce sujet des exemples que nous ne saurions trop méditer. À toutes les époques, mais notamment dans ce siècle, vous les avez vus à la tribune, dans la presse, dans les commissions parlementaires, dénoncer les abus, redresser, réformer. Des concessions réfléchies,

c'est ce que disait lord Palmerston, accordées à temps, à titre gracieux et spontanément, préservent des changements irréfléchis arrachés par la nécessité. J'estime peu judicieux de résister à tort à ce qui est actuellement raisonnable, parce qu'on aura raison de résister demain à ce qui sera insensé".

Et, pendant que sur le continent les réformes ne s'opéraient bien souvent que dans les luttes intestines et le sang des guerres civiles, les hommes d'État anglais atteignaient le même résultat, lentement, progressivement, par une évolution sage, modérée et raisonnée.

On a dit que le Parti libéral voulait battre en brèche l'influence de l'Église et que notre loi était une dénonciation du rôle joué par le clergé dans l'éducation des masses. Voilà une accusation bien injuste et que, pour ma part, je repousse avec la plus grande énergie. Ceux qui, par leurs discours ou leurs écrits, ont déclaré leur hostilité à l'Église, ne sont pas dans nos rangs. Ils nous ont même ouvertement combattus aux dernières élections et si, Monsieur l'Orateur, nous occupons des sièges à votre droite, ce n'est pas leurs vœux, mais malgré leur volonté et contre leur action. Je ne leur reproche pas maintenant leur attitude. Nous sommes dans un pays où toutes les opinions ont le droit de se manifester. Mais, d'un autre côté, nous ne saurions être tenus responsables des idées que nos adversaires ont préconisées et que nous répudions. Nous partageons l'opinion qu'exprimait, il y a déjà plusieurs années, le docteur Meilleur dans le *Mémorial* rip l'éducation (page 362): "Le clergé et le peuple veulent également et sincèrement l'éducation. Preuve, tous les ordres religieux enseignants qui ont été établis dans le pays pour la répandre: preuve, tous les établissements d'éducation qui ont été faits et toutes les maisons d'école qui ont été érigées pour cette fin par tout le pays depuis 1843 jusqu'à ce jour; preuve, le nombre d'écoles primaires en opération qui couvrent toute la surface du pays et le nombre d'enfants qui les fréquentent annuellement; preuve encore, le nombre de nos collèges classiques et industriels, espèces de lycées qui, pour la plupart, doivent leur existence et leur opération à l'initiative du clergé ou leur alimentation aux enfants du peuple; preuve encore, les bourses et les pensions fondées ou payées annuellement par le clergé dans nos écoles et aux universités pour aider à donner la haute éducation à ceux de nos jeunes gens dont les talents, l'application et les bonnes dispositions connues, font naître l'espoir de leur utilité et de leur concours à promouvoir, dans la suite, le bien de la religion et de la patrie."

Car, Monsieur, de ce côté de la Chambre nous redons hommage au zèle, au dévouement du clergé canadien pour l'instruction publique. Nous n'oublions pas, nous ne pouvons oublier, notre histoire et les renseignements qu'elle contient. Pendant longtemps, le clergé a été le seul soutien de l'éducation secondaire et supérieure dans cette province. Pendant que nos compatriotes anglais, plus heureux que nous, voyaient s'élever de magnifiques institutions dues à la générosité éclairée de quelques-uns des leurs, des prêtres canadiens-français bâtissaient des collèges d'où sont sortis tous nos hommes

instruits, tous nos compatriotes qui se sont fait un nom dans les professions libérales ou la vie publique, et pour ne citer qu'un exemple, illustré entre tous, le premier ministre du Canada, l'homme d'État qui fixe en ce moment l'attention du continent américain, après avoir fait, l'an dernier, l'admiration de l'Empire britannique et de la République française. est un élève de nos collèges classiques. Qui a doté la province de la seule université catholique qu'elle possède? Qui a édifié cette magnifique institution d'enseignement supérieur, l'Université Laval, si ce ne sont les efforts, le zèle intelligent le dévouement infatigable du clergé canadien. Nous, élèves de nos collèges, élèves de Laval, et j'en vois un grand nombre dans cette enceinte, nous commettrions plus qu'une injustice, nous serions coupables de la plus noire ingratitude, si nous méconnaissions ces efforts ou si nous cherchions à en diminuer la valeur et la portée. Mais là n'est pas la question. Le clergé n'a jamais été chargé de l'éducation populaire: il y a contribué, il est vrai, avec beaucoup de bonne volonté, mais s'il y a des lacunes, la faute n'en est pas au clergé, mais à l'État et, lorsque nous plaçons la cause des réformes scolaires, nous ne faisons pas le procès de l'Église, mais des gouvernements.

Quelques changements sont devenus indispensables, mais ils ne sont pas nombreux. J'avoue, je suis ici pour dire ma pensée et toute ma pensée, que mes idées se sont quelque peu modifiées depuis l'an dernier. Je croyais avec beaucoup d'autres que l'un des fléaux de nos écoles était le défaut d'assistance et que des mesures rigoureuses devaient être prises pour l'enrayer. L'étude des rapports, l'examen des statistiques, m'ont convaincu que j'étais dans l'erreur et que nous pouvons, de ce chef, soutenir la comparaison avec les provinces soeurs, avec la plupart des États de l'Union américaine et même avec quelques pays du continent européen.

D'après le *Statistical Record*, 1897. p. 478. la moyenne de l'assistance dans les différentes provinces du Canada serait comme suit:

Ontario.	56.30 p.c.
Québec.	70.67 p.c.
Nouvelle-Ecosse.	50.88 p.c.
Nouveau-Brunswick.	60.01 p.c.
Manitoba.	53.96 p.c.
Colombie-Britannique.	63.37 p.c.
Île du Prince Edouard.	59.41 p.c.

Nous occupons donc la première place dans la Confédération. Mes calculs ne concordent pas. il est vrai, avec ceux du statisticien. En effet, nos écoles élémentaires sont fréquentées par 197,933. élèves, avec une assistance moyenne de 135,013. soit 68 pour cent, mais, même avec ce dernier chiffre, notre supériorité est encore incontestable et il faut être assez juste pour le reconnaître.

Voyons pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande:

Angleterre et pays de Galles.	70 p.c.
Écosse.	66 p.c.
Irlande.	55 p.c.

Maintenant passons aux États de l'Union américaine:

Alabama	63 p.c.
Arkansas	65 p.c.
Californie	75 p.c.
Connecticut	79 p.c.
Delaware	86 p.c.
Georgie	72 p.c.
Illinois	65 p.c.
Indiana	66 p.c.
Iowa	74 p.c.
Kansas	80 p.c.
Kentucky	35 p.c.
Louisiane	39 p.c.
Maine	66 p.c.
Maryland	54 p.c.
Michigan	67 p.c.
Minnesota	62 p.c.
Mississippi	64 p.c.
Missouri	67 p.c.
Nebraska	75 p.c.
Nevada	54 p.c.
New Hampshire	100 p.c.
New York	69 p.c.
Caroline-du-Nord	60 p.c.
Ohio	70 p.c.
Oregon	70 p.c.
Rhode Island	72 p.c.
Dakota-du-Sud	78 p.c.
Tennessee	62 p.c.
Texas	79 p.c.
Vermont	81 p.c.
Virginie	53 p.c.
Washington	75 p.c.
Virginie-Ouest	72 p.c.
Wisconsin	57 p.c.
Pennsylvanie	73 p.c.

Ces tableaux démontrent que si nous occupons la première place dans la Confédération, si nous sommes de niveau avec l'Angleterre, au-dessus de l'Écosse et bien au-dessus de l'Irlande, nous sommes cependant inférieurs à quatorze États de la république voisine.

L'honorable député de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), dans le discours qu'il a prononcé l'an dernier, semble croire, du moins si le résumé publié par les journaux rend bien sa pensée, que la moyenne de l'assistance ici serait de 21 pour cent de la population, tandis qu'elle ne serait en Suisse que de 18 pour cent. Je ne crois pas ce calcul exact: 21 pour cent de notre population ne fréquente pas l'école. Il faudrait trois cent quinze mille enfants sur un recensement de 1,500,000. D'ailleurs, cet argument ne vaut rien, car les familles canadiennes sont beaucoup plus nombreuses que les familles suisses. Ce serait une témérité ridicule, à mon sens, d'établir une comparaison entre la province de Québec d'un côté et la Suisse et tous les pays qui ont inscrit, depuis au-delà d'un demi siècle, l'assistance obligatoire dans leur législation scolaire. Je n'ai pu trouver nulle part les renseignements nécessaires à cette comparaison, mais la proportion d'illettrés telle qu'établie par les bureaux de conscription militaire

fait voir la supériorité incontestable de ces derniers pays. En France, où l'obligation n'existe que depuis la loi de 1881, la proportion d'illettrés, en 1893, était de 6.4. En Suisse (1894) 0.56 ne savaient lire et 1.63 ne savaient écrire. En Allemagne (1894-95) 0.22 ne savaient ni lire ni écrire. En Suède (1893) 0.11 ne savaient lire et 0.83 ne savaient écrire. J'ajouterai qu'en Italie (1894) où l'obligation n'existe pas, 38.94 des jeunes gens enrôlés ne savaient ni lire ni écrire.

Maintenant, ici, il faut tenir compte de l'étendue du pays, que notre population n'est pas groupée dans un territoire exigu, que notre système scolaire ne date que de 1846, et que les législations antérieures, loin de favoriser le mouvement éducationnel, l'ont parfois enrayé comme les tentatives d'anglicisation de 1820 et de 1822. Si la moyenne est si forte malgré les obstacles matériels, malgré les obstacles d'une nature morale, car les lois ne sont efficaces que si elles sont appuyées par l'opinion et secondées par les mœurs, il faut y voir l'action du clergé qui du haut de la chaire, à défaut de l'obligation légale, inculque aux pères de famille l'obligation morale d'instruire leurs enfants. Avec ce merveilleux outillage, si je puis m'exprimer ainsi, avec le concours puissant des chefs spirituels de paroisse, parlant d'autorité au nom des intérêts de l'âme, à quel résultat n'atteindrions-nous pas si la loi civile apportait une sanction aux obligations de la conscience, aux prescriptions du droit naturel!

Pour le moment, quelles sont les réformes proposées par notre loi? L'an dernier, nous avons demandé la création d'un ministère de l'Instruction publique et, malgré que cette Chambre eût adopté nos vues, nous nous sommes heurtés à une majorité hostile au Conseil législatif. On a dit d'un côté, qu'il fallait placer ce département sur le même pied que les autres; qu'il fallait lui donner un chef responsable à la Législature. Nous jouissons des garanties et des avantages du gouvernement constitutionnel pour tout, excepté pour l'éducation. Nous votons chaque année des sommes considérables pour les écoles primaires; nous allouons un crédit spécial pour leur inspection, et, cependant, nous n'avons aucun contrôle, ou qu'un contrôle illusoire, sur ces allocations et ces crédits. La députation s'abstient de faire des suggestions, de formuler ses plaintes, de proposer des réformes, car il n'y a dans l'enceinte législative aucune oreille pour les recevoir, aucun esprit pour en faire l'application. Les remarques, les plaintes, les suggestions ne peuvent s'adresser qu'à un corps respectable, infiniment respectable, mais sur lequel l'opinion publique n'a pas de prise et que la volonté populaire ne peut ni modifier ni changer. Cette création ne viole aucun principe, n'empiète sur aucune immunité. Nous revenons à l'état de choses qui a existé en 1875, qui a très bien fonctionné pendant les sept années précédentes. Le système créé par le pacte fédératif a eu l'approbation et reçu le concours des plus hautes autorités religieuses et nous ne pouvons violer un principe social en revenant à un "modus vivendi" accepté et même recommandé par les évêques de cette province. On a dit de plus que l'on ne pouvait invoquer l'économie des deniers publics parce que ce départ-

tement, au point de vue de son organisation administrative, est déjà sur un pied supérieur, il a ses secrétaires, ses commis, son budget, ses contingents, et la création de ministère n'augmente pas les dépenses puisque nous n'ajoutons pas au nombre des portefeuilles. Il n'existe donc aucune raison de maintenir cette anomalie, de ne pas mettre ce département sur le même pied que les autres, de ne pas rendre son chef responsable aux Chambres, au lieu d'en faire un potentat dont les décisions sont sans appel et dont l'autorité est sans frein comme sans contrôle.

D'un autre côté, on a apporté contre le changement des raisons dont il serait futile de contester la valeur. Un ministre c'est l'instabilité. Les partis politiques ont des hausses et des baisses, la faveur populaire a des retours subits et les moralistes ont depuis longtemps philosophé sur son inconstance. D'ailleurs, les chefs de département changent plus encore que les gouvernements et un simple coup d'oeil sur le tableau des remaniements ministériels fait voir que le même homme n'a jamais administré le même département pendant plusieurs années. Les exigences, les nécessités politiques l'évincent au moment où son expérience serait plus précieuse à l'État.

De plus, il ne pourrait y consacrer tout son temps. Sa vie s'éparpille sur mille et un sujets, son esprit est absorbé par les occupations multiples, par les devoirs si divers de sa charge. Il y a les élections, les absences fréquentes, et, plus que tout peut-être, la politique, j'entends la petite politique, s'y introduit et avec elle son cortège de vulgarités et de mesquineries.

Nous avons de plus l'expérience des autres pays. Tous les États bien administrés ont placé l'instruction publique sous le contrôle d'un surintendant. C'est ce que l'on voit en Suisse, en Allemagne, dans tous les États de l'Union américaine. La province d'Ontario, avec un ministre, a fait moins de progrès que la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick, qui n'en ont pas. Nous-mêmes, nos progrès ont été moins marqués de 1867 à 1875 que pendant les années qui ont précédé et qui ont suivi. C'est l'opinion des grands éducateurs: le docteur Meilleur, monsieur Chauveau, M. l'abbé Chandonnet, Monseigneur Dupanloup l'ont formulée avec une netteté et une autorité qui entraînent la conviction.

La minorité protestante, si libéralement traitée par le système actuel, n'a pas d'intérêt au changement, et même, dans certains quartiers, notre loi a été accueillie, sinon avec inquiétude, du moins avec un sentiment de défiance à peine dissimulé. Peut-être a-t-elle craint que la majorité catholique devienne aussi intolérante et aussi tyrannique que la majorité protestante d'une autre province de la Confédération. Notre loi rencontrait encore l'hostilité du clergé catholique, et au moment où tous les bons esprits travaillent à rétablir l'harmonie entre tous les groupes, il serait criminel de créer un élément de dissension, quand nous avons besoin de nos forces vives, du concours de tous les hommes de bonne volonté pour la réalisation de notre idéal et de nos espérances nationales.

Je crois avoir reproduit avec impartialité tous les arguments, "pro et con", qui ont été apportés dans ce débat. Nous avons eu recours à un moyen terme. Nous abandonnons la création du ministère, mais nous enlevons au surintendant ses pouvoirs judiciaires. Nous révoquons la législation d'exception qui en faisait un juge sans appel dans une foule de questions irritantes où le caprice, les influences politiques, les rancunes personnelles, les faiblesses humaines en un mot, se faisaient jour et exerçaient leur action. L'appel de la décision des commissaires sera porté devant les tribunaux réguliers par une procédure sommaire et peu coûteuse. Nous faisons ainsi disparaître l'objection la plus grave, celle qui a probablement le plus dépopularisé la surintendance dans les masses, sans bouleverser le système actuel et sans créer une agitation funeste et stérile.

Une réforme depuis longtemps réclamée par les associations ouvrières est l'uniformité des livres de classe. Notre projet de loi la décrète. Nous ferons ainsi cesser un abus qui est devenu une taxe lourde et dans certains cas monstrueuse sur les pères de famille. Consultons nos souvenirs. Lorsque nous fréquentions l'école primaire, les livres changeaient avec l'instituteur ou l'institutrice. Ceux qui avaient servi aux aînés étaient impropres aux cadets, et si l'enfant, changeant d'école, restait-il dans la même municipalité, il devait bien souvent acheter une série de livres nouveaux. Quel était le motif de ce changement? L'amélioration, des méthodes? Le perfectionnement pédagogique? Non. l'intérêt personnel, le lucre: on prélevait un gain infâme, on réalisait une spéculation honteuse sur l'ignorance des uns par la lâche complaisance des autres.

Cette réforme a été réclamée par le docteur Meilleur. Dans son Mémorial de l'éducation (p. 366.), je lis ce passage: "Dans mon rapport du 15 avril 1846, on voit aussi combien j'insiste sur l'importance de mettre de la méthode et de l'uniformité dans l'enseignement et partant dans l'usage des livres d'école".

Plus loin (p. 447), faisant rénumération des réformes les plus pressantes, il dit: "7: Pourvoir à l'usage de livres uniformes dans les écoles".

Nous décrétons l'uniformité, non seulement dans un but d'économie, mais pour réaliser une importante réforme pédagogique, l'adoption de la méthode concentrique qui a été accueillie avec tant de faveur par tous les grands éducateurs, qui est actuellement en usage dans les écoles de France, d'Allemagne, de Chicago et dont les hommes les plus compétents recommandent l'essai dans tous les États-Unis.

Qu'est-ce que la méthode concentrique? On la nomme ainsi parce qu'elle ressemble, dans son application, à un cercle qui va s'élargissant. Elle a pour objet de donner à l'enfant, n'irait-il à l'école qu'une année, des notions suffisantes sur les matières indispensables à la vie.

Le cours élémentaire comprend quatre années. Prenons la première. Au lieu de distribuer la matière de l'enseignement en un syllabaire, en une petite grammaire, en une petite histoire, en une petite géographie, etc., il n'y aura qu'un livre [ne dépassant pas 180 pages] contenant des notions rudimentaires sur la lecture, l'histoire, la géographie.

l'agriculture, l'arithmétique, etc. Dans la méthode actuelle, l'enseignement est en quelque sorte coupé par tranches et, pour ne citer que quelques exemples, la première année, en histoire du Canada, l'élève se rend à Frontenac ou tout au plus à la domination anglaise; en grammaire, il s'arrête à l'adjectif, à la proposition, tout au plus aux règles de la syntaxe; en géographie, il ne dépasse pas les limites de la province. S'il abandonne l'école avant la fin du cours, il n'a que des notions fragmentaires sans aucune vue générale sur le corps de l'enseignement. Avec la méthode concentrique, au contraire, chaque année est complète par elle-même et, chaque année, il doit parcourir le cycle des connaissances indispensables à la vie. N'eût-il qu'une année d'école, il envisagera l'histoire jusqu'à la Confédération, il connaîtra les règles élémentaires de toute la grammaire, il possèdera les notions générales sur la géographie du Canada tout entier, etc., etc.

La seconde année, la matière sera encore distribuée en un seul livre (à peu près trois cents pages), l'enseignement sera le même avec des notions un peu moins rudimentaires.

La troisième année, l'ouvrage comprendra à peu près quatre cents pages; la quatrième, à peu près cinq cents. Le cercle va s'élargissant; les sujets y sont plus longuement développés, avec des détails plus complexes et des données moins superficielles.

Ce système est si simple, si rationnel, si conforme à l'éducation scientifique de l'enfance, qu'il est étonnant qu'on n'en ait pas encore fait l'essai. L'idée est d'origine allemande, mais elle a été vite acceptée par les pédagogues du monde entier; et les Américains, toujours pratiques, n'ont pas été lents à en faire l'application.

La Chambre me permettra de lui donner quelques extraits d'une étude que j'emprunte à l'Annuaire de l'enseignement primaire de France:

"Si l'on examine un plan d'études et que l'on suive la même branche d'enseignement depuis la classe élémentaire jusqu'à la classe supérieure, l'histoire par exemple, on remarque l'enchaînement rigoureux et la parfaite ordonnance des différentes parties de l'enseignement historique. Mais si l'on considère, dans une seule classe, la répartition des autres branches d'études, on s'aperçoit aussi que l'enseignement de l'histoire n'a aucun rapport avec l'enseignement de la géographie; que les leçons d'histoire naturelle ne profitent pas des sujets d'études fournis par le cours de géographie locale; que dans les leçons de lecture, on lit souvent des morceaux étrangers au cours d'instruction morale ou d'histoire.

Bref, l'unité qu'on se plaisait à constater dans chaque branche d'enseignement disparaît, lorsqu'on observe le plan général des études d'une classe; on trouve un mélange ou une superposition de plusieurs enseignements au lieu d'un plan rationnellement combiné qui soit comme un organisme vivant, c'est-à-dire dont toutes les parties aient des rapports étroits entre elles et se prêtent mutuellement appui. Si ce plan n'existe pas, l'esprit de l'enfant court un danger. L'élève étudie chaque branche en particulier, son intelligence se lance tout à tour dans plu-

sieurs directions différentes. La concentration a précisément pour but, tout en conservant l'unité de chaque branche des études, de réaliser l'unité dans le plan général.

Comment, sans détruire l'unité de chaque branche d'enseignement, établir des relations entre les différentes matières à étudier?

En ce qui concerne l'enseignement de la lecture, il ne sera pas difficile à l'instituteur de trouver des morceaux traitant des sujets que l'enfant connaît déjà. Pourquoi, par exemple, dans quatre ou cinq leçons par mois, ne lirait-on pas en hiver les morceaux de prose ou de poésie ayant trait à la neige, à la gelée, etc.; puis, dans les leçons restantes et suivant son programme, le maître ne pourrait-il pas faire lire des récits se rapportant aux leçons d'instruction morale et civique, aux leçons d'histoire ou de géographie locale? En outre, ces leçons de lecture peuvent être considérées comme le pivot de l'enseignement de l'orthographe, de la grammaire, et même de la composition française. À Weimar, dans les classes élémentaires, il n'existe pas d'enseignement grammatical suivi et indépendant des leçons de lecture; les remarques grammaticales et orthographiques se font au jour le jour; mais le maître a le soin de graduer les difficultés et. à la fin de l'année, il consacre un mois ou deux à la révision de ce qui a été appris et il classe les règles grammaticales.

Il est presque inutile de faire remarquer que l'histoire et la géographie doivent autant que possible suivre une marche parallèle. Ainsi il sera bon d'enseigner l'histoire et la géographie de la France dans la même année.

Voici quelques observations que j'emprunte au célèbre ouvrage de monsieur Gréard, le vice-recteur de l'Académie de Paris: Instruction et Éducation:

"L'enseignement primaire étant, avant tout, un enseignement des principes, et des principes ne pouvant être trop souvent reproduits pour pénétrer, il est nécessaire que l'enfant incessamment suive les mêmes traces, c'est-à-dire que les développements des différents cours puissent s'étendre et les exercices d'application s'élever d'un degré à chaque cours sans que le fond cesse d'être le même."

Une autre nécessité s'imposait avant que l'obligation fut devenue le fondement de la loi scolaire. Si l'on pouvait espérer, à juste titre, comme l'expérience l'a prouvé, que les résultats de l'enseignement collectif, à la fois plus rapides et plus sûrs, convaincront peu à peu les parents de l'utilité de prolonger la fréquentation de l'école jusqu'au terme normal des études, il eut été imprudent de s'attendre à une conversion des esprits immédiate, et le moyen le plus efficace de préparer cette conversion, c'était de faire en sorte que l'enfant recueillît de son séjour sur les bancs, si restreinte qu'en eut été la durée, un bénéfice appréciable; pour cela, il fallait que chaque cours présentât, à des degrés différents, un certain ensemble des connaissances essentielles, rien n'étant moins durable que le souvenir des éléments fragmentaires et sans lien. Que d'ignorance ou de défaillances dans les classes populaires sont uniquement imputables à quelques grandes lacunes d'éducation première. "Je n'avais jamais été à l'école

jusqu'à la division, nous disait un jour un adulte de plus de quarante ans et me trouvant toujours arrêté dans les comptes qui nécessitaient l'application des quatre règles, j'avais fini par oublier les trois autres!"

De là le caractère concentrique des trois grandes divisions de l'organisation pédagogique.

Le cours élémentaire est un cours d'initiation. Il a été longtemps de règle que la première année de l'école devait être consacrée exclusivement à apprendre à lire. Or, nul doute que si pendant cinquante ans, l'enseignement primaire n'a pas porté tous les fruits qu'on en pouvait attendre, c'est, en partie au moins, parce qu'au lieu d'attirer l'enfant à la classe par la variété des leçons appropriées à son âge, on rebutait son attention par la monotonie d'un exercice unique et trop prolongé. Quoi de plus contraire à sa nature vive, mobile, curieuse, que de le tenir chaque jour et tout le jour attaché comme par une courte chaîne à l'étude de l'alphabet! Rien ne pouvait plus sûrement arrêter le progrès de la lecture elle-même. Est-il donc indispensable que l'enfant, un enfant de six ans, sache lire en perfection pour suivre avec profit un petit calcul, pour se rendre compte de la forme des mesures du système métrique, pour s'intéresser à une explication élémentaire de géographie descriptive faite sur la carte, pour entendre un récit pittoresque d'histoire nationale?

Naturellement, je ne puis entrer dans plus de détails. La question n'est pas de notre compétence, mais ressort du Conseil de l'Instruction publique. Néanmoins, je puis indiquer à ceux que le sujet intéresserait: Compayré, Organisation pédagogique; Charbonneau, Cours de pédagogie. Vincent, Cours de pédagogie; Chasteau, Leçons de pédagogie, et un très bon auteur américain, Parker, Talks on Pédagogies. Ces ouvrages, pour la plupart, sont à la bibliothèque du département de l'Instruction publique.

J'ai dit que cette question n'est pas de notre compétence. En effet, nous ne pouvons pas, et nous ne devons pas, empiéter sur les attributions du conseil. La loi n'entrera en force qu'en 1900 et d'ici là, il est à espérer, nous en avons même la certitude, que des hommes d'études, familiers avec les méthodes pédagogiques les plus modernes, ayant l'expérience pratique de l'enseignement, prépareront et soumettront au Conseil de l'Instruction publique une série de livres composés dans cet esprit et d'après ce système. Ce délai est d'ailleurs nécessaire à un autre objet: il n'est que juste de donner aux libraires le temps d'écouler leur marchandise en magasin.

L'uniformité nous permettra d'atteindre un autre but: la gratuité des livres de classe.

Personne ne contestera que l'État a le droit d'intervenir pour réglementer d'une certaine manière et dans une certaine mesure l'Instruction publique. Ce serait méconnaître l'expérience de tous les pays, ce serait oublier les enseignements de notre propre passé. Vous n'indiquerez pas, vous ne pouvez pas indiquer, un seul pays, un seul, vous m'entendez bien, qui se soit créé un système d'Instruction nationale, même médiocre, sans l'intervention de l'État. L'histoire démontre que les pays les plus riches par la fertilité du sol, les mieux placés au point de vue

géographique et économique, les plus heureusement doués par la nature ou l'intelligence de leurs habitants, sont restés dans l'ignorance la plus absolue aussi longtemps que l'État s'est désintéressé de l'Instruction publique.

Prenez l'ancien royaume de Naples avec son climat enchanteur, avec ses rives baignées et parfumées par les flots bleus de la Méditerranée. ce coin de terre où le Créateur a accumulé tous ses dons, quelle était la condition intellectuelle de son peuple avant la législation des dernières années? Jamais pays n'a présenté un spectacle plus terrifiant de la dégradation morale et matérielle engendrée par l'ignorance. Malgré tous les dons de la nature, malgré ses vestiges de civilisation antique, son peuple dans l'ensemble était un peuple de fainéants et de bandits. Ouvrez l'histoire du Canada, où en étions-nous avant la loi de 1846? Notre population était illettrée: ceux qui signaient leur nom constituaient une infime minorité et la diffusion de l'enseignement date de l'intervention des pouvoirs publics. Guizot, dont la compétence est très grande en ces matières, a écrit ces lignes:

"Jamais, dit-il, dans un grand pays, un grand changement, une amélioration considérable dans le système de l'éducation nationale n'a été l'oeuvre de l'industrie particulière. Il faut un détachement de tout intérêt personnel, une élévation de vues, un ensemble, une permanence d'action qu'elle ne saurait atteindre."

La nécessité de l'intervention de l'État est un principe reconnu par tous les publicistes. par tous les hommes de gouvernement, consacrée par l'expérience de tous les temps et de tous les pays.

L'intervention de l'État étant nécessaire, jusqu'où peut-elle et doit-elle aller? Pour imposer une obligation, il faut démontrer trois choses: 1. quelle est juste; 2. qu'elle est utile; 3. qu'elle est applicable.

Est-elle juste? Voici ce qu'écrivait, il y a quelques semaines, l'un des publicistes les plus distingués de ce pays. Son opinion a d'autant plus de valeur que son inflexibilité est bien connue sur toutes les questions de doctrine. Voici ce que dit La Vérité:

"Projet à surveiller". Ces jours derniers. Le Soleil, organe du Parti libéral, annonçait avec enthousiasme que le gouvernement de la province de Québec se propose de donner des livres aux enfants des écoles, des livres préparés avec soin par des pédagogues compétents.

"La Minerve, organe du Parti libéral-conservateur, déclare que c'est là un projet louche.

"La Vérité, n'étant l'organe d'aucun parti, dit, tout simplement, que c'est un projet à surveiller.

"L'État a le droit d'aider les écoles. Cela est admis de tout le monde. Que l'aide soit donnée sous forme d'argent ou sous une autre forme, peu importe la thèse générale..."

Que l'État donne de bons livres aux enfants des écoles, nous n'y voyons pas d'objection. pour notre part.

"Mais il faut se rappeler une chose, c'est que l'État n'a pas la compétence voulue pour juger si un livre est bon ou mauvais.

Pour tout ce qui regarde la foi et les moeurs, l'évêque est la seule autorité qui ait le droit d'approu-

ver les livres à mettre entre les mains d'un enfant catholique de son diocèse. C'est là une vérité élémentaire qu'on oublie trop facilement en ce pays.

"Au point de vue historique, scientifique et pédagogique. L'État n'a guère plus de compétence. Sous ce rapport, il faut s'en rapporter au jugement des hommes de métier pour savoir ce qui constitue un bon livre scolaire.

"Si le gouvernement provincial veut tenir sérieusement compte de ces deux vérités, la réalisation de son projet est admissible. Sinon, non... Avant toute chose, le gouvernement doit s'entendre, au sujet des livres à distribuer aux enfants des écoles, avec le Conseil de l'Instruction publique, pour la partie technique, avec les évêques pour la partie religieuse ou morale. S'il fait cela, nous osons dire qu'il n'y a rien de louche dans son projet".

Comme on le voit, ce projet, d'après *La Vérité*, doit être favorablement accueilli s'il est exécuté honnêtement et si le choix des livres est laissé à l'autorité religieuse pour la partie morale, et au Conseil de l'Instruction publique pour la partie technique.

Cette intervention est-elle utile? Nous allons distribuer les livres nécessaires à l'éducation des enfants pendant les quatre années du cours, sans contribution des pères de famille, sans augmenter nos obligations financières et sans créer de nouveaux impôts.

Qui peut s'en plaindre? Quelques industries particulières en souffriront peut-être, mais elles devront se taire devant l'intérêt général, devant l'intérêt de l'universalité des citoyens:

Si cette réforme est juste et utile, est-elle applicable?

Voici un tableau préparé par des hommes compétents, ayant l'expérience de l'enseignement et possédant des données exactes sur le coût de l'impression de ouvrages.

Elèves catholiques

Cours élémentaire

Grand total: 169,765

Langue française

	Elèves		cts	
1re année.....	67,599	à	10	\$ 6,759.00
2ième année.....	46,388	à	15	6,957.00
3ième année.....	29,742	à	30	8,922.00
4ième année.....	16,392	à	60	9,835.00
				\$32,473.00

Langue anglaise

	Elèves		cts	
1re année.....	4,316	à	10	\$ 431.00
2ième année.....	2,648	à	15	397.00
3ième année.....	1,639	à	30	491.00
4ième année.....	1,041	à	60	642.00
				\$ 1,942.00
Grand total.....				\$34,415.00

On peut fournir ces élèves à bien bon marché, en utilisant les séries de livres suivantes qui sont déjà en usage dans les écoles dissidentes de la province: Royal Readers. Copp Clark Readers. Gage & Co. Readers.

Coût total pour distribution gratuite à tous les élèves (catholiques et protestants) des écoles élémentaires de la province:

Langue française, catholique.....	\$32,473.00
Langue anglaise, catholique.....	1,942.00
Langue anglaise, protestante.....	5,323.00
Coût total.....	\$39,738.00
Plus 25 p.c. pour imprévu.....	9,738.00
Grand total.....	\$49,672.00

Cours élémentaire:

1re année: Un seul livre, comprenant: A B C. lecture, c'est-à-dire histoire sainte et du Canada, géographie, grammaire, religion et agriculture, simples notions.

180 pages. 10 cts le volume.

2ème année: Un seul livre, comprenant: lecture, grammaire et exercices orthographiques, arithmétique, histoire sainte et du Canada, géographie, religion et agriculture.

300 pages. 15 cts le volume.

3ème année: Un seul livre, comprenant: lecture, récitation, langue française, comprenant: grammaire, exercices orthographiques, rédaction, arithmétique, éléments de toisée, avec figures, religion, agriculture, histoire sainte et du Canada. Simples notions sur l'histoire des États-Unis, de France et d'Angleterre.

500 pages, 60 cts le volume.

Un livre du maître pour les quatre années du cours élémentaire.

Instituteurs et institutrices, dans les écoles élémentaires: \$5.850.

Un volume de 600 pages, comprenant: une direction pédagogique et une clef de tous les exercices qui se trouvent dans le livre de l'élève. \$1. le volume, soit: \$5.850.00 pour tout le corps enseignant.

Récapitulation

Coût pour les élèves.....	\$49,672.00
Coût pour les maîtres.....	5,850.00
Total.....	\$55,522.00

La gratuité des livres augmentera-t-elle la moyenne de l'assistance?

J'extrait du dernier rapport du surintendant, le passage suivant de M. l'inspecteur Tanguay: En général, le programme d'études est mieux SUIVI... Les institutrices s'efforcent de se conformer à la loi, mais elles rencontrent souvent de l'opposition de la part des parents qui refusent ou négligent de procurer à leurs enfants les livres nécessaires".

M. l'inspecteur Vien dit à son tour: Dans plusieurs écoles de mon district, soit par opposition des parents ou pour toute autre cause, les élèves n'ont pas les livres nécessaires".

De M. l'inspecteur Dubeau: Plusieurs municipalités ont adopté une série de livres approuvés conformément à l'article 131 des règlements scolaires.

Comme toutes celles qui se sont conformées à cet article ont choisi les mêmes ouvrages, j'espère qu'avant longtemps toutes les écoles sous contrôle de mon district d'inspection auront l'uniformité des livres. Cependant, malgré la bonne volonté des commissaires à ce sujet, tous les élèves ne sont pas encore pourvus de livres, de cahiers, et d'ardoises suffisamment... Les commissaires pourraient aussi, après avoir adopté une série de livres approuvés, confier un dépôt de ces livres à chacune de leurs institutrices, ce qui permettrait aux élèves de ne jamais en être privés. Le paiement pourrait en être fait en même temps que celui de la cotisation scolaire. Les élèves pauvres en seraient pourvus gratuitement."

Il me paraît évident que le manque de livres nuit à l'efficacité de nos écoles. Beaucoup d'élèves n'en sont pas pourvus ou ne le sont qu'imparfaitement. La distribution par l'État devra produire d'excellents résultats.

La gratuité existe dans quelques États de l'Union américaine, notamment dans le Massachusetts et la Pennsylvanie. Dans quelques autres, comme dans l'État de New York, elle n'est que partielle.

Commençons par celui-ci. Les renseignements suivants sont tirés du rapport du surintendant de l'État pour l'année 1895.

L'inspecteur Kimbal (p. 658): "La question de la gratuité des livres scolaires retient l'attention des surintendants et des professeurs. Quoique j'admette qu'il puisse y avoir deux facettes à cette question, je crois fermement que les arguments favorisant la gratuité des livres pour tous les élèves l'emportent sur ceux invoqués contre cette proposition, je connais des cas où des élèves très intelligents ont dû abandonner leurs études parce que leurs parents n'avaient pas les moyens de payer les livres requis."

L'inspecteur Rogers (p. 678): "Une plus grande expérience de la gratuité des livres scolaires nous a fait voir les avantages de ce système et a prouvé que la plupart des objections apportées sont en partie imaginaires."

L'inspecteur Williams (p. 757): "La nécessité de la gratuité des livres scolaires devient plus pressante dans la période difficile que nous vivons, alors qu'un grand nombre de parents n'ont pas les moyens d'acheter les livres, ce qui nuit considérablement aux travaux scolaires."

Passons au Massachusetts (rapport de 1896).

L'inspecteur Welton (p. 279): "La fréquentation scolaire a augmenté au cours des dernières années suite à l'application de la loi ordonnant que les fournitures et livres scolaires soient payés par les fonds publics... Cette loi est juste et profitable, et elle a contribué matériellement à l'efficacité des écoles."

L'inspecteur Estler: "Depuis plusieurs années, la gratuité des livres scolaires s'est avérée un système avantageux."

L'inspecteur Putnam (p. 121): "La gratuité des livres scolaires est un succès et la majorité des contribuables est satisfaite des résultats... Au début de chaque semestre on devrait procéder à l'inventaire des livres et on devrait confier à l'instituteur, à la fin des classes, la responsabilité de voir à ce que les livres soient retournés en bonne condition... Cette

loi est une des meilleures que l'État ait décrétée dans le domaine de l'éducation."

L'État du Massachusetts est peut-être le mieux outillé du monde entier au point de vue scolaire. Disons que ses citoyens ont été récompensés de leurs généreux efforts en faveur de l'éducation des masses, car si le budget des écoles a augmenté de onze fois depuis cinquante ans, la population a triplé, la valeur de la propriété foncière a augmenté de neuf fois, et chaque tête de la population gagne en moyenne soixante et treize cents par jour, soit vingt-trois cents de plus que dans l'État le plus riche de l'Union américaine, ou \$25.000.000.00 par année. Même au point de vue matériel, cette libéralité est plus que justifiée: et que dire dans un autre ordre d'idées des bienfaits qui en découlent, par la compréhension plus nette et plus vive des devoirs civiques et sociaux, et par la véritable royauté qu'ils exercent en Amérique dans toutes les choses qui font l'honneur et l'orgueil de l'esprit humain.

Dans la Pennsylvanie, la gratuité a été établie par la loi du 18 mai 1893. Voici ce que le surintendant constatait la première année même: "Aucune loi n'a ébranlé si fortement le système scolaire depuis des années. Les résultats de la gratuité des livres scolaires sont vraiment appréciables dans plusieurs grandes villes et cités. La fréquentation scolaire a augmenté considérablement... Le soin à apporter aux livres va inspirer le respect de la propriété publique".

L'inspecteur Eastler: "L'expérience d'une année démontre que ce système est un succès: les résultats sont plus que satisfaisants: et nous avons en main toutes les preuves pour réfuter les objections avancées contre ce projet."

Ce système n'ayant été établi que récemment, j'éprouvai une certaine appréhension en ouvrant le rapport de l'année fiscale 1895, car le témoignage des inspecteurs devait influencer beaucoup sur mon opinion. Je n'y ai pas trouvé une seule voix discordante, et même au risque de fatiguer la Chambre par des répétitions fastidieuses, je crois de mon devoir d'en donner de nombreux extraits.

L'inspecteur W.N. Jackson: "La gratuité des manuels scolaires s'est avérée très efficace dans plusieurs villes et dans les districts avoisinants. Dans certains cas la fréquentation scolaire a augmenté d'au moins un cinquième, et un grand nombre de gens pauvres fréquente maintenant l'école régulièrement... Au début certains instituteurs ne pensaient pas à l'entretien des livres, mais, maintenant, c'est une règle bien établie."

W.H. Devreaux: "La loi autorisant la gratuité des manuels scolaires est la mesure la plus avancée que nos législateurs aient prise dans le domaine scolaire depuis des années."

A.F. Porter: "La loi sur la gratuité des manuels scolaires est vraiment très satisfaisante."

Clam Chestnut: "La gratuité des manuels scolaires a apporté des résultats inestimables dans nos écoles."

A.M. Hammers: "La gratuité des manuels et fournitures scolaires a donné d'excellents résultats quant à l'inscription des élèves et à la fréquentation plus assidue dans les écoles."

F.C. Bowersox: "La gratuité des manuels scolaires a apporté, même indirectement, des résultats favorables".

J.M. Berkey: "La gratuité des manuels scolaires a amélioré et solidifié matériellement nos écoles. Cette mesure, ainsi que le système de groupement par classe, a donné d'excellents résultats reconnus par ceux-là mêmes qui s'opposaient à ces deux projets".

F.W. Meylert: "La distribution gratuite de cahiers et de manuels scolaires dans chaque district du comté a permis aux élèves de progresser dans leurs études. Cette nouvelle loi a reçu l'approbation générale dans ce comté depuis son adoption. Les enseignants ne souffrent plus de pénurie de manuels. Les élèves, en général, prennent soin de leurs livres".

J.H. Kennedy: "Le système de la gratuité des manuels scolaires a apporté un meilleur rendement dans nos écoles; cependant, cette mesure ne reçoit pas l'approbation de toute la population. Lorsque le système sera mieux connu, ses mérites seront mieux appréciés".

Mackay: "Nos manuels scolaires sont presque tous en bon état après deux ans d'usage. Seulement un pour cent des livres mis en circulation à la rentrée des classes a été déclaré perdu, abîmé ou hors d'usage... nous avons de sérieuses raisons chaque jour d'apprécier les avantages et les mérites de ce système de gratuité des manuels et fournitures scolaires."

Samuel Transeau: "Nous avons fourni aux élèves les livres et autres fournitures, tel que le prescrit la loi. Il s'agit d'une bonne loi. De cette façon, il en coûte moins cher à la population que lorsque les élèves sont obligés d'acheter des livres à des prix élevés. Souvent l'enfant doit attendre, pour se rendre en classe, que les parents aient économisé l'argent nécessaire à l'achat de livres."

Cette unanimité me paraît décisive. Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Notre législation aura donc un double résultat: le perfectionnement pédagogique par l'adoption d'une méthode rationnelle et scientifique, et l'augmentation dans la moyenne de l'assistance. Et que d'avantages indirects et non moins importants. Les pères de famille, soulagés d'un impôt onéreux, seront plus en mesure de rétribuer convenablement les services de l'instituteur et de relever par là même le niveau intellectuel du corps enseignant. Les écoles seront mieux construites, mieux outillées, on y veillera au bien-être de l'enfant, à ce que les règles de l'hygiène y soient mieux observées. Pour cela, il faut des ressources, mais l'argent consacré à l'école n'est pas une dépense, mais le plus avantageux de tous les placements. Ne pouvons-nous pas aller aussi loin que nos compatriotes des provinces soeurs? Nous ne dépensons pour l'instruction publique que \$1.08 par tête. Le Nouveau-Brunswick dépense. \$1.47
L'île-du-Prince-Édouard. 1.48
La Colombie-Britannique. 1.57
Les Territoires-du-Nord-Ouest. 1.61
La Nouvelle-Écosse. 1.78
L'Ontario. 1.87
Le Manitoba. 3.92

Les municipalités scolaires pourraient augmenter leur budget de 25 à 50 p.c. sans que personne

puisse crier à l'extravagance. De l'autre côté des lignes, la différence est encore plus grande. Les inspecteurs y reçoivent jusqu'à quatre mille dollars, les instituteurs, de cinq à huit cents. Les écoles sont spacieuses, meublées avec goût, pourvues de toutes les améliorations modernes. L'école, dans ces conditions, n'est plus pour l'enfant un objet de répulsion, une abjecte prison, c'est un endroit agréable où il trouve et le bien-être matériel et la nourriture de l'intelligence.

Nos voisins ne sont pas arrivés d'un bond à ce résultat, mais par la formation lente, graduelle, éclairée de l'opinion publique et, surtout, par la discussion des questions d'éducation dans la presse et à la tribune. Ce rôle nous est maintenant échoué; ayons conscience de la mission qui nous est confiée. "Knowledge is power". Savoir c'est pouvoir, suivant le mot toujours vrai de Bacon. Le sort des nations dépend de la manière dont elles conçoivent et organisent l'instruction publique. C'est par elle qu'un peuple peut maîtriser sa destinée. McCaully remarque que si, au dix-huitième siècle, l'Écosse, naguère pauvre et ignorant, remportait dans toutes les carrières sur l'Anglais, cette supériorité provenait de ce que le Parlement d'Edimbourg avait doté l'Écosse d'un enseignement national qui manquait à l'Angleterre. Si les États-Unis ont donné l'exemple inouï dans l'histoire d'une grande république se maintenant à travers toutes les vicissitudes, survivant à la guerre civile la plus terrible qui ait affligé l'humanité, c'est à son système d'instruction publique, c'est à l'école primaire qu'elle le doit, en inculquant, dès son bas âge dans l'âme de l'enfant, l'orgueil, le patriotisme, la solidarité nationale. Travaillons, nous aussi, à relever le niveau intellectuel de notre peuple, armons-le pour la lutte économique qui se livre plus âpre et plus ardente que jamais, préparons-le pour le rôle d'exception qu'il est appelé, dans les insondables desseins de la Providence, à jouer un jour en Amérique.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Se lève pour continuer le débat.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose d'interrompre la séance jusqu'à neuf heures et trente à cause du dîner donné par l'honorable M. Archambault pour les membres des deux Chambres.

M. E.J. FLYNN (Gaspé) et M. M.F. HACKETT (Stanstead): Font quelques remarques.

Cette dernière proposition est adoptée.

À six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à neuf heures et demie.

Instruction publique

La Chambre reprend le débat sur la question proposée, que le bill (bill no 9) "Loi de l'Instruction publique, soit maintenant lu pour la deuxième fois."

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Félicite le député de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon) pour sa conversion si subite aux idées conservatrices. C'est un exposé conservateur de la question scolaire que

le député de Bellechasse a fait, cet après-midi: et. en l'entendant, en croyait écouter un ultramontain. Ce discours n'est rien d'autre qu'une réponse à ceux que le premier ministre et le secrétaire provincial (l'honorable J.-E. Robidoux, Châteauguay) ont prononcé l'année dernière. Son discours est une condamnation de tous les vieux clichés libéraux sur la question d'éducation. C'est peut-être pour cela qu'il a été plus applaudi par les conservateurs que par ses amis.

Sans l'éloquence caractéristique de l'honorable ministre, il (M. L.-P. Pelletier) aurait pu se demander s'il ne s'entendait pas parler lui-même. L'an dernier, il avait cité lui-même, contre le bill du gouvernement, les statistiques que l'honorable ministre de la Colonisation développe aujourd'hui devant la Chambre. Les arguments employés par le commissaire de la Colonisation sont l'apologie de la conduite des gouvernements conservateurs précédents.

C'est aussi la condamnation du discours du premier ministre l'an dernier. Lisez le compte rendu du discours du premier ministre publié dans le Soleil du 5 janvier 1898, et vous verrez qu'il disait alors qu'il nous fallait sa loi pour mettre notre jeunesse au niveau de la jeunesse de l'Ontario. Or, sa loi n'a pas passé et le député de Bellechasse dit, cette année, que la province de Québec est à la tête de la Confédération. Il a été plus loin: il a admis que les progrès de l'instruction publique, dans cette province, ont été plus accentués depuis que nous avons un surintendant que lorsque nous avions un ministre. Évidemment nous n'avons pas fait tout ce qui peut se faire, mais nous avons bien fait, dit-il.

Je suis heureux de pouvoir féliciter M. de Boucherville qui a rétabli les fonctions du surintendant de l'Instruction publique et qui a donné à la province la loi d'Instruction publique qui a fait tant de bien.

Si le voyage en France a fait un tel effet sur l'esprit de l'honorable ministre, on se demande ce qui serait arrivé s'il était allé jusqu'à Rome.

L'honorable ministre a déclaré qu'il parlait au nom et avec l'approbation de son chef. Il est charmé d'apprendre que cette heureuse transformation s'est effectuée dans les sentiments du premier ministre.

Le discours du dernier orateur constitue une excellente reconnaissance du bon jugement de l'Opposition.

L'an dernier, les journaux libéraux traitaient les arguments de l'Opposition de ridicules, et ils en concluaient à l'urgence de l'abolition du Conseil législatif. Cette année le gouvernement présente une mesure où il est scrupuleusement tenu compte de ses arguments. Si réellement le gouvernement pense que le ministre de l'Éducation est un objet nécessaire, pourquoi n'a-t-il pas présenté son projet de loi, ainsi que l'annonçaient le Soleil et la Patrie, qui ne font jamais erreur et qui assuraient que le gouvernement pouvait compter sur une majorité au conseil, depuis qu'un conseiller conservateur était passé au gouvernement.

Dans Farnham le secrétaire provincial annonçait qu'il présenterait son bill d'année en année jusqu'à ce qu'il soit passé. Dans Beauharnois, on a fait les mêmes fières déclarations.

Le gouvernement admet que le présent bill n'est pas aussi adéquat et profitable que le précédent, mais il prévoit y ajouter des dispositions en temps opportun. En vérité, ils admettent que dans leur désir de bien faire, ils sont allés trop loin et. aujourd'hui, ils sont obligés de reconnaître le bien-fondé des revendications de l'Opposition sur cette question. Une fois ce fait établi, nous voyons qu'à la dernière session, le Conseil législatif a de nouveau prouvé son utilité en forçant le retrait de cette mesure odieuse. Le gouvernement avait alors affirmé que le bill devrait passer, mais il n'a pu le faire vu l'impopularité du bill.

Ce discours de l'honorable ministre est une capitulation. Il est vrai qu'elle est enguirlandée de toutes les fleurs de la rhétorique, mais elle n'en est pas moins une capitulation.

Le gouvernement exécutait alors le plan général qu'il venait d'adopter et qui ressemblait à la politique du Parti conservateur, et ceci, dans le but de demeurer au pouvoir. Cependant, les modifications apportées au présent bill simplifient la tâche de l'Opposition et certains changements sont étonnants. À la dernière session, on affichait une attitude négative envers la liberté dans l'éducation et cela dans le but de forcer les maisons d'enseignement et les instituteurs à se conformer aux désirs du gouvernement et à donner aux instituteurs un salaire convenable. Tous ces objectifs sont maintenant abandonnés.

Le commissaire de la Colonisation n'a pas dévoilé les intentions du gouvernement en ce qui a trait au traitement minimum payé aux instituteurs. Il est exact que l'on a adopté un arrêté en conseil sur cette question, mais il a dû être annulé à cause de l'indignation du public.

Il est resté tout aussi muet sur la question de savoir s'il affectera le subside de \$50.000 voté sous le gouvernement conservateur à la distribution gratuite des livres. Le principe de la gratuité n'origine pas du présent gouvernement, l'administration conservatrice y avait déjà songé. Mais il s'agissait de distribuer des livres aux enfants pauvres seulement.

À propos du coût de la gratuité des livres, il est évident que les honorables ministres ne s'entendent pas. Le secrétaire provincial a déclaré que cette nouvelle politique ne coûtera pas à la province plus de \$20.000. Cependant le ministre de la Colonisation a dit que la gratuité des livres coûterait \$50.000. Lequel des deux dit vrai?

Le principe de distribuer des livres à tous les enfants riches comme aux enfants pauvres, est un principe qui n'aurait pas dû être énoncé devant cette Chambre. Donner des livres aux enfants pauvres, c'est parfait. Mais il est juste que les parents riches paient pour les livres nécessaires à l'instruction de leurs enfants. Cette politique est destinée à obérer davantage le trésor de la province.

Il ne croit pas à la sincérité du gouvernement sur ce point. Ce dernier voit qu'il ne peut abolir les taxes existantes, même s'il les a souvent critiquées. Malgré cela, il veut augmenter les dépenses en distribuant gratuitement les livres scolaires. Il serait préférable de venir en aide aux municipalités pauvres plutôt que de distribuer des livres aux enfants

dont les parents ont les moyens d'en acheter. Cette mesure va donner aux libéraux une popularité fausse et trompeuse, mais les conséquences de leur action les feront tressaillir plus tard. Pour maintenir l'équilibre financier, cette dépense nécessitera l'imposition des mêmes taxes que les conservateurs avaient dû imposer pour couvrir les dépenses de leurs prédécesseurs. Le représentant de Bellechasse a déclaré que certaines clauses de la présente loi nécessitent un amendement.

Quant aux chiffres donnés par l'honorable ministre, ils ne sont pas sérieux, et il est impossible de distribuer des livres scolaires à 334,000 élèves aux prix, indiqués.

À lire la loi on doit croire que le gouvernement n'a pas sérieusement l'intention de faire la distribution gratuite. La clause 457 du bill stipule que le gouvernement peut distribuer gratuitement les manuels scolaires; et la clause 215 dit que les livres fournis aux élèves pauvres seront payés à même les subventions octroyées aux écoles.

Quant au système concentrique dont a parlé l'honorable ministre, il n'a rien à voir dans la loi actuelle; toutefois, il a CM. L.-P. Pelletier) été charmé d'en entendre l'explication, ne fût-ce que pour le mettre en antithèse avec le système excentrique du secrétaire provincial. Il (M. L.-P. Pelletier) proteste ensuite contre la clause de la nouvelle loi qui donne au gouvernement le pouvoir de nommer des inspecteurs d'écoles.

Le changement proposé placera les inspecteurs sous l'influence de la politique. Plusieurs inspecteurs sont âgés et se sont dévoués à cette tâche, mais sans subir aucune pression. Il est très important qu'ils puissent continuer leur travail de cette façon, sinon leur rendement pourrait en souffrir.

Il s'oppose aussi aux privilèges accordés aux membres laïques du Conseil de l'instruction publique de se faire remplacer aux séances par les membres laïques du conseil selon l'article 68 de cette loi. C'est-à-dire qu'un seul membre pourra voter contre tous les membres religieux du conseil autant de fois qu'il aura de procurations de ses collègues absents.

La loi décrète, comme obligatoire, l'enseignement du dessin et de l'agriculture dans nos écoles primaires. Mais cette loi ne doit entrer en vigueur qu'en 1900. Est-ce que d'ici là le gouvernement se propose de former des professeurs de dessin et d'agriculture, car ce sont là des spécialités et les instituteurs et les institutrices qui enseignent actuellement dans nos écoles ne sont pas tous prêts à enseigner ces sciences. Il ajoute que les enfants des cultivateurs peuvent acquérir des connaissances pratiques en agriculture durant les vacances, beaucoup plus qu'ils le feraient durant une année scolaire. Il critique ensuite l'enseignement du dessin mécanique dans les écoles rurales, alors qu'il louange l'enseignement du dessin dans les villes. Il serait beaucoup mieux, dit-il, de bien structurer le département de l'éducation à l'élémentaire. Les cultivateurs qui ont été élevés dans la croyance que de simples connaissances de base étaient tout ce qu'il fallait comme instruction partageraient le même avis.

Il espère que le gouvernement continuera à s'inspirer des idées et principes des conservateurs

et il conclut en répétant que le projet de loi scolaire présenté par le gouvernement signifie ni plus ni moins que le triomphe des principes scolaires énoncés par le Parti conservateur.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Dit que l'Opposition peut se glorifier de son triomphe. Elle peut aussi conserver le pouvoir, mais c'est encore le gouvernement qui détient les sièges.

Il dénonce l'attitude des membres de l'Opposition, qui tantôt approuvent, tantôt combattent le principe du bill sans oser toutefois carrément s'affirmer. Il ne devrait pas être aujourd'hui question des détails du bill, c'est le chef de l'Opposition qui l'a déclaré et, cependant, son plus proche voisin, le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), n'est resté que dans ces détails. C'était donc, sans doute, pour prouver qu'il sait se défaire des principes et qu'il sait nager.

UNE VOIX: Entre deux eaux!

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit, qu'au contraire, l'Opposition est prête à accepter les principes du bill, mais qu'il se réserve le droit de discuter certains détails mineurs.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): La seule critique que l'Opposition peut faire au sujet de ce bill est qu'il ne contient pas les clauses auxquelles elle s'objectait l'année dernière.

Le chef de l'Opposition (M. E.J. Flynn. Gaspé) a cité le cas d'un gouvernement britannique qui est revenu à la charge avec un bill jusqu'à ce que l'Opposition de la Chambre haute soit vaincue. C'est un bon moyen, mais la réforme à l'éducation ne peut attendre. Si le gouvernement a été empêché, à cause de l'opposition insensée d'une Chambre haute hostile, d'effectuer toutes les réformes souhaitées, il est bien obligé de tirer le meilleur parti possible de la situation. Ce dernier sait qu'il a l'appui non seulement de la majorité de la Chambre, mais aussi d'une très grande partie de la population de la province. C'est la raison pour laquelle le bill a changé d'aspect cette année.

Au sujet de la nomination des inspecteurs, les craintes de l'orateur sont pure chimère puisque le gouvernement ne les prendra que dans la liste dressée par le conseil. S'agit-il des minimums de traitement des instituteurs? Le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier) a reproché au gouvernement de ne pas fixer un traitement minimum pour les professeurs; c'est un fait regrettable. Un ordre en conseil avait été passé dans ce sens, à la demande de l'idole infallible des membres de l'Opposition, de cet oracle qui s'appelle le Conseil de l'Instruction publique. Dans certaines paroisses pauvres, l'établissement du salaire minimum à cent dollars par année signifierait la fermeture de l'école. Il n'est cependant pas prévu de fixer de tels minimums, sauf pour les paroisses qui sont en mesure de les payer.

Il est d'avis que la loi adoptée en 1897, ayant trait à la distribution gratuite des manuels scolaires, ne spécifie pas que cette loi s'applique uniquement

aux écoles pauvres. Il demande à l'Opposition d'expliquer la mesure adoptée en 1897. Il n'est pas facile d'établir une démarcation entre les pauvres et les riches, en ce qui concerne la gratuité des manuels scolaires.

Reproche-t-on au gouvernement de vouloir faire de la gratuité une manœuvre électorale? Le plus simple bon sens défend, de porter de telles accusations. Nous ne sommes pas, en effet, à la veille des élections qui n'auront lieu qu'en 1902 et, par conséquent, que deviennent les reproches de ces hommes qui, eux, à la veille des élections, deux mois avant, faisaient voter \$50,000, quand quelques mois auparavant, ils avaient sacrifié un million et demi dans les mains de compagnies de chemins de fer. Est-ce bien aux conservateurs de reprocher au gouvernement actuel de faire du capital politique quand ils n'ont pas encore eu le temps de se laver les mains et de purger la pépénence que le peuple leur a imposée le 11 mai 1897. lorsqu'ils se sont présentés devant son tribunal.

Le système proposé assure l'uniformité de l'enseignement dans les écoles: un seul système et une seule série de livres. Ce serait la fin des abus que la province a tolérés si longtemps, alors que chaque instituteur présentait de nouvelles méthodes et un programme d'études distinct.

L'on reproche au gouvernement de battre en retraite et l'on va puiser des renseignements jusque dans l'histoire ancienne. Mais il est inutile d'aller bien loin pour savoir que Napoléon que l'on disait battre en retraite, courait à Austerlitz et remportait la plus éclatante des victoires.

Le gouvernement a pu modifier sa tactique, il n'en arrivera pas moins à son but et l'avenir le dira prochainement. Mais ce n'est pas parce qu'il y a une opposition systématique au Conseil législatif que le gouvernement devrait sacrifier les intérêts de notre jeunesse jusqu'au jour où il aurait une majorité dans ce conseil. Le gouvernement ne l'a pas pensé ainsi. et il est certain que toute la population lui en saura gré. Les conservateurs tombent dans le marasme en voyant que l'administration libérale est décidée plus que jamais à livrer le grand combat pour la cause de l'éducation, et sachant aussi la réprobation dont ils vont être l'objet, voudraient essayer de faire entendre que, en définitive, les améliorations projetées viennent de leur côté.

C'est encore la plus noire hypocrisie qui leur fait hasarder de temps à autre de timides déclarations dans ce sens, car ils n'osent pas encore se prononcer en faveur du principe du bill et ils se tiennent toujours dans la même attitude que par le passé, l'indécision. Que n'ont-ils donc rien, fait pendant qu'ils étaient au pouvoir.

Il déclare que le Parti libéral concentre toutes ses énergies à améliorer la qualité de la politique et de l'éducation dans la province et il demande la collaboration de tous les hommes bien pensants.

M. P.E. LEBLANC (Laval): Dit que chaque fois qu'il entend des propos comme ceux prononcés par le député de L'Islet (l'honorable F.-G.M. Dechêne), il est entièrement d'accord. En sa qualité d'ancien instituteur formé à l'école normale, rien ne le rend

plus heureux que d'entendre des hommes compétents comme le député de L'Islet et le député de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon) discuter des problèmes de l'éducation.

Il s'excuse d'avance de la forme de son discours qui ne sera peut-être pas très correcte.

Il a souvent entendu parler des subsides aux chemins de fer, etc.. Des millions ont été dépensés pour les chemins de fer et il est temps que l'on pose un geste en faveur de l'éducation, geste qui est maintenant possible grâce à la conversion du gouvernement. Le gouvernement a décidé de mettre ce projet de l'avant, non pas à cause de l'intérêt qu'il porte à cette cause, mais bien parce qu'il a trouvé là un moyen de se justifier devant le peuple.

L'année dernière. l'Opposition de cette Chambre s'est battue pour sauver l'honneur de la province contre les calomnies du gouvernement et les libelles diffamatoires de journaux fanatiques et francophobes tels que le Montreal Herald et le Witness qui, parce que leurs rédacteurs ne comprennent pas le français, traitent d'ignorantes toutes les personnes qui ne parlent pas l'anglais. Le député de Bellechasse, dans son discours, a répondu avec brio aux accusations portées par ces journaux.

Il fait allusion au fameux discours sur l'éducation prononcé par le premier ministre à Sherbrooke, puis discute des finances désastreuses de la province. Il n'appuie pas les changements proposés pour la nomination des inspecteurs d'écoles. Cependant, il est d'accord avec l'administration pour donner plus d'argent à l'éducation et pour accorder, dans une certaine mesure, la gratuité des manuels scolaires.

Il approuve la distribution gratuite des manuels scolaires, mais la Chambre a-t-elle une idée du coût de ce projet? Si l'on multiplie le nombre d'élèves par le nombre de manuels requis, la somme totale de livres nécessaires annuellement sera de 2.041.591. Si chaque livre coûte cinq cents, cette réalisation coûtera annuellement \$102.079.50. C'est une estimation très raisonnable. Le député de Bellechasse, pour sa part, calcule que le coût sera de \$50.000 annuellement. Où la province prendra-t-elle cet argent? En terme de capital, cinquante mille dollars représente une grosse somme d'argent. Il répète qu'il favorise la distribution gratuite des manuels scolaires, mais il ne voit pas de quelle façon la province peut se permettre cette dépense.

C'est un vulgaire truc électoral. Pourquoi augmenter ainsi le passif de la province? Il croit que la distribution gratuite des manuels scolaires dans les écoles élémentaires amènera les commissaires à transformer les écoles modèles et académiques en écoles élémentaires, parce que tout le monde voudra avoir des livres pour rien.

Il trouve que le gouvernement ne va pas assez loin en ce qui regarde le pouvoir des membres laïques de se faire remplacer. Ce bill ne peut-il pas autoriser les membres du conseil, qui ne peuvent être présents, à se faire remplacer par des enseignants, comme cela se fait déjà au comité protestant?

Il termine ses propos en demandant à tous les membres de la Chambre de donner leur entière col-

laboration à la grande cause de l'éducation. Il dit que lorsque le gouvernement demanderait \$200,000, un deux cent mille piastres pour la noble cause de l'éducation, il tendrait la main à ses adversaires d'aujourd'hui et voterait avec eux.

M. C.-S. CHERRIER (Laprairie): Ce n'est pas un discours de maître d'école que vient de faire le député de Laval (M. P.-E. LeBlanc). En le voyant ainsi tourner, tourner toujours sur lui-même, et à l'entendre, je ne pouvais faire autrement que de croire que j'avais devant moi un moine. (Rires). Et comme je ne veux pas être en reste avec les orateurs précédents qui tous se sont fait des éloges, j'ajouterai que si le dé-

puté de Laval a une belle voix, il a aussi un beau front. Si "Kodak" était ici, il a dû tirer de belles épreuves.

Il ajoute qu'il est heureux de voir que les deux côtés de la Chambre s'entendent puisqu'ils réclament tous les deux les mérites du projet de loi.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn), l'ajournement du débat.

Cette dernière proposition est adoptée.

La séance est levée à minuit quinze, :

Séance du 20 janvier 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures vingt.

Dépôt et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par l'honorable M. Duffy, la pétition de William Cooper et autres, de la ville de Longueuil.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

Du révérendissime évêque de Chicoutimi et autres demandant une loi d'incorporation sous le nom de: La Société ecclésiastique de secours mutuels du Sacré-Coeur-de-Jésus, de Chicoutimi.

De l'honorable Pierre Garneau et autres, de la cité de Québec, demandant une loi d'incorporation sous le nom de "The Provincial Trust and Agency Company".

Du conseil de ville de la ville de Summerlea, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De "The Merchants' Cotton Company", de la cité de Saint-Henri près de Montréal, demandant une loi autorisant l'émission de débentures par ladite compagnie.

Du conseil de ville de la ville de Valleyfield demandant une loi autorisant et ratifiant le règlement no 136 des règlements de la ville de Salaberry-de-Valleyfield, accordant une commutation de taxes à la compagnie dite "The Montreal Cotton Company".

Et de Léon Trudeau, de Coaticook, étudiant en loi, demandant une loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à l'admettre à la pratique du notariat, après examen.

Rapports de comités:

M. E.-H. LALIBERTÉ (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir:

De la corporation de la ville de Farnham, de la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal, de la Compagnie de l'hôtel Windsor, de Montréal, de la corporation du village de Verdun, demandant respectivement des amendements à leur charte.

De Jean-Alfred-Simon Lapointe, de la cité de Québec, et de Léopold Guérin, de la cité de Montréal, demandant respectivement une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à les admettre au nombre de ses membres.

Et de Antoine-Philippe-Eugène Panet, de la cité de Windsor, Ontario, demandant une loi déclarant définitive la possession par ledit Antoine-Philippe-

Eugène Panet, des immeubles légués à Joseph-Félix Lussier-Panet, par feu Félix Lussier et Angélique Deschamps.

Introduction de bills:

M. D.-J. DÉCARIE [Hochelaga]: Demande la permission d'introduire un bill (bill no 51) constituant en corporation la ville de Viauville.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 72) refondant les lois relatives à la compagnie de l'hôtel Windsor, de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 71) amendement les lois relatives à la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 49) concernant le village de Verdun.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. ROCHELEAU (Chambly): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 120) amendement les lois concernant la ville de Longueuil.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 53) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Léopold Guérin au nombre de ses membres, après examen.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Protection contre les feux de forêt

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 5) amendement la loi concernant la protection des forêts contre les incendies.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Interpellations:

Nomination d'un délégué apostolique

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester), pour M. J. MARION (L'Assomption): L'honorable M. Marchand, premier ministre, a-t-il, par lettre ou supplique adressée à Son Éminence le cardinal Rampolla le se-

taire d'État du Pape, demandé la nomination d'un délégué apostolique pour le Canada, et a-t-il spécialement indiqué le nom de Monseigneur Merry Del Val, ci-devant délégué apostolique?

Dans l'affirmative, a-t-il reçu une réponse?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je n'ai eu avec le dignitaire ecclésiastique mentionné dans cette interpellation aucune communication dont l'honorable député de l'Assomption puisse me demander compte devant cette Chambre.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Vous ne rendez compte de rien!

Éducation élémentaire

M. J.-M. TELLIER (Joliette): 1. Le gouvernement a-t-il fait la distribution, pour l'année courante (1898-99), de la somme de \$50,000, votée par l'acte 60 Victoria, chapitre 3, pour les fins d'éducation élémentaire?

2. Dans l'affirmative, cette somme a-t-elle été entièrement dépensée?

3. Dans la négative, quel montant a été ainsi dépensé?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): 1. Non. 2. Non. 3. Aucun.

Sociétés de secours mutuels

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Le gouvernement a-t-il l'intention de proposer, durant cette session, un bill concernant les sociétés de secours mutuels?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Oui.

Demande de documents:

Dettes de la province

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Propose, appuyé par le député de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de tous arrêtés en conseil, rapports et toute correspondance, depuis la dernière session, au sujet de la conversion de la dette de la province.

Adopté.

Emprunts

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): pour M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé indiquant tous les emprunts faits par le gouvernement depuis la dernière session.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Répond que depuis la dernière session le gouvernement n'avait pas eu besoin de conclure le moindre emprunt, ni temporaire, ni permanent.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Veut savoir si le gouvernement n'avait pas négocié l'emprunt d'un million et demi de piastres dont il avait demandé et obtenu l'autorisation à la dernière session.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Répond qu'il avait trouvé moyen de s'en exempter. Nous n'avons fait aucun emprunt, par conséquent il n'y a aucun document à déposer. L'Opposition croit-elle que nous vivons à crédit?

Chemin de fer Atlantique et Lac-Supérieur

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de tous arrêtés en conseil, tous rapports, d'ingénieurs et autres, et toute correspondance, depuis la dernière session, au sujet du chemin de fer Atlantique et Lac-Supérieur, et en particulier du contrat intervenu entre le gouvernement et cette compagnie, au mois de mai 1897.

Adopté.

Subsides aux chemins de fer

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de tous ordres en conseil, pétitions et correspondance depuis la dernière session, en rapport avec l'octroi de subsides aux chemins de fer et au paiement des subsides actuellement votés.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Parle des promesses anciennes faites à des compagnies de chemin de fer. Il ne croit pas qu'il y ait de nouvelles demandes, mais, dans tous les cas, les documents seront produits.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'il ne demande pas de renseignements sur l'histoire ancienne, mais sur les demandes nouvelles qui auraient pu se produire. Un ministre a déclaré que, depuis un an, le gouvernement avait reçu des demandes de subsides s'élevant à plus d'un million et que le ministère libéral était décidé à les refuser toutes.

Il désire connaître les faits sur cette question et s'ils s'appliquent à des engagements déjà existants ou nouveaux. C'est une question sérieuse, dit-il, et de rejeter tous ces projets ou de retarder leur réalisation peut causer de graves préjudices à la province.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que l'ancien gouvernement a fait ces promesses, juste avant les élections générales.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Il ne s'agit pas de promesses, mais de demandes.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Dit que les députés de l'ancien gouvernement sont prêts à assumer leurs responsabilités et à justifier leur action en ce qui a trait à l'aide apportée au développement des chemins de fer et au progrès de la province. Il a appris de sources fiables que certaines compagnies avaient demandé des subsides et, qui plus est, l'on a promis des subsides à au moins deux compagnies. Le Montreal et Occidental, le "Montfort Colonization" ainsi que d'autres compagnies de chemins de fer ont demandé des subsides au gouvernement actuel.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Répond que le gouvernement a reçu du peuple le mandat de suspendre les subsides aux chemins de fer. Les deux partis ont fait la même promesse.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Où cela?

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Partout.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que c'est la première fois qu'il en entend parler.

PLUSIEURS VOIX: Ce n'est pas une preuve.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Dit qu'il n'est pas surpris du désastre qui a emporté ses honorables amis, puisqu'ils ont perdu de vue ce qui se passait dans le pays.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande si le subside promis au pont du Grand-Tronc à Montréal sera payé?

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Répond que le Grand-Tronc recevra la même justice ou encore la même injustice que les autres compagnies. Le gouvernement libéral reste fidèle à la ligne de conduite tracée par le premier ministre pendant la campagne électorale et refuse d'accorder des subsides.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Admet que le gouvernement a reçu plusieurs demandes de subsides, mais qu'il n'en a accordé aucun jusqu'à maintenant. Il dit que le gouvernement doit d'abord mettre de l'ordre dans ses propres affaires avant de s'occuper de celles des autres. Il doit en premier lieu restaurer l'état des finances, et ensuite il verra s'il doit aider à la construction d'autres lignes de chemins de fer. Dans le programme qu'il a présenté au peuple lors de l'élection générale, il a défini très clairement cette ligne de conduite tellement à l'opposé de celle de ses prédécesseurs qu'il ne peut exister de malentendu sur la question. Le peuple a approuvé cette ligne de conduite et le gouvernement entend bien la respecter.

Il met en garde la Chambre de bien faire une distinction entre les engagements légaux de la province envers, les chemins de fer et les ordres en conseil du lieutenant-gouverneur en conseil. Le lieutenant-gouverneur en conseil n'a pas plus de

pouvoirs qu'un homme de la rue pour accorder des subsides aux chemins de fer. Les ordres en conseil sont adoptés lorsqu'ils expriment des intentions d'un gouvernement en ce qui a trait aux chemins de fer, mais pas plus. S'ils pouvaient forcer la Chambre à endosser leurs promesses, la province serait alors engagée; mais cela est impossible. L'ancien gouvernement, avant les dernières élections, avait adopté de tels ordres en conseil pour une somme d'environ un million de dollars. Il indiquait ainsi aux électeurs sa politique envers les chemins de fer. Les ministres actuels ont adopté une ligne de conduite différente. La province a opté pour cette dernière et a rejeté celle des subsides. Comment peuvent-ils aujourd'hui renier leur politique et demander à la Chambre de voter des subsides.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit qu'en arrivant au pouvoir, en 1892, les Conservateurs ont respecté et rempli les promesses faites par le gouvernement Mercier.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Soutient que le gouvernement se doit d'être juste avant d'être généreux. Il reconnaît l'importance des chemins de fer et il regrette de ne pouvoir acquiescer à ces demandes. Mais on ne peut lui faire de reproches, et tant qu'il y aura des problèmes et que l'équilibre des finances ne sera pas restauré, il s'est engagé envers la population à ne pas ajouter de nouvelles obligations à celles de la province dans la mesure du possible.

La proposition est adoptée.

Écoles élémentaires

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé de la somme de \$53,000, mentionnée dans les comptes publics pour 1898, comme ayant été dépensée en vertu de l'acte 60 Victoria, chapitre 3, pour écoles élémentaires.

Adopté.

Corporation de la cité de Québec

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 33) amendement des lois concernant la corporation de la cité de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Stadacona Water, Light and Power Company

M. T. B. DE GROESBOIS (Shefford): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 35) amendement la charte de la "Stadacona Water, Light and Power Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Instruction publique

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné, jeudi le 19 janvier courant, sur la question proposée, mercredi le 8 janvier courant, que le bill (bill no 9) de l'Instruction publique soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit qu'en l'absence de son collègue le député de Stanstead (M. M.F. Hackett) qui a dû s'absenter, il avait l'intention de faire quelques observations sur ce bill, mais que malheureusement il n'avait pu se procurer une copie anglaise du bill à temps pour pouvoir l'étudier aussi à fond qu'il le souhaitait. Il dit qu'il n'avait d'abord pas vu le texte de loi et que lors-

qu'il a voulu s'en procurer, l'édition anglaise était épuisée.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Confirme le fait et dit qu'il fera imprimer d'autres exemplaires. Le nombre habituel de copies a été imprimé et distribué, mais malheureusement l'édition est actuellement épuisée.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit qu'il parlera sur cette question à une étape ultérieure du bill.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

La séance est levée à cinq heures.

Séance du 23 janvier 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures demie.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires des institutions suivantes, pour 1898, savoir:

De l'asile Sainte-Brigitte, de la cité de Québec, de l'hospice de la Miséricorde, de "The Women's Christian Association", Québec et du monastère de Charité du Bon-Pasteur. (Documents de la session no 17).

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues, savoir:

De Alexander Bremner et autres, de Montréal, demandant une loi d'incorporation sous le nom de: "The Builders' Exchange."

De The Shawinigan Water and Power Company, de "The Montreal Protestant Home of Refuge and Industry" de la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la Chaudière, et de la corporation de la ville de Victoriaville, demandant respectivement des amendements à leurs chartes.

Des syndics des chemins à barrières de la rive nord, à Québec, demandant une loi les autorisant à renouveler leurs débentures et pour autres fins.

De dame Marie-Salomée Labbé, de Québec, demandant une loi pour venir en aide aux héritiers de la succession de Jean Guillet dit Tourangeau.

De Jacques Cartier et Virginie Cartier, de la paroisse de Saint-Antoine, comté de Richelieu, demandant une loi concernant les rentes constituées dépendant de la succession de feu Charles Lamothe.

De Hector Leduc et autres, exécuteurs testamentaires de la succession de Joël Leduc, demandant une loi pour mieux définir leurs pouvoirs et pour autres fins.

Des commissaires d'écoles de la municipalité de la ville de Westmount, dans le comté d'Hochelaga, demandant un nouveau mode de prélever la taxe scolaire dans cette municipalité et pour autres fins.

De Michael Guérin et autres, de la cité de Montréal, demandant une loi relative à l'expropriation de la rue Saint-Antoine de ladite cité.

De Wm Cooper et autres, propriétaires, de la ville de Longueuil, demandant que certaine partie du bill demandé par la corporation de la ville de Longueuil ne devienne pas loi.

Introduction de bills:

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 61) autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre Jean-Alfred-Simon Lapointe, au nombre de ses membres, après examen.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 44) déclarant définitive la possession par Antoine-Philippe-Eugène Panet des immeubles légués à Joseph-Félix Lussier-Panet par feu Félix Lussier et Angélique Deschamps.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 87) relatif aux subventions accordées aux manufactures par les corporations municipales.

Ce projet de loi a pour but d'empêcher les municipalités d'accorder des subventions ou bonis à des industries de la même nature que celles qui existent déjà dans la région ou qui peuvent faire concurrence aux industries y existant déjà.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Documents:

Cautionnement d'officiers publics

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dépose sur le bureau de la Chambre, un état des cautionnements donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 7 décembre 1897 jusqu'au 20 janvier 1899. inclusivement, tel que requis par l'article 633 S.R.Q. (Document de la session no 11).

Comité conjoint de la bibliothèque de la Législature

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le député de Québec-Est (l'honorable J. Shehyn), qu'un comité spécial composé des honorables MM. Parent, Robidoux, Stephens, Turgeon et MM. Marion, Pelletier, LeBlanc, Atwater, Tessier (Rimouski), Normand, Béland, Roy, Ball, Weir, Laliberté et Allard, soit nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts de cette Chambre sont concernés et pour agir comme membres du comité conjoint des deux Chambres, au sujet de la bibliothèque.

Adopté.

Il est résolu qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

Comité conjoint des impressions de la Législature

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le député de Québec-Est (l'honorable J. Shehyn), qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, priant Leurs Honneurs de vouloir se joindre à cette Chambre pour former un comité conjoint des deux Chambres, au sujet des impressions de la Législature, et informant Leurs Honneurs que les honorables MM. Marchand, Dechêne, Duffy et MM. Robitaille, McDonald, Flynn, Nantel, Garneau, Rainville, Bouffard et Cotton

agiront, de la part de cette Chambre, comme membres dudit comité conjoint des impressions.
Adopté.

Composition des comités permanents

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que MM. Clapperton et Grenier soient ajoutés aux membres du comité permanent des comptes publics.

Et que MM. Clapperton et D'Auteuil soient ajoutés au comité permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation.

Et aussi que MM. Bouffard et Clapperton soient ajoutés aux membres du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Adopté.

Prosper-Cyprien Beaumier

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose que le bill (bill no 50] autorisant Prosper-Cyprien Beaumier, à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec, après examen, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Interpellations:

Emprunt à la Banque de Montréal

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester), pour M. P.-E. LEBLANC (Laval): Le gouvernement a-t-il remboursé l'emprunt temporaire de \$700,000 fait à la Banque de Montréal, en vertu de l'ordre en conseil passé le 30 juin 1897?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Non.

Emprunt de \$1,500,000.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester), pour M. P.-E. LEBLANC (Laval): Le gouvernement a-t-il contracté l'emprunt de \$1,500,000 autorisé par la loi de la dernière session?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Non.

Remboursement d'emprunts temporaires

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester), pour M. P.-E. LEBLANC (Laval): Le gouvernement a-t-il remboursé quelques emprunts temporaires depuis le 1er juillet 1898?

S'il en est ainsi, quel est le montant et la date de ces remboursements. À même quelles parties du revenu de la province ces remboursements ont-ils été faits?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Non. Le gouvernement n'a remboursé aucun emprunt temporaire depuis le 1er juillet 1898.

Emprunts temporaires contractés

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester), pour M. P.-E. LEBLANC (Laval): Le gouvernement a-t-il contracté des emprunts temporaires depuis le 1er janvier courant (1899)?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Non.

Salaire minimum des instituteurs

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Le gouvernement a-t-il passé un ordre en conseil fixant un minimum quant aux salaires des instituteurs?

Dans l'affirmative, cet ordre en conseil a-t-il ensuite été révoqué?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Oui, un arrêté en conseil a été passé le 13 septembre 1897, pour approuver la résolution suivante, adoptée par le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, à sa séance du 20 mai 1897:

"Que ce comité fixe un minimum de traitement pour les instituteurs et institutrices, et que la subvention scolaire soit retranchée à toute municipalité qui ne se conformera pas au règlement adopté à cet effet. Et que ce minimum soit fixé à cent piastres en sus de toutes charges ou avantages attachés à l'école."

Cet arrêté en conseil a été révoqué le 20 janvier 1898.

Pont à péage à Saint-Henri de Lévis

M. P. GRENIER (Champlain): 1. L'ingénieur Vallée a-t-il été chargé par le gouvernement, ou aucun des départements, de faire l'inspection du pont à péage de M. Jean Bussière, à Saint-Henri, dans le comté de Lévis?

2. Dans l'affirmative, a-t-il fait son rapport?

3. Le gouvernement, ou aucun des départements, a-t-il jamais promis ou accordé de l'aide pour ce pont?

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): 1. Oui. 2. Oui. 3. Non.

Demande de documents:

Salaire des instituteurs

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de tous ordres en conseil adoptés depuis le 1er juin 1897, au sujet du salaire des instituteurs et institutrices et de tous documents, papiers et correspondances à ce sujet.

Adopté.

Chemin maritime rive sud, Gaspé

M. L-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le député de Gaspé (M. E.J. Flynn), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de la liste de paie, du 28 mai au 7 août 1897, des ouvriers employés à l'entretien du chemin maritime, rive sud, Gaspé, au montant de \$1,452.00, mentionnée à la page 282 des comptes publics de 1898.

Adopté.

Protection des abeilles

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose que l'ordre du jour appelant la deuxième lecture du bill (bill no 17) assurant une plus efficace protection des abeilles, soit rescindé.

Il explique qu'il existe déjà un règlement du département de l'Agriculture qui interdit l'arrosage des arbres fruitiers pendant leur floraison. Il a présenté ce bill dans le seul but de donner force de loi à ce règlement. L'arrosage des arbres fruitiers pendant leur floraison produit des effets néfastes sur le fruit et est également dangereux pour les abeilles. Une mesure similaire existe en Ontario.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Suggère de référer le bill au comité permanent d'agriculture.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation.

Cautionnement des curateurs

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 15) amendement l'article 874 du Code de procédure civile, concernant le cautionnement des curateurs aux cessions de biens, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il fait remarquer que ce bill était d'une grande importance et il exprime l'espoir qu'il subirait sa deuxième lecture. Telle que la loi existe présentement, le juge peut sur requête obliger un curateur à donner des garanties s'il le croit à propos, tandis qu'en vertu de la loi amendée, le juge devra insister pour que le curateur donne des garanties sur ces appointements, excepté dans le cas où la majorité des créanciers le dispenseront.

Il dit qu'à Montréal, il y a eu quelques cas où des curateurs aux successions ont fui en emportant avec eux l'argent des successions. Il propose un léger changement à la loi, pour éliminer ce problème, lequel obligerait tous les curateurs, lors de leur nomination, à donner des garanties dont le montant serait établi selon le cas. Les créanciers pourraient subséquemment les en dispenser s'ils le jugeaient opportun.

La Chambre de commerce et autres sociétés commerciales de Montréal ont demandé ce changement.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que la loi actuelle pourvoit à toutes les nécessités. Il ne sait pas ce qui se passe à Montréal, mais à Québec les comptables publics réguliers et liquidateurs" sont

tous des hommes qui jouissent de la confiance publique et jamais il n'y a eu de plainte. Il a déjà quelque expérience de ce genre d'affaires et jamais il n'a vu un cas dans lequel on réclamait des garanties d'un curateur. L'honorable commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries (l'honorable S.-N. Parent, Saint-Sauveur) confirmera, dit-il, ses affirmations. Il est en plus d'opinion que la présente loi est satisfaisante, admirable même, et qu'un amendement est inutile pour les curateurs de Québec qui n'ont encore donné lieu à aucune plainte dans l'exercice de leurs fonctions.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Est du même avis que le député de Dorchester en ce qui concerne les curateurs de Québec. Dans toutes les relations qu'il a eues avec les curateurs au sujet de liquidations, il n'a jamais eu à se plaindre d'aucun d'eux. Il propose que le bill soit modifié en comité. Il dit que même si le changement n'était pas nécessaire à Québec, il voterait en faveur du bill, étant donné qu'il semble nécessaire dans d'autres villes.

L'HONORABLE HT. DUFFY (Brome): Pense que la loi existante n'a pas toujours fonctionné à souhait. Plus d'un curateur a levé les pieds emportant de fortes sommes appartenant à des successions. Les créanciers peuvent, dit-il, exiger des garanties, mais ce qui est l'affaire de tout le monde n'est plus l'affaire de personne et il est souvent délicat d'exiger des garanties sous l'empire de la loi actuelle. Plusieurs sociétés commerciales et maisons importantes de Montréal ont demandé le changement. Elles allaient même plus loin: elles voulaient que le curateur fut toujours obligé de donner des garanties.

On peut ajouter que les créanciers sont à blâmer s'ils ne s'occupent pas de leurs affaires, mais, d'autre part, les créanciers éprouvent une certaine réticence à demander des garanties aux curateurs. Le bill propose une solution intermédiaire qui devrait donner satisfaction à tous.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Déclare que les faits qui ont été mentionnés font le plus grand honneur à Québec, mais il connaît des cas à Montréal: il en cite un où un homme jouissant de la plus grande confiance avait disparu emportant avec lui de 50 à 60 mille dollars appartenant à la succession qui lui avait été confiée.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Est favorable au projet de loi. quoique, dit-il, l'on n'ait pas lieu de se plaindre à Sherbrooke du fonctionnement de la loi actuelle. Il suggère que le curateur soit admis à donner une garantie par cautionnement comme sûreté générale. Cela dispenserait le curateur de donner des garanties dans chaque cas particulier.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose l'ajournement de la séance.

Cette proposition est rejetée.

Instruction publique

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):
Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se
forme en comité général pour étudier le bill (bill
no 9) "Loi de l'Instruction publique."

Adopté.

En comité:

MM.E.J. FLYNN (Gaspé), L.-P. PELLETIER
(Dorchester), L.-E. PANNETON (Sherbrooke) et E.
BOUFFARD (Montmorency): Font remarquer qu'ils
n'ont pas reçu de version française du bill et que
pour cette raison, ils ne croient pas opportun d'en-
treprendre l'étude de ce bill. De plus, plusieurs
députés qui désirent s'exprimer sur cette question
sont absents.

L'HONORABLE P.E. ROBIDOUX (Châteauguay):
Fait remarquer que des copies françaises et anglai-
ses ont été distribuées à tous les députés.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):
Promet de donner des ordres pour qu'à l'avenir la
distribution des projets de loi se fasse par la voie
du bureau de poste pour assurer la remise à chaque
député, en main propre, de ses papiers. On ne pla-
cera plus ces papiers directement sur le pupitre du
député.

Il est convenu que les clauses qui n'ont pas
subi de changement par rapport à la loi de l'an

dernier seront étudiées. L'étude se continue jusqu'à
l'article 25.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il
a fait quelques progrès et demande la permission de
siéger de nouveau.

Documents:

Droits de coupe de A. Fraser & Co. dans le Lac-Saint-Jean

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):
Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à
un ordre de cette Chambre du 12 janvier 1898,
pour copie de tous documents relatifs à aucune
remise faite à MM. A. Fraser & Co., pour droits
de coupe, rentes foncières, etc., en rapport avec
leurs limites dans le district du Lac-Saint-Jean. (Do-
cument de la session no 16)

Droits de coupe de Ross, Beemer et Scott dans le Lac-Saint-Jean

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):
Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à
un ordre de cette Chambre, du 13 janvier 1898,
pour copie de tous les documents relatifs à aucune
remise de droits de coupe à MM. Ross, Beemer et
Scott, sur leurs limites dans la division du Lac-
Saint-Jean. (Document de la session no 18)

La séance est levée à cinq heures.

Séance du 24 janvier 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures quarante.

Dépôt de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table:

Par M. Chauret, la pétition de la corporation de la ville de Lachine.

Par M. Décarie, la pétition de Henry Hogan et autres, de la cité de Montréal.

Rapports de comités:

M. E.-H. LALIBERTÉ (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir:

De la cité de Montréal, de la ville de Victoriaville, et de la Société des artisans canadiens-français de Montréal, demandant respectivement des amendements à leur charte.

De la cité de Montréal et de la Compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc, demandant une loi autorisant et sanctionnant la vente faite par ladite cité à ladite compagnie d'un terrain pour la construction de ses bureaux.

De Léon Trudeau, de Coaticook, demandant une loi autorisant la Chambre des notaires à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

De "The Builders' Exchange" et de "The Provincial Trust and Agency Company", demandant respectivement d'être constitués en corporation.

Des commissaires d'écoles de la ville de Westmount demandant une loi relative aux taxes scolaires dans ladite ville.

De J.-D.-O. Godin et autres demandant une loi érigeant en municipalité distincte et séparée la paroisse de Saint-Élie-d'Orford, dans le comté de Sherbrooke.

Du conseil de ville de la ville de Salaberry demandant une loi autorisant et ratifiant le règlement no 136 des règlements de ladite ville accordant une commutation de taxes à la compagnie dite "Montreal Cotton Company".

Et de Octave Gaudet, de Ham-Nord demandant une loi transférant le chef-lieu du comté de Wolfe, de Saint-Joseph-de-Ham-Sud au village de Beaulac de Saint-Olivier-de-Garthy.

Introduction de bills:

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 56) amendant la loi concernant les commissaires d'écoles de la municipalité de la ville de Westmount et les taxes scolaires dans ladite ville.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. P.P. DELANEY (Iles-de-la-Madeleine) pour M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 75) constituant en corporation la "Builders' Exchange" de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 32) érigeant la paroisse de Saint-Élie-d'Orford, dans le comté de Sherbrooke, en une municipalité distincte et séparée.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 63) constituant en corporation la "Provincial Trust and Agency Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 40) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Léon Trudeau à la pratique du notariat, après examen.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C.-A. CHÉNEVERT (Berthier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 89) amendant la loi des corporations de ville.

Ce projet de loi a pour objet de donner à certaines municipalités des privilèges qu'ont les corporations de ville.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 88) amendant la loi constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 86) amendant la loi des dentistes de la province de Québec.

Il dit que le projet de loi était très volumineux, mais que ce n'était après tout qu'une refonte de leur charte avec quelques modifications de peu d'importance.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Instruction publique

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 9), "Loi de l'Instruction publique".

Adopté.

En comité:

La discussion porte sur l'article 30 qui se lit comme suit: "Le lieutenant-gouverneur peut en tout temps et quand il le juge à propos, annuler toute

nomination faite par lui et faire de nouvelles nominations à la place de celles qu'il aura rapportées".

L'article est immédiatement amendé pour ajouter les mots "en conseil" après les mots lieutenant-gouverneur".

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Attire l'attention du comité sur une contradiction entre la clause 30 et les clauses 58, 76; 77 et 199 du bill. D'après l'article 58 chaque comité peut instituer une enquête sur la conduite d'un inspecteur d'écoles et, après l'enquête, envoyer au lieutenant-gouverneur en conseil tous les documents et demander la révocation de l'inspecteur s'il y a lieu. La clause 30 a pour but de supprimer toutes les formalités et aura comme conséquence de faire subir aux inspecteurs d'écoles les influences de la politique.

Cet article, s'il est voté, donne au gouvernement le droit de destituer des inspecteurs, des professeurs d'écoles normales et d'autres, privant ainsi du bénéfice d'un long travail ceux qui se sont préparés à occuper ces fonctions avec utilité.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Est d'une opinion contraire et croit que le gouvernement a le droit d'annuler ses propres décrets. Il dit que le gouvernement avait cru que les inspecteurs d'écoles qui étaient payés, salariés par l'État, devaient être nommés, comme tous les autres officiers publics, par l'État. Le gouvernement ne faisait en cela que retirer au Conseil de l'Instruction publique un pouvoir qui lui avait été délégué par l'État. Le gouvernement avait eu le soin d'entourer ces nominations d'inspecteurs de toutes les garanties possibles en en restreignant le choix à des personnes qui devront en premier lieu être pourvues d'un certificat de qualification et de moralité par le Conseil de l'Instruction publique. Il admet que la loi lui donne le droit de congédier des inspecteurs scolaires.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que cet article transforme les inspecteurs et autres fonctionnaires scolaires en agents politiques. Cela finira par en faire des ambitieux politiques.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dit que payés par le gouvernement, il serait assez singulier que quelle que soit leur conduite, ce gouvernement n'aurait pas le droit de les révoquer. De la politique, il ne saurait en être question et tant que le gouvernement libéral sera au pouvoir, il ne leur demandera que de se tenir dans la limite de leurs attributions, c'est-à-dire de rester des intermédiaires entre l'école et l'administration. Il ne saurait non plus y avoir de difficultés quant à la compétence et la moralité des nouveaux inspecteurs, puisque le choix ne pourra porter que sur la liste des candidats ayant rempli les conditions voulues par la loi, liste qui sera d'ailleurs faite et dressée par le Conseil de l'Instruction publique.

S'il y avait un choix défectueux, il ne faudrait donc encore une fois s'en prendre qu'au conseil qui est en quelque sorte le seul chargé de la présen-

tation des candidats. D'ailleurs, le Conseil de l'Instruction publique a des règlements et a même le droit d'en faire pour sauvegarder les qualités de moralité chez les inspecteurs.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): S'oppose à cette clause qu'il juge très dangereuse. Jusqu'à maintenant, il n'y a pas eu de plaintes à ce sujet et il ne comprend pas pourquoi le gouvernement désire changer la loi sur cette question, puisque le Conseil de l'Instruction publique détient un droit de contrôle qui est efficace. De plus, il ne croit pas que dans les conditions politiques actuelles les ministres de la couronne puissent être les meilleurs juges pour la nomination ou le congédiement des employés du Conseil de l'Instruction publique.

Il rend hommage au secrétaire de la province pour ses intentions très louables, mais il croit que les craintes sont vraiment fondées. Quant à la moralité des élèves, il croit que cette responsabilité est plus du ressort du curé que de l'inspecteur. Il croit aussi que le Conseil de l'Instruction publique devrait être au moins autorisé à recommander des personnes pour le poste d'inspecteur.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): S'il y a des inspecteurs qui se sont mêlés de politique contre le gouvernement, il y en a d'autres qui ont pris fait et cause pour les ministres actuels. Qu'allez-vous faire de ceux-là? Les démettre aussi?

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Répond qu'il serait beaucoup pardonné à un inspecteur ou autre fonctionnaire qui se serait dévoué à la cause du gouvernement, parce qu'il avait beaucoup aimé.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Ce n'est pas une réponse d'homme d'État.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): C'est une réponse évangélique.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Fait remarquer que la clause suggérée n'affecterait que les inspecteurs d'écoles, puisque les autres employés du Conseil de l'Instruction publique n'occupent leur poste en vertu de la loi actuellement en vigueur, que selon le bon plaisir du gouvernement. On a prétendu que cette clause aurait pour effet de transformer les inspecteurs d'écoles en agents politiques. Ce sera exactement le fait contraire qui se produira. Actuellement, plusieurs inspecteurs d'écoles sont des partisans convaincus et participent activement aux élections. Lorsque les inspecteurs seront sous le contrôle du gouvernement, ils ne pourront plus se mêler de politique pour aucun des deux partis. S'il est prouvé qu'un inspecteur d'écoles a travaillé pour le Parti libéral lors d'une élection, il subira le même sort que s'il avait travaillé pour les conservateurs.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Déclare que cette clause confirme simplement les

pouvoirs que le gouvernement possède actuellement. Il sait par expérience que le Conseil de l'Instruction publique a toujours suivi les politiques du gouvernement en place, et que, dans le passé, le gouvernement a toujours obtenu la démission d'un employé indésirable du département de l'éducation ou la nomination d'une personne qualifiée à ses yeux. Le système actuel n'offre pas plus de garanties que celui que l'on propose, et cette nouvelle clause confie au gouvernement la responsabilité des nominations et des congédiements, privilège que le gouvernement a toujours possédé de toute façon.

M. J.-M. TELLER (Joliette): Dit qu'en vertu de la loi telle qu'elle est actuellement, les inspecteurs d'écoles ne sauraient être révoqués que pour certains faits graves déterminés, tels que l'ivrognerie, l'immoralité et la négligence de leurs devoirs, et ces faits doivent être établis par une enquête faite sous le contrôle du Conseil de l'Instruction publique. La nouvelle loi supprime tout ce bagage et donne aux ministres le droit absolu et sans condition de révoquer toutes les personnes occupant un emploi en vertu d'un ordre en conseil. Le motif de ce pouvoir arbitraire est de donner toute liberté au gouvernement de démettre des inspecteurs d'écoles qui prennent part aux élections. L'Opposition est d'accord sur le point de destituer tout inspecteur d'écoles qui prend part aux élections; qu'on ajoute cette clause à la loi telle qu'elle existe maintenant afin de maintenir le principe qu'aucun inspecteur ne sera destitué sans qu'il se soit rendu coupable d'une faute déterminée. Si on admet le changement proposé, ce sera soumettre les inspecteurs au pouvoir arbitraire des ministres. Si la loi fait connaître les cas pour lesquels un inspecteur sera destitué, ce dernier saura à quoi s'en tenir et pourra régler sa conduite selon, l'esprit de la loi.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Considère cette objection comme étant très importante, mais craint aussi qu'un inspecteur puisse être destitué sous n'importe quel prétexte. Il fait remarquer que la nouvelle loi comporte des restrictions quant à la nomination des inspecteurs d'écoles. Un candidat doit être âgé d'au moins vingt-cinq ans, avoir enseigné au moins pendant cinq ans et avoir subi avec succès l'examen de qualification, etc. Il est d'avis que, légalement, cette clause comprend des imperfections, puisqu'elle comporte des restrictions quant aux nominations et aucune quant aux destitutions. La loi proposée est aussi illogique, dans ce sens qu'elle n'autorise pas le gouvernement à émettre des instructions aux inspecteurs et elle ne comporte pas de spécifications pour les cas de mauvaise conduite ou de refus de se soumettre à de telles instructions. Il ne voit pas comment on pourrait destituer une personne. D'autre part, la situation est tout à fait différente avec le surintendant de l'Instruction publique, puisque le gouvernement émet des instructions à ce dernier. Que les inspecteurs d'écoles qui méritent d'être destitués le soient: mais pourquoi inclure une telle clause dans la loi, à moins que l'on ne cherche à atteindre quelqu'un d'autre? Le Conseil de l'Instruc-

tion publique, avec la loi actuellement en vigueur, n'a jamais cherché à défendre un inspecteur contre le gouvernement. Il s'oppose à cette clause, du moins du point de vue législatif.

L'article 155 du bill à l'étude pourvoit aux moyens de nommer et de destituer les supérieurs et les professeurs des écoles normales. L'article relatif aux destitutions ne se rapportera donc qu'aux inspecteurs scolaires. Le gouvernement aura toute liberté d'action pour se venger de certaines personnes.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): Dit que quelques inspecteurs se sont rendus coupables d'intervention indue dans la politique et le gouvernement désire faire savoir à ces messieurs que dans l'avenir telle intervention doit cesser. Cette clause de la nouvelle loi de l'Instruction publique aura pour effet d'éloigner les inspecteurs d'écoles de la politique. Il est prêt à dire que le gouvernement est certainement disposé à oublier le passé, et qu'il n'a pas l'intention d'abuser de cette clause de la loi pour destituer les inspecteurs d'écoles qui ont cru devoir se mêler autrefois de politique au détriment du Parti libéral.

Il dit qu'il n'est pas dans les habitudes anglaises de formuler les motifs de destitution et que les précédents anglais sont opposés à cette énumération. On reproche au gouvernement de se réserver le droit de révocation des inspecteurs, mais est-ce que ce n'est pas de principe de droit commun que celui qui a droit de nommer a le droit de révoquer? Maintenant, est-il possible de codifier des causes de révocations. Jamais on ne l'a vu. Ce que le gouvernement veut, en se réservant le droit de révocation, ce n'est pas d'avoir le droit de frapper les inspecteurs qui ne feraient que se conformer aux ordres du surintendant, car celui-ci, s'il y avait faute par suite d'ordres donnés, serait seul responsable. Ce n'est certes pas de la tracasserie que l'on veut exercer. Que l'on ne prête pas aux membres du gouvernement plus de méchanceté que ceux-ci ne voudraient en voir chez leurs adversaires.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dit que l'honorable chef de l'Opposition a toujours pensé que tous les hommes sont mauvais et croit aussi qu'une personne qui détient certains pouvoirs en abuse toujours. Quoiqu'il n'y ait pas de ministre à l'éducation, le secrétaire de la province est vraiment à la tête du Conseil de l'Instruction publique et le surintendant de l'Instruction publique est le sous-ministre. Lorsqu'il y a une nomination ou une destitution au sein du conseil, ce n'est pas le sous-ministre qui en assume la responsabilité, mais la personne qui est à la tête du conseil. C'est le Conseil de l'Instruction publique qui jugera des qualifications des candidats aux postes d'inspecteurs. Et c'est le gouvernement qui détiendra le pouvoir absolu de nommer ou de révoquer toute personne qualifiée pour ce poste.

Le représentant de Joliette (M. J.M. Tellier) a demandé de spécifier les délits qui pourraient entraîner la révocation d'un inspecteur d'écoles.

Existe-t-il une clause qui donne une liste des délits qui pourraient entraîner la destitution d'un régistrateur ou de tout autre fonctionnaire? Le gouvernement requiert le droit de procéder à des nominations. Cela implique naturellement celui de procéder à des destitutions. S'il arrivait qu'un inspecteur, à cause de sa mauvaise conduite ou de sa négligence, se montre indigne d'occuper de telles fonctions, n'est-il pas logique que le gouvernement, qui a procédé à sa nomination, ait le pouvoir de le destituer?

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Vous pourriez faire une enquête.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Oui, comme dans le cas d'un employé de tout autre département.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Fait de nouveau remarquer que cet article est en contradiction avec l'article 58 qui prescrit une enquête par le Conseil de l'Instruction publique qui fera rapport pour ou contre la destitution. Cette clause 30 a pour effet de détruire l'économie de la loi. Elle vient en contradiction avec les pouvoirs que l'on reconnaît au Conseil de l'Instruction publique et au surintendant. Il s'agit d'une mesure "ab irato" dont le but est de permettre au gouvernement d'exécuter sa vengeance contre certaines personnes dont le sort a été décidé.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dit qu'il y a nullement d'anomalie à voir exister à la fois l'article 30 et l'article 58, car si, d'un côté, le ministère aura le droit de révoquer un inspecteur d'école, le Conseil pourra aussi, dans le cas où le ministre n'en serait pas prévenu, faire une enquête sur la conduite des inspecteurs et soumettre au ministre un rapport que celui-ci sera libre de ratifier ou de refuser. Encore une fois il est futile d'avoir des appréhensions quand il y a autant de garanties que justice sera rendue à tout le monde.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que lorsque le gouvernement commet une erreur, il devrait le reconnaître. Dans ce cas-ci, la discussion démontre que le gouvernement est dans l'erreur puisqu'il est prêt à adopter deux poids et deux mesures. À son avis, le comité qui supervise le travail de l'inspecteur devrait être chargé de mener une enquête sur sa conduite et ce tribunal, composé des éducateurs les plus éminents de la province, serait respecté de tous. Il serait de mauvais goût que les gouvernements destituent les inspecteurs d'écoles de leur propre chef. Le Conseil de l'Instruction publique jouit de la considération du public.

Il compare la clause 30 avec plusieurs autres, y compris l'article 58 et arrive à la conclusion qu'on veut enlever au Conseil de l'Instruction une confiance dont il a toujours joui et qu'il a en tout temps mérité. Jusqu'à présent le conseil a eu le contrôle plein et entier sur les inspecteurs d'écoles et jamais il n'a fait une destitution sans une enquête minutieuse et sans avoir pris toutes les précautions nécessaires. Cette nouvelle loi donne au conseil exactement les

mêmes pouvoirs que la loi actuellement en vigueur, à l'exception de la clause 30. Il ne comprend pas pourquoi l'on veut priver le conseil d'un droit qu'il a toujours très consciencieusement exercé, d'autant plus qu'on ne donne aucune raison valable pour ce changement.

Il prie instamment le gouvernement d'accepter la suggestion du député de Joliette (M. J.-M. Tellier).

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Soutient que l'objection majeure à la clause 30 est que celle-ci donne entière discrétion au gouvernement dans les cas de congédiement. La situation serait-elle améliorée si l'on faisait une liste des raisons qui pourraient entraîner la destitution d'un inspecteur? Cela n'éliminerait pas l'objection de l'Opposition. À moins que le gouvernement élimine toute règle de licence, il ne pourra agir sans tenir compte des causes énumérées dans l'ancienne loi: mauvaise conduite, immoralité, alcoolisme ou négligence grave dans le travail. Que ces causes soient énumérées ou non, elles continueront à guider le gouvernement. Il ne voit pas quelles autres raisons pourraient être ajoutées à cette liste.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): L'un de vos propres ministres l'a mentionné: l'ingérence dans la politique.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Ne partage pas l'avis du secrétaire provincial (l'honorable J.-E. Robidoux, Châteauguay). Il lit l'article 30 pour prouver que la destitution ne pouvait être faite qu'après avis conforme du Conseil de l'Instruction publique.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Ne comprend pas pour quelle raison le Conseil de l'Instruction publique ne se chargerait pas des enquêtes sur la mauvaise conduite des inspecteurs. Le gouvernement utiliserait leur rapport pour prendre ses décisions. Il fait appel au gouvernement et demande qu'il laisse l'article tel qu'il était dans l'ancienne loi.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dit que les nominations et les destitutions sont des actes dont l'administration est responsable. Le rôle du conseil est plutôt de faire subir les examens aux candidats et de juger leurs qualifications.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande si le gouvernement a l'intention d'amender les articles 58 et 455.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay) et L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): Non.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que le gouvernement peut voter l'article et tenter sa fortune devant les tribunaux qui ne maintiendraient pas l'article.

L'article 30 est adopté.

Six autres articles concernant les serments, les formes et les quorums, sont ensuite adoptés.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Jean-Alfred-Simon Lapointe

M. A. ROBITAILLE [Québec-Centre]: Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 61) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jean-Alfred-Simon Lapointe au nombre de ses membres, après examen, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Bills privés

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Désire que la Chambre commence à étudier plusieurs bills privés imprimés uniquement dans une langue. Il ajoute que ces bills sont sans importance.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Je regrette de ne pas pouvoir accéder à cette demande, dit-il. Il n'y a pas de bill privé sans importance. Toutes les sessions,

on nous présente des projets de ce genre à la tournure anodine d'où dérivent les plus sérieuses conséquences. Les bills privés, cette année, seront soumis à toute la rigueur de la procédure et nous attendrons la publication dans les deux langues. Il ajoute qu'il aurait pu considérer favorablement cette proposition si la session avait été plus avancée.

Subsides

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande quand l'honorable premier ministre fera son discours sur le budget.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Répond qu'il ne peut pas dire encore quand il sera prêt à faire son exposé budgétaire, mais que ce sera bientôt.

La séance est levée à six heures dix.

Séance du 25 janvier 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures vingt.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires de l'asile des dames protestantes, Québec, pour 1898. [Document de la session no 17]

Dépôt de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Guérin, la pétition du révérend John Quinlivan et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Nantel, la pétition de Raymond Préfontaine et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Bickerdike, la pétition de "The Montreal Loan and Investment Company".

Par M. Gouin, la pétition de Olivier Deguise et autres, de Viauville.

Rapport de comités:

M. E. LALONDE (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir:

De la Compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord, de la Compagnie de pulpe du Lac Mégantic, de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, et de la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la Chaudière, demandant respectivement des amendements à leur charte.

De dame Suzannah Foy, demandant une loi lui permettant de vendre certaines actions de la Banque Molson.

De la ville de East-Angus, demandant une loi la constituant en corporation.

De dame Marie-Salomé Labbé, demandant une loi pour venir en aide aux héritiers de la succession de Jean Guillet dit Tourangeau.

De Hector Leduc et autres, exécuteurs testamentaires de la succession de Joël Leduc, demandant une loi pour mieux définir leurs pouvoirs et pour d'autres fins.

Introduction de bills:

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 77) concernant la succession de dame Ann Kelly.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 58) amendant la loi 58 Victoria, chapitre 64, constituant en corpo-

ration la Compagnie du chemin de fer de Châteauguay et Nord.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 80) concernant la succession de Jean Guillet dit Tourangeau.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. LANGEIER (Lévis): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 110) amendant la loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la Chaudière.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Demande, appuyé par le représentant de Montréal no 5 (M. R. Bickerdike), la permission d'introduire un bill (bill no 59) revisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Demande, appuyé par le représentant de Stanstead (M. M.F. Hackett), la permission d'introduire un bill (bill no 116) concernant la cité de Montréal et la Compagnie du chemin de fer le Grand-Tronc du Canada.

Il s'agit de ratifier la donation d'un terrain pour le bureau central du Grand-Tronc dans cette ville.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Annonce des ventes judiciaires dans les journaux

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Est-ce l'intention du gouvernement de permettre au shérif de chaque district de faire annoncer les ventes judiciaires dans les journaux indiqués par les parties intéressées?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Le gouvernement entend que le shérif de chaque district suive les dispositions de la loi à cet égard.

Joseph Morin

M. J.-M. TELLIER (Joliette): M. Joseph Morin, ci-devant député du comté de Charlevoix, occupe-t-il une position dans le gouvernement?

Si tel est le cas, quelle est cette position et quel est son traitement?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Oui. Percepteur du revenu pour le district de Charlevoix et, de plus, il a été nommé greffier de la Cour de circuit pour le comté de Charlevoix, à la Baie-Saint-Paul, conjointement avec M. Joseph Gariépy, par arrêté en conseil no 4, du 5 janvier 1899, aux lieu et place de M. Joseph Perron, décédé.

Dans l'un et l'autre cas, il est payé par honoraires.

Aimé Talbot

M. G. BALL (Nicolet): 1. M. Aimé Talbot a-t-il résigné comme employé au greffe de la paix, à Québec?

2. Si tel est le cas, quand a-t-il résigné et par qui a-t-il été remplacé?

3. M. Talbot a-t-il obtenu un congé et quand?

4. Pendant combien de temps et quel montant, en tout, M. Talbot a-t-il retiré comme salaire, tout en étant absent de son bureau?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):

1. Non. 2. Oui. 3. Un congé de quatre mois à compter du 1^{er} mai 1898, et qui a été continué, à diverses reprises, à la demande de M. Talbot, jusqu'au premier février 1899.

4. \$916.68, du premier mai au 31 décembre 1898, soit \$91.66 par mois.

Demande de documents:

Annonces judiciaires dans les journaux

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater), qu'il soit mis devant cette Chambre, une liste des journaux dans lesquels ont été publiées, depuis la dernière session, les annonces judiciaires dans les différents districts de la province, et copie des instructions qui ont pu être données aux shérifs des différents districts, à ce sujet.

En expliquant cette demande, il se plaint de la forme énigmatique de la réponse donnée par le secrétaire provincial (l'honorable J.-E. Robidoux. Châteauguay) lors de l'interpellation précédente.

Il dit que le gouvernement n'a pas répondu à sa question concernant les instructions données aux shérifs pour l'annonce des ventes judiciaires dans les journaux. À chaque fois que le gouvernement est interrogé à ce sujet, il donne des réponses évasives.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): À l'ordre!

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Je suis dans l'ordre.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Le député de Dorchester n'a pas le droit de faire allusion ou de commenter les réponses données par le gouvernement. Un orateur n'a pas le droit de faire allusion à un précédent débat, or l'interpellation est de la nature d'un débat.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Comment! Mais pourquoi les réponses sont-elles données si nous n'avons pas le droit d'en parler, dit-il. Je demande au premier ministre de me montrer le règlement qui me défend de parler d'une interpellation. Il affirme le droit de la Chambre de poser des questions et d'y obtenir des réponses franches.

M. L'ORATEUR: Décide le cas en faveur du premier ministre (l'honorable F.-G. Marchand. Saint-

Jean) en disant que le député de Dorchester (M. L.-P. Pelletier) n'a pas le droit de parler d'une interpellation.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Très bien, non seulement on ne veut pas répondre à nos questions, mais on nous ferme la bouche. Le gouvernement peut être certain, cependant, que nous trouverons le moyen de dire ce que nous avons à dire. Si je ne peux pas parler d'une interpellation de cette année, peut-être ai-je le droit de parler de celle de l'an dernier et de l'année d'avant.

UNE VOIX MINISTÉRIELLE: À l'ordre.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Y a-t-il un autre malade?

Il fait remarquer que lorsque le présent gouvernement était dans l'Opposition, les membres du Parti libéral se sont fréquemment plaints de la manière dont le gouvernement de l'époque faisait publier les avis judiciaires dans les journaux. On reprochait au gouvernement d'avoir fait publier les annonces dans les journaux autres que ceux désignés par les parties. Les libéraux s'étaient engagés à faire autrement s'ils venaient au pouvoir. Il veut savoir pourquoi le gouvernement ne remplit pas sa promesse.

Pendant la dernière session, on a trois fois demandé au gouvernement de faire connaître sa politique sur cette question et il ne l'a pas fait. L'an dernier, il a lui-même demandé si le gouvernement se préparait à remplir ses promesses électorales et à suivre la ligne de conduite qu'il avait tracée alors que le Parti libéral était dans l'Opposition et que M. F.-X. Lemieux, alors député de Bonaventure, provoquait un vote de censure contre le gouvernement qui ne permettait pas aux intéressés de désigner les journaux dans lesquels ils désiraient faire publier leurs annonces judiciaires.

Le public a le droit de savoir ce que le gouvernement se propose de faire. Cette année, dit-il, je pose la même question et je ne reçois pas de réponse satisfaisante.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Affirme que son collègue a omis certains détails. Le gouvernement actuel observe la loi, et les instructions qu'il donne aux shérifs sont conformes à cette loi. Ces derniers font publier leurs avis dans la Gazette officielle et dans les deux journaux du district.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): À l'ordre! à l'ordre! Vous n'avez pas le droit de prendre la parole sur une question à laquelle vous avez déjà répondu.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Lorsque l'ancien gouvernement arriva au pouvoir, la loi était observée: mais ce même gouvernement força les parties à publier les annonces de ventes judiciaires dans plusieurs journaux conservateurs plutôt que dans deux journaux du district. Cette façon d'agir avait pour but de faire plaisir aux amis du gouvernement, aux dépens des malheureux débiteurs. Dans certains cas, on a imposé des amendes

de vingt-cinq et même de quarante dollars à des personnes pour l'annonce de la vente de leur propriété. Ces mêmes personnes ont intenté des poursuites pour recevoir le remboursement de ces sommes que les shérifs, agissant selon les instructions reçues du gouvernement, les avaient forcé à payer. Le gouvernement actuel, pour sa part, observe fidèlement la loi.

Il n'y a pas de danger que le gouvernement fasse publier les annonces dans cinq ou six journaux comme les conservateurs l'ont fait.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Répond qu'il ne reproche pas au gouvernement de faire publier les annonces dans plus de deux journaux. Là n'est pas la question. Cela a été discuté en temps et lieu et le gouvernement a prouvé que cela avait été fait à la demande des commerçants. Ce que nous reprochons au gouvernement, c'est de dire aux parties dans quels journaux elles devront publier leurs annonces, après avoir promis de faire tout le contraire. On ne peut pas forcer le gouvernement à remplir ses promesses, mais qu'il ait donc au moins le courage de le dire.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Refait l'historique de ce qui s'est passé sous le régime conservateur, alors que le député de Dorchester (M. L.-P. Pelletier) était procureur général, et les sommes énormes que la province a eu à payer de ce fait. Dans le temps, il a bien fallu plaider contre les shérifs, mais que l'on nous cite un cas où des procédures de cette nature aient été prises par suite d'ordres donnés par le procureur général. Encore une fois, le gouvernement veut se tenir dans les termes de la loi et il ne faut pas oublier que cette loi qui a été si souvent violée avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel, est l'oeuvre des conservateurs.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Réplique que les ministres cherchent à s'échapper par la tangente. L'an dernier il a demandé si le gouvernement permettrait le choix des journaux aux intéressés. On a répondu, d'abord, que la question était à l'étude. Quand, plus tard, les conservateurs ont posé la question à nouveau, le gouvernement a répondu qu'il avait pris une décision, mais s'est bien gardé de la faire connaître.

La proposition est adoptée.

Conciliation

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 148) concernant la conciliation soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il explique que ce projet de loi aura comme conséquence de faire diminuer le nombre des procès. Son projet, dit-il, s'applique à des questions personnelles et défend au plaignant de commencer des poursuites sans avoir, au préalable, essayé la conciliation. Le grand principe est qu'en matière purement personnelle et mobilière, et lorsque la

valeur de la réclamation, n'excède pas vingt-cinq piastres, aucune demande principale introductive d'instance entre parties capables de transiger, et sur des objets qui peuvent être la matière d'une transaction, ne sera reçue devant les tribunaux de première instance, à moins que le défendeur n'ait été préalablement appelé en conciliation devant l'un des conciliateurs visés par la présente loi, ou que les parties n'aient volontairement comparu devant lui.

Dans chaque municipalité, le conseil local désignera par résolution un ou plusieurs citoyens y résidant pour remplir ces fonctions de conciliateur, lesquels seront considérés comme conciliateurs officiels. En outre, les prêtres, curés, vicaires et ministres de toute dénomination religieuse, les notaires, les juges de paix, le maire et le secrétaire-trésorier de la municipalité seront de droit conciliateurs dans chaque municipalité locale. Devront agir comme conciliateurs lorsque requis, les juges de paix, les maires et les secrétaires-trésoriers. Sont dispensées des préliminaires de la conciliation: 1. Les demandes qui requièrent célérité ou sont accompagnées de mesures provisionnelles; 2. Celles où les parties intéressées n'ont pas leurs domiciles dans les limites d'une même municipalité.

Dans le cas où il y aura plusieurs défendeurs, ils pourront être tous cités devant le conciliateur du domicile de l'un d'eux, s'ils habitent des municipalités différentes, pourvu que tel domicile ne soit pas éloigné de plus de quinze milles de celui du conciliateur devant lequel l'affaire est portée. Il en est de même dans le cas où plusieurs demandeurs forment une demande conjointe; ils seront tous censés avoir un même domicile avec celui d'entre eux qui prend l'initiative de la conciliation. Au jour et à l'heure indiqués, les parties comparaitront, en personne ou par l'entremise d'amis, devant le conciliateur.

Le défendeur sera cité devant l'un des conciliateurs de sa localité par un simple billet d'avertissement énonçant sommairement l'objet de conciliation. Que le conciliateur réussisse ou non à mettre les plaideurs d'accord, il devra dresser un procès-verbal dont les parties auront chacune un double si elles se sont raccordées, ou qui sera déposé au bureau du secrétaire-trésorier du conseil municipal dans le cas contraire, pour en être livré un double au besoin.

La présente loi ne recevra aucune application dans les cités et villes constituées en corporation par charte spéciale et dans les autres localités qui ne sont pas réglées par le code municipal.

Il va sans dire que ce tribunal de paix n'entraînera aucune dépense de la part des plaideurs.

Il y a longtemps, dit-il, que l'on a reconnu le besoin d'éviter l'encombrement qui règne dans nos cours de justice et la multiplicité des procès qui causent la ruine de notre population rurale. Nos gens se ruinent à plaider pour les prétentions pourtant faciles à concilier avec la moindre bonne volonté. Il n'y a pas de doute que les tribunaux conciliateurs opéreront une oeuvre très utile et très efficace dans nos campagnes.

L'objet de cette mesure n'est pas de créer un rouage judiciaire nouveau, il est au contraire d'alléger la machine judiciaire. Les conciliateurs qu'il s'agit de nommer ne sont pas des juges, ni des arbitres; ce sont seulement des pacificateurs comme on les appelle en certaine contrée: ils enregistrent les arbitrages et les facilitent, voilà leur mission.

Il est indéniable qu'il serait d'un grand avantage pour nos tribunaux de voir réduire le nombre des causes où le litige ne dépasse pas en importance la valeur de \$25. La France, à laquelle est empruntée l'idée et le principe de ce bill, idée qu'elle avait reçue elle-même de la Hollande, en a retiré les plus grands bienfaits.

Lorsque le projet fut soumis à la Constituante pour son adoption en France, on lut alors une lettre de Voltaire où celui-ci disait: "La meilleure loi, le plus excellent usage, le plus utile que j'ai vu, c'est en Hollande. Quand deux hommes veulent plaider l'un contre l'autre, ils sont obligés d'aller d'abord au tribunal des juges conciliateurs appelés faiseurs de paix. Si les parents arrivent avec un avocat ou un procureur, on fait d'abord retirer ces derniers, comme on ôte le bois du feu qu'on veut éteindre. Les faiseurs de paix disent aux parties: "Vous êtes de grands fous de vouloir manger votre argent à vous rendre mutuellement malheureux. Nous allons vous accommoder sans qu'il vous en coûte rien". Si la rage des chicanes est trop forte dans ces plaideurs, on les remet à un autre jour, afin que le temps adoucisse les symptômes de leur maladie. Ensuite les juges les envoient chercher une seconde, une troisième fois. Si leur folie est incurable, on leur permet de plaider comme on abandonne à l'amputation des chirurgiens des membres gangrenés; alors la justice fait sa main."

Cette loi existe depuis plus d'un siècle en France, mais dans ce pays la loi s'applique à toutes les causes, tandis qu'ici elle ne s'applique qu'aux causes au-dessous de \$25. On calcule que presque 33 pour cent des conflits par année sont évités en France par la conciliation des juges de paix. En Belgique, quelque chose de similaire existe. En Angleterre, on a introduit ce principe dans la loi relative aux sociétés de secours mutuels.

Si on appliquait au Canada la même mesure et si on calculait d'après les mêmes proportions, plus de 789 causes par année seraient conciliées et n'iraient pas devant les tribunaux. Ce serait, si la loi obtient le même succès ici, une économie de \$100,000. par année, somme égale à celle qui est dépensée actuellement pour la colonisation.

La presse de la province, sans acception de parti, a approuvé le bill. J'espère, dit-il, que cette mesure ne sera pas combattue puisqu'il s'agit d'une mesure sociale et non pas politique. On m'a dit que j'aurais à redouter pour ce bill l'hostilité des avocats de la Chambre: je n'en crois rien. Je pense au contraire que nombre d'avocats ne demandent qu'à être débarrassés du fardeau de ces causes sans profit. Cela peut déranger jusqu'à un certain point la pratique de certains avocats, mais, d'un autre côté, il a reçu des lettres de plusieurs avocats éminents disant que l'adoption de cette mesure serait un grand bienfait.

À cet égard, d'ailleurs, les médecins donnent l'exemple aux avocats en publiant, à Québec et à Montréal, des revues qui aident à réduire l'extension des maladies. Ne voit-on pas chaque jour les médecins encourager les associations, les publications, les mesures d'hygiène ayant pour objet de faire décroître le nombre de maladies dans le peuple? Je ne voudrais jamais croire que le Barreau aura moins de patriotisme et refusera d'encourager une oeuvre de patriotisme, d'hygiène morale, destinée à guérir le peuple de la terrible maladie de procédure qui cause tant de ruines dans ses rangs.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Se déclare en faveur du principe du bill et approuve les intentions de son proposeur. Il invite les députés à l'étudier avec soin.

Ces vétilles sont vraiment la cause de la pauvreté, de la misère et de l'infortune des peuples, dit-il, et il est d'avis que les classes agricoles devraient trouver une solution meilleure que celle qui existe pour régler leurs petites disputes.

Il croit que cette mesure, si elle est possible, rendra d'immenses services à la communauté rurale. Il ne doute pas que tous les membres de la Chambre ont à coeur les intérêts de cette partie de la population. Il se dit étonné d'apprendre qu'une telle loi existe déjà en France. Notre province est redevable aux juristes français dont les travaux ont permis l'édification des bases de notre droit civil. Une mesure décrétée par des législateurs français et éprouvée depuis longtemps mérite de hautes recommandations.

Adopté. Le bill est lu pour la deuxième fois.

M. J.-A. CHICOINE (Wolfe): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. F. Carbray) que le bill soit renvoyé à un comité spécial composé des honorables MM: Stephens et Duffy et de MM. Charet. Caron (Maskinongé), D'Auteuil, Laliberté, Marion, Chicoyne, Robitaille, et LeBlanc, avec instructions de l'examiner et d'en faire rapport.

Adopté.

Documents:

Chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 20 janvier 1899, demandant copie de tous arrêtés en conseil, tous rapports d'ingénieurs et autres, et toute correspondance, depuis la dernière session, au sujet du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur, et en particulier du contrat intervenu entre le gouvernement et cette compagnie, au mois de mai 1897. (Document de la session no 19)

Écoles élémentaires

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de cette Chambre, du 20 janvier 1899.

pour un état détaillé de la somme de \$53.000 mentionnée dans les comptes publics pour 1898. comme ayant été dépensée en vertu de l'acte 60 Victoria, chapitre 3, pour les écoles élémentaires. [Document de la session no 20]

Dette de la province

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 20 janvier 1899, demandant copie de tous arrêtés en conseil, rapports et toute correspondance, depuis la dernière session, au sujet de la conversion de la dette de la province. (Document de la session no 22)

Instruction publique

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 9), "Loi de l'Instruction publique."

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 40.

DES VOIX DE L'OPPOSITION: S'objectent à cette clause parce que la copie anglaise n'est pas la même que la copie française. Dans la copie anglaise le paragraphe suivant est omis: "Dans l'exercice de ses fonctions, le surintendant doit se confirmer aux instructions du Conseil de l'Instruction publique ou du comité catholique ou protestant".

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Attire l'attention du gouvernement sur cette anomalie et demande à la Chambre d'étudier avec soin le bill, surtout qu'il s'est glissé de graves erreurs au début du bill.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome) et L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): Déclarent tous les deux que la faute est imputable aux traducteurs.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Fait remarquer que le comité étudie la version française du bill. Les députés et éducateurs anglophones subissent donc un préjudice, et il peut arriver que certains articles, dont ces derniers ignorent le contenu, soient adoptés.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Abonde dans le même sens.

Le comité étudie l'article 47.

Cet article stipule: "Le comité catholique romain du Conseil de l'Instruction publique est composé: des évêques ordinaires ou administrateurs des diocèses et des vicariats apostoliques catholiques romains situés en tout ou en partie dans la province, lesquels en font partie "ex officio"; d'un nombre égal des laïcs catholiques romains, lesquels sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil durant bon plaisir."

L'article détermine également la composition du comité protestant.

M. P.P. DELANEY (Iles-de-la-Madeleine): Fait observer que pour les fins civiles et politiques les Iles-de-la-Madeleine étaient sous le contrôle de la province de Québec, mais qu'il n'en était point de même au point de vue religieux. La population des Iles est sous la direction de l'évêque de Charlottetown (Ile du Prince-Edouard). Il fait remarquer que cet évêque a le même droit de siéger au comité catholique que l'évêque d'Ottawa. Mgr Duhamel.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Se demande si, après tout, Mgr de Charlottetown n'aurait pas autant le droit de siéger dans le Conseil de l'Instruction publique que Mgr d'Ottawa dont le diocèse est partie dans la province d'Ontario et partie dans la province de Québec. Seulement on a toujours considéré le diocèse d'Ottawa comme étant de la province de Québec, tandis qu'il n'en est pas de même du diocèse de Charlottetown.

A tout événement, il n'y a pas d'objection à ce que Mgr de Charlottetown vienne siéger dans notre Conseil d'Instruction publique s'il le juge à propos. Mais cela nécessitera la nomination d'un autre membre laïc par le gouvernement.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose un amendement à l'article 47 pour permettre au comité protestant du Conseil de l'Instruction publique de nommer six membres adjoints au lieu de cinq. Ce changement donnerait justice aux trente-cinq mille protestants de la vallée de l'Outaouais qui seraient alors représentés par un membre adjoint du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique. Si l'on accepte sa suggestion, il espère que ce nouveau membre adjoint du district d'Ottawa sera choisi au sein des éducateurs à l'élémentaire. Depuis le décès de monsieur Peter McArthur, survenu en janvier 1897, cette partie importante de la population n'a pas de représentant, bien qu'il se soit efforcé d'en faire nommer un par le gouvernement. Les représentants actuels viennent des régions de Montréal, Québec et des Cantons de l'Est.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Dit que si la moitié des avantages promis par le représentant d'Argenteuil se concrétisaient, il appuierait un tel amendement. Il fait remarquer que cette suggestion touche seulement le comité protestant et il n'y voit pas d'objection. Cet amendement, s'il est adopté, ne peut être nuisible. Au contraire, cette classe importante de la population obtiendrait justice en lui accordant un représentant et ce serait bénéfique pour deux raisons:

1e. Parce qu'un grand nombre de protestants de la vallée de l'Outaouais n'ont pas de représentant.

2e. Cela renforcerait la représentation des écoles publiques au conseil.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Remarque qu'il est juste que cette population protestante ait un représentant au comité. Cependant, il aimerait savoir

quelles normes ont été appliquées pour fixer à cinq le nombre de membres adjoints. Le député d'Argenteuil a supplié le gouvernement d'effectuer un changement en faveur de son district, mais ce dernier a toujours refusé. Il désire savoir si le comité de l'Instruction publique a demandé ce changement.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Ne voit pas la nécessité de demander au comité quelle raison l'a incité à fixer à cinq le nombre de membres adjoints.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dit que le comité aurait pu être composé d'une, deux, trois, quatre personnes ou de tout autre nombre souhaitable.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Ne comprend pas pourquoi le député de Stanstead (M. M.F. Hackett) s'objecte. Le nombre d'évêques et de membres du clergé qui forment le comité catholique n'est pas limité. Par contre, lorsque le député d'Argenteuil (M. W.A. Weir) demande une légère augmentation du nombre de membres adjoints au sein du comité protestant, le député de Stanstead (M. M.F. Hackett) s'y oppose fortement. Le nombre a été fixé à cinq membres, parce que les nombres impairs portent chance, c'est tout.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Admire la sagesse du ministre sans portefeuille (l'honorable G.W. Stephens, Huntingdon): mais il insiste qu'il ne fait aucune distinction de race ou de croyances religieuses en étudiant ce bill. Il dit qu'il représente un plus grand nombre de protestants que le député de Huntingdon, mais ajoute que ce fait n'entre pas en considération dans cette question.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Dit qu'il n'est pas question de discuter pourquoi le nombre de membres adjoints a été fixé à cinq. Il fallait bien établir un nombre au départ. Il s'agit de décider si ce nombre doit être augmenté à six. Pour sa part, il est d'accord.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Souligne ironiquement que le député d'Argenteuil (M. W.A. Weir) a dû faire appel à la Chambre, après avoir essuyé un refus de la part des ministres. Il fait remarquer que l'Opposition est favorable à la demande et désire donner justice aux 35,000 protestants de la vallée de l'Ottawa, ce que le gouvernement a refusé.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit que le député d'Argenteuil profitait de son mauvais exemple et se préparait à se ranger d'un côté de la Chambre, après avoir éprouvé un échec de l'autre.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande si le bill a été soumis au comité protestant.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Répond qu'il l'a été et que le comité s'est déclaré satisfait.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande si le bill a été soumis au comité catholique.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Non.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Il ne leur a pas été soumis. Très bien.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Dit qu'une obligation du comité protestant a déclaré qu'il approuvait entièrement la mesure. Le bill a été distribué aussi aux membres du comité catholique, mais ils ne se sont prononcés ni dans un sens ni dans l'autre. D'ailleurs, le gouvernement n'est pas tenu de soumettre le bill à l'un ou l'autre des comités.

L'amendement du député d'Argenteuil est adopté et l'article 47 est ensuite adopté.

À six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures

Henri Laurier

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 38) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Laurier au nombre de ses membres, après examen soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Henri Bourassa

M. C.-B. MAJOR (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 66) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Bourassa au nombre de ses membres, soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Hôtel Windsor de Montréal

M.R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 72) refondant les lois relatives à la "Windsor Hotel Company of Montreal", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Léopold Guerin

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 53) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Léopold Guerin au nombre de ses membres, après examen, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

"Builder's Exchange"

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill [bill no 75] constituant en corporation le "Builders Exchange", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Municipalité de Saint-Élie-d'Orford

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 32) érigeant en municipalité séparée et distincte la paroisse de Saint-Élie-d'Orford, dans le comté de Sherbrooke, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Documents:

Rapports, états et statistiques de compagnies de chemins de fer

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Dépose sur le bureau de la Chambre, les états, rapports et statistiques, pour l'année 1897-98, de quelques compagnies de chemins de fer, conformément aux articles 5176 et suivants des statuts refondus de la province de Québec. (Document de la session no 23)

Instruction publique

L'étude en comité de toute la Chambre, du bill (bill no 9) "Loi de l'Instruction publique" est alors reprise.

En comité:

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Ne croit pas qu'il soit nécessaire de soumettre les règlements des comités catholique et protestant au lieutenant-gouverneur en conseil.

UNE VOIX MINISTÉRIELLE: Réplique qu'il en est ainsi de tous les règlements. Il en sera ainsi pour les cas prévus à l'article suivant (article 55).

L'article 55 est ensuite étudié.

UNE VOIX: Propose d'ajouter les mots suivants: "pour diviser la province en districts d'inspection".

Cette dernière proposition est adoptée.

Le comité étudie l'article 63.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Trouve que l'article 63 ne va pas assez loin en disant que "chaque année le surintendant devra fournir à la Législature un état des montants desdits dépôts ainsi que des sommes retirées par chacun des deux comités". Il trouve que le gouvernement devrait adopter le principe qu'il avait lui-même émis en 1893. (Ce principe visait à remettre les fonds qui restent entre les mains du surintendant dans le trésor de la province).

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Ce n'est pas une mesure libérale que propose le gouvernement, mais une mesure conservatrice.

LES HONORABLES F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): et F.-G. MARCHAND (Saint-Jean) et M. MF. HACKETT (Stanstead): Ont aussi pris la parole.

L'article 63 est adopté sans amendement.

Le comité étudie l'article 68:

Tout évêque catholique romain, vicaire apostolique ou administrateur d'un diocèse catholique romain, empêché d'assister aux séances du comité dont il fait partie, peut nommer un délégué pour le représenter et ce délégué jouira de tous les droits et privilèges du mandant, et tout autre membre du conseil peut se faire représenter dans le même but et avec les mêmes effets, par un de ses collègues qui, dans ce cas, aura le droit de voter pour lui."

M. P. D'AUTEUIL (Charlevoix): Proteste vigoureusement contre le droit que l'on veut donner aux membres laïcs du conseil de se faire représenter aux séances par un de leurs collègues. C'est un changement dangereux qui peut, à un moment donné, produire des résultats funestes.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): S'oppose aussi à cette section de la clause 68 parce qu'elle a pour effet de donner aux délégués laïcs certains droits que n'ont même pas les membres du clergé. Telle que la loi est écrite, un évêque ou un administrateur d'un diocèse pourrait se faire représenter par un procureur, et ce n'est que naturel qu'ils puissent se faire représenter au conseil par leur grand vicaire et quelque autre membre éminent du clergé s'ils ne peuvent assister aux séances du conseil. Mais la chose est différente pour un laïc. Il y a actuellement douze laïcs dans le conseil et si la clause devenait loi telle quelle est écrite, onze délégués pourraient être représentés par le douzième délégué qui aurait les mêmes privilèges et les mêmes droits que les membres du clergé.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Prenons un autre cas en exemple. Si onze membres laïcs ne peuvent assister à une séance du conseil, il n'y aura donc qu'un seul vote du côté des laïcs.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): N'accepte pas les avancés du député de Dorchester (M. L.-P. Pelletier). Il fait remarquer que la clause donne les mêmes privilèges aux membres laïcs et cléricaux.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Ne voit pas la chose du même point de vue que le ministre de l'Agriculture (l'honorable F.-G.-M. Dechêne, (L'Islet). En admettant même ce point de vue, dit-il, il demande pourquoi les membres laïcs doivent être mis sur le même pied que les membres cléricaux dans le conseil. Il trouve que c'est un manque de respect envers les évêques.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay) et L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): Affirment que le Conseil de l'Instruction publique approuve le changement.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande au gouvernement de produire une délibération du conseil ou d'un de ses comités pour prouver son affirmation.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay) et L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): Refusent.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Soutient que les évêques étant les représentants d'une institution ou d'un diocèse peuvent sans inconvénient être représentés par un fondé de pouvoir, tandis que les membres laïcs, n'étant nommés que pour leurs connaissances spéciales, la valeur de leurs services est principalement consultative. Il n'y a aucun motif, pour eux, de déléguer, leur droit de vote, attendu que chaque membre laïc du conseil est censé représenter sa propre opinion. Quant aux évêques les prêtres auxquels ils délèguent leurs pouvoirs sont presque aussi familiers avec ces questions que les évêques eux-mêmes. Les institutions commerciales condamnent le système que le gouvernement veut introduire.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Soutient qu'il n'existe pas de groupes distincts au sein du Conseil de l'Instruction publique. Les membres laïcs et religieux utilisent leur bon jugement lorsqu'ils votent sur les questions soulevées aux assemblées. Mais de quel droit les membres du clergé peuvent-ils se faire représenter par un fondé de pouvoir, alors que les laïcs n'ont pas ce privilège? Pourquoi ne pas abolir tout simplement le droit de vote par procuration? Il exprime l'opinion qu'il vaudrait peut-être mieux biffer la clause et en finir.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Dit que le député de Montréal no 2 (M. L. Gouin) est en contradiction avec le commissaire pour la Colonisation et les Mines (l'honorable A. Turgeon). Par la position qu'il occupe dans la société, le clergé a droit à certains privilèges qu'il ne serait pas toujours prudent de supprimer ou détendre à des laïcs.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Craint que si les laïcs obtiennent le droit d'être représentés par un fondé de pouvoir, ils n'assisteront pas aux séances du conseil.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Proteste contre le principe de permettre aux membres d'une assemblée délibérante de voter par procuration.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): Répond que les membres du clergé jouissent du privilège de nommer des fondés de pouvoir, avec l'accord de l'Opposition. Il croit que ses honorables amis de l'autre côté de la Chambre s'obstinent à penser que tous les laïcs sont malhonnêtes.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Pense que, dans le passé, on a donné trop d'importance à une seule classe d'hommes. À la veille du 20^e siècle il serait bon d'avoir un changement. Il n'approuve pas en entier le principe de la clause. Puisqu'il y a dans le comité catholique douze ecclésiastiques et douze laïcs, pour que le principe de la clause soit bon et que la clause soit constitutionnelle, ceux-ci devraient être mis sur le même pied que ceux-là. Il ignore les motifs du gouvernement pour insister pour l'adoption de cet article, mais le désir de changement le lui fera voter.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Demande les noms des personnes du sous-comité qui a étudié le bill.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Déclare que l'article passera tel qu'il est et défie l'Opposition de demander le vote.

DES VOIX: Vote! Vote!

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Fait remarquer que l'Opposition n'avait aucunement l'intention de retarder le bill, mais qu'elle demandait des informations qu'elle ne pouvait avoir. Le gouvernement doit avoir quelques raisons à donner pour permettre aux membres laïcs le droit de procuration: plutôt que de donner cette information, on demande le vote. Si les évêques ont le droit de se faire représenter par des procureurs, c'est que leur position dans le diocèse souvent ne leur permet pas de se déplacer. Les évêques se font alors représenter que par des hommes qui connaissent bien les besoins de leur diocèse. Le gouvernement se doit de donner une explication à la Chambre, comme il la doit au public. Les cris au "au vote" ne sont pas des arguments.

M.L.-P. PELLETIER (Dorchester): Insiste pour que le gouvernement donne les raisons du changement et demande si les raisons données par le député de Montréal no 3 (M. H.-B. Rainville) sont celles du gouvernement,

DES VOIX: Au vote, au vote!

UNE VOIX: Vous les connaissez comme nous ces raisons: voilà assez longtemps qu'on les discute.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Félicite le député de Montréal no 3 (M. H.-B. Rainville) pour la franchise de sa déclaration au sujet du motif qui lui fera voter l'article, mais il demande au gouvernement de faire connaître les motifs qui le lui font proposer. Vous ne voulez pas parler. Eh! bien le pays vous en tiendra compte, dit-il.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet) Adopté.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): C'est inouï Le gouvernement a donc peur, puisqu'il ne veut pas parler.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Adopté.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Puisque le gouvernement n'a pas de motif à donner à l'appui de son invention, peut-être le député de Laprairie (M. C.-S. Cherrier) pourrait venir à son secours.

M. C.-S. CHERRIER (Laprairie): Remercie l'honorable chef de l'Opposition (M. E.J. Flynn, Gaspé) de l'avoir distingué. Il plaide en faveur d'accorder aux délégués laïcs le même privilège qu'aux délégués du clergé (1).

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester) et M. G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Suggèrent au député de Laprairie (M. C.-S. Cherrier) de demander des renseignements à ses chefs.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Explique la différence entre les procurations données par les délégués du clergé et celles des laïcs.

UNE VOIX: Demande ensuite au député de Laprairie (M. C.-S. Cherrier) quel motif il peut alléguer en faveur de l'innovation.

M. C.-S. CHERRIER (Laprairie): Dit que cela doit être correct puisque, le gouvernement le dit.

M. G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Fait remarquer encore que les amis du gouvernement sont eux-mêmes dans les ténèbres.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Adopté.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande si le gouvernement a l'intention de faire adopter cet article sans fournir de motifs.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Fait un signe affirmatif.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que l'article peut passer, mais qu'il proteste énergiquement devant la Chambre et la province contre des procédés aussi arbitraires.

LES HONORABLES H.T. DUFFY (Brome) et G.W. STEPHENS (Huntingdon) et M. P.-E. LeBLANC (Laval): Ont également pris la parole.

L'article 68 est adopté.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

La séance est levée à onze heures.

1-Selon la Minerve du 26 janvier 1899, le député de Laprairie ne semble pas saisir le fond de la question à l'étude.

Séance du 26 janvier 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures trente.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre, l'état des affaires de l'asile Sainte-Cunégonde, Montréal, pour l'année 1898. [Document de la session no 17]

Aussi: l'état des affaires, pour 1898, de la Compagnie des chemins à barrières de l'Île-Jésus. (Document de la session no 24)

Dépôt et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Langelier, la pétition de Joseph-Télesphore Fontaine et autres, de Montréal et autres lieux.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De la corporation de la ville de Lachine demandant un acte amendant les lois concernant ladite ville de Lachine.

Et de Henry Hogan et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte concernant l'expropriation de la rue Notre-Dame. Montréal.

Rapports de comités:

M. N. GARNEAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a adopté la motion suivante: Que le deuxième alinéa de l'article 1668 de la loi et des règlements du Conseil d'agriculture soit retranché et remplacé par les mots suivants:

"Pour être directeur de sociétés de villes et cités il faudra être propriétaire d'au moins vingt-cinq arpents de terre dans la division où se trouve telle société".

Adopté.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privées. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 33) amendant les lois concernant la corporation de la cité de Québec, auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas:

De W.-H.-B. Chaussegros de Léry, et autres demandant une loi autorisant l'honorable M. Sharpies, tuteur, à vendre certains droits de mine appartenant aux enfants mineurs Alleyn:

De "The Montreal Protestant House of Industry and Refuge" demandant des amendements à sa charte:

De Jacques Cartier et Virginie Cartier demandant une loi concernant les rentes constituées appartenant à la succession de feu Charles Lamothe.

Introduction de bills:

M. H.-B. BÉLAND (Beauce): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 46) concernant la vente de certains droits de mine appartenant aux enfants mineurs Alleyn.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 73) amendant la loi constituant en corporation la Montreal Protestant House of Industry and Refuge"

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke). Demande la permission d'introduire un bill (bill no 90) amendant l'article 249 du code civil

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Chemin Brassard dans Joliette et Berthier

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Le gouvernement a-t-il pourvu, depuis le 30 juin 1898, à la réparation et à l'entretien du chemin de colonisation appelé Chemin Brassard, au nord des comtes de Joliette et de Berthier?

Dans l'affirmative, quelle est la personne qu'il a chargée de cet entretien et qu'elle est sa rémunération?

Est-ce l'intention du gouvernement de pourvoir à l'avenir, à la réparation et à l'entretien de ce chemin?

Le gouvernement a-t-il l'intention de faire compléter les travaux commencés sur ce chemin en 1896, en vue de détourner la côte appelée La côte pontée?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Le gouvernement a pourvu à l'entretien du chemin durant le présent hiver.

Pour la partie située sans le comte de Berthier. Olivier Sirois, de Saint-Zénon. \$60 00 et pour la partie située dans le comte de Joliette J.-B. Robitaille, de Sainte-Émilie-de-l'Énergie. \$70 00

Aucune décision n'a été prise pour l'avenir

Aucune décision n'a également été prise relativement à La côte pontée.

Route de la rivière Leprohon dans Joliette

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Est-ce l'intention du gouvernement de faire compléter à même les deniers

votes ou à être votés pour les chemins de colonisation, les travaux commencés en 1896. pour ouvrir une nouvelle route longeant la rivière Leprohon. dans le premier rang du canton Joliette, dans la paroisse de Sainte-Émilie-de-l'Énergie. comté de Joliette?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Après inspection des travaux faits, le département avisera.

Congrès de la colonisation

M. A.-N. DUFRESNE (Rouville): Le ministre de la Colonisation et des Mines a-t-il fait, au congrès de la colonisation tenu à Montréal, la déclaration que le gouvernement distribuerait, à l'avenir, les argents de colonisation en se basant sur l'intérêt public seulement et sans tenir compte du fait que tel ou tel comté était représenté par un ami ou par un adversaire politique du gouvernement, ou toute autre déclaration ayant à peu près ce caractère ou cette portée?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Le commissaire de la Colonisation et des Mines a déclaré en substance au congrès de la colonisation tenu à Montréal, que le gouvernement ne se laisserait guider dans la distribution des octrois de colonisation que par l'intérêt public.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé les honorables MM. Chapais, de Boucherville, Girouard, Lancôt, Ouimet, Rolland, McCorkill et Ward, membres du comité pour aider l'honorable Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts du Conseil législatif y sont concernés, et pour agir, au nom du Conseil législatif, comme membres du comité collectif des deux Chambres, au sujet de la bibliothèque.

Demande de documents:

Arrière rue, canton Kildare, comté de Joliette

M. J.-M. TELLER (Joliette): Propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. M. McDonald), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toute correspondance et de tous rapports, papiers et documents se rapportant à la concession ou vente de l'arrière rue qui existe entre les 8e et 9e rangs du canton Kildare, dans le comté de Joliette.

Adopté.

Chemins de colonisation

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. M. McDonald),

qu'il soit mis devant cette Chambre, un état complet du montant dépensé, dans chaque comté de la province, depuis le 31 juin 1898. jusqu'à ce jour, à même l'argent voté pour les chemins de colonisation, ou affecté à cette fin. pour l'année commençant le 1er juillet 1898.

Adopté.

Loi de pharmacie

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 3 (M. H.-B. Rainville) que le bill (bill no 83) amendement la loi de pharmacie de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il dit que ce bill est le même qui a été présenté l'an dernier, et qui après avoir été adopté par l'Assemblée législative, a été rejeté au Conseil. Nous nous sommes inspirés de la loi anglaise qui existe depuis fort longtemps et qui a donné d'excellents résultats.

Le projet de loi en question se compose de deux articles qui se lisent comme suit:

1. L'article 4033 des statuts refondus, tel que remplacé par la loi 53 Victoria, chapitre 46. section 8. est de nouveau remplacé par le suivant:

4043. Les différentes substances nommées ou décrites dans la cédule A sont des poisons au sens de cette loi.

Le conseil peut de temps à autre, par règlement, déclarer qu'une substance quelconque spécifiée dans ce règlement est un poison au sens de cette loi.

Le conseil doit soumettre ce règlement à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et. s'il est approuvé, il entre en vigueur un mois après sa publication dans la Gazette officielle de Québec, et les substances y mentionnées sont considérées des poisons au sens de la loi.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, avant de donner son approbation, faire constater, aux frais de l'Association pharmaceutique de la province de Québec, par un expert, si les substances mentionnées au règlement sont ou non des poisons au sens de cette loi.

2. L'article 4039 des statuts refondus, tel que remplacé par la loi 53 Victoria, chapitre 46. section 12, est amendé en y ajoutant après le mot "poison" les mots: "les "médecines brevetées et toutes substances ou drogues autres que celles mentionnées dans la cédule A."

C'est-à-dire que ce projet de loi donne aux pharmaciens seulement le droit de vendre des poisons: quant aux médecines patentées elles pourront être vendues par les marchands en général. Il affirme que l'association était disposée, à la dernière session, à accorder de tels pouvoirs aux épiciers et il soutient qu'elle est maintenant prête à le faire.

M. C. LANGEIER (Lévis): Pense qu'il faudrait consulter le Collège des médecins et chirurgiens. La loi anglaise à laquelle le promoteur du bill a fait allusion a été dénoncée comme dangereuse par Lord Herschell et d'autres hommes d'État anglais. Il serait plus sage de référer la question à un

comité spécial composé de membres de la Chambre qui sont également membres de la profession médicale.

Adopté sur division. Le bill est lu pour la deuxième fois.

M. C. LANGEЛИER (Lévis): Émet l'opinion que ce projet de loi est de nature à affecter gravement la santé publique.

Il propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechêne), que ce bill soit renvoyé à un comité spécial avec instructions de l'examiner et d'en faire rapport à la Chambre. Ce comité serait formé de MM. Béland, Chênevert, Chicoyne, Cotton, De Grosbois, Delaney, Flynn, Lalonde, Manon, Normand, Panneton et Pelletier.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Dit que cette motion n'est pas dans l'ordre parce qu'avis n'en a pas été donné au moins deux jours à l'avance, et que conséquemment, elle ne peut être proposée que du consentement unanime de la Chambre.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que le représentant de Montréal no 2 (M. L. Gouin) ne devrait pas insister sur son objection. Il estime que cette mesure est de la plus haute importance pour la santé publique. Il suggère au député de Lévis (M. C. Langelier) d'étendre sa motion et de donner à un comité des pouvoirs plus étendus qui lui permettraient d'interroger toute personne qu'il jugera à propos, notamment les épiciers, les médecins et les pharmaciens. Ce comité pourrait faire venir des témoins, opérer des expériences, enfin toutes les mesures jugées nécessaires pour rendre aussi praticable que possible cette loi qui intéresse toute la santé publique. Les témoignages recueillis devant le comité pourraient être sténographiés et soumis à la Chambre.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): J'insiste pour que l'avis soit donné.

M. L'ORATEUR: Donne raison au représentant de Montréal no 2.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): D'accord, mais je crois que l'honorable député (M. L. Gouin) fait erreur.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Pense qu'on pourrait laisser le bill suivre sa carrière en attendant que le député de Lévis (M. C. Langelier) donne son avis de motion.

M. L'ORATEUR: Maintient le point d'ordre soulevé par le représentant de Montréal no 2 (M. L. Gouin).

M. C. LANGEЛИER (Lévis): Annonce son intention de modifier sa motion dans le sens indiqué par le chef de l'Opposition. Il la présentera de nouveau sous forme d'avis de motion.

Cette motion est alors retirée, du consentement unanime de la Chambre.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 3 (M. H.-B.

Rainville), que le bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Soulève le point que la motion n'est pas dans l'ordre, parce que, d'après les régies de cette Chambre, un bill ne peut subir qu'une phase par jour, à moins du consentement unanime de la Chambre.

M. L'ORATEUR: Réserve sa décision qu'il rendra avant six heures aujourd'hui.

La discussion sur ce projet de loi est suspendue.

Instruction publique

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 9). "Loi de l'Instruction publique". Adopté.

En comité:

La discussion porte surtout sur l'article 76 qui se lit comme suit: "Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer les inspecteurs pour les écoles publiques, choisis parmi les personnes qui possèdent les qualités prescrites à l'article 78 de cette loi, et dont le traitement ne doit pas excéder douze cents piastres par année.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Ne voit aucun motif de changement. Aujourd'hui le Conseil de l'Instruction publique recommande un candidat et le système fonctionne très bien. Il fait remarquer que le gouvernement s'est placé dans une position embarrassante en s'appropriant le droit de nommer, à la place du Conseil de l'Instruction publique, les inspecteurs d'écoles. Le gouvernement semble avoir peu de confiance dans cet organisme.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Demande à l'Opposition de laisser passer cet article et dit qu'elle n'a aucune chance de gagner ce combat. Ce changement est nécessaire à l'amélioration du système d'éducation. Les conservateurs ne font pas confiance au gouvernement ni au Conseil de l'éducation et ils en viendront même à n'avoir aucune confiance dans la société.

DES VOIX MINISTÉRIELLES: Adopté.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Ne peut comprendre le gouvernement d'insérer un tel article. Sans doute, l'idée est d'étendre le patronage.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Souligne que le Conseil de l'Instruction publique aurait encore le droit de décider quelles personnes possédaient les qualités pour devenir inspecteurs après avoir subi avec succès les examens, conformément aux règlements adoptés par l'un ou l'autre des comités de l'Instruction publique. Mais une fois que le conseil aura soumis les noms des personnes ayant satisfait aux exigences, le gouvernement prendra la décision finale.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Dit qu'il lui semble que le gouvernement cherche à démolir le système d'éducation et croit que l'influence politique jouera un rôle dans la nomination des inspecteurs. De plus, le gouvernement ne suivra pas les recommandations du comité, mais prendra en main les affaires touchant l'éducation qui deviendra une question politique.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Énonce ce qui, à son avis, résultera de l'adoption de cet article. Bien-tôt aucune institutrice ne sera nommée sans que ses parents ou quelqu'un de sa famille n'appartienne au parti politique qui est au pouvoir. Il soutient que c'est ce qui s'est produit en France où l'État a pris le contrôle du système d'éducation.

Il ne voit pas quels sont les inconvénients que le gouvernement peut trouver au système actuel qui est en vigueur depuis de longues années. Le système proposé pour la nomination des inspecteurs tient beaucoup trop du patronage politique et si le patronage peut être une bonne chose, il n'a pas sa place dans le domaine de l'éducation. Il a déjà entendu discuter cette question dans le public, et on prétendait que la nomination des inspecteurs d'écoles était un patronage qui devait appartenir au gouvernement. Les gouvernements conservateurs n'ont jamais poussé si loin le désir de l'exercice du patronage. Selon lui, cette clause de la nouvelle loi, aura pour effet de faire des inspecteurs politiciens, exposés à toutes les misères de la politique.

Il félicite le gouvernement d'avoir abandonné l'idée de la création d'un ministre de l'Instruction publique, et s'il consentait à renoncer à la nomination des inspecteurs d'écoles pour laisser subsister le système actuel, son projet de loi serait acceptable.

M. E. J. FLYNN (Gaspé): Fait voir les dangers qui découleront de ces nominations politiques.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Nous prétendons, dit-il, que la nomination des inspecteurs par le gouvernement, tel que déterminée dans la loi, aura l'effet de faire cesser certains abus dont on s'est déjà plaint et d'empêcher l'ingérence dans la politique de ces fonctionnaires publics. De plus, en les nommant, le gouvernement prend la responsabilité de leurs actes et devra en répondre à la Chambre, au peuple. Quoiqu'on en dise, en général, les employés publics ne sont pas portés à s'engager dans la politique. Ils ont la crainte salutaire d'être destitués si les gouvernements qui les ont nommés sont remplacés par le parti adverse; presque tous cessent de se mêler de politique et exécutent consciencieusement leurs devoirs. Ceux qui sont des partisans des conservateurs ne s'attendent à aucune considération ni tolérance de la part des libéraux et vice-versa et tous sont très conscients de l'instabilité des gouvernements. Par conséquent, il vaudrait mieux qu'ils ignorent complètement les questions politiques.

La clause en question est le germe d'un progrès considérable, est un stimulant pour les inspecteurs qui leur donnera plus d'émulation et de dévouement à leurs fonctions.

N'eut-elle pour tout résultat que de soulever des discussions, ce sera déjà un grand pas de fait, dans l'intérêt de la province. Il est temps que la Chambre et les citoyens s'occupent des questions vitales de l'Instruction publique. Assez longtemps ces questions ont été traitées seulement entre les quatre murs d'un conseil muet. Il faut intéresser notre peuple à ces matières, et le meilleur moyen d'y arriver est la discussion.

Il affirme qu'il n'y a aucun inconvénient puisque le gouvernement ne fera de nominations que d'après la liste de ceux qui ont passé l'examen exigé devant le conseil.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Demande si le conseil a été consulté sur la question. Ce corps était selon lui la seule autorité compétente pour juger des mérites d'un candidat à une si haute position.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Nous avons agi de notre propre chef.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Cette réponse est un aveu préjudiciable, dit-il. Ce changement est proposé dans le but de donner un reflet politique à cette question. On aurait dû consulter le Conseil de l'Instruction publique qui est d'autorité compétente pour juger de la situation. Le gouvernement n'agit pas dans les intérêts de ceux qui ont à coeur le succès de l'éducation. C'est pourquoi l'Opposition s'oppose à cet article.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit que l'adoption de cette loi exercera un effet préventif sur les inspecteurs dont certains s'occupent de plusieurs affaires en plus de leur travail d'inspecteur.

Pour sa part, cette loi n'entraîne qu'un changement dans la forme. L'ancienne loi stipule que le Conseil de l'Instruction publique nomme les inspecteurs, alors que dans la nouvelle, loi, c'est le lieutenant-gouverneur en conseil qui procédera à ces nominations avec la recommandation du conseil.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Dit que le gouvernement voulait adopter une façon de faire totalement nouvelle et l'Opposition désire connaître les raisons de ces changements. Il dit que le gouvernement, tout en protestant de son respect pour toutes les prérogatives du conseil, lui enlève cependant une de ses principales attributions, la nomination des inspecteurs.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que depuis hier, il s'est aperçu que c'est un parti pris de l'Opposition de prolonger le débat. Il se plaint qu'on a déjà perdu deux heures sur ce seul article et que cette longue discussion n'a rien apporté. Les deux côtés de la Chambre ont clairement défini leurs positions et l'Opposition devrait se contenter de protester contre cette mesure quelle désapprouve. Depuis hier nous discutons sur une clause qui aurait pu être réglée en moins d'une heure. Nous avons donné toutes les raisons possibles pour qu'on juge quel est le meilleur système.

Au cours de cette discussion, les mêmes propos qu'hier ont été tenus, et nous avons dû donner exactement les mêmes réponses. Si l'Opposition désire proposer des amendements pourquoi ne l'a-t-elle pas fait de façon à ce que nous puissions arriver à une conclusion satisfaisante pour tous. Mais il désire aviser l'Opposition que le gouvernement entend procéder à l'étude de chaque article et ensuite à leur adoption.

M. J. BÉDARD (Richmond): Suggère que le gouvernement adopte le principe du bill sur la conciliation proposé par le député de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne). En agissant de façon plus conciliante, le gouvernement atteindra son but plus rapidement.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que le gouvernement veut bien être conciliant s'il n'a pas à sacrifier les principes.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Le premier ministre se trompe s'il croit qu'on veut faire de l'opposition inutilement; nous voulons avoir des renseignements, et du moment qu'ils seront donnés nous nous empresserons de passer à une autre clause. Nous voulons une lumière complète. L'Opposition ne veut pas s'objecter aux clauses qui sont bonnes. Cependant, lorsque nous demandons des raisons valables pour changer la loi, nous ne les obtenons pas. L'Opposition voit plusieurs contradictions dans ce bill et désire les énoncer et obtenir des explications. L'Opposition est prête à se laisser convaincre si on lui fournit des explications satisfaisantes.

Si le gouvernement veut faire passer cette clause sans autre délai, que le ministre de l'Agriculture (l'honorable F.-G.-M. Dechêne. L'Islet) donne à la Chambre la raison du changement de la loi.

Je sais que le gouvernement a la majorité et qu'il peut commander; cependant nous ferons tout en notre possible pour jeter de la lumière sur cette loi, actuellement devant la Chambre.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Félicite le chef de l'Opposition pour la façon dont il a fait ces objections, mais il ajoute qu'il ne voit pas de raison valable pour prolonger la discussion de cet article.

Peu avant six heures. M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Loi de pharmacie, amendement

M. L'ORATEUR: Rend sa décision sur la question d'ordre soulevée aujourd'hui, que la motion pour renvoyer au comité permanent de législation et des lois expirantes le bill (bill no 83) amendement la loi de pharmacie de Québec n'est pas dans l'ordre, parce qu'un bill ne peut subir plus d'une phase par jour, sans le consentement unanime de la Chambre, et cette décision est comme suit:

1. La référence d'un bill à un comité permanent de la Chambre ne constitue pas une phase de la procédure à suivre pour tout, bill, au sens de la règle 43. En la décrétant, la Chambre ne fait que décider qu'à un jour ultérieur le bill sera considéré

par le comité, qui devra lui faire rapport du résultat de ses délibérations. C'est la pratique de tous les jours.

Donc je renvoie la question d'ordre.

2. Dans le cas de la motion de l'honorable député de Montréal no 2, l'avis préalable de deux jours n'est pas requis, parce qu'il s'agit là, de référer le bill à un comité permanent régulièrement constitué, dès le début de la session, précisément pour l'étude des projets de loi que la Chambre croira devoir lui référer.

Bien différent était le cas de la motion de l'honorable député de Lévis, parce qu'alors, il s'agissait pour la Chambre de décider si elle devait ordonner la formation d'un comité spécial qui n'existait pas encore, et, conséquemment, d'en fixer la composition, et d'en définir les devoirs et les pouvoirs. Il est évident que, dans ce cas, pour éviter toute possibilité de surprise, la règle si sage de la Chambre sur la nécessité de l'avis préalable s'appliquait.

Je conclus et décide que la motion de l'honorable député de Montréal no 2 est dans l'ordre. Il faut que la procédure sur le bill se continue, la Chambre ayant voté la deuxième lecture. Sinon, le bill disparaîtrait du feuillet des ordres, et il faudrait un nouvel avis et une nouvelle motion pour l'y réinscrire.

DES VOIX: Murmures de protestation.

M. C. LANGELIER (Lévis): Tente de proposer un amendement à la proposition du représentant de Montréal no 2 (M. L. Gouin).

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester) Fait remarquer qu'il est six heures.

M. L'ORATEUR: Déclare qu'il est six heures.

Peu après six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à neuf heures

Commissaires d'écoles de Saint-Henri

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 57) autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Henri, dans le comté d'Hochelaga, à émettre des obligations, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Succession A. Kelly

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu). Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 77) concernant la succession de dame Anne Kelly soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Succession J. Guillet dit Tourangeau

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour que le bill (bill no 80) concernant

la succession de Jean Guillet dit Tourangeau soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Montréal et chemin de fer le Grand-Tronc

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 116) concernant la cité de Montréal et la Compagnie de chemin de fer le Grand-Tronc du Canada soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Chemin de fer Québec-Central

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 111) amendement de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec-Central soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Chemin de fer Châteauguay et Nord

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 58) amendement la loi 58 Victoria, chapitre 64, constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Chemin de fer de la vallée de la Chaudière

M. C. LANGELIER (Lévis): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 110) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la Chaudière soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Charte de Montréal

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 59) concernant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Fait remarquer que des Montréalais lui ont demandé des copies du bill en langue anglaise, mais qu'il lui a été impossible de sen procurer.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Répond que les copies supplémentaires en langue française

et en langue anglaise seront imprimées. Il suggère la formation d'un comité spécial composé de 25 personnes, dont les membres seraient des résidents de Montréal et des comtes avoisinants. Cependant, il ne s'objecte pas à ce que des noms soient ajoutés ou rayés sur la liste de ce comité.

M. G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Fait remarquer que les travaux de ce comité entraîneraient une diminution de la participation au comité des bills privés ainsi qu'un délai dans la marche des affaires devant ce comité.

M. E. J. FLYNN (Gaspé): Comprend que le but de ce comité serait de faire approuver le bill par les résidents de Montréal et des environs avant sa présentation devant la Chambre. Mais il craint que ce comité nuise à la bonne marche des autres comités.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Est d'avis que la formation d'un comité réunissant autant de membres empêcherait les autres comités d'obtenir le quorum.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Abonde dans le même sens et suggère de référer le bill à un sous-comité du comité des bills privés. Il y va de l'intérêt de Montréal de travailler avec un comité plus restreint qui serait plus expéditif. Ce même sous-comité pourrait se composer de cinq ou six membres.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Retire sa motion et demande que le bill demeure à l'ordre du jour. Entre temps, il verra le premier ministre.

La proposition est retirée et le bill reste à l'ordre du jour.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill (bill no 3) intitulé: Loi concernant les territoires d'Abitibi, de Mistassini et d'Ashuanipi:

Et bill (bill no 6) intitulé: Loi amendement la loi concernant les terres, publiques".

Instruction publique

La Chambre continue l'étude de bill (bill no 9) en comité général.

Après quelques minutes de discussion, la clause 76 est adoptée.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Fait remarquer que l'article 97 prévoit de donner un avis au ministre de l'Instruction publique. Le gouvernement, pour sa part, déclare avoir abandonné l'idée de nommer un ministre. Une mesure aussi importante ne devrait pas contenir de telles erreurs et omissions.

La discussion porte surtout sur l'article 118 qui concerne le transport des enfants aux écoles éloignées.

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Demande quelques explications. Le bill ordonne le transport, mais il ne dit pas quand, comment, et par qui ce transport se fera.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit que certains membres de l'Opposition semblent à peine savoir de quoi ils parlent. Les enfants seront transportés, par des chevaux et des voitures ou des traîneaux.

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Proteste contre le procédé: un ministre sans portefeuille répondant par des sarcasmes à une question polie. Quand un homme n'était pas digne d'avoir un portefeuille, il ne pouvait guère être digne de répondre au nom du gouvernement.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean) et l'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Répondent que ces frais de transport seront payés par les

commissaires sur le fond général provenant des cotisations.

M. E.J. FLYNN (Gaspé) et M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Ont également pris la parole

On continue l'étude du bill jusqu'à l'article 123. mais certaines clauses sont laissées en suspens pour le moment. Elles seront étudiées plus tard.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Loi de pharmacie

La motion du député de Montréal no 2 (M. L. Gouin), "que le bill (bill no 83) amendant la loi de pharmacie de Québec soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes", est de nouveau proposée.

Une discussion s'ensuit.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M..A. Robitaille), que la discussion soit ajournée.

Cette dernière proposition est adoptée.

La séance est levée a onze heures

Séance du 27 janvier 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures et demie

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

Du révérend John Quinlivan et autres, de la cité de Montréal demandant l'incorporation du "High School Catholic" de Montréal;

De M. Raymond Préfontaine et autres, de la cité de Montréal, demandant une loi incorporant la Compagnie d'aqueduc et de force motrice des Laurentides:

De "The Montreal Loan and Investment Co." demandant des amendements à sa charte:

De M. Olivier DeGuise et autres, demandant que le bill (bill no 51) érigeant légalement la ville de Viauville soit adopté.

Rapports de comités:

M. N. GARNEAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a entendu, ce matin, plusieurs personnes s'intéressant à l'établissement, dans la province de Québec, d'abattoirs et réfrigérateurs, et qu'il en est arrivé à la conclusion de recommander fortement cette entreprise nationale à l'attention de votre honorable Chambre.

M. E. -H. LALIBERTÉ (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité après avoir examiné la pétition de H. Hogan et autres, demandant une loi amendement la charte de la cité de Montréal, au sujet de l'élargissement de la rue Notre-Dame-Est, a trouvé que les avis requis ont été donnés.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 50) autorisant Prosper-Cyprien Beaumier à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec, après examen, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur revêtu de la signature de Son Honneur.

Et ledit message est lu comme suit par M. l'Orateur:

L.-A. Jetté.

Messieurs de l'Assemblée législative.

Je reçois avec grand plaisir. l'adresse que vous avez votée en réponse au discours du trône, et vous en remercie bien sincèrement.

Hôtel du Gouvernement.

Québec, 27 janvier 1899.

Introduction de bills:

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 52) amendement et refondant la charte de la Société des artisans canadiens-français de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill, est lu pour la première fois.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 69) amendement la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. PLANTE (Beauharnois): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 39) autorisant et ratifiant le règlement no 136 des règlements de la ville de Salaberry-de-Valleyfield. accordant une commutation de taxes à la compagnie dite "The Montreal Cotton Compagny".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 76) amendement la charte de la cité de Montréal, en particulier, la loi 59 Victoria, chapitre 49.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 42) concernant la reconstruction de l'église Saint-Jean-Baptiste de Montréal et le paiement de ladite reconstruction.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G.R. SMITH (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 41) transportant de Saint-Joseph-de-Ham-Sud au village de Beaulac de Saint-Olivier-de-Garby. le chef-lieu du comté de Wolfe.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. D. GILLIES (Pontiac): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 95) divisant le comté de Pontiac en deux divisions, pour les fins municipales et d'enregistrement.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 8) concernant les enfants immigrants.

Il dit qu'il existe en Angleterre certaines sociétés qui expédient des enfants à l'étranger, sans aucune distinction. Son projet de loi a pour objet de pourvoir à l'enregistrement et au soin de ces petits immigrants, d'astreindre les sociétés qui envoient des enfants au Canada à certaines obligations d'enseignement" et de pourvoir à la surveillance de ces enfants dans la province.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 13) concernant le secrétaire du registraire de la province.

Il s'agit de l'abolition d'une position qui n'existe réellement que de nom et qui est pratiquement abolie depuis plusieurs années.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 12) validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191 a des statuts refondus et ses amendements.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J. MARION (L'Assomption): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 93) détachant la paroisse de Lavaltrie du comté de Berthier et l'annexant au comté de L'Assomption.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 7) amendant la loi de la chasse de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement:

Bill (bill no 2) intitulé: "Loi concernant les limites nord-est, nord et nord-ouest de certains comtés de la province",

Et bill (bill no 5) intitulé: "Loi amendant la loi concernant la protection des forêts contre les incendies.

Charte de Montréal

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 59) revisant et refondant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 5 (M: R. Bickerdike), que le bill soit renvoyé à un comité spécial composé des honorables MM. Guerin et Stephens et de MM. Atwater, Bickerdike, Champagne, Charet, Cherrier, Décarie, De Grosbois, Gouin.

Lacombe, LeBlanc. Nantel. Rainville et Tellier, avec instructions de l'examiner et d'en faire rapport.

M. C. LANGELIER (Lévis): Est d'opinion qu'un avis de motion aurait dû être donné avant de faire cette proposition.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Lui répond qu'il a obtenu la permission de la Chambre d'en agir ainsi.

Adopté à l'unanimité.

Corporation de la cité de Québec

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 33) amendant les lois concernant la corporation de la cité de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours

Union des mouleurs de Montréal

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 34) constituant en corporation l'Union des mouleurs de Montréal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Charte de Saint-Henri

M. D. -J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 36) modifiant la charte de la cité de Saint-Henri soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Charte de Sherbrooke

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 37) modifiant la charte de la cité de Sherbrooke. 55-56 Victoria, chapitre 51, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Ville de Viauville

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 51) constituant en corporation la ville de Viauville soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Mines Alleyn

M. H.-S. BÉLAND (Beauce): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill [bill no 46] concernant la vente de certains droits de mine appartenant aux entants mineurs Alleyn soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Montreal Protestant House of Industry and Refuge

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 73) amendement la loi constituant en corporation la "Montreal Protestant House of Industry and Refuge" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Village de Verdun

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 49) concernant le village de Verdun soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Interpellations:

C. Langelier et l'élection de Lévis

M. A. PLANTE (Beauharnois): Le premier ministre a-t-il reçu une lettre de l'honorable Charles Langelier, au sujet de l'attitude du gouvernement à l'égard des candidats qui ont brigué les suffrages des électeurs du comté de Lévis, lors de la dernière élection partielle qui a eu lieu dans ce comté?

Dans l'affirmative, cette lettre était-elle marquée "privée" ou "confidentielle"?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Les correspondances que j'ai pu avoir avec l'honorable M. Charles Langelier n'intéressent pas cette Chambre.

Demande de documents:

Colonisation aux Iles-de-la-Madeleine

M. P.P. DELANEY (Iles-de-la-Madeleine): Propose, appuyé par le représentant d'Iberville (M. F. Gosselin), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toute correspondance, lettres, télégrammes, échanges entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et toutes autres personnes dans les Iles-de-la-Madeleine, depuis le 1er décembre 1897: concernant la dépense des argents de la colonisation dans cette partie de la province.

Adopté.

Livraison de vivres aux Iles-de-la-Madeleine

M. P.P. DELANEY (Iles-de-la-Madeleine): Propose, appuyé par le représentant d'Iberville (M. F. Gosselin), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état indiquant les noms des personnes à qui ont été délivrés les vivres envoyés par le gouvernement aux Iles-de-la-Madeleine, dans l'automne de 1897: aussi les dates de telles livraisons, dans chaque cas.

Adopté.

Instruction publique

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 9) "Loi de l'Instruction publique".

Adopté.

En comité:

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Se plaint du fait que la version anglaise et la version française de l'article 170 soient totalement différentes. Il lit la version anglaise qu'il a entre les mains.

DES VOIX MINISTÉRIELLES: Êtes-vous certain de lire la loi de l'Instruction publique?

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Certainement. Voici la lecture du titre: Loi pour reviser, amender, consolider.. (Rires de la Chambre: il s'agissait du bill de la charte de Montréal). Le représentant de Montréal no 4 admet son erreur et s'excuse.

L'étude du projet de loi se continue jusqu'à l'article 215.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Documents:

Colonisation

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de cette Chambre, du 3 décembre 1897, pour la production d'un état indiquant l'emploi des deniers de colonisation votés par cette Chambre pour 1897-98, employés à quelque objet que ce soit et non distribués par ordre en conseil (Document de la session no 25)

Ponts

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 29 décembre 1897, demandant copie de tous arrêtes en conseil et de toute correspondance au sujet de l'emploi et de la dépense de l'item 74, aide pour travaux à d'autres ponts, \$5,000.00, du budget pour l'année 1897-98. 60 Victoria, chapitre 1. (Document de la session no 26)

Chemin maritime, rive sud, Gaspé

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX [Châteauguay]:
Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à
un ordre de cette Chambre, du 23 janvier 1899.
pour copie de la liste de paie, du 28 mai au 7 août

1897, des ouvriers employés à l'entretien du chemin
maritime, rive sud. Gaspé, au montant de \$1.452.50.
mentionné à la page 282 des comptes publics de
1898 (Document de la session no 27)

La séance est levée à cinq heures.

Séance du 30 janvier 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures et demie

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre, l'état des affaires des institutions suivantes, pour 1898, savoir:

De l'asile du Bon Pasteur de Québec, de l'orphelinat des soeurs de la Charité de Québec, de l'hospice des soeurs de Charité de Saint-Thomas de Montmagny, de l'hospice des soeurs de la Charité de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, de l'asile de Saint-Ferdinand-d'Halifax et de l'hospice des soeurs de la Charité de Rimouski. (Documents de la session no 17)

Dépôt et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée, sur la table:

Par M. Rocheleau, la pétition du conseil municipal de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil et de Montréal-Sud.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

De Téléphore Fontaine et autres, demandant un acte incorporant l'Association des barbiers de la province de Québec.

Introduction de bills:

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 70) concernant la succession de Joël Leduc.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 100) amendement l'article 1618 des statuts refondus de la province de Québec.

Il s'agit d'ajouter le comté de Montmorency à la liste des comtés qui sont autorisés à avoir deux sociétés d'agriculture, et cela à cause de la séparation de l'île d'Orléans de la terre ferme.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C.L. COTTON (Missisquoi): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 98) amendement le code municipal, afin de permettre l'imposition des hypothèques.

Cette mesure a pour objet d'obliger les créanciers à contribuer au prorata à l'imposition des immeubles hypothéqués.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. T.-B. de GROSBOIS (Shefford): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 99) amendement le paragraphe 2, de l'article 480 du code municipal.

Il explique qu'actuellement les municipalités de village peuvent donner des subsides à des indus-

tries et les municipalités du canton en profitent. Le bill a pour but de permettre à la municipalité du canton d'accorder un subside à une industrie établie dans un village du canton.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Prosper-Cyprien Beaumier

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 50) autorisant Prosper-Cyprien Beaumier à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Immeubles Panet

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 44) déclarant définitive la possession par Antoine-Philippe-Eugène Panet, des immeubles légués à Joseph-Félix Lussier-Panet par feu Félix Lussier et Angélique Deschamps, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Commissaires d'écoles de Westmount

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 56) amendement la loi concernant les commissaires d'écoles de la municipalité de la ville de Westmount et les taxes scolaires dans ladite ville, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Église Saint-Jean-Baptiste de Montréal

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 42) concernant la reconstruction de l'église Saint-Jean-Baptiste de Montréal et le paiement de ladite reconstruction, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Interpellations:

Subventions aux municipalités pour ponts de fer

M. P.-J.-L. BISSONNETTE (Montcalm): Est-ce l'intention du gouvernement de venir en aide aux municipalités rurales dans la construction des ponts de fer?

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Le gouvernement regrette que, vu l'état financier de la province, il est impossible, pour le moment, d'accorder aucune aide quelconque.

Demande de documents:

Cour de circuit de Bellechasse

M. L-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état indiquant le nombre de causes entendues devant la Cour de circuit du comté de Bellechasse depuis 1895.

Adopté.

Sténographes de la Cour d'enquêtes et mérite

M. L-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie des instructions envoyées aux protonotaires des districts de Montréal et de Québec, au sujet de la nomination et du choix des sténographes devant être employés à la Cour d'enquêtes et mérite depuis la dernière session.

Il dit qu'il a soulevé cette question à la dernière session. Le gouvernement actuel a changé la loi, et il en est résulté qu'ici à Québec les principaux bureaux d'avocats étaient obligés de fournir leurs propres sténographes. Aux prix actuels, les sténographes à Québec n'étaient pas organisés pour faire la besogne.

Il ne sait pas comment le système actuel fonctionne à Montréal, mais à Québec il ne donne pas satisfaction et les principaux bureaux d'avocats ont été obligés de signer un document s'engageant à payer à M. Bélingue et à d'autres personnes les 5 centins de différence que le gouvernement refuse de payer.

Selon la loi, les sténographes officiels sont payés au taux de six cents par cent mots lorsque leurs notes ne sont pas transcrites, et douze cents lorsque ces notes sont transcrites. Mais il y a une convention, entre les sténographes et un certain nombre d'avocats, selon laquelle on donne effectivement quinze et 20 cents.

À Québec, il se produit qu'à l'exception d'une couple de sténographes compétents, la plupart sont des étudiants en droit qui consentent à travailler au tarif fixé par le gouvernement, mais qui n'ont pas la compétence de ceux qui sont payés quinze et vingt cents. Parfois ces étudiants en droit abandonnent leur travail dès qu'ils ont passé leurs examens.

Quelque chose doit être fait pour remédier à ce problème. On devrait établir un taux fixe et raisonnable.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Fait remarquer qu'à Montréal le système fonctionne bien. Il n'y a pas eu de plainte en provenance de cette ville, si ce n'est le problème de la surabondance des sténographes. C'est la première plainte

en provenance de Québec dont le gouvernement entend parler. De toute façon, la question sera soumise au procureur général.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): N'est pas du même avis que le député de Dorchester (M. L-P. Pelletier) et dit que la situation n'est pas si mauvaise que ça. Le Barreau de Québec n'a adressé aucune plainte au gouvernement.

M. Bélingue, il est vrai, a en effet fait le tour des bureaux d'avocats de Québec pour prier les patrons de signer un engagement de payer un taux plus élevé que celui fixé par la loi. Mais il y a quelques étudiants en droit qui ont été nommés sténographes après avoir subi les examens prescrits. Il cite les noms de MM. Légaré, Dufour et Lapointe contre lesquels on ne pouvait faire de plaintes sérieuses. M. Bélingue dit-il, est un sténographe de première classe; il a plusieurs années d'expérience à la Cour de police et a travaillé pour plusieurs sociétés légales de cette ville aux taux de 10 et 15 centins. Si des avocats désirent avoir les services de sténographes qui se font payer plus cher que le taux fixé par la loi, les parties en cause ne seront pas obligées de suppléer les sommes supplémentaires.

Parce qu'un certain nombre d'avocats veulent bien continuer à employer cet ancien sténographe, cela ne veut pas dire que le Barreau de Québec ait des griefs. Le gouvernement est parvenu à diminuer considérablement les frais d'enquête, et il ne voit pas pourquoi on serait obligé de payer plus cher à Québec qu'à Montréal pour les frais d'enquête.

M L-P PELLETIER (Dorchester): Rétorque qu'il faut tenir à être toujours du même bord que le gouvernement pour émettre cette prétention. Il le défie de prouver que l'arrangement dont il a parlé n'existe pas. A bien peu d'exceptions près, les principaux bureaux d'avocats emploient des sténographes autres que ceux fournis par le protonotaire et les payent sur un taux plus élevé. Ils veulent un bon homme, et ils doivent le payer plus que les autres. Il cite le bureau de M. C. Fitzpatrick et plusieurs autres qui ont recours à des sténographes qu'ils payent plus cher que les honoraires fixés par la loi. Il conclut, que c'est là une preuve de l'insuffisance des sténographes fournis par le tribunal affirmant que ces messieurs ne paieraient pas un prix plus élevé si le travail était bien fait par ceux qui sont nommes pour le faire. Il cite un cas dans lequel il a fallu renoncer à aller en revision parce que le sténographe était incapable de transcrire ses notes.

UNE VOIX MINISTÉRIELLE. Promet de s'occuper de la question.

Adopté.

Code municipal

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux), qu'un comité spécial compose des honorables MM. Duffy, Stephens et de MM. Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chérier, Chicoyne,

Clapperton. d'Auteuil. Décarie, DeGrosbois, Delaney, Dessaulles. Duplessis, Hackett, Laliberté. Lalonde. LeBlanc, McDonald, Marion, Panneton, Rocheleau. Roy, Smith, Talbot, Tellier et Watts, soit nommé, pour étudier les divers projets de loi proposés pour amender le code municipal, et que ce comité fasse rapport à cette Chambre.

Adopté.

Conseils de comté

M. T. B. De GROSBOIS (Shefford): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 82) amendant le code municipal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

L'objet de cette suppression est d'abord d'éviter des frais au comté et de renforcer l'autonomie municipale. Les délégués de chaque municipalité dont le maire fait partie d'office, constitueront le bureau des délégués de la municipalité. Ce bureau des délégués est formé des délégués de chacune des municipalités dont les habitants ou quelques-uns d'entre eux sont intéressés dans un ouvrage ou un objet qui tombe sous la juridiction des conseils de ces municipalités et qui tombent sous la juridiction du conseil de comté. Voilà le principe.

S'il s'agit de questions intéressant deux municipalités, les bureaux de délégués des deux municipalités se réunissent, discutent et règlent. Au cas seulement où toutes les municipalités seraient intéressées, tous les maires se réunissent et constituent le bureau des maires du comté dont le président joue le même rôle que le préfet actuel.

Tous les chemins et cours d'eau situés dans une municipalité sont sous le contrôle de cette municipalité. Tous les chemins et cours d'eau situés partie dans une municipalité et partie dans une autre, sont sous le contrôle du bureau des délégués de ces deux municipalités.

Lorsqu'un ouvrage est sous la direction du bureau des délégués, l'avis est publié et le contrat est adjugé et passé d'après les instructions du bureau des délégués, par le conseil de la municipalité où a été prise l'initiative de l'ouvrage en question.

Chaque fois qu'une somme de deniers est imposée par le bureau des maires du comté, pour dépenses encourues pour des fins de comté, une répartition doit être faite et transmise aux secrétaires-trésoriers des municipalités du comté par le registraire du comté ou son député en son absence, basée sur les rôles d'évaluation qui lui ont été transmis par les secrétaires-trésoriers des municipalités du comté.

Lorsque les conseils de comté cesseront d'exister, toutes les archives de ces conseils seront transférées et déposées entre les mains des registraires de comté et les registraires seront les gardiens de ces archives et seront tenus et obligés de délivrer des copies de tous les documents qui auront été déposés entre leurs mains, à tous ceux qui leur en feront la demande, sur paiement des honoraires fixés par le code municipal, et seront pour ces fins des officiers municipaux.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité spécial du code municipal.

Code municipal

M. C.L. COTTON (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 84) amendant le code municipal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité spécial du code municipal.

Subventions municipales aux manufactures

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 87) relatif aux subventions accordées aux manufactures par les corporations municipales, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des industries.

Secrétaire du registraire

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 13) concernant le secrétaire du registraire de la province, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Validation de certains actes de transport d'immeubles

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 12) validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des statuts, refondus et ses amendements, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Instruction publique

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité général pour étudier le bill (bill no 9), "Loi de l'Instruction publique".
Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 210: "Les commissaires ou les syndics d'écoles peuvent, par résolution à cet effet, fixer le lieu de leurs réunions dans leur municipalité scolaire ou dans une cité, une ville ou un village adjacent à cette municipalité".

M. T. B. De GROSBOIS (Shefford): Propose d'amender cet article en ajoutant les mots suivants: "Mais dans aucun cas ces réunions ne seront tenues dans un hôtel ou autres lieux où l'on débite des liqueurs spiritueuses".

L'amendement est adopté.

L'article est ensuite adopté.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Considère que les articles 237 à 245 concernant la cotisation scolaire et la rétribution annuelle uniformes pèseront lourd sur les régions pauvres.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Les articles proposés permettront aux districts les plus fortunés de venir en aide à ceux qui le sont moins. Les sommes provenant des cotisations scolaires seront distribuées aux municipalités selon leurs besoins réels et la répartition de cet argent dans les districts les plus pauvres se fera selon leurs besoins et non proportionnellement à leurs contributions.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Considère qu'il vaudrait mieux faire un amendement pour protéger les districts moins fortunés.

LES HONORABLES F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet), J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay) et MM. E. BOUFFARD (Montmorency), E.J. FLYNN (Gaspé),

J. MARION (L'Assomption). L.-P. PELLETIER (Dorchester) et W.A. WEIR (Argenteuil): Ont également pris la parole sur ces deux articles.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Explique que l'article 239, lequel énumère les propriétés qui sont exemptes de payer les cotisations scolaires, contient un amendement à la loi actuelle stipulant que les maisons d'éducation privées qui voudront profiter de cette exemption devront faire chaque année au surintendant de l'Instruction publique un rapport établissant le nombre de leurs élèves. Cet amendement a pour but de renseigner le département sur les progrès accomplis dans les institutions privées.

Les articles 237 à 245 sont adoptés.

L'article 247 stipule, entre autres, que tout enfant de 7 à 14 ans ne peut être renvoyé de l'école pour défaut de paiement de la contribution scolaire.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la raison de cette partie de la clause.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Répond que c'est parce qu'il ne faut pas que l'enfant manque l'école.

LES HONORABLES J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay). H.T. DUFFY (Brome) et MM. C.-S. CHERRIER (Laprairie). W.J. WATTS (Drummond). E.J. FLYNN (Gaspé). J. MARION (L'Assomption). E. BOUFFARD (Montmorency): Ont également pris la parole sur l'article 247.

L'étude se poursuit jusqu'à la clause 341. mais les articles 293 à 301 sont laissés en suspens.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de réviser de nouveau.

La séance est levée à six heures et demie.

Séance du 31 janvier 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Dépôt de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Robitaille, la pétition de Gaspard Le moine et autres, de Québec

Par M. Hackett, la pétition de l'Union de tempérance des femmes chrétiennes de la province de Québec.

Par M. Gouin, la pétition de Pierre Ferland et autres, de Lévis et autres lieux.

Rapports de comités:

M. C. LANGELIER (Lévis): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement:

Bill (bill no 66) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Bourassa au nombre de ses membres:

Bill (bill no 57) amendant la loi autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Henri, dans le comté d'Hochelaga, à émettre des obligations;

Aussi, les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill (bill no 38) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Laurier au nombre de ses membres, après examen:

Et bill (bill no 72) constituant les lois relatives à la "Windsor Hotel Company of Montréal".

M. T. B. DE GROESBOIS (Shefford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement:

Bill (bill no 110) amendant la loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la Chaudière;

Et bill (bill no 111) amendant, à nouveau, la charte du chemin de fer Québec-Central.

M. E. LALONDE JR (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas. savoir:

De la Fraternité du tiers ordre de Saint-François d'Assise de Montréal: des Syndics apostoliques des pères franciscains de l'observance: de la corporation de la ville de Lachine: de The Montreal Loan and Investment Company, demandant respectivement des amendements à leurs chartes:

De "The Laurentian Water and Power Company", de "The Civic Investment Company" et de l'Association des barbiers de la province de Québec, demandant respectivement d'être constituées en corporation:

De la ville de Magog demandant une loi ratiifiant le règlement no 60 adopté par la corporation de ladite ville;

De M. Guerin et autres, de la cité de Montréal, demandant une loi relative à l'expropriation de la rue Saint-Antoine de ladite cité:

De "The Merchant's, Cotton Company" demandant une loi concernant l'émission d'obligations par ladite compagnie:

Du révérend Geo. Marie LePailleur et autres, demandant une répartition sur les francs tenanciers catholiques de la paroisse du Saint-Enfant-Jésus;

Et de S.S. Bain et autres demandant une loi détachant une certaine portion de la municipalité de la corporation du village de Verdun, pour l'annexer à la municipalité de la paroisse de la Côte-Saint-Paul.

Conciliation

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial du bill concernant la conciliation. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. Robitaille pour son président.

Votre comité a examiné le bill (bill no 148) concernant la conciliation et a adopté ce bill avec plusieurs amendements.

Introduction de bills:

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 55) amendant la loi constituant en corporation les Syndics apostoliques des pères franciscains de l'observance.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 54) refondant la loi constituant en corporation la Fraternité du tiers ordre de Saint-François-d'Assise de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-P. CARDIN (Richelieu): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 123) relatif à la succession de feu Charles Lamothe.

Accordé, le bill est lu pour la première fois.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 113) cons-

tituant en corporation la ville de East-Angus, et pourvoyant à une meilleure administration de l'éducation dans ses limites.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J. BÉDARD (Richmond): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 118) constituant en corporation "The Civic Investment Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 112) concernant la paroisse du Saint-Enfant-Jésus, de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. D.J. DÉCARIE (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 78) détachant certaines parties de la municipalité de la corporation du village de Verdun, pour l'annexer à la municipalité de la paroisse de la Côte-Saint-Paul.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 68) concernant l'émission d'obligations par la "Merchant's Cotton Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 43) définissant et amplifiant les pouvoirs de la "Montreal Loan and Investment Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 119) amendement la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 79) ratifiant et confirmant un certain règlement de la ville de Magog.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 117) constituant en corporation la "Laurentian Water and Power Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 74) amendement les lois concernant la ville de Lachine.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 96) amendement le code civil, relativement aux privilèges des architectes, constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux.

Il explique que ce bill a pour effet de protéger l'ouvrier, c'est-à-dire de lui permettre de présenter une réclamation au fur et à mesure que son

travail est exécuté. En vertu de la loi Augé, l'ouvrier ne peut présenter une réclamation qu'après l'exécution complète de son travail. D'après la loi actuelle il pourra réclamer le prix de son travail au fur et à mesure qu'il sera exécuté.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 91) amendement l'article 599 du code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 92) validant les donations faites par un futur époux à une future épouse, par leur contrat de mariage, des meubles qui garniraient leur domicile commun.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Documents:

Chemins de colonisation

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de cette Chambre, du 26 janvier 1899, pour un état complet du montant dépensé, dans chaque comté de la province, depuis le 31 juin 1898, jusqu'à ce jour, à même l'argent voté pour les chemins de colonisation ou affecté à cette fin, pour l'année commençant le 1er juillet 1898 (Document de la session no 28)

Secrétaire du registraire

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 13) amendement la loi concernant le secrétaire du registraire de la province.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Enfants immigrants

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 8) concernant les enfants immigrants soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il explique le bill en ce qui concerne les sociétés qui envoient des enfants en cette province, la classe des enfants qui immigreront et leur placement chez les citoyens de la province.

Toute société doit, avant de placer des enfants dans la province, faire connaître au lieutenant-gouverneur son objet et le plan de ses opérations, ainsi que la classe d'immigrants qu'elle se propose d'amener dans la province; et, sur preuve donnée au

lieutenant-gouverneur qu'elle se propose de ne faire immigrer que des enfants de bonne moeurs, le lieutenant-gouverneur peut accorder à ladite société un certificat l'autorisant à placer comme susdit des enfants dans la province.

Le mot "société" désigne ici toute personne ou association de personnes constituée en corporation ou non, dont l'objet est de s'occuper du soin, de l'éducation, de la réforme ou de l'instruction d'enfants immigrés dans la province, qui sont orphelins, négligés ou indigents, où du placement de ces enfants dans les familles, ou en apprentissage d'une industrie, d'un métier ou de tout autre travail de genre semblable et comprend toute succursale ou agence d'une telle société.

La société doit faire enregistrer le nom de ses agents et visiteurs au bureau du commissaire de la Colonisation et des Mines. Tout agent doit être muni d'un certificat d'une société contresigné par le commissaire, attestant qu'il est l'agent de cette société.

Toute société approuvée par le lieutenant-gouverneur, doit posséder un asile ou maison de refuge dans la province, où des enfants peuvent être ramenés.

La société doit tenir un registre contenant:

- (a) Les noms et prénoms de tout enfant placé dans la province par la société.
- (b) La date de la naissance ou l'âge approximatif de l'enfant.
- (c) La date de l'arrivée de l'enfant dans la province et celle de son placement.
- (d) Le nom et l'adresse de toute personne ayant des temps à autre la garde de l'enfant.
- (e) Les principales conventions et conditions arrêtées lors du placement de l'enfant.

Le registre contenant ces renseignements peut être examiné par toute personne à ce autorisé par le commissaire.

Il est du devoir de la société de faire visiter, personnellement chaque enfant ainsi placé, une fois par année, par un agent ou visiteur autorisé, et il doit être tenu note des visites et de leurs dates dans les livres de la société.

La société qui place un enfant ayant des habitudes vicieuses reconnues, ou ayant été détenu dans une institution de réforme, est passible d'une amende de vingt-cinq piastres au moins et de cent piastres au plus, et l'agent ou l'officier de la société qui a placé l'enfant est passible d'une amende de dix piastres au moins et de cinquante piastres au plus et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement d'un mois au moins et de six mois au plus.

L'agent et la société qui placent un enfant, lequel par suite d'infirmité intellectuelle ou physique est incapable de se livrer à aucune occupation ou métier, sont passibles de la peine édictée par la section précédente.

Si une personne qui a reçu un enfant de la société ou de l'agent ne veut ou ne peut remplir les conditions arrêtées entre elle et la société ou l'agent, elle doit renvoyer l'enfant à ses propres

frais au refuge de la société: et toute telle personne qui abandonne l'enfant ou refuse de le ramener au refuge, est passible d'une amende de dix piastres au moins et de vingt-cinq piastres au plus et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement d'un mois au moins et de trois mois au plus. C'est une garantie offerte à la fois aux enfants et aux personnes qui en prennent garde.

La mesure est semblable aux lois d'Ontario et du Manitoba, et elle a pour objet d'empêcher l'immigration dans la province des sujets qui laissent à désirer.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Loi de la chasse

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 7) de la chasse de Québec, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il explique qu'il s'agit presque exclusivement de la consolidation des lois existantes éparpillées dans les statuts. La principale nouveauté est la prolongation jusqu'en 1902 de la protection accordée aux castors.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Remercie l'honorable commissaire des Terres (l'honorable S.-N. Parent. Saint-Sauveur) d'avoir fait preuve de sollicitude pour le petit animal qui avait prêté son nom au prédécesseur du représentant de Saint-Sauveur. Il a protégé le castor et le député de Gaspé lui en sait gré.

Il pense que le commissaire pourrait entrer un peu plus avant dans les détails étant donné que c'est un bill important. Il désire savoir quelles sont les nouvelles dispositions de la loi. C'est important de le savoir avant la deuxième lecture du projet de loi, dit-il, car il a l'impression que cette loi n'est pas tellement différente de l'ancienne loi d'après les brèves explications du commissaire. Il croit cependant qu'il y a d'autres changements, par exemple quant au temps de chasse prohibée et au droit donné au commissaire de donner à bail certains territoires de chasse.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Répond qu'il n'y a pas de modification radicale. et que son intention était de donner de plus amples explications devant le comité général. Il indique cependant différents changements qui sont de nature plus importante.

Pour les fins de la chasse, la province de Québec se divise en deux zones appelées respectivement zone no 1 et zone no 2. Cette dernière comprend cette partie des comtés de Chicoutimi et de Saguenay à l'est et au nord de la rivière Saguenay et la zone no 1 comprend tout le reste du territoire de la province. Il est défendu de chasser, tuer ou prendre le chevreuil et l'orignal entre le premier jour de décembre et le premier jour de septembre de chaque année: sauf dans les comtés de Pontiac et d'Ottawa où la chasse est de plus défendue au cours du mois de septembre. Il est

défendu de chasser, tuer ou prendre le caribou entre le premier jour de février et le premier jour de septembre de chaque année, sauf dans la zone 2 où la chasse au caribou est permise en plus pendant le mois de février. Se servir de chiens pour chasser le chevreuil (red deer) est permis depuis le 20 octobre jusqu'au premier novembre de chaque année, mais en dehors de cette disposition, il est défendu de se servir de chiens pour chasser, tuer ou prendre l'orignal, le caribou et le chevreuil. Il est défendu de chasser, de tuer en quelque temps que ce soit des faons, des élans femelles et des daines. Nul ne peut chasser, tuer ou prendre vivants durant une saison de chasse plus de deux orignaux, trois chevreuils et deux caribous, sauf dans la zone 2 où la limite permise pour le gros gibier est de quatre caribous par année. Nul, s'il a tué ou pris un oiseau ou animal comestible, n'en doit laisser perdre ou gâter la chair; et nul, s'il a tué ou pris un animal à fourrure, n'en doit laisser perdre ou gâter la peau.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Instruction publique

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill (bill no 9) "Loi de l'Instruction publique".

Adopté.

En comité:

Plusieurs articles sont adoptés, mais trois ou quatre sont réservés, l'Opposition prétendant que leurs prescriptions sont en conflit avec certaines prescriptions du code de procédure civile.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande l'avis du représentant du procureur général en Chambre, et si le député de Huntingdon (l'honorable G.W. Stephens) représente ce ministre.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Répond qu'il n'a pas de portefeuille pour cette représentation.

M. E. J. FLYNN (Gaspé): Tâche d'obtenir quelques explications du secrétaire de la province (l'honorable J.-E. Robidoux, Châteauguay) et remarque que l'honorable commissaire de l'Agriculture (l'honorable F.-G.-M. Dechêne, L'Islet) semble chargé de la défense du bill qui est du ressort du secrétaire provincial.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Réplique qu'étant fort occupé à recevoir des délégations, il avait prié son collègue de faire le nécessaire au sujet du bill.

La discussion porte ensuite sur l'article 441 qui se lit comme suit:

"Dans chaque municipalité les deniers provenant de toutes sources, qui n'ont pas de destination spéciale par dispositions des donateurs, ven-

deurs ou autres, forment un fonds commun pour toutes les écoles: ces deniers doivent être affectés au paiement des traitements des instituteurs, à l'entretien des maisons d'école, à l'achat de livres, fournitures d'écoles et à d'autres fins scolaires".

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Fait remarquer que dans la plupart des municipalités, les commissaires ont l'habitude d'affecter aux différents districts uniquement les sommes contribuées par ces derniers. Cette politique est mauvaise, car il arrive souvent que c'est dans les districts les plus pauvres que se trouvent les besoins les plus pressants pour les écoles.

Il propose d'ajouter les mots suivants à cet article: "sans égard au montant que chaque arrondissement aura contribué au fonds commun".

M. E. J. FLYNN (Gaspé) et M. M. F. HACKETT (Stanstead): Parlent longuement contre cet amendement, soutenant qu'il est complètement inutile et que la loi est assez claire et assez précise sans cela.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Accepte l'amendement.

M. LE PRÉSIDENT (M. N. Gameau, Québec-Comité): Clause adoptée.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester) Non. non. ce n'est pas régulier. Prononçons-nous d'abord sur l'amendement lui-même et l'article viendra ensuite.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Vous allez procéder régulièrement. La patience a un bout!

L'Opposition demande le vote et l'amendement est adopté sur division.

L'article 441 est ensuite adopté sur division.

Peu avant six heures, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Dépôt de pétitions:

Par M. Langelier, la pétition de L. Catelier et autres de Québec.

À six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures et demie

Division d'enregistrement de Labelle

M. C.-B. MAJOR (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 67) concernant la division d'enregistrement du comté de Labelle, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Provincial Trust and Agency Company

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest) Propose selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 63) constituant en corporation la Provincial Trust and Agency Company, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il explique que cette compagnie veut se faire autoriser à prendre, recevoir et détenir toutes successions et propriétés immobilières et mobilières qui pourraient lui être transportées par toute personne ou corporation. Elle veut aussi agir généralement comme agent ou procureur pour la transaction d'affaires, l'administration des successions, la perception des rentes, intérêts, dividendes, hypothèques et comme agent à l'effet d'émettre ou de contresigner les certificats de "stock", bons ou autres obligations de toute corporation ou association.

Le capital-actions de la compagnie est de \$200,000. en actions de \$30.00 chacune et peut être augmenté à \$500,000.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Société des artisans canadiens-français de Montréal

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill [bill no 52] amendement et refondant la charte de la Société des artisans canadiens-français de la cité de Montréal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Succession J. Leduc

M. L. GOUIN [Montréal no 2]: Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 70) concernant la succession de Joël Leduc, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Instruction publique

La Chambre reprend l'étude en comité général du bill (bill no 9) "Loi de l'instruction publique".

En comité:

Les articles 538 à 541 qui traitent des fonds de pension à verser aux professeurs retraités sont étudiés.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Demande pour quelle somme le gouvernement est disposé à intervenir dans le fond de pension des instituteurs retraités?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dit que le montant sera réduit cette année.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Prétend que le gouvernement doit encourager l'instruction publique par tous les moyens possibles. Quand on tient note des salaires dérisoires payés aux instituteurs, il n'est que juste de leur procurer les moyens de

vivre quand ils sont forcés de prendre leur retraite. Si on ne pourvoit pas à cela, nous ne pouvons nous attendre à avoir de bons instituteurs, car il n'y a pas d'argent à faire dans cette profession.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Prend également la parole sur ces articles.

Le comité étudie l'article 543: "L'agriculture doit être enseignée dans toutes les écoles des municipalités rurales".

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Demande comment les instituteurs qui ne connaissent rien à l'agriculture, pourront l'enseigner aux enfants.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dit que cet enseignement ne pourra se faire partout dès le début, mais c'est l'intention du gouvernement d'en arriver à faire enseigner dans toutes nos écoles, au moins les éléments de l'agriculture. On fournira à l'institution un ouvrage élémentaire sur l'agriculture et, de cette façon, il ou elle pourra dispenser certaines connaissances aux élèves. Pour débiter, nous procéderons de cette façon.

Le comité étudie l'article 548 sur la distribution gratuite des livres de classe.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Demande que cet article soit maintenu.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Architectes de la province de Québec

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 88) constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Cette mesure stipule que les personnes qui avaient commencé leur cours d'étude dans un bureau d'architecte avant l'entrée en vigueur de la loi, pourront, au moyen d'une déclaration solennelle produite chez le secrétaire de l'association, dans les trois mois à dater de la sanction de la présente loi, devenir membres de l'Association des architectes de la province de Québec, en faisant leur demande d'admission et en payant les frais requis.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Code civil, article 249

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 90) amendement l'article 249 du code civil soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

La séance est levée à neuf heures et demie.

Séance du 1er février 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures quarante-cinq.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre l'état des affaires, pour l'année 1898, de la Compagnie des chemins à barrières de Terrebonne. (Document de la session no 24)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table:

Par M. Rocheleau, la pétition de la révérende sœur Bonneau et autres, de la ville de Longueuil. la pétition de M. Viger et autres, la pétition de l'honorable Jean Girouard et autres, et la pétition de L.-E. Morin et autres, tous de la ville de Longueuil.

Par M. De Grosbois, la pétition de F.X. Craig et autres propriétaires, de la rue Saint-Antoine. Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

Du conseil municipal et des contribuables de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil et de Montréal-Sud, demandant que le bill (bill no 120) amendement la charte de la ville de Longueuil ne devienne pas loi.

Rapports de comités:

M. C.-B. MAJOR [Ottawa]: J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill [bill no 53] autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Léopold Guerin au nombre de ses membres, après examen, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Aussi, les bills suivants auxquels il a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Bill (bill no 32) érigeant en municipalité séparée la paroisse de Saint-Élie-d'Orford, dans le comté de Sherbrooke:

Et bill (bill no 34) constituant en corporation l'Union des mouleurs de Montréal.

Code municipal

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au code municipal. VOICI le rapport:

Votre comité a élu M. Chauret, pour son président, et recommande à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à cinq membres. Adopté.

Charte de Montréal

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial nommé pour examiner le bill (bill no 59) révisant et refondant la charte de la cité de Montréal. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. Rainville pour son président, et recommande que le quorum de ce comité soit réduit à sept membres.

Adopté.

Introduction de bills:

M. CL. COTTON (Missisquoi): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 65) refondant les lois organiques de la corporation de la ville de Farnham.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. H.-S. BÉLAND (Beauce): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 47) amendement la loi 56 Victoria, chapitre 78. constituant en corporation la "Lake Megantic Pulp Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 114) amendement la loi constituant en corporation la cité de Sorel.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. W.J. WATTS (Drummond): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 48) amendement la loi constituant en corporation la ville de Victoriaville.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 104) amendement les articles 1352 et 1361 du code de procédure civile.

Ce projet de loi concerne les avis à donner aux portes des églises.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. P. D'AUTEUIL (Charlevoix): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 103) amendement les articles 2250 et 2265 du code civil.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. P. D'AUTEUIL (Charlevoix): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 102) abrogeant l'article 744 du code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Taxe sur les corporations commerciales

M. J. BEDARD (Richmond): Est-ce l'intention du gouvernement de présenter, à cette session, un projet de loi pour abroger l'acte imposant une taxe sur les corporations commerciales?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): L'impôt sur les corporations commerciales est une ancienne taxe imposée par le gouvernement conservateur en 1882, par l'acte 45 Victoria, chapitre 22, dans le but, comme le dit le préambule de cette loi, "de pourvoir aux exigences du service public". Depuis l'époque éloignée où cette taxe a été jugée par nos devanciers essentiels au service public, notre condition financière, au lieu de s'améliorer, s'est aggravée, puisqu'en 1882-83, la dépense ordinaire était de \$3,096,943.27, tandis qu'en 1896-97, à la chute du dernier gouvernement conservateur, elle s'était accrue jusqu'au chiffre de \$4,677,095.20.

Cette taxe a été régulièrement perçue par nos prédécesseurs, depuis sa création et, malgré le surcroît de revenu qu'elle a produit annuellement, la dépense ordinaire de cette province, s'est accrue de \$1,580,151.93 depuis l'époque où nos prédécesseurs l'imposaient comme nécessité publique.

Pour l'honneur et le crédit de la province, nous devons travailler à éteindre, sous le plus court délai possible, les déficits annuels. Afin d'atteindre ce résultat qui s'impose, il faut bien, tout en réduisant par l'économie les dépenses annuelles, autant que la bonne administration du service public le permettra, utiliser les revenus existants.

Si l'honorable député connaît un autre moyen d'équilibrer nos finances il se fera sans doute un devoir, en l'exposant à cette Chambre en temps utile, d'en faire profiter ses contemporains.

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Demande si l'honorable premier ministre (l'honorable F.-G. Marchand, Saint-Jean) est en train de faire son discours, du budget (Rires).

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Soulève une question d'ordre prétendant que le premier ministre n'avait pas répondu à l'interpellation et s'était permis de plus, contre les règles parlementaires, de faire allusion à la politique d'une administration précédente et avait terminé par une allusion personnelle et absolument irrégulière à l'auteur de l'interpellation. Ce plaidoyer n'est pas une réponse à la question, c'est un état financier qui provoque la discussion et qui est contraire aux règles de la Chambre. L'honorable premier ministre en tant qu'ancien Orateur, devrait donner un meilleur exemple à ses collègues en observant les règles de la Chambre. La réponse donnée par le chef du gouvernement au député de Richmond (M. J. Bédard), n'est pas une réponse. Il demande qu'ordre soit donné au premier ministre de répondre à la question d'une manière convenable.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Répond que Bourinot et May disent que les ministres doivent avoir dans leurs réponses, pleine et entière latitude; et que pour répondre au député de Richmond (M. J. Bédard), il avait dû expliquer ou motiver la politique qu'il était forcé de suivre à l'égard de cette taxe et faire ainsi allusion à la condition financière dans laquelle la précédente administration avait laissé la province.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Maintient que la réponse n'est pas dans l'ordre. La latitude n'est pas la licence. Il appuie la remarque du député de Dorchester et demande que la question d'ordre soit maintenue. Autrement, si le gouvernement peut donner de telles réponses aux députés qui demandent des explications, il est inutile de demander des renseignements.

Il cite la règle 29e du Manuel de l'Assemblée législative, laquelle se lit comme suit:

29. "On peut interpellier les ministres au sujet des affaires publiques, ou les autres membres à propos d'un bill, d'une motion ou de tout autre objet public, faisant partie de la besogne de la Chambre, et que ceux-ci ont présenté et soutiennent devant la Chambre: mais, en faisant une interpellation, on ne peut ni argumenter ni exprimer une opinion, ni citer un fait, à moins, que cela ne soit nécessaire pour expliquer l'interpellation. En répondant à une interpellation, il n'est pas permis de discuter ce qui en fait l'objet".

Les ministres ont le droit d'expliquer leur réponse, mais ils n'ont pas le droit de commenter le passé politique de leurs adversaires.

La réponse du premier ministre est à son avis une véritable insulte au député qui pose la question. Même s'il a été pendant 20 ans membre de la Chambre, et connaissant ses règlements aussi bien qu'un autre, il n'a jamais entendu donner pareille réponse à un député. Il demande la décision de l'Orateur après laquelle l'Opposition prendrait d'autres mesures s'il était nécessaire.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Les gouvernements ont droit de faire des réponses de cette nature, car autrement on pourrait tuer un gouvernement d'un seul mot. Une réponse peut parfois être désastreuse pour un gouvernement. Il serait trop facile, au moyen des interpellations, de laisser planer des doutes sur la politique du gouvernement, et alors qu'arriverait-il si le gouvernement devait se contenter de répondre par "oui" ou "non"? C'est que des doutes subsisteraient et le gouvernement ne veut pas qu'il en soit ainsi, car il entend que les situations soient nettes.

Dans le cas présent il était nécessaire de faire l'historique de cette taxe et d'en expliquer la nature, afin de ne pas compromettre la situation du gouvernement. Il avait désiré donner des explications et il pensait qu'il avait droit à une certaine latitude pour expliquer la politique du gouvernement.

Pour ce qui est de la dernière partie de sa réponse, il est surpris que l'Opposition s'y objecte car il considère qu'il s'agit là d'un compliment aux membres de l'Opposition beaucoup plus qu'une offense.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Là n'est pas la question, dit-il. Un gouvernement doit répondre à une question. Or le gouvernement n'a pas répondu à la question. Lisez tout le document et vous ne trouverez pas un oui ou un non. C'est un faux-fuyant continu.

M. J. BÉDARD (Richmond): Dit qu'il pense que sa question était absolument naturelle. Les ministres

très actuels, alors qu'ils étaient dans l'Opposition, s'étaient élevés contre cette taxe. Il était dès lors naturel d'attendre d'eux un bill pour le rappel de cette taxe. Quant au premier ministre, il a déclaré que s'il avait adopté une ligne de conduite, il l'aurait dévoilée: et il a ajouté qu'en acceptant la tâche de premier ministre, il s'est juré de ne pas se soustraire à ses obligations.

M. L'ORATEUR: Décide la question d'ordre comme suit: "Il est admis par les autorités parlementaires qu'une plus grande latitude doit être accordée aux ministres de la couronne dans leurs réponses aux interpellations.

Aux pages 384 et 385, Bourinot dit:

"La réponse à une question doit être brève, claire et comprendre uniquement les informations absolument indispensables pour rendre la réponse intelligible: cependant une plus grande latitude est accordée aux ministres de la couronne lorsqu'ils jugent nécessaire de développer leurs propos dans le but d'expliquer clairement la question qui est discutée".

La question posée par l'honorable député de Richmond étant dans l'ordre et conforme aux règlements, il reste à décider dans quelles limites l'honorable premier ministre doit restreindre sa réponse.

Les précédents de la Chambre des communes, en Angleterre, sont des guides sur lesquels je puis sûrement m'appuyer. Je n'en donnerai qu'un que je cite de Balckmore qui a compilé les décisions des Orateurs Denison et Brand, en Angleterre.

Cet auteur dit d'abord ce qui suit, page 274:

"En réponse à une question, une plus grande latitude est accordée à un député".

Il ajoute, page 275:

"Une extrême indulgence est accordée à un ministre lorsqu'il répond à une question concernant son ministère".

Et encore, à la même page:

"Une grande latitude est accordée à un ministre qui répond à une question pour lui permettre de donner une réponse satisfaisante".

Voici maintenant le précédent dont j'ai parlé, page 275:

"Monsieur Layard répondait d'une façon assez détaillée à la question de monsieur Laird lorsque Lord Robert Cecil souleva un point d'ordre".

L'Orateur décida comme suit:

"L'usage établi permet à un ministre qui répond à ce genre de question de donner plus de détails. Un simple député n'aurait pas la même latitude. Cependant, il revient au ministre d'agir avec discernement, il doit éviter les paroles qui peuvent susciter des remarques de la part des autres députés et soulever des débats."

S'appuyant sur la décision de l'Orateur, le ministre donne des explications qui couvrent deux colonnes du volume 169 du Hansard de la Chambre des communes anglaises.

Je décide que l'importance de la question posée par l'honorable député de Richmond justifie la latitude dans laquelle l'honorable premier ministre exerce son droit de réponse.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Déclare que tout en respectant le fauteuil, il en appelle de la décision de M. l'Orateur.

La Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bickerdike, Bissonnette, Blanchard Cardin. Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chênevert, Cherrier, Clapperton, Cotton, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Desaulles, Dorris, Duffy, Garneau, Gillies, Gosselin, Gouin, Guerin, Hunt, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier, Major, Marchand, Petit, Rainville, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Shehyn, Stephens, Talbot, Turgeon, Watts et Weir. 43

CONTRE: MM. Atwater, Ball, Bédard, Carbray, Chicoyne, D'Auteuil, Dufresne, Duplessis, Flynn, Grenier, Hackett, McDonald, Manon, Panneton, Pelletier et Tellier. 16.

La décision de M. l'Orateur est maintenue.

Taxe sur les successions

M. A.-N. DUFRESNE (Rouville): Est-ce l'intention du gouvernement de présenter, à cette session, un projet de loi pour abroger l'acte imposant une taxe sur les successions?

L HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Cette taxe a été imposée en 1892 par le gouvernement conservateur de l'époque, comme essentielle au crédit de la province, dans le but de mettre fin aux déficits, en équilibrant nos dépenses et nos recettes annuelles. Ce problème, malgré l'imposition de cette taxe, n'a pas été résolu par nos prédécesseurs, puisqu'à l'époque de leur chute, en 1897, les comptes publics accusent encore un déficit.

L'honneur et le crédit de la province exigent que nous nous efforcions, avant tout, de faire disparaître dans le plus court délai possible, les déficits annuels et afin d'arriver à ce résultat, il faut bien, tout en économisant, utiliser les revenus existants. Vu l'importance de cette question, la Chambre j'en suis persuadé, sera reconnaissante à l'honorable député s'il veut bien l'aider à la résoudre en faisant part du fruit de ses études financières.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Soulève le point d'ordre. Il comprend parfaitement la responsabilité de sa position, mais il est convaincu, que cette réponse est absolument hors d'ordre et contraire à tout précédent anglais.

Il cite encore l'article 29 du règlement, et lit la version anglaise, qui dit: Des questions peuvent être posées aux ministres au sujet des affaires publiques et à d'autres députés, au sujet d'un bill motion ou autre question publique se rapportant aux travaux de la Chambre, dans lesquels le député interpelle est intéressé, ces questions ne peuvent être accompagnées ni d'arguments, ni de relation

de faits, excepté pour autant qu'il est nécessaire, afin d'expliquer la question. En répondant à une telle question, le fond auquel elle se rapporte, ne doit pas être discuté."

Le chef de l'Opposition maintient que l'interpellation demande une réponse et non une critique de ses prédécesseurs.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Répond que le gouvernement a la plus grande liberté en répondant aux questions, et que tout ce qu'il désire est d'expliquer sa réponse.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que la célérité avec laquelle l'Orateur a découvert ses autorités à propos de la question précédente, prouve que le gouvernement était préparé, et savait que sa réponse était hors d'ordre.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Menace de soulever une question d'ordre si le député de Dorchester ne cesse de faire allusion à la décision de l'Orateur.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Répond qu'il peut soulever le point d'ordre aussitôt que cela lui fera plaisir. Je sais, dit-il, que je suis dans l'ordre et je prétends continuer ainsi. Il soutient que d'invoquer la sécurité d'un gouvernement n'est pas une raison pour refuser de donner une réponse appropriée, ce qui d'après lui, s'est produit dans le cas présent.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Soulève la question d'ordre.

M. L'ORATEUR: Repousse la question d'ordre.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Nie au gouvernement le droit de critiquer une administration antérieure en répondant à une interpellation. Le gouvernement va plus loin que la latitude qui lui est accordée par les règlements de la Chambre. Le premier ministre essaie d'éviter la question en donnant ce genre de réponse.

On dirait que le gouvernement craint que le public ne croit pas qu'il y a eu un déficit sous l'administration conservatrice, car à chaque occasion à tort et à travers il parle de ce prétendu déficit.

Il ajoute que la réponse ne répond pas à la question posée par le député de Rouville (M. A.-N. Dufresne).

Si le gouvernement n'a pas l'intention d'abolir la taxe en question, il n'a qu'à le dire.

Les députés de cette Chambre représentent le peuple qui a le droit de questionner le gouvernement sur ses actions et intentions et d'après notre constitution, le gouvernement lui doit une réponse, même si cette réponse est désastreuse pour le gouvernement.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Pense que l'Opposition prend une fausse position sur cette question. Il croit que ces réponses sont parfaitement dans l'ordre et dans la sphère de lati-

tude que les commentateurs cités par M. l'Orateur accordent aux ministres.

Il ne croit pas que ces réponses soient des critiques des gouvernements précédents mais bien plutôt une quasi-approbation de leurs actes. Il rappelle à l'ex-solliciteur général que de son temps il arrivait assez souvent au premier ministre de l'époque de répondre à des interpellations de cette nature, que le gouvernement regrettait de ne pouvoir diminuer les taxes, puisqu'il avait à payer les dettes de M. Mercier. Certaines de ces réponses mentionnaient même des noms.

M. L'ORATEUR: Renvoie la question d'ordre, pour les mêmes raisons qu'il a renvoyé la précédente. Il dit qu'il est ici question de la politique du gouvernement et à sa manière d'interpréter les précédents anglais, le ministre avait le droit de répondre comme il l'a fait.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): En appelle de la décision de M. l'Orateur.

La Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bickerdike. Bissonnette, Blanchard. Cardin. Caron (Maskinongé). Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chênevert. Cherrier. Clapperton, Cotton. Décarie. Dechêne, De Grosbois. Delaney, Dessaulles. Dorris. Duffy. Garneau. Gillies. Gosse. Guin, Guerin. Hunt. Lacombe. Laliberté, Lalonde. Langelier. Major. Marchand. Petit. Rainville, Robidoux. Robitaille. Rocheleau. Roy, Shehyn, Stephens. Talbot, Turgeon, Watts et Weir, 43.

CONTRE: MM. Atwater, Ball. Bédard, Carbray. Chicoyne. D'Auteuil. Dufresne, Duplessis, Flynn, Grenier, Hackett. McDonald. Marion. Panneton. Pelletier et Teulier. 16.

La décision de M. l'Orateur est maintenue.

Chemin de fer de Lachute à Saint-André

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Y a-t-il eu des subventions de payées par la province pour la construction d'un chemin de fer allant de Lachute à Saint-André? Et s'il y en a eu, à qui ont-elles été payées?

Y a-t-il eu un contrat de signé, contenant les conditions auxquelles ces subventions ont été accordées? Et s'il y en a eu un, est-ce que toutes les conditions stipulées ont été remplies?

Le gouvernement sait-il que, depuis plusieurs années, ledit chemin de fer est resté hors de service?

Le gouvernement a-t-il l'intention de mettre ce chemin sous séquestre, ou d'adopter d'autres mesures pour assurer l'accomplissement des conditions auxquelles ces subventions ont été faites ou pour protéger les intérêts de la population de la partie de la province traversée par ledit chemin de fer?

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Oui, aux personnes mentionnées dans la liste ci-annexée

Aucun contrat n'a été signé.

Le gouvernement n'a reçu aucun renseignement officiel à cet effet.

Aucune information officielle n'a été mise devant le gouvernement pour lui permettre d'arriver à une conclusion quelconque en cette affaire.

État indiquant les sommes payées par la gouvernement pour la construction du chemin de fer du Grand-Nord [actuellement Vallée de l'Ottawa], de Lachute à Saint-André.
Subvention en terres 1ers 35 cents, \$23,590.00 comme suit:

1891	
14 février, payé à la compagnie.....	\$ 525.00
1892	
6 février, payé à Union Bank	7,800.00
6 février, payé à Arch. Campbell	12765.00
28 juin, payé à A. Hinton.	\$ 25.00
28 juin, payé à C. Ladouceur.	363.67
28 juin, payé à Mackay.	35.49
28 juin, payé à J. Roy.	73.00
28 juin, payé à A. McLennan.	92.35
	589.51
2 août, payé à W.J. Todd.	591.79
8 sept, payé à Alex. Dewar.	829.48
8 sept, payé à Wales & Johnston.	154.37
19 sept, payé à Macfarlane & Hooper.	81.40
21 sept, payé à W.J. Simpson.	212.81
21 sept, payé à Alex. Dewar.	40.64
	<hr/>
	\$23,590.00

2èmes 35 cents réduits à 17 ½ cts.
67,400 acres, 17½cts., \$11,795.00

1897	
Payé à Arch. Campbell.....	\$ 1,935.00
Payé à Hon. W. Owens.	4,817.75
Payé à la "Union Bank".	3,654.65
Payé à Henry Lalonde.	13.64
Payé à Joseph Delorme.	9.05
Payé à S. Larocque.	6.50
Payé à John Charron.	2.90
Payé à Joseph Pilon.	3.50
Payé à David Larocque.	6.50
Payé à Lucien Larocque.	2.20
Payé à Peter Larocque.	2.38
Payé à Cyrille Malette.	0.80
Payé à W.	1.30
Payé à John Guilbault.	36.05
Payé à John Guilbault pour Israël et Z. Guilbault.	6.28
Payé à Pierre Giboe.	1.00
Payé à Gabriel Larocque.	3.00
Payé à St-Lukes Larocque.	20.66
Payé à Oscar Decasse, Ovide et Geo.	4.60
Payé à Joseph Rochon.	22.26
Payé à Joseph Ladouceur!	10.15
Payé à T. Lamb.	5.27
Payé à David Rogers.	11.65
Payé à A. Daoust.	2.75
Payé à Joseph Pressau.	1.40
Payé à J.H. Lafond.	3.38
Payé à Z. Pressau.	1.20
Payé à Geo. et Alf. Larocque.	9.40
Payé à H. Laliberte.	2.60
Payé à T. Meunier.	2.50
Payé à M.D. Simpson.	5.64
Payé à Hugh Walsh.....	100.00
Payé à H. McArthur.	2.30

Payé à C.-E. Ladouceur.	6.60
Payé à Israël Sauvé.	85.10
Payé à Louis-A. Vallée, dépenses en remboursement de ses réclamations.	22.90
Total.	\$10.822.86
Balance pour payer les taxes et réclamations.	972.14
	<hr/> \$11.795.00 <hr/>

Licences

M. C. LANGELIER (Lévis): Combien de licences ont été "émancées" pendant la dernière année fiscale:

- (a) Pour vente, à l'assiette, de boissons enivrantes, dans les auberges, tavernes et restaurants;
 - (b) Pour vente, à l'assiette, de vins et bières;
 - (c) Pour tenir maison de pension;
 - (d) Pour buvette de bateau à vapeur;
 - (e) Pour buffet de chemin de fer;
 - (f) Pour tavernes dans les mines;
 - (g) Pour magasin de liqueurs;
 - (h) Pour vente de cidre ou vin manufacturé par vendeurs;
 - (i) Pour vendre des liqueurs sur échantillon;
 - (j) Pour embouteilleur;
 - (k) Pour droguiste;
 - (l) Pour commerce de gros;
 - (m) Pour club.
- Le tout dans chaque district du revenu.

Combien de licences ont été "émancées" en vertu de l'article 357a des statuts refondus de Québec, pour chaque district?

Quel est le montant rapporté au revenu par chaque espèce desdites licences dans chaque dit district, durant la même période?

Quel a été le produit brut desdites licences pendant ladite année, et le revenu net?

Quel a été, pendant les trois dernières années fiscales, le nombre de poursuites intentées par la couronne, pour vente illégale de boissons enivrantes; le nombre de ces poursuites réglées avant contestation et le nombre de celles qui ont été suivies de condamnation; le nombre de celles qui ont été renvoyées; le nombre de condamnations obtenues et exécutées par paiement; le nombre de celles qui ont été purgées par emprisonnement et le nombre de celles qui n'ont été ni exécutées ni payées?

Quels ont été les frais encourus par la couronne à l'occasion de ces poursuites, et dont elle n'a pas été remboursée; enfin le montant des pénalités recouvrées par lesdites poursuites?

UNE VOIX: Suggère de changer cette longue question en demande de documents.

M. C. LANGELIER (Lévis): Y convient.

Demande de documents:

Élections

M. C.-A. CHÊNEVERT (Berthier): Propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. A. Roche-

leau), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état de la votation dans les différents districts électoraux de la province où des élections ont été tenues depuis le premier octobre 1897.

Je fais cette motion, dit-il, parce que j'ai constaté, par le rapport que monsieur le greffier de la couronne en chancellerie a publié après les dernières élections générales de la province; que la statistique de la votation dans les élections partielles qui ont eu lieu depuis 1892 jusqu'en 1897, n'a été également publiée qu'avec celle des élections générales du 11 mai 1897.

Si le même usage, suivi depuis l'année de la Confédération se continue, la Chambre et le public ne seront donc officiellement informés des détails de la votation dans les élections partielles qui auront lieu au cours de cette Législature, que lors de la publication du prochain rapport de monsieur le greffier de la couronne en chancellerie, après les prochaines élections générales, c'est-à-dire, dans quatre ans.

Il faut bien avouer que dans ces conditions, cette statistique perd presque toute son importance: aussi, suis-je d'opinion qu'une clause devrait être ajoutée à la loi électorale, mettant au nombre des devoirs du greffier de la couronne en chancellerie, celui de faire rapport officiellement, tous les ans, à cette Chambre, de l'état de la votation dans les élections partielles qui ont eu lieu pendant la vacance des Chambres.

En attendant que cet amendement, si on le considère opportun et utile, comme je le crois, soit adopté, je me sers de la procédure parlementaire pour faire produire devant la Chambre la statistique mentionnée dans la motion.

Depuis le premier octobre 1897, neuf élections partielles ont eu lieu dans la province. On admettra qu'il serait intéressant pour tous les honorables membres de cette Chambre, que la statistique de ces élections fut produite et qu'ordre d'en faire l'impression fut donné subséquemment par le comité des impressions afin que les honorables membres de cette Chambre puissent avoir aussitôt que possible ces états de votation au nombre des documents officiels.

Je me permettrai, monsieur l'Orateur, d'attirer l'attention des honorables membres de cette Chambre sur la statistique si intéressante, et résumée avec tant de clarté, de toutes les élections générales de la province depuis 1867, contenue dans le dernier rapport de monsieur le greffier de la couronne en chancellerie. C'est, en chiffres, l'historique du mouvement électoral de la province, qui en indique le développement et les progrès par les augmentations constatées dans le nombre des électeurs, ainsi que par celui des citoyens qui se font de plus en plus un devoir d'exercer leur droit de suffrage.

Ces relevés de toute la statistique électorale de la province depuis bientôt trente-deux ans ont dû imposer une grande somme de travail à leur auteur. Je suis convaincu que mes honorables collègues en admettront toute l'importance.

Je crois aussi devoir attirer l'attention de la Chambre sur les recommandations si imposantes du rapport des dernières élections générales. M. le greffier de la couronne en chancellerie suggère plusieurs modifications au système actuel des élections en vue d'une plus grande efficacité et d'une économie très considérable.

Il suffit de constater que les élections générales de 1867 n'ont coûté que \$17,961, tandis que les dépenses de celles de 1897 se sont élevées à \$75.371, pour se convaincre de l'augmentation si exagérée des frais de la tenue officielle des élections. De plus, M. le greffier en chancellerie affirme dans son rapport que si le système actuel est maintenu, les frais des prochaines élections générales atteindront \$100.000. Les réformes qu'il suggère réduiraient ce chiffre d'au moins \$40.000. C'est assurément une économie très importante à réaliser.

Adopté.

Ambroise Chouinard et route des Trois-Ruisseaux

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'il soit devant cette Chambre, copie de toutes instructions, en 1897, adressées à Ambroise Chouinard, de l'Anse-à-Griffon, pour faire faire des travaux à la route des Trois-Ruisseaux ainsi que copie de tous rapports, rôle de paie et toute correspondance concernant ces travaux et toute réclamation à ce sujet.

Adopté.

Ponts des rivières Petit-Pabos et Cap-Chat

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de tous arrêtés en conseil et toute correspondance, depuis le 27 novembre 1897, au sujet de la construction de ponts sur la rivière Petit-Pabos et sur celle du Cap-Chat.

Adopté.

Sommes payées à Mgr C. Guay

M. J. BÉDARD (Richmond): Propose, appuyé par le représentant de Charlevoix (M. P. D'Auteuil), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, 1. Un état détaillé et toute correspondance se rattachant à la somme de \$921.11 mentionnée à la page 211 des comptes publics pour 1898, (version anglaise), comme ayant été payée à Monseigneur Charles Guay, pour services antérieurs au 30 juin 1892 et pour intérêt du 1er juillet 1892 au 30 novembre 1897. 2. Copie de tous arrêtés en conseil et de toute correspondance au sujet de cette réclamation et de ce paiement.

Adopté.

Mort de Félix-Émile Marois

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie du rapport de l'analyse faite par le Dr Vallée et de l'enquête du coroner et du verdict au sujet de la mort de l'enfant Félix-Émile Marois, dans le mois de décembre dernier, à Québec, et de tous les documents s'y rapportant.

Adopté.

Sommes payées à P. de Cazes

M. A.-N. DUFRESNE (Rouville): Propose, appuyé par le représentant de Nicolet (M. G. Ball), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre: 1. Un état détaillé de la somme de \$1,150 mentionnée à la page 213 des comptes publics pour 1898 (version anglaise), comme ayant été payée à M. Paul de Cazes pour sa réclamation en rapport avec la codification des lois scolaires; 2. Copie de tous arrêtés en conseil et de toute correspondance au sujet de ce paiement.

Adopté.

Licences

M. C. LANGELEIR (Lévis): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. A. Robitaille), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état indiquant: 1. Combien de licences ont été "émancées" pendant la dernière année fiscale:

- (a) Pour vente, à l'assiette, de boissons enivrantes, dans les auberges, tavernes et restaurants;
- (b) Pour vente, à l'assiette, de vins et bières;
- (c) Pour tenir maison de pension;
- (d) Pour buvette de bateau à vapeur;
- (e) Pour buffet de chemin de fer;
- (f) Pour tavernes dans les mines;
- (g) Pour magasin de liqueurs;
- (h) Pour vente de cidre ou vin manufacturé par vendeurs:
- (i) Pour vendre des liqueurs sur échantillon;
- (j) Pour embouteilleur;
- (k) Pour droguiste;
- (l) Pour commerce de gros;
- (m) Pour club.

Le tout dans chaque district du revenu.

2. Le nombre de licences "émancées" en vertu de l'article 357a des statuts refondus de Québec, pour chaque district:

3. Le montant rapporté au revenu par chaque espèce desdites licences dans chaque dit district, durant la même période;

4. Le produit brut desdites licences pendant ladite année, et le revenu net;

5. Pendant les trois dernières années fiscales, le nombre de poursuites intentées par la couronne, pour vente illégale de boissons enivrantes: le nombre de ces poursuites réglées avant contestation et le nombre de celles qui ont été suivies de condamnation; le nombre de celles qui ont été renvoyées.

le nombre de condamnations obtenues et exécutées par paiement; le nombre de celles qui ont été purgées par emprisonnement et le nombre de celles qui n'ont été ni exécutées ni payées:

6. Les frais encourus par la couronne à l'occasion de ces poursuites, et dont elle n'a pas été remboursée: enfin le montant des pénalités recouvrées par lesdites poursuites.

Adopté.

Conciliation

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill [bill no 148] concernant la conciliation.

Adopté.

Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Cour des commissaires

M. T. B. DE GROSOBOIS (Shefford): Propose, selon l'ordre du jour, et appuyé par le représentant de Montcalm (M. P.-J.-L. Bisonnette), que le bill (bill no 85) amendant l'article 59 du code de procédure civile, relativement à la juridiction de la Cour des commissaires, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Corporations de ville

M. C.-A. CHÊNEVERT (Berthier): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 89) amendant la loi des corporations de ville, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Loi de pharmacie

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, reprend la discussion ajournée sur la question proposée jeudi, le 26 janvier courant, "que le bill (bill no 83) amendant la loi de pharmacie de Québec soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes".

Et la question étant de nouveau posée:

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. A. Tessier), l'amendement suivant: que tous les mots après "renvoyé" soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots "à un comité général de la Chambre".

M. C. LANGELIER (Lévis): Propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. C.-A. Chênevert), le sous-amendement suivant: que les mots "à un comité général de la Chambre" soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots "à un comité spécial composé de MM. Béland, Cardin, Chauret, Chênevert, Chicoyne, Cotton, De Grosbois,

Delaney, Flynn, Lalonde, Langelier, Marion, Normand, Panneton, Pelletier avec pouvoirs d'envoyer quérir personnes et papiers et de faire rapport à cette Chambre".

Ce comité serait composé principalement de membres de la Chambre qui font partie de la profession médicale. Il dit, cependant, qu'il n'a pas d'objection à ce que le bill soit renvoyé au comité de législation si ce comité s'adjoint tous les membres de la Chambre qui sont également médecins.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): S'oppose à cette dernière suggestion, ainsi qu'à la proposition de renvoyer le bill au comité de législation. L'an dernier le bill a été amplement discuté par la Chambre et il avait été soumis à un comité spécial. La Chambre a adopté le bill, après avoir rejeté toutes les propositions du comité. Ensuite le bill a été tué au Conseil législatif. La Chambre n'a plus qu'à se prononcer, puisque la question avait également été débattue à fond au comité de législation. Les demandes des épiciers et des autres personnes intéressées par le projet de loi sont modérées. Il y a peu d'articles de la loi de 1890 à changer.

Les médecins et pharmaciens ont le droit de décider ce qui est poison et ces substances ne pourront être vendues que par un pharmacien diplômé.

L'article réservant aux pharmaciens le droit de vendre des remèdes brevetés s'était subrepticement glissé dans la loi de 1890 et le bill actuel avait pour but de remettre les choses au point où elles étaient avant 1890.

M. C. LANGELIER (Lévis): Dit que l'an dernier les médecins s'étaient peu intéressés à la question, mais cette année ils s'en étaient sérieusement occupés.

Hier, il a présenté une pétition signée par une soixantaine de médecins, parmi lesquels les plus réputés de Québec, qui protestent contre le bill en question. Dans quelques jours une autre pétition signée par 300 médecins de Montréal serait déposée également pour protester contre le bill qui est un danger pour la santé publique.

Il ne comprend pas quel grand besoin il y a de précipiter l'adoption de cette mesure, car les médecins et les autres personnes devraient être entendus par le comité. Ces demandes sont légitimes et il serait injuste de les refuser. Les épiciers et autres ont continué leur négoce pendant plusieurs années sans vendre ces substances, ils doivent être en situation d'attendre quelques jours de plus. La session durera probablement encore un mois ce qui donnera une bonne occasion de tirer la question au clair.

Il a plus confiance dans les médecins que dans les épiciers, en matière d'hygiène publique. Il est dans l'intérêt public de débattre cette question à fond, dit-il, et il croit raisonnable de référer cette mesure à un comité spécial avec instruction d'examiner avec des personnes compétentes les effets possibles de son adoption.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Pense qu'après le débat de l'an dernier la question devrait être débattue à fond par un comité, puisque c'est une question d'une grande importance. L'an dernier, il y avait des divergences d'opinion considérables parmi les députés au point de vue des faits. Il est souhaitable que la Chambre qui est appelée à légiférer sur cette question recueille toute l'information possible.

Ce bill n'est pas un bill ordinaire; des intérêts publics et particuliers y sont en même temps engagés. Médecins, droguistes et épiciers non seulement sont concernés, mais toute une population est anxieuse de connaître ce que l'on aura décidé. Si on ne donne pas toute l'information nécessaire, on ne pourra avoir satisfaction dans le public et chez les intéressés. Il est juste et raisonnable que les intérêts privés soient représentés par des personnes capables de fournir aux députés des informations précises et complètes. La question ne sera jamais traitée de manière satisfaisante si nous n'obtenons pas toutes les informations.

C'est une question de choix entre un comité général et le comité de législation.

Il a une objection à faire à la proposition du député de Lévis (M. C. Langelier), c'est que quelques-uns des membres de son comité s'étaient librement exprimés pour ou contre le bill. D'un autre côté, si la question va devant le comité de législation, celui-ci devrait avoir le pouvoir de convoquer des témoins de leur faire produire des documents et rapports et de faire rapport de temps en temps à la Chambre. Son rapport complet devrait en outre être soumis à la Chambre, afin d'être en possession des vrais faits de la question.

Il suggère que le député de Québec-Centre (M. A. Robitaille) et le député de Lévis (M. C. Langelier) retirent leur motion et que le représentant de Montréal no 2 (M. L. Gouin) amende la sienne dans le sens des suggestions qu'il vient d'énumérer, i.e. de telle façon que tous les témoignages nécessaires et la production de documents soient reçus devant le comité de législation.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Dit qu'il y consent.

Du consentement unanime de la Chambre, le sous-amendement et l'amendement sont retirés.

Et la proposition étant de nouveau faite, que le bill amendement la loi de pharmacie de Québec, soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

M. E. J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater), que les mots "avec pouvoirs d'envoyer quérir personnes, papiers et records, et de faire rapport de temps à autre" soient ajoutés à la fin de la question.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Alors, la question principale, ainsi amendée étant proposée, savoir: que le bill soit renvoyé au comité spécial permanent de législation et des lois

expirantes, avec pouvoirs d'envoyer quérir personnes, papiers et records et de faire rapport de temps à autre, elle est résolue affirmativement.

Enfants immigrants

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 8) concernant les enfants immigrants.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Instruction publique

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 9) "Loi de l'Instruction publique".

Adopté.

En comité:

Les articles 121, 122, 123 et 125 sont adoptés.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome) et M. F. HACKETT (Stanstead):

Ont engagé une discussion sur l'article 130 qui concerne les dissidents religieux.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Travaux de la Chambre

UNE VOIX: Suggère, même s'il est six heures, de siéger un peu plus longtemps afin d'adopter certains bills privés et d'éviter ainsi une séance du soir.

La suggestion est acceptée par la Chambre.

Documents:

Recettes et paiements

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 18 janvier 1899, pour un état des recettes et paiements de toutes sources de la province de Québec, depuis le 1er juillet dernier jusqu'à cette date. (Document de la session no 29)

Livraison de vivres aux Iles-de-la-Madeleine

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse a

un ordre de cette Chambre, du 27 janvier 1899, pour un état indiquant les noms des personnes à qui ont été délivrés les vivres envoyés par le gouvernement, aux Iles-de-la-Madeleine, dans l'automne 1897, aussi les dates de telles livraisons, dans chaque cas. (Document de la session no 30]

Chemins de fer de la vallée de la Chaudière

M. C. LANGEIER (Lévis): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 110) amendement la loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la Chaudière.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C. LANGEIER (Lévis): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chemin de fer Québec-Central

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5]: Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 111) amendement de nouveau la charte du chemin de fer Québec-Central.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5]: Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commissaires d'écoles de Saint-Henri

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 57) amendement la loi autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Henri dans le comté d'Hoche-laga à émettre des obligations.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Hotel Windsor de Montréal

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 72) consolidant les lois relatives à la "Windsor Hotel Company of Montreal".

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ville de Windsor Mills

M. T. B. DE GROSOIS (Shefford): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 45) constituant en corporation la ville de Windsor-Mills, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Syndics des pères franciscains de l'observance

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 55) amendement la loi constituant en corporation les Syndics apostoliques des pères franciscains de l'observance, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Chef-lieu de Wolfe

M. G.R. SMITH (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 41) transportant de Saint-Joseph-de-Ham-Sud au village de Beaulac de Saint-Olivier-de-Garhby, le chef-lieu du comté de Wolfe, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Tiers ordre de Saint-François-d'Assise de Montréal

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 54) refondant la loi constituant en corporation la Fraternité du tiers ordre de Saint-François-d'Assise de Montréal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

The Civic Investment Company

M. J. BÉDARD (Richmond): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 118) constituant en corporation "The Civic Investment Company", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Paroisse de Saint-Enfant-Jésus de Montréal

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 112) concernant la paroisse de Saint-Enfant-Jésus de Montréal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Village de Verdun et paroisse de la
Côte-Saint-Paul**

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 78) détachant une certaine partie de la municipalité de la corporation du village de Verdun, pour l'annexer à la paroisse de la municipalité de la Côte-Saint-Paul, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Merchant's Cotton Company

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 68) concernant l'émission d'obligations par la "Merchant's Cotton Company", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Montreal Loan and Investment Company

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 43) définissant et amplifiant les pouvoirs de la "Montreal Loan and Investment Company", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Ville de Magog

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 79) ratifiant et confirmant un certain règlement de la ville de Magog, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

La séance est levée à six heures et demie.

Séance du 2 février 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures trente.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De Gaspard LeMoine et autres, de la cité de Québec, porteurs des débentures de la Commission des chemins à barrières de la rive nord, à Québec, demandant que le bill (bill no 124) concernant ladite commission devienne loi:

De L. Catellier et autres médecins et chirurgiens de la province de Québec, demandant que le bill (bill no 83) amendement l'acte de pharmacie ne devienne pas loi;

De l'Union de tempérance des femmes chrétiennes de la province de Québec demandant des amendements aux lois de l'éducation:

Et de Pierre Ferland et autres, de la ville de Lévis et autres lieux, tous membres de la Société des artisans canadiens-français de la cité de Montréal, demandant que le bill (bill no 52) pour refondre la charte de la dite société devienne loi.

Rapports de comités:

M. E.-H. LALIBERTÉ (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité après avoir examiné les pétitions suivantes, a trouvé que les avis sont suffisants dans chaque cas:

Du révérend Grégory O'Bryan et autres, de la cité de Montréal, demandant une loi constituant en corporation le "Loyola College";

D'Alfred Brunet et autres, héritiers fiduciaires de feu Alexis Brunet, demandant une loi pour mieux déterminer les pouvoirs accordés aux héritiers fiduciaires et pour d'autres fins:

De Chs. -G.-A. Prevost demandant une loi amendement la loi 60 Victoria, chapitre 95:

De la ville de Summerlea demandant des amendements à sa charte:

De la "Shawinigan Water and Power Company" demandant des amendements à sa charte;

De "The Catholic High School of Montreal" demandant une charte.

Quant à la pétition de la Société ecclésiastique de secours mutuels du Sacré-Coeur-de-Jésus, de Chicoutimi, demandant une loi la constituant en corporation, votre comité trouve qu'elle n'est pas de nature à exiger la publication d'aucun avis.

Votre comité a aussi examiné la pétition des Syndics des chemins à barrières de la rive nord demandant une loi (bill no 124) les autorisant à renouveler leurs débentures et pour d'autres fins, et trouve que les avis n'ont été publiés que le 21 janvier dernier, dans la Gazette Officielle, et le 15 dudit mois dans les journaux; mais attendu que les parties

intéressées sont bien informées de la demande, et attendu que le mois d'avril sera à peu près expiré avant que le comité des bills privés s'occupe dudit bill, votre comité recommande, pour ces raisons, la suspension de la 51e règle de cette Chambre.
Adopté.

M. T. B. De GROSOBOIS (Shefford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 35) amendement la charte de la "Stadacona Water, Light and Power Company", et l'a adopté avec plusieurs amendements.

Introduction de bills:

L'HONORABLE J. J. E. GUERIN (Montréal no 6): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 60) constituant en corporation le "Loyola College".
Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE J. J. E. GUERIN (Montréal no 6): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 126) constituant en corporation le "Catholic High School of Montreal".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. P.-J.-L. BISSONNETTE (Montcalm) pour M. H. PETIT (Chicoutimi et Saguenay): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 31) constituant en corporation la Société ecclésiastique de secours mutuels du Sacré-Coeur-de-Jésus, dans le diocèse de Chicoutimi.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 124) autorisant les syndics de "The North Shore Turnpike Trust Company", à émettre des obligations pour renouveler certaines autres débentures actuelles, et pour d'autres fins.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 125) constituant, en corporation l'Association des barbiers de la province de Québec.

Accordé.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 115) amendement la loi constituant en corporation la "Shawinigan Water and Power Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J. -A. CHAURET (Jacques-Cartier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 122) amendement la loi constituant en corporation la ville de Summerlea.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 121) pour mieux déterminer les pouvoirs donnés aux héritiers fiduciaires par le testament de feu Alexis Brunet, et pour pourvoir à leur rémunération.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 64) amendant la loi 60 Victoria, chapitre 95, concernant la succession de feu Amable Prévost.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 108) amendant certains articles du code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 94) amendant le code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 19) amendant la loi électorale de Québec. 1895.

L'article 9 de cette loi se lira désormais comme suit: "Sont inscrites sur la liste des électeurs les personnes suivantes et nulle autre, qui sont du sexe masculin, et qui au moment du dépôt de la liste en vertu des articles 25 et 26 de la présente loi, ont vingt et un ans révolus, sont sujets de Sa Majesté par naissance ou par naturalisation, et ne sont frappées d'aucune incapacité légale, savoir:"

L'ancienne loi ne déterminait pas l'époque précise à laquelle l'électeur devait avoir atteint sa majorité. Les articles 25 et 26 ici cités sont ceux qui prévoient l'assermentation des listes par le secrétaire-trésorier et l'avis qu'il doit donner dans un délai de deux jours de leur dépôt à son bureau.

Le dixième changement est le suivant. Le paragraphe 11 de l'article 9 de ladite loi, tel que remplacé par la loi 60 Victoria, chapitre 21. section 24 est amendé de la façon suivante: Les personnes qui résident dans le district électoral et tirent de leur salaire ou de leurs gages en argent ou en nature, ou de quelque commerce, emploi, métier ou profession, ou de quelque placement, un revenu d'au moins trois cents piastres par année."

Le troisième amendement a pour objet de remplacer l'article 10 de la loi 59 Victoria par le suivant: "Les personnes qui ont le cens électoral peuvent être inscrites sur la liste électorale sur plainte conformément aux articles 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44 et 45, sans qu'il soit nécessaire qu'elles soient inscrites au rôle d'évaluation, lequel ne fait preuve que de la valeur de l'immeuble"

Enfin, quatrième changement, l'article suivant sera inséré dans la loi après l'article 11: "Quand deux ou plusieurs personnes, payant chacune un loyer annuel suffisant pour conférer le cens électoral, sont locataires, en vertu de baux distincts, de locaux différents d'un même immeuble évalué par une seule évaluation à un montant suffisant pour attribuer à la part de chacune d'elles le cens électo-

ral, chaque locataire et sous-locataire est électeur conformément à cette loi et doit être inscrit sur la liste des électeurs".

"Si le montant auquel l'immeuble est évalué n'est pas suffisant pour attribuer à la part de chacun des locataires ou sous-locataires le cens électoral, sont inscrits autant de locataires ou sous-locataires que le montant requis pour conférer le cens électoral est compris de fois dans le chiffre de réévaluation en commençant par les noms des locataires et sous-locataires dont les baux sont les plus anciens.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 105) amendant les articles 1688, 1696 et 2257 du code civil.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J. MARION (L'Assomption): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 106) amendant la loi électorale de Québec. 1895.

Il s'agit d'amender l'article 35 relatif à la révision qui se lirait désormais comme suit: "Toutefois lorsqu'il s'agit d'une plainte produite en vertu de l'article 34, à l'effet de faire inscrire des noms sur la liste, il n'est nécessaire de signifier l'avis spécial qu'à la personne qui a produit la plainte".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 107) amendant le code civil relativement aux degrés de substitution.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 109) amendant le code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 149) amendant l'article 1651 des statuts refondus de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 150) modifiant la loi concernant les corporations de ville.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 151) amendant les articles 5043 et 5103 des statuts refondus de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M.C.-S. CHERRIER (Laprairie) Demande la permission d'introduire un bill (bill no 152) amendant l'article 807 du code municipal

Ce bill a pour objet de fixer les honoraires des officiers municipaux qui font des procès-verbaux

Accordé. Le bill est lu pour la première fois

Documents:**Droits de coupe de Gagnon & Frère
dans le Saguenay**

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de cette Chambre du 12 janvier 1898, pour copie de tous documents se rapportant à aucune remise à MM. Gagnon & Frère, pour droit de coupe, rentes foncières, etc., relativement à leurs limites, dans la division du Saguenay. (Document de la session no 31)

Message du lieutenant-gouverneur:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur;

M. L'ORATEUR:

L.-A. Jetté,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1899, et le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1900, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ces budgets à la considération de la Chambre. (Document de la session. no 1)

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 31 janvier 1899.

Il est ordonné que ledit message, ainsi que les estimations qui l'accompagnent, soient renvoyés au comité des subsides.

Subsides

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND: Dit que son discours sur le budget est prêt et qu'il aurait aimé le présenter aujourd'hui. Cependant, par respect pour la population de langue anglaise, il préfère attendre que la traduction anglaise soit terminée. C'est pour cette raison qu'il prononcera son discours mardi prochain.

Asiles d'aliénés

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 81) concernant les asiles d'aliénés soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Statuts refondus, article 1618

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 100) amendement l'article 1618 des statuts refondus de la province de Québec, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Le bill a pour but de placer le comté de Montmorency sur le même pied de celui de Pontiac et quelques autres au point de vue des sociétés agricoles. Le comté de Montmorency étant divisé en deux parties devrait avoir deux conseils.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation.

Loi de la chasse

L'HONORABLE S.-M. PARENT (Saint-Sauveur): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 7) "Loi de la chasse".

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Explique qu'en vertu de cette loi, la province de Québec est divisée en deux zones.

La zone no 1 comprend toute la province, moins cette partie des comtés de Chicoutimi et de Saguenay, à l'est et au nord de la rivière Saguenay.

La zone no 2 comprend cette partie des comtés de Chicoutimi et de Saguenay, à l'est et au nord de la rivière Saguenay.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Intervient sur l'article 1399 qui défend, entre autres, de chasser l'ours entre le 1er juillet et le 20 août. Il fait remarquer qu'on ne devrait pas accorder de protection à l'ours. Aux États-Unis la tête de cet animal est mise à prix. L'ours cause souvent des dégâts considérables dans nos campagnes, et au lieu de le protéger, on devrait permettre de l'abattre en tout temps et en tout lieu. Cet animal dangereux cause souvent beaucoup de dommages aux colons. Il est la terreur des cultivateurs dans beaucoup de districts.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Cet article en tant qu'il concerne l'ours, est tout simplement la reproduction de la loi déjà en vigueur et il ne voit pas de raison pour la changer. Les chasseurs prisent beaucoup ce gibier et, partant, le gouvernement a un intérêt économique à le protéger.

En ce qui concerne les destructions causées par cet animal, il croit qu'elles sont exagérées. D'ailleurs, l'ours n'est pas un animal plus destructeur que l'original, par exemple. Pourquoi le traquer plutôt que l'original?

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que lorsqu'il était en poste il n'avait pas vu de raison pour amender la loi en ce qui concerne l'ours, mais il considère qu'il est très raisonnable de croire, qu'au point de vue du colon, l'ours a des habitudes intolérables.

Des personnes se sont plaintes, autrefois, de pertes éprouvées par suite d'incursions de rennes et d'ours sur leurs propriétés. À l'époque il a fait introduire dans la loi un article par lequel ceux qui souffrent de la présence du gibier (ours, chevreuil ou caribou) sont autorisés à se défendre. Il lui fait plaisir de constater le maintien de cet article dans la loi.

Il admet que l'original cause parfois beaucoup de ravages et de dégâts, mais il considère que ce n'est pas une raison qui milite en faveur de l'ours.

Il raconte une histoire à propos d'un original apparu soudainement dans un troupeau de vaches.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Revient à la charge et dit que Fours ne devrait pas être protégé, de quelque façon que ce soit. C'est un membre indésirable de la société et ne mérite aucune protection.

L'HONORABLE S.-N. PARENT [Saint-Sauveur]: Répond qu'en tout temps, un fermier peut tuer un ours si ce dernier cause des dommages à sa propriété, cela est prévu par l'article 1401 a de la loi qui se lit comme suit:

"1401a. Les propriétaires, possesseurs et fermiers peuvent, en quelque temps que ce soit, repousser ou détruire les animaux protégés par la présente section qui causent ou qui menacent sérieusement le causer des dommages à leurs biens meubles ou immeubles."

La loi a seulement pour but d'interdire la chasse à l'ours durant une courte période. Il ne voit pas comment on peut s'objecter à ça.

M. G. BALL (Nicolet): Fait l'observation suivante: Pendant l'absence des occupants d'une maison de cultivateur, un ours entre dans cette maison et brise quelque chose ou se porte à d'autres méfaits, et s'en va dans la forêt avant le retour des occupants. Si le cultivateur qui en a été victime rencontre maître Martin par la suite, en temps prohibé, aurait-il le droit de l'occire sommairement? Ou devra-t-il l'arrêter, opération délicate et non sans danger, ou simplement logger une poursuite devant un tribunal contre le prédateur. La loi est vague à cet égard. dit-il. (Rires)

L'article 1399 est adopté.

Le comité étudie l'article 1404.

Cet article interdit en tout temps l'usage des poisons pour tuer les animaux protégés par la loi de la chasse.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose un amendement défendant de faire usage de strychnine ou d'autres poisons non seulement pour les animaux que la loi protège, mais aussi pour tous les animaux sauvages sans distinction. Il est très souvent arrivé que des animaux domestiques ont été empoisonnés et il faut mettre fin au dangereux usage des poisons. Il est déjà arrivé qu'une substance toxique ait causé l'empoisonnement d'animaux protégés. De plus, dans plusieurs régions où l'on avait placé du poison pour les renards, le terrain a été contaminé par le vomissement des renards.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Accepte l'amendement.

L'amendement est adopté et l'article est ensuite adopté.

Les autres articles sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il la modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

Henri Laurier

M. L. GOUIN [Montréal no 2]: Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 38) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Laurier au nombre de ses membres, après examen.

Ce bill a été modifié par le comité des bills privés et exige maintenant que le candidat passe un examen oral dans deux matières. Mais M. Laurier est toujours dispensé de passer des examens dans certaines autres matières.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): S'oppose à ce que la Chambre se forme en comité et soutient que le bill déroge sérieusement au principe.

Il s'oppose à l'adoption de bills de ce genre. Il proteste contre cette méthode de pénétrer dans la profession par la porte dérobée. Certes, le cas actuel présente quelques détails exceptionnels, mais malgré cela, la personne qui sollicite l'admission au Barreau devrait passer les examens requis.

M. E. BOUFFARD [Montmorency]: S'objecte également à la proposition de se former en comité. Il est d'avis qu'il ne faut pas faire d'exception.

L'an dernier le comité des bills privés a refusé la pétition de plusieurs jeunes gens pauvres tendant à obtenir ce privilège. M. Henri Laurier devrait être soumis aux mêmes examens écrits et oraux que tous les autres candidats qui se présentent pour l'admission au Barreau. Il se prononce contre ceux qui seraient tentés de favoriser certaines personnalités au préjudice de droits acquis.

Adopté sur division.

En comité:

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose en amendement que M. Laurier ait à subir les mêmes examens que les autres étudiants pour l'admission à la pratique.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Combat l'amendement. Il affirme respecter le Barreau, mais soutient que dans ce cas-ci, les circonstances justifient la demande de monsieur Laurier. Le conseil du Barreau, organisme qui est aussi respectable que la Chambre, a approuvé cette demande.

Pourquoi donc vouloir aller à rencontre de la décision des hommes qui sont les plus compétents en la matière. Il serait le dernier à chercher à garnir les rangs de la profession d'indésirables: mais cette épithète ne s'applique pas à M. Laurier. Les seules objections que l'on puisse soulever dans ce cas-ci sont d'ordre technique. Il insiste sur le fait que le cas de M. Laurier est exceptionnel, du fait qu'il a été protonotaire du comté d'Arthabaska pendant les dix dernières années.

M. A. PLANTE (Beauharnois): Dit que la principale objection au bill résulte de ce que M. Laurier n'a pas été employé comme étudiant à un bureau d'avocat pendant un temps régulier mais il croit que ses dix années d'expérience comme protonotaire comblent cette lacune.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Proteste de nouveau contre le principe. Il admet que le cas est réellement exceptionnel. Il dit que, quoiqu'il ne votera pas en faveur du bill, il consent à le laisser passer, puisque le conseil du Barreau le recommande.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Retire sa proposition d'amendement.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Hôtel Windsor de Montréal

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill (bill no 72) consolidant les lois relatives à la "Windsor Hotel Company of Montreal".

Adopté.

En comité:

La discussion porte sur l'article 3 qui se lit comme suit: "Le capital-actions de la compagnie sera d'un million de piastres divisé en actions de cent piastres chacune, dont cinq mille sont déjà émises et pleinement libérées, mille dont l'émission est autorisée, pleinement libérées et réparties au prorata parmi les actionnaires, suivant la proportion en laquelle ils sont porteurs d'actions de la compagnie, en vue de les indemniser de la dépense faite par la compagnie à même le revenu provenant du compte du capital; et, quant au reste dudit capital-actions, savoir, quatre mille actions, il pourra être émis, suivant que les directeurs le détermineront, en vue d'obtenir le capital additionnel nécessaire aux affaires de la compagnie, ou d'acheter des obligations de la compagnie, de temps à autre, ou il pourra être échangé contre toutes obligations de la compagnie non libérées".

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Affirme que le principe de ce bill déroge à la loi de la Législature relative aux compagnies à capital social; ce qui n'est probablement pas le désir des actionnaires de l'hôtel Windsor même s'ils en tiraient des avantages. Il cite l'article 4722 des statuts refondus qui s'oppose à l'émission de nouvelles actions pour représenter la valeur accrue de la propriété. Ce que l'on propose ressemble à une dilution des obligations. Il s'oppose à l'article qu'il considère en conflit avec les dispositions des statuts refondus.

Il n'a aucune animosité contre le bill, aucune considération personnelle ne le pousse en s'opposant à l'adoption de cet article, mais si on fait une exception dans le cas présent il n'y aura pas de motif de la refuser dans d'autres.

La loi veut qu'on n'émettra pas d'actions dites libérées, à moins qu'elles n'aient été payées en

argent. Il faut donc changer la loi générale ou amender le présent bill dans ce sens.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Demande si les énoncés contenus dans ce bill sont les faits réels.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Croit qu'ils sont véridiques, mais que l'article 3 va quand même à l'encontre de la loi. La loi régissant ce cas devrait être abolie immédiatement si elle n'est pas observée. Si cette loi doit être violée dans un cas, cela pourrait se répéter dans d'autres.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Espère que ce bill sera adopté à l'unanimité. Il aurait dû être rapporté hier après-midi; et après toutes ces explications, il souhaite voir l'amendement rejeté.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit que l'argent investi dans de nouvelles bâtisses ne constitue pas un actif. Le capital-actions d'une compagnie constitue une obligation, mais non un actif.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Répond que cette question a été discutée à fond au comité des bills privés et que ce dernier, après avoir entendu tous les arguments, a adopté cette clause à l'unanimité. Cette décision rendra justice à la "Windsor Hotel Company" qui a englouti une somme d'argent considérable dans des édifices qui sont un ornement et une oeuvre utile pour la population de Montréal. La "Windsor Hotel Company" n'est pas une corporation publique et cette clause ne viole pas de principe public. Il est d'avis que les représentations contre ce bill auraient dû se faire devant le comité des bills privés alors que les parties intéressées étaient présentes avec tous leurs documents en main. Les promoteurs de ce bill ont fait des investissements qui pendant longtemps ne leur ont rapporté aucun profit, et désirent être remboursés de façon à pouvoir utiliser leurs gains pour agrandir l'édifice. Ce fait n'intéresse pas le public. Les pétitionnaires demandent le droit d'être remboursés pour des profits acquis dans le passé; les priver de ce droit serait une décision très arbitraire. Si le député de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater) avait assisté à la séance du comité des bills privés, il aurait entendu des explications très satisfaisantes.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit que la Chambre n'est pas pour abdiquer son droit d'étudier les bills en comité plénier parce que le comité des bills privés l'a déjà fait.

M. W.J. WATTS (Drummond): Comprend que l'argent qui aurait dû être donné en dividendes a servi à l'érection du "Windsor Hall". Il croit donc raisonnable que la somme de \$100.000 sur les \$500.000 de nouvelles obligations soit remise aux actionnaires du début.

Le principal argument invoqué au comité des bills privés, dit-il, a été qu'une grande partie des revenus de la "Windsor Hotel Company", au cours des années passées, a été utilisée pour des dépenses de capital, comme l'érection du "Windsor Hall".

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Admet qu'il n'est pas renseigné à fond sur la question, mais il pense que ceux qui ont construit les nouvelles parties de l'hôtel devraient être remboursés mais que le bill ne prenait pas la manière régulière d'opérer ce remboursement.

L'HONORABLE J. J. E. GUERIN (Montréal no 6): Dit que ce serait vraiment dommage si la rumeur circulait que la "Windsor Hotel Company" était à diluer ses actions, alors que tout le monde sait que c'est le contraire qui se produit. Il pourrait, en d'autres circonstances, comprendre l'acharnement du représentant de Montréal no 4 (M.A.W. Atwater) à s'objecter, mais dans le cas présent, la construction du "Windsor Hall" constitue un investissement pour la Windsor Hotel Company. La compagnie a utilisé ses revenus plutôt que de recourir à un emprunt à un taux d'intérêt de six pour cent. On a donc utilisé l'argent qui serait allé aux actionnaires sous forme de dividendes. Et il ne peut comprendre pourquoi certains se plaignent du fait que la compagnie désire rembourser ses actionnaires en leur donnant des actions au lieu de dividendes.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): N'a pas l'intention d'insinuer une telle accusation, mais il désire faire remarquer que les dispositions de la loi particulière sont en opposition avec celles de la loi générale et que par conséquent l'une ou l'autre doit être amendée.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Dit qu'après les explications devant le comité des bills privés et tout ce qu'il vient d'entendre, le député de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater) devrait retirer sa motion.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Refuse de retirer sa motion, mais permet à l'article de passer sans procéder au vote.

L'article 3 est adopté.

Les autres articles sont adoptés.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Union des mouleurs de Montréal

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 34) constituant en corporation l'Union des mouleurs de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Léopold Guerin

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 53) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Léopold Guerin au nombre de ses membres après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Lake Megantic Pulp Company

Du consentement unanime de la Chambre, le nom de M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) est substitué à celui de M. H.-S. Béland (Beauce) comme promoteur du bill (bill no 47) amendement la loi 56 Victoria, chapitre 78, constituant en corporation la "Lake Megantic Pulp Company".

Chemin de fer urbain de Montréal

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 71) modifiant les lois relatives à la "Montreal Street Railway Company", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Ville de Longueuil

M. A. ROCHELEAU (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 120) amendement les lois concernant la ville de Longueuil, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

The Montreal Cotton Company

M. A. PLANTE (Beauharnois): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 39) autorisant et ratifiant le règlement no 136 des règlements de la ville de Salaberry-de-Valleyfield, accordant une commutation de taxes à la compagnie dite "The Montreal Cotton Company", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Corporation de Sorel

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Propose selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 114) amendement la loi constituant en corporation la cité de Sorel, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Lake Megantic Pulp Company

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill [bill no 47] amendement la loi 56 Victoria, chapitre 78, constituant en corporation la "Lake Megantic Pulp Company", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières.

Élargissement de la rue Notre-Dame, Montréal

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill [bill no 76] amendement la charte de la cité de Montréal et en particulier la loi 59 Victoria, chapitre 49, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Ce projet de loi propose l'élargissement de la rue Notre-Dame est, de la rue Frontenac à la rue Moreau, et de Dezery jusqu'à la limite est. Le coût de ces travaux payé moitié par la ville de Montréal, et l'autre moitié par les propriétaires riverains.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Suggère que ce bill soit renvoyé au comité spécial concernant la charte de Montréal.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité spécial de la charte de la cité de Montréal.

Élargissement de la rue Saint-Antoine, Montréal

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 119) amendement la charte de la cité de Montréal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Ce bill obligera la cité à élargir la rue Saint-Antoine. Les travaux débuteraient au plus tard le 1^{er} mai prochain et la ville devra emprunter une somme suffisante pour payer les dédommagements que ces travaux pourront entraîner. Un des articles stipule que la cotisation des propriétaires pour la jouissance de ces améliorations sera payable dans une période n'excédant pas quarante ans, à un taux d'intérêt de trois et demi pour cent et un fonds d'amortissement de un-demi pour cent.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Suggère de renvoyer ce bill au comité spécial de la charte de Montréal.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): S'y oppose.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Dit qu'il est absurde de voir des députés de Montréal siéger à un comité qui étudie la législation concernant leur ville, alors qu'au même moment le comité des bills privés étudie d'autres bills affectant les intérêts de la ville de Montréal. La bonne marche des travaux du comité spécial pourrait être obstruée par un désaccord avec un autre comité.

Il propose que le bill soit renvoyé au comité spécial de la charte de Montréal.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Soulève la question d'ordre. La motion du représentant de Montréal no 5 (M. R. Bickerdike) ne peut pas être faite sans un préavis de deux jours.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Demande de retarder l'adoption du bill afin de lui permettre de faire sa motion selon les règles de la Chambre.

M. L'ORATEUR: Déclare que cela ne peut pas se faire. La seule façon de procéder est de donner un avis de motion quand la question reviendra en Chambre.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Fait remarquer que la seule façon de faire parvenir ce bill au comité spécial de la charte de Montréal est par le biais du comité des bills privés qui n'a qu'à renvoyer le bill en Chambre avec recommandation de le renvoyer au comité spécial de la charte de Montréal.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif, a passé les bills suivants sans amendement, savoir:

Bill (bill no 12) validant certains actes de transport d'immeubles sujets aux droits imposés par l'article 1191a des statuts refondus et ses amendements;

Et bill (bill no 13) concernant le secrétaire du registraire de la province.

La séance est levée à six heures.

Séance du 3 février 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour la pétition suivante est lue et reçue:

De M. Viger et autres, de l'honorable Jean Girouard et autres, et de L.-E. Morin et autres, tous de la ville de Longueuil, demandant que le bill (bill no 120) amendement la charte de ladite ville ne devienne pas loi.

Introduction de bills:

M. C.-S. CHERRIER (Laprairie): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 153) amendement l'article 1061 du code municipal.

Ce projet de loi a pour but de rendre responsables les personnes qui plaident, et non pas le conseil de comté, ce qui évitera des procès.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 154) amendement l'article 1301 du code civil.

Avec l'interprétation donnée par les tribunaux à cet article, le prêteur qui prête de l'argent à une femme, pour le bénéfice du mari, est exposé à perdre son argent, à moins que les époux ne vivent sous le régime de la communauté de biens. Le but de l'amendement est de protéger le créancier honnête et de lui permettre de recouvrer le montant qu'il peut avoir avancé à une femme séparée de biens lorsqu'il est prouvé que ce n'est pas pour frauder son mari.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Message du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill B) intitulé: Loi concernant la police provinciale, pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill (bill D) intitulé: Loi légalisant certains enregistrements faits dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement d'Argenteuil:

Bill (bill E) intitulé: Loi amendement l'article 599 du code de procédure civile;

Bill (bill F) intitulé: Loi modifiant de nouveau la loi concernant la cour de circuit du district de Montréal;

Et bill (bill H) intitulé: Loi amendement la loi relative aux sociétés de prêts et placements.

Introduction de bills:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, appuyé par le député de Huntingdon (l'honorable G.W. Stephens), que le bill (bill B) du Conseil législatif intitulé: "Loi concernant la police provinciale", soit maintenant lu pour la première fois.

Ce projet de loi vise à enlever la responsabilité de la police provinciale à l'honorable juge Chauveau qui a agi comme commissaire depuis plusieurs années, pour la confier au procureur général.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 5 (M. R. Bickerdike), que le bill (bill D) du Conseil législatif intitulé: "Loi légalisant certains enregistrements faits dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement d'Argenteuil", soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. N. Garneau), que le bill (bill E) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendement l'article 599 du code de procédure civile", soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que le bill (bill F) du Conseil législatif intitulé: "Loi modifiant de nouveau la loi concernant la Cour de circuit du district de Montréal", soit maintenant lu pour la première fois.

L'objet de cette loi est de nommer un doyen parmi les trois juges de la Cour de circuit de Montréal (MM Champagne, Dorion et Purcell), une sorte de luge en chef pour assurer l'organisation des cours et la distribution des affaires. Ce doyen ne recevra pas un salaire supérieur aux autres juges.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que le bill (bill H) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendement la loi relative aux sociétés de prêts et placements", soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

Subsides

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose: 1. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'élection, pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Women's Protective Immigration Society". Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Adopté.

aucun des départements du gouvernement de la province et de celui de la Puissance, au sujet de l'application et de l'exécution du jugement des Lords du comité judiciaire du Conseil privé, rendu le 26 mai 1898, relativement aux droits de pêche dans les eaux fluviales et autres.

Adopté.

Compagnie d'exposition de Montréal

M. G. BALL (Nicolet): Propose, appuyé par le représentant de "Montmorency (M. E. Bouffard), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de tous arrêtés en conseil, contrats et rapports, et de toute sentence arbitrale, sous l'opération de l'acte 61 Victoria, chapitre 4, concernant la Compagnie d'exposition de Montréal.

Aussi, copie de toute correspondance se rattachant à ces matières.

Adopté.

Stadacona Water, Light and Power Company

L'ordre du jour appelant l'étude en comité plénier du bill [bill no 35] modifiant la charte de la "Stadacona Water, Light and Power Company", étant lu:

M. T. B. DE GROSOIS (Shefford): Propose que ledit ordre soit rescindé et que le bill soit retiré.

UNE VOIX: Ce bill a été tellement défiguré au comité des chemins de fer qu'il n'en reste quel article rendant le bill exécutoire le jour de sa sanction.

Adopté. Le bill est retiré.

Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 69) amendement la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Succession C. Lamothe

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 123) relatif à la succession de feu Charles Lamothe, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Ville de East-Angus

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 113) constituant en corporation la ville de East-Angus, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Ville de Lachine

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 74) amendement les lois concernant la ville de Lachine, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Corporation de Farnham

M. C. L. COTTON (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 65) refondant les lois organiques de la corporation de la ville de Farnham, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Corporation de Victoriaville

M. W. J. WATTS (Drummond): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 48) amendement la loi constituant en corporation la ville de Victoriaville, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Loyola College

L'HONORABLE J.J.E. GUÉRIN (Montréal no 6): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 60) constituant en corporation le "Loyola College", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Société ecclésiastique de secours mutuels du Sacré-Coeur de Jésus, Chicoutimi

M. H. PETIT (Chicoutimi et Saguenay): Propose selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 31) constituant en corporation la Société ecclésiastique de secours mutuels du Sacré-Coeur de Jésus, dans le diocèse de Chicoutimi, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Chemins à barrières de la rive nord de Québec

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 124) autorisant les syndics de la "Quebec North Shore Turnpike Trust" à émettre des obligations pour renouveler certaines autres débetures actuelles et pour autres fins, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Corporation de Summerlea

M. J.-A. CHAURET [Jacques-Cartier]: Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 122) amendement la loi constituant en corporation la ville de Summerlea, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Succession A. Brunet

M. H.-B. RAINVILLE [Montréal no 3]: Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 121.) pour mieux déterminer les pouvoirs donnés aux héritiers fiduciaires par le testament de feu Alexis Brunet et pourvoir à leur rémunération, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Succession A. Prévost

M, L GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill [bill no 64] amendement la loi 60 Victoria, chapitre 95, concernant la succession de feu Amable Prévost, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Shawinigan Water and Power Company

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 115) amendement la loi constituant en corporation la "Shawinigan Water and Power Company", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Laurentian Water and Power Company

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 117) constituant en corporation la "Laurentian Water and Power Company", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

La séance est levée à quatre heures vingt.

Séance du 6 février 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Dépôt de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Stephens, la pétition de A.S. Compain et autres propriétaires, du sud-ouest de la ville de Longueuil.

Subsides

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande quand l'état des recettes et paiements de la province depuis le 1^{er} juillet sera soumis à la Chambre.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND [Saint-Jean]: Dit qu'il croyait qu'il avait été soumis, parce qu'il est prêt depuis huit jours. Il ajoute qu'il prononcera son discours sur le budget demain après-midi.

Introduction de bills:

M. C. LANGEIER (Lévis): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 97) amendement le code de procédure civile, relativement aux procès par jury en matière de diffamation écrite.

Ce projet de loi vise à faire entendre dans des procès par jury toutes les causes de diffamation écrite réclamant des dommages de cent dollars et plus.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. T. B. De GROSBOIS (Shefford): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 101) à l'effet d'assurer une meilleure assistance aux écoles publiques.

DES VOIX: Bravo! Bravo! ... Non! Non! Expliquez!

M. T. B. De GROSBOIS (Shefford): Le but de ce projet de loi est d'obliger les parents ou ceux qui ont charge d'enfants, à les envoyer à l'école durant seize semaines de l'année scolaire, au moins, sous peine d'amende, pour réagir contre la négligence et même le parti pris de certains parents qui n'envoient pas leurs enfants à l'école. Il ajoute que le titre du projet de loi en fait connaître l'objet. La première partie ne contient que des clauses d'interprétations: elle dit ce que l'on doit entendre d'après le bill par écoles publiques.

La deuxième partie dit quelles sont les responsabilités des parents qui ont des enfants sous leur charge.

La troisième dit quelles sont les exceptions, quels sont les enfants qui se trouvent exemptés de fréquenter les écoles.

La quatrième indique les pénalités auxquelles s'exposent les parents qui négligent absolument l'éducation de leurs enfants.

Le bill pourvoit à l'enregistrement nécessaire pour découvrir si les enfants fréquentent réellement l'école.

Enfin, le projet de loi n'a rien qui soit de nature à effrayer personne; il ne vise qu'à l'accomplissement au moins partiel d'un devoir public aussi bien que privé.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Rapports de comités:

M. C.-B. MAJOR (Ottawa): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill (bill no 36) modifiant la charte de la cité de Saint-Henri;

Bill (bill no 37) amendement la charte de la cité de Sherbrooke, 55-56 Victoria, chapitre 51 :

Bill (bill no 44) déclarant définitive la possession par Antoine-Philippe Panet, des immeubles légués à Joseph-Félix Lussier-Panet par feu Félix Lussier et Angélique Deschamps.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement:

Bill (bill no 116) concernant la cité de Montréal et la Compagnie du chemin de fer le Grand-Tronc du Canada;

Bill (bill no 73) amendement la loi constituant en corporation la "Montreal Protestant House of Industry and Refuge";

Bill (bill no 46) concernant la vente de certains droits de mine appartenant aux enfants mineurs Allyn;

Le promoteur du bill (bill no 51) constituant en corporation la ville de Viauville, ayant déclaré qu'il désirait ne pas procéder avec ce bill, votre comité recommande, en conséquence, à votre honorable Chambre, que permission lui soit accordée de retirer ledit bill;

Au sujet du bill (bill no 116) concernant la cité de Montréal et la Compagnie du chemin de fer le Grand-Tronc du Canada, votre comité désire appeler l'attention de votre honorable Chambre sur le fait que le consentement de la couronne est requis avant l'adoption finale du bill, parce qu'elle paraît être intéressée dans la propriété dont il est question dans ce projet de loi.

Votre comité croit devoir informer votre honorable Chambre des faits suivants relatifs à la procédure suivie pour le bill (bill no 36) modifiant la charte de la cité de Saint-Henri;

La clause 9 dudit bill ayant été adoptée par la majorité des membres du comité, après le vote régulièrement pris, le président a alors mis ses initiales à la marge vis-à-vis ladite clause. Il a été proposé ensuite que la clause 9 soit reconsidérée. La question d'ordre ayant été soulevée que le comité n'a pas le droit de reconsidérer, le président décide que le point d'ordre est bien pris. Appel est fait au comité de cette décision. Le comité renverse la décision de son président et procède à reconsidérer ladite clause 9 et il est décidé de la rejeter, et en conséquence elle est rayée.

Charte de Saint-Henri

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), que le bill (bill no 36) amendement la charte de la cité de Saint-Henri soit renvoyé de nouveau au comité des bills privés, avec instruction par cette Chambre de le reconsidérer et de faire rapport.

Il attire l'attention de la Chambre sur le fait que le comité, après avoir adopté l'article 9 du bill, était revenu sur sa décision, ce qu'il n'avait pas le droit de faire, pas plus que la Chambre a le droit de revenir sur un débat antérieur. La seule autorité qui puisse renvoyer un bill au comité est l'Orateur de la Chambre, dit-il en s'appuyant sur l'opinion de Bourinot et de May. Il se réfère au règlement qui interdit à la Chambre de rescinder, sans qu'il y ait eu avis préalable, un vote qu'elle a passé. Il trouve ridicule qu'un comité possède des pouvoirs que la Chambre n'a pas.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande au député de Laval (M. P.-E. LeBlanc) d'inclure dans sa motion les questions de procédure qu'il veut faire décider.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Soulève un point d'ordre à l'effet que la motion n'est pas dans l'ordre, parce qu'elle ne peut pas être proposée avant que le président, ou l'un des membres du comité, ait fait motion pour l'adoption du rapport du comité.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Dit également que la motion n'est pas dans l'ordre parce que le rapport en question est spécial et que le député de Laval (M. P.-E. LeBlanc) ne peut faire cette demande avant qu'une motion pour l'adoption du rapport soit présentée.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Fait remarquer qu'il existe plusieurs éditions de May et Bourinot à la bibliothèque de la Législature. À son avis, il est grand temps que l'on mette de côté des vieilles éditions. De cette façon, lorsqu'un député citera un de ces auteurs, tous les députés pourront trouver ces citations à la même page. Jusqu'à ce jour, aucun gouvernement ne s'est penché sur cette question, mais puisque le cabinet est maintenant au courant, il espère que cette question sera étudiée.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Fait remarquer que cette question relève du comité de la bibliothèque.

M. W.J. WATTS (Drummond) et L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Abondent dans le même sens que le représentant de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechêne).

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Dit que le comité a parfaitement le droit de reconsidérer sa décision.

M. L'ORATEUR: Dit qu'il va considérer la question et demande au député de Laval (M. P.-E. LeBlanc) de lui remettre par écrit les questions qu'il voulait voir éclaircies.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): À son avis cette procédure est en quelque sorte irrégulière. Voici qu'un honorable député présente une motion et, en même temps, il désire voir l'Orateur rendre une décision. Il propose au député de Saint-Maurice d'inclure cette question d'ordre dans la question qu'il a soulevée.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Déclare n'avoir soulevé qu'une seule question, à savoir que le député de Laval (M. P.-E. LeBlanc) n'avait pas le droit de présenter cette motion avant que la motion en vue de l'adoption du rapport spécial du comité des bills privés ne soit devant la Chambre.

M. L'ORATEUR: Déclare à la Chambre qu'il remet sa décision à une date ultérieure.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn) que la discussion soit ajournée.

Cette dernière proposition est adoptée.

Documents:

Sténographes de la Cour d'enquêtes et mérite

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de cette Chambre, du 30 janvier 1899, pour copie des instructions envoyées aux protonotaires des districts de Montréal et de Québec, au sujet de la nomination et du choix des sténographes devant être employés à la Cour d'enquêtes et mérite, depuis la dernière session. (Document de la session no 32)

Colonisation aux Iles-de-la-Madeleine

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de cette Chambre, du 27 janvier 1899, pour copie de toute correspondance, lettres, télégrammes, échangés entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et toutes personnes dans les Iles-de-la-Madeleine, depuis le premier décembre 1897, concernant la dépense des argent de la colonisation dans cette partie de la province. (Document de la session no 33)

Message du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant.

Le Conseil législatif a passé le bill (bill G) intitulé: "Loi amendement le code civil, relativement au remplacement des registres de l'état civil perdus ou détruits", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Introduction de bills:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable G.W. Stephens), que le bill (bill G) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendant le code civil, relativement au remplacement des registres de l'état civil perdus ou détruits", soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

Municipalité de Saint-Élie-d'Orford

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill (bill no 32) érigeant en municipalité séparée la paroisse de Saint-Élie-d'Orford, dans le comté de Sherbrooke.

Adopté.

En comité:

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Explique le but du projet de loi qui vise à mettre en pratique un décret canonique. Les catholiques francophone, déjà regroupés dans une paroisse canonique, désirent se former également en municipalité distincte au point de vue civil.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome) Signale que le conseil de comté de Sherbrooke s'est opposé au bill et que les habitants de ce canton y sont en général opposés. L'érection en paroisse canonique distincte pour des motifs religieux est suffisante.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit s'objecter au bill dont l'objet est de créer une paroisse au centre d'un canton alors que les autres cantons qui l'entourent relèvent d'une administration différente. Il soutient qu'un arrangement de la sorte présenterait de nombreux inconvénients. Il est entendu que la Chambre n'a rien à voir avec l'érection de cette paroisse en vertu d'un décret canonique.

M. T. B. De GROSBOS (Shefford): Propose de changer les limites proposées de la municipalité, de façon à exclure certains lots de ladite municipalité.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke) S'objecte à cette motion. Ces terrains appartiennent à M. Lovell qui ne donne pas d'autre raison que de refuser de faire partie de la municipalité.

L'amendement du représentant de Shefford (M. T. B. De Grosbois) est rejeté.

Le comité ayant étudié le bill en a fait rapport sans amendement.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Henri Bourassa

M. C.-B. MAJOR (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 66) autorisant le Bar-

reau de la province de Québec à admettre Henri Bourassa au nombre de ses membres.

En comité:

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose en amendement que M. Bourassa ne pourra être admis avant d'avoir terminé ses trois ans de cléricature. Il souligne le fait qu'il est en apprentissage depuis novembre 1897. Il mentionne aussi l'article dans le préambule stipulant que le conseil du Barreau approuve le bill, mais il soutient que la majorité des membres du conseil ont signé ce document à titre personnel. Il est d'avis qu'il n'existe aucune raison pressante pour admettre monsieur Bourassa au Barreau.

La Chambre a refusé l'année dernière de passer des projets de loi semblables. Monsieur Bourassa est député à la Chambre des communes. Il a occupé le poste important de secrétaire de la Commission internationale qui a siégé à Washington. Monsieur Bourassa est un homme de talent: il n'exige pas de motif pour qu'il ne termine pas sa cléricature. Il a tout à gagner en agissant ainsi. Il est bien prêt à exempter M. Bourassa de l'examen à l'étude, mais non de sa cléricature. Le cas de M. Bourassa n'est pas un cas qui puisse engager la Chambre à passer par-dessus les règlements. Il oppose, en principe, à ce projet de loi.

M. E.J. FLYNN (Gaspé) Pense que l'amendement devrait être accepté.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur) Prend également la parole.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

interpellations:

Chemins à barrières de Montréal

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Les syndicats des chemins à barrières de Montréal font-ils un rapport annuel de leurs opérations au gouvernement provincial?

Dans l'affirmative, ont-ils fait rapport pour 1896?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Non.

Compagnie du chemin de Saint-Michel

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): La Compagnie du chemin de Saint-Michel a-t-elle fait rapport au gouvernement de ses opérations financières?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Oui.

Lots dans le canton de Thetford

M.G.R. SMITH (Mégantic) 1. Combien de billets de location la couronne a-t-elle accordés aux colons du canton de Thetford depuis le 1er juin 1897?

2. Combien de lots la couronne a-t-elle annulés dans ledit canton depuis le 1er juin 1897?

3. Si elle en a annulés, à la demande de qui l'a-t-elle fait?

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):

1. Trois. 2. Un. 3. Ladite annulation a été faite à la demande de M. G.R. Smith, député de Mégantic.

T. Trépanier, employé civil

M. P. GRENIER (Champlain): 1.M. Théophile Trépanier, de la paroisse de Saint-Tite, comté de Champlain, est-il à l'emploi du gouvernement?

2. Dans l'affirmative, quelle est la nature de cet emploi?

3. Depuis quand a-t-il été nommé?

4. Combien lui a-t-il été payé du 1er juillet 1897 au 31 décembre 1898?

5. Combien lui était-il dû à cette date du 31 décembre 1898?

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):

1. Oui. 2. Garde forestier. 3. 20 août 1897. 4. Il lui a été payé, depuis sa nomination, jusqu'au 31 décembre 1898. \$215.63. 5. Rien, d'après le surintendant des gardes forestiers.

Contrats d'arpentage

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Quels contrats d'arpentage ont été donnés depuis le 1er juillet 1898 jusqu'à ce jour?

Quels sont les contrats qui ont été exécutés?

Quels sont ceux qui ne l'ont pas été?

Quel montant a été payé pour l'exécution de ces contrats?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Aucun contrat d'arpentage n'a été donné, depuis le 1er juillet 1898. Une exploration du territoire situé entre la rivière aux Outardes et les rivières Péribonka et Manouane et pour laquelle nous avons actuellement payé \$700,00. a seule été faite depuis cette date.

Chemin de fer de Lachute et Saint-André

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Le gouvernement a-t-il l'intention d'obtenir un rapport officiel relativement à l'exploitation du chemin de fer de Lachute et Saint-André, et relativement aux droits que pourrait avoir la province contre la compagnie, au cas de non-exploitation dudit chemin de fer, après réception de la subvention provinciale?

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Le gouvernement fera faire enquête sur la question.

Demande de documents:

Député-shérif des Iles-de-la-Madeleine

M. P.P. DELANEY (Iles-de-la-Madeleine): Propose, appuyé par le représentant d'Iberville (M. F.

Gosselin), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toutes plaintes déposées devant le gouvernement contre le député-shérif des Iles-de-la-Madeleine, depuis le premier jour de novembre 1897:

Copie de l'enquête faite par l'inspecteur Ché vrefils, au sujet d'une partie desdites plaintes, ainsi que du rapport d'icelle:

Aussi, copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun de ses membres et le député-shérif ou autre, touchant la question de destitution ou poursuite dudit député-shérif.

Adopté.

Hôpital de Marieville

M. A.-N. DUFRESNE (Rouville): Propose, appuyé par le représentant de Nicolet (M. G. Ball), qu'il soit mis devant la Chambre, copie de toutes requêtes demandant de l'aide en faveur de l'hôpital de Marieville, dans le comté de Rouville.

Adopté.

Paroisse de Lavaltrie

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 93) détachant la paroisse de Lavaltrie du comté de Berthier et l'annexant au comté de L'Assomption, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Code de procédure civile, article 744

M. P. D'AUTEUIL (Charlevoix): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 102) abrogeant l'article 744 du code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Code de procédure civile, article 599

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), que le bill (bill no 91) amendement l'article 599 du code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Ce bill a pour but d'exempter les pensions alimentaires de la saisie, tout comme les salaires, pour les paiements de dettes. Jusqu'à aujourd'hui, les pensions alimentaires peuvent faire l'objet d'une saisie pour des dettes relatives à l'alimentation.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Donations de futur époux à future épouse

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier) que le bill (bill no 92) validant les donations faites par un futur époux à une

future épouse, par leur contrat de mariage, des meubles qui garniraient leur domicile commun, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il est de tradition dans cette province, depuis longtemps déjà, que dans un contrat de mariage en séparation de biens, le futur époux s'engage à donner à sa future épouse les meubles qui garniront leur domicile commun. Nous avons des doutes quant à la validité d'une telle clause dans le cas où le futur époux se procurerait les meubles après la célébration du mariage. Il est opportun de spécifier par cette loi que ces donations ont été faites de bonne foi, dans le but d'accorder de la sécurité à l'épouse et aux enfants.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Enregistrements dans Argenteuil

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill D) du Conseil législatif intitulé: "Loi légalisant certains enregistrements faits dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement d'Argenteuil", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Code de procédure civile, article 599

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Rimouski (M. A. Tessier) que le bill (bill E) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendant l'article 599 du code de procédure civile", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Pêche et pêcheries

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Propose, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable H.T. Duffy) que, demain, la Chambre se forme en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant la pêche et les pêcheries.

Adopté.

Dépôt de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Langelier, la pétition du Dr J.-H. Mignault et autres médecins de la province de Québec.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures et demie

Subsides

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Annonce qu'il fera son discours du budget demain après-midi.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, procède à la considération ultérieure des deux résolutions rapportées, du comité des subsides, vendredi, le 3 février courant. Les résolutions sont adoptées par la Chambre.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, 1. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles de réforme et d'industrie: pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la construction du High School " catholique romain de Montréal, sous la direction du révérend J. Quinlivan: pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Se dit très heureux de la contribution offerte par le gouvernement au révérend Gillies, du comté de Gaspé, pour l'érection d'une école d'économie domestique. C'est un fait connu que le révérend père est un de ses adversaires politiques, mais il n'en a pas tenu compte lorsque ce dernier lui a demandé de l'aide pour la construction de cette école. Ne possédant pas beaucoup d'influence auprès du gouvernement actuel, il lui a répondu qu'il ne pouvait pas être d'une grande utilité, mais qu'il appuierait fortement le gouvernement s'il encourageait cette cause louable. À son avis, toute la communauté retirera de grands avantages d'une telle institution où les religieuses enseigneront aux jeunes filles du comté à devenir d'excellentes maîtresses de maison, etc.

Il félicite aussi le gouvernement d'avoir aidé le "Montreal Catholic High School" et regrette que sa contribution n'ait pas été plus importante.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay) L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon; et DES VOIX MINISTÉRIELLES: Approuvent les propos du député de Gaspé (M. E.J. Flynn).

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Réclame le privilège d'une aide semblable pour les Irlandais catholiques de Québec quand le besoin s'en fera sentir.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas six mille neuf cent quatre piastres et quarante-deux centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'ameublement du palais de justice de Montréal: montant adjugé par arbitrage, y compris frais, etc (Crédit renouvelé); pour partie de l'item no 17 de la 61 Victoria. chapitre 1, cédule A; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Fait allusion à la somme de \$14,000.00 qui a déjà été votée.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome). Explique qu'il s'agit d'un nouveau vote.

UNE VOIX DE L'OPPOSITION: Demande des explications.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Explique les circonstances qui ont obligé le gouvernement actuel à payer les dettes de ses prédécesseurs. Il dit que l'ancienne administration avait commandé ces meubles. Un comité d'arbitrage composé de monsieur Bélanger, représentant monsieur Vallière, de monsieur Charest, pour le gouvernement et de monsieur Maxwell comme arbitre, a adjugé ce montant.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Demande pourquoi on n'a pas réglé tout le compte de l'année dernière.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Dit que monsieur Maxwell est un architecte de Montréal très respecté. Le montant adjugé à monsieur Vallière est moins que la moitié de la somme qu'il avait demandée.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Regrette que le gouvernement n'ait pas donné entière satisfaction à monsieur Vallière. Il aurait pu être plus généreux pour cet homme qui a tellement aidé le Parti libéral.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Je puis seulement vous dire que monsieur Vallière n'est jamais satisfait. J'ai fait valoir tout ce qui était possible pour appuyer sa réclamation. J'ai même confié ce problème à des arbitres. Mais, lorsque l'honorable député de l'Opposition a parlé de l'attachement de monsieur Vallière envers le Parti libéral, une idée m'est venue à l'esprit. Juste avant les dernières élections, monsieur Vallière a écrit une lettre à ses amis leur demandant fortement d'accorder leur appui à l'administration Flynn et, par conséquent, de voter contre le Parti libéral. J'ai vérifié les dates et j'ai constaté que monsieur Vallière a écrit cette lettre au moment où la commande de meubles a été donnée.

Je crois donc que si monsieur Vallière possède des amis du côté du gouvernement, il en a aussi de l'autre côté.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Le gouvernement devrait se souvenir qu'il s'agit là d'une pure coïncidence.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit qu'il a l'impression qu'il s'agit plutôt d'une impure coïncidence.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour la ferme modèle de Compton: prix d'achat en vertu du contrat du 23 avril 1896. (Crédit renouvelé): pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Est d'avis que cette institution devrait disparaître et déclare que le commissaire à l'Agriculture (l'honorable F.-G.-M. Dechêne. L'Islet) partage son opinion.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions étant lues deux fois, il est ordonné que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à plus tard.

Demande de documents:

C. - L. Champagne vs la reine

M. P.-E. LeBLANC (Laval): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier) et du consentement unanime de la Chambre, qu'il soit mis devant cette Chambre, le dossier complet dans la cause de Charles-L. Champagne vs la reine.

Adopté.

Loi électorale, amendement

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que le bill (bill no 19) amendement la loi électorale de Québec. 1895. soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Ce bill permet d'augmenter la liste des électeurs présentement en vigueur, en y ajoutant le nom des personnes qui résident dans le district électoral et tirent de leur salaire ou de leurs gages, en argent ou en nature, ou de quelque commerce, emploi, métier ou profession ou de quelque placement, un revenu d'au moins trois cents piastres par année. La loi stipule aussi que lorsque deux ou plusieurs personnes, payant chacune un loyer annuel suffisant pour conférer le cens électoral, sont locataires ou sous-locataires, en vertu de baux distincts, de locaux différents, d'un même immeuble évalué par une seule évaluation à un montant suffisant pour attribuer à la part de chacune d'elles le cens électoral, chaque locataire et sous-locataire est électeur conformément à cette loi et doit être inscrit sur la liste des électeurs. Si ce montant auquel l'immeuble est évalué n'est pas suffisant pour attribuer à la part de chacun des locataires ou sous-locataires le cens électoral, sont inscrits autant de locataires ou sous-locataires que le montant requis pour conférer le cens électoral est compris de fois dans le chiffre de l'évaluation, en commençant par les noms des locataires et sous-locataires dont les baux sont les plus anciens.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Cour de circuit de Montréal

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill F) du Conseil législatif intitulé: Loi modifiant de nouveau la loi concernant la Cour de circuit de Montréal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il s'agit simplement de nommer l'un des trois juges de la Cour de circuit doyen. Cette mesure a surtout pour but de permettre à l'un des juges de diviser le travail. Les deux autres juges seront juges puînés. Cette modification est réclamée depuis longtemps.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Attire l'attention de la Chambre sur le fait que par ce projet de loi, les juges de la cour de circuit auront préséance sur les juges de la Cour supérieure qui seront nommés plus tard.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): N'y voit qu'une question de préséance.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Accepte cette mesure puisque le Conseil législatif a pris cette loi en haute considération.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède alors à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

Sociétés de prêts et placements

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill H) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendant la loi relative aux sociétés de prêts et placements", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

La séance est levée à dix heures quinze.

Séance du 7 février 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Appel à l'assiduité

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande aux députés d'être plus ponctuels pour assister aux séances de la Chambre, car les affaires du pays souffrent de leurs absences. Chaque semaine un grand nombre de députés partent pour leur domicile respectif le vendredi et ne reviennent que le lundi ou le mardi suivant.

Rapports de comités:

M. T. B. De GROSOBOIS (Shefford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté sans amendement:

Bill (bill no 115) amendant la loi constituant en corporation la "Shawinigan Water and Power Company".

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté avec plusieurs amendements:

Bill (bill no 58) amendant la loi 58 Victoria, chapitre 64, constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord.

M. A. TESSIER (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter sans amendement:

Bill (bill no 67) concernant la division d'enregistrement du comté de Labelle:

Bill (bill no 68) concernant l'émission d'obligations par la "Merchants' Cotton Company":

Aussi, les bills suivants, auxquels il a fait diverger amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill (bill no 75) constituant en corporation la "Builders' Exchange";

Bill (bill no 43) définissant et amplifiant les pouvoirs de la "Montreal Loan and Investment Company"

Bill (bill no 54) refondant la loi constituant en corporation la Fraternité du tiers ordre de Saint-François d'Assise de Montréal;

Bill (bill no 55) amendant la loi constituant en corporation les Syndics apostoliques des pères franciscains de l'observance;

Bill (bill no 69) amendant la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal;

Et bill (bill no 122) amendant la loi constituant en corporation la ville de Summerlea.

Introduction de bills:

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Demande, appuyé par le représentant de Hochelaga (M. D.-J. Décarie), la permission d'introduire un bill (bill no 147) amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre 31. intitulée "Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal. et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet", et les divers actes et ordonnances qui l'amendent.

Ce bill a pour objet d'autoriser le "Montreal Turnpike Trust" à préparer des voies de bicycles le long des chemins vicinaux conduisant à Montréal. Quand ces voies seront construites, les bicyclistes devront payer une taxe pour pouvoir y circuler.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Charte de Montréal

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Suggère que le comité spécial chargé du bill de Montréal puisse siéger le soir afin de ne pas retarder l'adoption de ce bill.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Pense qu'on n'aura pas le quorum ce soir. Plusieurs membres de ce comité sont absents. De plus, une bonne partie des députés ont déjà un engagement pour ce soir.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Fait de nouveau appel aux députés pour obtenir leur bonne volonté, afin de hâter l'expédition de la besogne parlementaire. Il est arrivé plusieurs fois, dit-il, que les comités n'ont pu siéger, à cause de l'absence d'un quorum. Cela est vraiment regrettable et peut retarder la date de la prorogation, ce qui serait préjudiciable au trésor public. Il exprime sa volonté bien arrêtée d'expédier les travaux de la session, avec plus de diligence que par le passé. Les députés devraient au moins être présents tous les mardis. Une délégation nombreuse de Montréal est attendue à Québec ce matin pour l'étude de leur bill et j'ai le regret de constater que même les articles non litigieux n'ont pas encore été adoptés.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Se plaint que les documents de la Chambre ne sont jamais prêts avant l'ouverture de la séance. Les ordres du jour devraient être prêts à 10 heures du matin, et les procès verbaux de la veille, à midi. Autrement, il est impossible de préparer le travail de l'après-midi et les travaux de la Chambre en souffrent.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Répond qu'il tâchera de voir à ce que les choses aillent plus vite à l'avenir.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Est d'avis que le renvoi de ce bill à un comité spécial a été une erreur au départ. Certains membres de ce comité spécial font aussi partie, comme lui, du comité des bills privés et travaillent en ce moment à la législation. Il leur est donc impossible de siéger aux deux endroits en même temps.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): À son avis, le comité spécial fait un travail satisfaisant. et si le bill n'est pas adopté à cette session-ci, il le sera à la prochaine.

L'HONORABLE G.W.STEPHENS (Huntingdon): Le comité doit siéger demain pour entendre un groupe de l'Association des agents d'immeuble ainsi que d'autres associations.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Dit que le bill de la cité de Montréal est très important. Il est souhaitable qu'on accélère le plus possible les travaux de la session: que la session soit retardée ou pas, le bill de Montréal doit être adopté. Ce bill provoque l'unanimité presque totale de tous les groupes intéressés, même s'ils diffèrent d'opinion sur la nature exacte de certaines parties. Cette année, les promoteurs du bill n'accusent aucun retard. Cette mesure était prête dès l'ouverture de la session et les parties étaient disposées à procéder aussitôt après s'être conformées aux formalités d'usage. À son avis, le comité devrait être autorisé à siéger tard dans l'après-midi.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Se plaint des inconvénients que cause le présent arrangement.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Souhaite que l'exécution des affaires publiques n'accuse pas de retard.

M. E. J. FLYNN (Gaspé): Approuve les propos du premier ministre en ce qui concerne l'assiduité des membres de la Chambre. Je suis prêt, dit-il, à seconder le gouvernement de tous mes efforts. Il ajoute que l'assiduité des députés en Chambre et au comité est essentielle pour terminer la session le plus tôt possible.

Il est convenu que le comité siégera le lendemain matin à dix heures et demie.

Ville de Viauville

L'ordre du jour appelant la Chambre en comité général pour examiner le bill (bill no 51) constituant en corporation la ville de Viauville. étant lu:

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose que ledit ordre soit rescindé et que le bill soit retiré. Adopté. Le bill est retiré.

Documents:

Sommes payées à P. de Cazes

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 1er février 1899, demandant: 1. Un état détaillé de la somme de \$1,150, mentionnée à la page 213 des comptes publics, pour 1898. (version anglaise), comme ayant été payée à M. Paul de Cazes, pour sa réclamation relative à la codification des lois scolaires:

2. Copie de tous arrêtés en conseil et de toute correspondance au sujet de ce paiement. (Document de la session no 34)

Ponts des rivières Petit-Pabos et Cap-Chat

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 1er février 1899, demandant copie de tous arrêtés en conseil et de toute correspondance, depuis le 27 novembre 1897, au sujet de la construction de ponts sur la rivière du Petit-Pabos et sur celle du Cap-Chat. (Document de la session no 35)

Cour de circuit de Bellechasse

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de cette Chambre, du 30 janvier 1899, pour un état indiquant le nombre de causes entendues devant la cour de circuit du comté de Bellechasse, depuis 1895. (Document de la session no 36)

Droits de coupe de J. Vermette pour T.-J. Lamontagne dans le Saguenay

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de cette Chambre, du 12 janvier 1898, pour copies de tous documents relatifs à aucune remise faite à M. Joseph Vermette jr. de Québec, représentant les créanciers de T.-J. Lamontagne, pour droits de coupe, rentes foncières, etc., pour certaines limites dans la division du Saguenay. (Document de la session no 37)

Sociétés de prêts et placements

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill H) du Conseil législatif intitulé "Loi amendant la loi relative aux sociétés de prêts et placements soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

Subsides

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, procède à la considération de quatre résolutions rapportées, lundi, le 6 février courant, du comité des subsides, qui avaient alors été ajournées, et lesdites résolutions sont lues de nouveau et adoptées.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le député de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux), que cette Chambre concoure, avec le comité, dans lesdites résolutions. Adopté.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):
Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux), que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides).

Monsieur l'Orateur.

En arrivant au pouvoir, le gouvernement actuel était muni d'un mandat qui lui enjoignait de s'appliquer, avant tout, au rétablissement de notre équilibre financier, par la diminution de la dépense au moyen de l'économie, et par l'augmentation du revenu, sans l'imposition de nouvelles taxes.

Pour obtenir ce résultat, nous étions dans l'obligation d'exiger rigoureusement la rentrée des sommes dues à la province, de toute provenance, et de réduire, autant que possible, sans nuire à l'efficacité du service public, la dépense annuelle. C'était une tâche ingrate que nous entreprenions, mais qui s'imposait comme la seule solution du problème à résoudre.

A cet effet, il nous a fallu, d'abord, et avant tout, couper court au système de l'octroi illimité des subsides et des gratuités aux entreprises et aux oeuvres qui, tout méritoire qu'elles fussent, nécessitaient, pour les satisfaire, une augmentation considérable de notre passif et un surcroît correspondant de la dépense annuelle, pour intérêt et amortissement.

Nos devanciers avaient, peu de temps avant les élections générales, accordé par arrêtés en conseil, avec l'engagement de les faire ratifier par la nouvelle Législature, des subsides et des octrois de ce genre pour au-delà de un million de piastres, et ils avaient augmenté, dans plusieurs branches du service civil, la dépense annuelle, par un surcroît de salaires et d'employés. Afin de solder ces subsides, il nous eût fallu négocier de nouveaux emprunts, et, pour subvenir à l'augmentation de dépenses par ce surcroît de traitements, nous eussions été dans l'obligation d'imposer de nouvelles taxes, sans quoi l'équilibre désiré ne pouvait s'atteindre. Mais nous avons, comme je viens de le dire, pris l'engagement d'épuiser tous les moyens à notre disposition pour éviter d'augmenter le passif de la province ou de recourir à des impôts nouveaux. Entre ces deux obligations, nous nous sommes trouvés forcés, en obéissance au mandat populaire qui nous avait été confié, de ne pas exiger de la députation élue pour nous appuyer, la ratification d'une politique quelle avait condamnée sur toutes les tribunes populaires.

Nous nous sommes mis courageusement à l'oeuvre, dans l'espoir de pouvoir bientôt faire disparaître de nos comptes annuels le déficit énorme par lequel s'est soldé le dernier exercice de nos prédécesseurs. Cet espoir s'est réalisé en grande partie, durant notre première année d'administration, et je suis encore confiant que, si la députation veut nous continuer, dans cette politique d'économie, le cordial appui qu'elle nous a accordé jusqu'ici, nous l'accomplirons bientôt.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Bravo!

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):
Les prévisions budgétaires ne peuvent jamais s'établir d'une manière précise et infaillibles: elles sont soumises à l'accident des circonstances qui font, indépendamment des efforts d'un gouvernement, quelles subissent, dans certains services, des variations inattendues. Il peut facilement arriver qu'un ralentissement dans le commerce de bois ou une diminution dans le nombre des licences accordées durant une année, occasionne une baisse sensible dans le produit de ces deux importantes sources de revenu. Il se peut aussi qu'un surcroît de dépenses incontrôlables élève, dans certaines proportions, le chiffre des déboursés prévus. C'est ce qui s'est produit cette année, dans le service des asiles d'aliénés, où le budget se trouve augmenté forcément par un surcroît considérable du nombre des internés dans ces institutions, et par la hausse de \$14.00 dans le coût de la pension de chaque patient de l'asile Saint-Jean de Dieu. Mais je n'ai pas lieu de croire que nous éprouvions de forts mécomptes dans le budget de l'an prochain qui vient d'être soumis à cette Chambre, et j'ai la confiance que si la recette qu'il indique se réalise, nous atteindrons l'équilibre désiré. Nous nous y sommes vigoureusement acheminés, dans l'exercice d'une première année, et nous y arriverons infailliblement avec l'appui de la majorité de cette Chambre.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Bravo!

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):
On pourra s'en convaincre par l'examen des tableaux que j'aurai l'honneur de vous soumettre dans un instant, où il est constaté que durant cette année, le passif de la province n'a pas été pratiquement augmenté et que le déficit de \$810.484.20 de 1896-97, s'est réduit à \$187.000.00

Dans mon discours sur le budget prononcé durant la dernière session, j'avais l'honneur d'exposer franchement à cette Chambre, la situation financière telle qu'elle se présentait alors avec les difficultés qu'il y avait à surmonter pour la replacer sur des bases solides. J'affirmais, à cette occasion, que la progression ascendante de notre dette publique avait été considérable pendant la durée de la dernière Législature, et, pour preuve, je citais des chiffres officiels.

Cette augmentation du passif, comme je l'ai démontré, s'était produite malgré que, durant cette période les revenus de la province se fussent accrus, grâce aux nouvelles taxes, d'une somme moyenne de \$500,000 par année, produisant pour les cinq années une augmentation totale dans notre revenu de \$2.262.452.55.

Maintenant, il est démontré par l'état du passif et de l'actif, reproduit dans le discours budgétaire de mon prédécesseur, que l'excédent du passif était

au 30 juin 1897, de	\$25,491,658.16
tandis qu'au 30 juin précédent, il n'était que de	22,156,346.30
cet excédent s'était donc accru en une seule année, de	3,335,311.86

dont il faut déduire le montant ajouté à notre passif, durant cette période, par la conversion de la dette, soit

laissant une augmentation du passif originaire, durant cette année 1896-97, de

D'un autre côté, l'excédent du passif sur l'actif, au 30 juin dernier, 1898, comme l'indique l'état détaillé produit devant cette Chambre, était de

dont il faut encore déduire le montant dont s'est accru notre passif par la conversion de la dette, soit

laissant un excédent du passif sur l'actif, pour cette année, de

Si l'on compare ce chiffre avec celui de l'excédent du passif sur l'actif, au 30 juin 1897, s'élevant, comme ci-dessus indiqué,

à

25,491,658.16

Moins le montant dont s'est accru le passif à cette date, par la conversion de la dette

625,651.42

on trouvera que, durant l'année financière terminée le 30 juin dernier, cet excédent ne s'est accru que de

Cet excédent se décompose comme suit:

Travaux publics, extraordinaires

\$ 50,683.70

Fonds de construction du palais de justice d'Aylmer

(capital remboursé)

20,451.69

Fonds de construction du palais de justice de Hull

(capital remboursé)

1,829.12

Construction du Q.M.O. & O. (idem)

2,360.90

\$ 75,325.41

Plus: le déficit entre le revenu et la dépense ordinaire, y compris le coût du rachat des obligations de l'émission de 1880, et l'achat de bons inscrits (inscribed stock) pour fonds d'amortissement

\$187,030.33

Moins: les \$87,307.99 dont la dette consolidée a été diminuée par le rachat des obligations ci-dessus, et les \$10,677.78 dont l'actif applicable au fonds d'amortissement s'est accru, comme sus-indiqué; ces deux montants pris sur le revenu ordinaire de l'année et l'ayant diminué d'autant, s'élèvent à

97,985.77

\$89,044.56

164,369.97

Comparaison entre le budget de 1897-98 et le résultat obtenu

Budget de la recette

Les estimés du budget des recettes ordinaires pour 1897-98, étaient de

\$ 4,116,199.42

À ce montant il faut ajouter celui perçu par les shérifs et les percepteurs du revenu, et ensuite déboursé comme frais de perception, tel qu'énoncé aux comptes publics

63,592.33

\$ 4,179,791.75

4,177,656.35

Les recettes ordinaires se sont élevées à

Laissant une balance en moins, de

\$ 2,135.40

Ainsi, quoique la recette de différentes sources de revenu ait différé considérablement, soit en plus, soit en moins, de l'estimation budgétaire, comme on le verra ci-après, elle n'arrive définitivement qu'à une différence de \$2,135.40, en moins.

Budget de la dépense 1897-98

D'après le budget de mon prédécesseur, les dépenses ordinaires pour 1897-98 devaient être de

\$4,042,900.02

À ce montant il faut ajouter les déboursés des shérifs et des percepteurs du revenu, à même leurs perceptions, inclus dans la dépense, tel qu'il appert aux comptes publics et dont il n'a pas été tenu compte dans le budget

63,592.33

\$4,106,492.35

Or, la dépense ordinaire, pour cette année, 1897-98, a été de 4,364,686.68
 Laissant une différence en plus, de \$ 258,194.33

Ce surcroît de dépenses a été presque entièrement le résultat de la législation ou de l'action de nos prédécesseurs, entraînant des dépenses additionnelles à celles qui avaient été prévues, et pour lesquelles il n'avait été pourvu aucun revenu.

C'est ainsi qu'il nous a fallu payer, au-delà des prévisions budgétaires, les sommes suivantes:

Surcroît d'intérêt sur la dette publique	\$ 66,555.50
Coût des valises pour les membres	2,872.15
Augmentation dans le montant des salaires pour la réorganisation des départements	8,099.36
Contingents additionnels, occasionnés par cette réorganisation	5,200.00
Payé à la Caisse d'économie par arrêté en conseil du 20 mai 1897	7,679.98
Salaires des sténographes officiels	7,227.99
Instruction publique, par l'acte 60 Victoria, chapitre 3	50,000.00
Ursulines de Roberval, par acte 60 Victoria	2,498.17
Association des Cantons de l'Est, par acte 60 Victoria	5,000.00
Exposition de Montréal	13,000.00
Société d'agriculture de Richmond, par budget supplémentaire, confirmant arrêté en conseil du 14 novembre 1896	2,000.00
Primes d'assurances sur édifices publics	12,432.12
Hospice des aliénés protestants, en vertu de l'acte 59 Victoria, chapitre 5	8,325.00
Révision du code de procédure civile	6,652.31
Séquestre du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs	7,282.31
Frais de l'arbitrage Whelan	1,343.47
Réclamations pour ponts en fer	447.97
Transcriptions des registres, à Montréal-Ouest, par arrêté en conseil du 20 mai 1897	4,116.00
Total.....	\$ 210,732.41

L'on voit donc que nous avons été forcés de dépenser, à cause des engagements contractés par le gouvernement qui nous a précédés, au-delà de ses prévisions budgétaires, une somme de \$ 210,732.41

En déduisant cette somme du montant que je viens d'indiquer comme différence entre le budget de mon prédécesseur pour 1897-98 et notre dépense dans cette même année, soit 258,194.33

Il ne reste qu'un écart de \$ 47,461.97

Mon prédécesseur, sans tenir compte de ces dépenses de surcroît imposées par son gouvernement et qu'il aurait été obligé de solder, avait prévu pour cette année 1897-98, un surplus de \$ 73,299.44

Mais, en soldant le surcroît de dépense que je viens d'indiquer, soit 210,732.41

Il convertissait, inévitablement, son prétendu surplus en un déficit de \$ 137,433.00

Maintenant, si l'on met en ligne de compte la recette que nous avons réalisée, durant cette année 1897-98, soit \$4,177,656.33

Avec la dépense indiquée dans le budget de mon prédécesseur, soit 4,106,492.33

Nous avons obtenu un surplus de \$ 71,164.00
 au lieu du déficit occasionné par les dépenses imprévues qu'il nous a léguées.

Mon prédécesseur avait estimé le paiement des intérêts sur le fonds des debentures du palais de justice d'Aylmer à \$1,574.00. Ces debentures ont été rachetées durant l'année. Le montant total de ce paiement, le principal et intérêts, s'est élevé à \$20,451.69.

Une autre somme de \$1,829.12 fut aussi payée à la corporation de Hull, pour la balance de la perception des timbres judiciaires, jusqu'au 28 février 1898, en acompte de la taxe du palais de justice du district d'Ottawa.

Comparaison des comptes de 1896-97 et 1897-98

Les comptes publics de l'année financière qui s'est terminée le 30 juin 1898 démontrent que les recettes et les dépenses ordinaires, pour cette année, y compris le montant reçu sur la taxe des subsides de chemin de fer, ont été comme suit:

Recettes ordinaires	\$4,177,656.35
Dépenses ordinaires	<u>4,364,686.68</u>

Laissant un déficit de \$ 187,030.33

D'un autre côté, les recettes et les dépenses ordinaires pour l'année précédente (1896-97) établies sur les mêmes bases, furent comme suit:

Recettes ordinaires	\$3,874,966.22
Dépenses ordinaires	<u>4,685,450.42</u>
Déficit	\$ 810,484.20

Le déficit de l'année de 1896-97 était donc de \$ 810,484.20
 tandis que celui de 1897-98 est de 187,030.33
 ce qui constitue une amélioration de \$ 623,453.87
 dans l'exercice financier de cette seule année.

Cette amélioration déjà accomplie dans l'exercice de notre première année financière est due à des réductions importantes faites dans la plupart des branches du service public et au maintien du revenu au niveau des prévisions budgétaires, grâce à la diligence que le gouvernement a mise à le percevoir.

Détail comparé des recettes et des dépenses de 1897-98 avec celles de 1896-97.

Recettes:

Le montant total des recettes ordinaires de 1897-98, y compris la taxe sur les
subsidés de chemins de fer, est, comme je viens de l'indiquer, de \$4,177,656.35
Celui de 1896-97 était de 3,874,966.22

Augmentation de la recette de 1897-98 sur celle de 1896-97 \$ 302,690.13

Les services qui ont contribué à cette augmentation sont:-

Terres, forêts, pêcheries et mines	\$ 215,021.93
Taxes directes sur les corporations commerciales	59,908.33
Asiles d'aliénés, contributions	56,329.91
Ecole de réforme et d'industrie	35,463.12
Licences	28,867.41
Arrérages de taxes de manufacture et de commerce	19,452.97
Puissance du Canada, intérêt sur les fonds en fideicommiss	\$ 9,229.78
Timbres judiciaires	5,063.60
Timbres d'enregistrement	2,548.05
Honoraires judiciaires	6,988.58
Palais de justice de Montréal	3,031.91
Gardiens des prisons de Québec et de Montréal "Percentage" sur les salaires des officiers publics	1,878.24
Intérêt sur le prix de vente de Q.M.O. et O.	1,438.27
Intérêt sur prêts et dépôts	4,895.58
Taxe sur les subsidés de chemins de fer	1,353.68
Autres services	<u>2,220.02</u>

\$ 454,891.38

Les services dont les recettes ont diminué, en 1897-98 sur 1896-97, sont:

Taxes sur les mutations de propriété	\$72,801.18
Taxes sur les successions	65,986.46
Fonds de bâtisses et de jurés	4,132.02
Entretien des prisonniers	4,630.78
Prison de Montréal	1,368.92
Arrérages de taxes directes sur certaines personnes	2,127.56
Autres services	<u>1,154.33</u>
	\$ 152,201.25

Laissant une augmentation, en 1897-98 de \$ 302,690.13

Dépenses ordinaires:

Le montant total de la dépense ordinaire, en 1897-98, est de \$4,364,686.68
 Celui de 1896-97 fut de 4,685,450.42

Faisant une diminution de dépenses, pour 1897-98, sur 1896-97, de \$ 320,763.74
 Les services où la dépense en 1897-98 a été diminuée, sur 1896-97 sont les suivants:-

Législation	\$ 77,713.22
Administration de la justice	44,286.12
Agriculture, colonisation et immigration	97,218.78
Travaux et édifices publics, ordinaires	38,300.03
Asiles d'aliénés et charités	19,241.02
Dépenses diverses	105,489.39
Frais de perception de la taxe des subsides de chemin de fer	<u>8,355.22</u>
	\$ 390,603.78

Les services où la dépense a été plus élevée, sont:

La dette publique	\$ 40,302.87
Gouvernement civil	5,337.17
Instruction publique	<u>24,200.00</u>
	\$ 69,840.04

Donnant une diminution de la dépense de 1897-98 sur 1896-97 de 320,763.74
 Ces tableaux peuvent se résumer comme suit:
 Augmentation du revenu en 1898 sur 1897 \$302,690.13
 Réduction dans la dépense en 1898 sur 1897 \$320,763.74

Total de l'augmentation du revenu et des réductions de dépenses, en 1897-98 \$623,453.87

Notre situation financière s'est donc améliorée d'autant.

Ce résultat d'une première année d'administration démontre que nous avons fidèlement mis à effet la politique de prudence et d'économie promise durant la période électorale et que nous nous acheminons aussi sûrement que le permet l'état de nos finances, vers l'équilibre définitif et durable.

Les diminutions dans les dépenses imputables au capital sont comme suit:

Les paiements pour subsides de chemins de fer, durant l'année 1897-98 ont été de \$1,143,572.99 moins élevés que l'année précédente.

Les paiements sur la réclamation pour construction du Q.M.O. & O. ont été de \$4,256.88 moins élevés qu'en 1896-97.

La balance des subsides de chemins de fer autorisés par statuts, mais non encore gagnés au 30 juin 1898, est de \$925,682.84.

Le montant remboursé des dépôts de garantie, durant l'année 1897-98 a été de \$143,715.76 moins élevé que durant l'année 1896-97.

La balance de ces dépôts, au 30 juin 1898, était de \$132,702.49.

Le chiffre considérable des réductions opérées dans la dépense ordinaire, en 1897-98, requiert quelques explications, quant aux détails, que la Chambre me permettra de lui donner aussi brièvement que possible.

Les services dont les dépenses ordinaires ont diminué, en 1897-98 sur 1896-97, sont, comme je viens de l'indiquer, les suivants:

Législation: — Diminution \$77,713.22

Il faudrait encore ajouter au chiffre de cette diminution de dépenses les sommes suivantes, encourues en 1896-97 et soldées en 1897-98:

Reliquats de salaires échus en 1896-97 et soldés en 1897-98	\$2,134.00
Fournitures de bureaux, achetées et livrées en 1896-97, mais soldées en 1897-98	5,102.10
Valises pour députés achetées et livrées en 1896-97, mais soldées en 1897-98	<u>2,108.00</u>
	\$ 9,344.10
Diminution réelle de 1897-98 sur 1896-97	\$87,057.32
Il faudra bien encore, pour les fins de la comparaison, déduire l'indemnité de quatre députés non élus en 1896-97 et dont 1897-98 est chargé	<u>3,200.00</u>
Ce qui ferait une différence, entre 1896-97 et 97-98 de	\$90,257.32

Mais, afin que cette comparaison se fasse sur les mêmes bases pour chaque année, il est juste de déduire la différence entre les frais d'élection et de revision des listes électorales des deux années, soit :

83,390.32

Il resterait donc encore une diminution de \$ 6,867.00 à l'avantage de 1897-98 sur 1896-97, dans les dépenses ordinaires de législation, si l'on attribuit à chaque année la dépense qui lui est propre.

\$ 6,867.00

Administration de la justice: (diminution)
se décomposant comme suit:

\$44,286.12

Diminution:

Salaires des shérifs, protonotaires, etc.	\$22,200.37
Poursuites criminelles	88.29
Dépenses contingentes des shérifs	16,310.45
Salaires des greffiers de la couronne et de la paix	448.05
Interprètes des cours	375.00
Médecins des prisons	241.04
Dépenses diverses	13,662.43
Prisons et écoles de réforme	728.74
	<u>\$54,054.37</u>

Augmentation:

Fonds de bâtisses et des jurés	\$1,457.76
Salaires et dépenses des coroners	479.72
Salaires et dépenses des magistrats de district	611.14
Transcription	444.00
Transcription au bureau d'enregistrement de Montréal-Est	4,222.00
Police	1,533.83
Inspection des bureaux publics	819.80

\$9,768.25

Formant une diminution, en 1897-98, sur 1896-97, de :

\$44,286.12

Agriculture, colonisation et immigration, (diminution) \$ 97,218.78

Cette diminution considérable de 1897-98 sur 1896-97 s'explique par le fait que le gouvernement précédent, pour des motifs que je ne veux pas rappeler ici, augmenta, dans cette année 1896-97, la dépense, au compte de l'agriculture, de la colonisation et de l'immigration, dans des proportions anormales, comme on pourra le constater par les chiffres suivants:

En 1895-96, sous le gouvernement Taillon, cette dépense n'avait été que de	\$286,814.00
En 1897-98, l'administration actuelle dépensa	<u>307,476.00</u>
Différence en plus, pour 1897-98:	\$ 20,662.00

C'était la dépense normale et ordinaire telle qu'indiquée, du reste, dans le budget préparé par mon prédécesseur, pour cette année 1897-98. Nous avons même dépassé le chiffre du budget de ces \$20,662.00, à cause du surcroît de dépense occasionné pour l'encouragement de l'amélioration des routes municipales, et autres objets utiles.

Le gouvernement Taillon avait indiqué, dans son budget de 1896-97, la somme de \$251,800.00

Mais son successeur, l'honorable M. Flynn, crut devoir, dans les circonstances toutes spéciales où il se trouvait, excéder cette dépense autorisée en la portant à 404,695.00

Dépassant ainsi les crédits votés par cette Chambre de \$152,895.00

Et cet excès de dépenses était tellement irrégulier et anormal, que dès la même année, il en réduisait le crédit, dans son budget pour 1897-98, au taux normal, soit \$288,800.00

Nous avons cru devoir obéir au désir de cette Chambre en ne dépassant le crédit qu'elle nous avait voté que d'une faible somme, pour pourvoir à cet encouragement des chemins municipaux dont le public a déjà manifesté sa haute appréciation.

Travaux et édifices publics, ordinaires, diminution \$ 38,300.03
se décomposant comme suit:

Diminution:

Loyers, réparations, etc.	\$24,016.70
Inspections, services, etc.	14,982.22
Réparations et loyers des cours de justice et prisons	11,733.23
	<u>\$50,732.15</u>

Augmentation:

Assurances des palais de justice et prisons, non prévues dans les estimés	12,432.12	
Diminution de 1897-98 sur 1896-97	<u>\$38,300.03</u>	
Asiles d'aliénés et charités, (diminution)		\$ 19,241.02
Dépenses diverses, (diminution)		<u>\$105,489.39</u>

Il y a eu, sous ce chef, en 1897-98, sur 1896-97 une diminution dans les services suivants:

Diminution:

Dépenses diverses, en général	\$ 9,786.34
Département du département des Terres de la couronne et mines	32,420.24
Timbres, licences, etc.	13,958.66
Dépenses en rapport avec l'arbitrage	\$ 6,581.81
Révision du code de procédure civile	11,847.67
Octroi à l'Institut vaccinogène	364.95
Gazette officielle	848.02
Hôpital pour les aliénés protestants	11.80
Commutation aux Iles-de-la-Madeleine	520.65
Dépenses d'exploitation du Q.M.O. & O.	7,872.36
	<u>\$84,212.50</u>

L'augmentation s'est produite dans les services suivants:

Dépenses faites par les percepteurs du revenu, à même leurs revenus	\$2,026.56
Pensions	1,200.41
Pensions spéciales, protonotaires à Québec	2,100.00
Inspections de chemins de fer	100.00
Écoles du soir	855.75
Établissements industriels	447.06
Salaires et dépenses de bureaux des registrateurs	2,265.31
Séquestre du chemin de fer de la Baie des Chaleurs	1,308.83
	<u>\$10,303.92</u>
Diminution de	<u>\$73,908.58</u>

Les octrois spéciaux, en 1896-97, furent les suivants:

Couvent de Kildare	\$ 200.00
Monument Champlain	2,000.00
Réimpression de l'ouvrage de Deschamps sur les municipalités	4,500.00
Réclamation des héritiers Amyot	4,000.00
Secours accordés à des paroisses du comté de Portneuf	3,353.95
Aide aux pêcheurs nécessiteux de Percé	2,000.00
Histoire du Droit canadien	198.00
Maison de refuge à Sainte-Cunégonde	300.00
Réclamation de Jos. Dussault	14,578.77
Réclamation de la Cie Waterous	2,178.15
Indemnité à Mde Rioux	296.44
Fonds de secours aux Indiens	4,000.00
	<u>\$37,605.31</u>

En 1897-98, les octrois suivants:

Chemins maritimes dans le comté de Gaspé	\$1,824.50
Officier spécial sur la Côte-Nord	1,200.00
Belmont Retreat	500.00
Monument national	2,500.00
	<u>\$6,024.50</u>

La diminution sous le chef des octrois spéciaux est de \$ 31,580.81

Et la diminution totale des dépenses diverses, durant l'année 1897-98, sur 1896-97, est de \$105,489.39

Travaux et édifices publics, extraordinaires, (diminution): \$126,148.58

Cette diminution se décompose comme suit:

Édifices du parlement et alentours	\$ 3,427.65
Construction et ameublement du palais de justice de Montréal	151,994.11
Logement du géolier à Montréal	8,221.23
Nouvelle prison de Montréal	2,784.60
Palais de justice et prison de Bryson	179.70
	<u>\$166,607.29</u>

Augmentation:

Palais de justice et prison de Terrebonne	\$2,422.00
Palais de justice et prison de Montmagny	3,000.00
Palais de justice et prison de Hull	1,918.21
Palais de justice et prison de Québec	13,843.47
École normale Jacques-Cartier	5,627.36
Ponts détruits par les inondations	8,199.70
Pont de la Grande-Rivière	5,000.00
Réclamations de MM. Maquet et Lafontaine, en rapport avec les ponts en fer	447.97
	<u>\$ 40,458.71</u>
	\$126,148.58

Les services dont les dépenses ont augmenté, en 1897-98, sont les suivants:

Dette publique: \$ 40,302.87

Intérêt sur la dette publique.

Sous ce chef, la comparaison entre 1897-98 et 1896-97 est comme ci-dessous indiquée:

Augmentation:

Emprunt de 1897	\$ 40,800.00
Fonds inscrits ("inscribed stock") comme résultat de la conversion de la dette	104,350.50
Emprunts et dépôts temporaires	17,188.43
	<u>\$162,338.93</u>

Diminution:

Emprunt de 1874	\$ 1,113.01
" 1876	1,260.00
" 1878	2,116.81
" 1880	4,450.77
" 1882	8,115.19
" 1894	314.69
" 1896	103,189.41
	<u>\$120,559.88</u>

Augmentation de l'intérêt 41,779.05

Rachat (augmentation) 2,627.99

Fonds d'amortissement (augmentation) 10,677.78

55,084.82

Frais d'administration (diminution) 14,781.95

L'augmentation de la dette publique, en 1897-98, est donc

de \$ 40,302.87

Gouvernement civil	\$ 5,337.17
La création du département de la Colonisation et des Mines, ainsi que certaines augmentations de salaires, faites, pour la plupart, par le gouvernement précédent, ont produit une augmentation des dépenses au montant	\$ 6,112.45
Mais d'un autre côté, il y a une diminution des dépenses contingentes de	775.28
Ce qui laisse une augmentation de	\$ 5,337.17
Instruction publique	\$24,200.00
L'augmentation se décompose comme suit:	
Écoles élémentaires, en vertu de 60 Victoria, chapitre 3	\$ 26,000.00
Académie de la Pointe-Claire	1,000.00
	\$ 27,000.00
Diminution:	
École de Lennoxville	\$ 2,000.00
Musée d'histoire naturelle	500.00
Archives canadiennes	300.00
	2,800.00
	\$ 24,200.00

L'état des recettes et des paiements jusqu'au 18 janvier courant (1899), qui vient d'être soumis à cette Chambre, démontrera que la dépense a été faite dans les limites normales et dans la mesure d'une stricte économie. On y verra, en outre qu'à l'exception des déboursés pour les asiles d'aliénés, pour lesquels un crédit additionnel de \$45,000.00 est demandé dans le budget supplémentaire, tant à cause de la hausse du tarif établi avec l'asile Saint-Jean-de-Dieu, en vertu du contrat passé sous l'autorité de l'arrêté en conseil no 119 du 24 février 1897, qu'à cause de l'augmentation du nombre des internés dans les asiles généralement, et sauf le paiement de certains déboursés imprévus et incontrôlables, pour lesquels il n'est pas pourvu dans le budget de l'année, il n'y a pas lieu d'anticiper que les estimés seront dépassés. En compensation de cette dépense imprévue, il est probable que les charges de la dette publique seront moins élevées que l'estimation qui en a été faite et qu'il y aura une épargne dans d'autres services.

Le revenu des premiers six mois a été proportionné aux estimés, à l'exception des intérêts sur les fonds en fidéicommiss, dont une partie a été retenue par le gouvernement du Canada, pour compenser l'intérêt sur toute balance possible qui pourra s'établir contre Québec, dans le règlement de comptes par le bureau d'arbitrage.

Nous avons protesté contre la retenue de ce montant, en prétendant qu'il devait nous être payé et que la province de Québec serait prête à en solder la balance, si balance il y a, à l'époque du règlement final.

Il est possible que quelques-unes des sources de revenu ne produisent pas un montant égal à celui indiqué dans le budget, mais nous nous attendons à ce que ces diminutions, si elles se produisent, seront compensées par un surcroît de revenus provenant d'autres sources.

Je vais maintenant soumettre l'estimation des recettes et des dépenses pour l'année 1899-1900. Il a été soigneusement préparé, d'après les informations obtenues des différents départements. On verra que dans le budget des recettes, j'ai continué à placer le plein montant de l'intérêt sur les fonds en fidéicommiss, dont je viens de parler, et qui échoiront durant l'année, en notre faveur, contre le gouvernement fédéral. J'ai l'espoir qu'avant la fin de cette année (1899-1900), nos comptes seront réglés et qu'il n'existera plus de prétexte pour empêcher que ces intérêts ne soient payés intégralement.

J'ai, cette année, inauguré un changement dans le budget des recettes provenant des licences, l'estimation en ayant été faite pour le montant total du revenu que l'on s'attendait à percevoir de cette source, au lieu de la recette pure et simple, déduction faite des frais de perception, comme cela s'est pratiqué jusqu'à aujourd'hui.

D'un autre côté, je me suis décidé d'imputer au budget de la dépense l'estimation du montant de ces déboursés et d'en demander l'approbation par un vote de la Chambre, afin que ces déboursés puissent être faits par mandat, comme toutes les autres dépenses, et que les pièces justificatives en soient soumises à l'auditeur de la province, pratique qui ne s'est pas observée par le passé et qui me paraît indispensable au contrôle efficace des deniers publics.

La dépense au compte des intérêts et des charges de la dette publique qui sont estimés pour l'année 1899-1900 à la somme de \$1,570,411.54, n'est pas contrôlable.

Dans les autres services, les estimations ont été faites dans toutes les conditions à économie compatibles avec l'efficacité de l'administration des affaires de la province et l'avancement de ses intérêts réels; et c'est notre intention de restreindre strictement la dépense dans les limites indiquées au budget.

ÉTAT E.

RECETTES PROBABLES, 1899-1900

Puissance du Canada:

Subsides en vertu de l'acte de l'A. B. du N.	\$959,252.80	
Intérêts sur fonds en fidéicommis	71,385.94	
Subside spécial, 47 Victoria, chapitre 4	127,460.68	
Intérêts sur subventions de chemins de fer, 47 Victoria, chapitre 8	<u>119,700.00</u>	1,277,799.42

Intérêts:

Intérêt sur prix de vente du chemin de fer Q.M. O. & O.	300,000.00	
Intérêts sur prêts et dépôts	<u>10,000.00</u>	310,000.00

Terres, Forêts et Pêcheries 1,050,000.00

Mines 10,000.00

Administration de la Justice:

Timbres judiciaires	195,000.00	
Honoraires judiciaires	14,000.00	
Fonds de bâties et des jurés (Revenu brut)	25,000.00	
Entretien des prisonniers	10,000.00	
Gardes des prisons de Montréal et Québec	4,000.00	
Amendes	200.00	
Prison de Montréal	3,000.00	
Autres prisons, gain des prisonniers	200.00	
Palais de justice de Montréal	4,000.00	
Honoraires du grand connétable, Québec	<u>500.00</u>	255,900.00
Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés)		65,000.00
Licences (Revenu brut)		675,000.00
Taxes directes sur les corporations commerciales		160,000.00
Droits sur successions		225,000.00
Commissions sur honoraires d'officiers publics		8,000.00
Commissions sur renouvellement d'hypothèques		200.00
Entretien des aliénés		67,000.00
Entretien des pensionnaires des écoles d'industrie et de réforme		28,000.00
Législation		8,000.00
Gazette officielle		22,000.00
Loyers d'édifices publics		1,000.00
Revenu casuel		5,600.00
Compagnies d'assurances provinciales, contributions		400.00
Contributions aux pensions, service civil		5,000.00
Prime, escompte et change		<u>1,000.00</u>
		4,174,899.42

Taxes sur les subventions de chemin de fer 30,000.00

\$4,204,899.42

ÉTAT F.
DÉPENSES PROBABLES 1899-1900

	\$	cts.
Dette publique	1,570,411.54	
Législation	192,894.70	
Gouvernement civil	269,776.19	
Administration de la justice, etc.	536,710.00	
Instruction publique, etc.	432,560.00	
Travaux et édifices publics	108,402.79	
Agriculture	172,650.00	
Terres, Forêts & Pêcheries	129,000.00	
Colonisation & Mines, etc.	133,250.00	
Asiles des aliénés, écoles de réforme, etc.	419,400.00	
Institutions de bienfaisance	47,675.75	
Services divers	146,025.00	
	<hr/> 4,155,755.97	
Travaux et édifices publics (Extraordinaires)	22,000.00	
	<hr/> 4,177,755.97	
Remboursement de dépôts de garantie de chemin de fer	\$ 33,072.12	
Subventions de chemins de fer et chemin de fer Q.M. O. & O.	413,740.34	
	446,812.46	
	<hr/> \$4,624,568.43	

ÉTAT G.

ÉTAT APPROXIMATIF du passif et de l'actif de la province de Québec
au 30 juin, 1898

PASSIF.

Dette consolidée telle qu'existant avant la conversion	\$33,483,694 67	
Augmentation du capital par conversion	800,146 86	
		34,283,841 53
Emprunt temporaire		700,000 00
Dépôts en fidéicommis		334,003 97
Dépôts des compagnies de chemin de fer pour paiement des intérêts garantis des obligations		132,702 49
Mandats impayés		191,639 36
Subventions en argent des chemins de fer, autorisées mais non encore dues	\$365,709 67	
Subventions en terres des chemins de fer converties en argent, à 52½ cts. par acre, autorisées, mais non encore dues	559,973 17	
		925,682 84
Perte sur dépôt à la Banque d'échange		25,218 75
Obligations du palais de justice de Québec		200,000 00

ACTIF

\$36,793,088 94

Partie du prix de ch. de fer Q.M.O. & O. déposé en banque	353,390 00	
Partie du prix de ch. de fer Q.M.O. & O. placé en \$29,000 d'obligations de la province de Québec, emprunt de 1878, achetée à 109%	31,610 00	
Partie du prix de ch. de fer Q.M.O. & O. placé en obligations du palais de justice de Québec	200,000 00	
Partie du prix de ch. de fer Q.M.O. & O. placé en obligations de la cité de Québec	15,000 00	
Balance non payée du prix du chemin de fer Q. M. O. & O.	7,000,000 00	
		7,600,000 00
Fonds inscrits de 3%		10,677 78
Allocations de chemins de fer, en vertu de l'acte fédéral 47, Victoria, chapitre 8		2,394,000 00
Argent en banque		490,663 59
Coût de l'école Jacques-Cartier, Montréal, à être remboursé par vente de propriété		5,391 11
Réclamation in re feu l'honorable Thomas McGreevy		100,000 00
Avances à divers		161,832 89
Palais de justice de Québec, en vertu de 45 Victoria, chapitre 26. et 48 Victoria, chapitre 16		200,000 00
		10,962,565 37
Excédant du passif sur l'actif au 30 juin 1898		\$25,830 523 57

Voici la comparaison entre l'état ci-haut et l'état de l'actif et du passif, au 30 juin 1897.

Excédant du passif sur l'actif, au 30 juin 1897. \$25,491,658.16

L'augmentation du passif se décompose comme suit:

Fonds en fidéicommiss	\$ 46,964.50
Dette consolidée, en vertu de la conversion	174,495.44
	<hr/>
	\$ 221,459.94

La diminution du passif se décompose comme suit:

Dette consolidée, comme résultat du rachat d'obligations à même le revenu de l'année	\$ 87,307.99	
Dépôts de garantie de chemins de fer	237,471.86	
Subsides de chemins de fer	196,284.24	
Montants non payés	251,617.72	
	<hr/>	
	\$ 772,681.81	551,221.87
		<hr/>
		\$24,940,436.29

Augmentation de l'actif:

Fonds inscrits 3 pour cent en fonds d'amortissement	10,677.78
---	-----------

Diminution de l'actif:

Argent en main	900,765.06	890,087.28
	<hr/>	
Excédant du passif sur l'actif au 30 juin 1898		\$25,830,523.57
Excédant du passif sur l'actif au 30 juin 1897	\$25,491,658.16	
Excédant du passif sur l'actif au 30 juin 1898	25,830,523.57	
	<hr/>	

Augmentation du passif	\$ 338,865.41
------------------------	---------------

Augmentation du capital de la dette consolidée, par suite de la conversion	174,495.44
	<hr/>
	\$ 164,369.97

Cette somme se décompose comme suit:

Travaux et édifices publics (ordinaire)	\$50,683.70
Palais de justice d'Aylmer	20,451.69
Palais de justice d'Ottawa	1,829.12
Construction du Q.M.O. & O.	2,360.90

Déficit entre la dépense et la recette ordinaire, y compris le rachat des débetures de 1880 et l'achat de fonds inscrits pour pourvoir au fonds d'amortissement	\$187,030.33
	<hr/>
	75,325.41

Dont il faut déduire la somme de \$87,307.99 dont la dette consolidée a été diminuée, et celle de \$10,677.78 dont le fonds d'amortissement a été augmenté; ces deux montants étant pris à même la recette ordinaire	\$ 97,985.77	
	<hr/>	
	\$89,044.56	\$ 164,369.97

DETTE CONSOLIDÉE.

La dette consolidée était, au 30 juin 1897, de \$34,196,654.08
 Au 30 juin 1898, elle s'élevait à 34,283,841.53

L'augmentation de la dette consolidée pendant l'année 1897-98, est donc de \$ 87,187.45

Cette augmentation se décompose comme suit:

Fonds inscrits 3%, émis pour la conversion de \$646,220.01	\$820,715.45	
Dont il faut déduire:		
Rachat à même le revenu des obligations de l'em- prunt 1880	\$ 87,307.99	
Débiteures de différents emprunts, rachetées par la conversion de la dette	\$646,220.01	
	\$733,528.00	\$ 87,187.45

La somme de \$10,677.78 a été, durant l'année, investie dans les fonds d'amortissement, ce qui l'élève à la somme de \$10,004,677.78. Ce fonds, imputé en déduction de la dette consolidée, réduit celle-ci à \$24,279,163.75.

DETTE FLOTTANTE.

Au 30 juin 1898, la dette flottante se composait comme suit:-

Emprunts temporaires	\$ 700,000.00
Fonds en fidéicommiss	334,003.97
Dépôts de garantie des compagnies de chemin de fer	132,702.49
Mandats non payés	191,639.36
Subsides de chemin de fer, accordés, mais non gagnés	925,682.84
Perte sur le dépôt à la Banque d'échange	25,218.75
Formant la somme de	\$2,309,247.41

De ce montant il faut déduire les sommes suivantes:

Argent en banque	\$490,663.59
Réclamations contre différentes personnes et certaines corporations, pour prêts et avances, au montant de	277,224.00
	767,887.59
Le montant de la dette flottante est donc de	\$1,541,359.82

Avant de terminer ce chapitre de la dette publique, je désirerais attirer l'attention de la Chambre sur le surcroît dont notre revenu a été grevé par suite de l'augmentation de l'intérêt et de l'imposition de certaines charges.

Pendant la dernière année financière, l'intérêt seul s'est élevé à \$1,476,558.36 montant qui dépasse de plus de \$200,000 les subsides et l'intérêt sur les fonds en fidéicommiss reçus de la Puissance, tandis que la dépense totale au compte de la dette fondée, y compris le fonds d'amortissement, les rachats et les charges, s'élèvent à \$1,591,177.63, qui durent être payées à même le revenu de \$4,177,656.35. Il ne restait donc qu'une balance de \$2,586,478.72 pour solder toutes les dépenses des autres services de l'administration. On doit se rappeler que nos revenus, en règle générale, n'augmentent pas proportionnellement à la multiplicité des demandes que le gouvernement reçoit pour les fins de l'éducation, de l'administration de la justice, de l'agriculture et de la colonisation; et cela, à cause de l'accroissement du chiffre de la population. Le subside que nous recevons est un montant déterminé. On ne peut s'attendre à une augmentation sensible, si elle a lieu, du revenu provenant des Terres de la couronne, et, quant au revenu dérivant des licences, il varie suivant le nombre de permis que les municipalités se décident à accorder.

Dans ces circonstances, le gouvernement pourrait difficilement se justifier d'augmenter la dette publique.

Le montant payé en argent, pour subsides de chemins de fer était, au 30 juin, 1898,	
de	\$12,033,544.16
Le coût du O.M.O. & O. déduction faite du prix de vente et de l'octroi par la Puissance, de l'aide à sa construction, est de	3,962,319.73
Montant payé en argent	\$15,995,863.89

À ce montant il faut ajouter l'escompte et les frais de la vente des débentures émises pour solder ces paiements, savoir: au moins \$2,000,000.00, portant à \$18,000,000.00 la somme dont la dette consolidée a été augmentée pour subventions aux chemins de fer, et la province est encore responsable pour plus de \$900,000.00 de subsides non encore gagnés.

La Chambre jugera par ces chiffres si, pour le moment, nous pouvons, sans péril, engager d'avantage le crédit de la province.

CONVERSION DE LA DETTE EN VERTU DE L'ACTE 60 Victoria, chapitre 2.

Dans le cours de l'année financière 1897-98, la Banque de Montréal, en vertu du contrat approuvé par arrêté en conseil, en date du 17 avril 1897, a opéré la conversion des débentures de la province, dont suit l'énumération:

Emprunt de 1874	\$ 51,586.67	
" 1876	58,400.00	
" 1878	144,000.00	
" 1880	21,900.00	
" 1882, Québec	273,000.00	
" 1894	97,333.34	
		<u>\$646,220.01</u>
Le montant de la prime payée sur ces débentures était de		92,456.27
		<u>\$738,676.28</u>
L'escompte sur les fonds inscrits ("inscribed stock") s'élevait à		82,039.17
		<u>\$820,715.45</u>
Montant de l'émission de fonds inscrits 3 pour cent ("inscribed stock")		\$820,715.45
Le capital de la dette a donc augmenté, pendant l'année, de la somme de \$174,495.44.		
Au 30 juin 1898, la somme totale dont la conversion avait été opérée, était de		\$3,371,553.35
Pour le rachat de laquelle, des fonds inscrits 3 pour cent ("inscribed stock") ont été émis au montant de		4,171,700.20
		<u>\$ 800,146.85</u>
Augmentation du capital de la dette		\$ 800,146.85
L'intérêt annuel sur ces \$3,371,553.35 de débentures converties, était ordinairement de		\$ 140,241.50
L'intérêt annuel sur ces \$4,171,700.20 de fonds inscrits, résultat de la conversion, est de	\$125,151.00	
Le fonds d'amortissement annuel, nécessaire pour le rachat des \$800,146.85 d'augmentation du capital de la dette, pendant 40 ans, est de	10,611.82	
		<u>\$ 135,762.82</u>
À la date de la maturité des débentures originaires, l'économie annuelle, aura été de		\$ 4,478.68

En regard de cette économie annuelle, il faut mettre la commutation des frais de timbres sur ces \$4,171,700.20, s'élevant à la somme de \$26,123.15.

Pendant les premiers six mois de la présente année fiscale, jusqu'au 31 décembre 1898, la conversion de la dette s'est opérée plus rapidement qu'au paravant. Le montant de débentures converties pendant cette période est de \$3,571,790.63, remplacé par une somme de \$4,399,887.50 de fonds inscrits, à 3 pour cent. De sorte que le montant total des débentures converties jusqu'à l'époque actuelle est de \$6,943,343.98, remplacé par \$8,571,587.70 de fonds inscrits à 3 pour cent. Comme conséquence,

le capital de la dette consolidée a été jusqu'ici augmenté de \$1,628,243.72 par l'effet de la conversion.

La question de l'arbitrage qui se poursuit depuis 1893 entre les gouvernements d'Ottawa, d'Ontario et de Québec, en vue du règlement final de leurs comptes, est d'une telle importance, au point de vue de nos intérêts financiers, que j'ai cru devoir, cette année, vous faire en aussi peu de mots que possible un historique de différentes réclamations contestées au sujet desquelles les gouvernements ont différé et qui ont été soumises à la décision des arbitres. Ces décisions ont été nombreuses et les parties en cause ont accepté la plupart d'entre elles: mais il en est d'autres.

au sujet desquelles il a été interjeté appel à la Cour suprême et au Conseil privé, avec des résultats variés. comme on le constatera ci-après.

J'ai voulu, dans cet exposé, donner une relation des différents incidents qui se sont produits durant l'arbitrage, suffisamment détaillée, pour mettre la Chambre parfaitement au fait de cette importante question; et je me fais un devoir de déclarer ici que la tâche m'a été beaucoup facilitée par la collaboration de M. Machin, l'assistant-trésorier, dont les longs travaux et les recherches minutieuses l'ont rendu exceptionnellement compétent dans la matière.

Le 7 janvier 1898, les arbitres rendirent une décision dans la cause de la Puissance entre Ontario et Québec, représentant conjointement la vieille province du Canada, pour un surcroît d'annuités aux sauvages des lacs Huron et Supérieur, payable sous l'empire des traités Robinson, de 1850, par lesquels des territoires d'une vaste étendue furent concédés par les sauvages à la province du Canada; lesquels territoires se trouvent dans les limites actuelles de la province d'Ontario. La considération de ces cessions de territoires fut un montant d'argent payé, lors de la signature des traités, et certaines annuités stipulées payables aux membres des différentes tribus. Ces traités stipulaient en outre que "si les territoires cédés produisaient, à une époque future, un montant qui put permettre au gouvernement de la province du Canada, sans encourir une perte, d'augmenter les annuités, elles seraient ainsi augmentées de temps à autre, pourvu que la somme payée à chaque individu n'excède celle d'un louis courant (\$4.00), ou toute autre somme qu'il plaira à Sa Gracieuse Majesté d'ordonner."

Les annuités fixes furent capitalisées, à l'époque de la Confédération, et incluses dans la dette de la province du Canada. Aucune réclamation pour augmentation d'annuités ne fut faite avant 1875, époque à laquelle elles donnèrent lieu à une correspondance entre les gouvernements d'Ottawa et d'Ontario, Québec n'étant pas alors considéré comme intéressé.

Ces réclamations étaient au nombre des sujets que l'on était convenu de soumettre à la présente commission d'arbitrage et, le 5 octobre 1893, le gouvernement d'Ottawa produisit sa réclamation, au nom des sauvages, contre l'ancienne province du Canada, pour une augmentation d'annuités, avec intérêt depuis la date des traités jusqu'à la Confédération, et contre la province d'Ontario, pour les annuités accrues et les intérêts, depuis la date de la Confédération.

Cette cause fut plaidée très longuement, en novembre 1894, et le 13 février 1895, les arbitres rendirent une décision à l'effet que les sauvages avaient droit à l'accroissement d'annuités pour toute année durant laquelle les territoires auraient produit un montant qui aurait pu permettre au gouvernement de les payer, sans encourir une perte; que cette redevance avant la Confédération était une dette de la province du Canada, pour laquelle Ontario et Québec sont conjointement responsables, et que la province d'Ontario était responsable pour tout accroissement d'annuités payables après la Confédération.

L'Ontario appela de cette décision à la Cour suprême et demanda qu'il fut déclaré que le gouvernement de la Puissance était seul responsable pour les

accroissements d'annuités, ou que si l'Ontario en était tenu responsable, cette responsabilité serait subie conjointement avec Québec, et non séparément.

La province de Québec comparut à l'appel et plaida que la décision des arbitres devait être maintenue, parce que ces annuités sont une charge des territoires cédés, et que, comme l'Ontario en avait reçu tous les revenus depuis la Confédération, il ne serait pas juste d'appeler Québec à payer une partie des accroissements d'annuités après la Confédération.

La Cour suprême décida en faveur de la province d'Ontario que cette charge n'existait pas sur les territoires, deux des cinq juges étant cependant d'opinion que cet appel devait être renvoyé et la décision des arbitres maintenue.

Les gouvernements de la Puissance et de Québec appelèrent au Conseil privé du jugement de la Cour suprême, mais ce tribunal renvoya l'appel et maintint le jugement.

En janvier 1897, le gouvernement d'Ottawa produisit sa réclamation pour l'accroissement des annuités des sauvages, subséquentes à la Confédération, contre les provinces d'Ontario et de Québec conjointement. La cause fut plaidée devant les arbitres, en novembre 1897, et ceux-ci rendirent leur décision le 7 janvier 1898. comme suit:

"Qu'en constatant et en déterminant la dette de la province du Canada mentionnée dans la 112ème clause de l'acte de l'Amérique britannique du Nord de 1867. l'obligation subsidiaire de la Puissance du Canada de payer l'accroissement d'annuités mentionnées dans les traités Robinson des 7 et 9 septembre 1850. ainsi que tout accroissement d'annuités qui sont devenues dues aux sauvages, depuis le 1er juillet 1867 jusqu'au 31 décembre 1892 inclusivement seront mis en ligne de compte et compris dans cette dette."

L'honorable juge en chef, Sir L.-N. Casault, en terminant ses remarques sur la décision des arbitres, disait: "M. Hall, pour la province de Québec, a de nouveau fait allusion à la question d'équité. Il n'y a aucun doute que la position que l'on a faite à la province de Québec est pénible, puisqu'elle est condamnée à payer une part d'annuités qui sera déterminée par le surcroît de profits dont l'Ontario bénéficiera des terrains dont elle est devenue propriétaire par l'acte de Confédération. Je dois dire que j'aurais favorisé ce point de vue. comme base de notre première décision; mais les autres arbitres en ont jugé autrement, et je ne me suis pas déclaré dissident. Après avoir décidé contre la province d'Ontario sur la question de droit, et notre décision ayant été renversée sur un appel, je n'ai pas cru que nous pourrions convenablement renverser la décision des Cours d'appel, en adoptant une autre base pour maintenir notre première décision ou refuser au gouvernement de la Puissance un recours que la loi lui accorde clairement.

Et. dans ces conclusions, l'honorable juge Burridge disait: "La province de Québec a prétendu que ce fardeau doit être placé sur les épaules d'Ontario seul. Comme question de droit, cette prétention n'est pas fondée. Il a été décidé que la province d'Ontario prend les territoires cédés, libre de toute obliga-

lion individuelle de porter ce fardeau, et cela règle la question. Mais on a appuyé sur le point que nous ne sommes tenus de décider aucune des questions qui nous sont soumises, d'après les règles strictes du droit, que nous pouvions baser nos décisions sur les principes de l'équité, et l'on nous demande, comme question d'équité et de bonne foi, d'exempter la province de Québec de toute participation dans ce fardeau. Quant à cela, je ne puis que répéter ce que j'ai dit dans une circonstance antérieure, que, considéré comme une transaction isolée, il me paraît injuste et inéquitable que Québec doive supporter une part quelconque du fardeau, pendant qu'Ontario reçoit tous les avantages provenant de ce vaste territoire, avec ses immenses perspectives de revenus. Mais la transaction n'est pas isolée, elle forme partie d'une convention compliquée, dont les parties elles-mêmes ont réglé les conditions; et qui, comme ensemble, doit être considérée juste et équitable."

Le gouvernement de cette province, sur avis légal, appela de cette décision à la Cour suprême, prétendant que la province ne doit être condamnée à supporter aucune part du fardeau des accroissements d'annuités; que, durant près de 30 années, la province et le gouvernement d'Ontario ont reconnu que la province de Québec n'avait aucun intérêt dans cette question, et cette interprétation fut invoquée par Québec comme exacte; qu'aux termes des traités, le gouvernement de Québec n'était tenu qu'au paiement des accroissements d'annuités, lorsqu'elle pourrait le faire sans encourir de perte, et que, comme l'Ontario reçoit tous les revenus de ces territoires, plus ces revenus s'accroîtront, plus Québec sera en perte. La province de Québec prétendait aussi qu'en droit, l'obligation qui a pu prendre naissance après la Confédération de payer ces augmentations d'annuités, n'était pas une dette de la province du Canada à l'époque de la Confédération.

Cet appel fut renvoyé et il ne fut pas jugé opportun d'encourir les dépenses d'un appel au Conseil privé, vu le jugement antérieur de ce tribunal.

Il reste maintenant à déterminer à quelle époque l'excédent des revenus sur les dépenses encourues dans ces territoires, donne aux sauvages le droit de réclamer cet accroissement, et jusqu'à quel montant ils peuvent fixer cette réclamation. Avant la Confédération il s'est trouvé peu d'années, si toutefois il s'en est trouvé, où les revenus excédèrent les dépenses, mais depuis la Confédération, la province d'Ontario a retiré des revenus très considérables des forêts et autres sources de produits. Il est à désirer qu'elle soit en état d'établir une dépense également élevée.

J'ai pensé qu'il serait utile de donner à cette Chambre une histoire complète de cette question, parce qu'elle est très importante pour notre province. Elle implique, en effet, non seulement la réclamation formulée par le gouvernement de la Puissance, pour arrègés des accroissements d'annuités, depuis 1850 jusqu'en 1892, mais toute réclamation subséquente, pour ces accroissements d'annuités, dont la part a été fixée par la décision des arbitres et des cours à peu près les quatre neuvièmes, tant et aussi longtemps que les tribus existeront.

La réclamation de la Puissance pour ces accroissements d'annuités, jusqu'en décembre 1892, avec

intérêt, s'élève à la somme de \$536.306; mais il y a lieu d'espérer, d'après les statistiques fournies par la province d'Ontario sur ses dépenses dans ces territoires, que ce montant sera, d'après la décision des arbitres, considérablement réduit. Il ne faut pas oublier toutefois, que le nombre des individus dans ces tribus, paraît plutôt augmenter que diminuer.

Il est malheureux pour cette province que les arbitres n'aient pas jugé convenable de rendre leur première décision d'après l'équité, ce qui aurait été tout à fait dans les limites de leurs pouvoirs, car dans ce cas cette province aurait été soulagée d'un fardeau dont l'imposition, je ne puis m'exempter de le déclarer, est injuste. C'était réellement le but des traités que les bénéficiaires des revenus des territoires cédés subiraient le fardeau des accroissements d'annuités. Or, Québec n'a aucune participation dans ces revenus, et cependant n'en est pas moins tenu au paiement d'une part des annuités, à même le produit des taxes imposées à sa population et de ce qu'elle retire de ses terres publiques, dont pas un seul acre n'est compris dans les territoires cédés par les sauvages à la province du Canada, tandis qu'une forte étendue de la province d'Ontario est composée des territoires depuis des sauvages par l'ancienne province du Canada après l'Union de 1840. en vertu de traités.

Les statistiques données par la province d'Ontario établissent que, lors de la Confédération, le territoire d'Ontario comprenait dans ces limites 37,443.000 acres non encore vendus de ces terrains cédés par les sauvages des lacs Huron et Supérieur, en vertu des traités Robinson, et que les perceptions d'Ontario, depuis la Confédération jusqu'au 31 décembre 1892, sur le prix de ces terrains, se sont élevées à \$6,444,642.00, tandis que, par les mêmes statistiques, l'Ontario prétend avoir dépensé, durant la même période, pour le compte de ces territoires, un montant de \$2,676,428.00, donnant un reliquat complet de \$3,768,214.00. Au 31 décembre 1892 il restait encore une étendue de 36,333,000 acres non encore vendus, appartenant à l'Ontario.

En face de ces faits, nous ne pouvons nous empêcher de croire que, puisque les plus hauts tribunaux ont décidé qu'au point de vue légal, la province de Québec est contrainte à subir une perte sèche, proportionnée aux énormes gains de l'Ontario, il est malheureux pour cette province que les arbitres, comme ils en avaient le droit, n'aient pas rendu leur décision, au point de vue de l'équité.

Des jugements furent rendus en Cour suprême, en juin dernier, renvoyant les appels d'Ontario et de Québec d'une partie de la décision des arbitres rendue le 6 février 1896, sur la question du fonds des écoles communes, à laquelle j'ai fait allusion dans mon discours sur le budget l'année dernière. L'effet de ce jugement est de maintenir la décision des arbitres. Par conséquent, les intérêts de la province de Québec dans ce fonds sont confirmés, en même temps le transport par les arbitres de 1870 à "l'Upper Canada Improvement Fund" de la somme de \$124.685.18 à même le fonds détenu depuis la Confédération par le gouvernement de la Puissance.

En examinant les comptes des ventes de terrains affectés à ce fonds des écoles communes, les comp-

tables représentant la province de Québec constatèrent qu'il y avait été fait un grand nombre de remises aux acquéreurs de ces terrains, sans le consentement du gouvernement de notre province. Ces remises furent faites sous l'empire d'un acte d'Ontario du 2 mars 1872 qui autorisait le lieutenant-gouverneur en conseil à réduire le prix de vente de tout terrain dépendant des territoires des écoles communes, dont la vente aurait eu lieu avant le 1er juillet 1867. et l'autorisait, en outre, à faire des réductions d'arrérages d'intérêt sur le prix de ces terrains. Cet acte prescrivait, de plus, que ces réductions et ces remises ne seraient faites que proportionnellement et en égard à la part de la province d'Ontario dans ces terrains et dans le prix des ventes qui en auraient été faites, sans aucunement affecter la part des intérêts de la province de Québec. Il y était en outre prescrit que ces réductions et ces remises seraient faites à même le fonds consolidé du revenu de la province d'Ontario. après paiement par l'acquéreur du montant total du prix de vente, avec intérêt.

Il fut découvert par l'examen des livres tenus à cet effet, qu'au lieu d'avoir été payé à même le fonds consolidé d'Ontario, le montant total de ces réductions et de ces remises avait été déduit des réclamations contre ces acquéreurs, avant paiement de la balance. En conséquence, la province de Québec prétendit devant les arbitres qu'Ontario devait rendre compte du plein montant de ces remises excédant \$217,000 en tout, à titre d'argent reçu en acompte des ventes de terrains des écoles communes. La seconde décision des arbitres au sujet du fonds des écoles communes, en date du 6 mars 1896. comporte que "toute somme d'argent due en principal ou intérêt par tout acquéreur desdits terrains des écoles communes dont la province d'Ontario aurait fait la remise à tel acquéreur, et que toute somme d'argent due en principal et intérêt par tout acquéreur desdits terrains à l'époque où les lettres patentes pour tels terrains lui furent octroyées, qui n'aurait pas été collectée par la province, serait traitée, à tous égards, comme argent reçu par la province, en acompte du prix des terrains des écoles communes, à moins qu'il ne soit démontré par la province que ces remises ont été faites d'après les règles d'une administration juste et prudente de ces terrains et de ce fonds, ou qu'il y avait cause suffisante pour ne pas en exiger le paiement."

Une correspondance s'est échangée entre les aviseurs légaux d'Ontario et de Québec quant à la méthode la plus expéditive de soumettre la question de ces remises aux arbitres pour obtenir leur décision sur la responsabilité d'Ontario à leur égard et. à leur dernière réunion tenue à Montréal le 4 janvier 1899, lesdits arbitres décidèrent qu'ils se réuniraient à Toronto, au commencement de mars prochain, où se trouvent, en la possession du gouvernement d'Ontario, tous les livres de comptes se rapportant à la vente des terrains des écoles communes et les dossiers concernant les remises.

Les arbitres ont encore à décider la question de savoir si les bases du partage des revenus du fonds des écoles communes, depuis la Confédération, seront celles du recensement de 1861 ou celles de tout recensement décennal subséquent à cette période.

ou encore si une autre base sera adoptée pour cette opération. Cette question fut plaidée devant les arbitres lors de leur réunion.

Par une décision des arbitres, en date du 7 janvier 1898. la réclamation du gouvernement d'Ottawa contre les provinces pour les \$46,270.30 payées à R. H. McGreevey, \$1 2,875. payées à Charles Garth et \$2,947 41 payées à Ward & O'Leary, en rapport avec la construction des édifices publics à Ottawa, fut renvoyée.

D'après le rapport des comptes de l'ancienne province du Canada, une diversité d'opinions paraît avoir existé entre les représentants de la Puissance et ceux des provinces, sur les questions suivantes: 1. Quant à la question de savoir si l'intérêt doit être calculé sur les paiements et les versements intermédiaires chaque six mois, depuis le 1er juillet 1867 jusqu'au 1er janvier 1873 et déduits des subsides provinciaux, ou si ces intérêts ne doivent être calculés que sur le surplus de la dette, telle qu'établie au commencement de chaque semestre: 2. Si les balances au crédit des comptes de la province du Canada, au 23 de mai 1873, doivent être portées au compte d'Ontario et de Québec, ou continuées dans l'ancien compte: 3. Si l'intérêt doit être calculé sur le surcroît de la dette du 1er janvier au 23 de mai 1873.

Par une décision des arbitres du 2 décembre 1898 les prétentions des provinces furent maintenues

Il peut paraître que les procédés des arbitres se sont exceptionnellement prolongés mais il faut tenir compte de l'importance du travail accompli et du nombre de questions compliquées que ces arbitres ont été appelés à décider. N'oublions pas non plus. qu'un temps considérable a été employé en appels devant la Cour suprême et le Conseil privé.

Il y a maintenant lieu d'espérer que de nouveaux retards ne sont pas à appréhender et que cette importante affaire dont le règlement dure depuis l'origine de la Confédération, sera bientôt terminée.

La Chambre me pardonnera les détails, peut-être un peu fastidieux, dans lesquels je suis entré, mais j'ai cru devoir lui exposer franchement et aussi clairement que possible la situation dans toute son exactitude, sans rien exagérer ni dissimuler afin qu'elle puisse bien apprécier la politique que nous avons suivie jusqu'ici et que nous sommes déterminés à suivre jusqu'à ce que le but que nous nous sommes déterminés à suivre, jusqu'à ce que le but que nous nous sommes proposé soit atteint.

Ce but nous a été indiqué par la voix populaire si fortement accentuée durant la dernière période électorale. Nous avons reçu le mandat impératif d'équilibrer nos finances et d'interrompre l'accroissement anormal de la dette publique.

Cette tâche est difficile, pénible même, mais avec la continuation du généreux et patriotique appui que la majorité de cette Chambre nous a si cordialement accordé jusqu'ici nous ne désespérons pas de l'accomplir.

Déjà dans les opérations d'une seule année sans emprunter, sans taxes nouvelles, avec nos revenus ordinaires, nous avons pu réduire de \$623,000. 00 le déficit de l'année précédente. C'est un début qui promet et qui nous fait espérer le complet succès dans un avenir prochain.

D'ici là nous subirons l'impérieux devoir de presser vigoureusement la perception du revenu public et de limiter la dépense aux plus strictes nécessités du moment. Cela ne veut pas dire que nous refuserons notre appui aux entreprises utiles et aux oeuvres méritantes: mais le devoir s'impose à nous d'éviter les largesses, dirai-je les extravagances du passé, dont les effets se font aujourd'hui si rudement sentir.

en maintenant nos gratuités et nos bienfaits dans les limites de nos moyens. Pour dépasser ces limites il nous faudrait de nouveaux emprunts et par suite de nouvelles taxes pour en solder les intérêts et les frais. C'est ce recours que nous voulons éviter et nous l'éviterons si la députation veut bien nous seconder.
(Applaudissements)

ÉTAT A.

Année.	Dépenses.	Recettes.	Déficit
1889-90	\$4.969.489.68	\$3.588.920.50	\$1.380.569.18
1890-91	5.195.049.43	3.750.813.34	1.444.236.09
1891-92	5.236.768.62	3.494.117.60	1.742.651.02
1892-93	4.492.106.21	4.467.278.21	24.828.00
1893-94	4.550.629.50	4.320.427.22	230.202.28
1894-95	4.506.633.31	4.343.971.65	162.661.66
1895-96	4.415.268.52	4.359.594.91	55.673.61
1896-97	4.907.281.71	3.923.238.70	984.043.01
1897-98	4.449.045.48	4.236.015.14	213.030.34

Les montants, provenant de nouvelles sources de revenu créés en 1892, inclus dans les recettes, sont comme suit:

1892-93	\$493.591.75
1893-94	518.406.11
1894-95	487.398.45
1895-96	444.856.02
1896-97	318.200.22
1897-98	196.737.99

ÉTAT B.

1889-90

DÉPENSES:

Dépenses ordinaires (y compris \$62,133.95 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$3,881,672.95	
Dépenses spéciales	818,583.51	
Avances et paiements de fonds en fidéicommis	14,163.98	
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer	255,069.24	
		<u>\$4,969,489.68</u>

RECETTES:

Revenu ordinaire	3,540,607.07	
Recettes provenant de ventes de propriétés	\$30,000.00	
Dépôts de fonds en fidéicommis, recettes sur avances	18,313.43	
	<u>48,313.43</u>	
		<u>3,588,920.50</u>
Déficit		<u>\$1,380,569.18</u>

1890-91

DÉPENSES:

Dépenses ordinaires (y compris \$64,970 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$4,095,520.45	
Dépenses spéciales	820,254.15	
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer	222,097.41	
Avances et paiements de fonds en fidéicommis	57,177.42	
		<u>5,195,049.43</u>

RECETTES:

Revenu ordinaire	\$3,457,144.32	
Dépôts de fonds en fidéicommis et recettes sur avances	15,149.02	
Dépôts de garantie des chemins de fer	278,520.00	
	<u>293,669.02</u>	
		<u>3,750,813.34</u>
Déficit		<u>\$1,444,236.09</u>

1891-92

DÉPENSES:

Dépenses ordinaires (y compris \$68,121.16 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$4,446,639.60	
Dépenses spéciales	551,041.88	
Palements de fonds en fidéicommis	8,017.00	
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer	231,070.14	
		\$5,236,768.62

RECETTES:

Revenu ordinaire	\$3,458,403.85	
Dépôts de fonds en fidéicommis et recettes sur avances	19,723.87	
Fonds d'emprunts municipal	3,000.00	
Remboursements sur dépenses spéciales	5,870.38	
Recettes pour taxes sur subventions de chemins de fer	5,675.50	
Remboursement, chemin de fer Q.M.O. & O.	1,444.00	
		3,494,117.62
Déficit		\$1,742,651.02

1892-93

DÉPENSES:

Dépenses ordinaires (y compris \$71,053.33 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$3,952,258.75	
Dépenses extraordinaires (édifices publics)	238,264.10	
Palements sur dépôts en fidéicommis	13,147.08	
Prêts aux victimes des ouragans	41,030.89	
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer	240,405.39	
		\$4,492,106.21

RECETTES:

Revenu ordinaire	\$3,891,062.73	
Revenu des nouvelles taxes	493,591.75	
		\$4,384,654.48
Recettes provenant de ventes de propriétés	7,116.00	
Dépôts de fonds en fidéicommis	15,770.37	
Recettes sur avances	50,000.00	
Recettes pour taxes sur subventions de chemins de fer	9,737.36	
		\$82,623.73
		4,467,278.21
Déficit		\$ 24,828.00

1893-94

DÉPENSES:

Dépenses ordinaires (y compris \$73,973.33 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$3,876,990.83
Dépenses extraordinaires (édifices publics)	390,955.24
Paiement sur dépôts en fidéicommiss	13,081.78
Emprunt, Soeurs de la Charité, asile de Beauport	19,395.60
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer	250,117.25
Fonds de remboursement des subventions de chemins de fer, frais	88.80
	<hr/>
	\$4,550,629.50

RECETTES:

Revenu ordinaire	\$3,740,322.45
Revenu des nouvelles taxes	518,406.11
	<hr/>
	\$4,258,728.56
Recettes provenant de ventes de propriétés	1,805.05
Dépôts de ventes en fidéicommiss	10,161.13
Recettes pour taxes sur subventions de chemins de fer	49,732.48
	<hr/>
	61,698.66
	<hr/>
	4,320,427.22
	<hr/>
Déficit	\$ 230,202.28

1894-95.

DÉPENSES:

Dépenses ordinaires (y compris \$77,866.66 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$4,043,228.43
Dépenses extraordinaires (édifices publics)	146,756.60
Dépenses in re vente de la propriété Château Ramezay	5,742.41
Paiements sur dépôts en fidéicommiss	17,390.26
Dépôt spécial in re confirmation du titre de propriété chemin de fer Q. M. O. et O.	5,550.00
Emprunt, Soeurs de la Charité, asile de Beauport	25,000.00
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer	260,223.01
Fonds de remboursement des subventions de chemins de fer, frais	2,742.60
	<hr/>
	\$4,506,633.31

RECETTES:

Revenu ordinaire	\$3,734,289.39
Revenu des nouvelles taxes	487,398.45
	<hr/>
	\$4,221,687.84
Recettes provenant de ventes de propriétés (Château Ramezay)	100,340.28
Dépôts de fonds en fidéicommiss	10,048.85
Remboursement du dépôt in re confirmation du titre de propriété chemin de fer Q. M. O. et O.	5,550.00
Recettes pour taxes sur subventions de chemins de fer	6,344.68
	<hr/>
	122,283.81
	<hr/>
	4,343,971.65
	<hr/>
Déficit	\$162,661.66

1895-96.

DÉPENSES:

Dépenses ordinaires (y compris \$80,786.67 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)			\$4,041,221.66
Dépenses extraordinaires (édifices publics)			58,485.34
Palements sur dépôts en fidéicommiss			17,459.02
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer			268,241.39
Taxes sur les subventions de chemins de fer:			
Frais de perception	\$1,962.07		
Remboursements	27,899.04	\$	29,861.11
			<hr/>
			\$4,415,268.52

RECETTES:

Revenu ordinaire	\$3,883,054.53		
Revenu des nouvelles taxes	444,856.02		
		4,327,910.55	
Dépôts de fonds en fidéicommiss	27,662.64		
Recettes pour taxes sur subventions de chemins de fer	3,285.62		
Rachat de l'emprunt de 1876, remboursement de la balance du montant tenu à Londres pour collocation	736.10	31,684.36	
			<hr/>
			4,359,594.91
Déficit			\$ 55,673.61

1896-97.

DÉPENSES:

Dépenses ordinaires (y compris \$84,680 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)			\$4,677,095.20
Dépenses extraordinaires (édifices publics)			176,832.28
Achat de propriété			30,000.00
Palements sur dépôts en fidéicommiss			14,999.01
Taxes sur les subventions de chemins de fer:			
Frais de perception	\$413.17		
Remboursements	7,942.05		
			<hr/>
			8,355.22
			<hr/>
			\$4,907,281.71

RECETTES:

Revenu ordinaire	\$3,556,602.96		
Revenu des nouvelles taxes	318,200.22		
		3,874,803.18	
Vente de propriété	2,500.00		
Dépôts de fonds en fidéicommiss	45,772.48		
Recettes pour taxes sur subventions de chemins de fer	163.04	48,435.52	
			<hr/>
			3,923,238.70
Déficit			\$ 984,043.01

1897-98

DÉPENSES:

Dépenses ordinaires (y compris \$87,307.99 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$4,364,686.68
Dépenses extraordinaires (édifices publics)	50,683.70
Paiements sur dépôts en fidéicommiss	33,675.10
	<hr/>
	\$4,449,045.48

RECETTES:

Revenu ordinaire	\$3,979,401.64	
Revenu des nouvelles taxes	196,737.99	
	<hr/>	4,176,139.63
Dépôts de fonds en fidéicommiss	58,358.79	
Recettes pour taxes sur subventions de chemins de fer	1,516.72	
	<hr/>	59,875.51
		<hr/>
		4,236,015.14
Déficit		<hr/>
		\$ 213,030.34

ÉTAT C.
RECETTES.

	1893-94	1894-95	1895-96	1896-97	1897-98
	\$	\$	\$	\$	\$
Puissance du Canada.....	1,278,376.11	1,277,799.42	1,231,798.59	1,257,133.70	1,266,413.48
Terrés de couronne.....	905,163.96	866,032.10	1,045,310.19	879,893.26	1,087,042.52
Terrés, Forêts et Pêcheries.....					7,872.67
Mines.....					182,490.40
Timbres judiciaires.....	184,245.00	187,314.60	186,278.50	177,426.80	66,423.95
Timbres d'enregistrement.....	29,545.95	64,054.02	61,338.51	63,875.90	23,433.81
Fonds de bâisses et des jurés.....	24,596.46	41,579.26	23,828.40	27,565.83	16,642.96
Honoraires judiciaires.....	11,495.70	12,166.84	14,329.34	9,654.38	8,121.18
Municipalités pour l'entretien des prisonniers.....	8,122.71	9,322.05	11,322.06	12,751.96	5,155.79
Palais de justice de Montréal.....	2,372.28	3,353.28	4,381.94	2,123.88	1,578.02
Gardes des prisons de Montréal.....	4,376.99	4,550.47	2,374.59	2,946.94	4,000.00
Gain des prisonniers, prison de Québec.....	10,200.00	2,400.00	13,600.00	2,800.00	192.66
Gain des prisonniers, prison de Bedford.....	186.60	192.15	42.01	140.75	
Gain des prisonniers, prison de Terrebonne.....	16.25	20.00			
Gain des prisonniers, prison de Sainte-Scholastique.....					
Ferme de la prison, Québec.....					
Amendes, justice.....					
Honoraires du grand connetable, Québec.....					
Licences.....	340.40	130.40	10.00	246.60	13.60
Taxes directes sur les corporations commerciales.....	456.03	541.22	147.50	540.29	136.50
Taxes sur transports de propriétés.....	636,052.34	605,918.78	663,087.46	586,176.42	615,043.83
Taxes directes sur certaines personnes.....	142,854.50	160,756.16	148,643.86	134,404.03	194,312.36
Licences de manufactures et de commerce.....	246,860.50	185,870.70	184,254.50	74,856.99	2,055.81
Droits sur successions.....	15,293.70	17,059.29	17,507.67	3,507.74	1,380.18
Commission sur honoraires d'officiers publics.....	106,428.45	121,932.96	79,728.52	10,393.77	29,846.74
Législation.....	149,823.46	162,535.50	163,365.33	229,441.72	163,455.26
Asiles d'aliénés, contributions municipales.....	14,765.37	7,347.79	8,125.67	6,671.83	8,550.07
Asiles d'aliénés, patients payants.....	180.96	307.79	165.44	163.04	128.10
École d'industrie et de réforme.....	8,236.27	6,068.59	11,491.51	8,391.39	8,780.12
Gazette officielle de Québec.....	18,955.66	21,697.13	35,005.69	7,703.59	63,544.63
Revenu casuel.....	407.49	151.15	78.00	1,638.98	2,127.85
Service civil, contributions pour pensions.....	2,289.06	5,688.51	12,366.76	923.72	36,386.84
Compagnies d'assurances provinciales, dépenses d'inspection.....	20,774.41	21,835.47	23,182.60	21,637.58	20,958.55
	5,870.13	6,114.02	4,880.85	7,570.62	8,121.49
	7,125.49	6,677.95	6,028.77	5,712.61	5,514.35
	520.84	429.16	400.00	376.33	397.86

Travaux et édifices publics, loyers.....	1,878.63	1,062.60	1,063.60	785.60	1,060.60
Inspection des chemins de fer.....	516.00	516.00	492.00	204.00	72.00
Intérêts sur prêts et dépôts.....	26,438.87	23,095.38	17,437.79	35,556.71	40,452.29
Prime, escompte et change.....	7,046.19	3,949.36	29.00	2,141.15	2,916.72
Intérêt sur prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O.....	369,622.58	368,327.96	333,057.98	299,395.07	300,833.34
Remboursements.....	16,223.82	24,180.38	21,897.81		
Prêt aux incendiés de Québec.....	580.00	220.00	200.00		
Puissance du Canada, comptes généraux.....	489.40	489.40	244.70		
Ventes de propriétés à Montréal et Québec.....	4,258,728.56	4,221,687.84	4,327,910.55	3,874,803.18	4,176,139.63
FONDS EN FIDÉICOMMIS, REMBOURSEMENTS, Etc.:	1,805.05	100,340.28		2,500.00	
Remboursements sur avances.....		5,550.00			
Fonds de pensions des instituteurs.....		202.22	7,789.57	3,951.21	1,022.70
Fonds d'amortissement de la cité de Hull.....	153.99	158.63	163.40	167.63	173.84
Fonds d'amortissement de la cité de Pointe à Gatineau.....		100.00	100.00	100.00	100.00
Conseil d'agriculture.....		286.00			
Héritiers et succession F. E. Roy.....		1,584.00	880.50	884.50	886.10
Fonds de licences de mariage.....	7,470.00	7,218.00	7,221.00	6,693.00	6,864.00
Cautionnement des officiers publics.....	1,994.38	500.00	1,508.17	1,000.00	563.00
Dépôt de la Cie d'assurance Saint-Laurent.....			10,000.00	15,000.00	
Fonds du palais de justice d'Aylmer.....	42.76			17,976.14	
Dépôt re Julie Labbé.....	500.00				
Remboursements au fonds de subventions des chemins de fer.....	49,732.48	6,344.68	3,285.62	163.04	1,516.72
Dépôts en vertu de l'acte 59 Victoria, chapitre 34.....					5,000.00
Dépôts en vertu de l'acte 61 Victoria, chapitre 39.....					25,000.00
Débitures du palais de justice de Hull, fonds d'amortissement.....					968.15
Fonds de justice et des jurés district de Rimouski, assurance sur le palais de justice et la prison.....					17,781.00
Emprunts temporaires.....	4,320,427.22	4,343,971.65	4,358,858.81	3,923,238.70	4,236,015.14
Produit de l'emprunt 1893.....	870,000.00	2,460,000.00	300,000.00	700,000.00	
Produit de l'emprunt 1894, (Londres).....	3,860,073.34				
Produit de l'emprunt 1894, (Paris).....	2,742,076.73	2,723.27			
Rachat emprunt 1876, remboursement.....		4,106,391.52	736.10		
Produit de l'emprunt de 1896.....			2,044,000.00	1,124,200.00	
Produit de l'emprunt de 1897.....				1,224,000.00	
Produits de fonds inscrits émanés en consolidation de la dette.....				3,015,853.86	738,676.28
En caisse au 1er juillet de chaque année.....	365,355.91	546,732.00	543,033.37	784,799.49	1,391,428.65
Total.....	12,157,933.20	11,459,818.44	7,246,628.28	10,772,092.05	6,366,120.07

**ETAT D.
DÉPENSES.**

	1893-94	1894-95	1895-96	1896-97	1897-98
\$	c.	\$	c.	\$	c.
Dette publique.....	\$1,437,932.67	\$1,486,660.62	\$1,497,429.99	\$1,550,874.16	\$1,591,177.03
Legislation.....	207,676.77	198,543.50	195,549.27	288,623.41	210,910.19
Gouvernement civil.....	256,725.24	251,256.54	253,401.69	277,247.91	282,585.08
Administration de la justice.....	548,038.05	608,327.29	568,544.28	662,665.77	618,379.65
Instruction publique.....	380,760.00	383,726.45	382,759.76	410,060.00	434,260.00
Agriculture, Colonisation et Immigration.....	242,864.01	290,636.62	286,814.09	404,695.75	307,476.97
Travaux et édifices publics:					
Ordinaires.....	101,037.86	110,257.32	97,544.64	165,783.76	127,483.73
Extraordinaires.....	390,955.24	152,499.01	58,485.34	176,832.28	50,683.70
Asiles et institutions de bienfaisance.....	325,082.00	323,047.25	326,078.25	358,616.77	339,375.75
Divers (y compris les paiements faits par les officiers du revenu sur les perceptions.....)	376,874.23	390,772.84	433,099.69	558,527.67	453,038.28
Achat de propriété.....	4,267,946.07	4,195,727.44	4,099,707.00	4,853,927.48	4,415,370.38
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer.....				30,000.00	
Avances.....	250,117.25	260,223.01	268,241.39	381,187.62	237,471.86
Fonds en fideicommis.....	19,395.60	30,550.00			
Fonds de remboursements des subventions de chemins de fer, frais et remboursements.....	13,081.78	17,390.26	17,459.02	14,999.01	33,675.10
Subventions aux chemins de fer et Q. M. O. & O.....	88.80	2,742.60	29,861.11	8,355.22	
Remboursements d'emprunts temporaires.....	4,550,629.50	4,506,633.31	4,415,268.52	5,288,469.33	4,686,517.34
Rachats de dette:	975,426.69	854,519.92	250,186.59	1,346,475.01	198,645.14
Emprunt de 1891.....	5,526,056.19	5,361,153.23	4,665,455.11	8,634,944.34	4,885,162.48
Emprunt de 1893.....	2,070,000.00	1,500,000.00	1,760,000.00		
Partie de l'emprunt de 1874 et prime.....	3,860,000.00	4,106,461.00			56,048.90
Partie de l'emprunt de 1876 et prime.....					64,794.80
Partie de l'emprunt de 1878 et prime.....					163,584.00
Partie de l'emprunt de 1880 et prime.....					24,079.04
Partie de l'emprunt de 1882 et prime.....					322,849.80
Partie de l'emprunt de 1894 et prime.....					107,319.74
Partie de l'emprunt de 1896 et prime.....				3,015,853.86	
Ajoutez: Paiements de mandats impayés au 30 juin 1893, 1894, 1895, 1896, 1897.....	11,456,056.19	10,967,614.23	6,425,455.11	9,650,798.20	5,623,838.76
Deduez: Mandats impayés au 30 juin 1894, 1895, 1896, 1897, 1898.....	313,811.81	158,666.80	209,495.96	173,122.28	443,257.08
	11,769,868.00	11,126,281.03	6,634,951.07	9,823,920.48	6,067,095.84
	158,666.80	209,495.96	173,122.28	443,257.08	191,639.36
	11,611,201.20	10,916,785.07	6,461,828.79	9,380,663.40	5,875,456.48

ÉTAT E.
RECETTES PROBABLES, 1899-1900.

Puissance du Canada:

Subsides en vertu de l'acte de l'A. B. du N.	\$959,252.80	
Intérêts sur fonds en fidéicommiss.	71,385.94	
Subside spécial, 47 Victoria, chapitre 4.	127,460.68	
Intérêts sur subventions de chemins de fer, 47 Victoria, chapitre 8.	119,700.00	
		<hr/>
		1,277,799.42

Intérêts:

Intérêt sur prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O. .	300,000.00	
Intérêts sur prêts et dépôts.	10,000.00	
		<hr/>
		310,000.00

Terres, Forêts et Pêcheries. 1,050,000.00

Mines. 10,000.00

Administration de la Justice:

Timbres judiciaires.	195,000.00	
Honoraires judiciaires.	14,000.00	
Fonds de bâties et des jures (revenu brut).	25,000.00	
Entretien des prisonniers.	10,000.00	
Gardes des prisons de Montréal et Québec.	4,000.00	
Amendes.	200.00	
Prison de Montréal.	3,000.00	
Autres prisons gain des prisonniers.	200.00	
Palais de justice de Montréal.	4,000.00	
Honoraires du grand connétable, Québec.	500.00	
		<hr/>
		255,900.00

Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés).	65,000.00	
Licences. (revenu brut).	675,000.00	
Taxes directes sur les corporations commerciales.	160,000.00	
Droits sur successions.	225,000.00	
Commissions sur honoraires d'officiers publics.	8,000.00	
Commissions sur renouvellement d'hypothèques.	200.00	
Entretien des aliénés.	67,000.00	
Entretien des pensionnaires des écoles d'industrie et de réforme.	28,000.00	
Législation.	8,000.00	
Gazette officielle.	22,000.00	
Loyers d'édifices publics.	1,000.00	
Revenu casuel.	5,600.00	
Compagnies d'assurances provinciales, contributions.	400.00	
Contributions aux pensions, service civil.	5,000.00	
Prime, escompte et change.	1,000.00	
		<hr/>
		4,174,899.42

Taxes sur les subventions de chemins de fer. 30,000.00

\$4,204,899.42

ÉTAT F.
DÉPENSES PROBABLES 1899-1900.

	\$	cts.
Dette publique	1,570,411.51	
Législation	192,894.70	
Gouvernement civil	269,776.19	
Administration de la justice, etc.	536,710.00	
Instruction publique, etc.	432,560.00	
Travaux et édifices publics	108,402.79	
Agriculture	172,650.00	
Terres, Forêts & Pêcheries	129,000.00	
Colonisation & Mines, etc.	133,250.00	
Asiles des aliénés, écoles de réforme, etc.	419,400.00	
Institutions de bienfaisance	44,675.75	
Services divers	146,025.00	
	4,155,755.97	
Travaux et édifices publics, extraordinaires	22,000.00	
	4,177,755.97	
Remboursement de dépôts de garantie de chemin de fer	\$ 33,072.12	
Subventions de chemins de fer Q. M. O. & O.	413,740.34	
	446,812.46	
	\$4,624,568.43	

ÉTAT G.

ÉTAT APPROXIMATIF du passif et de l'actif de la province de Québec
au 30 juin 1898.

PASSIF.

Dette consolidée telle qu'existant avant la conversion.....	\$33,483,694.67	
Augmentation du capital par conversion.....	800,146.86	
		<u>34,283,841.53</u>
Emprunt temporaire.....		700,000.00
Dépôts en fidéicomis.....		334,003.97
Dépôts des compagnies de chemin de fer, pour paiement des intérêts garantis des obligations.....		132,702.49
Mandats impayés.....		191,639.36
Subventions en argent des chemins de fer, autorisées mais non encore dues.....	\$365,709.67	
Subventions en terres des chemins de fer converties en argent, à 52½ cts par acre, autorisées mais non encore dues.....	559,973.17	
		<u>925,682.84</u>
Perte sur dépôt à la Banque d'échange.....		25,218.75
Obligations du palais de justice de Québec.....		200,000.00
		<u>\$36,793,088.94</u>

ACTIF.

Partie du prix de ch. de fer Q.M.O. & O. déposée en banque.....	\$353,390.00	
Partie du prix de ch. de fer Q.M.O. & O. placée en \$29,000 d'obligations de la province de Québec, emprunt de 1878, achetée à 109%.....	31,610.00	
Partie du prix de ch. de fer Q.M.O. & O. placée en obligations du palais de justice de Québec.....	200,000.00	
Partie du prix de ch. de fer Q.M.O. & O. placée en obligations de la cité de Québec.....	15,000.00	
Balance non payée du prix du chemin de fer Q. M. O. & O.....	7,000,000.00	
		<u>7,600,000.00</u>
Fonds inscrits de 3%.....		10,677.78
Allocations de chemins de fer, en vertu de l'acte fédéral, 47 Victoria, chapitre 8.....		2,394,000.00
Argent en banque.....		490,663.59
Coût de l'école Jacques-Cartier, Montréal, à être remboursé par vente de propriété.....		5,391.11
Réclamation in re feu l'honorable Thomas McGreevy.....		100,000.00
Avances à divers.....		161,832.89
Palais de justice de Québec, en vertu de 45 Victoria, chapitre 26, et 48 Victoria, chapitre 16.....		200,000.00
		<u>10,962,565.37</u>
Excédant du passif sur l'actif au 30 juin 1898.....		<u>\$25,830,523.57</u>

ÉTAT H.

OPÉRATIONS DE CAISSE, 1897-98.

Voici un état des opérations de caisse au cours de l'exercice 1897-98.

Argent aux banques, le 30 juin 1897, étant pour			
le compte courant	486,891.28		
Moins mandats non payés	443,257.08		
			\$43,634.20
Argent aux banques, au 30			
juin 1897, solde du pro-			
duit des emprunts de			
1896 et 1897	\$904,537.37		
À même quoi a été payé,			
du 1er juillet 1897 au			
30 juin 1898:			
Subvention aux chemins de			
fer	196,284.24		
Q. M. O. et O.	2,360.90		
Dépôts de garantie	237,471.86		
		436,117.00	
			468,420.37
Ce qui laisse un solde de			512,054.57
dont il a été disposé comme suit:			
Dépense totale, moins subventions aux chemins de fer, Q. M. O. & O.			
Remboursement aux chemins de fer de leurs dépôts de ga-			
rantie, du 1er juillet 1897 au 30 juin 1898, lequel a été:			
Pour frais ordinaires	4,364,686.68		
Pour frais extraordinaires	50,683.70		
Dépôts en fidéicommiss	33,675.10		
			4,449,045.48
Le revenu total du 1er juillet 1897 au 30 juin 1898, a été			
pour:			
Le revenu ordinaire	4,177,656.35		
Les dépôts en fidéicommiss	58,358.79	4,236,015.14	
Déficit			213,030.34
Solde en caisse le 30 juin 1898			299,024.23
Soit:			
Argent aux banques	490,663.59		
Moins mandats non payés	191,639.36		
			299,024.23

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Demande si les députés vont recevoir une copie du discours. Il explique que l'on peut difficilement répondre à un discours sur le budget, sans avoir les chiffres en main.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que des copies imprimées vont être distribuées aux députés et qu'un résumé a été préparé en anglais et remis à la presse. Il ajoute que les rapports imprimés contiennent presque totalement les chiffres exposés dans le discours.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Annonce son intention de proposer un amendement à la motion de se constituer en comité des subsides. Mais pour le moment il propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn), que le débat soit ajourné.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Est d'avis que la Chambre devrait se constituer immédiatement en comité des subsides pour adopter un item du budget.

Après une brève discussion le premier ministre se range à l'avis du député de Montréal no 4.

La proposition du député de Montréal no 4 est adoptée et le débat est ajourné.

Enregistrements dans Argenteuil

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill D) du Conseil législatif intitulé: "Loi légalisant certains enregistrements faits dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement d'Argenteuil".

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

Registres de l'état civil perdus ou détruits

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill G) du Conseil législatif intitulé: Loi amendement le code civil relativement au remplacement des registres de l'état civil perdus ou détruits", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Loi des dentistes

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. H. Champagne), que le bill

(bill no 86) amendement la loi des dentistes de la province de Québec, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Code de procédure civile, articles 1352 et 1361

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Propose selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Hochelaga (M. D.-J. Décarie) que le bill (bill no 104) amendement les articles 1352 et 1361 du code de procédure civile, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Ces amendements visent à augmenter la publicité des avis de vente de propriété appartenant à des mineurs, en exigeant que ces avis soient affichés trois dimanches consécutifs avant la vente. De plus, nous voulons protéger les mineurs en exigeant qu'un rapport de toutes les procédures concernant la vente d'une propriété d'un mineur soit annexé aux minutes de l'acte de vente.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Code municipal

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 94) amendement le code municipal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Ce bill vise à permettre aux dites municipalités de se diviser en quartiers.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité spécial du code municipal.

Code municipal

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 109) amendement le code municipal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité spécial du code municipal.

Code civil, articles 1688, 1996 et 2257

L'HONORABLE J. J. E. GUERIN (Montréal no 6) pour M. L. GOUIN (Montréal): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 5 (M. R. Bickerdike), que le bill (bill no 105) amendement les articles 1688, 1996 et 2257 du code civil, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Ce bill stipule que, si un bâtiment, à cause d'un vice de construction ou de la nature défavorable du terrain, est détruit en totalité ou en partie, au cours des dix premières années, l'architecte responsable des travaux ainsi que l'entrepreneur sont conjointement et solidairement responsables de cette perte si elle se produit au cours des cinq premières années. L'architecte est aussi tenu responsable seul pour les cinq dernières années. Les maçons, menuisiers et autres ouvriers qui ont exécuté le travail par contrat à un prix fixe, sont aussi soumis aux règlements de

cet article. Ils sont considérés comme entrepreneurs en ce qui concerne leur ouvrage, mais ils sont tenus responsables uniquement des vices de leurs propres ouvrages, lorsque plusieurs ouvriers à contrat exécutent ce travail, sous la surveillance d'un architecte. Les architectes sont dispensés, après dix ans, et les entrepreneurs après cinq ans, de cette responsabilité des travaux qu'ils ont exécutés ou dirigés.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

À six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Il est convenu que la Chambre ne se réunira pas avant neuf heures, ce soir, à cause du dîner donné par M. l'Orateur aux membres des deux Chambres.

Reprise de la séance à neuf heures quarante-cinq

Henri Bourassa

M. C.-B. MAJOR (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (bill no 66) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Bourassa au nombre de ses membres.

Adopté.

En comité:

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose d'amender le bill en enlevant dans le préambule du projet de loi, l'allégation selon laquelle le bill a été approuvé par le conseil du Barreau pour la remplacer par les mots suivants: "Que la majorité des membres du conseil du Barreau a signé un document par lequel ils donnent leur consentement à ce

qu'un bill soit présenté dispensant ledit Henri Bourassa de subir l'examen à l'étude": et en ajoutant l'article suivant: "Cependant, ledit Henri Bourassa ne pourra être admis à l'examen qu'après avoir fait et complété, suivant la loi, sa cléricature commencée en novembre 1897."

L'amendement est adopté.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. C.-B. MAJOR (Ottawa): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Immeubles Panet

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 44) déclarant définitive la possession par Antoine-Philippe-Eugène Panet, des immeubles légués à Félix Lussier-Panet par feux Félix Lussier et Angélique Deschamps.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est résolu que le titre soit: "Loi déclarant définitive, mais sujette à certaines substitutions et aux articles 101 et 102 du code civil, la possession, par Antoine-Philippe-Eugène Panet, des immeubles légués à Joseph-Félix Lussier-Panet par feux Félix Lussier et Angélique Deschamps".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à dix heures.

Séance du 8 février 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures vingt.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De A.-S. Compain et autres propriétaires, du sud-ouest de la ville de Longueuil, demandant que certaine partie du bill (bill no 120) concernant la ville de Longueuil ne devienne pas loi.

De J.-H. Mignault et autres, tous médecins de la province de Québec, demandant que le bill (bill no 83) "Loi amendant la loi de pharmacie de Québec" ne devienne pas loi.

Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. L.-T.-N.-L.-N. Duplessis), que l'ordre de cette Chambre, du 2 février courant, renvoyant au comité permanent des bills privés le bill (bill no 71) amendement des lois concernant la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal, soit rescindé et que ledit bill soit référé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Il explique que ce bill avait été référé par erreur au comité des bills privés.

Et un débat s'ensuit.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée.

Charte de Saint-Henri

M. L'ORATEUR: Rend la décision suivante sur le point d'ordre soulevé par le représentant de Saint-Maurice (M. L.-T.-N.-L.-N. Duplessis) à la séance du 6 février courant:

La question a été soulevée que la motion de l'honorable député de Laval (M. P.-E. LeBlanc), pour la référence, de nouveau, du bill (bill no 36) amendement la charte de la ville de Saint-Henri, au comité des bills privés, n'était pas dans l'ordre, parce qu'elle ne pouvait pas être faite préalablement à la motion pour adoption du rapport du comité des bills privés.

Le rapport du comité des bills privés se limitant au récit des faits relatifs à la procédure suivie dans le comité au sujet dudit bill, une motion pour l'adoption du rapport ne doit pas être faite.

À la page 518, de la deuxième édition. Bourinot dit: "But when the report does not contain any resolution or other propositions for the consideration of the House, it does not appear that any further proceedings with reference to it, as a report, are necessary."

(Mais quand le rapport ne contient aucune résolution ni d'autres propositions à soumettre à l'étude de la Chambre, il n'appert point qui soit nécessaire d'adopter d'autres procédures à l'égard de ce document, considéré comme rapport.)

À la page 519, Bounnot ajoute: The reports of the committees relative to private bills are not concurred in, as they are regulated by special standing orders.

(Les rapports des comités relatifs aux bills privés ne reçoivent pas le concours de la Chambre, attendu qu'ils sont régis par des ordres permanents spéciaux.)

La seule partie du rapport qui aurait pu faire l'objet d'une motion d'adoption est celle relative au retrait du bill (bill no 51) constituant en corporation la ville de Viauville, mais le promoteur du bill ayant obtenu, du consentement unanime de la Chambre, la permission de le retirer, une motion d'adoption n'aurait plus sa raison d'être.

La Chambre ayant le droit de référer, de nouveau, tout bill privé au comité des bills privés, l'honorable député de Laval avait le droit de faire sa motion, aussitôt après présentation et lecture du rapport du comité, un avis n'étant pas requis pour la référence d'un bill à un comité permanent de la Chambre.

May dit. page 374. dixième édition: "No notice is required of a motion to commit a bill to a standing committee, and this motion can be made though the bill is under consideration by a committee of the whole House"

(Il n'est requis aucun avis de motion pour soumettre un bill à un comité permanent, et la motion peut être faite même alors que le bill est soumis à l'examen du comité général de la Chambre.

C'est à la Chambre de décider si la référence doit de nouveau avoir lieu

Quant aux questions de procédure dans les comités, soulevées à l'occasion de la motion de l'honorable député de Laval, comme elles sont très importantes et qu'il serait très utile de bien définir ces régies de procédure pour l'avenir, je les étudierai avec soin et communiquerai prochainement mes conclusions à la Chambre.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur) Rappelle au député de Laval (M. P.-E. LeBlanc) qu'il a émis une opinion diamétralement contraire en 1895 sur une question semblable.

M. P.-E. LEBLANC (Laval) Nie les ai-légations du député de Saint-Sauveur.

Rapports de comités:

M. T.-B. DE GROSBOS (Shefford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières. VOICI le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant, et a l'honneur de le rapporter sans amendement

Bill (bill no 117) constituant en corporation a "Laurentian Water and Power Company"

Votre comité a aussi examiné le bill (bill no 47) amendant la loi 56 Victoria, chapitre 78 constituant en corporation la "Lake Megantic Pulp Company", et l'adopté avec certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Suspension de la séance

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable J. Shehyn) que la séance de cette Chambre soit suspendue jusqu'à sept heures et demie p.m. pour permettre au comité spécial de la charte de la cité de Montréal de siéger.

Adopté.

La Chambre interrompt ses travaux à trois heures quarante-cinq.

Reprise de la séance à huit heures

Montréal et chemin de fer le Grand-Tronc

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill 116) concernant la cité de Montréal et la Compagnie du chemin de fer Grand-Tronc du Canada.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Suggère que la troisième lecture de ce bill soit reportée à demain parce que l'on a découvert certains droits réservés dans la cession originale de la propriété à la ville par la couronne, et il est opportun que le consentement de la couronne soit confirmé formellement par le ministre à la troisième lecture.

Montreal Protestant House of Industry and Refuge

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 73) amendant la loi constituant en corporation la "Montreal Protestant House of industry and Refuge".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Tiers ordre de Saint-François-d'Assise de Montréal

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 54) refondant la loi constituant en corporation la Fraternité du tiers ordre de Saint-François-d'Assise de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Syndics des pères franciscains de l'observance

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 55) amendant la loi constituant en corporation les Syndics apostoliques des pères franciscains de l'observance.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chemin de fer Châteauguay et Nord

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 58) amendant la loi 58 Victoria, chapitre 64. constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Merchant's Cotton Company

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 68) concernant l'émission d'obligations par la "Merchant's Cotton Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Builder's Exchange

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 75) constituant en corporation la "Builders Exchange".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Montreal Loan & Investment Company

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 43) définissant et amplifiant les pouvoirs de la "Montreal Loan & Investment Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 69) amendement la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Corporation de Summerlea

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 122) amendement la loi constituant en corporation la ville de Summerlea.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Saint-Henri

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, reprend le débat ajourné, sur la question proposée, lundi, le 6 février courant par le député de Laval (M. P.-E. LeBlanc), que le bill (bill no 36) amendement la charte de la cité de Saint-Henri, soit référé de nouveau au comité des bills privés, avec autorisation donnée par cette Chambre de le reconsidérer et de faire rapport à cette Chambre.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Raconte encore pour quelle raison l'article 9 de ce bill a dû être reconsidéré suite à la décision du président du comité. Il critique cette irrégularité.

M. C.-B. MAJOR (Ottawa): Raconte comment les choses se sont déroulées.

Plusieurs autres députés prennent la parole sur la même question.

Et la question étant de nouveau posée, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bickerdike, Champagne, D'Auteuil, Gouin, Guerin, Hunt, Laliberté, LeBlanc, McDonald, Nantel, Panneton, 11.

CONTRE: MM. Atwater, Carbray, Dechêne, Delaney, Dessaulles, Duffy, Duplessis, Flynn, Hackett, Langelier, Lislois, Major, Marchand, Parent, Pelletier, Rainville, Robidoux, Shehyn, Stephens, Turgeon, 20.

La proposition est rejetée.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Donne avis que lorsque le bill sera en comité plénier, il proposera de retrancher l'article 9 et de le remplacer par ce qui suit: Aucun dommage ne pourra être réclamé de la ville pour la non-exécution de projets d'expropriation indiqués sur le plan directeur.

2. Que la clause 14 soit amendée en y retranchant le paragraphe 3.3 ainsi que l'article 1.

Léon Trudeau

M. MF. HACKETT (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 40) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Léon Trudeau à la pratique du notariat, après examen, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Association des barbiers

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 125) constituant en corporation l'Association des barbiers de la province de Québec, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Catholic High School of Montreal

L'HONORABLE J. J. E. GUERIN (Montréal no 6): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 126) constituant en corporation la "Catholic High School of Montreal", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Rapports de comités:

M. A. TESSIER (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés. VOICI le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 42) concernant la reconstruction de l'église Saint-Jean-Baptiste de Montréal, et le paiement de ladite reconstruction, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Aussi, les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill (bill no 70) concernant la succession de Joël Leduc;

Et bill (bill no 52) amendement et refondant la charte de la Société des artisans canadiens-français de la cité de Montréal.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le bill (bill no 49) amendement la charte de la cité de Montréal soit renvoyé au comité spécial nommé pour examiner le bill (bill no 59) de la charte de la cité de Montréal.

Documents:

Annonces judiciaires dans les journaux

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de cette Chambre, du 25 janvier 1899, pour une liste des journaux dans lesquels ont été publiées, depuis la dernière session, les annonces judiciaires dans les différents districts de la province, et copie des instructions qui ont pu être données aux shérifs des différents districts à ce sujet. (Document de la session no 38)

Droits de coupe et rentes foncières de King Bros.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 7 janvier 1898, demandant copie de tous arrêtés en conseil, de toute correspondance et de toutes décisions du commissaire des terres, depuis le 21 décembre 1891, à venir au 25 mai dernier relativement à aucune remise de droits de coupe, de rentes foncières, etc.. en faveur de MM. King Bros, pour leurs limites, dans le district de Gaspé. (Document de la session no 39)

Aussi: La réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 7 janvier 1898, demandant copie de tous arrêtés en conseil, de toute correspondance et de toutes décisions du commissaire des terres, relativement à aucune remise de droits de coupe, rentes foncières, etc., en faveur de MM. King Bros, pour leurs limites dans le district de Gaspé, depuis janvier 1887, au 21 décembre 1891. (Document de la session no 40)

Élargissement de la rue Saint-Antoine, Montréal

M. A. TESSIER (Rimouski): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (M. L. Gouin),

que le bill (bill no 1 19) amendement la charte de la cité de Montréal, soit renvoyé au comité spécial nommé pour examiner le bill (bill no 59) révisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

Subsides

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande que le débat sur le budget soit ajourné à jeudi, à cause de l'absence d'un grand nombre de députés.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Accepte à condition que la Chambre se forme en comité des subsides pour adopter certaines clauses des estimés budgétaires.

Ainsi, la Chambre, en conformité de l'ordre du jour, reprend la discussion ajournée sur la question proposée hier, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides).

Et la question étant de nouveau posée, elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en ledit comité.

En comité:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose: 1. Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cent cinquante et une piastres et trente-quatre centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les frais d'administration de la dette publique: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour achat de livres pour la bibliothèque de la Législature; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Interpellations:

Aimé Talbot

M. P. GRENIER (Champlain): M. Aimé Talbot, du greffe de la paix, à Québec, est-il remplacé pendant le congé que le gouvernement lui a accordé?

Dans l'affirmative, quel est le nom de son remplaçant et quel salaire reçoit-il?

Le remplaçant est-il payé à même le salaire de M. Talbot, ou si le gouvernement paie deux salaires pendant le congé en question?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay). Le congé de M. Talbot est expiré le premier février, et il est retourné à son bureau, à cette date.

Pendant son congé, il a été remplacé par M. Marcel Chabot, à \$75.00 par mois.

M. Chabot n'était pas payé à même le salaire de M. Talbot qui a reçu son salaire pendant son congé.

Code de procédure civile, refonte

M. L.-P. CARDIN (Richelieu): Quelles sont les personnes qui ont travaillé à la refonte du code de procédure civile?

Quelles sommes ont été payées à chacune d'elles pour ce travail?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Ces renseignements ont été donnés à la Chambre, à la dernière session, sur un ordre de l'Assemblée législative, nos 25 et 58. Voir Documents de la session, item 33 et 34 de l'index des Journaux de l'Assemblée législative, Vol. XXXII, 1897-98. index, page LX.

Registres de l'état civil perdus ou détruits

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill G) du Conseil législatif intitulé: Loi amendement le code civil, relativement au remplacement des registres de l'état civil perdus ou détruits.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

Pêche et pêcheries

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant la pêche et les pêcheries. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Il explique que cette législation est rendue nécessaire par suite d'un jugement du Conseil privé concernant les pêcheries de la province.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Propose: 1. Que le commissaire des Terres, Forêts et

Pêcheries pourra, lorsque le droit exclusif de pêche n'existera pas déjà, consentir des baux autorisant la pêche dans les lacs et rivières non navigables de la province, ou émettre des permis autorisant l'exploitation des pêcheries dans toutes les eaux navigables et non navigables de la province pour un terme n'excédant pas neuf années, mais que les baux ou permis d'une durée plus longue, mais n'excédant pas quinze ans, ne seront consentis ou émis que par autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil:

2. Qu'à l'avenir, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries pourra, chaque fois qu'il s'agira de la vente d'îles ou de terrains de peu détendue ou qu'il le considérera dans l'intérêt public, réduire la réserve de trois chaînes en profondeur des terres bordant les rivières et les lacs non navigables de la province qui doit exister en faveur de la couronne pour des fins de pêche, ou y renoncer:

3. Que l'honoraire sur l'acceptation, par le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries ou son représentant, d'une cession faite à un tiers par un locataire, des privilèges à lui accordés par son bail de pêche, sera au moins de dix piastres;

4. Que le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries pourra accorder des permis pour un nombre quelconque d'années à toute personne désirant établir ou former des huîtriers dans les eaux de la province, et que le porteur de ce permis aura seul droit aux huîtres produites ou trouvées dans ces huîtriers:

5. Que l'émission des permis concernant les pêcheries de testacés sera sujette aux dispositions qui régissent l'émission des permis autorisant l'exploitation des autres pêcheries:

6. Que le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries pourra autoriser la réserve ou l'affermage des rivières ou autres eaux pour la production naturelle ou artificielle du poisson:

7. Que quiconque aura le droit de faire la pêche pourra faire usage des terrains publics vacants, dont l'usage, en vertu de la loi est commun et inhérent au droit public de pêche, pour y débarquer, saler, préparer et faire sécher le poisson, et pour y couper du bois pour ces objets; et que personne autre ne pourra s'installer au même poste ou endroit que lorsqu'il aura été abandonné par le premier occupant durant douze mois consécutifs: et qu'à l'expiration de ce temps, tout nouvel occupant devra payer la valeur des vignots, chafauds et autres appareils dont il prendra possession, ou que les constructions et améliorations pourront être enlevées par leur propriétaire:

8. Que le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries pourra, s'il le juge à propos, pour mieux protéger la pêche, diviser la province en circonscriptions de pêche et nommer pour chacune d'elles des garde-pêche dont les devoirs et les attributions seront ceux définis par la loi à être basée sur ces résolutions, les règlements faits sous son empire et les instructions du commissaire: et que la rémunération de ces garde-pêche et de toutes les autres personnes employées spécialement pour accomplir un devoir quelconque, imposé par ladite loi ou par des règlements faits conformément à ses dispositions, devra, s'il y a lieu être fixée par le commissaire par

commission ou autrement, et dans l'un ou l'autre cas. payée a même les revenus provenant de l'exécution de ladite loi.

Le comité fait rapport qu'il a étudié les résolu-

tions, qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

La séance est levée à onze heures.

Séance du 9 février 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures et demie

Dépôt de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Gouin, la pétition de Louis Cantin et autres, tous marchands épiciers de la cité de Québec.

Rapports de comités:

M. N. GARNEAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill [bill no 100] suivant et l'a adopté sans amendement:

Loi amendant l'article 1618 des statuts réformés de la province de Québec.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent de législation et lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de recommander que, vu l'importance de la preuve faite devant lui, au sujet du bill (bill no 83) amendement la loi de pharmacie de Québec, conformément à l'ordre de référence, ladite preuve soit imprimée au jour le jour, pour permettre aux membres de votre comité de mieux remplir les instructions de votre honorable Chambre.

Loi de pharmacie

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable G.W. Stephens), que conformément à la recommandation du deuxième rapport du comité de législation, la preuve faite devant ce comité, au sujet du bill (bill no 83) pour amender la loi de pharmacie de Québec, soit imprimée au jour le jour, pour l'usage des membres du comité et de cette Chambre. (1)

Adopté.

Rapports de comités:

M. E.-H. LALIBERTÉ (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des ordres permanents. VOICI le rapport:

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour recevoir les rap-

ports sur les bills privés, qui expire aujourd'hui, soit prolongé jusqu'à jeudi, le 23 courant inclusivement. Adopté.

Charte de Montréal

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (M. L. Gouin), que MM. Blanchard, Lalonde, Normand, Rocheleau et Smith soient ajoutés au comité spécial nommé pour examiner le bill (bill no 59) révisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

Il fait remarquer à la Chambre de quelle façon l'étude de ce bill a été retardée ce matin. Il explique la difficulté qui existe à obtenir un quorum au comité spécial pendant que le comité des bills privés siège. Il est absolument essentiel d'augmenter le nombre des membres de ce comité en y incluant des députés qui ne font pas partie du comité des bills privés. Quatre de ces messieurs ne font pas partie du comité des bills privés et pourront ainsi faire disparaître la difficulté d'obtenir un quorum aux prochaines réunions du comité.

Adopté.

Rapports de comités:

M. A. TESSIER (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 45) constituant en corporation la ville de Windsorville, auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Aussi le bill (bill no 79) ratifiant et confirmant un certain règlement de la ville de Magog et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour recevoir les rapports sur les bills privés, qui expire aujourd'hui, soit prolongé jusqu'à jeudi, le 23 courant, inclusivement.

Adopté.

Introduction de bills:

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 23) amendement le code municipal.

Ce projet de loi pourvoit à ce que toute société d'agriculture puisse conclure des arrangements avec la municipalité de comté dans laquelle elle est comprise aux fins d'affecter, en tout ou en partie les souscriptions de ses membres ou les allocations publiques qu'elle reçoit, ou les deux, au paiement de partie du coût de l'acquisition ou du fonctionnement des machines, concasseurs de pierres et rouleaux, pour entretenir des routes ou chemins locaux ou de comté.

1. Cette preuve, imprimée au jour le jour, figure comme appendice "B" dans les Journaux de l'Assemblée législative pour l'année 1800. pp. 383-457.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet) Demande la permission d'introduire un bill (bill no 22) amendant la loi concernant les sociétés d'agriculture.

Ce projet de loi donne autorité au commissaire d'agriculture de dispenser de tenir des expositions ou des concours, toute société d'agriculture qui a conclu un arrangement avec la municipalité du comté dans laquelle elle est comprise, aux fins d'affecter, en tout ou en partie, les souscriptions de ses membres ou les allocations publiques qu'elle reçoit, ou les deux, au paiement de partie du coût de l'acquisition ou du fonctionnement des machines, concasseurs de pierres et rouleaux, pour améliorer et entretenir des routes ou chemins locaux ou de comté.

Les sommes employées par les conseils d'agriculture à l'achat de machines ne les priveraient nullement du droit d'obtenir du gouvernement les subventions spéciales que celui-ci accorde pour l'achat de machines à chemins, concasseurs etc.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 156) amendant la loi concernant les corporations de ville.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Sociétés de crédit agricole

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): L'attention du gouvernement n'a-t-elle jamais été appelée sur l'importance ou le grand avantage que procurerait à la classe agricole, la création de sociétés de crédit agricole?

Le gouvernement a-t-il l'intention de présenter, à la session actuelle, une mesure créant des sociétés de crédits agricoles?

L'HONORABLE F.-Q.-M. DECHÊNE (L'Islet): Oui. Sous considération.

Demande de documents:

Établissement d'abattoirs

M. C. LANGEIER (Lévis): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. N. Garneau), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et la maison "Campbell Shoerer & Cie." de Londres, au sujet d'un octroi en argent, ou d'une garantie d'intérêt, pour l'établissement, dans cette province, d'abattoirs et de réfrigérateurs, etc., etc.

Adopté.

La reine vs J.-B. Guillemain

M. A.-N. DUFRESNE (Rouville): Propose, appuyé par le représentant de Nicolet (M. G. Ball), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé des sommes payées par le gouvernement en rapport

avec l'arrestation, l'enquête préliminaire et le procès de Jean-Baptiste Guillemain, condamné à la peine capitale, par la cour criminelle du district de Saint-Hyacinthe, le 11 juillet dernier, pour le meurtre de Jean-Baptiste Laplante.

Adopté.

Conciliation

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 148) concernant la conciliation.

Adopté.

Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Documents

Demande de secours à Saint-Hilaire de Rouville

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 22 décembre 1897, pour copie des pétitions de la part des habitants de la paroisse de Saint-Hilaire, comté de Rouville, demandant des secours au gouvernement, à l'occasion des dommages causés à la maison et aux constructions par la grêle, dans le cours de l'été passé, et aussi copie de la réponse faite par le gouvernement. (Document de la session no 41)

Subsides

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Québec-Est (l'honorable J. Shehyn), que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides).

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4):

M. l'Orateur,

C'est la deuxième fois, sous l'administration actuelle, que le devoir m'oblige à répondre à l'exposé financier de la province, tel que soumis à cette Chambre par l'honorable trésorier (l'honorable F.-G. Marchand, Saint-Jean). Je ne m'attendais guère, lorsque je parlais sur le même sujet, l'an dernier, que le budget de cette année nous serait soumis par le premier ministre actuel, parce que je croyais, comme tous les autres membres de la Chambre, que la multiplicité de ses devoirs comme chef du gouvernement absorberait son attention à un degré tel qu'il serait obligé de passer à d'autres le travail ardu de surveiller les finances de la province: et je pensais aussi, comme je le disais au cours du dernier débat budgétaire, que peut-être le premier ministre trouverait parmi ses partisans représentant la ville de Montréal quelqu'un disposé à se sacrifier dans l'intérêt de la province et à assumer les responsabilités de trésorier provincial. Je ne puis m'em-

pêcher de dire cependant, qu'étant donné la situation actuelle et les demandes incessantes qui sont faites au trésor de la province, la position de trésorier est bien remplie par le ministre qui, pour le moment, est le chef du gouvernement.

Pour la deuxième fois aussi je dois féliciter le premier ministre et trésorier actuel de la forme littéraire qu'il a donné à son exposé financier et qui est digne de sa réputation d'homme de lettres, mais je regrette de dire que son expérience des chiffres n'a fait que le rendre plus habile à les interpréter de façon à cacher la véritable position de la province.

L'honorable monsieur, avec cette habileté d'expression qui le distingue, a tenté de faire croire que le gouvernement actuel, avec lui comme chef et comme guide, a été un véritable Moïse qui, s'il n'a pas encore réussi à sortir la province du désert des déficits, est au moins à la veille de la faire entrer dans la terre promise des surplus où ses partisans pourront bientôt se délecter à cœur content et se dédommager à leur satisfaction des privations qu'ils endurent aujourd'hui.

Il est vrai que l'honorable monsieur est responsable d'une bonne partie de cette disette et que, en sa qualité de prophète, il est de son devoir de représenter les privations aussi dures et aussi réelles que possible, afin que le dédommagement, si jamais il arrive, soit d'autant mieux apprécié, et que, s'il ne vient pas, ses partisans soient si bien habitués à marcher sans la manne qu'ils finissent par se contenter de la désirer. J'espère, cependant, pouvoir vous démontrer, que loin de sortir du désert représenté par son imagination, l'honorable monsieur s'y enfonce davantage et que dans un an ou deux, il s'apercevra que, tout compte fait, il a rétrogradé au lieu d'avancer dans la voie suivie durant les quelques années qui ont précédé son avènement comme premier ministre.

Comme l'année dernière, la pièce de résistance de l'honorable trésorier est le prétendu déficit laissé par ses prédécesseurs à la fin de l'année expirée le 31 juin 1897. Sans ce prétendu déficit il n'aurait pas grand chose à redire de l'administration de la province par un gouvernement conservateur et il serait certainement incapable de comparer son administration à celle des gouvernements de 1892 à 1896. Dès lors, si ce déficit est expliqué d'une façon raisonnable aux hommes intelligents et bien pensants, le prétexte de sa critique disparaît. Je cite les remarques de l'honorable premier ministre en commençant son discours l'autre jour:

"Les prévisions ne peuvent jamais se faire d'une manière sûre et infaillible. Elles sont sujettes aux circonstances accidentelles qui les font changer, malgré les efforts d'un gouvernement. Il arrive aisément que l'inactivité dans le commerce du bois et la réduction dans le nombre des licences accordées causent une diminution sensible dans la recette de ces deux services importants. Il arrive aussi facilement qu'une augmentation dans la dépense incontrôlable, démente dans une certaine mesure les prévisions de cette dépense".

Je m'accorde entièrement avec l'honorable premier ministre dans ces remarques, et je regrette

seulement qu'il n'en ait pas tenu compte pour le déficit de l'année expirée le 30 juin 1897 dont il a essayé de faire tant de capital politique, parce qu'elles s'appliquent justement à ce cas. Si le déficit de cette année était dû à une dépense normale comparée à une recette normale, ou s'il était le résultat d'une comparaison du revenu attribuable à cette année-là avec la dépense aussi attribuable à la même année, nous pourrions en admettre l'exactitude. Mais tel n'est pas le cas. D'abord le gouvernement conservateur n'a pas contrôlé toute l'année 1896-97. L'administration actuelle a pris le pouvoir au mois de mai 1897, et j'affirme maintenant, comme je l'ai affirmé l'an dernier, que, entre le jour de son arrivée au pouvoir et le dernier jour de l'année, elle a fait tout ce qu'il lui était possible de faire pour augmenter la dépense et retarder la perception du revenu, afin de créer un déficit aussi considérable que possible et de commencer sa première année financière avec une feuille blanche et sans obligations courantes à rencontrer.

Je n'ai pas de meilleure preuve à vous donner de cette assertion que le fait qu'à dater du 26 mai 1897 jusqu'au premier jour de juillet de la même année, nos adversaires ont émis \$281 600 de mandats spéciaux pour payer de prétendues réclamations qui dans le cours ordinaire des choses n'auraient pas été payées avant que les crédits nécessaires eussent été votés par la Législature: et non seulement ils ont prélevé, au moyen de ces mandats spéciaux, suffisamment pour payer ces prétendues obligations, mais il leur est resté, à même ces mandats spéciaux, une somme de \$23.000 qu'ils n'ont pas été capables de dépenser. Je parlerai plus tard de l'importance et de la signification du système des mandats spéciaux. Peut-être n'est-il pas nécessaire de rappeler aux membres de cette Chambre, que la loi n'autorise les mandats spéciaux que dans les cas spéciaux et exceptionnels, lorsqu'aucun crédit n'a été voté par les représentants du peuple, et pour des dépenses absolument imprévues. Les réclamations pour lesquelles ces mandats ont été émis ne tombaient aucunement sous le coup de la loi qui régit l'émission des mandats, et si ces réclamations étaient légitimes elles auraient dû être incluses dans le budget supplémentaire qui aurait été soumis à la dernière session, donnant aux représentants du peuple l'occasion de les discuter et de les voter et, par conséquent, elles auraient été incluses, non pas dans le budget de 1897, mais dans celui de 1898. Comme autre preuve de mon assertion que la perception des recettes a été retardée, je citerai le département des Terres de la couronne.

Impossible, avec les documents actuellement devant la Chambre, d'évaluer avec précision le montant exact réellement dû et attribuable à ce service pour l'année 1896-97 et qui n'a été perçu qu'en 1897-98.

Mais nous pouvons arriver à un aperçu assez exact en comparant les recettes des trois années expirées les 30 juin 1896-1897-1898. Pour l'année 1896, les recettes de ce département ont été de \$1,045,310, pour l'année 1898, de \$1,087,042. et pour l'année 1897 ils sont fixés à \$879,893. D'autres

documents déposés devant cette Chambre durant la dernière session et la présente session, nous démontrant que du 1^{er} juillet au 31 décembre 1897 c'est-à-dire durant les premiers six mois de l'année fiscale, le département des Terres, Forêts et Pêcheries a perçu \$448,940. tandis que durant la même période à peu près de l'année fiscale précédente, les recettes n'ont été que de \$194,339. et que pour les six premiers mois de l'année fiscale courante, les recettes ont été de \$515,727. duquel montant il faut pour trouver le revenu ordinaire, déduire \$135,000 provenant de la vente de limites, laissant un revenu ordinaire de \$390,000. De l'étude de ces chiffres, il est impossible de conclure autrement que \$200,000 au moins de recettes dues et attribuables à 1897 n'ont été perçues que durant les six premiers mois de l'année terminée le 30 juin 1898, grossissant ainsi le revenu de 1898 au détriment du revenu de 1897.

Le revenu du département des Terres provient de certaines sources bien connues et il est raison-

nable de croire qu'il augmentera en proportion de la demande de nos produits: mais il n'y a aucune raison expliquant pourquoi ce revenu a été moindre en 1897 que l'année précédente ou l'année suivante, si ce n'est le fait que la perception a été retardée.

À part ces transpositions de recettes et de dépenses auxquelles le gouvernement actuel a eu recours, il faut aussi tenir compte de certaines dépenses absolument indispensables que le gouvernement précédent a été obligé de faire durant l'année expirée le 30 juin 1897 et qui non seulement étaient les dépenses anormales, mais, dans plusieurs cas, des dépenses faites pour acquitter des obligations qui lui avaient été léguées par ses prédécesseurs. Dans plusieurs cas, le gouvernement d'alors a essayé d'épargner ces dépenses à la province en les contestant devant les tribunaux, mais sans succès. On me permettra peut-être d'énumérer quelques-uns de ces paiements qui ont contribué à augmenter les dépenses de cette année 1897.

Réclamation Perrault et Mesnard, provenant d'un contrat passé avec le département des Travaux publics sous le gouvernement Mercier.	\$ 27,565.00
Réclamation semblable de M. Dussault.	14,578.00
Réclamation de la "Waterous Engine Company"	2,178.00
Montant accordé par arbitrage à P. Vallière, pour meubles fournis au palais de justice de Montréal.	22,000.00
Montant du jugement en faveur de Charles Berger, contesté par le gouvernement, et dépenses incidentes.	117,916.00
En règlement de la réclamation de \$11,000 de G. Amyot, pour services rendus au gouvernement Mercier.	4,000.00
Balance du prix d'achat d'une propriété sur la Grande-Allée, achetée par l'administration Mercier.	30,000.00
Total des obligations contractées avant 1892.	218,237.00
Ajoutez à cela le prix des arpentages extraordinaires pour l'ouverture des terres de la couronne.	25,655.00
Aide aux Ursulines de Roberval pour la reconstruction de leur couvent incendié, votée par les deux partis.	2,500.00
Payé à la compagnie d'exposition de Montréal par le gouvernement actuel, en 1897.	28,000.00
Pour colonisation et cercles agricoles.	71,143.00
Bonus aux instituteurs et aux municipalités pauvres.	27,000.00
À l'asile des aliénés protestants de Montréal.	8,300.00
Dépenses extraordinaires pour l'administration de la justice.	96,000.00
Dépenses d'élections.	75,379.00
Révision des listes électorales.	15,380.00
Révision du code de procédure.	18,500.00
Octroi au fonds de secours des sauvages.	4,000.00
Dépenses extraordinaires concernant l'arbitrage des comptes en suspens entre la Puissance et les provinces.	3,996.00
Total.	\$594,790.00

Ainsi nous voici pour l'année en question, 1897, avec une dépense extraordinaire, imprévue et anormale de près de \$600,000. Si cette dépense n'avait pas été faite par le gouvernement précédent lorsqu'il était au pouvoir, elle l'aurait été inévitablement par le gouvernement actuel, et je le répète, cette dépense n'était pas due à un défaut d'administration de la part du gouvernement qui l'a faite, et même.

comme le prouvent les fins pour lesquelles elles ont été faites, quelques-unes de ces dépenses dataient du gouvernement antérieur à 1892. c'est-à-dire avant le retour des conservateurs au pouvoir.

L'honorable trésorier a déclaré que le déficit pour l'année terminée le 30 juin 1897 était de \$810,184. Il a pris le soin, sans doute afin de réduire son propre déficit de l'année qui vient de se

terminer, et dont il est entièrement responsable, d'éliminer tous les items qui peuvent ressembler à une dépense extraordinaire, parce qu'il doit avoir adopté le même principe en faisant la comparaison de ses propres recettes et dépenses. Mais si comme je crois que cela n'est que juste, ces dépenses que j'ai mentionnées sont considérées comme dépenses extraordinaires, et si nous ajoutons les recettes justement attribuables à l'année terminée le 30 juin 1897 et qui n'ont été perçues et créditées que l'année suivante, recettes qui, je l'affirme, ont été

d'au-moins \$200,000. le prétendu déficit non seulement disparaît, mais il reste un surplus de recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires.

Si VOUS voulez faire une juste comparaison entre les dépenses d'une année dont les conservateurs sont entièrement responsables et les dépenses d'une année dont les libéraux sont entièrement responsables, j'attire votre attention sur le chiffre des différents services pour les années terminées le 30 juin 1896 et le 30 juin 1898:

	1895-96	1897-98	Augmentation.
Législation.....	\$195,549	\$210,910	\$ 15,361
Gouvernement civil.....	253,401	282,585	29,184
Administration de la justice.....	568,544	618,379	49,835
Instruction publique.....	382,759	434,260	51,501
Agriculture, immigration et colonisation.....	286,814	307,476	20,662
Travaux et édifices publics.....	156,029	178,167	22,138
Charités, etc.....	326,078	339,375	13,297
Divers.....	373,581	388,420	14,848
Soit une augmentation totale de			\$216,826

L'honorable trésorier s'est beaucoup vanté d'une prétendue réduction dans la dépense des différents services publics comparée avec l'année précédente. J'ai essayé de signaler les causes de la dépense extraordinaire de cette année dont le total doit se répartir naturellement entre les différentes branches du service public suivant la nature des paiements mais même avec toutes ces réductions, il ne peut nier que sur presque tous les chapitres de sa dépense il a dépassé les sommes votées par la Chambre pour l'année fiscale 1897-98. Voici les augmentations respectives:

Législation.....	\$15,232
Gouvernement civil.....	26,013
Administration de la justice.....	42,989
Instruction publique.....	54,000
Agriculture et colonisation.....	38,676
Divers.....	20,729

Le département des Travaux publics est le seul qui n'ait pas dépassé ses crédits. Un vieil adage dit que l'exception prouve la règle, et si un département a pu se contenter de ses crédits, il me semble que les autres pouvaient faire de même. L'honorable trésorier me répondra peut-être que les crédits n'étaient pas suffisants pour les fins auxquelles ils étaient destinés; mais la comparaison entre les prévisions de cette année 1897-98 et celles de l'année prochaine qui sont actuellement soumises à la Chambre, démontre que le gouvernement ne demande aucune augmentation et je puis lui répliquer que s'il est sincère dans son opinion que les prévisions de l'année prochaine suffiront, il pouvait aussi bien rester dans les limites de ses prévisions pour l'année écoulée.

Cependant, malgré toutes les promesses d'économie des ministres actuels et de leurs partisans, que prouve hors de tout doute un examen attentif des comptes publics? Comme j'ai déjà essayé de le démontrer, le gouvernement actuel a commencé l'année 1897-98 avec un livre blanc et même avec une balance considérable sous forme de perception

de recette retardée qui lui a aidé à grossir son revenu. Or, malgré cela, d'après l'admission même du trésorier, confirmée d'ailleurs par les comptes publics et l'état publié dans la Gazette officielle aussitôt que possible après l'expiration de l'année financière et attesté par les signatures de l'assistant-trésorier et de l'auditeur provincial, tel qu'exigé par une résolution de cette Chambre, les dépenses ordinaires de 1897-98 ont été de \$4,351,778.05. et les recettes ordinaires de \$4,112,547.30. laissant un déficit de \$239,230.75.

Cet état est calculé sur la base même dont s'est servi l'honorable trésorier dans son dernier discours budgétaire pour trouver un déficit de \$984,043 pour l'année précédente, déficit dont on a tant entendu parler depuis et dans la Chambre et sur les "hustings" et auquel on a même fait allusion dans le discours du trône de cette session. L'honorable trésorier essaie maintenant de réduire ce déficit de \$239,230.75 à \$187,000 en retranchant certains items que, je suppose, il considère comme devant faire partie de la dépense extraordinaire. Eh bien, je lui demande de suivre la même règle

pour la dépense qu'il a mise à notre compte, et, comme je l'ai déjà dit, le déficit des recettes ordinaires avec les dépenses ordinaires qu'il prétend avoir été laissé par ses prédécesseurs disparaîtra entièrement.

Au risque d'ennuyer la Chambre, je me permettrai d'examiner un peu les différents services de la dépense de l'année dernière afin de voir jusqu'à quel point les prétentions à l'économie sont bien fondées. Je concède au gouvernement qu'il a inauguré son règne par une politique de ne rien faire, à laquelle il paraît avoir adhéré jusqu'à présent. Il peut être permis de différer considérablement d'opinion sur l'opportunité de continuer cette politique bien longtemps dans l'intérêt de la province; mais là n'est pas la question pour le moment. Je veux simplement constater si l'on a diminué les dépenses comme on le prétend. La comparaison, même avec les années qui ont immédiatement précédé celle-ci, démontre que l'économie dans le sens de réduire la dépense n'a pas toujours été la règle. Je prends, par exemple, la dépense pour la législation que l'on dit avoir réduite de \$77,713, comparée avec l'année précédente. Cette prétention n'est pas juste, car il faut déduire de la dépense de 1897 sous ce chapitre la somme de \$71,165, pour les élections générales et de \$12,225 pour la révision des listes, soit un total de \$83,390.

Peut-être les honorables messieurs de l'autre côté auraient-ils désiré épargner cette première dépense au pays, et pour ce qui nous concerne nous aurions partagé ce désir, mais dans ce cas je n'aurais pas le plaisir de répliquer au discours budgétaire du trésorier actuel.

Il y a aussi une augmentation pour 1898 sur 1897 de \$1,768 dans les dépenses de l'Assemblée législative, et de \$5,720 pour les impressions et la reliure. D'autre part, le Conseil législatif a réduit ses dépenses de \$906, un fait qui pourrait peut-être provoquer une agitation pour l'abolition de l'Assemblée législative en faveur d'une Chambre haute unique composée du Conseil législatif.

On a aussi chargé au débit de ce service pour l'année précédente, une somme de \$2,100, prix des valises distribuées aux députés, mais c'est là une dépense qui depuis des années accompagne l'inauguration de chaque nouvelle Législature et je ne sache pas qu'aucun des députés ministériels ait refusé d'accepter ces articles dont on charge le compte à notre administration. Sous le titre: Administration de la justice, nous trouvons des augmentations pour le fonds de bâties et des jurés, le salaire et les dépenses des magistrats de districts et des coroners, la police, la transcription des registres au bureau d'enregistrement de Montréal-Est, s'élevant à plus de \$8,000. Le département de l'Agriculture a aussi dépassé ses crédits de \$20,000. Le ministre actuel a suivi, sans doute, le principe de son prédécesseur qu'il a pourtant dénoncé énergiquement, mais comme c'était dans un bon but, pour la colonisation et l'amélioration des chemins, je suppose, deux choses que le gouvernement précédent et surtout l'ex-ministre de l'Agriculture avaient à coeur, la province sera probablement disposée à lui

pardonner, même si la dépense devenait quelque peu considérable. Sous le titre "Divers" nous trouvons encore une augmentation de 39,000 pour le fonds de pension, les percepteurs du revenu, les salaires du bureau des registraires et les frais de séquestration du chemin de fer de la Baie des Chaleurs. Comparés avec l'année précédente des crédits laisseraient voir une diminution apparente de \$100,00, mais c'est à même ce crédit que furent payés, l'année précédente, les réclamations Amyot, Dussault, "Waterous Engine Works" et l'octroi au fonds de secours des sauvages. Il y a eu des augmentations même dans le département des Travaux publics: \$22,000 pour le palais de justice de Terrebonne, Montmagny, Hull et Québec, et de \$17,000 pour l'École normale Jacques-Cartier et le pont sur la Grande-Rivière.

À propos de ce département, une grande partie des dépenses extraordinaires faites avant le 1^{er} juillet 1897 a été faite sur le palais de justice et la prison de Montréal, et elle peut être attribuée à compte du capital parce qu'elle constitue un actif pour la province. Tout en donnant au commissaire des Travaux publics le mérite de son administration, je prendrai la permission de lui conseiller de ne pas trop s'enorgueillir parce qu'il dépense moins que ses prédécesseurs, lorsque ceux-ci ont construit des bâties, et exécuté des travaux, qu'ils lui ont laissées dans un état ne requérant que peu de frais d'entretien pour plusieurs années à venir. Nous attendrons la construction de quelque nouveau palais de justice, probablement celui de Sherbrooke, pour voir comment il réussira à maintenir la dépense de son département de façon à retrancher des comptes publics le crédit pour les travaux publics extraordinaires.

Mais le gouvernement a fait plus qu'augmenter les dépenses de certains services, comme je viens de l'indiquer.

Entre la prorogation de la dernière session et l'ouverture de la session actuelle, le gouvernement a prélevé \$93,137.57 au moyen de mandats spéciaux.

Comme je l'ai déjà dit, les mandats spéciaux ne peuvent et ne doivent être émis que dans le cas d'une dépense imprévue ou inattendue à l'époque du vote des crédits par la Législature à la session précédente. C'est un principe fondamental du système britannique du gouvernement constitutionnel que les crédits doivent être votés par les représentants élus par le peuple, pour l'usage de la couronne, et que si ces crédits ne sont pas votés, le gouvernement n'a pas le droit de se servir de l'argent public. Le proviso en vertu duquel un gouvernement peut, sous certaines circonstances, dépenser de l'argent qui n'a pas été voté par la Législature, ne s'applique seulement qu'aux cas où la dépense ne pouvait pas être prévue lorsque les subsides ont été votés par les Communes. Prétendre qu'un gouvernement qui a épuisé un crédit, avant le temps que ce crédit était destiné à couvrir et pour lequel il avait induit le peuple à croire qu'il était suffisant, donne à ce gouvernement le droit de pourvoir à la dépense par un mandat spécial, est en violation

directe du principe en vertu duquel les subsides sont votés et cela n'est aucunement justifiable soit au point de vue légal, soit au point de vue constitutionnel. Comme autorité sur cette question, on me permettra peut-être de citer les paroles de celui qui a eu la plus longue expérience en cette Chambre et oui, de fait, en est le doyen, et qui est actuellement le premier ministre et trésorier. En 1884, sous l'administration Ross et alors que l'honorable premier ministre actuel était l'un des chefs du Parti libéral, l'honorable monsieur proposa, appuyé par l'honorable M. Mercier, un vote de non confiance contre le gouvernement dans lequel il disait: "Que le gouvernement conservateur approuvait tous les actes des gouvernements précédents, notamment en émettant des mandats spéciaux pour payer des dépenses non autorisées par cette Chambre."

L'honorable monsieur prenait alors une position conforme aux principes constitutionnels, mais je regrette qu'il s'en soit départi pour émettre, en moins de 18 mois, du 26 mai 1897 au 19 octobre 1898, des mandats spéciaux qu'il condamnait lui-même, au montant total de \$374,765. et cela pour des dépenses qui, je crois pouvoir l'affirmer, pouvaient, sans inconvénient, attendre la sanction des Chambres, ou qui auraient très bien pu être prévues par un vote antérieur, et qui, dans tous les cas, auraient dû être soumises à la considération de cette Chambre avant d'être sanctionnées.

L'HONORABLE J.SHEHYN (Quebec-Est): L'honorable monsieur prétend-il que l'administration conservatrice n'a pas émis de mandats spéciaux?

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Je ne dis rien de tel, mais je dis que nous condamnons cette pratique et que nous essaierons de forcer le Parti libéral à respecter les déclarations qu'il a faites lorsqu'il était dans l'Opposition.

L'un de ses principaux reproches à l'adresse du Parti conservateur était que celui-ci avait en différents temps, émis des mandats spéciaux pour payer des dépenses que la Chambre n'avait pas sanctionnées, et ce reproche, on nous l'a fait de session en session pendant plusieurs années. Cependant, nous voyons que six semaines seulement après son arrivée au pouvoir, le gouvernement libéral a émis plus de mandats spéciaux qu'aucune administration conservatrice immédiatement précédente et dans des conditions qui rendaient l'émission de ces mandats absolument illégale. Plus que cela, nous voyons ce gouvernement émettre des mandats spéciaux pour le paiement des dépenses dont on l'avait averti que la sanction par les Chambres serait nécessaire. état de choses qui ne s'est jamais vu sous un gouvernement conservateur.

J'ai déjà dit que les \$281,000. et plus que le gouvernement s'est appropriées sans le vote de cette Chambre pour faire avec une hâte indécente certains paiements avant la fin de l'année fiscale n'ont pas été prélevées pour des affaires urgentes, mais simplement afin de fournir une feuille blanche à l'administration et gonfler le déficit de cette année là.

Le principe essentiel à l'émission d'un mandat spécial est l'imprévu ou l'urgence de la dépense

Quelle excuse le gouvernement peut-il donner pour l'émission d'un mandat en paiement d'une dépense non seulement prévue mais sur laquelle la Chambre a attiré son attention.

Durant la dernière session de la Chambre l'honorable député de Joliette (M. J.-M. Tellier a attiré l'attention du gouvernement, non pas indirectement ou obscurément, mais par une motion formelle enregistrée dans les Procès-verbaux sur le fait que ses crédits de l'année courante pour les arpentages étaient insuffisants, et l'honorable membre proposa à la Chambre de protester contre toute dépense que le gouvernement pourrait juger à propos de faire par mandat spécial, après la session à cause de l'insuffisance des crédits.

Encore durant la dernière session, de ma place en Chambre, j'ai attiré l'attention du gouvernement sur le fait que le crédit de \$12,000 pour la protection des forêts pour 97-98 était complètement dépense au 8 décembre 1897 et qu'il n'avait pas pourvu à la dépense de ce service pour la balance de l'année fiscale. Et je protestai alors contre toute dépense par mandat spécial et contre tout engagement par le gouvernement sans le vote régulier de la Chambre.

Que voyons-nous. M. l'Orateur? L'état des mandats spéciaux soumis à cette Chambre le 13 janvier dernier, constate que le gouvernement a émis pour \$93,137 de mandats spéciaux durant la vacance, le premier portant la date du 12 mars 1898, et le dernier celle du 19 octobre 1898. et parmi ces sommes nous trouvons \$4.000 payées en juin pour la protection des forêts, et \$17.743 payées pour arpentages en octobre.

Je répète encore. M. l'Orateur, que ces honorables messieurs ne peuvent signaler un semblable avertissement donne à une administration conservatrice accompagné d'une ignorance aussi cynique des principes qui gouvernent la dépense des argents publics.

Il est bien facile au gouvernement de réclamer crédit pour une administration économique et des crédits minimes, lorsqu'il se réserve le droit de faire des dépenses sans la sanction de la Chambre.

Le gouvernement a violé non seulement la constitution et la loi, mais tous les engagements qu'il a pris et les protestations ou il a faites dans l'Opposition.

Avant de passer à l'étude des comptes publics de l'année présente et des estimés pour l'année prochaine, je crois faire remarquer que l'honorable trésorier s'attribue le mérite des diminutions dans les montants payés en subsides aux chemins de fer. et des remboursements des dépôts de garantie de chemins de fer.

Ces diminutions ne sont certainement pas dues à une action de la part du gouvernement actuel. Ce sont simplement des obligations de la province qui ont graduellement diminué et qui continueront encore à diminuer jusqu'à ce qu'elles aient complètement disparu des comptes publics. Il n'est pas au pouvoir du gouvernement actuel de les réduire même d'un dollar, et si elles sont arrivées à ces proportions comparativement petites, c'est parce que cinq ans avant l'avènement du gouvernement actuel, un effort déterminé et continu a été fait car

les administrations précédentes, de 1892 à 1897, à l'effet d'éteindre ces obligations: et c'est dans ce but que le gouvernement conservateur a eu le courage d'imposer les taxes et qu'il les a ensuite abolies autant et aussi vite que possible, lorsque le but pour lequel elles avaient été imposées fut en grande partie atteint.

L'honorable trésorier ne niera pas que la province n'a pas en caisse les fonds pour ces subsides et pour le remboursement des dépôts de garantie de chemins de fer. L'argent emprunté pour le premier objet et l'argent reçu des compagnies de chemin de fer pour le second, a été employé à d'autres fins avant 1892, par le gouvernement qui reçut l'argent.

Ajoutant ces paiements qui devront sans doute être faits, parce qu'ils sont des obligations de la province, à ce que l'honorable trésorier appelle des dépenses ordinaires, nous trouvons que la dépense totale pour l'année qui vient de finir était de \$4,885,162.48 et la recette de \$4,176,139.63, laissant un déficit total de \$709,022.85, constituant l'augmentation de la dette résultant des opérations de la dernière année fiscale.

Quant aux opérations de l'année courante, il est impossible d'en arriver à une conclusion définitive et de savoir jusqu'à quel point le gouvernement remplit les promesses qu'il a faites, avant la clôture de l'année, le 30 juin; mais quand l'honorable trésorier a fait son exposé financier à la dernière session et qu'il a produit ses estimés pour l'année courante 1898-99, il a annoncé à son de trompette et avec orgueil, que les estimés étaient beaucoup moins élevés que ceux de l'année précédente. Cependant le gouvernement n'a pu rester en deça du chiffre des estimés qu'il avait tant critiqué, et nous voyons maintenant qu'il demande des estimés supplémentaires pour plus de \$67,000, sans parler des mandats spéciaux qu'il a émis depuis le commencement de la présente année fiscale.

En examinant les rapports des paiements pour les différents services depuis le 1^{er} juillet 1898 au 18 janvier 1899, plus de la moitié de l'année courante, nous constatons que dans plusieurs cas, plus de la moitié des appropriations ont déjà été dépensées. Ainsi pour le gouvernement civil, les appropriations sont de \$270,626, et \$163,736 ont déjà été dépensées.

Dans l'administration de la justice, sur \$548,711 d'appropriations, \$325,301 ont déjà été dépensées.

Dans l'agriculture, sur un total d'appropriations de \$159,650, on en a déjà dépensé \$131,633.

Dans le département des Terres, sur un total d'appropriations de \$124,000, on en a déjà dépensé \$90,400.

Dans le département de la Colonisation et des Mines, sur un total d'appropriations de \$122,500, on en a déjà dépensé \$133,173.

Au chapitre des "divers", on a dépensé \$99,361. sur \$171,000 d'appropriations.

Il suffit d'avoir une connaissance élémentaire d'arithmétique et de calculer ce qui reste à payer pour en arriver à la conclusion que la marche vers l'équilibre financier dont on parle tant, n'avancera guère pendant l'année courante.

Je ne puis qu'espérer que le gouvernement n'aura pas recours à l'expédient des mandats spéciaux lorsqu'il se trouvera à court, comme cela lui arrivera très probablement avant la fin de l'année, parce que, je répète, ce ne sont pas des cas qui justifient des mandats spéciaux.

Lorsque le trésorier a fait son discours, il exprima l'espoir d'avoir un surplus dans les environs de \$40,000. J'exprimai alors des doutes, et les chiffres que j'ai cités tendent à prouver que j'avais raison.

En examinant les recettes et les dépenses pour l'année prochaine, je constate que le trésorier n'a pas fait preuve d'autant de certitude dans ses prévisions d'un surplus que l'année dernière. Il évalue ses recettes à \$4,174,899 et ses dépenses à \$4,177,775. ce qui laisserait un petit déficit apparent de \$3,000. Mais une analyse plus approfondie de son évaluation des recettes totales prouve qu'il est très exposé à être trompé par leur réalisation. Par exemple, il porte le revenu des Terres de la couronne à \$1,050,000, chiffre qui sera extrêmement difficile à réaliser. Il évalue les droits sur les successions à \$225,000, une taxe qui, l'an dernier, n'a produit que \$163,000. Quand l'ancien gouvernement a prédit que cette taxe produirait \$200,000 pour l'année qui vient de finir, je me rappelle bien que différents membres de l'Opposition d'alors et qui sont maintenant membres du gouvernement, ont prétendu que les chiffres étaient trop élevés, et cependant nous constatons qu'ils sont encore plus présomptueux que nous l'étions.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je puis dire à l'honorable monsieur que nous avons déjà perçu \$100,000 pour l'année courante sur cette taxe.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Je félicite l'honorable premier ministre pour son succès, mais je regrette qu'il soit dû à la mort de plusieurs des nôtres. Toutefois cela lui laisse encore une marge considérable à couvrir durant l'année courante, et s'il a quelques renseignements quant aux personnes qui ont l'intention de mourir durant l'année pour aider la province, il devrait nous faire part de ses renseignements. Il est certain dans tous les cas qu'il compte sur cette taxe comme source de revenu et qu'il n'entend pas l'abolir.

Des taxes directes sur les corporations commerciales, ils attendent un revenu de \$160,000, somme qui a été dépassée l'an dernier, mais principalement à cause de la perception des arrérages dûment attribuables à l'année précédente.

Au sujet de ces deux dernières sources de revenus qui forment dans les estimés une somme totale de pas moins de \$385,000, il est évident que leur mention dans les estimés peut être interprétée comme une réponse directe et non équivoque de la part du gouvernement à une question qui lui a été faite ces jours derniers, qu'il n'a pas l'intention d'abolir ces taxes.

D'un autre côté on peut prédire en toute sûreté que l'estimation des dépenses sera dépassée l'année prochaine tout comme l'année passée et les années précédentes.

Il y a une diminution remarquable dans les estimés pour l'année prochaine qui contraste favorablement avec les estimés pour l'année passée: c'est le crédit concernant l'intérêt sur la dette publique pour l'année 1899-1900.

C'est le premier signe appréciable des bienfaits de la conversion de la dette, qui met en relief les prédictions que nous avons faites alors, et je crois pouvoir exprimer l'espoir que ce bienfait se fera sentir davantage à mesure que la conversion progressera.

Le trésorier a affirmé que la dette de la province a été augmentée par l'ancien gouvernement et ses prédécesseurs immédiats. Je prendrai la liberté de faire remarquer de nouveau à cette Chambre, que durant toute la période de 1892 à 1897, le gouvernement conservateur n'a fait voter aucun emprunt. À l'exception de l'autorisation que la Chambre lui a donnée de convertir en un subside en argent de 17 centins l'acre, le deuxième octroi en terre fixé à 35 centins l'acre, accordé à certaines compagnies de chemins de fer, et qui contribuait depuis longtemps à augmenter le passif de la province.

Le montant requis pour payer cette conversion fut de \$1,360,000, que la province obtint à 3 p.c. pour des débentures rapportant 90 centins dans la piastre, c'est-à-dire un peu mieux qu'un emprunt au pair portant 3½ P.C. d'intérêt. En retour de cette somme, le passif de la province fut diminué de trois millions et demi, et des millions d'acres de terre, qui se trouvaient pratiquement confisqués à l'exploitation, redevinrent la propriété de la couronne.

Tout déficit dans les opérations d'une année devient nécessairement une obligation pour la province, et en requérant le paiement de cette obligation, un créancier ne fait aucune distinction sur la nature de la dépense, qu'elle soit ordinaire ou extraordinaire, et dès lors on ne peut se soustraire à ce fait que les opérations de l'année terminée le 1er juillet 1898, ayant augmenté la dette, l'augmentation du passif sur l'actif de la province est le chiffre total du déficit, savoir \$709,000.

Il est probable aussi que le passif et la dette de la province seront augmentés encore par les opérations de l'année prochaine.

Je ne puis terminer sans dire quelques mots du système adopté par l'administration précédente pour la conversion de la dette.

Comme la Chambre le sait, en vertu de l'acte 60 Victoria, chapitre 2, l'ancien gouvernement a fait un contrat avec la Banque de Montréal pour la conversion de la dette entière à l'exception de l'emprunt à 3 pour cent fait à Paris en 1894.

L'objet que le gouvernement d'alors avait en vue était double. C'était d'abord de réduire le taux d'intérêt sur la dette et ensuite de placer tous les différents emprunts de la province sur une base uniforme de 3 pour cent par année.

À venir jusqu'à cette époque, tous les emprunts de la province, à part celui fait à Paris en 1894, portaient un intérêt de pas moins de 4 pour cent.

Les émissions de 1874, 1876, 1878, 1882 de Québec et 1882 de Londres portaient cinq pour cent d'intérêt.

L'émission de 1880 portait quatre et demi pour cent.

Les émissions de 1888, 1894, 1896, portaient quatre pour cent.

Ces différences d'intérêt avaient, entre autres résultats, celui de rendre incertaine la valeur de nos obligations sur les marchés monétaires, et les emprunts portant l'intérêt moindre souffraient hors de proportion avec la différence de leur valeur et la valeur de ceux portant un intérêt plus élevé.

Le contrat en vertu duquel la banque entreprit d'opérer la conversion de la dette était pour une période limitée, expirant le 1er mai 1899, et certains taux étaient établis devant servir de base au rachat de toutes les obligations existantes et à l'émission des nouvelles obligations portant un intérêt moindre. Les obligations à 3 pour cent devaient être émises à 90 pour cent et les obligations existantes, rachetées à un taux qui rapporterait au porteur pas plus de 3 et demi pour cent sur la valeur de l'obligation rachetée, calculée sur la longueur du temps que l'obligation avait encore à courir.

Il était naturellement inévitable d'émettre des obligations pour un total plus considérable que la valeur des bons existants, mais un calcul soigné établissait que l'économie dans le service des intérêts faisait plus que compenser le montant ajouté à la dette.

La meilleure preuve que le contrat a été bien fait, est que le 1er juillet 1898, c'est-à-dire 14 mois seulement après que la banque eut entrepris le contrat, \$3,371,553.33, comprenant une grande partie de l'emprunt de 1896, qui portait un intérêt de 4 pour cent et qui avait pratiquement le même temps à courir, était converti en du 3 pour cent.

Après avoir pourvu à un fonds d'amortissement pour éteindre l'augmentation de la dette créée pour la conversion, le trésorier admet une épargne annuelle sur ce chapitre de \$4,778, ce qui, pour une période de 40 ans, équivaut à \$179,000.

Le fonds d'amortissement apparaît à l'état de la dette publique dans les comptes publics comme placement à l'actif de la province.

Depuis le 1er juillet dernier, d'après les renseignements donnés par le premier ministre, une autre somme de \$3,571,790, comprenant différents emprunts de la province, a été convertie.

Il est presque impossible, sans avoir des renseignements plus complets que ceux qui sont actuellement devant cette Chambre, de dire au juste quelle sera l'économie totale dans le service des intérêts qui résultera des sommes encore à convertir, mais en autant que je puis l'évaluer, l'économie déjà réalisée s'élève à environ \$30,000, et à en juger par la diminution dans le crédit pour le service des intérêts sur la dette publique, que le trésorier demande pour l'année prochaine, il semblerait que cette économie atteindra \$50,000 l'an prochain.

Le montant total de la dette convertie jusqu'à aujourd'hui s'élève à \$6,943,343, ce qui n'est qu'un quart de la dette susceptible d'être convertie.

En soumettant cette proposition de conversion à la Chambre, j'ai prédit que l'économie totale de cette opération serait de \$200,000 et jusqu'à

présent les résultats ont justifié nos prévisions.

L'honorable trésorier ne manque jamais de rappeler que la dette a été augmentée par cette conversion. Je ne l'ai pas nié et nos amis ne l'ont jamais nié non plus lorsque nous avons soumis cette mesure, mais le fonds d'amortissement y pourvoit, et à l'échéance des nouvelles obligations l'augmentation de la dette sera nécessairement annulée par le fonds d'amortissement, laissant la dette à rencontrer exactement ce qu'elle était avant la conversion, et pendant cette période la province aura bénéficié de l'économie dans le service des intérêts, avantage très appréciable actuellement, et qui sera encore apprécié durant quelques années à venir.

De plus, cette transaction terminée, les obligations de la province bénéficieront de ce changement parce qu'elles porteront toutes le même intérêt.

La conversion doit être jugée dans son entier et non pas en ne tenant compte que de quelques émissions.

En terminant, M. l'Orateur, comme citoyen patriotique, je crois pouvoir dire que je suis l'écho des sentiments de ce côté de la Chambre en disant que nous espérons que le gouvernement réussira à établir l'équilibre tant désiré dans les finances de la province; mais je confesse que je n'en vois aucune perspective prochaine ou éloignée.

Et afin d'établir formellement les vues de l'Opposition au sujet du système de dépenses d'argent de la province, qui n'a pas été voté par la Législature, je propose, en amendement à la motion de l'honorable trésorier, et appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn):

Que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants: "que cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais désire constater: 1. Qu'ainsi qu'il appert à la page 305 des Journaux de cette Chambre, pour la dernière session, une motion a été soumise par l'honorable député de Trois-Rivières (M. T.-E. Normand), exprimant le regret que le gouvernement eût jugé à propos, dans le court espace de temps qui s'est écoulé depuis le 25 mai jusqu'au 30 juin dernier (1897), et à la veille même de l'expiration de l'année fiscale 1896-97, d'émettre des mandats spéciaux pour un montant de \$281,628, sans l'urgence voulue, et de manière à charger cette année fiscale de dépenses qui eussent pu être, plus utilement pour le Trésor et sans inconvénient, portées à l'année ou aux années suivantes.

2. Qu'à cette même session, sur la motion pour l'item \$20,000 pour dépenses d'arpentages, une proposition fut faite par l'honorable député de Joliette (M. J.-M. Tessier) (p. 336 et 337 des Journaux de cette Chambre pour 1898) à l'effet suivant: "Cette Chambre tout en concourant dans cette résolution, constate qu'elle n'est que pour \$20,000, au lieu de \$40,000 pour l'année courante, et que par l'état des recettes et des dépenses produit devant cette Chambre, cette somme de \$40,000 était déjà complètement dépensée au 8 décembre dernier, et que par un état de travaux autorisés et des engagements pris (voir document no 47) le montant mentionné en cette résolution se trouve plus qu'absorbé; et, en

conséquence, cette Chambre proteste d'avance contre toute dépense que le gouvernement pourra juger à propos de faire par mandat spécial, après la présente session, pour cause d'insuffisance de ce crédit."

3. Qu'à la même session, le présent proposeur sur la proposition pour concours sur l'item de \$12,000, pour protection des forêts soumit la motion suivante (p. 331 des Journaux de cette Chambre pour 1898) "Cette Chambre constate que le crédit de \$12,000 voté pour l'année courante, 1897-98, était complètement dépensé au 8 décembre dernier, et que le gouvernement n'a fait aucune provision, pour les dépenses de ce service, jusqu'au 30 juin prochain.

En conséquence, cette Chambre proteste contre toute dépense par mandat spécial et contre tout engagement, en l'absence d'un vote régulier de cette Chambre.

4. Que par l'état des mandats spéciaux soumis à cette Chambre, à la date du 13 janvier dernier (voir p. 13, 14 et 15 des Procès-verbaux de cette Chambre), il appert que le gouvernement a émis des mandats spéciaux au montant de \$93,137.57 depuis la date du 12 mars 1898 jusqu'à celle du 19 octobre 1898, les deux inclusivement et que dans ce montant se trouve compris un mandat spécial, à la date du 7 juin 1898 pour \$4,000 pour le service de la protection des forêts "pour le reste de l'exercice en cours et aussi un autre mandat spécial, à la date du 8 octobre 1898, pour le service des arpentages au montant de \$17,743.

Qu'il s'ensuit que le gouvernement, dans un espace de 16 mois ou à peu près, a émis des mandats spéciaux pour une somme de \$374,765.57.

Qu'en vue de ces faits, cette Chambre désire réaffirmer sa protestation la plus énergique contre le système de mandats spéciaux inauguré et continué par le gouvernement, et cela malgré les avertissements mentionnés dans les motions ci-dessus, et en dépit des promesses faites et des engagements solennels pris par les membres du présent gouvernement, lorsqu'ils étaient dans l'Opposition."

L'HONORABLE J. SHEHYN (Québec-Est): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand) que la discussion soit ajournée.

Cette dernière proposition est adoptée.

Mines Alleyn

M. H.-S. BÉLAND (Beauce): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 46) concernant la vente de certains droits de mine appartenant aux enfants mineurs Alleyn.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. H.-S. BÉLAND (Beauce): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code municipal, art. 480, par. 2

M. T. 3. DE GROSOIS (Shefford): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Chicoutimi et Saguenay (M. H. Petit), que le bill (bill no 99) amendant le paragraphe 2 de l'article 480 du code municipal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté surdivision. Le bill est renvoyé au comité spécial du code municipal.

Code municipal, article 807

M. C.-S. CHERRIER (Laprairie): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Napierville (M. C. Dorris), que le bill (bill no 152) amendant l'article 807 du code municipal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité spécial du code municipal.

Code municipal, article 1061

M. C.-S. CHERRIER (Laprairie): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Napierville (M. C. Dorris), que le bill (bill no 153) amendant l'article 1061 du code municipal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté surdivision. Le bill est renvoyé au comité spécial du code municipal.

Code civil, article 1301

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 154) amendant l'article 1301 du code civil, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité de législation et des lois expirantes.

La séance est levée à cinq heures et demie.

Séance du 10 février 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre, l'état des affaires de l'hôpital protestant pour les aliénés, Montréal, pour l'année 1898. (Documents de la session no 17)

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir:

Bill (bill no 7) intitulé: "Loi de la chasse de Québec".

Bill (bill no 33) intitulé: "Loi amendant les lois concernant la corporation de la cité de Québec".

Et bill (bill no 50) intitulé: "Loi autorisant Prosper-Cyprien Beaumier à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec, après examen".

Loi de la chasse

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 7) intitulé: "Loi de la chasse de Québec", lesquels sont lus pour la première fois.

Corporation de la cité de Québec

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 33) intitulé: "Loi amendant la loi concernant la corporation de la cité de Québec", lesquels sont lus pour la première fois.

Prosper-Cyprien Beaumier

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill (bill no 50) intitulé: "Loi autorisant Prosper-Cyprien Beaumier à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec, après examen", et lesdits amendements sont lus pour la première fois.

Loi électorale

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 19) amendant la loi électorale de Québec, 1895.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. Les amendements sont lus pour la première fois.

Conseil de comté et confection de routes

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 23) amendant le code municipal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il explique que ce bill, ainsi que le bill no 22, ont pour but d'amender le code municipal afin de permettre aux conseils de comté de s'entendre avec les sociétés d'agriculture pour l'achat de machines à confectionner les rues.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sociétés d'agriculture et confection de routes

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 22) amendant la loi concernant les sociétés d'agriculture, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cour de circuit de Montréal

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Brome (l'honorable H. T. Duffy), que le bill (bill F) du Conseil législatif, intitulé: "Loi modifiant de nouveau la loi concernant la cour de circuit du district de Montréal", soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Fait remarquer au gouvernement qu'il doit endosser toute la responsabilité de cette mesure.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

Police provinciale

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill B) du Conseil législatif, intitulé: "Loi concernant la police provinciale", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il explique que ce projet de loi enlève la direction de ce corps de police au commissaire qui est juge des sessions spéciales à Québec, pour la confier au contrôle immédiat et direct du procureur général.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill (bill no 72) intitulé: "Loi consolidant les lois relatives à la "Windsor Hotel Company of Montreal".

Hôtel Windsor de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 72) intitulé: "Loi consolidant les lois relatives à la "Windsor Hotel Company of Montreal". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Statuts refondus, article 1618

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 100) amendement l'article 1618 des statuts refondus.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code municipal

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose qu'un comité spécial composé des honorables MM. Duffy, Stephens et de MM. D'Auteuil, Chicoyne et Watts, soit nommé pour étudier le projet de nouveau code municipal qui a été déposé, et que ce comité fasse rapport à cette Chambre. (1)

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Fait remarquer que le projet de code n'est pas encore imprimé en anglais.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit qu'il ne croit pas qu'on puisse s'attendre à un bien grand travail de la part de ce comité pendant la session actuelle, mais il fera ce qu'il pourra, étudiera le projet après la prorogation et sera en mesure de faire rapport dès les premiers jours de la session prochaine.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il est nécessaire que toute la Chambre consente à laisser passer cette motion.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Suggère de renvoyer la motion à une autre séance.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Consent à retirer sa motion. La motion est retirée.

Demande de documents:

Exploitation forestière au Lac-Saint-Jean

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. F. Carbray) qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toute correspondance entre le commissaire des Terres ou tout autre ministre et toute compagnie, ou individu, au sujet de l'établissement d'une manufacture de pulpe le long de la Grande ou de la Petite-Décharge du lac Saint-Jean, l'achat de pouvoirs d'eau dans les différentes rivières se déchargeant dans le lac Saint-Jean, le don gratuit de certaines limites, la réduction des taux de coupe de bois et copie de tous rapports par M. Chrysostome Lange-lier ou autres, relativement à la valeur des limites à bois et des pouvoirs d'eau du lac Saint-Jean, le tout depuis 1897.

Adopté.

1. Ne pas confondre ce comité spécial avec le comité spécial chargé d'étudier les différents amendements au code municipal formé le 30 janvier 1899.

Colonisation au Lac-Saint-Jean

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. J.-C. Lislois), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé indiquant le montant d'argent de colonisation dépensé depuis le 1er juillet dernier, dans le comté du Lac-Saint-Jean; ainsi que copie des listes de paye du conducteur des travaux, Et. Coulombe, et des instructions à lui donner.

Adopté.

Fonds en fidéicommis

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. F. Carbray), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de tous arrêtés en conseil et de toute correspondance au sujet des intérêts sur les fonds en fidéicommis retenus par le gouvernement du Canada et auxquels a fait allusion l'honorable trésorier dans son exposé budgétaire.

Adopté.

Division d'enregistrement de Labelle

M. C.-B. MAJOR (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 67) concernant la division d'enregistrement du comté de Labelle.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C.-B. MAJOR (Ottawa): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville de Windsor Mills

M. T.-B. DE GROSBOIS (Shefford): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 45) constituant en corporation la ville de Windsorville.

Adopté.

En comité:

M. T. B. DE GROSBOIS (Shefford): Annonce que, de commun accord, il avait été décidé de laisser à la ville son ancien nom de Windsor Mills.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. T. B. DE GROSBOIS (Shefford): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est résolu que le titre soit "Loi constituant en corporation la ville de Windsor Mills".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Montréal et chemin de fer le Grand-Tronc

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 116) concernant la cité de Montréal et la Compagnie de chemin de fer Grand-Tronc du Canada, soit maintenant lu pour la troisième fois.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Informe alors la Chambre que la couronne a consenti à la passation de ce bill, en autant que ses intérêts y sont concernés.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demande de documents:

Listes électorales de Montréal

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de tous ordres en conseil, papiers, documents et correspondance, depuis le 1er septembre 1897, au sujet des réviseurs pour les listes électorales, dans la cité de Montréal.

Adopté.

Ville de Magog

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 79) ratifiant et confirmant un certain règlement de la ville de Magog.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Pêche et pêcheries

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Brome (l'honorable H.T. Duffy), que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour prendre en considération les résolutions concernant la pêche et les pêcheries.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Propose: 1. Que le commissaire des Terres. Forêts et Pêcheries pourra, lorsque le droit exclusif de pêche n'existera pas déjà, consentir des baux autorisant la pêche dans les lacs et rivières non navigables de la province, ou émettre des permis autorisant l'exploitation des pêcheries dans toutes les

eaux navigables et non navigables de la province pour un terme n'excédant pas neuf années, mais que les baux ou permis d'une durée plus longue, mais n'excédant pas quinze ans, ne seront consentis ou émis que par autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Est d'avis que les rivières saumonnières devraient être vendues aux enchères publiques.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Cite des faits qui sont arrivés sous son administration au sujet de la location des rivières, faits qui plaident en faveur de son idée de vendre les rivières saumonnières aux enchères publiques. Il croit qu'à cause de la grande rareté de tels droits et d'une demande en nombre croissant, ils devraient être vendus aux enchères.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Dit que ce système entraînerait quelquefois plus de frais que le montant du loyer et qu'il vaudrait mieux s'en rapporter à la bonne intelligence des administrateurs de la province que de faire ainsi des frais parfois exorbitants, excessifs.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Fait remarquer que l'ancienne loi prévoit ces cas et qu'une nouvelle législation n'est pas nécessaire.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Demande si les droits des citoyens en général étaient respectés dans les cas de location pour la pêche de rivières navigables. Il s'objecte à la disposition accordant au commissaire le droit de consentir des baux autorisant la pêche dans les eaux navigables. Si l'on accorde des droits exclusifs sur le lac Saint-Louis, le lac Saint-Pierre, le lac Saint-François et même sur le Saint-Laurent, cela causera une injustice à ceux pour qui la pêche est le gagne-pain total ou partiel.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Répond que ces droits sont sauvegardés dans le bill basé sur les résolutions soumises à la Chambre.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Déclare qu'il a toute confiance dans le commissaire actuel, mais il craint que son successeur n'abuse de la situation. S'il faut en croire la rumeur publique, le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent) serait bientôt appelé à un poste plus élevé dans le gouvernement et un changement général se ferait. Dans ce cas, il pourrait se faire que le nouveau commissaire ne fut pas si complètement pénétré des devoirs de sa position.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Nie ces rumeurs. Il rappelle au chef de l'Opposition (M. E.J. Flynn, Gaspé) qu'il ne s'est pas fait faute de s'arroger ce pouvoir lorsqu'il était commissaire des Terres de la couronne. Quand il s'est agi de renouveler des baux de ce genre, il n'a pas été si prudent et, maintes fois, il en a signé sans provoquer d'enchère.

La résolution est adoptée.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Propose: 2. Qu'à l'avenir, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries pourra chaque fois qu'il s'agira de la vente d'îles ou de terrains de peu d'étendue ou qu'il le considérera dans l'intérêt public, réduire la réserve de trois chaînes en profondeur des terres bordant les rivières et les lacs non navigables de la province qui doit exister en faveur de la couronne pour des fins de pêche, ou y renoncer.

Adopté.

3. Que l'honoraire sur l'acceptation, par le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries ou son représentant, d'une cession faite à un tiers par un locataire, des privilèges à lui accorder par son bail de pêche, sera au moins de six piastres;

Adopté.

4. Que le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries pourra accorder des permis pour un nombre quelconque d'années à toute personne désirant établir ou former des huîtrières dans les eaux de la province, et que le porteur de ce permis aura seul droit aux huîtres produites ou trouvées dans ces huîtrières:

Adopté.

5. Que l'émission des permis concernant les pêcheries de testacés sera sujette aux dispositions qui régissent rémission des permis autorisant l'exploitation des autres pêcheries:

Adopté.

6. Que le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries pourra autoriser la réserve ou l'affermage des rivières ou autres eaux pour la production naturelle ou artificielle du poisson:

Adopté.

7. Que quiconque aura le droit de faire la pêche pourra faire usage des terrains publics vacants, dont l'usage, en vertu de la loi, est commun et inhérent au droit public de pêche, pour y débarquer, saler, préparer et faire sécher le poisson, et pour y couper du bois pour ces objets; et que personne autre ne pourra s'installer au même poste ou endroit que lorsqu'il aura été abandonné par le premier occupant durant douze mois consécutifs: et qu'à l'expiration de ce temps, tout nouvel occupant devra payer la valeur des vignots, chafauds et autres appareils dont il prendra possession, ou que les constructions et améliorations pourront être enlevées par leur propriétaire:

Adopté.

8. Que le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries pourra, s'il le juge à propos, pour mieux protéger la pêche, diviser la province en circonscriptions de pêche et nommer, pour chacune d'elles, des garde-pêche dont les devoirs et les attributions seront ceux définis par la loi à être basée sur ces résolutions, les règlements faits sous son empire et les instructions du commissaire: et que la rémunération de ces garde-pêche et de toutes les autres personnes employées spécialement pour accomplir un devoir quelconque, imposé par ladite loi ou par des règlements faits conformément à ses dispositions, devra, s'il y a lieu, être fixée par le commissaire, par commission ou autrement et dans l'un OU l'autre cas, payée à même les revenus provenant de l'exécution de ladite loi.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qui a passé plusieurs résolutions lesquelles sont lues pour la première fois.

Rapports de comités:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes. VOICI le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté avec amendement, savoir:

Bill (bill no 88) amendant la loi constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec.

Documents:

Mort de Félix-Émile Marois

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de cette Chambre, du 1er février 1899, pour copie du rapport de l'analyse faite par le Dr Vallée, de l'enquête du coroner et du verdict au sujet de la mort de l'enfant Félix-Émile Marois, dans le mois de décembre dernier, à Québec, et de tous les documents s'y rapportant. (Document de la session no 42)

C.-L. Champagne vs la reine

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de cette Chambre, du 6 février 1899, pour la production du dossier complet dans la cause de Chs. -L. Champagne contre la reine. (Document de la session no 43)

Sommes payées à Mgr C. Guay

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 1er février 1899, demandant: 1. Un état détaillé et toute correspondance se rattachant à la somme de \$921.11 mentionnée à la page 211 des comptes publics pour 1898, (version anglaise), comme ayant été payée à monseigneur Charles Guay, pour services antérieurs au 30 juin 1892, et pour l'intérêt du 1er juillet 1892 au 30 novembre 1897.

2. Copie de tous arrêtés en conseil et de toute correspondance au sujet de cette réclamation et de ce paiement. (Document de la session no 44)

Salaires des instituteurs

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 23 janvier 1899, demandant copie de tous arrêtés en conseil adoptés depuis le premier juin 1897, au sujet du salaire des instituteurs et des institutrices et de tous documents papiers et correspondance à ce sujet. (Document de la session no 45)

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 57) intitulé: "Loi amendant la loi autorisant les commissaires d'école pour la municipalité de la cité de Saint-Henri, dans le comté d'Hochelaga, à émettre des obligations", sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill (bill no 8) intitulé: "Loi concernant certains enfants immigrants":

Et bill (bill no 111) intitulé: "Loi amendant, de nouveau, la charte du chemin de fer Québec-Central".

Enfants immigrants

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill (bill no 8) intitulé: "Loi concernant certains enfants immigrants". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif. „

Chemin de fer Québec-Central

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill (bill no 111) intitulé: "Loi amendant, de nouveau, la charte du chemin de fer Québec-Central". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

La séance est levée à six heures.

Séance du 13 février 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures quarante-cinq.

Introduction de bills:

M. G. BALL (Nicolet): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 146) amendant la loi concernant les corporations de ville.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C. LANGEIER (Lévis): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 155) amendant le code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Lake Megantic Pulp Company

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 47) amendant la loi 56 Victoria, chapitre 78, constituant en corporation la "Lake Megantic Pulp Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Société des artisans canadiens-français de Montréal

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 52) amendant et refondant la charte de la Société des artisans canadiens-français de la cité de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Corporation de la cité de Québec

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, procède à la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 33) intitulé: "Loi amendant les lois concernant la corporation de la cité de Québec". Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Prosper-Cyprien Beaumier

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, procède à la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif, au bill (bill no 50) intitulé: "Loi autorisant Prosper-Cyprien Beaumier à

exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec, après examen. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Interpellations:

Édition du code municipal par J.-E. Bédard

M. C. LANGEIER (Lévis) 1. Le gouvernement est-il informé, qu'en 1898, M. J.-E. Bédard, avocat, c.r. a publié une édition du code municipal contenant le texte français et le texte anglais en regard, une refonte des statuts relatifs aux licences, aux élections provinciales, et aux procès par jury, et une table analytique et alphabétique très complète: que l'auteur s'est engagé à publier, de temps à autre, des suppléments qui tiendront son ouvrage au courant de la législation et de la jurisprudence?

2. En vue de mettre à la portée des conseils municipaux la loi municipale actuelle et la jurisprudence qui s'y rattache, est-ce l'intention du gouvernement de fournir auxdits conseils municipaux quelques copies de cet ouvrage que la profession légale recommande, sans lequel il semble bien difficile aux conseils municipaux de connaître et de remplir leurs importantes fonctions?

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet) pour
L' HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay)

1. Oui. 2. SOUS considération.

Station expérimentale de laiterie

M. J.-C. LISLOIS (Montmagny): 1. L'attention du gouvernement n'a-t-elle jamais été appelée sur l'importance et le grand avantage que procurerait à la classe agricole et aux personnes qui se livrent à l'industrie laitière, l'établissement, en bas de Québec, d'une station expérimentale de laiterie?

2. Le gouvernement a-t-il l'intention de présenter, à la session actuelle, une mesure créant tel établissement?

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet)
1. Oui 2. Sous considération.

Stadacona Water, Light and Power Company

M. T. B. DE GROESBOIS (Shefford): Propose, appuyé par le représentant de Montcalm (M. P.-J.-L. Bissonnette) que l'honorable déposé pour le bill (bill no 35) amendant la charte de la "Stadacona Water, Light and Power Company", soit remis moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été retiré.

Adopté.

Demande de documents:

Constructions pour expositions dans Argenteuil

M. W. A. WEIR (Argenteuil) Propose appuyé par le représentant de Compton (M. J. Hunt) qu'il

soit mis devant cette Chambre, copie de toute correspondance et de tous documents relatifs à un octroi d'argent pour la construction de bâtisses permanentes, pour expositions, dans le comté d'Argenteuil.

Adopté.

Destitution du registrateur M. E. Poulin

M. F. GOSSELIN (Iberville): Propose, appuyé par le représentant des Iles-de-la-Madeleine (M. P.P. Delaney), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toute correspondance, lettres, enquête et tous documents se rapportant à la destitution de l'ex-registrateur, M. E. Poulin, du comté de Rouville.

Adopté.

Comté de Pontiac

L'ordre du jour, appelant la deuxième lecture du bill (bill no 95) séparant le comté de Pontiac en deux divisions, pour les fins municipales et d'enregistrement, étant lu;

Il est ordonné que ledit ordre soit rescindé et que le bill soit référé au comité permanent de législation.

Loi électorale

M. J. MARION (L'Assomption): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 106) amendement la loi électorale de Québec. 1895. soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation.

Corporations de ville

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 156) amendement la loi concernant les corporations de ville, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Degrés de substitution

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Laprairie (M. C.-S. Cherrier), que le bill (bill no 107) amendement le code civil relativement aux degrés de substitution, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité de législation et des lois expirantes.

Corporations de ville

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Laprairie (M. C.-S. Cherrier), que le bill (bill no 150) modifiant la loi concernant les corporations de ville, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité de législation et des lois expirantes.

Statuts refondus, articles 5043 et 5103

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Laprairie (M. C.-S. Cherrier), que le bill (bill no 151) amendement les articles 5043 et 5103 des statuts refondus de la province de Québec, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité de législation et des lois expirantes.

Procès par jury en matière de diffamation écrite

M. C. LANGELIER (Lévis): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), que le bill (bill no 97) amendement le code de procédure civile relativement aux procès par jury en matière de diffamation écrite, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

UNE VOIX: Demande des explications.

M. C. LANGELIER (Lévis): D'après la loi actuelle, dit-il, on ne peut obtenir de procès par jury que lorsqu'il s'agit d'une poursuite en dommages pour au moins \$400.00. Lorsqu'il s'agira à l'avenir de poursuite pour diffamation écrite, le défendeur aura le droit d'exiger un procès par jury si la réclamation est d'au moins \$100.00. Il cite des cas de poursuites vexatoires qui ne réclamaient que \$199.00 de dommages afin d'éviter d'aller devant les jurés, en comptant sur la complaisance de certains juges.

L'article 422 du code de procédure civile est amendé en y ajoutant les mots suivants: "et, dans les actions en dommages pour diffamation écrite, lorsque cette somme est de cent piastres ou plus."

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que ce projet de loi n'est présenté que pour rencontrer un cas particulier. Un journal a déjà fait connaître cette mesure bien avant qu'elle fut présentée à la Chambre. Il estime qu'un projet de loi comme celui-là est dangereux et constitue une insulte gratuite et préméditée à l'égard de nos juges en ne leur faisant pas confiance pour régler des causes de \$100.00.

Il s'objecte au principe du bill parce qu'il tend à privilégier une certaine catégorie de personnes.

Il affirme que l'on ne devrait pas porter atteinte à l'intégrité de nos juges. Il dit que la Législature, chaque fois qu'elle a eu à étudier et à modifier le code, n'a jamais proposé de procès par jury pour des poursuites en dommages de moins de \$400. Cette mesure entraînera des frais considérables pour un montant relativement minime; et ces frais empêcheront d'avoir recours aux tribunaux ceux qui veulent défendre leur honneur contre les articles libelleux des journaux. Il y a des journaux qui croient que la réputation de leurs adversaires leur appartient, qui ne respectent rien, qui s'acharnent à vilipender les hommes politiques, dans leur vie privée comme dans leur vie publique, et les entraînent dans la boue. Cette mesure vise à leur assurer l'impunité, car ils compteront sur l'impossibilité d'obtenir un verdict impartial de la part d'un jury composé de

partisans politiques. On ne saurait trop sévir contre cette presse ignoble, au lieu de la protéger par nos lois. C'est une législation ab "irato" introduite pour un cas particulier (Le Soleil) au détriment de la bonne administration de la justice. On veut introduire la politique dans nos codes de lois. Il serait très grave d'amender davantage le code dans le sens demandé par ce projet de loi.

Il ajoute qu'il tient à ce qu'on ne fasse pas passer nos juges pour des gens partiaux.

Notre code de procédure a déjà été amendé il y a un an, mais il serait très grave de l'amender davantage dans le sens demandé par ce projet de loi. On devrait le laisser intact durant quelques années au moins pour juger de sa valeur.

M. C. LANGEIER (Lévis): Se défend de vouloir insulter les juges, mais la presse est une institution importante qui a besoin de toute la protection possible. Il s'étonne de voir le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier) dire que ce projet de loi ne vient que pour régler un cas particulier, car le député de Dorchester sait parfaitement bien que le cas particulier auquel il fait allusion a été réglé, puisque lui-même, le représentant de Dorchester, était le demandeur. Cette réforme est nécessaire à notre système judiciaire. Un jury honnête est préférable pour juger des faits basés sur des publications prétendument diffamatoires.

Ce qu'il veut c'est uniquement mettre la presse à l'abri des tracasseries comme il s'en produit tous les jours. Il ne veut pas non plus que des personnes trop souvent irresponsables viennent pour un oui et pour un non essayer de soutirer quelques piastres aux journaux.

Ce n'est pas d'ailleurs parce que la loi fixe un minimum de \$400. que l'on ne peut pas la changer. Le même raisonnement pourrait toujours être tenu pour tous les cas où l'on veut opérer un changement. D'ailleurs, dit-il, nous sommes ici pour faire des lois et amender celles qui existent, lorsqu'il y a lieu de le faire comme dans le cas actuel. Mon projet de loi a pour but de mettre fin aux abus qui se commettent à ce sujet. Les journaux jusqu'à présent, n'ont pas été protégés. On les poursuit à propos de tout et à propos de rien. Si la loi pourvoyait à un procès par jury dans les actions en dommages pour diffamation écrite, au montant de \$100, la presse en général serait mieux protégée contre les poursuites injustifiables auxquelles elle est si souvent en butte. Quant à la question des frais, elle ne saurait entrer en ligne de compte lorsqu'il s'agit de l'honneur des citoyens. D'ailleurs, si le demandeur est capable de faire la preuve, il obtiendra gain de cause et, dès lors, il n'aura rien à craindre pour les frais même alors qu'il serait riche. S'il est pauvre, il n'a rien à craindre pas plus dans un cas que dans l'autre. Il est de mauvais goût de prétendre que cette mesure inflige un affront à nos juges. Leur devoir consiste à exécuter les lois promulguées par la Chambre. Cet argument ne vaut même pas la peine d'être réfuté. Aussi longtemps que chaque pouvoir reste dans les limites de sa juridiction, on ne pourra leur reprocher de manquer de courtoisie dans leurs actes. D'ailleurs, les juges

ne sont pas infaillibles et la Cour d'appel revise et même renverse constamment leurs jugements.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Dit qu'il serait dangereux d'introduire ce système pour de petites causes qui sont le plus souvent d'un caractère politique et qui donnerait lieu à des appels aux mauvaises passions.

Il croit que les jurés seront plus vulnérables que les juges dans les cas où les sentiments politiques seront exploités. Il sera presque impossible d'avoir des procès impartiaux dans des cas de poursuites en dommage.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Demande comment cette loi pourrait s'appliquer aux cours de circuit, car dans les districts ruraux il y a plusieurs circuits où on peut intenter des actions de \$200. Ce serait un mouvement rétrograde.

Il y a deux ans le procès devait être intenté pour une somme de \$200. pour avoir droit à un procès par jury et à cette époque, ce chiffre a été porté à \$400.

Un des députés qui siège aujourd'hui sur les banquettes de la majorité proposait alors de soumettre les causes en dessous de \$100 aux cours de commissaires.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): et M. C. LANGEIER (Lévis) Répondent que c'est un détail qui sera réglé en comité après que le principe du bill aura été adopté.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Soutient que le député de Lévis n'a pas invoqué de raison valable à l'appui de son bill. Les raisons qu'il donne en vue de l'adoption de son bill s'appliquent pour toutes sortes de poursuites. La loi actuelle impose une limite raisonnable et prudente de \$400. qui ne devrait pas être changée. Ce projet entraînerait un bouleversement général du code de procédure.

Il propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la proposition, "dans six mois, à dater d'aujourd'hui."

M. C. LANGEIER (Lévis): Fait remarquer qu'il s'agissait en ce moment de juger le principe du bill et que la discussion devait porter la-dessus.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Exprime le désir de connaître l'opinion de l'honorable secrétaire provincial (l'honorable J.-E. Robidoux. Châteauguay) sur cette question qui demande l'intervention du gouvernement pour une mesure innovatrice dans notre système judiciaire. Il dit que le gouvernement devrait surveiller les projets de loi soumis à la Chambre. C'est le devoir du gouvernement de voir à ce qu'aucun principe de droit contraire à notre législation soit inclus dans le bill.

Le gouvernement ne contrôle pas la législation publique en permettant à un député d'introduire un bill comme celui-là. Il est à regretter que le procureur général ne siège pas dans cette Chambre pour

prendre charge et surveillance de ces bills qui vont, avant peu, réduire à néant un travail considérable et coûteux de retonte de statuts qui vient à peine de se terminer. Il aimerait connaître l'avis du représentant du procureur général dans cette Chambre.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Ne voit aucun inconvénient à l'adoption du bill. Le but de ce projet de loi est de pouvoir soumettre au jury toutes les actions en dommages pour libelle, depuis \$100. Il ne voit rien de nouveau dans cette mesure et il est aussi d'opinion qu'elle ne contrarie aucun principe. Quant à l'attitude du gouvernement à son égard, il dit que s'il est établi devant le comité que ce bill a une tendance dangereuse, il avisera ses collègues en conséquence et le gouvernement décidera de la ligne de conduite à tenir lors de la troisième lecture. En conséquence, il ne voit pas la nécessité pour le gouvernement de faire du bill une mesure ministérielle, puisque le seul principe en cause est de déterminer comment les parties plaidantes pourront obtenir pleine justice dans des causes de diffamation par écrit. Il partage l'avis du représentant de Sherbrooke [M. L.-E. Panneton] et pense que le code de procédure civile devrait inévitablement être amendé en différentes parties.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Pense que le gouvernement devrait avoir la haute main sur toute législation qui aurait pour but d'amender le code civil et le code de procédure civile.

Il y a à peine un an que le code de procédure civile est en opération; pourquoi ne pas lui donner un essai d'une durée suffisante pour permettre de juger de son fonctionnement? Il y a une question de principe aussi bien que de convenance dans le projet de loi. Pourquoi faire une exception en faveur de la diffamation écrite? S'il faut un changement, il faut qu'il s'applique à tous les genres de diffamation.

En réalité, la diffamation par écrit serait celle qui devrait être plus particulièrement soumise à des juges qui, par leur éducation, sont mieux en situation de saisir l'intention de l'auteur. Une action de diffamation écrite comporte plus qu'une question de fait. La preuve des faits s'établit facilement. Le juge, pour sa part, a la délicate tâche d'apprécier les tenants et aboutissants de l'article écrit. Il n'a nullement l'intention de donner des conseils aux membres de cette Chambre, mais il pense que l'auteur du projet ferait bien de patienter un peu pour s'assurer du mode de fonctionnement du code de procédure civile actuel.

Si le projet de loi ne vise que les journaux, il aurait fallu le proposer comme loi spéciale sous les auspices du gouvernement, ainsi que l'avait fait l'honorable M. Casgrain. Il ne combat pas la réforme en principe, mais il ne croit pas que la mesure soit opportune et il votera, si l'on insiste, pour le renvoi à six mois.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Proteste contre le reproche que le chef de l'Opposition a voulu faire au gouvernement, de ne pas prendre parti lorsqu'il s'agit de principes de droit. Le gouvernement examine minutieusement tout bill pro-

posé et ne manquera pas d'intervenir dans tout cas où la base de notre système sera attaquée. Le gouvernement ne voit ici qu'une question de chiffres et non de principes. Le chef de l'Opposition voit un peu de principes partout, même où il n'y a pas. Il ne voit rien qui puisse justifier l'alarme de certains membres de l'Opposition. Mais il constate que le chef de l'Opposition a habilement évité de souligner à la Chambre que ses remarques étaient partiales. "Cela l'irrite", dit-il, comme si on voulait insinuer que le présent gouvernement n'était pas conscient de ses devoirs envers la législation présentée à la Chambre, ou encore qu'il adoptait une attitude partiale. Il affirme que les officiers en loi de la Chambre et de la couronne, ainsi que tous les membres du gouvernement, connaissent et remplissent leurs devoirs.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'il n'a sans doute pas été compris, car il n'a pas eu l'idée d'aller aussi loin.

M. C.-B. MAJOR (Ottawa): Ces messieurs de l'Opposition manquent de logique, dit-il. Il demande comment l'Opposition peut soutenir qu'elle ne trouve pas le jury bon pour juger des cas de \$100, quand elle le trouve bon pour juger des causes de \$400 et même davantage.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Fait remarquer qu'il est difficile de pousser les frais à \$500 ou \$600, dans un procès de \$100. Le projet de loi n'est pas demandé par la presse en général, mais il est présenté pour protéger une feuille connue pour ses attaques violentes à l'adresse de ses adversaires politiques. C'est une protestation contre un jugement rendu dernièrement contre ce journal qui désire se protéger contre des jurés qui ont un parti pris.

Il accuse les amis de ces journaux de vouloir faire passer ce bill pour pouvoir le vilipender à leur aise, l'insulter avec impunité et reprendre la scandaleuse campagne de calomnies et d'injures dont il a été victime.

Le Soleil lui-même l'a déclaré en parlant du projet de loi qui allait être présenté.

M. C. LANGELIER (Lévis): Nie ce qui vient d'être dit. Qu'étaient donc vos journaux à vous, dit-il, le Matin, L'Avant-Garde, ces feuilles auxquelles vous collaboriez et qui, bien qu'ayant eu la vie très courte, n'ont fait dans leur existence éphémère que de se servir de leur vocabulaire ordurier pour essayer de salir la réputation d'hommes honorables? Le Matin nous a entraînés dans la fange. M. Mercier et moi, et nous a diffamés de la façon la plus odieuse, dans notre vie publique et dans notre vie privée.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande pourquoi il ne sollicitait pas réparation devant les tribunaux?

M. C. LANGELIER (Lévis): Répond qu'il dira tout haut ce que beaucoup disent tout bas, qu'ils ne pouvaient obtenir justice d'un juge. Ceux qui rédi-

geaient ce journal, d'ailleurs, n'étaient pas des gens responsables.

Il ajoute que sous le rapport de l'injure, la presse conservatrice et la presse libérale de Québec étaient quittes. Il demande que son bill soit adopté pour remettre aux mains d'hommes indépendants des faveurs passées du pouvoir ou de la reconnaissance, si elle existe en politique, le soin de décider des dommages faits à la réputation humaine.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Ball, Bédard, Bouffard, Carbray, Flynn, Grenier, Manon, Panneton, Pelletier et Tellier, 10.

CONTRE: MM. Allard, Béland, Bissonnette, Blanchard, Cardin, Caron (Maskinongé), Champagne, Chicoyne, Clapperton, Dechêne, Delaney, Duffy, Garneau, Gosselin, Hunt, Langelier, Major, Marchand, Parent, Petit, Robidoux, Robitaille, Talbot, Tessier (Rimouski), Turgeon, Watts et Weir, 27.

L'amendement est rejeté.

M. J.A. CHICOYNE (Wolfe): Est d'avis que le bill ne va pas assez loin et que dans toutes les causes contre les journaux, les plaignants devraient être obligés de fournir un cautionnement pour les frais.

Alors, la motion principale étant posée, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente.

Le bill est, en conséquence, lu pour la deuxième fois et renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Fonds de pension des institutrices

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand) que demain, cette Chambre se forme en comité pour considérer certaine résolution relative au fonds de pension et de retraite des fonctionnaires de l'enseignement primaire.

Adopté.

Hôpital protestant pour les aliénés

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que, demain, cette Chambre se forme en comité pour considérer certaines résolutions concernant l'hôpital protestant pour les aliénés.

Adopté.

Pêche et pêcheries

L'ordre du jour appelant la deuxième lecture des 8 résolutions, rapportées du comité général.

vendredi le 10 février courant, concernant la pêche et les pêcheries, étant lu:

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur). Propose, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable H.T. Duffy) que lesdites résolutions soient maintenant lues pour la deuxième fois.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), que tous les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "renvoyées de nouveau au comité de la Chambre avec instruction de les amender de manière à restreindre le pouvoir du commissaire en ce qui regarde les baux et permis de pêche, afin de mieux protéger les intérêts des pêcheurs et du public.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bédard, Bouffard, Carbray, Chicoyne, Flynn, Grenier, Manon, Panneton, Pelletier et Tellier, 10.

CONTRE: MM. Allard, Béland, Bissonnette, Blanchard, Cardin, Caron (Maskinongé), Champagne, Cherrier, Clapperton, Dechêne, Delaney, Duffy, Garneau, Gosselin, Hunt, Langelier, Major, Marchand, Parent, Petit, Robidoux, Robitaille, Talbot, Tessier, (Rimouski), Turgeon, Watts et Weir, 27.

PAIRAGE: M. Ball a pairé avec M. Chênevert.

Cette dernière proposition est rejetée.

Alors la question principale étant posée, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente.

Lesdites résolutions sont, en conséquence, lues pour la deuxième fois et adoptées.

Introduction de bills:

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur) Demande la permission d'introduire un bill (bill no 4) concernant la pêche et les pêcheries.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Loi électorale, amendement

L'ordre du jour appelant la deuxième lecture des amendements faits en comité général au bill (bill no 19) amendant la loi électorale de Québec. 1895. étant lu:

Lesdits amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet) Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la chasse

L'ordre du jour appelant la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 7) intitulé: "Loi de la chasse de Québec". étant lu:

Lesdits amendements sont lus pour la deuxième fois et sont adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Instruction publique

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 9), "Loi de l'Instruction publique".

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Charte de Sherbrooke

L'ordre du jour appelant la Chambre en comité général pour examiner le bill (bill no 37) amendant la charte de la cité de Sherbrooke. 55-56 Victoria, chapitre 51, étant lu:

M. C. LANGELIER (Lévis): Propose que ledit ordre soit rescindé et que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills privés.

Adopté.

La séance est levée à six heures quarante-cinq.

Séance du 14 février 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Annonce qu'il donne avis d'une motion ayant pour but de décider que dorénavant la Chambre siégera le samedi, pour hâter l'expédition des affaires.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Trouve que la Chambre aurait dû être avertie plus tôt. Plusieurs députés, comme lui-même, avaient des affaires à traiter samedi prochain. Il demande, en conséquence, que les séances du samedi ne commencent que le 25 courant.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'aujourd'hui les députés prennent même le vendredi.

Les députés ont pris l'habitude de quitter la ville le vendredi après-midi pour ne revenir que le mardi. Cependant il est prêt à prendre la suggestion du député de Laval (M. P.-E. LeBlanc) en considération. La question pourra être réglée avant samedi.

Rapports de comités:

M. N. GARNEAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant, et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté avec amendement:

Bill (bill no 17) à l'effet d'assurer une protection plus efficace des abeilles.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a adoptés avec plusieurs amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Bill (bill no 103) amendement les articles 2250 et 2265 du code civil.

Bill (bill E) du Conseil législatif, intitulé: "Loi amendement l'article 599 du code de procédure civile".

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a rejetés:

Bill (bill no 85) amendement l'article 59 du code de procédure civile, relativement à la juridiction de la Cour des commissaires;

Bill (bill no 91) amendement l'article 599 du code de procédure civile;

Bill (bill no 102) abrogeant l'article 774 du code de procédure civile.

M. A. TESSIER (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill (bill no 49) concernant le village de Verdun;
Bill (bill no 48) amendement la loi constituant en corporation la ville de Victoriaville.

Aussi, les bills suivants qu'il a l'honneur de rapporter sans amendement.

Bill (bill no 63) constituant en corporation la "Provincial Trust & Agency Company";

Bill (bill no 31) constituant en corporation la Société ecclésiastique de secours mutuels du Sacré-Coeur de Jésus, dans le diocèse de Chicoutimi.

Bill (bill no 118) constituant en corporation The Civic Investment Company";

Bill (bill no 112) concernant la paroisse du Saint-Enfant-Jésus, de Montréal;

Et bill (bill no 64) amendement la loi 60 Victoria, chapitre 95, concernant la succession de feu Amable Prévost.

Documents:

Listes électorales de Montréal

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 10 février 1899. demandant copie de tous ordres en conseil, papiers, documents et correspondance, depuis le 1er septembre 1897, au sujet des reviseurs pour les listes électorales dans la cité de Montréal (Document de la session no 46)

Limites à bois

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de cette Chambre, du 3 février 1899. pour un état indiquant les limites à bois vendues, ou sous licence dans la province de Québec, les noms des acquéreurs primitifs et des possesseurs actuels, la date de leur acquisition et le prix d'achat (Document de la session no 47)

Subsides

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, reprend la discussion ajournée sur l'amendement proposé, jeudi, le 9 février courant, à la question, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides)

L'HONORABLE J. SHEHYN (Québec-Est)

Monsieur l'Orateur,

L'honorable ex-trésorier a cru devoir critiquer les opérations financières du gouvernement actuel. Pourtant, l'exposé budgétaire du premier ministre, qui est un tableau vendique des opérations du 30 juin 1897 au 30 juin 1898, ne mérite certaine-

ment pas la censure de cet honorable monsieur. Cet exposé indique, d'une manière claire et précise, les retranchements et les économies qui ont été effectués dans les différentes branches du service public.

Il est facile de voir que, dans la mesure du possible, le gouvernement a agi avec économie dans l'emploi des deniers publics et que la perception du revenu n'a pas été négligée. Quoi que nous ayons fait pour remédier aux conséquences fâcheuses d'une prodigalité hors de proportion avec nos ressources et pour réparer les erreurs d'une politique imprudente, l'ex-trésorier, qui en est le principal auteur, ne semble pas satisfait de ce que nous avons accompli. C'est là une question d'opinion, et loin de moi l'idée de contester son droit de critiquer ce qui a été fait pour la restauration des finances de la province.

Il me semble que ce monsieur aurait dû hésiter avant de se lancer dans une critique de l'oeuvre de ses adversaires, lui aussi a si largement contribué, par sa politique imprudente et, même extravagante, à mettre les finances de la province dans une position difficile. Puisque cet honorable monsieur a bien voulu entrer dans une démonstration contradictoire, il ne doit pas être surpris si je relève avec un peu de vigueur des assertions que je ne considère fondées, ni en fait ni en raison.

Je me permettrai, avant d'entrer dans cette discussion, d'apprécier, aussi brièvement que possible, la politique suivie par les honorables messieurs de l'autre côté de la Chambre, de 1892 à 1897.

À la dernière session, dans ma réponse au discours de l'ex-trésorier sur l'exposé budgétaire de l'honorable premier ministre, je disais qu'il était bien difficile de se fixer sur l'orientation exacte de la politique financière de ces honorables messieurs de la gauche qui avaient été tout à tour pessimistes, optimistes et opportunistes.

En effet, ceux qui étaient députés de cette Chambre en 1892 doivent savoir sous quelles sombres couleurs le trésorier d'alors avait présenté la situation financière de la province, et je ne saurais mieux faire, pour bien rappeler le fait, que de citer ses propres paroles.

À la page 39, version française de son discours budgétaire, de 1892, il dit:

"Il n'y a qu'une seule voie à suivre, c'est d'équilibrer réellement nos recettes et nos dépenses et d'éviter de nouvelles obligations. Pour arriver à ce résultat, nous devons voir à augmenter notre revenu pendant quelques années, et cela signifie: augmenter les taxes. Il est inutile pour nous de croire que la province peut aller plus loin, sans prendre des mesures nécessaires pour faire face aux obligations. Mon prédécesseur surmontait toutes les difficultés en faisant des emprunts et en se servant des fonds en fidéicommiss, mais il faut s'arrêter, pour la seule raison qu'on ne peut recourir à d'autres emprunts". Et, à la page 40 du même discours, il observait: "En revenant à la question des voies et moyens et en parlant des véritables intérêts de la province et de notre crédit, nous devons voir à augmenter notre revenu d'environ \$1,000,000.00 par an. Il est complètement inutile de cacher la

difficulté qui nous est imposée par nos prédécesseurs: c'est pour nous une question d'existence constitutionnelle. Pour y arriver, il faut que chacun y mette un peu du sien. Quant à continuer, c'est impossible.

Voici, en regard, ce que je disais à ce sujet, dans mon discours de l'année dernière:

"La déclaration ci-dessus est bien claire: pour équilibrer la recette et la dépense, il lui fallait une somme additionnelle de \$1,000,000. Mais pourquoi \$1,000,000 de revenu additionnel, en face de son tableau no 1, annexé à son discours budgétaire de 1892, par lequel il est démontré que le déficit total entre les recettes et les dépenses ordinaires de 1888 à 1891, n'avait été que de \$528,572.70? Ces chiffres ne sont-ils pas une preuve soit de son ignorance ou de sa mauvaise foi? Dans tous les cas, il est évident que, consciemment ou non, il était dans l'erreur sur la situation. Pourquoi un million, lorsque les déficits annuels n'avaient été que de \$132,143.17 pendant l'administration qu'il axait d'extravagante? Mais ce qu'il y a d'étonnant, c'est qu'au lieu d'un million qu'il lui fallait, il s'est contenté de \$500,000. Or, que penser de celui qui déclare qu'un million est nécessaire pour équilibrer les recettes et les dépenses et qui est satisfait de la moitié de ce montant? N'est-ce pas prouver que la situation financière n'était pas telle qu'il la représentait? Mais, ce qui vous convaincra de l'incompétence de cet honorable monsieur, c'est que l'année suivante, sans tenir compte du produit des nouvelles taxes et d'une légère réduction de \$140,000. sur la dépense ordinaire, en chiffres ronds, le budget était équilibré, moins \$61,196.02, et, sur \$493,591.75 de nouvelles taxes perçues pendant l'année, il lui restait \$432,395.68 disponibles pour d'autres fins. Or, il s'était donc trompé ou avait trompé la Chambre et le pays sur la vraie situation. Si les affaires de la province eussent été dans l'état qu'il les représentait, comment lui eût-il été possible, avec les seules ressources normales, de rétablir l'équilibre, dès la première année? Poser la question, c'est la résoudre".

"L'honorable trésorier, connaissant l'impopularité des taxes vexatoires et onéreuses qu'il avait imposées sans nécessité, et sachant d'avance quel serait son sort politique en admettant qu'il s'était trompé dans ses calculs, se sert d'un échappatoire pour cacher son incurie et son incompétence. Il déclare qu'à l'avenir le produit de ces nouvelles taxes sera employé à solder des dépenses dites extraordinaires et le remboursement des dépôts de garantie. Or, que penser de la compétence financière d'un trésorier qui emploie le produit des taxes pour liquider des obligations qu'il était autorisé à couvrir par un emprunt? D'ailleurs, c'est ce qu'admettait l'honorable M. Taillon, dans son discours budgétaire en 1895, et l'honorable député de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater), dans celui de 1896. Tous deux déclaraient que les dépôts de garantie n'étaient qu'un emprunt et devaient être traités comme tels. Or, si l'honorable trésorier était dans le vrai, au sujet de la situation financière, pourquoi alors prélever des taxes pour équilibrer des obligations qu'en bonne finance il valait mieux capitaliser".

En voulant prélever un revenu additionnel d'un million, il devait avoir pour but évidemment, de réduire le passif avec le produit de ce million. mais il lui eût été bien difficile de répartir une somme aussi considérable sur les effets mobiliers. à en juger par l'impopularité des taxes qu'il a ainsi prélevées. Il lui aurait donc fallu avoir recours à une taxe sur la propriété foncière, pour obtenir un tel chiffre de revenu. Sa proposition, au point de vue financier, était absurde, car pourquoi vouloir payer des obligations contingentes, dont le montant n'était pas encore établi, et qui n'était payable que graduellement? Ne valait-il pas mieux, dans ce cas, consolider ce passif, au fur et à mesure qu'il deviendrait exigible? Ainsi, au lieu d'appliquer à l'extinction du capital soit un million ou un demi-million obtenu par des taxes onéreuses et vexatoires, il n'aurait eu qu'à prélever la somme requise pour le service des intérêts. Si réellement son intention était de diminuer le passif, il valait mieux créer un fonds d'amortissement, représentant une annuité tout au plus de \$50,000, lequel, au terme de 60 ans, eût éteint le total des obligations du 30 juin 1892. Par ce moyen, le passif aurait été graduellement diminué, sans peser trop lourdement sur les épaules des contribuables. D'ailleurs, pourquoi vouloir faire payer par la génération actuelle, le coût des travaux publics qui devaient contribuer à la prospérité et au développement de la province, et dont la génération future devait également bénéficier?

On se rappelle que l'honorable M. Hall mécontent de ce qu'on avait effectué, contre sa volonté et pendant son absence, un emprunt qu'il considérait désavantageux, envoya sa démission, et se mit en campagne pour dénoncer la politique du gouvernement dont il avait été le trésorier.

M. Hall fut remplacé par l'honorable M. Taillon. qui était premier ministre, et qui s'est déclaré, lui aussi, pour une politique d'économie et de retranchements. Dans son discours budgétaire, prononcé en Chambre, le 26 novembre 1895, quelques mois seulement avant l'avènement du chef actuel de l'Opposition au poste de premier ministre, M. Taillon disait:

"Que faut-il de plus pour obtenir l'équilibre dans les finances? D'abord, il ne faut entreprendre aucun travail extraordinaire dont le coût ne pourrait être soldé avec le revenu ordinaire, à moins d'urgente nécessité. Aucun subside ne devra être accordé pour aucune entreprise de chemins de fer. Il ne faut pas, non plus, faire revivre aucun subside qui serait périmé et nous devrions refuser, en autant que l'exigera l'intérêt public, qu'on le comprenne bien, qu'aucun subside voté ne soit transporté d'une entreprise à une autre.

"Cette politique, que le gouvernement se voit forcé de suivre, ne signifie pas seulement que nous ne devons pas augmenter la dette publique, mais même la diminuer, mais aussi qu'il faudra pratiquer la plus rigide économie. En 1892, et les années suivantes, nous avions économisé suivant certaines règles que nous nous étions tracées pour notre gouverne; peu de temps après, on nous demandait d'insérer dans les estimés certaines allocations que nous y avions retranchées. C'était impossible:

nous ne pouvions pas, non plus, y placer d'autres allocations de même nature que celles que nous avions déjà supprimées, et nous ne remplissions que d'urgence les vacances qui se produisaient dans le service civil.

Pour pouvoir condamner cette politique, il faudrait être en position d'affirmer que le peuple consentirait à de nouveaux impôts pour venir en aide à diverses entreprises ou pour subvenir à des dépenses qui ne sont pas d'absolue nécessité. Mais qui osera faire pareille avance?"

Ainsi, il est évident par ces déclarations publiques, que ces messieurs prétendaient suivre une politique d'économie et de retranchements, éviter surtout de se lancer dans aucune nouvelle entreprise, sans avoir les fonds en caisse pour en solder le coût. Il faut aussi se rappeler que le chef de l'Opposition ainsi qu'un certain nombre de ses collègues, avaient donné leur appui à cette politique et l'avaient défendue, même par leurs discours.

Quelques mois à peine s'étaient-ils écoulés depuis les déclarations du premier ministre, en 1895, que l'honorable chef actuel de l'Opposition succédait à l'honorable M. Taillon et prenait comme trésorier, l'honorable monsieur qui vient de faire un discours contradictoire sur le budget.

L'honorable chef de l'Opposition devenu premier ministre se déclare pour une politique processive et généreuse. L'ex-trésorier de la province exprime les mêmes idées que son chef, comme l'indique son discours, à la page 4, version française. Voici les propres paroles dont il s'est servi:

"Nous sommes encore un jeune pays, si nous comptons d'après la manière dont on juge l'âge des nations. Nos industries et nos ressources naturelles sont encore dans leur enfance et, à mesure que nous grandissons, que nous développons nos ressources et que notre population augmente, il est inévitable que nos dépenses augmentent. La somme qui aurait pu paraître énorme à nos pères, et même extravagante, ne représente aujourd'hui que la dépense nécessaire et exigée pour le progrès du pays. Bien comprise et bien appliquée, une dépense extraordinaire signifie un placement pour l'avenir, dont nous récolterons des bénéfices qui donneront au Trésor un ample rendement sur les déboursés actuels. Nulle province ou pays ne peut rester immobile; il faut avancer ou reculer.

Quel langage différent de celui qu'avaient tenu ses prédécesseurs et même son chef actuel avant son avènement au poste de premier ministre!

On sait quelle guerre acharnée on a faite au régime Mercier, au sujet de sa politique de progrès. Après avoir approuvé par son vote et par sa parole la politique du premier ministre qui l'avait précédé, le chef de l'Opposition et ses collègues s'engagent dans une voie contraire. La situation financière était-elle de nature à lui faire abandonner la route que ses prédécesseurs avaient suivie? Au contraire, il n'y avait rien qui pût le justifier de se lancer dans une politique si opposée à celle qui avaient été officiellement énoncée par ses amis. quelques mois avant son avènement, puisque la dette publique et les dépenses s'étaient accrues, que la recette avait été réduite l'année précédente

par l'abolition des taxes commerciales et la taxe sur certaines personnes, qui toutes deux avaient produit une moyenne annuelle de \$106,652.72 et par l'abolition, à la même session, de celles sur les mutations de propriété, qui avaient produit annuellement une somme de \$196,768.87 Il est clair et évident que c'était une évolution complète de la part du chef de l'Opposition et un abandon de la politique qu'il avait préconisée avant de devenir premier ministre.

Mais ce n'est pas tout. À cette même session, le chef actuel de l'Opposition obtenait de la Législature l'autorité de régler sur le pied de 17 cts et demi le deuxième 35 cts sur les terres accordées à différentes compagnies de chemins de fer, lesquels

35 cts ne devaient être payés que lorsque ces terres seraient vendues et livrées. Ce règlement entraînait une dépense additionnelle de \$1,647,601.90. Au fond, ce n'était qu'un prétexte pour accorder des subventions à des compagnies de chemins de fer dont nos adversaires recherchaient l'appui pour les élections générales qui étaient à la veille d'avoir lieu. Quelques mois plus tard, l'actuel chef de l'Opposition (M. E.J. Flynn) s'engageait, par arrêté en conseil, à faire voter à la session suivante de nouvelles subventions pour un montant d'un million, en chiffres ronds. Alors, pourquoi osait-il se lancer dans une politique qui était hors de proportion avec les ressources de la province? Ainsi que le tableau suivant l'indique:

Le total de la dépense ordinaire et extraordinaire de 1893 à 1897, a été de \$21,607,830.84,	
ce qui représente une moyenne par année de	\$4,321,566.17
Le total des recettes de 1893 à 1897, a été de \$21,067,784.61, faisant une moyenne	
annuelle de	\$4,213,556.92
Moins, à déduire, les taxes abolies qui avaient produit une somme annuelle de	303,394.19
Laissant en perspective une balance de recettes de	\$3,910,162.73
Maintenant, si on ajoute la dépense à encourir pour le règlement du 2ème 35 cts, à 17 cts, et demi, soit:	\$1,650,026.17
Et les engagements par arrêtés en conseil, soit:	1,000,000.00
Ces deux sommes réunies forment un total de	\$2,650,026.17
Le service annuel d'intérêts sur cette augmentation du capital, soit:	\$ 92,750.00
Or, si vous ajoutez au montant des dépenses annuelles, de	\$4,321,556.17
La somme additionnelle d'intérêts, soit:	92,750.00
Le chiffre de la dépense se trouve porté à:	\$4,414,306.17
Sans compter les subventions aux chemins de fer, les fonds en fidéicommiss et les dépôts de garantie.	
Déduction de la moyenne de la recette annuelle de 1892 à 1897, moins la perte de revenu par l'abolition des taxes:	\$3,910,162.73
Le déficit probable à cette date était de	\$ 504,143.44

Telle était donc la perspective financière à cette époque, en prenant la moyenne des dépenses encourues de 1892 à 1897.

Mais, si l'on prend pour point de comparaison la dépense de l'année 1897, qui s'est élevée à \$4,892,282.70, l'écart eut été de \$982,119.97, en comptant sur une recette annuelle, (déduction faite du produit des taxes qu'on venait d'abolir] de \$3,910,162.73. Mais les recettes, en 1897 n'ont été que de \$3,877,303.18.

Lorsque ces jours derniers j'entendais le chef de l'Opposition accuser le ministère actuel de capitulation, de changement d'attitude au sujet de sa mesure sur l'Instruction publique, je n'ai pu faire autrement que de sourire. Il avait évidemment oublié, dans un moment d'enthousiasme oratoire, qu'il n'avait pas toujours été conséquent avec lui-même, dans sa politique comme premier ministre et comme collègue des premiers ministres conservateurs précédents.

Je l'entendais aussi, dans le même discours, faire allusion, en plusieurs circonstances, au mot "principe".

Je ne suis pas au fait de la subtilité technique que l'honorable chef de l'Opposition attache à ce mot; mais il me semble, d'après mes faibles connaissances, que celui qui se déclare en faveur d'une politique d'économie et de retranchements, émet là un principe politique. Mais si le même homme, quelques mois après, donne dans une voie tout à fait contraire, c'est là une évolution politique.

Quant à l'ex-trésorier, il n'était pas lié comme son chef par des déclarations antérieures, mais, comme trésorier, il était de son devoir d'être au fait de la situation financière, avant de faire la déclaration énoncée dans son discours budgétaire et exprimée durant les élections générales. Ou il devait être renseigné sur la situation, ou il ne l'était pas. S'il l'était, il trompait la Chambre et le pays en adoptant une politique qui n'était pas en rapport avec les ressources de la province. S'il n'avait pas saisi la situation réelle, il trompait également la Chambre et le pays, car il était de son devoir de la connaître avant que de se prononcer publiquement. Dans un cas comme dans l'autre, il trompait la Chambre

et le pays en déclarant que le Parti conservateur avait réussi, par sa politique, à équilibrer le budget.

Après cette revue générale sur la politique suivie par nos prédécesseurs, je me permettrai maintenant de relever, les unes après les autres, les assertions fallacieuses et erronées que contient la démonstration contradictoire de l'ex-trésorier en réponse au discours de l'honorable premier ministre.

Je dois avouer sincèrement que j'ai été émerveillé de cette démonstration faite avec une désinvolture et un sans-gêne qu'on ne s'attend pas à trouver chez un homme qui a occupé la position responsable de trésorier de la province. Son discours ressemble à une harangue débitée sur un "husting", par un homme qui n'est pas censé être au fait des questions financières de la province.

LE PRÉTEXTE DES DÉFICITS

Sous cette rubrique fallacieuse, l'ex-trésorier, qui n'a pas le courage d'assumer la responsabilité

de ses propres actes administratifs, essaie de se disculper par des assertions oui ne sont fondées ni en fait ni en raison.

"L'administration actuelle, dit-il, a pris le pouvoir au mois de mai 1897, et, j'affirme maintenant comme je l'ai affirmé l'an dernier, qu'entre le jour de leur arrivée au pouvoir et le dernier jour de l'année, ils ont fait tout ce qu'il leur était possible pour augmenter la dépense et retarder la perception du revenu, afin de mettre un déficit aussi considérable que possible, et de commencer une année sans obligations courantes à rencontrer".

Ses prétentions sont donc que nous avons retardé la perception du revenu appartenant à l'exercice de 1897, et que nous avons fait notre possible pour augmenter la dépense de ce même exercice, afin d'en faire bénéficier l'année suivante.

Désirant, à tout prix, se libérer d'une responsabilité qui n'incombe qu'à lui seul, il voudrait rejeter sur le gouvernement actuel les conséquences fâcheuses de sa propre incurie.

Les états suivants vont démontrer l'inanité de ses insinuations:

Estimés de la dépense, pour l'exercice 1896-97.

L'estimé de la dépense ordinaire pour 1897, d'après le budget de M. Taillon. (Voir exposé budgétaire du 26 novembre 1895), s'élevait à	\$3.946.834.74
Le 9 décembre 1896, les mêmes estimés, avec les mandats spéciaux émanés du 30 juin 1896 au 9 décembre 1896, y compris les estimés supplémentaires, le tout contrôlé et révisé par l'honorable trésorier, s'élevait à	4.181.442.68
Différence en plus:	\$ 234.607.94
Les estimés de l'honorable M. Taillon, le 26 novembre 1895, pour dépenses extraordinaires, étaient de:	\$ 10.228.00
Le 9 décembre 1896, le chiffre de cette dépense était porté à	178.661.34
Ainsi, le 9 décembre 1896, les estimés pour la dépense ordinaire, de 1897, révisés sous le contrôle de l'honorable M. Atwater, s'élevaient à	4.181.442.68
Si vous ajoutez à ce chiffre celui de la dépense extraordinaire, soit:	178.661.34
Le total des estimés de la dépense, pour 1897, était à cette date, de:	\$4.360.104.02
Le budget révisé de la dépense prévue, pour l'exercice de 1896-97, et présenté à la Chambre le 9 décembre 1896, était donc, de:	\$4.360.104.02
L'estimé ordinaire de l'honorable M. Taillon, tel que soumis à la Chambre et voté pendant la session de 1895, était de:	3.957.346.43
Le 9 décembre 1896, l'augmentation sur le budget ordinaire de M. Taillon, était de:	\$ 402.757.59

sans compter les subsides de chemins de fer et les remboursements de dépôts de garantie et les fonds en fidéicommis.

Tel était l'estimé de la dépense pour l'exercice 1897, le 9 décembre 1896, lorsqu'il n'y avait que cinq mois et quelques jours que cet exercice était commencé.

L'honorable ex-trésorier, dans son discours budgétaire, n'a pas dit un mot au sujet de cette augmentation sur les estimés de son prédécesseur, mais s'est simplement occupé à démontrer qu'il espérait pouvoir encaisser le montant estimé de la recette moins \$20.000.

Estimé de la dépense, le 9 décembre, pour l'exercice de 1897.	\$4.360.104.00
Estimé de la recette, moins recettes sur les mutations de propriété, au montant de \$125,143.00, soit:	3.982.556.00
Déficit.	\$ 377.548.02

Maintenant quel était l'état de la dépense et des recettes réelles, le 26 mai 1897?

Le montant actuellement dépensé, à cette date par l'administration de nos prédécesseurs, s'élevait à:	\$3.973.346.43
Le montant encaissé était de:	3.214.993.69

Déficit entre les recettes et les dépenses

\$ 758.352.74

Ainsi, le 26 mai 1897, le déficit constaté par la trésorerie, était de \$758.352.74.

Il est établi qu'avant notre arrivée au pouvoir, ces honorables messieurs qui voudraient aujourd'hui nous faire porter la responsabilité d'une partie du déficit de cet exercice, en alléguant que nous avons fait rentrer des dépenses qui n'auraient dû figurer que l'année suivante, avaient donc, lors de leur démission, un déficit réel de \$758,352.74 entre les recettes et les dépenses, non compris les subventions aux chemins de fer, le remboursement des dépôts de garantie et les fonds en fidéicommis. Si nous ajoutons à cet écart ce qu'ils avaient payé jusqu'au 26 mai 1897 sur les 17 cents et demi en règlement du 2ème 35 cts, soit \$1,164,638.33, ces deux som-

mes réunies forment un total de \$1.922.990.07. Tel était donc le déficit réel à cette date.

Cependant, ce sont les mêmes hommes qui se sont vantés publiquement d'avoir rétabli l'équilibre dans les finances, lorsqu'il devait être à leur connaissance que tel n'était pas le cas.

Ils trompaient donc sciemment la Chambre et le pays sur la vraie situation financière de la province.

L'état suivant des estimés de la dépense pour 1897, votés en 1895, avec les estimés supplémentaires votés en 1896, ainsi que les mandats spéciaux émis par l'ex-trésorier, du 30 juin 1896 au 26 mai 1897 et ce qui avait été payé à cette date, en vertu de crédits statutaires, démontrera la fausseté des prétentions de l'ex-trésorier.

ÉTAT de la dépense, non compris les subventions aux chemins de fer, les dépôts de garantie et les fonds en fidéicommiss du 1er juillet 1896 au 26 mai 1897, montrant les estimés de la dépense pour différents services pour l'exercice 1897, le montant requis pour le même service du 26 mai au 30 juin 1897, l'estimation de la dépense totale pour l'année et l'excès probable de cette dépense sur les estimés votés pour cet exercice.

	Dépense jusqu'au 26 mai.		Dépensé en plus.		Non dépense		Montant requis pour couvrir les crédits épuisés par nos pré-décesseurs et pour solder les obligations ordinaires du service public du 26 mai au 30 juin 1897.
	\$	cts	\$	cts	\$	cts	
Dette publique.	1,523	202.56	1,164,250.71				27,671.60
Legislation.	194	688.95	233,943.97	39,255.02	358,951.85		48,356.17
Gouvernement civil.	251	244.22	248,308.80		2,935.02		24,886.15
Administration de la justice.	471	600.00	476,088.20	4,488.20			91,706.67
Police.	22	940.00	18,594.65		4,345.35		
Prisons de réforme, écoles de réforme, etc.	61	000.00	51,707.74		9,292.26		8,000.00
Inspection des bureaux publics.	9	000.00	8,610.55		389.45		177.20
Instruction publique.	366	760.00	341,760.00		25,000.00		27,500.00
Institutions littéraires et scientifiques.	2	500.00	2,146.66		83.34		2,000.00
Arts et métiers.	10	000.00	13,000.00	3,000.00			
Agriculture.	166	450.00	208,950.00	42,500.00			
Immigration.	4	250.00	3,590.64		659.36		11,343.92
Colonisation.	81	100.00	162,900.00	81,800.00			7,000.00
Travaux et édifices publics (ordinaires).	109	860.76	140,344.46	30,483.70			36,169.36
Travaux et édifices publics (extraordinaires).	10	228.00	173,700.19	163,472.19			72.35
Asiles des aliénés.	286	000.00	259,289.38		26,710.62		40,800.00
Diverses institutions de bienfaisance.	44	438.25	44,175.75		262.50		
Terres de la couronne.	168	600.00	183,600.00	15,000.00			27,421.21
Registres.	30	000.00	25,734.58		4,265.42		
Gazette officielle de Québec.	14	000.00	13,371.18		628.82		
Timbres, licences, etc.	10	000.00	8,862.27		1,137.73		10,577.42
Services divers.	119	200.00	190,146.70	70,946.70			
	3,957	062.74	3,973,346.43	450,945.81	434,662.12		363,682.05

Tel était l'état des dépenses prévues, le 26 mai 1897 et la dépense non prévue, du 26 mai au 30 juin 1897. Mais si l'on déduit du budget du 26 mai, qui se décompose comme ci-dessous, le montant actuellement dépensé par nos prédécesseurs avant leur démission, on établit la balance non dépensée à cette date.

Le budget général, voté en 1895, était de.....	\$3,957,062.74
Le budget supplémentaire, voté en 1896.....	187,318.42
Mandats spéciaux émis par l'ex-trésorier, du 30 juin 1896 au 26 mai 1897....	299,722.94
Payé en vertu de crédits statutaires, jusqu'au 26 mai 1897.....	52,424.38
Total des estimés jusqu'au 26 mai.....	\$4,496,528.48
Dépensé jusqu'au 26 mai 1897.....	3,973,346.43
Balance non dépensée sur les \$4,496,528.48.....	523,182.05
Déduction faite du service des intérêts à payer, du 26 mai au 30 juin 1897, soit.....	386,623.45
Balance disponible pour les différents services, du 26 mai au 30 juin 1897.....	\$ 136,558.60
 On voit par le tableau précédent que le montant dépensé, du 30 juin 1896 au 26 mai 1897, est de.....	\$3,973,346.43
Que le montant non dépensé sur les estimations originaires est de.....	434,662.12
Montant requis, du 26 mai au 30 juin 1897, non pourvu dans les estimés....	363,683.05
.....	\$4,771,690.60
 Le budget voté en 1895 était de.....	\$3,957,062.74
Budget supplémentaire voté en 1896.....	187,318.42
Mandats spéciaux émis par l'ex-trésorier, du 30 juin 1896 au 26 mai 1897.....	299,722.74
Payé en vertu des crédits statutaires jusqu'au 26 mai 1897.....	52,424.33
.....	4,496,528.48
 Balance non pourvue pour solder les obligations, du 26 mai au 30 juin 1897.....	\$ 275,162.12
Moins crédits statutaires.....	12,915.42
.....	\$ 262,246.70
 Balance non dépensée sur le budget général.....	\$ 434,662.12
Montant requis, du 26 mai au 30 juin 1897.....	363,682.05
.....	\$ 793,344.17
Moins balance non dépensée, sur les \$4,496,528.48.....	523,182.05
.....	\$ 275,162.12
Moins ce qui a été payé en vertu de crédits statutaires.....	12,915.42
.....	\$ 262,246.70

Ainsi sur les \$523,182.65 de crédits non épuisés le 26 mai, après déduction faite des \$386,623.45 pour le service des intérêts sur nos obligations, il ne restait pour tous les services publics que la minime somme de \$136,558.60, montant tout à fait insuffisant pour rencontrer les besoins même les plus pressants.

Notre seule ressource pour entretenir le rouage de l'administration en général était de prélever, par mandats spéciaux, les fonds nécessaires s'élevant, d'après les estimés des officiers du Trésor, à \$262,246.70, mais dont il n'a été dépensé que \$258,878.43, somme requise pour refaire les crédits épuisés pour différents services.

Je crois avoir établi, par les états et les chiffres que je viens de soumettre que les accusations de l'ex-trésorier sont erronées. Par un simple examen

des dépenses, du 26 mai au 30 juin 1897, il est facile de se convaincre que le gouvernement s'est strictement limité aux obligations ordinaires du service public de cet exercice.

L'ex-trésorier, qui n'a pas le courage d'assumer la responsabilité de son administration, essaie, par des insinuations d'en mettre une partie sur les épaules de ses adversaires, dont le rôle s'est tout simplement limité à payer la dépense due et exigible, du 26 mai au 30 juin 1897. Cependant, c'est sur l'émission des mandats spéciaux remplaçant les crédits que l'ex-trésorier avait épuisés par sa politique extravagante et qui étaient indispensables pour solder les dépenses ordinaires du service public, qu'il ose aujourd'hui critiquer le gouvernement actuel.

Mais c'est là la seule ressource que le gouvernement avait à sa disposition pour prélever les fonds nécessaires pour solder les obligations de ces messieurs. Cette critique est d'autant plus déplacée de sa part que cet honorable monsieur, au commencement de la même année, lorsqu'il avait à sa disposition tous les crédits nécessaires pour la dépense de l'exercice, avait émis avant la session des mandats spéciaux pour une somme de \$213.145.89, et qu'après la même session, où il venait d'établir de nouveaux crédits par un budget supplémentaire, il faisait une nouvelle émission de mandats s'élevant à \$90.555.55. Ces deux sommes forment un total en mandats spéciaux, émis par lui, du 30 juin 1896 au 26 mai 1897, de \$303,701,44.

Sa critique est d'autant plus injuste que les obligations couvertes par ces mandats spéciaux avaient été contractées par eux, étaient dues et exigibles avant le 30 juin 1897 et essentiellement attribuables à cet exercice et non au suivant.

Cet honorable monsieur a donc deux poids et deux mesures. Au pouvoir, il se donne le luxe d'émettre librement des mandats spéciaux pour un énorme montant, et ce, au commencement même d'une année fiscale, lorsqu'il a à sa disposition tous les crédits votés pour cet exercice. Dans l'Opposition, il condamne l'émission de mandats qui ont servi à refaire les crédits qu'il avait épuisés par ses prodigalités. Il doit savoir pourtant que le produit de ces mandats a été employé uniquement à couvrir les dépenses ordinaires dont les crédits avaient été absorbés avant son départ par un accroissement de dépenses non prévues dans son budget.

"Mais, dit-il, les réclamations pour lesquelles ces mandats ont été émis ne tombaient aucunement sous le coup de la loi qui régit l'émission des mandats, et si ces réclamations étaient légitimes elles auraient dû être incluses dans le budget supplémentaire qui aurait dû être soumis à la dernière session. Cela aurait fourni l'occasion de les discuter, et, par conséquent, elles auraient été incluses, non pas dans le budget de 1897, mais dans celui de 1898".

Dans l'Opposition, ce monsieur devient tout à coup scrupuleux sur l'article de la loi; mais il ne l'était pas autant lorsqu'il était au pouvoir. Les mandats émis par lui, pendant l'exercice de 1897, ne tombaient nullement sous le coup de la loi qui en régit l'émission, car il avait reçu les crédits requis pour subvenir à toutes les exigences ordinaires de cet exercice. S'il avait administré les affaires avec sagesse et économie, il n'y aurait eu aucune nécessité d'avoir recours à des mandats spéciaux, puisque, dans ce cas, le budget des dépenses n'aurait pas excédé les crédits votés.

Mais, grâce à sa politique extravagante, comme le démontrent les états ci-dessus, la plupart des crédits votés étaient à sa disposition, épuisés, et les mandats spéciaux émis par lui, dépensés. C'est donc lui qui s'est mis en contradiction avec la loi et non pas le gouvernement actuel. Les mandats émis par le gouvernement Marchand tombaient tous sous le coup de la loi, vu leur urgence et leur emploi exceptionnel qui était de maintenir le rouage administratif qui, sans les fonds ainsi pré-

levés, eut produit des conséquences fâcheuses pour l'honneur et le crédit de la province.

Dans les circonstances exceptionnelles où nous nous sommes trouvés, quelle était la politique à suivre? Devions-nous laisser tous les services ordinaires en souffrance, pendant plusieurs mois, et arrêter tout le rouage administratif, ou bien prendre les moyens de subvenir aux dépenses indispensables des différents services, en émettant de mandats pour prélever les fonds requis, pour en maintenir le bon fonctionnement? C'est cette dernière alternative que nous avons prise, et nous croyons n'avoir violé aucun principe de la loi en ayant adopté le seul moyen d'éviter les conséquences fâcheuses de la politique de l'ex-trésorier, qui prétend que l'on aurait dû attendre à la session suivante pour obtenir les crédits nécessaires pour liquider des obligations essentiellement du ressort de l'exercice 1897, et non de celui de 1898.

Je comprends que l'ex-trésorier eut préféré que le gouvernement actuel eut adopté la ligne de conduite absurde, qu'il propose, car une telle politique aurait servi à voiler son déficit de 1897 et en faire porter la responsabilité par ses adversaires.

Je crois avoir démontré suffisamment l'absurdité de la critique de l'honorable monsieur à cet égard.

Pas un centin des fonds ainsi prélevés n'a servi à solder une seule obligation contractée par nous, mais ils ont été employés uniquement à payer les dépenses indispensables des différents services auxquels l'honorable ex-trésorier aurait dû pourvoir avant son départ.

Après avoir attaqué le gouvernement actuel au sujet de l'émission de mandats spéciaux pour payer ses propres obligations, il prétend que le gouvernement, dont il était le trésorier, a été "obligé de payer" pendant l'exercice de 1897, des dépenses qui ne pouvaient être évitées et qui n'étaient nullement normales, dont quelques-unes même devaient être attribuées au régime libéral. C'est là la signification de la version anglaise de son discours, mais dans la version française on va plus loin. On met en tête de rémunération des dépenses qu'il a été obligé de payer, la rubrique suivante: "Dépenses dont les Conservateurs n'étaient pas responsables". Cette rubrique est fautive, car, à l'exception de quelques items qui sont censés appartenir à la politique libérale, la majeure partie est de provenance conservatrice. L'année dernière, il admettait que la plupart des items qu'il énumérait et qui sont les mêmes qu'il énonce, cette année, n'avaient pas été prévus dans le budget de l'honorable M. Taillon, son prédécesseur: mais cette année, il va plus loin: il veut rejeter sur les épaules de ses adversaires la responsabilité de toutes ces dépenses dites exceptionnelles, mais qui ne l'étaient certainement pas dans la plupart des cas. Ces dépenses sont exceptionnelles en ce sens qu'elles ont dépassé le chiffre des crédits votés grâce à sa prodigalité et à son incurie.

L'honorable ex-trésorier sait mieux que qui ce soit que c'est une fausseté de sa part que de vouloir mettre sur le compte de ses prédécesseurs

des dépenses pour lesquelles ni de loin ni de près, ils ne sont responsables.

Ainsi, sur un montant de \$628,790, qui est le chiffre auquel s'élèvent les items qu'il énumère, il n'y a qu'une somme de \$184,590 qui puisse être attribuée au régime libéral et être considérée comme d'anciennes réclamations provenant

d'engagements antérieurs à 1892. Ces réclamations qui étaient contestées ont été définitivement réglées soit par arbitrage, soit par jugement rendu. Tout le reste est purement du ressort de la politique conservatrice, et la majeure partie est due à l'incurie de l'ex-trésorier et de son chef.

Si vous déduisez ces \$184,590, du déficit entre les recettes et les dépenses ordinaires et extraordinaires de 1897, sans compter les subventions aux chemins de fer, le remboursement des dépôts de garantie et les fonds en fidéicommiss, soit.....	\$1,014,816.48
Moins.....	184,590.00

Il reste toujours un déficit de.....	830,226.48
--------------------------------------	------------

Les items qui forment ces \$184,590 se décomposent comme suit:

Cour de justice à Montréal

Réclamations Berger, Perrault et Ménard (qui sont discutables, car le département n'a jamais pu obtenir une définition exacte du chiffre de la vraie responsabilité de cet item entre les travaux faits sous le régime libéral et sous celui des Conservateurs), d'après le chiffre du montant qu'indiquent les comptes publics, comme payé pour des réclamations.....

\$ 133,834.00

Réclamation Dussault.....

14,518.00

Réclamation Waterous.....

2,178.00

Succession de Guillaume Amyot.....

4,000.00

Achat de la propriété de la Grande-Allée.....

30,060.00

(Quant à cette propriété on peut la considérer comme actif puisque le terrain représente la valeur de la somme payée).

\$ 184,590.00

Sur la balance des \$628,700, moins le montant ci-dessus de \$184,590, il reste \$473,980. Ce chiffre représente tous les items pour lesquels nos amis de la gauche sont seuls responsables. Ni le gouvernement Marchand, ni le gouvernement Mercier n'ont eu rien à faire avec les obligations que représentent ces \$473,980. Donc, l'ex-trésorier trompe sciemment la Chambre en se servant de la rubrique qu'il a employée dans la version française de son discours, car, à l'exception de \$184,590.00, sur un total de \$628,700, la balance est entièrement attribuable à la politique de nos adversaires.

L'ex-trésorier a agi avec connaissance de cause. Son but réel était de mystifier la Chambre et les électeurs en leur présentant sous une fausse rubrique des chiffres erronés et fallacieux; il a voulu créer l'impression que ces réclamations découlaient de la politique d'un régime antérieur.

Voilà le truc employé par l'ex-trésorier pour se disculper de l'énorme déficit qu'il a lui-même créé par une trop grande prodigalité dans ses opérations. J'accuse l'ex-trésorier de n'être ni franc ni loyal à la Chambre et au pays en représentant "certaines dépenses" sous un jour qui n'est pas véridique, et en voulant faire porter la responsabilité de son déficit sur les épaules de ses adversaires. J'avoue que, pour ma part, jamais je n'aurais osé venir devant cette Chambre avec une telle défense; celui qui s'en sert n'est qu'un farceur, et ne mérite pas le titre d'homme sérieux.

Après s'être servi des moyens que je viens de signaler afin de voiler aux yeux de la Chambre

et du pays les résultats de son incurie financière, dont il voudrait se justifier en en rejetant une partie sur les épaules de ses voisins, il insinue que les recettes provenant des terres de la couronne, au montant de \$200,000 ont été pendant cet exercice retenues par nous, afin d'en faire bénéficier le budget de l'année suivante. C'est là sa prétention; cependant, dans son discours de la dernière session, il ne réclamait que \$74,000. Comme on le voit, cet honorable monsieur s'est enhardi, et pour rendre plausibles ses assertions, il n'hésite pas à se servir de chiffres erronés. "Comme preuve, dit-il, de ce que j'affirme, du 1er juillet 1897 au 1er janvier 1898, il a été perçu dans le département des terres de la couronne \$448,940, tandis que du 1er juillet 1896 au 1er janvier 1897, les recettes n'ont été que de \$194,339." Cela n'est pas véridique, car les recettes, d'après un état officiel du département, étaient de \$338,367. Voilà une erreur assez sérieuse, commise sciemment ou non; dans tous les cas, on est porté à croire qu'il se sert d'un chiffre inférieur pour démontrer que si, en 1897, les recettes n'étaient que de \$194,339, contre \$448,940 en 1898, et de \$515,727, en 1899, c'est que la différence entre ces deux montants aurait dû être perçue dans le cours de l'exercice en question. Mais même pour 1899, il commet une erreur, car les recettes sont pour les premiers six mois, de \$460,606.91 et non \$515,127.

Le tableau officiel suivant des recettes des terres de la couronne, de 1892 à 1897, va démontrer l'erreur de l'ex-trésorier sur les données dont il se sert à l'appui de sa thèse;

Département des Terres. Forêts et Pêcheries.

Montant des recettes, du 1er juillet au 31 décembre 1892.....	\$424,054.48
Montant des recettes, du 1er juillet au 31 décembre 1893.....	403,269.93
Montant des recettes, du 1er juillet au 31 décembre 1894.....	299,655.56
Montant des recettes, du 1er juillet au 31 décembre 1895.....	383,350.20
Montant des recettes, du 1er juillet au 31 décembre 1896.....	338,367.75
Montant des recettes, du 1er juillet au 31 décembre 1897.....	450,030.71
Montant des recettes, du 1er juillet au 31 décembre 1898.....	460,606.91

Recettes totales

\$ 684,006.78 1892 Recettes du 26 mai au 30 juin 1892.....	\$148,699.12
990,937.67 1893 Recettes du 26 mai au 30 juin 1893.....	184,160.98
905,163.96 1894 Recettes du 26 mai au 30 juin 1894.....	214,612.10
866,032.10 1895 Recettes du 26 mai au 30 juin 1895.....	239,591.33
1,045,310.19 1896 Recettes du 26 mai au 30 juin 1896.....	297,089.29
878,477.66 1897 Recettes du 26 mai au 30 juin 1897.....	211,948.44

Département des Terres, Forêts et Pêcheries,
V. Derome,
Comptable.

Québec, 13 février 1899.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries

ÉTAT indiquant les sommes payées au département, en juillet et en août de chaque année depuis 1892, qui étaient dues et payables durant l'année fiscale précédente:

1892		
Juillet 4 J.R. Booth.....	Droits de coupe de bois.....	\$12,825.06
Juillet 18 A. Charlebois.....	Rente foncière.....	1,755.83
Juillet 21 Gédéon Gagnon.....	Bonus et rente foncière.....	1,231.21
		<hr/>
		\$15,812.10
1893		
Juillet 5 Chariemagne et Lac	Droits de coupe.....	\$ 1,151.85
Ouareau L. Co.		
1894		
Juillet 21 B.A. Scott.....	Droits de coupe.....	\$ 2,500.00
Août 23 A. Baptist.....	Droits de coupe.....	8,637.90
		<hr/>
		\$11,137.90
1895		
Août 1 St. Lawrence Lumber Co.....	Droits de coupe.....	\$ 4,000.00
1896		
Juillet 7 J.R. Booth.....	Billet dû 15 juin 1896.....	\$11,409.67
1897		
Juillet 2 Gidmour & Hughson.....	Droits de coupe.....	\$16,448.00
Juillet 26 J. & B. Grier.....	Droits de coupe.....	2,659.04
		<hr/>
		\$19,117.04
1898		
Juillet 2 J.R. Booth.....	Droits de coupe.....	\$ 3,385.34
Juillet 5 J. & B. Grier.....	Droits de coupe.....	2,664.48
Juillet 29 King Brothers, balance.....	Droits de coupe.....	196.69
		<hr/>
		\$ 6,246.51
		<hr/>

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

Québec, 13 février 1899.

V. Derome,
Comptable.

On constate par cet état que rien de particulièrement anormal n'a eu lieu en 1897, autre que les fluctuations ordinaires qui ont lieu suivant que le commerce de bois est plus ou moins prospère.

Lex-trésorier induit la Chambre en erreur lorsqu'il dit que la recette aurait dû être de \$200,000 en plus. Les estimés de son prédécesseur le démentent sous ce rapport. Dans son budget, l'honorable M. Taillon estimait la recette des terres de la couronne, pour l'année 1897, à \$954,000, et voici ce qu'il disait dans son discours budgétaire, du 26 novembre 1895, au sujet de cet item: "Terres de la couronne". "Il est connu, disait-il, que les recettes de ce département proviennent en grande partie de la coupe du bois. Les coupes de bois pour 1897 seront contrôlées par la quantité de bois qui sera coupé, pendant l'hiver qui va commencer. Cette industrie est très variable et, conséquemment tout estimé à ce sujet est exposé à être erroné." (Voir page 5 de son discours, version anglaise)

M. Taillon semblait donc avoir des doutes au sujet de son estimé de la recette pour 1897, et on est porté à conclure de ses paroles, qu'il n'était pas certain de réaliser le montant qu'il avait porté au budget. Il avait raison, car l'on sait qu'en 1897 le commerce de bois n'a pas été aussi favorable que l'année précédente, et il est facile de voir par les tableaux que j'ai soumis, que les recettes de ce département varient d'une année à l'autre...

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Dit qu'une vente de terres de la couronne et de pouvoirs hydrauliques qui devait avoir lieu le 15 juin 1897 avait été remise dans le seul but de créer le déficit du 30 juin 1897.

L'HONORABLE J. SHEHYN (Québec-Est): Le montant réellement perçu pour l'exercice 1897 a été de \$859,800; différence en moins avec l'estimation, \$74,200. Le 26 mai 1897, il avait été perçu \$666,323.13 et la balance non rentrée à cette date était de \$287,676.87. Mais d'après une nouvelle révision des estimés faite le 26 mai, les officiers du trésor déclaraient dans leur rapport qu'on ne pouvait compter que sur \$266,630.25, ce qui est \$21,046 en moins, réduisant la première estimation à \$932,953.38. La différence de l'estimé avec la perception réelle n'est donc que de \$54,153.38, et non \$200,000. D'ailleurs par l'état officiel que j'ai soumis, il est facile de voir que le montant non payé au 30 juin 1897 n'excède que bien légèrement, pour la coupe du bois, due à cette date, la moyenne des années précédentes. De plus, d'après des renseignements pris au département, j'ai constaté que le montant des arrérages à collecter ne dépassait pas ceux des autres années.

Ce ne sont donc que des assertions non fondées, dont ce monsieur, se sert pour créer sur la Chambre l'impression qu'il désire. Il est facile de voir qu'il n'éprouve aucun scrupule de se servir

de chiffres erronés et fallacieux, pourvu qu'il réussisse à faire croire que la diminution des recettes provenant des terres de la couronne est due à la négligence de ses successeurs. Ses insinuations ne manquent pas d'habileté, je l'avoue.

Pour armer à son but, il a d'abord eu recours à une fausse rubrique. Il pêche contre la vérité lorsqu'il déclare qu'une somme de \$628,000 était une dépense exceptionnelle et inévitable dont la majeure partie n'était pas de son ressort: il fausse également la vérité au sujet des recettes des terres de la couronne, lorsqu'il prétend qu'elles auraient dû produire \$200,000 de plus. Dans son discours de l'année dernière, il admettait le contraire, et même son prédécesseur, dans son discours sur le budget, semblait craindre de ne pouvoir réaliser le montant de son estimation de \$954,000.

Sa démonstration contradictoire au sujet du déficit de 1897 est fallacieuse et erronée sous tous les rapports.

"Une juste comparaison". "Les dépenses augmentées par le gouvernement Marchand".

Cette rubrique de l'ex-trésorier n'est pas véridique. "Pour avoir une juste idée des deux administrations, il faut comparer, ajoute l'ex-trésorier, une année entièrement contrôlée par nos adversaires et une année par nous. Or, j'attire l'attention sur la comparaison suivante entre 1896 et 1898".

Sous le titre "d'une juste comparaison", il prétend que les dépenses ont été augmentées par le gouvernement Marchand. Il appuie sa preuve sur une comparaison des dépenses de 1896 avec celles de 1897. Ce n'est pas là une juste comparaison entre les deux administrations, puisqu'il ignore le seul exercice qu'il ait contrôlé, et se sert des chiffres d'un exercice qui n'est pas le sien, mais celui de son prédécesseur. Il semble ne pas oser défendre son administration des finances. En effet, par une comparaison de 1898 avec 1896, c'est vouloir ignorer ses propres actes de 1897, qu'il ne trouve pas assez favorables, et avoir peur d'assumer la responsabilité de sa propre gestion. Ce n'est donc pas, comme il le prétend, une juste comparaison des deux administrations dont il s'agit, puisqu'il a recours à celle d'un autre. D'ailleurs, une telle comparaison n'est pas juste, car l'année 1898 ne se trouve pas dans les mêmes conditions que celle de 1896. Il faut tenir compte du fait que le service des intérêts est de \$93,747.04 de plus en 1898 qu'en 1896, par suite d'emprunts effectués par lex-trésorier en 1897. Puisqu'il n'ose pas comparer l'exercice dont il est responsable avec celui du gouvernement, qu'il prenne du moins la moyenne de la dépense de 1892 à 1897, et non pas une année qui pourrait lui être favorable comme point de comparaison; car ce ne serait pas donner une juste idée des opérations des deux gouvernements.

Dans tous les cas, ce n'est plus une comparaison entre les deux gouvernements, du moment qu'il met de côté l'exercice qu'il a contrôlé, mais qu'il en choisit un autre.

Ainsi, la dépense annuelle ordinaire et extraordinaire, de 1892 à 1897 est de.	\$4,321,566.17
La dépense de 1898 est de.	\$4,415,370.38
Pour établir une juste comparaison, il faut déduire les items payés au-delà des prévisions budgétaires, provenant de la législation ou de l'action de nos prédécesseurs, et entraînant des dépenses pour lesquelles on n'avait pas pourvu, soit.	210,732.42
	\$4,204,637.96
La dépense en moins en 1898 que la moyenne de la dépense annuelle de 1892 à 1897 est de.	\$ 116,928.21

L'on voit par ces chiffres que la dépense de l'année 1898 se compare favorablement avec la moyenne de celles de nos prédécesseurs, de 1892 à 1897.

L'honorable ex-trésorier passe ensuite à une comparaison de la dépense réelle avec les estimés, et trouve une augmentation de \$258,194.33 en plus, ce qui est vrai; mais il ne dit pas que la majeure partie de cette augmentation est due à ce que le chiffre de la dépense a été subseqüemment augmenté par un nombre d'items pour lesquels il n'avait rien pourvu dans son budget. L'état suivant indique assez clairement la différence entre l'estimé général et la dépense réelle. (Pour le détail des \$210,732.42 de surcroît de dépense, voir discours budgétaire de l'honorable premier ministre (M. F.-G. Marchand), page 8, version française).

Tableau comparatif des estimés et de la dépense réelle pour 1898.

La dépense réelle pour 1898 est de.	\$4,364,686.68
L'estimation de la dépense, avec les déboursés des shérifs et des percepteurs, est de.	4,106,492.35
	\$ 258,194.33
En déduisant la somme que nous avons été forcés de dépenser, à cause des engagements contractés par le gouvernement précédent, au-delà des prévisions budgétaires, soit.	210,732.42
Il ne reste qu'un écart de.	\$ 47,461.91

L'ex-trésorier, sans tenir compte des dépenses imposées par son gouvernement et qu'il aurait été obligé de solder, avait prévu pour cette année 1897-98, un surplus de.	\$ 73,299.40
Mais en soldant le surcroît de dépenses que je viens d'indiquer, soit.	210,732.42
Son prétendu surplus se convertissait en un déficit de.	\$ 137,433.02
Maintenant si l'on met en ligne de compte la recette que nous avons réalisée durant cette année 1898, soit.	\$4,177,656.35
Avec la dépense indiquée dans le budget de l'ex-trésorier, soit.	4,106,492.35
Nous aurions obtenu un surplus de.	\$ 71,164.00
au lieu du déficit occasionné par les dépenses qu'il nous a léguées.	

La vraie comparaison à faire entre l'exercice de 1897 et celui de 1898 est la suivante:

Exercice 1898.

Dépenses ordinaires.	\$4,364,686.68
Recettes ordinaires.	4,177,656.35
Déficit pour 1898	\$ 187,030.33
Déficit entre les recettes et les dépenses ordinaires.	
Exercice 1897.	\$ 810,484.20
Exercice 1898.	187,030.33
Déficit en plus en 1897 qu'en 1898.	623,453.87
Dépenses ordinaires et extraordinaires pour 1898.	\$4,415,370.38
Recettes ordinaires et extraordinaires pour 1898.	4,177,656.35
Déficit en 1898.	237,714.03

Déficit de 1897.....	\$1,014,816.48
Déficit de 1898.....	237,714.03
Différence en moins, en 1898.....	\$ 777,102.45

Ne sont pas compris dans les tableaux ci-dessus les remboursements de fonds en fidéicommiss, les dépôts de garantie et les subventions aux chemins de fer.

La différence en moins pour 1898 est donc de.....	\$ 777,102.45
Même en déduisant de ce montant les dépenses attribuables au régime antérieur à 1892.....	\$ 184,530.00
Moins l'achat d'une propriété qui est un actif.....	30,000.00
	154,530.00

La différence du déficit en plus en 1897 qu'en 1898, même avec ces réductions, est de.....	\$ 622,572.45
---	---------------

Le tableau suivant indique l'augmentation de la recette.
En 1898, comparé à 1897, et la diminution de la dépense en 1898 sur 1897

Recettes ordinaires:	
En 1898.....	\$4,177,656.35
En 1897.....	3,874,966.22
Reçu en plus, en 1898.....	\$ 302,690.13

Dépenses ordinaires:	
En 1898.....	\$4,364,686.68
En 1897.....	4,685,450.42

Faisant une diminution de dépenses pour 1898 sur 1897 de.....	320,763.74
---	------------

Ces tableaux peuvent se résumer comme suit:

Augmentation du revenu en 1898 sur 1897.....	\$ 302,690.13
Réduction de dépenses.....	320,763.74

Total de l'augmentation du revenu et des réductions de dépenses en 1898.....	\$ 623,453.87
Cette somme soustraite du déficit de 1897.....	810,484.20

Laisse une balance de.....	\$ 167,030.32
représentant le déficit de 1898.	

Le discours budgétaire de l'honorable premier ministre (M. F.-G. Marchand) indique d'une manière claire et précise et avec une comptabilité exacte tous les détails se rapportant aux réductions qui ont été opérées sur les différents services, en 1898. Pour se rendre compte des économies effectuées sur différents services de 1898, on n'a qu'à lire le discours budgétaire de l'honorable premier ministre, pages 13 à 21, version française, pour y trouver tous les renseignements que l'on désire à ce sujet, il n'est donc pas nécessaire que je suive l'ex-trésorier dans une comparaison de ces détails. Quelles que soient ses arguties et la subtilité de sa démonstration, il lui est impossible d'établir qu'entre les recettes et les dépenses ordinaires, le déficit ne soit que de \$187,030.32 en 1898, contre un déficit de \$810,484.20 en 1897; soit une diminution sur le déficit de 1897 de \$623,453.87. et que, sur une dépense ordinaire et extraordinaire, le déficit est de \$237,714.03 en 1898, contre

\$1,014,816.48 en 1897, une différence en moins de \$777,102.45 en 1898. Tout en déduisant certaines réclamations payées en 1897, le déficit, même avec cette réduction, est de \$623,572.45.

Par les chiffres que je viens de citer, il est démontré que l'année 1898 se compare favorablement, à tous les points de vue, avec la dépense de nos prédécesseurs, en prenant la moyenne annuelle du chiffre de cette dépense, que les recettes ordinaires perçues en 1898 accusent une augmentation de \$302,690.13, et que sur la dépense ordinaire, il y a une diminution de \$320,763.74. L'honorable ex-trésorier peut bien ergoter tant qu'il le voudra sur les détails et passer sous silence les chiffres qui lui sont défavorables, mais il lui est impossible de cacher le fait brutal qu'il existe une énorme réduction entre le déficit de 1898 et celui de 1897.

En jetant les yeux sur les chiffres suivants, il est facile de constater la différence entre les deux régimes.

État comparatif de l'augmentation de la dette consolidée et du passif
de 1897 et 1898.

L'augmentation de la dette consolidée pendant l'exercice de 1897 est de.....	\$2.971.638.07
L'augmentation de la dette consolidée en 1898 est de.....	87.187.45
Augmentation.....	<u>\$2.884.450.62</u>

Augmentation du passif pendant l'exercice 1897.....	\$3.335.311.86
Excès du passif en 1898.....	164.324.96
Augmentation du passif en plus en 1897 qu'en 1898.....	<u>\$3.170.986.90</u>

L'excès du passif en 1898 n'aurait pas eu lieu si le gouvernement n'avait pas eu à faire face à un budget augmenté subséquemment par une législation qui a ajouté un surcroît de dépenses, et par d'autres réclamations non prévues dans les estimés pour 1897.

Dette consolidée.

La dette consolidée était au 30 juin 1897 de.....	\$34.196.654.08
Au 30 juin 1898, elle s'élevait à.....	34.283.841.53
L'augmentation de la dette consolidée, pendant l'année 1898 est donc de.....	<u>\$ 87.187.45</u>

Cette augmentation se décompose comme suit:

Fonds inscrits 3% émis pour la conversion de.....	\$646.220.01	\$820.715.45
--	--------------	--------------

Dont il faut déduire:

Rachat à même le revenu des obligations de l'emprunt de 1880.....	87.307.99	
Débetures de différents emprunts, rachetées par la conversion de la dette.....	646.220.01	\$733.528.00
		<u>\$ 87.187.45</u>

Excédent du passif

Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1897.....	\$25.491.658.16
---	-----------------

L'augmentation du passif de 1898 se décompose comme suit:

Fonds en fidéicommis.....	\$ 46.964.50
Dette consolidée en vertu de la conversion.....	174.495.44
	221.459.94

La diminution du passif se décompose comme suit:

Dette consolidée comme résultat du rachat d'obligations à même le revenu de l'année.....	\$ 87.307.94
Dépôts de garanties de chemins de fer.....	237.471.86
Subsides de chemins de fer.....	196.284.34

Mandats non payés.....	251,617.72	772,681.81	
			551,231.87
			<u>\$24,940,436.29</u>
Augmentation de l'actif:			
Fonds inscrits 3% en fonds d'amor-			
tissement.....	\$ 10,677.78		
Diminution de l'actif:			
Argent en moins.....	900,765.06		890,087.38
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1898.....			<u>\$25,830,523.57</u>
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin			
1897.....	\$25,491,658.16		
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin			
1898.....	25,830,523.57		
		\$	338,865.41
Augmentation du capital de la dette consolidée par suite à la conversion.....			174,495.44
		\$	<u>164,369.97</u>

Cette somme se décompose comme suit:

Travaux et édifices publics extra-			
ordinaires.....	\$50,683.70		
Palais de justice d'Aylmer.....	\$20,451.69		
Palais de justice d'Ottawa.....	1,829.12		
Construction du Q.M.O. & O.....	2,360.90		
Déficit entre la dépense et la recette			
ordinaire y compris le rachat et l'achat			
des fonds inscrits pour pourvoir au			
fonds d'amortissement.....	\$ 187,030.33		
dont il faut déduire la somme			
de	\$87,307.99		
dont la dette consolidée a été			
diminuée et \$10,677.78 prise à			
même la recette ordinaire et appli-			
quée au fonds d'amortissement.....	97,935.77		
		\$89,044.56	
			<u>\$164,369.97</u>

L'augmentation de \$87,187.45 de la dette consolidée en 1898 est due à l'accroissement du capital résultant de la conversion de nos anciens titres pendant cet exercice, et nullement aux opérations du gouvernement actuel.

L'excès du passif représente une augmentation de \$338,865.41, mais de ce montant il faut déduire l'augmentation du capital de la dette consolidée par suite de la conversion, soit \$174,369.97, ce qui laisse une balance de \$164,369.97. Si l'on tient compte maintenant du montant de \$210,732.42, non prévu par l'ex-trésorier dans son budget et aussi ce que nous avons payé pour le rachat des débetures du palais de justice d'Aylmer, \$20,451.69,

dont le montant avait été perçu par nos prédécesseurs, et pour le palais de justice d'Ottawa. \$1,829.12, ces différentes sommes réunies forment un total de \$226,013.23. En déduisant de cette somme l'augmentation de \$164,369.97, la différence en moins eût été de \$61,643.26. On voit par ces chiffres quelle est la différence, au point de vue de l'économie, entre les opérations financières du gouvernement actuel et celles de l'ex-trésorier.

Cet honorable monsieur, qui contredit avec tant de jactance la gestion financière de l'honorable premier ministre aurait dû réfléchir sur le résultat de sa propre administration pendant sa courte car-

rière comme trésorier, avant d'entreprendre la tâche ingrate qu'il s'est imposée.

L'état suivant est bien de nature à nous démontrer l'extravagance de son régime et le peu de souci dont il a fait preuve dans l'administration des finances de la province. Par ces chiffres, il sera facile de constater combien a été extravagant le x-trésorier dans son administration, comparée à celle du trésorier actuel.

Si l'on tient compte des nouvelles obligations contractées par la dernière administration, en vertu d'arrêtés en conseil, qu'ils s'engageaient à faire ratifier par la Législature, s'ils revenaient au pou-

Déficit entre les recettes et les dépenses ordinaires.	\$ 810,484.20
Déficit entre les recettes et les dépenses extraordinaires.	1,014,816.48
Déficit entre les recettes et les dépenses ordinaires, y compris les subventions aux chemins de fer.	2,361,291.49
et de \$2,711,705.51, en ajoutant le remboursement des fonds en fidéicommiss et dépôts de garantie.	

Pendant l'exercice de 1897, la dette consolidée a été augmentée de.	\$2,971,638.07
et le passif de.	3,335,311.86

Voilà quel a été le résultat des opérations financières de lex-trésorier pendant sa gestion de l'exercice 1897.

Pendant, c'est cet administrateur qui se vantait d'avoir diminué la dette et établi l'équilibre dans les finances. Il est aujourd'hui évident que les déclarations qu'ils faisaient miroiter aux yeux des contribuables péchaient contre la vérité et n'étaient faites que pour obtenir un renouvellement de leur mandat, car à cette date, ils savaient où leurs prodigalités les conduisaient.

Il me semble qu'en face d'un résultat qui démontre une grande ineptie de sa part, cet honorable monsieur aurait dû hésiter avant de se lancer dans une démonstration contradictoire et montrer un peu plus de circonspection dans son attaque contre un gouvernement qui offre tant de contrastes avec le sien, au point de vue de l'économie.

Et étant six heures, le député de Québec-Est propose lui-même l'ajournement, même s'il n'a pas terminé son discours.

Cette dernière proposition est adoptée.

À six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures quarante-cinq

Charte de Saint-Henri

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 36) amendement la charte de la cité de Saint-Henri.

Adopté.

En comité:

Le comité adopte quatre articles du bill.

voir, soit \$1022,275. on peut juger dans quelle voie dangereuse cette administration s'était aventurée, et cela en face d'une diminution du revenu \$360.000 par année. À la veille de leur démission, ils avaient en outre créé de nouvelles positions pour leurs favoris, accordé des contrats à long terme à leurs amis, et augmenté les salaires d'une manière inconsidérée dans presque toutes les branches du service public.

Il n'est donc pas étonnant qu'avec une telle politique, l'exercice 1897 se soit soldé par un écart énorme, ainsi que l'indiquent les chiffres suivants.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Fait remarquer au Président, en entrant dans la Chambre, qu'il ny a pas quorum.

(Quelques députés étant entrés, il est constaté au pointage que le nombre réglementaire est dépassé d'une unité).

M. P.-E. LEBLANC (Laval) Propose de lever la séance à cause du nombre peu élevé de députés présents. À la prochaine séance, il proposera de renvoyer le bill au comité des bills privés.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Shawinigan Water and Power Company

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 115) amendement la loi constituant en corporation la "Shawinigan Water and Power Company".

Adopté.

En comité:

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5) Demande s'il est possible de remettre l'étude de ce bill à jeudi, alors qu'une délégation est attendue et qu'il y aura probablement moyen d'en arriver à une entente.

Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Succession J. Leduc

M. L. GOUIN (Montreal no 2) Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 70) concernant la succession de Joël Leduc.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Trouve étrange et extraordinaire ce bill par lequel cette Chambre s'arroge le droit d'altérer le testament d'un mort.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Dit que le bill est demandé par tous les héritiers, sauf un. avec lequel on a pris des arrangements qui sont compris dans l'amendement proposé par le comité des bills privés. Une somme de \$150.000 est mise à part pour assurer à la veuve la rente de \$5.000 que lui assure le testament de feu son mari.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Architectes de la province

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 88) amendement la loi constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Fait observer qu'en vertu d'un des articles du projet, tout le monde pouvait être architecte.

UNE VOIX: Cet article a été supprimé par le comité de législation.

UNE VOIX: Constate que le bill, avec ses amendements, n'est pas soumis à la Chambre.

(En conséquence le comité se lève et fait rapport).

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Subsides

La Chambre reprend la discussion sur l'amendement proposé, jeudi, le 9 février courant, par le représentant de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater), à la question, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, (pour que la Chambre se forme, de nouveau, en comité des subsides).

L'HONORABLE J. SHEHYN (Québec-Est): Se lève pour prendre la parole.

UNE VOIX: Fait observer que le nombre de députés présents est réellement trop petit pour continuer un débat sérieux.(1)

L'HONORABLE J. SHEHYN (Québec-Est): Propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechêne), que la discussion soit ajournée.

Cette dernière proposition est adoptée.

La séance est levée à neuf heures et demie.

1. C'était soir de mardi gras. Ce fait explique sans doute les nombreuses absences.

Séance du 15 février 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Suspension des travaux

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que la séance soit suspendue et que permission de siéger soit donnée au comité spécial chargé de considérer le bill (bill no 59) révisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

M. L'ORATEUR: Déclare qu'il est six heures (1)

La Chambre interrompt ses travaux à trois heures et demie.

Reprise de la séance à huit heures

Charte de Montréal

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux), que permission de siéger, durant le cours de cette séance, soit donnée au comité spécial nommé pour étudier le bill (bill no 59) révisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

Demande de documents:

Beaupré vs Desnoyers

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, la balance du dossier dans la cause no 2637, de la Cour supérieure de Montréal (année 1897), dans la cause de Beaupré vs Desnoyers et al., dont quelques pièces sont déjà produites dans le document no 46 de la présente session, ainsi que de tous les jugements interlocutoires et finals rendus dans ladite cause: et aussi, le nom de la personne à laquelle était adressée la lettre de L.-O. David, en date du 28 décembre 1898, et qui se trouve aussi sans adresse dans ledit document no 46.

Adopté à l'unanimité.

Rapports de comités:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cin-

quième rapport du comité permanent ce législation et des lois expirantes. Voici le rapport.

Votre comité, conformément à l'ordre de votre honorable Chambre à lui transmis le premier février courant, en rapport avec le bill (bill no 83) amendement la loi de pharmacie de Québec a tenu une enquête sur les mérites dudit projet de loi. Après avoir entendu plusieurs témoins et reçu certains documents, votre comité a l'honneur de faire rapport à votre honorable Chambre qu'il lui soumet ledit projet de loi et la preuve faite à ladite enquête laissant à votre honorable Chambre de décider du mérite dudit projet de loi.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter avec divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Bill (bill no 90) amendement l'article 249 du code civil.

Et bill (bill no 86) amendement la loi relative aux dentistes.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a rejetés.

Bill (bill no 81) amendement la loi concernant les asiles d'aliénés:

Et bill (bill no 93) détachant la paroisse de Lavaltrie du comté de Berthier et annexant au comté de L'Assomption.

M. A. TESSIER (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport.

Votre comité a examiné le bill suivant et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Bill (bill no 40) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Léon Trudeau à la pratique du notariat, après examen.

Aussi, les bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Bill (bill no 77) concernant la succession de dame Anne Kelly.

Et bill (bill no 74) amendement les lois concernant la ville de Lachine.

Introduction de bills:

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 144) amendement l'acte 61 Victoria, chapitre 39.

Accorde Le bill est lu pour la première fois.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 145) amendement l'article 5375c des statuts refondus de la province de Québec.

Accordé Le bill est lu pour la première fois.

(1) L'article 2 du règlement de l'Assemblée législative (1885) stipulait que si à six heures du soir les affaires du jour ne sont pas terminées l'Orateur quitte le fauteuil jusqu'à sept heures et demie. Donc pour suspendre les travaux de l'après-midi. Le Président utilisait l'expression: Je déclare qu'il est six heures, peu importe l'écart qui existait entre l'heure réelle et celle fixée par le règlement.

Subsides

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, reprend la discussion ajournée hier, sur l'amendement proposé, jeudi, le neuf février courant, à la question, "que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides)" et lequel amendement comporte que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "cette Chambre, est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais désire constater: 1. Qu'ainsi qu'il appert à la page 305 des Journaux de cette Chambre, pour la dernière session, une motion a été soumise par l'honorable député des Trois-Rivières, (M. T.-E. Normand) exprimant le regret que le gouvernement eût jugé à propos, dans le court espace de temps qui s'est écoulé depuis le 25 mai jusqu'au 30 juin dernier (1897), et à la veille même de l'expiration de l'année fiscale 1896-97, d'émettre des mandats spéciaux pour un montant de \$281,628, sans l'urgence voulue, et de manière à charger cette année fiscale de dépenses qui eussent pu être, plus utilement pour le trésor et sans inconvénient, portées à l'année ou aux années suivantes. "

2. Qu'à cette même session, sur la motion se rapportant à l'item \$20.000 pour dépenses d'arpentages, une proposition fut faite par l'honorable député de Joliette (M. J.-M. Tellier) (p. 336 et 337 des Journaux de cette Chambre pour 1898) à l'effet suivant: "cette Chambre tout en concourant dans cette résolution, constate qu'elle n'est que pour \$20,000, au lieu de \$40,000 pour l'année courante, et que par l'état des recettes et des dépenses produit devant cette Chambre, cette somme de \$40.000 était déjà complètement dépensée au 8 décembre dernier, et que par un état de travaux autorisés et des engagements pris (voir Document no 47) le montant mentionné en cette résolution se trouve plus qu'absorbé; et, en conséquence, cette Chambre proteste d'avance contre toute dépense que le gouvernement pourra juger à propos de faire par mandat spécial, après la présente session pour cause d'insuffisance de ce crédit."

3. Qu'à la même session, le présent moteur, sur la proposition pour concours dans l'item de \$12,000 pour protection des forêts, soumit la motion suivante (p. 331 des Journaux de cette Chambre pour 1898) "cette Chambre constate que le crédit de \$12,000 voté pour l'année courante. (1897-98), était complètement dépensé au 8 décembre dernier, et que le gouvernement n'a fait aucune provision, pour les dépenses de ce service, jusqu'au 30 juin prochain.

"En conséquence cette Chambre proteste contre toute dépense par mandat spécial et contre tout engagement, en l'absence d'un vote régulier de cette Chambre."

4. Que, par l'état des mandats spéciaux soumis à cette Chambre, à la date du 13 janvier dernier (voir p. 13. 14 et 15 des Procès-verbaux de cette Chambre) il appert que le gouvernement a émis des mandats spéciaux au montant de \$93,137.57 depuis la date du 12 mars 1898 jusqu'à celle du 19 octo-

bre 1898. les deux inclusivement et que dans ce montant, se trouve compris un mandat spécial, à la date du 7 juin 1898 pour \$4.000 pour le service de la protection des forêts "pour le reste de l'exercice en cours" et aussi un autre mandat spécial, à la date du 8 octobre 1898. pour le service des arpentages au montant de \$17.743.

Qu'il s'ensuit que le gouvernement, dans un espace de 16 mois ou à peu près, a émis des mandats spéciaux pour une somme de \$374.765.57.

Qu'en vue de ces faits, cette Chambre désire réaffirmer sa protestation la plus énergique contre le système de mandats spéciaux inauguré et continué par le gouvernement, et cela, malgré les avertissements mentionnés dans la motions ci-dessus, et en dépit des promesses faites et des engagements solennels pris par les membres du présent gouvernement, lorsqu'ils étaient dans l'Opposition."

L'HONORABLE J.SHEHYN (Québec-Est): (Continue le discours qu'il a commencé à prononcer à la séance d'hier. Il parle d'abord de l'exercice financier de l'année courante).

Quant à cet exercice, il est inutile d'en prédire le résultat: dans quelques mois, nous saurons exactement à quoi nous en tenir à ce sujet. Par les états des recettes et des dépenses jusqu'au 18 janvier. l'on voit que les recettes excèdent la dépense de \$75,413.70. Jusqu'à présent, rien n'indique que les dépenses excéderont de beaucoup les estimés, et que les recettes ne réaliseront pas le montant estimé dans le budget, mais il est toujours difficile de dire à l'avance sur quel item se portera soit une augmentation, soit une diminution. Dans tous les cas. il n'y a rien qui soit de nature dans le moment à nous faire croire qu'il y aura une sensible modification, entre les estimés des recettes et des dépenses.

L'ex-trésorier, en parlant des revenus et des dépenses pour l'année prochaine trouve moyen de présenter la situation sous un faux jour, en établissant un déficit de \$3,000 entre les recettes et les dépenses. Pour arriver à ce résultat, il représente l'estimé de la recette pour cet exercice à \$4,174,899.42. au lieu du chiffre, réel qui se trouve dans les estimés budgétaires tels que soumis à la Chambre par le premier ministre.

Soit	\$4,204,899.42
Estimé des dépenses	4,177,755.

97

Laissant un surplus de. 27,143.45

Mais je suppose que c'est encore là une des nombreuses erreurs cléricales qu'il commet dans son discours. Toutes ces erreurs, qu'elles soient volontaires ou non, sont toujours de nature à favoriser sa cause et à présenter celle de ses adversaires sous de fausses couleurs.

Dettes publiques

Sous ce titre, l'ex-trésorier dit: "Que le trésorier a affirmé que la dette de la province a été augmentée par l'ancien gouvernement et ses prédécesseurs immédiats. Je prendrai la liberté de faire remarquer

de nouveau à cette Chambre que durant toute la période de 1892 à 1897, le gouvernement conservateur n'a fait voter aucun emprunt, à l'exception de l'autorisation que la Chambre lui a donnée de convertir en un subside en argent de 17 cts et demi l'acre le 2ème 35 cts sur les octrois en terres accordés à certaines compagnies de chemins de fer et qui contribuent depuis longtemps à augmenter le passif de la province.

Avant de parler des emprunts, je me permettrai de relever certaines assertions de l'ex-trésorier, au sujet de ce règlement du 2ème 35 cts, à 17 cts et demi. D'abord, ce 2ème 35 cts, n'a jamais figuré dans le passif, parce que cette obligation a toujours été considérée par les ministères précédents comme dette contingente à la vente et au paiement des terres octroyées. En effet, d'après l'acte autorisant la conversion de ces terres en argent à 70 cts l'acre, 35 cts étaient payables lorsque la compagnie y aurait droit, par les travaux exécutés sur la ligne, le 2ème 35 cts ne devait être payé que quand les terres seraient vendues et livrées. Le total d'acres ainsi octroyé était de 9,414,868 ce qui, à 35 cts, représente \$8,300,052.34. et à 17 cts et demi. moins \$560 périmées, à \$1,649,466.17
Il a été payé sur ce montant, en 1897, par l'ex-trésorier. une somme de \$1,164,638.33

Balance non payée au 30 juin 1897. \$ 484,827.84

Pour le règlement de cette balance, le gouvernement n'a pas effectué d'emprunt avant son départ. Or, l'ex-trésorier pêche contre la vérité lorsqu'il dit que le montant requis pour payer cette conversion fut de \$1,360,000, car c'est \$1,649,466.17 qu'il faut payer pour que ces terres reviennent en totalité, la propriété de la couronne. Mais il n'a réellement été payé que \$1,164,638.33: il restait donc non payées au 30 juin 1897, \$484,827.84. Il aurait dû ajouter, pour être véridique, que cet emprunt de \$1,360,000 n'a produit que \$1,224,000. C'est là encore une de ces erreurs dont l'ex-trésorier est coutumier.

En retour de cette somme, dit-il, le passif de la province fut diminué de \$3,500,000, ce qui est une figure de pensée de la part de l'ex-trésorier, car le capital à payer est de \$3,300,052.24. C'est donc une erreur de \$200,000 en moins. Par ce simple exposé de faits, l'on voit que l'ex-trésorier ne se gêne nullement de fausser la vérité. Il n'est pas scrupuleux sur le choix des moyens, pourvu qu'il réussisse à mystifier ses auditeurs.

Ce règlement a-t-il été aussi avantageux pour la province qu'il le prétend? J'ai dit que le 2ème 35 cts n'était remboursable que quand les terres seraient vendues et payées: c'est là le texte de la loi. Il se vend par année une moyenne de 140,000 acres de terre. Ce ne serait donc que dans 67 ans que toutes les terres octroyées aux compagnies seraient vendues.

Le capital à payer pour le règlement à 17 cts et demi est de \$1,649,466.17
Or, si l'on calcule l'intérêt à payer sur le capital ci-dessus jusqu'à ce que ces terres
soient vendues, en prenant une moyenne de 33 ans et demi à 4 p.c. d'intérêt: le total
de l'intérêt serait de \$2,178,034.32

Le total en capital et intérêts à payer est de \$3,827,500.49

Le montant représenté par le 2ème 35 cts est de \$3,300,052.34

Par ce règlement nous payons donc en plus. 527,448.15

Si au contraire, le 2ème 35 cts eut été payé au fur et à mesure que les terres fussent vendues, nous n'aurions pas eu à prélever un capital, ni à pourvoir à un service d'intérêts pendant 67 ans.

On a prétendu qu'en reprenant ces terres nous nous exemptions des frais d'arpentage, ce qui est une erreur, car pour les vendre, il faudra les arpenter. D'après la loi, le gouverneur en conseil pouvait, à la demande des compagnies, localiser ces terres en bloc, ce qui aurait pu se faire économiquement et éviter un arpentage minutieux et dispendieux. Ainsi, le gouvernement a payé plus que la pleine valeur, en réglant avec les compagnies pour le 2ème 35cts à 17 ½ cts. Aussi, celles-ci savaient bien qu'elles faisaient un excellent marché et elles n'ont pas hésité, j'en suis sûr, à accepter cette proposition. L'ex-trésorier n'a donc pas raison de se vanter d'une transaction qui ajoute à la dette publique un montant de \$1,649,466.17 et une somme totale d'intérêts de \$2,178,034.32.

Tous les gouvernements avant celui du chef de l'Opposition avaient péremptoirement refusé de reconnaître ce 2ème 35 cts, autrement que comme une obligation contingente.

L'ex-trésorier dit que le gouvernement conservateur n'a pas fait d'autre emprunt de 1892 à 1897. Cette déclaration est vraie littéralement, mais il ne dit pas, ce qui est également vrai, qu'ils se sont servis d'une partie de l'emprunt de \$10,000,000, pour leurs propres dépenses, comme vont le démontrer les tableaux suivants:

État indiquant l'augmentation du passif, du 30 juin 1887 au 30 juin 1892, et les emprunts effectués sur les dix millions autorisés par l'acte 50 Victoria, chapitre 5.

L'excès du passif au 30 juin 1892, était de.....	\$23,641,346.28
L'excès du passif au 31 janvier 1887.....	11,389,167.11
Augmentation du passif au 30 juin 1892.....	\$12,252,179.17
De ce montant il faut déduire les subsides aux chemins de fer; périmés sous les lois existantes et confirmés par l'acte 50 Victoria, chapitre 5.....	2,018,769.22
	<hr/> \$10,233,409.95

Cet excès de passif au 30 juin 1892 est le chiffre maximum de l'augmentation que nos prédécesseurs attribuaient à la politique du régime libéral, quoique je ne l'admette pas, car j'ai déjà prouvé que dans ce montant se trouvaient inclus plusieurs items qui ne doivent pas figurer comme tels et que j'énumère de nouveau ci-après, afin qu'il n'y ait pas de méprise à ce sujet.

On peut déduire de cette somme les fonds en fidéicommiss, soit..... 263,905.05

que le gouvernement garde entre ses mains, mais qu'il n'est pas appelé à rembourser par un emprunt, car c'est un fonds qu'il a administré depuis la Confédération, sur lequel il paie les intérêts, et dont les recettes et les déboursés se compensent en moyenne, annuellement. Ainsi ce fonds était, au 31 janvier 1887 de \$229,227.47, au 30 juin 1892 de \$263,905.05 et au 30 juin 1897 de \$287,039.47.

Déduction faite du fonds en fidéicommiss la balance est de..... \$ 9,969,504.90

Sous l'acte 50 Victoria, chapitre 5, autorisant un emprunt de \$10,000,000, pour certaines fins énumérées dans l'acte, les emprunts suivants ont été effectués:

En 1891.....	\$3,860,000.00
En 1894.....	2,920,000.00
En 1896-97.....	3,017,333.33

Total des emprunts effectués sur les dix millions..... \$ 9,797,333.33

Balance..... \$ 172,171.57

Ainsi, par l'état ci-dessus, on voit que l'emprunt de dix millions a été virtuellement effectué, moins \$172,171.57 qui ont été absorbées par le renouvellement de l'emprunt de \$3,860,000 porté à \$4,166,391.52, et finalement, par l'emprunt de 3 p.c. à 77, pour lequel il a été émis \$5,332,976.00 de titres.

Ces emprunts, d'après nos adversaires, ont été uniquement employés disaient-ils, à solder les dettes léguées par le régime Mercier, ce qui n'est pas véridique, car il devait être à leur connaissance que ce chiffre de \$10,233,409.95 comprenait certains "items" dont le régime libéral n'était certainement pas responsable, entre autres une somme de \$1,142,829.65 découlant des contrats et des dettes existants avant le 31 janvier et que l'emprunt de 1888 (pour \$3,500,000) n'a pas suffi pour solder la dette flottante léguée par nos prédécesseurs en 1887..... \$ 1,142,829.65

Il faut en outre éliminer du passif du 30 juin 1892, les sommes suivantes:

Le montant des subventions périmées qu'on a transporté à d'autres compagnies en 1895 soit..... \$ 509,850.00

La balance des réclamations du Q.M.O. & O. antérieures à 1889..... 80,000.00

Du passif du 17 décembre 1891, une somme de \$453,500 pour les travaux du palais de justice à Montréal, ce qui avec la somme de \$100,000 qui était déjà inscrite au budget comme une somme de \$553,000 dont \$105,252.57 était la seule dépense autorisée par nous, avant le 21 décembre 1891. (Voir rapport du commissaire des Travaux publics de 1894, page 137), moins la réclamation Berger, soit: \$117, chiffres ronds, le surplus ayant été dépensé sous le contrat fait par le gouvernement actuel avec MM. St. Louis, Cousineau et autres..... 331,248.00

Le déficit du 17 décembre 1891 au 30 juin 1892, dont le régime Mercier n'est certainement pas responsable, était de..... 496,722.67

Le total de ces déductions s'élève à..... \$ 2,560,650.32

En éliminant des \$10,233,409.95 ces \$2,560,650.32 qui ne sont pas attribuables à la politique libérale..... \$10,233,409.95

La balance est de..... \$ 7,672,759.63

C'est là, aussi approximativement que possible, le total des obligations dont le gouvernement Mercier est responsable. Cet état démontre que les dix millions n'ont pas été employés à solder les dettes du régime libéral comme on l'a prétendu, mais qu'une partie a été employée à couvrir d'anciennes et de nouvelles obligations de la politique conservatrice.

Dans cette augmentation du passif du 30 juin 1892, comparé à celui du 30 juin 1887, de \$9,969,504.90, sont compris des dépôts de garantie au montant de \$1,742,038.53.

On se rappelle que l'honorable trésorier, en 1892, s'engageait de rembourser ces dépôts à même le produit des nouvelles taxes, au lieu d'avoir recours à l'emprunt de dix millions.

En 1895, l'honorable M. Taillon qui était alors trésorier, revient sur la décision de celui de 1892, et déclare qu'à l'avenir la balance de ces dépôts se solderait par le produit des dix millions.

Au 30 juin 1896, le montant non liquidé était de \$723,051.39; d'après les prétentions de nos prédécesseurs, il aurait dû être payé sur ces dépôts du 30 juin 1892 au 30 juin 1896, \$1,018,987.14.

En déduisant ce montant de l'excès du passif de \$9,969,504.90, la balance est de..... \$ 8,950,517.76
Les emprunts effectués de 1891 à 1897, s'élèvent à la somme de..... 9,797,333.33

Balance.....	846,815.62
Comme l'indiquent les chiffres ci-dessus, si les \$1,018,987.04 avaient été payés, du 30 juin 1892 au 30 juin 1896, à même le produit de la taxe, la balance en caisse aurait été de.....	846,815.62
Si l'on ajoute maintenant aux chiffres ci-dessus les dépôts de garantie non payés au 30 juin 1897.....	370,174.35
Subsides de chemins de fer, à la même date..... \$ 1,121,967.08	
Moins la balance du règlement à 17 cts et demi, non payée au 30 juin 1897.....	484,827.84
	<hr/>
	637,130.24

Le total est de.....	\$ 1,854,957.64
Qu'on aurait dû avoir en caisse au 30 juin 1897, car le gouvernement avait reçu à même les emprunts le montant requis pour payer les dépôts de garantie et les subsides aux chemins de fer, non payés à cette date. La balance en caisse, au 30 juin 1897 est de.....	\$ 248,171.57

Laissant un déficit de.....	\$ 1,605,957.64
employées pour d'autres fins que celles auxquelles elles étaient destinées.	
Mais si ces messieurs avaient rempli la tâche qu'ils s'étaient imposée ils auraient évité de transporter d'une compagnie à d'autres un montant de subventions de.....	509,000.00
Le déficit du 17 décembre 1891 au 30 décembre 1892.....	496,000.00
Le nouveau contrat pour le palais de justice de Montréal.....	331,000.00
S'ils avaient payé, comme ils l'ont prétendu, les dépôts de garantie avec le produit des nouvelles taxes du 30 juin 1892 au 30 juin 1896.....	1,018,000.00

Ces différents "items" représentent un total de.....	2,354,000.00
En déduisant ce total du montant des emprunts, soit.....	9,797,333.33

Balance.....	\$ 7,443,333.33
--------------	-----------------

On aurait alors pu dire que ces messieurs avaient réellement amélioré la situation financière, car, au lieu d'un emprunt de \$10,000,000, un montant de \$7,443,333.33 aurait suffi pour éteindre les obligations du 30 juin.

État des recettes et des dépenses de toute nature depuis le 30 juin 1892 au 30 juin 1897

L'état suivant est un résumé des opérations financières du 30 juin 1892 au 30 juin 1897, sans compter les obligations non liquidées à cette date.

Emprunt de 1892.....	\$ 3,860,073.34
Emprunt de 1894.....	2,744,800.00
Emprunt de 1894, Paris.....	4,106,391.52
Emprunt de 1896, partie émission 30 juin 1896.....	2,644,000.00
Emprunt de 1897, balance 1896.....	1,124,200.00
Emprunt de 1897, nouvelle émission.....	1,224,000.00
Produit du stock inscrit émis pour la conversion de la dette.....	3,015,853.86
	<hr/>
	\$18,119,318.72

Moins remboursements des émissions suivantes:

Émission de 1891.....	\$ 3,860,000.00
Émission de 1891.....	4,106,461.00
Rachat des 560,000 livres sterling de titres de l'emprunt de 1897 avec prime.....	3,015,853.86

\$10,982,314.86

\$ 7,137,003.86

À cette somme il faut ajouter le montant en caisse au 30 juin

1892.....	1,331,855.29
Moins mandats non soldés.....	<u>555,028.10</u>

776,827.19

\$ 7,913,831.05

Du montant ci-dessus, il faut déduire les sommes suivantes qui ont été payées du 30 juin 1892 au 30 juin 1897:

Remboursement d'emprunts temporaires.....	\$ 1,550,000.00
Subventions aux chemins de fer.....	3,043,850.80
Payé acompte sur le 2ème 35 cts de terres converties en argent à 17 cts et demi.....	1,164,638.33
Chemin de fer Q.M.O. & O.....	68,574.17
Remboursement de dépôts de garantie de chemins de fer.....	<u>1,400,174.66</u>

\$ 7,227,237.96

Balance des emprunts.....

686,593.09

Total des dépenses ordinaires du 30 juin 1892 au 30 juin 1897..	\$20,590,794.87
Dépenses extraordinaires.....	1,017,035.97
Achat de propriété.....	30,000.00
Remboursement de fonds en fidéicommis.....	206,746.15
Remboursement de la taxe prélevée sur les subsides de chemins de fer.....	<u>8,355.22</u>

\$21,852,932.21

Revenu ordinaire, y compris les nouvelles taxes,

de 1892 à 1897.....	\$21,067,784.61
Revenu extraordinaire.....	109,261.33
Fonds en fidéicommis.....	234,065.31
Fonds d'amortissement prélevé sur les subven- tions aux chemins de fer.....	899.15
Vente de propriété.....	<u>2,500.00</u>

21,414,510.69

Déficit entre les recettes et les dépenses, non
compris les subventions aux chemins de fer,
le paiement en acompte sur le 2ème 35 cts
et les dépôts de garantie.....

\$ 438,421.52

Balance en caisse.....

248,171.57

\$ 686,593.09

On voit par l'état ci-dessus que tout ce qu'il y avait en caisse du produit de tous les emprunts effectués pour couvrir les obligations de l'excès du passif, au 30 juin 1892, de \$10,233,409.95, comparé à celui de 1887, n'était que de \$248,171.57; mais il restait, non encore liquidés, à cette même date, sur cet excès de passif du 30 juin 1892:

Dépôts de garantie	\$ 370,174.35
Balance des subsides de chemins de fer	637,039.24
Balance du 2eme 35 cts à 17 cts et demi	484,827.84
Faisant un total non réglé au 30 juin 1897 de	\$ 1,492,041.43
sans compter les fonds en fidéicommis, non payés au 30 juin 1897, dont le montant est de	287,039.47
Le total est de	\$ 1,779,080.90
Moins argent en caisse au 30 juin 1897	218,171.57
Balance à payer au 30 juin 1897	\$ 1,530,909.33

**État indiquant pourquoi nos prédécesseurs
n'ont fait qu'un seul emprunt de 1892 à 1897**

Le montant des obligations au 30 juin 1892 était de \$9,969,504.57	
À déduire:	
Subventions transportées d'une compagnie à d'autres compa- gnies	\$ 509,000.00
Déficit du 17 décembre 1891 au 30 juin 1892	496,000.00
Nouveau contrat, palais de justice, Montréal	331,000.00
	1,336,000.00
Ce montant de \$1,336,000 dont les Conservateurs sont responsables ont été payés a même l'emprunt de dix millions	\$ 8,633,504.57
Le montant des emprunts, tel qu'il appert dans les états ci-dessus est de	\$ 9,797,336.33
Si l'on déduit maintenant la balance de l'excès du passif au 30 juin 1892, soit	8,633,504.57
Somme prélevée sur les emprunts	\$ 1,163,828.76
qui a servi à couvrir les obligations que les Conservateurs ont contractées par leur politique, mais qu'ils n'ont pas eu le courage d'admettre, ils ont préféré en rendre leurs prédécesseurs responsables.	
Les dépôts de garantie non payés au 30 juin 1897 s'élevaient à	\$ 370,174.85
Subventions aux compagnies de chemins de fer	637,039.41
montants qui auraient dû être couverts par le produit des emprunts de 1892 à 1897.	
Ces différentes sommes réunies forment un total de	2,171,042.52
Donc, ces honorables messieurs ont eu la jouissance de	\$ 2,171,042.52
pour leurs propres dépenses sur le produit des dix millions.	
Si vous ajoutez au montant ci-dessus l'emprunt de 1897	1,360,000.00
Le produit des nouvelles taxes	2,262,452.00
Dépôts en fidéicommis non réglés au 30 juin 1897	287,039.47
Le total de ces items est de	6,080,533.99
Si maintenant on ajoute à ce montant la balance du 2eme 35 cts à 17 cts et demi, non régles au 30 juin 1897, qui va nécessiter un emprunt de	484,792.93
Si l'on tient compte des arrêts en conseil, par le coût desquels un emprunt eût été nécessaire	1,022,275.00
L'ensemble des items ci-haut énumérés forment un total de	\$ 7,587,601.92

Il est facile de se rendre compte par les chiffres ci-dessus pourquoi ces honorables messieurs n'ont pas eu recours à d'autres emprunts que celui de \$1,36,000. On ne doit pas oublier que de 1892 à 1897, ils n'ont fait aucun travail de nature à nécessiter de nouveaux emprunts. Cependant, l'on constate que les dépenses de ces honorables messieurs ont été aussi considérables que celles du gouvernement qu'ils avaient condamné si sévèrement. Du moins, les gouvernements précédents ont eu une politique fructueuse par de nombreux travaux publics et des subventions aux compagnies de chemins de fer, tandis que ceux qui ont condamné la prétendue extravagance des opérations de leurs prédécesseurs ont dépensé autant, mais n'ont laissé aucune trace de leur passage au pouvoir au point de vue d'entreprises publiques.

L'état suivant indique d'une manière aussi approximative que possible le montant des obligations contractées par les Conservateurs de 1892 à 1897 comprenant le montant des nouvelles taxes.

L'excédent du passif sur l'actif, au 30 juin 1897, tel qu'établi dans l'état détaillé produit devant cette Chambre, est de.....	\$25,491,658.16
L'excédent du passif sur l'actif était, au 30 juin 1892, d'après l'exposé budgétaire du 31 janvier 1893, page 19, de.....	\$23,641,346.28
De ce montant, il faut déduire les subventions aux chemins de fer, périmées sous les lois existantes, et confirmées par l'acte 50 Victoria, chapitre 5, s'élevant à.....	2,018,769.22
	<hr/> \$21,622,577.06
Il en résulte que durant la période des 5 dernières années, au lieu d'avoir diminué, comme on l'a prétendu, la dette a été augmentée de.....	\$ 3,869,081.10

Cette augmentation a eu lieu, malgré que les revenus de la province, durant la même période, se soient accrus, grâce aux nouvelles taxes, d'une somme moyenne de \$500,000 par année, produisant pour ces 5 années une augmentation totale dans le revenu de \$2,262,452.55.

D'un autre côté, la dette consolidée a augmenté, durant la même période, dans des proportions énormes, tant par les négociations d'emprunts permanents destinés à l'acquittement des emprunts temporaires, des subsides aux chemins de fer, de différentes autres dettes flottantes de divers genres, que par de forts escomptes sur quelques-uns des emprunts permanents effectués pour cet objet.

L'augmentation du passif, telle qu'établie par l'honorable trésorier, dans son discours budgétaire du 14 décembre 1897, page 4, était de.....	\$ 3,869,081.10
Il faut ajouter à cette augmentation les obligations contractées, du 17 décembre 1891 au 30 juin 1892 dont nous ne sommes pas responsables, soit.....	1,417,820.67
Ces deux montants forment un total de passif.....	\$ 5,286,901.77
Qui représente l'augmentation de la dette du 17 décembre 1891 au 30 juin 1897, pour laquelle les Conservateurs sont virtuellement responsables.	
En outre, il a été dépensé le produit des nouvelles taxes, soit.....	2,262,452.55
	<hr/> \$ 7,549,354.32

Il découle de cet état que nos prédécesseurs avaient, du 17 décembre 1891 au 30 juin 1892, augmenté la dette de \$5,286,901.77 et qu'il a été dépensé en outre \$2,262,452.55, produit des nouvelles taxes prélevées dans le but d'éteindre d'autant la dette contractée sous le régime Mercier mais qui n'ont pas servi à cette fin.

Par les tableaux que je viens de soumettre, il est facile de constater que les Conservateurs ont puisé largement sur les \$10,000,000, pour couvrir leurs propres dépenses, tout en prétextant que ces dépenses étaient attribuables au régime du gouvernement Mercier. Il n'est pas étonnant qu'avec le produit des nouvelles taxes les obligations non payées à leur démission et, pour lesquelles ils auraient dû avoir l'argent en caisse, ces messieurs n'ont pas eu besoin d'avoir recours à de nouveaux emprunts. On peut juger par ces faits de la valeur des affirmations de l'ex-trésorier. Dans les circonstances, il eût été plus sage pour lui de s'abstenir de critiquer les opérations financières de ses adversaires.

Subsides de chemins de fer

Sous ce titre, l'ex-trésorier dit dans son discours: "Que si les subsides aux chemins de fer et le remboursement des dépôts de garantie ont le chiffre minime d'aujourd'hui, c'est parce que 5 ans avant l'avènement du présent gouvernement, un effort déterminé et continu a été fait par les administrations précédentes, de 1892 à 1897, à l'effet d'éteindre cette dette."

Je ne vois pas ce grand effort de la part du gouvernement pour diminuer la dette par le paiement des subsides et le remboursement des dépôts de garantie, puisque ces paiements ont été faits à même l'emprunt de \$10,000,000. Ils ont simplement converti une dette flottante en une dette consolidée; ce n'est pas une diminution, c'est tout simplement la consolidation d'une dette qui est restée au même chiffre. Je ne vois rien en cela qui soit de nature à nous émerveiller: on s'est simplement prévalu de l'autorisation de la Législature, par l'acte 54 Victoria, chapitre 2, de prélever par des emprunts les fonds requis pour rembourser ces dépôts et payer ces subsides. Dans tous les cas, ils n'ont pas lieu de se vanter de cette opération financière, du moment que ces paiements ont été faits avec le produit des emprunts et non par des économies ni des retranchements.

L'ex-trésorier ne dit pas par exemple, qu'il a augmenté la dette par le règlement du 2ème 35 cts à 17 cts et demi, dette qui n'était payable qu'à la vente et sur paiement des terres octroyées aux compagnies, ni qu'il s'était engagé par ordre en conseil à faire ratifier par la Chambre à la session suivante, de nouveaux subsides qui auraient ajouté à la dette un million de plus.

Il dit, sous la même rubrique: "Et c'est dans ce but que le gouvernement conservateur a eu le courage d'imposer des taxes et qu'il les a ensuite abolies, autant et aussitôt que le but pour lequel elles avaient été imposées fut en grande partie atteint." C'est là encore une fausseté de la part de l'ex-trésorier; car l'on sait que c'est par leurs représentations erronées sur la situation financière, en 1892, qu'ils ont obtenu de la Législature le pouvoir de créer de nouveaux revenus. Ces revenus étaient nécessaires, disaient-ils, pour réparer les prétendues extravagances de la politique de leurs prédécesseurs. Il est aujourd'hui constaté que les taxes alors imposées n'ont pas servi à leur fin légitime, mais bien à couvrir leurs propres prodigalités.

Il dit: "Qu'ils les ont abolies, autant et aussitôt que le but pour lequel elles avaient été imposées fut en grande partie atteint." S'ils ont fait disparaître une partie des taxes, ce n'est certainement pas parce que le but pour lequel elles avaient été imposées était atteint puisqu'au moment de leur abolition, la situation financière était moins favorable qu'en 1892. La dette de 1892 n'était pas diminuée d'un seul centin. au 30 juin 1897, au contraire, le chiffre en était augmenté de plusieurs millions, comme l'indique l'état du passif à cette date. La dépense, au contraire, était plus élevée, et il y avait une réduction en perspective sur les revenus d'au-delà de \$300.000. La cause réelle de l'abolition de ces taxes, c'est qu'ils craignaient d'être mal accueillis par les contribuables, aux élections générales alors prochaines. Et comme preuve qu'ils n'étaient pas sérieux, c'est qu'un des membres du gouvernement d'alors disait ces jours derniers, qu'il nous faudrait un revenu de \$500,000 à \$750.000 de plus. Or, si d'après lui, il nous faut aujourd'hui ce revenu additionnel, lorsque nous avons amélioré la situation financière, les taxes étaient donc nécessaires, au moment où ils les abolissaient, puisque leur dernier exercice s'est terminé par un déficit de \$1,000,000, sans compter \$1,164.000 payées sur le 2ème 35 cts. C'est ce même ex-trésorier qui disait, dans son discours de l'année dernière, qu'il n'y avait pas de nécessité de prélever par un nouvel emprunt le montant de \$1,500.000 de dette flottante qu'il nous avait léguée: mais qu'avec de l'économie dans nos dépenses, nos revenus seraient suffisants pour éteindre graduellement cette dette. D'un côté, l'ex-trésorier disait que nos revenus devraient suffire, tandis qu'un de ses collègues admet, aujourd'hui, qu'il nous faut une augmentation de revenu de \$500,000 à \$750,000. On voit que l'ex-trésorier et ses amis ne sont que des farceurs qui se jouent de l'opinion publique, au lieu de l'éclairer consciencieusement.

Il dit: "Que la province n'a pas en caisse les fonds pour ces subsides ou pour le rembourse-

ment des dépôts de garantie de chemins de fer. L'argent emprunté pour le premier objet et l'argent reçu des compagnies de chemins de fer pour le second ont été attribués à d'autres fins, avant 1892. par le gouvernement qui reçut l'argent."

Si l'argent n'est pas en caisse, pour payer et rembourser ces obligations, à qui la faute, sinon au gouvernement qui nous a précédé et dont l'ex-trésorier faisait partie? Car au lieu de conserver le produit des emprunts pour liquider ces obligations, l'argent a été employé par eux à d'autres fins.

Quant à son accusation d'avoir déterminé l'argent reçu pour les chemins de fer et le remboursement des dépôts de garantie, l'ex-trésorier n'est ni loyal ni franc en la proférant, car il sait fort bien, du moins, je le crois renseigné sur ce point, que nul argent pour les chemins de fer n'a servi à d'autres objets et que les dépôts de garantie ont simplement été employés en attendant qu'ils fussent remplacés par un emprunt consolidé, à payer les subsides aux chemins de fer et autres obligations autorisées par la Législature. Mais s'il était loyal, il aurait dû avouer que ces dépôts employés temporairement figuraient dans la dette flottante remboursable par l'emprunt de dix millions. Or. on sait qu'ils ont effectué le plein montant de cet emprunt, dont le produit eût été suffisant pour couvrir ces dépôts, s'ils n'avaient pas employé une partie de cet argent pour rencontrer leurs propres dépenses.

Mais revenons à ce que l'honorable ex-trésorier disait dans son discours prononcé à la dernière session, "que le gouvernement n'avait pas besoin de faire un nouvel emprunt et qu'avec des retranchements et des économies, en se servant d'emprunts temporaires, on pouvait éteindre graduellement avec les revenus ordinaires, une somme de \$1,500,000 de dette flottante qu'ils nous avaient léguée: cette proposition était réellement étonnante, surtout venant de celui dont les opérations financières avaient eu pour résultat un déficit énorme. C'est ce même monsieur, qui, après avoir agi avec tant de prodigalité, lorsqu'il était trésorier, émet aujourd'hui la proposition de payer avec nos revenus ordinaires la balance d'une dette que lui-même n'avait jamais songé à liquider autrement qu'avec des emprunts à long terme. C'est une absurdité, car jamais depuis la Confédération, les subsides aux chemins de fer n'ont été payés avec les revenus ordinaires.

D'ailleurs quelle confiance peut-on avoir dans l'opinion d'un homme qui aujourd'hui prêche l'économie à ses adversaires, mais qui au pouvoir avait réussi pendant sa courte carrière administrative à accumuler dans une seule année un million de déficit, sans tenir compte des subventions aux chemins de fer et des remboursements de dépôts de garantie faits à même des emprunts effectués pour cette fin. Pour bien se rendre compte de la proposition de l'honorable ex-trésorier, examinons donc ce qui restait à payer au 30 juin 1897, sur le remboursement des dépôts de garantie et sur les subventions non payées aux compagnies de chemins de fer.

Subsides de chemins de fer

Subventions aux chemins de fer, non payées au 30 juin 1896.....	\$ 812,358.14
Subsides payables en vertu de l'acte 60 Victoria, chapitre 4, à 17 cts et demi sur 9,414,868 acres.....	1,647,601.90
Subsides périmés que l'on a fait revivre par l'acte 60 Victoria, chapitre 4.....	2,424.27
	<hr/>
	2,462,384.31
Moins subsides périmés.....	560.00
	<hr/>
	\$2,461,824.31

Payé en 1897:

Sur les subsides en argent.....	\$ 139,509.90
Sur les subsides en terres à 35 cts l'acre.....	35,709.00
Sur les subsides en terres à 17 cts et demi l'acre.....	1,164,638.33
	<hr/>
	1,339,857.23

Laissant, au 30 juin 1897, la somme non payée de..... \$1,121,967.08
sur les chemins de fer, et une balance sur les dépôts de garantie de \$370,174.36.

Par l'état ci-dessus, l'on voit que les paiements qui ont été faits pendant l'année 1897, ainsi que les remboursements de dépôts de garantie l'ont été à même des emprunts effectués pour cette fin, et sur ces emprunts il aurait dû y avoir en main, à cette date, une somme suffisante pour solder la balance des subventions aux chemins de fer et les dépôts de garantie.

Il est facile de le constater par l'état suivant:

Opérations de caisse, 1896-97

Il y avait en argent en banque au 30 juin 1896.....	\$ 784,799.49
Moins mandats non payés.....	173,122.28
	<hr/>
	\$ 611,677.21

Il avait été reçu du produit des emprunts, du 1er juillet 1896 au 30 juin 1897:

Balance de l'emprunt 1896.....	\$1,124,200.00
Emprunt de 1897.....	1,224,000.00
	<hr/>
	\$2,348,200.00

Sur lesquels il a été payé, pendant la même période:

Subventions aux chemins de fer.....	\$1,339,857.23
Chemin de fer Q.M.O. & O.....	6,617.78
Dépôts de garantie.....	381,187.62
	<hr/>
	\$1,727,662.63
	<hr/>
	\$ 620,537.37
Laissant une balance de.....	<hr/>
	\$1,232,214.58

Telle est la balance qui aurait dû être en main, le 30 juin 1897, pour couvrir à leur échéance le montant des subventions aux chemins de fer et le remboursement des dépôts de garantie, non payés au 30 juin 1897, car c'est pour cet objet que les emprunts étaient spécialement destinés: mais, malheureusement, il n'en a pas été ainsi. Cette balance a été dépensée comme suit:

Les dépenses totales à part les subventions aux chemins de fer, du chemin de fer Q.M.O. & O. et du remboursement des dépôts de garantie, entre le 1er juillet 1896 et le 30 juin 1897, se sont élevées à:

Dépenses ordinaires.....	\$4,685,450.42
Dépenses extraordinaires.....	206,832.28
Dépôts en fidéicommis.....	14,999.01
	<hr/>
	\$4,907,281.71

Le revenu total, du 1er juillet 1896 au 30 juin 1897, s'est élevé à:

Revenu ordinaire	\$3.874.966.22	
Vente de propriétés	2.500.00	
Dépôts en fidéicommis	45.772.48	
		\$3.923.238.70
Déficit		\$ 981.043.01
Balance en main	\$ 248.171.57	
Ajouter: montant provenant d'emprunts temporaires	700.000.00	
		\$ 948.171.57
Balance en caisse, le 30 juin 1897, savoir:		
Argent en banque	\$1.391.428.65	
Moins, mandats non payés	443.257.08	
		\$ 948.171.57

Donc, tout ce qu'il restait en main le 30 juin 1897, est la somme de \$948,171.57, y compris l'emprunt temporaire de \$700.000 effectué après le 26 mai, la balance ayant été absorbée pendant l'exercice 1897 par le déficit entre les recettes et les dépenses, en dehors des subsides et des remboursements de dépôts de garantie, comme l'indique l'état ci-dessus.

C'est cette dette flottante au 30 juin 1897, que l'ex-tresorier ose prétendre que l'on devrait éteindre graduellement avec nos revenus ordinaires.

Opérations de caisse de l'exercice 1898

Balance en caisse, le 30 juin 1897	\$ 248.171.57
Emprunt après le 26 mai 1897	700.000.00
Argent en main, le 30 juin 1897	\$1.391.428.65
Moins mandats non payés	443.257.08
	948.171.57
Recettes ordinaires	\$4.176.139.63
Fonds de remboursement de dépôts de garantie	1.516.72
Fonds en fidéicommis	58.358.79
	\$4.236.015.14
	\$5.184.186.71
Dépenses:	\$4.415.370.38
Remboursement des dépôts de garantie	\$ 237.471.86
Remboursement des fonds en fidéicommis	33.675.10
	271.146.96
Subsides de chemins de fer	\$ 198.645.14
	\$4.885.162.48
Balance	\$ 299.024.23
Argent en caisse, au 30 juin 1896	\$ 490.663.59
Moins mandats non payés	191.639.36
	\$ 299.024.23

Que restait-il à payer le 30 juin 1898, sur les réclamations léguées par nos prédécesseurs et qui auraient dû être couvertes par les emprunts antérieurs et par un nouvel emprunt pour solder la balance des 17 cts et demi, pour lesquels ils n'avaient pas pourvu?

Dépôts de garantie.	\$ 132,702.49
Subventions aux chemins de fer.	925,673.84
Emprunt temporaire effectué après le 26 mai 1897 pour reconstituer en partie le fonds qui aurait dû être en caisse pour couvrir la dette flottante du 30 juin 1897.	700,000.00
	<hr/>
	\$1,758,376.33
Moins argent en caisse au 30 juin 1898.	\$490,663.59
À déduire, mandats non payés.	191,639.36
	<hr/>
	\$ 299,024.23

Balance.	\$1,459,352.10
Sans compter les fonds en fidéicommiss.	\$ 334,003.97
Dette flottante au 30 juin.	\$1,793,356.07

Il est possible que l'honorable ex-trésorier n'ait pas réfléchi bien sérieusement, lorsqu'il faisait la proposition absurde de payer la dette flottante à même nos revenus, car s'il eût jeté un coup d'oeil sur les opérations des cinq dernières années, il se serait rendu compte de l'impossibilité pour nous de payer une dette de un million et demi avec les revenus ordinaires, lorsque eux-mêmes, de 1892 à 1897 avec un revenu d'une moyenne de \$303,000 de plus par an, n'ont pas réussi, même à équilibrer leurs recettes avec leurs dépenses, non compris les subventions aux chemins de fer et les dépôts de garantie.

De 1892 à 1897, la moyenne de la dépense annuelle a été de \$4,321,566.17, et la recette, pendant la même période, de \$4,213,556.92. Ainsi, comme le démontrent ces chiffres, les revenus n'ont pas été suffisants, même avec un surcroît de taxes de plus qu'aujourd'hui de \$303,000 par an. à rétablir l'équilibre. Et qu'on veuille remarquer que tous les paiements faits, pendant cette période, sur les subventions aux chemins de fer et sur les dépôts de garantie, l'ont été à même l'emprunt de dix millions, et non avec les revenus ordinaires.

L'honorable ex-trésorier dit que le déficit est de \$709,000 et que nous avons augmenté la dette d'autant.

Cette prétention de sa part n'est qu'un effet de son imagination. Pour arriver à cette augmentation de \$709,000, il prend dans les comptes publics le chiffre des déboursés, d'un côté, y compris les fonds en fidéicommiss, les dépôts de garantie et les subventions aux chemins de fer qui étaient compris dans le passif du 30 juin 1897, et, de l'autre, il prend les recettes, mais omet celles provenant des fonds en fidéicommiss. Ainsi, d'un côté, il met comme dépense le remboursement, durant l'année, des fonds en fidéicommiss, mais laisse de côté ce que nous avons reçu de cette source, au montant de \$58,385.79, ce qui réduit son déficit d'autant. C'est par un échafaudage erroné qu'il établit ce déficit.

Nous n'avons augmenté la dette que de \$164,369.97, et non pas de \$709,000, comme il le prétend, et il en a la preuve par l'état de l'excès du passif au 30 juin 1898, comparé avec celui de 1897. Le passif indique, il est vrai, une augmentation de \$338,865.41, mais il faut déduire l'augmentation du capital créée par la conversion opérée en 1898, de \$174,495.44, laissant un excès du passif sur l'année précédente, comme je l'ai dit plus haut, de \$164,369.97. C'est là le chiffre réel de l'augmentation de la dette par le gouvernement actuel.

Il a été payé, dans le cours de l'exercice de 1898: subventions aux chemins de fer sur la dette non liquidée, sous cette rubrique au 30 juin 1897.	\$198,645.14
Remboursement de dépôts de garantie.	237,471.86
Déficit entre les recettes et les dépenses ordinaires.	187,030.33
Dépense pour travaux publics.	50,683.70

Le total est de. \$673,831.03

Il a été payé pendant l'exercice de 1898 \$436,000 sur la dette flottante laissée par nos prédécesseurs, et \$237,714.03, y compris le déficit de \$187,030.33 et \$50,683.70 pour travaux publics. Mais de ce montant, il faut déduire le rachat de \$87,307.99 de la dette consolidée et le placement de \$10,677.78 comme fonds d'amortissement, pour éteindre l'augmentation créée par la conversion, laissant une balance de. \$139,728.26

Fonds en fidéicommiss, reçus en 1898.	\$58,358.79
Fonds en fidéicommiss. payés.	33,675.10

24,683.69

L'augmentation réelle est donc de. \$164,411.95
et non de \$709,000.

Nous avons été obligés de payer, dans le cours de cet exercice pour le rachat des débetures du palais de justice de Hull, \$20,451.69. dont le montant avait été reçu en 1894. et du palais de justice d'Ottawa. \$1,829.12.

Sans le paiement de \$210,000. pour lesquelles l'ex-trésorier n'avait pas pourvu dans son budget, et \$22,280.81 pour le rachat des débetures des palais de justice de Hull et d'Aylmer, soit un total de \$232,280.81, le passif eût été diminué de \$67,868.86.

L'honorable ex-trésorier nous parle avec moins d'aplomb aujourd'hui que pendant la session dernière au sujet du résultat de la conversion de la dette. L'année dernière, il était certain alors, que la diminution dans le service des intérêts serait au-delà de \$200,000. Cette année, il croit simplement, que la diminution atteindra ce chiffre, mais il n'en paraît pas certain. L'honorable chef de l'Opposition ne semble pas avoir la même opinion que son ancien trésorier sur le chiffre des réductions à atteindre par la conversion, car il déclarait, publiquement à Montréal, en présence des jeunes Conservateurs, que la conversion effectuerait une diminution sur le service des intérêts de \$500,000. Ainsi, comme l'on voit, il y a une grande divergence d'opinion entre ces deux messieurs; l'ex-trésorier s'est contenté d'exagérer le chiffre de la diminution, de l'intérêt, tandis que le chef de l'Opposition a voulu tout simplement mystifier la jeunesse ardente qui l'entourait.

Jusqu'au 15 décembre dernier, le montant des titres convertis s'élevait à \$6,867,705.32, qu'on a remplacées par \$8,479,161.76 de stock inscrit à 3 pour cent: l'augmentation en capital est de \$1,611,456.44.

Le service d'intérêts sur les anciennes débetures était par année de	\$ 306,749.95
L'intérêt sur les nouveaux titres est de	254,374.71
Différence en moins sur le service des intérêts.	52,375.24
Le fonds d'amortissement créé pour éteindre l'augmentation du capital est de	21,371.72
La réduction réelle dans le service des intérêts est de	31,203.52

Le taux annuel d'intérêts à payer, pendant 40 ans, y compris le fonds d'amortissement, revient à 4 pour cent et une fraction. La province se trouve engagée à payer par la conversion, sur le pied de 4 pour cent pendant quarante ans. Le montant converti jusqu'au 15 décembre dernier représente le quart du total des titres à convertir. En comptant la réduction sur le service des intérêts sur ce qui a été converti, la diminution totale n'excédera pas beaucoup \$120,000 par année. Or, j'ai toujours prétendu que l'on ne réussirait pas à réaliser le chiffre mentionné par l'ex-trésorier.

Le montant de la dette sujet à la conversion est de	\$26,948,973 00
Les titres portant 5 pour cent s'élèvent au chiffre de	14,185,273.00
Balance	12,763,700.00

Cette balance se compose de titres à 4 pour cent.

Les titres à 4 pour cent ne réaliseront, par la conversion, aucune réduction dans le service des intérêts. Il ne reste donc que les débetures à 5 pour cent, sur lesquelles le gouvernement effectuera une diminution de 1 pour cent sur le taux de l'intérêt actuel; mais ce gain n'est que temporaire, car ces titres à 5 pour cent seront dus en 8 ans et demi. Par la conversion nous engageons la province à payer un service d'intérêts, y compris le fonds d'amortissement de 4 pour cent pendant 40 ans. tandis qu'à l'échéance de nos débetures il est plus que probable que nous puissions les convertir en du 3 pour cent, au pair, ce qui n'est pas exagéré, vu qu'ils sont maintenant cotés sur le marché monétaire à 95.

Par la conversion annuelle le capital est de	\$33,483,291.00
Pour amortir en 40 ans le montant de l'augmentation du capital	
il faut une annuité de	\$ 86,660.00
Et 3 pour cent d'intérêt, sur \$33,483,291, soit:	1,004,500.00

Le montant du service d'intérêt et du fonds d'amortissement à payer annuellement pendant 40 ans est de	\$ 1,091,160.00
Quarante annuités de \$1,091,160 s'élèvent à	\$43,646,370.00
Mais par une conversion à échéance, prenant pour base de comparaison le chiffre actuel que nous avons à payer pour le service d'intérêts jusqu'à l'échéance des titres, et, après cette date, jusqu'à l'expiration de 40 ans, sur le pied de 3 et demi pour cent, prix actuel que nous payons pour le rachat de nos anciens titres par la conversion. l'intérêt pendant 40 ans, dans ces conditions, est de	42,469,489.00

Différence à payer en moins par la conversion à l'échéance des titres.	\$ 1,176,881 00
--	-----------------

La province, en obtenant, à leur maturité, pour ses anciens titres, du 3 pour cent, au pair, ce qui n'est pas impossible, vu leur cote sur le marché, la conversion dans ces conditions effectuerait un gain sur le service des intérêts, à l'expiration de 40 ans. de \$3,759,605. comparé à la conversion avant l'échéance des titres.

Par les calculs ci-dessus, l'on constate que la conversion actuelle est moins favorable qu'une conversion à l'échéance. Comme résultat, nous allons réaliser un gain temporaire qui est loin de compenser la différence qu'il nous faut par une conversion avant l'échéance des emprunts. Exemple: Sur nos titres portant 5 pour cent, convertis en 3, mais qui coûte en réalité 4 par l'augmentation du capital et par le service d'un fonds d'amortissement, nous allons gagner 1 pour cent pendant huit ans et demi. soit S 8.50

Par une conversion à échéance, à 3 et demi, nous réaliserons, pendant 31 ans et demi,
un demi pour cent de gain, soit 15.75

Gain d'intérêt en 40 ans par une conversion à l'échéance. 7.75
par cent piastres. Si à l'échéance, nous obtenions le pair à 3 pour cent, nous gagnerions
pendant 31 ans et demi. 31.50
contre une perte pendant 8 ans et demi de. 8.50
Différence, en 40 ans, en faveur d'une conversion à 3 pour cent, au pair, à l'échéance
des titres. 23.00
par chaque cent piastres.

Ainsi, à tous les points de vue, une conversion à l'échéance est préférable à la conversion actuelle.

L'ex-trésorier s'est chargé de la pénible tâche de présenter à la Chambre une motion de non confiance. Il me semble que cet honorable monsieur aurait dû hésiter avant d'assumer la responsabilité d'une tâche aussi ingrate, lui, dont la courte carrière financière a été si désastreuse pour les intérêts de la province.

Par cette motion, il censure le gouvernement d'avoir, dans l'espace de 16 mois eu recours à des mandats spéciaux, au montant de \$374,765.57. Depuis qu'il est dans l'Opposition, il a sans doute oublié que, du 30 juin 1896 au 26 mai 1897, lorsque la Législature venait de lui accorder les crédits nécessaires pour rencontrer les dépenses de toute l'année, il a émis des mandats spéciaux au montant de \$303,000, et pour des dépenses qu'il aurait pu inclure dans le budget supplémentaire présenté à la session de 1896. Il est vrai que du 26 mai au 30 juin 1897, nous avons émis \$281,000 de mandats spéciaux pour reconstituer les crédits qu'il avait épuisés antérieurement à sa démission par un accroissement de dépenses dans différents services. On ne peut blâmer le gouvernement, s'il a été forcé d'avoir recours au seul moyen qu'il avait à sa disposition de prélever les fonds nécessaires pour acquitter les obligations urgentes, du 26 mai au 30 juin 1897, pour le règlement desquelles les Conservateurs n'avaient laissé aucun argent en caisse.

Le produit de ces \$281,000 a été uniquement employé à maintenir le rouage de l'administration du service public, et non pour liquider une seule obligation contractée par le gouvernement actuel. L'ex-trésorier ne devrait pas nous faire un crime d'avoir fait honneur à ses engagements légitimes et exigibles, du 26 mai au 30 juin 1897. En déduisant ces \$281,000 du total de \$379,765.57, il ne reste donc que \$93,137.57 de mandats émis du 12 mars 1898 au 19 octobre de la même année, dont \$66,575.00 ont été employés pendant l'exercice de 1898 à rencontrer en partie des dépenses auxquelles cet honorable monsieur avait oublié de pourvoir dans son budget.

Cette minime somme est au-dessous de la moyenne annuelle des mandats spéciaux émis de 1872 à 1878, sous la gestion de M. Robertson et de M. Church et de celles des années subséquentes. Il ne devrait donc pas nous blâmer de nous être servi de mandats pour payer des dépenses attribuables à son imprévoyance.

Depuis que cet honorable monsieur est dans l'Opposition, il est, en principe, contre l'émission des mandats spéciaux. Pourquoi ne l'était-il pas lorsqu'il était au pouvoir? Pour prouver la sincérité de sa conversion il aurait dû, il me semble, inclure dans sa motion de censure, les mandats au montant de \$303,000 émis par lui pendant l'exercice 1897, avant l'avènement du gouvernement actuel. Je considère que cette motion de non confiance s'adresse plutôt à son administration qu'au gouvernement actuel, car c'est bien ce monsieur qui a émis \$303,000 de mandats spéciaux et qui a été la cause directe, par l'extravagance de sa politique, qu'une nouvelle émission a eu lieu du 26 mai au 30 juin 1897.

Au pouvoir, il est en faveur de l'émission des mandats; mais dans l'Opposition, il est contre. On peut juger par là de la valeur des principes qu'il étale à nos yeux. J'avoue que pour ma part je n'aurais pas eu le courage de présenter une motion de non confiance de cette nature, surtout si je m'étais montré aussi peu scrupuleux que lui, sous ce rapport, et si j'avais été la cause directe d'une émission faite pour rencontrer des dépenses que j'aurais laissées en souffrance avant ma démission.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Interrompt le ministre et parle de l'ancien gouvernement Mercier.

L'HONORABLE J. SHEHYN (Québec-Est): Pose certaines questions au député de Terrebonne et le somme de répondre.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Reparle de l'ancienne administration Mercier.

L'HONORABLE J. SHEHYN (Québec-Est): L'honorable ex-trésorier (M. A.W. Atwater, Montréal no 4).

sait bien que sa politique a été extravagante, mais il veut en faire disparaître le fâcheux effet par une défense erronée et fallacieuse et se décharger sur autrui, d'une partie de l'incurie et de l'ineptie qui ont signalé son court règne.

Cette motion de non confiance contre le gouvernement actuel n'a pas sa raison d'être, dans les circonstances, car c'est une injustice que de blâmer une administration lorsqu'elle n'a fait que remplir son devoir, en soldant des obligations dues et exigibles pour le maintien du service public.

Je suis bien convaincu que cette motion comportant une censure si peu méritée, va avoir le sort qu'elle mérite, de la part des députés de cette honorable Chambre.

Après avoir fait une revue de la critique budgétaire de l'honorable ex-trésorier, une courte étude sur la politique de ces honorables messieurs de la gauche, du 17 décembre 1891 au 30 juin 1897. ne sera pas sans intérêt pour la Chambre.

En 1891, avant les élections, ces honorables messieurs se faisaient fort d'établir l'équilibre dans les finances, avec les revenus ordinaires, sans avoir recours à de nouveaux impôts et sans le secours de nouveaux emprunts; c'est là la tâche qu'ils s'étaient imposée, avant et pendant les élections.

En 1892, après les élections, on change d'attitude et on déclare qu'il faut un million de revenus additionnels, pour équilibrer les recettes et les dépenses, car, disait le trésorier dans son discours sur le budget: "On ne peut plus avoir recours à de nouveaux emprunts. Dans le passé, la province avait vécu d'emprunts, mais il est impossible d'aller plus loin." Cependant, après les élections et avant la session, ce même trésorier avait déjà contracté un emprunt de \$1,400,000, dont il n'avait pas besoin, dans le moment, du moins.

Toute nouvelle entreprise était condamnée, à moins d'avoir l'argent en caisse pour en payer le coût, et il ne fallait plus accorder de nouvelles subventions, parce que la province était allée assez loin dans cette voie.

On proclamait sur tous les tons que la politique du gouvernement était d'effectuer des retranchements importants dans toutes les branches du service public: ce n'était que par ces moyens que l'on pouvait espérer remédier aux suites fâcheuses de la politique extravagante de leurs prédécesseurs.

Voilà, en général, quel était alors le programme du gouvernement conservateur.

Nonobstant ces déclarations bien formelles, on a eu recours, du 17 décembre 1891 au 30 juin 1897, à des emprunts temporaires et permanents d'au-delà de sept millions, en chiffres ronds, sous le plausible prétexte que ces emprunts étaient nécessaires pour payer les obligations de leurs prédécesseurs.

Ceci n'était pas tout à fait véridique, puisqu'une partie des dix millions a été employée à couvrir de nouvelles obligations et qu'on a laissé une dette flottante d'au-delà de \$1,500.000 pour la liquidation de laquelle on avait reçu du produit des emprunts le montant nécessaire.

En 1892, on déclare que le produit des nouvelles taxes va servir à payer le remboursement des

dépôts de garantie et les dépenses des travaux extraordinaires.

En 1895, on prétend que les dépôts de garantie ne sont que des emprunts temporaires et ne doivent plus être payés sur le produit des nouvelles taxes, mais à même des emprunts permanents. (Voir discours de M. Taillon, page 30)

En 1896, l'ex-trésorier corrobore le décret officiel de son prédécesseur et déclare qu'il réservera sur la balance du dernier emprunt à faire sur les 10 millions, le montant requis pour cet objet. Au sujet de ce remboursement de dépôts de garantie, on vient de voir quelle était la politique du trésorier (M. J.S. Hall) en 1891, du premier ministre (M. E.J. Flynn) en 1895, et de l'ex-trésorier (M. A.W. Atwater) en 1896.

En 1892, le trésorier avait pour objet, en faisant ces remboursements, à même le produit des nouvelles taxes, de réduire le passif d'autant.

En 1895, le premier ministre qui était trésorier, changeait la destination de la partie des taxes destinée au remboursement des dépôts de garantie, et donnait pour prétexte du changement que ces dépôts n'étaient que des emprunts temporaires et devaient être traités comme tels, qu'à l'avenir ils seraient remboursables à même l'emprunt de dix millions.

En 1896, l'ex-trésorier disait la même chose.

Or, le trésorier en 1892, n'avait donc pas raison de faire peser sur le peuple des taxes onéreuses pour payer une dette qui, ses deux successeurs l'admettent, aurait dû être capitalisée: mais ce n'est qu'après trois ans que ces messieurs finissent par comprendre l'absurdité de leur politique.

Or, il est facile de démontrer qu'en bonne finance, on avait fait fausse route en employant le produit de taxes pour payer une dette qui pouvait être capitalisée.

Le chiffre des dépôts de garantie s'élevait à la somme de \$1.742,038.52 le 30 juin 1892. Cette somme était comprise dans la dette flottante qui devait être couverte par l'emprunt de dix millions. La moyenne par année du remboursement de ces dépôts était de \$260.000, en chiffres ronds. C'est ce montant que le trésorier s'engageait à payer sur le produit des nouvelles taxes, tandis que s'il eût consolidé sur l'emprunt de dix millions le total de ces dépôts à 4 pour cent, il eût eu à payer un intérêt annuel de \$68.681. au lieu de \$260.000. (différence en moins. \$191,319). ce qui aurait réduit d'autant le chiffre de la taxe à prélever.

Cette prétendue remise, il est vrai, n'était qu'un prétexte pour couvrir la faute qu'il avait commise par l'imposition de nouvelles taxes dont il n'avait pas besoin, puisque quelques années après, avec un état financier bien moins favorable, ses successeurs en abolissent une partie.

D'ailleurs, comme je l'ai démontré par des chiffres indiscutables, ces remboursements ont été virtuellement faits à même des emprunts et non avec le produit de ces taxes.

En 1894, malgré toutes les promesses antérieures on transporte à d'autres compagnies que l'on voulait favoriser, des subsides accordées à une compagnie de chemin de fer qui n'était pas en état de continuer sa ligne

En 1895, le même trésorier qui avait opéré ce transport, se déclarait de nouveau contre toutes nouvelles subventions, car, d'après lui, c'était la seule manière d'équilibrer l'état financier.

Quelques mois à peine s'étaient-ils écoulés que le chef de l'Opposition actuel, qui avait préconisé cette politique, devenu premier ministre, se lance dans une politique de subventions, lorsque rien dans l'état financier ne justifiait ce changement d'attitude de sa part.

De 1892 à 1896, on ne parle que d'économies et de retranchements, mais au pouvoir, l'ex-trésorier et le chef de l'Opposition se déclarent, quelques mois après, pour une politique large et généreuse.

En 1892, il faut augmenter le revenu par de nouveaux impôts. En 1895, on abolit une partie de ces impôts, lorsque l'état financier est bien moins favorable qu'en 1892.

En 1896, on abolit la taxe sur les mutations de propriétés et en même temps, on se lance dans de nouvelles entreprises, en face d'un énorme déficit et avec un revenu diminué.

De 1892 à 1897, on crie sur tous les tons, que l'emprunt de dix millions n'était pas suffisant pour couvrir les dettes laissées par leurs prédécesseurs. Cet emprunt était plus que suffisant puisqu'ils en ont employé une partie pour payer leurs propres dépenses.

En 1892, on se déclare contre les emprunts, cependant on emprunte la balance des dix millions toujours sous le prétexte qu'ils étaient nécessaires pour rencontrer les obligations du gouvernement précédent.

En 1896, on a recours à un nouvel emprunt et on laisse non réglée une dette flottante pour laquelle on avait reçu des fonds que l'on a employés à d'autres fins.

En 1895, dans son discours sur le budget, le premier ministre dit que: "Pour équilibrer les finances il ne faut pas songer à se lancer dans aucune entreprise nouvelle ni faire des dépenses extraordinaires, sans avoir les moyens de les solder avec nos ressources."

En 1896, l'ex-trésorier dit emphatiquement qu'une dépense considérable, bien appliquée, est un placement pour l'avenir; c'est cependant le même homme qui, dans l'Opposition, critique le discours de l'honorable premier ministre et trouve que l'on n'a pas assez fait dans la voie de l'économie.

En 1894, le trésorier se prononce contre l'emprunt à 77 cts dans la piastre. Le premier ministre, en l'absence du trésorier, retenu à la maison par la maladie, effectue cet emprunt. Le trésorier proteste contre une transaction qu'il considère comme très défavorable, envoie sa démission et combat publiquement la politique financière du gouvernement.

Effrayé de l'opposition que lui suscite son ancien trésorier et qui entraîne de nombreux adhérents parmi la députation conservatrice, le premier ministre, pour ramener au bercail cette brebis égarée, fait l'affaire de l'arbitrage, cause qui donne à ce monsieur des émoluments qui équivalent à un salaire de ministre.

Avec cette douceur, le scrupuleux trésorier qui avait fait, en 1891, une guerre de corsaire contre ses

prédécesseurs, qui s'était montré si sévère sur la politique financière de ses adversaires, et qui avait attaqué avec tant d'apparentes convictions la politique du gouvernement dont il faisait partie, devient docile comme un agneau: son indignation se calme et il se montre subséquemment soumis et obséquieux envers ceux qu'il avait condamnés publiquement. La rupture sérieuse dans le parti est évitée et tout rentre dans l'ordre. Quelle comédie!

Nonobstant que ses prédécesseurs se fussent déclarés en faveur d'une politique d'économies et de retranchements, cependant l'ex-trésorier se lance dans une politique dont la conséquence a été un million de déficit entre les recettes et les dépenses, pendant la seule année de son administration comme trésorier.

Ses deux prédécesseurs disent qu'il ne faut rien entreprendre sans avoir le moyen de payer avec nos ressources toutes nouvelles dépenses.

Notre ex-trésorier, quelques mois après, dit: "Que nulle province ou pays ne peut rester immobile: il faut avancer ou reculer".

L'exercice 1897, le seul que l'honorable ex-trésorier ait contrôlé, se solde par un déficit de \$1,000,000, et il est satisfait de son oeuvre.

En 1898, dans l'Opposition, il est pour l'économie et trouve que nous n'en avons pas fait assez, quoique nous ayons diminué son déficit de \$623,000. dans une seule année.

En 1896, il est pour que le remboursement des dépôts de garantie soit pris sur les emprunts, et propose de réserver le montant nécessaire pour cette fin sur la balance de l'emprunt de 10 millions.

En 1897, dans l'Opposition, il est pour que ces dépôts soient payés à même les revenus ordinaires.

En 1896, l'ex-trésorier fait un emprunt pour payer une partie du 2ème 35 cts à 17 cts et demi. En 1897, dans l'Opposition, il est contre un emprunt pour payer la balance de ces mêmes 17 cts et demi qu'il a laissés non liquidés, lors de sa démission, et veut que l'on prenne cette dépense sur les revenus ordinaires.

Dans son discours de l'année dernière, il disait: "Qu'il ne pensait pas que le gouvernement réussirait à établir l'équilibre entre les recettes et les dépenses, avec nos ressources actuelles"; c'est cependant le même homme qui venait d'abolir la taxe sur les mutations de propriétés, taxe qui devait rapporter pour l'exercice 1897, \$200,000 de revenus, d'après les estimés de son prédécesseur.

Mais, alors, pourquoi a-t-il aboli cette taxe, s'il est d'opinion, quelques mois après sa démission, que nos revenus ne peuvent suffire pour équilibrer les dépenses? Il trompait donc la Chambre en l'abolissant, au moment où la situation financière était moins favorable?

C'est le même ex-trésorier qui, dans ce même discours, se déclarait contre un emprunt, alléguant qu'avec des économies et des retranchements on pouvait graduellement éteindre cette dette flottante pour laquelle il avait fait un emprunt lui-même, mais dont il avait détourné le produit de sa fin légitime.

Voyez quelle contradiction! D'un côté, il dit que nous ne réussissons pas à équilibrer les recettes et les dépenses; d'un autre côté, il veut que l'on paie

la dette flottante avec des ressources qu'il reconnaît insuffisantes pour les dépenses ordinaires.

En 1897, lui et son chef s'engagent, par arrêtes en conseil, afin de favoriser certaines compagnies de chemins de fer, de faire voter à la session suivante de nouvelles subventions pour un million, mais ils n'ont pas le courage d'en parler aux contribuables pendant les élections générales.

Au pouvoir, l'ex-trésorier est pour les emprunts; dans l'Opposition, il est contre. Au pouvoir, il ne voit que des surplus; dans l'Opposition il grossit outre mesure le déficit de ses adversaires. Au pouvoir, il trouve que la dette est diminuée, lorsqu'elle est réellement augmentée; dans l'Opposition, il fait des calculs de fantaisie pour démontrer le contraire de la vérité. Au pouvoir, il émet des mandats spéciaux, pendant la seule année qu'il a contrôlée, au montant de \$303,000; dans l'Opposition, il propose un vote de non confiance, pour avoir réglé par des mandats spéciaux des obligations dont les crédits pour les solder avaient été épuisés par lui, avant sa démission.

L'ex-trésorier dit que, par la conversion, le service des intérêts va être diminué de \$200,000 par année. Le chef de l'Opposition, dans une assemblée de jeunes Conservateurs, dit que la diminution va être de \$500,000.

Au pouvoir, on avait promis de diminuer le passif avec le produit des taxes. Au lieu de l'avoir diminué, on l'a augmenté de plusieurs millions.

Ils avaient promis de dépenser moins que leurs prédécesseurs; ils ont dépensé plus.

En 1898, dans l'Opposition, ces honorables messieurs semblent, du moins en apparence, être étonnés de ce que l'on ne se lance pas, dès notre arrivée au pouvoir, dans une politique de chemins de fer, lorsque eux-mêmes, de 1892 à 1897, n'ont pas osé ouvertement accorder de nouvelles subventions, car en réalité, le règlement du 2ème 35 cts à 17 cts et demi, n'était qu'une échappatoire pour favoriser quelques compagnies et que, pendant les élections, ils n'ont pas eu le courage de mettre les contribuables dans leur confiance et leur déclarer qu'ils s'étaient engagés par des arrêtes en conseil à accorder de nouveaux subsides. Ce sont les mêmes

hommes qui, après avoir imposé des taxes en 1892

lorsqu'elle n'étaient pas nécessaires, les abolissaient en grande partie, en 1896 et 1897, et cela après avoir contracté de nouvelles obligations, augmenté la dette et lorsque les dépenses, en général, étaient plus élevées, et les revenus diminués de 3300.000. Ils demandent aujourd'hui si l'on va abolir la taxe de 1882 sur les corporations commerciales qu'ils considéraient indispensable, lorsque les dépenses étaient de \$3.000.000 par année, tandis qu'aujourd'hui, elles sont d'au-delà de \$4.000.000. taxes dont ils ont défendu la constitutionnalité jusqu'au Conseil privé.

Ils demandent aussi si l'on va abolir les taxes sur les successions, taxes que l'ex-trésorier même et son prédécesseur ont tous deux déclaré être des plus légitimes et comme devant rester dans les statuts. (Voir discours budgétaire de ces messieurs, en 1895 et 1896)

Quelle foi ajouter aux dires de ces messieurs! Ils diminuent les revenus avant leur démission et laissent les finances dans un état difficile et tendu. Non contents de leur oeuvre, ils veulent encore diminuer les faibles ressources sur lesquelles nous comptons pour remettre l'ordre dans les finances dans un moment où nous sommes obligés de suivre une politique des plus économiques afin de réparer les erreurs dues à leur incurie et leur ineptie.

Par les tableaux et les chiffres que j'ai soumis, il est facile de constater que, de 1892 à 1897, nos prédécesseurs n'ont suivi qu'une politique vaillante et sans caractère et n'ont eu aucun plan bien défini dans l'administration des finances de la province.

Il est vrai qu'ils avaient réussi à merveille à faire croire à leurs adhérents au succès de leurs opérations, mais ces prétentions n'étaient que chimériques et illusoires, car, après leur démission, il a été constaté que ces honorables messieurs au lieu d'avoir effectué les économies promises et avoir diminué la dette avec le produit des taxes onéreuses qu'il avaient imposées, ont légué, au contraire, une succession des plus embarrassées.

VOICI donc, d'après les comptes publics et les états officiels soumis à la Chambre, quel était le résultat des opérations financières de nos prédécesseurs, au 30 juin 1897:

Augmentation de la dette consolidée, du 30 juin 1892 à 1897.....	\$ 9 021.334 07
Excès du passif sur l'actif, du 17 décembre 1891 au 30 juin 1897.....	\$ 5.286 901.77
Dépensé, en outre, le produit des nouvelles taxes.....	\$ 2.262.452.55

Résultat des opérations financières de l'honorable ex-trésorier, pendant l'exercice 1897

Augmentation de la dette consolidée.....	\$ 2.971.638 07
Augmentation du passif.....	\$ 3.335.311 86
Déficit entre les recettes et les dépenses ordinaires.....	\$ 810.484 20
Déficit entre les recettes et les dépenses ordinaires et extraordinaires.....	\$ 1.014.816 48

Telle est l'ensemble de la politique financière de ces messieurs, de 1892 à 1897.

J'ai aussi démontré, dans le cours de mon discours, qu'une partie des emprunts qui avaient été effectués pour couvrir les obligations existantes au 30 juin 1892, ont été détournés de leur fin légitime.

De plus, il restait non liquidé, au 30 juin 1897, balance des dépôts de garantie.....	\$ 370.174 35
Balance des subventions aux compagnies de chemins de fer.....	637 039 24
Balance du 2ème 35 cts à 17 cts et demi, non payée.....	484.792 72

Total..... \$ 1.492 006 32

Aussi, des engagements en vertu d'arrêtés en conseil à être ratifiés par la Chambre, à la session suivante, au montant de \$ 1,022,275.00

C'est cet ex-trésorier qui se permet de critiquer le budget du premier ministre, lorsque, lui, pendant sa gestion des finances, a fait preuve d'une si grande incurie.

Il est facile de voir que lui et son chef, le premier ministre d'alors, ont trompé la Chambre et le pays par leurs déclarations officielles, qu'ils avaient rétabli l'équilibre dans les finances, lorsqu'il était à leur connaissance qu'au moment où ils faisaient de telles déclarations, il existait un déficit considérable entre les recettes et les dépenses, ainsi que je l'ai démontré par des états officiels et des chiffres incontestables que l'on peut facilement contrôler par l'exposé budgétaire et les comptes publics.

L'exposé budgétaire du premier ministre indique, d'une manière claire et précise, la situation financière, au 30 juin 1898.

Mais, pour faire comprendre plus facilement à la Chambre et au pays le progrès accompli, faisons un court résumé des opérations financières du trésorier actuel, pour l'année dont il a eu la gestion.

La dette consolidée n'a pas été augmentée d'un seul centin par les transactions du gouvernement actuel.

L'excès du passif est de \$338,867.41 plus élevé, mais il faut tenir compte de l'augmentation de la dette consolidée par suite de la conversion de \$174,495.44, laissant une balance de \$164,324.90 comparé à son prédécesseur qui avait ajouté, pendant l'exercice de 1897, \$2,971,638.07 à la dette consolidée, et \$3,335,311.86 au passif.

Cette augmentation de \$164,324.90 sur le passif de 1898, comparé à celui de 1897, n'aurait pas eu lieu sans une foule d'"items" ajoutés au budget de la dépense par une législation subséquente et d'autres "items" pour lesquels l'ex-trésorier n'avait pas pourvu dans son budget, le tout formant un total non inclus dans les estimés de ce dernier de \$210,732.42. Déduction faite de cette somme, le passif eût été diminué au lieu d'être augmenté.

Les dépenses ont été de \$320,763.74 de moins, en 1898, qu'en 1897, et les recettes ont produit \$302,690.13 en plus en 1898 qu'en 1897. Ces tableaux peuvent se résumer comme suit:

Augmentation du revenu en 1898 sur 1897.	\$ 302,690.13
Réduction des dépenses.	320,763.74
Total de l'augmentation du revenu et de la réduction des dépenses en 1898.	\$ 623,453.87
Cette somme soustraite du déficit de 1897.	810,484.20
Laisse une balance de.	\$ 187,030.33

C'est-à-dire que le déficit de 1897 était de \$810,484.20, tandis qu'il n'est que de \$187,030.33 en 1898. Ce déficit se fut changé en surplus, sans les "items" pour lesquels l'ex-trésorier n'avait pas pourvu.

Tel est le résultat de la première année des opérations financières contrôlées par l'administration actuelle.

Je suis certain que la Chambre admettra volontiers que le gouvernement a rempli, dans la mesure du possible, la tâche qu'il avait entreprise.

Pour remplir cette tâche il a fallu une grande somme de courage pour résister aux nombreuses demandes d'aide en faveur d'entreprises très recommandables en elles-mêmes et d'oeuvres méritoires qui avaient toutes les sympathies du gouvernement, mais que les conditions financières de la province ne permettaient pas de favoriser.

Pour mener à bonne fin cette politique de restauration, il nous faut l'appui cordial de la députation, car sans cet appui, nos efforts seraient inefficaces. Je suis certain que l'adhésion sur laquelle nous comptons ne nous sera pas refusée, lorsqu'il s'agit de sortir la province de la voie dans laquelle elle avait été engagée par une politique imprudente.

Nous sommes dans une position difficile, et, pour en sortir victorieusement, il faut persévérer avec ardeur dans la voie des retranchements et des économies et utiliser avec toute la circonspection possible les faibles ressources à notre disposition.

Il est donc impossible, dans les conditions actuelles, de se départir de la ligne de conduite que nous avons suivie depuis que nous sommes au pouvoir. Toute autre ligne de conduite ne ferait qu'aggraver la situation déjà assez tendue et nous forcerait à faire subir au peuple des sacrifices onéreux en adoptant une politique qui ne serait pas en rapport avec les ressources disponibles de la province.

M. F. CARBRAY [Québec-Ouest]:

M. l'Orateur.

L'honorable ministre (l'honorable J. Shehyn, Québec-Est), trésorier sous le gouvernement Mercier, a consacré quatre heures à nous prononcer un discours, hérissé de chiffres, d'états et de détails interminables, s'efforçant de prouver, si ç'eût été possible, que pendant l'administration de la province par le Parti conservateur, de 1892 à 1897, ce gouvernement (conservateur) a augmenté la dette publique d'au delà de \$9,000,000, et que son administration des finances de la province durant ce temps a résulté en déficits

considérables chaque année; qu'enfin, lors de son "exit", en mai 1897, la position financière de la province était déplorable. Eh bien, monsieur l'Orateur, l'usage parlementaire ne me permet pas de qualifier ces assertions comme elles le méritent. Elles sont inexactes, contraires à la vérité, injustes et trompeuses, du moins en ce qui concerne le Parti conservateur: appliquées à son parti elles auraient plus de justesse et d'à propos.

Je vais essayer de prouver à cette Chambre l'exactitude de ce que j'avance, et j'espère y réussir et en moins de quatre heures.

Je m'abstiendrai de suivre l'honorable ministre dans ses détails sans fin; je ne m'occuperai que des conclusions qu'il tire.

Je vais prouver:

1o Que le gouvernement conservateur, de 1892 à 1897, n'a pas augmenté la dette publique de \$9,000,000, ni même d'un dollar;

2o Que son administration des finances de la province durant ces années n'a pas résulté en déficits annuels, mais au contraire en surplus considérables chaque année;

3o Que le gouvernement conservateur, lors de son "exit", en 1897, a laissé les finances de la province dans un état des plus satisfaisants.

Maintenant allons aux preuves, et je défie le gouvernement ou aucun de ses partisans de prouver le contraire de mes avancés.

1o Le gouvernement conservateur n'a pas augmenté la dette publique de \$9,000,000 pendant son administration de 1892 à 1897. Quand ce gouvernement a pris en mains les affaires, en l'automne de 1891, la dette consolidée de la province, d'après les comptes publics, se chiffrait à \$ 15,181,320. Il y avait en même temps des dettes flottantes et obligations, se chiffrant à \$10,862,353, résultant de la mauvaise et désastreuse administration de l'honorable monsieur et de ses amis depuis 1886 à 1891.

Dans le cas où l'on douterait de l'exactitude de mes chiffres, j'invite les honorables membres à prendre en main les statuts de la province. 54 Victoria, chapitre 2, page 27: ils y trouveront ce qui suit:

"Acte concernant l'émission de débentures pour pourvoir au paiement de la dette flottante, non consolidée de la province, etc."

Les détails sont ensuite énumérés, constatant un total de \$10,862,353. c'est-à-dire exactement les chiffres que j'ai cités plus haut.

Cet acte, ces états sont l'oeuvre de l'honorable ministre, auquel je réponds maintenant.

Faisons maintenant l'addition:

Dette consolidée.....	\$15,181,320.00
Dette non-consolidée.....	10,862,353.00
Formant un total de.....	\$26,043,673.00

Ces chiffres représentent la dette que ces messieurs et leurs amis nous ont laissée comme héritage en l'automne de 1891. Maintenant, d'après les comptes publics, que le gouvernement actuel a déposé en cette Chambre, la dette publique au 30 juin 1897 était de \$24,202,054, et au 30 juin 1898, elle était de \$25,146,845.

L'honorable monsieur voudrait-il maintenant nous démontrer comment il trouve que nous avons augmenté la dette publique d'au delà de \$9,000,000 de 1892 à 1897? Je serais très curieux de voir comment il pourrait s'y prendre.

Je vais maintenant m'occuper des comptes publics pour l'année fiscale se terminant au 30 juin 1898. qui doivent plus spécialement intéresser la Chambre dans le moment.

Dans le cours de mes remarques, je traiterai les deux autres points de mon argumentation.

J'ai pris la peine d'étudier les comptes publics pour l'année fiscale, finissant le 30 juin 1898. et voici ce que je constate:

Revenu ordinaire. Total \$4,176,139.63. En décembre 1896. le trésorier d'alors avait estimé ce revenu à \$4,086,199.42; le revenu actuel était donc de \$89,940.21 en plus. Cet excédent provient du surplus sur les chapitres suivants, savoir:

Intérêts.....	\$ 8,285.63
Terres de la couronne, etc.....	27,215.19
Administration de la justice et timbres.....	7,771.97
Taxes des compagnies commerciales.....	77,595.09
Maintien des aliénés.....	15,672.48
Écoles (industries et réforme).....	11,386.84
Revenu casuel.....	5,121.49
Divers.....	2,527.49

\$ 155,576.18

À déduire, en moins que les estimés, sur les chapitres suivants, savoir:

Puissance du Canada.....	\$ 11,385.94	
Licence.....	14,956.17	
Droits sur successions.....	36,544.74	
Divers.....	2,749.12	
		\$ 65,635.97
		\$ 89,940.21

Les recettes extraordinaires ont été estimées à \$30,000, et n'ont réalisé que \$1,516.72, en moins \$28,483.28.

Maintenant prenons l'autre côté. Les dépenses ordinaires ont été de \$4,300,078.29, contre une estimation de \$4,042,900.02, un excédent de \$257,178.27. Cet excédent provient des chapitres suivants, savoir:

Dettes publiques.....	\$ 66,555.50
Législation.....	15,231.24
Gouvernement civil.....	26,013.08
Administration de la justice.....	42,989.65
Instruction publique.....	54,000.00
Agriculture, colonisation et immigration.....	18,676.97
Travaux publics, dépenses ordinaires.....	12,981.94
Divers.....	20,729.89
	\$ 257,178.27

Le budget extraordinaire, ou compte de capital, constate une dépense totale de \$585,084.19, contre \$861,527.99, prévue par les estimés, soit \$276,443.80 en moins que les estimés. Cette différence est plus qu'expliquée par le chapitre des subsides aux chemins de fer; les estimés ont prévu pour une dépense probable de \$503,240. Il n'a été actuellement dépensé que \$198,645.14, c'est-à-dire \$304,594.86, en moins.

Maintenant procédons à faire la comparaison du budget de l'année finissant le 30 juin 1898, avec l'année finissant le 30 juin 1897, et voici quels sont les résultats:

Recettes ordinaires: 30 juin 1897.....	\$3,874,803.18
Recettes ordinaires: 30 juin 1898.....	4,176,139.63
Excédent.....	\$ 301,336.45

Cet excédent est expliqué par les augmentations dans les chapitres suivants, savoir:

Terres de la couronne.....	\$ 215,021.93
Licences.....	28,867.41
Taxes sur corporations commerciales.....	59,908.33
Licences de manufactures et de commerces.....	19,452.97
Asiles d'aliénés, contributions municipales.....	55,841.04
Écoles de réforme, etc.....	35,463.12
Divers.....	38,982.90
	\$ 453,537.70

À déduire, en moins, sur les chapitres suivants, savoir:

Taxes sur transports de propriétés.....	\$72,801.18
Droits sur successions.....	65,986.46
Divers.....	13,413.61
	\$ 152,201.25
Soit une différence nette de.....	\$ 301,336.45

Si l'on prend en considération le prix de vente des limites à bois, vendues par le département des Terres de la couronne en mars 1898, soit \$30,110, le prix des terres publiques vendues pendant l'année 1897-98, soit \$83,508, et les montants considérables dus au gouvernement dans ce département pour 1897, et qui n'ont été collectés et crédités dans les comptes publics qu'en 1898; le surplus dans les recettes ordinaires de 1898 sur 1897 de \$301,336.45, est amplement expliqué.

Je signale à la Chambre le système erroné qui existe, et, je dois le dire, qui a toujours existé sous tous les gouvernements de cette province, de porter au budget des recettes ordinaires l'argent provenant de la

vente des terres du domaine public et des limites à bois. Ces sommes devraient être portées au compte de capital. Car, enfin, ce ne sont pas des revenus ordinaires.

Procédons maintenant à la comparaison des recettes extraordinaires:

Pour 1898.	\$ 59,875 51
Pour 1897.	48,435 52

Différence.	\$ 11,439 99
-------------	--------------

Allons, à présent, à la comparaison des dépenses de 1898 avec l'année 1897:

Dépenses ordinaires, 1897.	\$4,677,095 20
Dépenses ordinaires, 1898.	4,300,078 29

Moins en 1898.	\$ 377,016 91
----------------	---------------

Cette différence s'explique comme suit:

Dépenses en plus sur les chapitres suivants, savoir:

Dettes publiques.	\$ 40,302 87
Gouvernement civil.	5,537 17
Instruction publique.	11,000 00
Arts et manufactures.	13,000 00
	\$ 69,840 04

En moins:

Législation.	77,713 22
Justice.	44,286 12
Agriculture.	97,218 78
Travaux publics.	38,300 03
Asiles, charités, etc.	19,241 02
Divers.	170,097 78
	\$ 446,856 95
Différence.	\$ 377,016 91

Cette différence s'explique par l'item de \$77,713.22, législation, représentant le coût des élections générales en 1897, par une réduction de \$97,218.78, sur les octrois de l'agriculture, économie discutable. Et aussi, sans doute, par le soin religieux avec lequel le gouvernement s'est empressé de payer tous les comptes, possibles et impossibles, avant le 1er juillet 1897, afin de grossir les dépenses pour 1897, et diminuer par autant les dépenses de 1898.

Les dépenses extraordinaires et pour compte de capital étaient:

En 1898, de.	\$ 585,084 19
En 1897, de.	1,957,849 14

L'honorable premier ministre (l'honorable F.-G. Marchand, Saint-Jean) se fait fort de ce qu'il a été dépensé \$1,143,572.99 en moins pour subsides aux chemins de fer en 1897-98 que dans l'année précédente. Mais, monsieur l'Orateur, il n'a pas droit de s'arroger aucun mérite là-dessus. Ces subsides aux chemins de fer sont des dettes de la province pour compte de capital, qui doivent se payer dans une année ou dans une autre. Il y en a eu pour \$1,957,849 d'échus en 1896-97. Ils ont été payés, ce qui fait que l'on n'a pas eu à les payer l'année suivante. Voilà toute l'histoire.

Les paiements faits en 1897, pour subsides aux chemins de fer, causés surtout par la conversion en argent des subsides en terres, expliquent cette différence.

La dette consolidée se chiffrait nette:

Au 30 juin 1897, à.	\$24,202,054 08
Au 30 juin 1898, à.	24,279,163 75

Augmentation.	\$ 77,109 67
---------------	--------------

La dette flottante, y inclus les mandats non payés, et moins la balance de la caisse en mains, était:

Au 30 juin 1897.	\$ 409,042 25
Au 30 juin 1898.	867,682 23

Augmentation.	\$ 458,639 98
---------------	---------------

Soit une augmentation totale de la dette publique de.	\$ 535,749 65
---	---------------

Je passe maintenant en revue les états, et le discours sur le budget par le premier ministre, qui nous ont été distribués.

L'honorable premier ministre revient à la charge, encore cette année, avec des états comparatifs pour démontrer l'état affreux dans lequel son gouvernement a trouvé les finances de la province en mai 1897, quand il prit en main l'administration des affaires: énormes déficits annuels, augmentation alarmante de la dette, etc., mais, monsieur l'Orateur, fut-ce tout vrai ce serait leur propre oeuvre. Oublie-t-il donc leur passage désastreux au pouvoir de 1886 à 1891?

L'honorable premier ministre est assez franc pour le reconnaître lui-même par l'état A, qu'il nous a présenté. Déficit en 1889-90 de \$1,380,569.18; 1890-91 \$1,444,236.09; en 1891-92 \$1,742,651.02. La dette nette consolidée qui était de \$10,527,273, en 1886, quand ces messieurs sont arrivés au pouvoir, était rendue à \$15,181,320, en 1891, quand le pouvoir leur a été ôté des mains; ils ont laissé en outre une dette flottante et des engagements nouveaux, au montant de \$10,862,353, un total de \$26,043,673.

C'est dans cet état de banqueroute que le Parti conservateur, sous l'honorable monsieur Boucherville, a été appelé à prendre les rênes du gouvernement. Il entreprenait une tâche terrible, mais il s'est mis vaillamment à l'oeuvre, risquant même son existence politique, en imposant sur le peuple des impôts additionnels, quoique temporaires, pour pouvoir faire face à la situation et réparer les désastres causés par ces messieurs. C'était la liquidation d'une succession en banqueroute, et c'est pour cela que j'ai maintenu l'année dernière, et que j'affirme encore solennellement, qu'on n'a pas le droit aujourd'hui de faire des états comparatifs pour démontrer que sous la présente administration on a dépensé moins ou perçu plus que nous l'avions fait pendant les années de la liquidation de la succession en banqueroute, que ces messieurs nous ont laissée en 1891.

Le gouvernement actuel, dans cette Chambre et en dehors, ne cesse de dire que de 1891 à 1897, nous avons continué le régime des déficits qu'ils avaient, eux, inauguré, mais est-ce vrai, monsieur l'Orateur? C'est absolument inexact.

À la dernière session, on a mis devant la Chambre des états pour constater qu'il y avait des déficits dans les budgets ordinaires: \$24,828 en 1892-93; \$230,202.28 en 1893-94; \$162,661.66 en 1894-95; \$55,673.61 en 1895-96. Mais pourquoi, monsieur l'Orateur, vouloir tromper le peuple, et faire tort au crédit de notre province par de pareilles assertions erronées?

Prenons donc les états mêmes que le gouvernement nous soumet, et que voyons-nous?

État "B"

Exercice pour l'année finissant le 30 juin 1893:	
Recettes ordinaires.....	\$4,384,654.48
Dépenses ordinaires.....	3,952,258.75

Surplus.....	\$ 432,395.73
--------------	---------------

Ceci n'est pas un déficit de \$24,828 tel qu'on veut nous le faire croire!

Exercice pour l'année finissant le 30 juin 1894:	
Recettes ordinaires.....	\$4,258,728.56
Dépenses ordinaires.....	3,876,990.83

Surplus.....	\$ 381,737.73
Et non pas un déficit de.....	230,202.28

Exercice pour l'année finissant le 30 juin 1895:	
Recettes ordinaires.....	\$4,221,687.84
Dépenses ordinaires.....	4,043,228.43

Surplus.....	\$ 178,459.41
Et non un déficit de.....	162,661.66

Pour l'exercice de l'année finissant le 30 juin 1896:	
Recettes ordinaires.....	\$4,327,910.55
Dépenses ordinaires.....	4,041,221.66

Surplus.....	\$ 286,688.89
Et non un déficit de.....	55,073.61

Pour l'exercice finissant le 30 juin 1897, le gouvernement réclame un déficit de \$984,043.01, mais nous guidant par son propre état, le découvert apparent n'est que de \$802,292.02. Je reviendrai tantôt sur cet item.

Pour l'exercice finissant le 30 juin 1898, le gouvernement reconnaît un déficit de \$213,030.34. Les vrais chiffres sont \$188,547.05.

L'honorable premier ministre nous a parlé de la situation financière. VOICI la vraie situation telle qu'elle apparaît par les comptes publics pour l'année terminée le 30 juin 1898:

Dette consolidée, balance nette.	\$24,279,163.75
Dette flottante.	\$1,166,706.46
Plus mandats non payés.	191,639.36

	\$1,358,345.82
Moins, balance caisse en main.	490,663.59

\$ 867.682.23

Dette totale.	\$25,146,845 98
--------------------	-----------------

D'après les assertions, sans cesse répétées par le gouvernement actuel, par ses partisans et par sa presse, c'est nous qui sommes responsables de l'accroissement de la dette publique à ce chiffre. Eh bien non!, monsieur l'Orateur, ceci n'est pas vrai.

En 1886, quand ces messieurs sont arrivés au pouvoir, la dette totale était de \$10,527,273. et chaque centin de l'augmentation depuis a été causé pour combler les déficits, les gaspillages du gouvernement Mercier, et pour rencontrer les obligations extravagantes, infligées à la province par ce gouvernement.

Une fois pour toutes, nous repoussons énergiquement toute responsabilité sous ce chapitre. Il est vrai que pour sauvegarder le crédit et l'honneur de la province, il nous a fallu solder ces dettes, mais ce n'est pas nous qui en sommes responsables.

Je reprends maintenant l'item \$802,292.02, le déficit apparent pour le service finissant le 30 juin 1897.

Dans son discours sur le budget, à la dernière session, l'ex-trésorier a donné des explications très claires et très convaincantes sur ce point. Il a démontré que le déficit apparent ci-dessus provenait de différents items, se montant à \$667,329 qu'il était impossible de prévoir dans les estimés pour cet exercice, lesquelles obligations avaient été créées par le gouvernement Mercier.

D'ailleurs, outre ces raisons, monsieur l'Orateur, il y a eu, comme les documents publics le constatent, des surplus dans les budgets ordinaires pour les années 1893-94-95-96, formant un total de \$1,279,281.76. montant plus que suffisant pour compenser le déficit apparent de \$802,292.02 en 1897.

La diminution dans le revenu a été causée par:

L'abolition de la taxe sur mutation de propriété.	\$ 125,143.00
Terres de la couronne.	74,107.00
Intérêts sur dépôts en fidéicommiss.	20,615.00

\$ 219,865.00

Il est évident, par ce que nous voyons maintenant, quand nous avons prédit de ce côté-ci de la Chambre, l'année dernière, qu'un montant assez considérable des revenus provenant des Terres de la couronne pour l'année 1896-97 irait à grossir le revenu de l'année suivante, nous ne nous trompons pas.

Enfin, pour tout dire en un mot, je crois, monsieur l'Orateur, que j'ai pleinement prouvé mes avancés, savoir:

1o Que le gouvernement conservateur n'a pas augmenté la dette d'au-delà de \$9,000,000 de 1892 à 1897;

2o Que pendant ces cinq années, il n'y a pas eu de déficits annuels, mais au contraire des surplus chaque année;

3o Que le gouvernement actuel, à son arrivée au pouvoir, en mai 1897, n'a pas trouvé les affaires financières de la province dans un mauvais état. Au contraire, elles étaient en bon état, les désastres, résultant de la malheureuse administration de ces messieurs de 1886 à 1892, ayant été presque complètement réparés. Si la bonne administration du Parti conservateur sût été continuée depuis 1897, le budget ordinaire se trouverait aujourd'hui équilibré et il n'y aurait pas un déficit de presque \$200,000, tel que maintenant.

L'honorable premier ministre et trésorier désire savoir ce que nous avons fait avec les \$2,262,452 qu'il dit être le revenu extra, que nous avons perçu, provenant des nouvelles taxes imposées de 1892 à 1897.

Je ne sais pas si ces chiffres sont exacts ou non. mais en présumant qu'il le sont, si lui et ses amis veulent jeter un coup d'oeil sur la liste des dettes qu'ils nous avaient léguées en 1891, ils trouveront, entre autres, les items suivants:

Dépôts temporaires.	\$ 261,361 00
Dépôts en fidéicommiss des compagnies de chemins de fer.	1,916,685 00

\$2,178,046 00

Ces montants consistaient en argent qui avait été placé entre leurs mains, en dépôt, et qu'ils ont gaspillé. Il a fallu les rembourser; nous l'avons fait précisément à même ce revenu extra, dont le premier ministre veut connaître la disposition.

L'honorable premier ministre dans ses estimés calcule les recettes probables à \$4.204,899.42 et les dépenses totales, tant pour les dépenses ordinaires que pour compte de capital, à \$4,624,568.43. Ceci constate un découvert de \$419,669.01. Il y a aussi la balance nette de la dette flottante de \$867,682.23, au 30 juin 1898. Ces deux sommes forment un total de \$1,287,351.24. sans compter l'augmentation probable de cette dette au 30 juin 1899 et au 30 juin 1900.

Le premier ministre ne nous dit pas un mot de la manière dont il se propose de pourvoir au paiement de ce montant. Il est très important que la Chambre et le pays sachent à quoi s'en tenir là-dessus. La question est assez grave et urgente.

D'après l'expérience de l'exercice passé, il est à craindre que l'honorable premier ministre, dans ses estimés pour l'exercice de 1899-1900, a été un peu trop confiant dans le chiffre de recettes probables, et n'a pas été assez libéral dans ses appropriations pour les dépenses. Enfin, l'avenir nous le dira. Nous ne pouvons que souhaiter dans l'intérêt de la province que ses prévisions se réaliseront.

Je suis heureux de voir que le projet de conversion de la dette, inauguré par le gouvernement Flynn, se poursuit, et que le montant total des débetures converties jusqu'au 1er janvier 1899 est de \$6,943,343.98, remplacé par \$8,571,587.70 de fonds inscrits à 3 pour cent.

L'honorable premier ministre a le soin de nous dire que ceci amène une augmentation de la dette consolidée de \$1,628,243.72. Il a oublié de nous dire en même temps quelle a été la diminution du compte annuel d'intérêt que ceci nous apportait.

Dans les estimés pour l'exercice finissant au 30 juin 1900, on constate une diminution dans l'intérêt sur la dette publique de \$51,007.42.

Il est à présumer que ces chiffres représentent ce que nous aurons à payer d'intérêt en moins.

Je signale à la Chambre le fait que l'augmentation de la dette, remboursable à échéance du capital, nous est compensée par la diminution annuelle de l'intérêt.

Il est à désirer que, dans un avenir rapproché, toute la dette, ou au moins une grande partie d'icelle, sera convertie dans des conditions qui nous seront avantageuses.

Le Parti libéral nous reproche constamment d'avoir inauguré la "politique désastreuse" (comme il se plaît de l'appeler) des chemins de fer.

Monsieur l'Orateur, je suis fier d'être humble membre du grand Parti conservateur! Ce parti a eu l'intelligence, le courage et le patriotisme de nous doter de ces magnifiques réseaux de chemins de fer qui ont tant aidé au développement et à la prospérité du pays, qui ont fait de la province de Québec ce qu'elle est aujourd'hui, qui ont fait du Canada une nation, et une nation qui compte déjà parmi les nations de la terre.

Où serait aujourd'hui la province de Québec sans ses chemins de fer? Où serait le Canada entier sans le Grand-Tronc, le C.P.R., etc.?

Oui, monsieur l'Orateur, nous avons le droit d'être fiers, nous, Conservateurs, du glorieux et patriotique passé de notre grand parti.

L'honorable premier ministre nous dit qu'il veut travailler avec énergie à la restauration de notre position financière. Comme c'est lui et son parti qui sont responsables de l'état déplorable où les finances de la province se sont trouvées en 1891. il est presque temps qu'il pensent à la réparation.

Mais, monsieur l'Orateur, ils y ont songé trop tard; l'oeuvre de la réparation est déjà faite. Le peuple, en 1892, a confié la tâche au Parti conservateur; les gouvernements de Boucherville et Flynn ont noblement fait leur devoir. Dans les cinq années qu'ils furent au pouvoir, ils ont restauré l'équilibre en rétablissant l'ordre dans les finances et ont ainsi relevé le crédit de la province.

J'avais raison de dire, monsieur l'Orateur, à la dernière session, que le gouvernement actuel avait eu pour succession un bel héritage, et il n'a qu'à continuer dans le chemin tracé par le gouvernement Flynn pour sauvegarder les intérêts de la province. Nous ne les jalouserons pas; peu nous importe, à nous, Conservateurs, par qui le pays est gouverné, pourvu qu'il soit bien gouverné. Les intérêts du pays avant tout.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Atwater, Ball, Bédard, Carbray, D'Auteuil, Duplessis, Flynn, Grenier, Le-Blanc, McDonald, Marion, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Tellier, 16.

CONTRE: MM. Allard, Bickerdike, Bissonnette, Blanchard, Caron (Maskinongé), Champagne, Chauret, Chênevert, Cherrier, Clapperton, Cotton, Dechene, de Grosbois, Garneau, Girard, Gosselin, Gouin, Hunt, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier, Major, Marchand, Rainville, Robidoux, Robitaille, Roy, Shehyn, Smith, Stephens, Tessier (Rimouski), Turgeon, Watts, Weir. 35.

Cette dernière proposition est rejetée.

Alors, la motion principale étant mise aux voix;

Il est ordonné que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

En comité:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):
Propose; 1. qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement de l'Orateur du Conseil législatif; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., du Conseil législatif; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'impression et de reliure pour les

deux Chambres de la Législature. S.R.Q., Article 158: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour les dépenses d'élections: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement du greffier de la couronne en chancellerie; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les dépenses d'impression, reliure et distribution des statuts: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions étant lues deux fois, il est ordonné que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à plus tard.

Société des artisans canadiens-français de Montréal

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 52) amendement et consolidant la charte de la Société des artisans canadiens-français de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Victoriaville

M. W.J. WATTS (Drummond): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 48) amendement la charte de la ville de Victoriaville.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. W.J. WATTS (Drummond): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Provincial Trust and Agency Company

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité

général pour étudier le bill (bill no 63) constituant en corporation la "Provincial Trust and Agency Company".

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et recommande que le bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Propose, appuyé par le représentant de Nicolet (M. G. Ball), que le bill constituant en corporation "The Provincial Trust and Agency Company" soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Adopté.

Société ecclésiastique de secours mutuels du Sacré-Coeur de Jésus, Chicoutimi

M. H. PETIT (Chicoutimi et Saguenay): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 31) constituant en corporation la Société ecclésiastique de secours mutuels du Sacré-Coeur de Jésus, dans le diocèse de Chicoutimi.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. H. PETIT (Chicoutimi et Saguenay): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Civic Investment Company

M. J. BÉDARD (Richmond): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 118) constituant en corporation "The Civic Investment Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J. BÉDARD (Richmond): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Architectes de la province

M. L. GOUIN (Montréal no 2) Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 88) amendement la loi constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code de procédure civile, article 599

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill E) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendant l'article 599 du code de procédure civile".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

Status refondus, article 1651

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 5 (M. R. Bickerdike), que le bill (bill no 149) amendant l'article 1651 des statuts refondus de la province de Québec, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Corporations de ville

M. G. BALL (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Charlevoix (M. P. D'Auteuil), que le bill (bill no 146) amendant la loi concernant les corporations de ville, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Code municipal, amendement

M. C. LANGELIER (Lévis): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. A. Robitaille), que le bill (bill no 155) amendant le code municipal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité spécial du code municipal.

Fonds de pension des instituteurs

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération une certaine résolution relative au fonds de pension et de retraite des fonctionnaires de l'enseignement primaire.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder au fonds de pension de retraite des fonctionnaires de l'enseignement primaire, une allocation n'excédant pas cinq mille piastres par année.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution laquelle est lue deux fois et adoptée.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que la résolution relative au fonds de pension et de retraite des fonctionnaires de l'enseignement primaire, rapportée du comité général et adoptée par cette Chambre, aujourd'hui, soit renvoyée au comité général, ordonné pour considérer le bill (bill no 9) "Loi de l'Instruction publique", pour être insérée comme une des clauses dudit bill.

Adopté.

La séance est levée à minuit et demie.

Séance du 16 février 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures et quinze.

Charte de Montréal

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. C. Langelier), que permission de siéger, tous les jours de cette semaine, pendant les séances de cette Chambre, soit donnée au comité spécial nommé pour considérer le bill (bill no 59) révisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

Rapports de comités:

M. A. TESSIER (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill (bill no 41) transférant de Saint-Joseph de Ham-Sud au village de Beaulac de Saint-Olivier de Garthby, le chef-lieu du comté de Wolfe.

Bill (bill no 120) amendement des lois concernant la ville de Longueuil.

Votre comité a aussi examiné le bill (bill no 121) pour mieux déterminer les pouvoirs donnés aux héritiers fiduciaires par le testament de feu Alexis Brunet, et pour pourvoir à leur rémunération, et trouve que le préambule n'a pas été prouvé.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent de législation et les lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a adoptés avec divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill (bill no 95) concernant la division du comté de Pontiac pour les fins municipales et d'enregistrement;

Bill (bill no 154) amendement l'article 1301 du code civil;

Et bill (bill no 150) modifiant la loi concernant les corporations de ville.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a rejetés:

Bill (bill no 89) amendement la loi concernant les corporations de villes:

Bill (bill no 104) amendement les articles 1352 et 1361 du code de procédure civile:

Bill (Bill no 92) validant les donations faites par un futur époux à sa future épouse, par leur contrat de mariage, des meubles qui garniraient leur domicile commun:

Et bill (bill no 107) amendement le code civil relativement aux degrés dans les substitutions.

Interpellations:

Sténographe de la Cour de police

M. A.-N. DUFRESNE (Rouville): 1. Outre le salaire de \$1,000.00 que reçoit le sténographe de la Cour de police, à Québec, le gouvernement a-t-il payé d'autres montants pour services sténographiques. devant cette cour?

2. Dans l'affirmative, quels montants et pour quelle raison?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay)

1. Oui. 2 (a) Tardif vs McClennan. frais de sténographie. \$14.16

(b) La reine vs Poulin, frais de sténographie. 6 00

(c) La reine vs Goulet, frais de sténographie. 23.08

3. Absence de M. Légaré de son bureau dans le cas (a) et (b) en vacance ordinaire, et (c) par maladie.

M. J. Boutin, garde forestier

M. J. BÉDARD (Richmond): 1. M. Joseph Boutin de Buckland. est-il encore garde forestier?

2. M. Boutin était-il garde forestier pendant l'année 1897-1898?

3. Quel salaire a-t-il touché?

4. Ses comptes ont-ils été acceptés et approuvés?

5. Une enquête a-t-elle eu lieu au sujet de ses rapports?

6. Quels commissaires enquêteurs ont été nommés?

7. Quelles ont été les personnes employées?

8. Quel montant a été payé pour cette enquête?

9. M. Boutin a-t-il actuellement quelque emploi?

10. Dans l'affirmative, quel est son salaire?

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur)

1. Non. 2. Oui. 3. Il a reçu en tout \$268.50 pour son salaire et ses dépenses de voyage, lui laissant environ \$166.50 comme salaire 4. Tous ses comptes ont été acceptés et approuvés, moins une réduction de la somme de \$33.00. 5. Non 6. Aucun. 7. Aucune. 8. Rien. 9. Non 10. Aucun salaire

M. A. Dupuis et département de l'Agriculture

M. P. GRENIER (Champlain) Combien d'arbres fruitiers, pommiers, pruniers, arbres d'ornement, etc.. M. Auguste Dupuis de Saint-Roch-des-Aulnaies. a-t-il fournis au département de l'Agriculture pour distribution. A quel prix les a-t-il fournis? Combien a-t-il reçu d'argent?

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Suggère au représentant de Champlain de transformer sa question en demande de documents.

M. P. GRENIER (Champlain): Y consent

Demande de documents:

M. A. Dupuis et département de l'Agriculture

M. P. GRENIER (Champlain): Propose, appuyé par le représentant de Nicolet (M. G. Ball), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état indiquant combien d'arbres fruitiers, pommiers, pruniers, arbres d'ornement, etc., M. Auguste Dupuis, de Saint-Roch-des-Aulnais, a fournis au département de l'Agriculture pour distribution, et à quel prix il les a fournis et combien il a reçu d'argent.

Adopté.

Colonisation à la Petite-Rivière-Est, Gaspé

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L-P. Pelletier), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toute correspondance, en 1897, au sujet des travaux de colonisation à faire, à la Petite-Rivière-Est, dans le comté de Gaspé, sous la direction de M. Nazaire Lièvre.

Adopté.

Herbe à Bernache (Zostère)

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L-P. Pelletier), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toute correspondance entre le gouvernement, ou aucun des départements, et des tiers, au sujet du droit de propriété et de l'exploitation de "l'herbe à Bernache", (Zostère), que l'on trouve à proximité de certains rivages dans cette province.

Adopté.

Police à l'île d'Anticosti

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. T.-E. Normand), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toute correspondance, de toutes instructions et de tous rapports au sujet de l'envoi de la police provinciale à l'île d'Anticosti, durant l'année 1898.

Adopté.

E. Pacaud vs la reine

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn) qu'il soit mis devant cette Chambre, 1. Copie du dossier imprimé ("printed case"), produit à la Cour suprême du Canada, dans la cause en appel de Ernest Pascaud vs Sa Majesté:

2. Copie de l'ordonnance, ou jugement interlocutoire, autorisant les parties à produire, comme faisant partie du dossier devant la Cour suprême, le volume contenant la preuve et les rapports de la commission composée des honorables juges Jetté, Baby et Davidson, sur l'affaire du chemin de fer de la Baie des Chaleurs.

3. Copie des instructions données par le procureur général, ou le gouvernement de la province de

Québec, ou aucun membre dudit gouvernement, à MM. Hutchison & Oughtred, avocats, au sujet dudit appel à la Cour suprême, et de ladite cause.

Il fait remarquer que cette cause a été commencée par l'ancien gouvernement contre M. Pacaud pour recouvrer un montant de \$100.000. Ce dernier a reçu l'autorisation d'en appeler devant la cour suprême et cette cause doit maintenant être entendue par cette cour. Il espère que tous les documents pertinents à cette cause seront produits. Il constate avec surprise que le gouvernement a retenu les services de deux avocats de Montréal plutôt que ceux de l'assistant procureur général pour plaider cette cause devant la Cour suprême. Il invite le gouvernement à pousser cette cause avec vigueur, vu l'importance du montant en jeu.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Répond que c'est l'intention du gouvernement de conduire cette cause comme une cause ordinaire et que le dossier sera produit aussi complet que possible. Le procès sera conduit avec toutes les garanties voulues par la loi. Il explique que l'assistant procureur général, monsieur Cannon, ne peut plaider cette cause devant la Cour suprême parce qu'il est un parent de monsieur Pacaud. C'est pour cette raison que le gouvernement a confié cette cause à deux éminents avocats de Montréal, un qui est d'allégeance conservatrice et l'autre libéral. L'Opposition a tout lieu de croire que les intérêts de la province seront sauvegardés.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Insiste.

M. C. LANGELIER (Lévis): Se dit très touché de l'attention particulière que l'honorable député porte à la cause Sa Majesté vs Pacaud. Il se rappelle avec regret que le député de Dorchester (M. L.-P. Pelletier) n'éprouvait pas les mêmes sentiments lorsqu'il était procureur général. Ce dernier semble se soucier de voir la province récupérer les \$100.000.00 de monsieur Pacaud. Mais s'il se préoccupe tant de recouvrer cet argent de monsieur Pacaud, pourquoi n'a-t-il pas intenté des poursuites contre messieurs Robitaille et Riopelle?

M. Riopelle, secrétaire de la Compagnie de la Baie des Chaleurs à l'époque, était fauteur du rapport recommandant au gouvernement Mercier de payer M. Armstrong. Il a touché des fonds lui aussi. C'était le premier coupable et cependant, il s'en tire indemne alors que l'on poursuit M. Pacaud. Il conclut en disant que les conservateurs devraient avoir honte de discuter de cette question lorsque l'on se rappelle leur comportement dans cette affaire antérieurement.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit qu'il fallait d'abord faire un "test case", et M. Pacaud a été poursuivi le premier. Le gouvernement actuel, comme son prédécesseur, doit s'occuper d'abord de la cause Pacaud qui est pendante. Il dit qu'il est très conscient ainsi que toute la Chambre que le gouvernement doit déployer tous ses efforts dans cette cause contre monsieur Pacaud. Il espère que le gouvernement Marchand fera tout en son possible

pour gagner cette cause et qu'il ne négligera absolument rien pour en arriver à ce résultat. Il comprend que le gouvernement actuel a beaucoup plus à cœur de gagner cette cause que de rester au pouvoir.

M. E.J. FLYNN [Gaspé]: Fait quelques observations.

M. C. LANGELIER (Lévis): Fait remarquer qu'il ne parlait que pour lui-même.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Répond qu'il était heureux de constater que sur cette question, le député de Lévis (M. C. Langelier) séparait sa cause de celle du gouvernement, tout comme il l'a fait lors de son élection dans le comté de Lévis.

La proposition est adoptée.

Code de procédure civile, article 599

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), que le bill (bill no 91) amendement l'article 599 du code de procédure civile, soit remis sur les ordres du jour pour comité général:

Il désire que l'on rediscute en comité général la question de la saisie des pensions alimentaires.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Défend le rapport du comité de législation et des lois expirantes.

La question étant posée, la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

Conciliation

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 148) concernant la conciliation.

Adopté.

En comité:

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Suggère plusieurs amendements.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose que la série d'amendements proposés par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier) soit renvoyée devant le comité spécial pour étude.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Dit que la Chambre devrait accepter cette loi sans retard et y consacrer tout le temps, quelle requiert. Il n'a pas d'objection aux amendements proposés mais on ne devrait pas prendre des moyens pour l'empêcher de devenir loi. Il sait que cette loi ne sera pas parfaite, mais il sera toujours facile de l'amender, de la corriger, afin d'en faire une "perfection" si possible.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande qu'on examine le bill avec les amendements quant à la forme et à la rédaction.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Déclare que le bill en question a été discuté devant un comité dont il ne faisait pas partie. Il ne croit pas qu'il soit possible de considérer de nouveau en comité, les amendements du député de Joliette (M. J.-M. Tellier).

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): N'a pas d'objection à recommencer la besogne en comité spécial, mais à condition qu'on prenne en considération en une seule séance, tous les amendements en question.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): A également pris la parole.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et recommande de renvoyer de nouveau ce bill au comité spécial nommé pour l'examiner et en faire rapport.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. F. Carbray), que le bill (bill no 148) concernant la conciliation soit renvoyé de nouveau au comité spécial nommé pour examiner ledit bill, avec instructions de le reconsidérer et de faire rapport.

Adopté.

Code civil, article 249

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 90) amendement l'article 249 du code civil.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des dentistes

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 86) modifiant la loi relative aux dentistes.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conciliation

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester) Propose, appuyé par le représentant de Laval (M. P.-E. LeBlanc): que les noms de MM. Champagne et Tellier soient ajoutés à ceux des membres du comité spécial

nommé pour reconsidérer le bill (bill no 148] concernant la conciliation et faire rapport sur icelui.

Adopté.

Héritiers d'Alexis Brunet

M. T. B. DE GROSOIS (Shefford]: Propose, appuyé par le représentant de Montcalm (M. P.-J.-L. Bissonnette), que le bill (bill no 121) pour mieux déterminer les pouvoirs donnés aux héritiers fiduciaires par les testaments de feu Alexis Brunet et pour pourvoir à leur rémunération, soit de nouveau référé au comité des bills privés, avec instructions d'en reconsidérer le préambule, de l'examiner généralement et de faire rapport à cette Chambre.

Adopté.

Documents:

Député-shérif des Iles-de-la-Madeleine

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de cette Chambre, du 6 février 1899, pour copie de toutes plaintes déposées devant le gouvernement contre le député-shérif des Iles-de-la-Madeleine, depuis le premier jour de novembre 1897:

Copie de l'enquête faite par l'inspecteur Chèvrefils, au sujet d'une partie desdites plaintes, ainsi que du rapport d'icelle:

Aussi, copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun de ses membres et le député-shérif ou autre, touchant la question de destitution ou poursuite dudit député-shérif. (Document de la session no 48].

Shawinigan Water and Power Company

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 115) amendement la loi constituant en corporation la "Shawinigan Water and Power Company".

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. Les amendements sont lus deux fois et adoptés par la Chambre.

Charte de Saint-Henri

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 36) modifiant la charte de la ville de Saint-Henri.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession A. Kelly

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 77) concernant la succession de feu dame Anne Kelly.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de pharmacie

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. A. Robitaille), que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 83) amendement la loi de pharmacie de Québec.

Adopté sur division.

En comité:

M. C. LANGEIER (Lévis): Dit qu'il y aura probablement un long débat sur cette loi. et comme il est six heures moins quelques minutes, il demande que la discussion soit remise à la séance du soir.

La Chambre interrompt ses travaux peu avant six heures.

Reprise de la séance à huit heures quinze

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill I) intitulé: "Loi amendement le code du Notariat", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Introduction de bills:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechêne) que le bill (bill I) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendement le code du Notariat", soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

Code du Notariat

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Paroisse de Saint-Enfant-Jésus de Montréal

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 112) concernant la paroisse de Saint-Enfant-Jésus de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. Les amendements sont lus deux fois et adoptés par la Chambre.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Église Saint-Jean-Baptiste de Montréal

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 2 (M. L. Gouin), que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 42) concernant la reconstruction de l'église Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Peltier), que le comité reçoive instruction d'insérer, après la clause 2, la suivante:

"3. Pendant six mois, à dater de la sanction de la présente loi, il sera loisible à tous les propriétaires dont les immeubles sont affectés par cette répartition, de se libérer entièrement, en payant en une seule fois la somme qu'ils auraient à payer en cinquante ans, si la répartition suivait son cours régulier et uniforme de quinze centins par cent piastres moins les intérêts à cinq pour cent."

Il dit que plusieurs intéressés lui ont demandé de faire ajouter à la clause 2 de ce projet de loi, la vieille clause qu'il y a dans la loi concernant la construction de l'église de la paroisse Saint-Louis.

Certains intéressés ont déclaré qu'ils préféreraient payer en une seule fois leur contribution plutôt que d'être obligés à payer un intérêt pendant cinquante ans.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Dit qu'ils sont rares les intéressés qui pourraient payer en une seule fois.

M. C.-S. CHERRIER (Laprairie): Se prononce en faveur de la motion du député de Laval (M. P.-E. LeBlanc).

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Est opposé à la motion vu que la propriété foncière peut augmenter ou diminuer d'une année à l'autre, et qu'il sera alors difficile de faire la répartition.

S'il n'y a qu'une évaluation, je suis en faveur de la motion du député de Laval, mais si l'évaluation doit être faite tous les ans, j'y suis opposé, vu que la propriété peut augmenter ou diminuer d'année en année.

Cette dernière proposition est rejetée sur division.

Et la question principale étant de nouveau posée, elle est résolue affirmativement.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

Village de Verdun

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 49) concernant le village de Verdun.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie la clause 3.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose l'amendement suivant: "L'arrangement, appendice" A" est sujet à l'interprétation suivante, soit que lorsque la corporation du village de Verdun prendra possession du chemin de fer, des propriétés utilisées à cette fin, des usines et des chars ci-mentionnés, les arbitres qui seront nommés ne devront pas prendre en considération dans leur estimation le montant de la franchise accordée par le dit règlement."

L'amendement est adopté.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Loi de pharmacie

La Chambre reprend l'étude en comité général du bill (bill no 83) amendant la loi de pharmacie de Québec.

M. C. LANGELIER (Lévis): Prenant la parole sur la première clause, dit qu'à son début ce bill ne paraissait pas devoir soulever autant d'attention. Voila deux ans qu'on essaie de faire passer ce bill. Si le projet de loi présenté aujourd'hui vient en force, l'on pourra dire que le commerce des pharmaciens est fini. Le projet de loi actuel, s'il est adopté aura pour effet de supprimer la classe des pharmaciens, et la santé publique en souffrira, vu qu'on pourra aller s'empoisonner à la première épicerie du coin.

Il dit ensuite que pour justifier son projet de loi, le député de Montréal no 2 (M. L. Gouin) a donné comme modèle les pharmaciens d'Angleterre: après études faites, l'orateur dit qu'il a constaté que l'Angleterre est le pays le plus arriéré sous ce rapport. Il ajoute que Lord Herschell se levant un jour dans la Chambre d'Angleterre a déclaré qu'il était temps d'amender la loi des pharmacies en Angleterre.

Il cite ensuite plusieurs pays où l'on défend aux marchands de vendre des produits pharmaceutiques.

Les promoteurs du bill, ajoute-t-il n'ont pas osé faire venir devant le comité les nombreux épiciers qui sont sensés être lésés dans leur commerce et qui crient au monopole et demandent la liberté du

commerce, alors que les pharmaciens ont fait comparaître une foule de médecins et autres personnes.

Dernièrement, l'honorable commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries (l'honorable S.-N. Parent, Saint-Sauveur) a fait passer une loi pour protéger les castors, les lapins, etc.: comment se fait-il qu'aujourd'hui on voudrait faire passer une loi qui mettrait en danger la vie des Canadiens, par la vente des médecines patentées, sirops, etc., par les épiciers?

Il cite ensuite les dépositions des médecins devant le comité et demande s'il serait prudent d'après ces témoignages d'accorder aux épiciers le droit de vente des médecines patentées.

Si le droit de vendre des médecines est accordé aux épiciers, pourquoi ne l'accorderait-on pas aussi aux marchands de fer, etc.?

En permettant aux épiciers de faire concurrence aux pharmaciens, nous ferons aux jeunes gens une carrière qui demande beaucoup d'étude et nous rendons nulles celles faites jusqu'à ce jour.

Il cite alors les opinions des docteurs Vallée, Fafard, Belleau et Parke, qui ont déclaré que jamais ils recommanderaient à leurs clients d'aller se procurer même une bouteille d'huile de castor chez un épicier, attendu que souvent cette huile était corrompue, vu son grand âge et par le fait qu'elle est exposée pendant des années sur les tablettes.

En face de tous ces témoignages, en face de tous ce qui se passe dans les autres villes, je vous demande, M. le Président, pourquoi l'on vient demander l'abrogation de notre loi de pharmacie?

En terminant, il fait appel aux députés de la Chambre, au nom de la santé publique et demande qu'on considère avant tout la vie du peuple canadien.

M. N. GARNEAU (Québec-Comté): Ce bill a pour but d'annuler une loi que les pharmaciens ont réussi à faire passer en 1890 et en vertu de laquelle ils ont le droit, ou prétendent avoir le droit, de monopoliser la vente de certains produits. Il ne faut pas oublier, monsieur le Président, que si les pharmaciens sont des hommes de profession, ils sont aussi des commerçants. S'ils ont droit à la protection de leur profession, leur commerce doit se faire comme le commerce des autres citoyens: soumis à la concurrence.

La loi qui existait avant 1890 protégeait parfaitement les pharmaciens dans leur profession. Il s'agit pour nous de savoir si les pharmaciens, comme commerçants, doivent avoir le privilège de monopoliser la vente de certains produits dont le libre commerce n'offre pas de dangers pour la santé publique. Il me semble que poser la question, c'est la résoudre. La liberté du commerce est indispensable à son développement. Le monopole est préjudiciable au producteur comme au consommateur. La concurrence est même nécessaire au perfectionnement de la production. La loi de 1890 permet aux pharmaciens de monopoliser le commerce de certains produits d'usage domestique, tels que le gingembre, l'alun, le camphre, le borax, etc., et constitue un monopole odieux qui porte atteinte à la légitime liberté du commerce.

Reste la question des remèdes brevetés qu'on considère généralement comme des remèdes de famille dont l'usage n'offre aucun danger pourvu que l'on s'en serve d'après la dose prescrite. On nous dit que ces remèdes contiennent des poisons, qu'ils sont dangereux et qu'il doivent être sous le contrôle de personnes compétentes.

Je crois, monsieur le Président, que cette prétention est exagérée. Ces préparations sont toutes emballées et cachetées par le producteur et livrées partout de la même manière. Quelle différence peut-il y avoir pour le consommateur d'être obligé d'aller chercher des remèdes chez le pharmacien au lieu d'avoir la faculté de les acheter n'importe où? Je n'en vois qu'une, c'est qu'il pourra les acheter à meilleur marché s'il y a liberté du commerce, concurrence. Et voilà, je crois, ce que les pharmaciens veulent empêcher.

Les pharmaciens prétendent que la loi de 1890 doit être maintenue afin de protéger le public contre les dangers de l'empoisonnement et qu'eux seuls doivent contrôler la vente de tous ces produits parce qu'ils ont fait des études spéciales et qu'ils possèdent la science nécessaire pour connaître la composition de ces remèdes, la quantité de poison qu'ils contiennent. Ils ont demandé et ils ont obtenu une enquête devant le comité de législation. Le résultat de cette enquête est maintenant devant cette Chambre. En consultant les témoignages entendus, je constate que deux médecins appelés par les pharmaciens, tout en déclarant que certains remèdes brevetés contiennent des poisons, ne veulent pas que ces remèdes soient vendus par les pharmaciens, pas plus que par les épiciers, sans une ordonnance du médecin. D'un autre côté, nous avons le témoignage d'autres médecins qui disent que la plupart de ces médicaments peuvent être vendus sans inconvénient parce que la quantité de poison qu'ils contiennent est si minime qu'à moins d'en faire un abus, il ne peut pas y avoir de danger à s'en servir. Nous avons aussi le témoignage de M. Mac Intyre, professeur de chimie au "Morrin College", qui est, je crois, une autorité compétente comme chimiste et analyste, qui déclare que les pharmaciens n'offrent aucune garantie au public: que lui-même, n'étant pas connu d'eux, avait obtenu des poisons les plus violents sans prescription du médecin et qu'on lui avait donné ces poisons sans même étiqueter la bouteille du mot "poison": de plus qu'il avait acheté chez les pharmaciens des produits chimiques de mauvaise qualité, frelatés; tandis que les produits qu'il avait achetés chez M. Livernois, qui n'est pas pharmacien, étaient de première qualité et à bien meilleur marché. J'ai moi-même cité devant le comité un grand nombre de cas d'empoisonnements, accidentels ou volontaires, qui ont eu lieu dans le district de Québec depuis quelques années, et j'ai offert de fournir une preuve faite sous serment établissant que tous ces cas d'empoisonnement avaient été causés par des poisons achetés chez des pharmaciens, la plupart du temps sans ordonnance du médecin. Où est donc cette garantie que le pharmacien donne au public?

Je dis, monsieur le Président, que la prétention des pharmaciens est fautive, que ce qu'ils veulent ce n'est pas tant de protéger l'intérêt du public que de se créer un monopole. Ils veulent détruire toute concurrence, afin de retourner à leurs anciens prix et faire des profits de 100 à 300 pour cent.

Comme preuve que les pharmaciens veulent le monopole et non la protection du public, je citerai ce fait. Devant le comité de législation ils ont admis, et ils l'ont écrit dans les journaux de cette ville, qu'il n'aurait pas d'objection à ce que les remèdes brevetés se vendent librement dans les campagnes. Est-ce que la vie des habitants de la campagne est moins précieuse que celle des citadins?

L'honorable député de Lévis (M. C. Langelier) dit que nous voulons détruire la pharmacie et retourner cinquante années en arrière, au temps où les barbiers faisaient office d'apothicaires. C'est une erreur. Nous voulons la liberté du commerce, mais en même temps nous accordons aux pharmaciens le monopole de la vente au détail des poisons dangereux et le droit de remplir les prescriptions des médecins. Et ils ont, en outre, le droit de vendre tout ce qu'ils vendent actuellement, même les épiceries. Les épiciers demandent le même droit: le droit de vendre tout ce qui ne constitue pas le terrain propre du pharmacien comme homme de profession, savoir les poisons et les prescriptions du médecin. Quoi de plus juste et de plus raisonnable?

Le commerce doit être une carrière libre où tout le monde peut essayer de gagner sa vie. Le succès dans le commerce dépend du travail, de l'énergie, de l'intelligence de chacun. Si les pharmaciens ne sont pas capables, avec l'instruction qu'ils possèdent et dont ils se vantent, de lutter contre les autres marchands pour la plupart moins instruits qu'eux, ils méritent de rester dans la médiocrité.

Pour ces raisons, monsieur le Président, j'appuie le bill du député de Montréal no 2 (M. L. Gouin) comme une mesure de justice envers tous les intéressés.

M. L-P. PELLETIER [Dorchester]: Dit qu'il ne désire pas être long dans ses remarques. Il est d'opinion que la loi qu'on présente actuellement en est une qui aurait pour effet de réduire à néant la pharmacie. Il est obligé d'en venir à cette conclusion d'après les témoignages entendus devant le comité. Puisqu'on n'a pas essayé de détruire la preuve faite par les pharmaciens, il faut conclure que cela était impossible.

Cette Chambre est-elle prête à déclarer que nous devons tuer la pharmacie dans cette province? Allons-nous fermer une carrière dans laquelle une foule de jeunes gens entrent aujourd'hui?

Il n'est pas d'avis que les épiciers souffriront du fait qu'on leur défende de vendre des médecines. Chaque épicier en vend ordinairement par année, pour environ \$30; le pharmacien, au contraire, c'est son seul commerce, et ne peut vendre autre chose.

Citant le témoignage de M. Mac Intyre, il déclare que le père du bill (M. L. Gouin, Montréal no 2) n'a pas été véridique en affirmant qu'en Angleterre l'épicerie avait le droit de vendre des médecines contenant des poisons.

Il cite ensuite plusieurs auteurs anglais pour démontrer que les épiciers n'ont nullement le droit de vendre un poison, ou des médecines contenant quelque poison. Il devrait en être ainsi au qu'on vu qu'il est prouvé que 50 pour cent des enfants meurent de la suite de ces sirops achetés chez les épiciers et contenant presque tous des poisons.

Tous les médecins, au pays, se plaignent de ce fait et demandent de prendre des moyens pour enrayer le danger.

En France et en Angleterre, les remèdes patentés et autres médecines sont contrôlés par les sociétés savantes et les académies de médecine, ce qui n'existe pas au Canada: et c'est pourquoi l'on trouve sur notre marché une foule de médecines contenant des poisons: l'on fabrique à droite et à gauche et Ton inonde notre province de ces poisons.

La liberté du commerce, ajoute l'orateur, est une question monétaire, tandis que la santé publique est une question sociale et cette question prime toutes les autres. Il est donc impossible, dans l'intérêt de la santé publique, d'accepter la loi telle que proposée par les épiciers.

Il demande ensuite au député de Québec-Comté (M. N. Gameau) s'il est plus connaisseur que le Dr Vallée, pour prétendre qu'il n'y a pas de danger à vendre des médecines patentées: il lit alors des extraits du témoignage du Dr Vallée, qui déclare que presque tous les remèdes patentés contiennent des poisons.

Quant à la vente des médecines brevetées à la campagne, ajoute-t-il, il n'y est pas opposé pour le moment vu qu'il n'y a pas de pharmaciens, mais l'on devra restreindre leurs pouvoirs en attendant qu'on puisse faire mieux.

Il propose en amendement à l'article 2 que toute substance soit déclarée un "poison" suivant l'opinion du Collège des médecins et chirurgiens ou du Conseil provincial de la santé.

Il ajoute qu'il proposera plusieurs amendements et demande que la loi des pharmaciens reste en force.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Dit qu'il croit que le député de Dorchester (M. L-P. Pelletier) n'est pas sérieux. S'il (M. Robitaille) est en faveur du bill, c'est qu'il est opposé au monopole. Il dit qu'il ne peut comprendre comment les pharmaciens demandent aujourd'hui de faire examiner les médecines brevetées par les médecins, alors qu'en 1890 ces mêmes pharmaciens déclaraient qu'ils n'étaient pas aptes à faire cet examen, et qu'ils ne pouvaient, eux, médecins, être pharmaciens.

Il ne veut pas ruiner les pharmaciens. Loin de là, il entend qu'eux seuls vendent les remèdes qui contiennent du poison et qui sont par conséquent dangereux pour la santé publique. Mais de là à défendre aux épiciers la vente des autres remèdes tels que graines de lin, cataplasmes, il y a une marge. Comment expliquer que la santé publique, qui n'était pas en danger sous l'empire de la loi en vigueur avant 1890, le serait aujourd'hui, si l'on se remettait de nouveau sous l'empire de cette loi?

Il montre, en s'appuyant sur la preuve soumise au comité, qu'avant 1890, alors que la vente des

remèdes brevetés était libre, les pharmaciens faisaient de bonnes affaires. Le bill du député de Montréal no 2 (M. L. Gouin) ne décrète donc pas leur ruine comme on le prétend. Ce bill ne fait que favoriser la liberté du commerce, tout en donnant au public la protection nécessaire. La preuve a démontré qu'il est plus facile de rédiger une liste de substances dont le commerce libre offre des dangers, qu'une liste des produits, en nombre infini, qui peuvent être vendus sans inconvénient. Les pharmaciens veulent bien que les gens des campagnes aient le droit d'acheter librement les remèdes brevetés; mais les habitants des faubourgs des villes, les ouvriers ont besoin, eux aussi, de la même liberté. Les pharmacies sont généralement dans le centre des villes. Va-t-on obliger l'ouvrier à aller chercher un remède dont il pourrait avoir besoin, au centre de la ville chez le pharmacien où il n'a pas de crédit, tandis qu'il pourrait l'avoir à deux pas de chez lui, à l'épicerie où il a un compte ouvert?

Il a été démontré que les remèdes brevetés sont de véritables prescriptions de médecin et qu'il n'y a pas de danger à en faire un usage raisonnable, puisque les doses sont beaucoup plus faibles que celles qu'on trouve dans la pharmacie.

Prenez le cas de l'enfant Marois, mort dernièrement à la suite d'une absorption de sirop, il dit que la mort n'a pas été causée par le sirop en question et que si l'enfant est mort, c'est parce qu'on n'a pas suivi la prescription qui se trouvait sur la bouteille.

L'opposition au bill n'est inspirée que par l'intérêt personnel des médecins et des pharmaciens qui voudraient s'entendre pour forcer tout le monde à recourir à eux pour le moindre malaise.

C'est un monopole qu'on veut créer, dit-il, et il en demande l'abolition.

L'amendement du député de Dorchester est rejeté.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que bien des députés ont demandé une enquête et la discussion de ce soir prouve que les membres du comité ont étudié la question. Il est d'avis qu'il y a malentendu sur plusieurs points. Il n'y a pas l'ombre d'un doute que le comité a jeté beaucoup de lumière sur la question. Cependant, il regrette qu'on n'ait pas étudié un peu plus la loi d'Angleterre, afin de pouvoir nommer les poisons qui ont été désignés par le conseil des médecins.

La liberté de commerce qu'on invoque est une question délicate, et les cours ont décidé qu'on pouvait légiférer pour le commerce en général, mais non en particulier; à moins qu'il n'y ait nécessité la question de santé doit céder le pas au commerce.

Je ne suis pas, ajoute-t-il, pharmacien, ni en faveur des pharmaciens: je ne suis pas non plus épiciers, ni en faveur des épiciers. Ici je suis législateur et j'ai le devoir de travailler pour rendre justice à qui justice est due. Il trouve que les épiciers demandent trop, mais que d'un autre côté les pharmaciens ne devraient pas exiger un monopole. Il ne croit pas que toutes les médecines brevetées devraient pou-

voir être vendues par les épiciers, car certaines d'entre elles contiennent des poisons. D'un autre côté la Législature ne devrait pas gêner la liberté du commerce. Un compromis devrait être possible. Il cite ensuite la loi de la province d'Ontario concernant les pharmaciens et se déclare en faveur de cette loi. Savoir: vente des poisons par les pharmaciens et vente par toute autre personne de médecines contenant aucun poison. L'orateur explique ensuite la loi anglaise.

Il suggère de biffer la clause 2 du présent bill et d'ajouter quelques clauses semblables à celles de la loi d'Ontario.

Ces clauses se lisent comme suit:

4039b. Rien dans cette loi ne s'applique à, ni n'affecte la fabrication ou la vente d'une médecine brevetée ou particulière ("proprietary medicine").

2. Néanmoins, s'il y a lieu de craindre que telle médecine ne renferme quelque poison mentionné dans la cédule A de cette loi, lequel rend son usage, dans les doses prescrites, dangereux pour la santé ou la vie. le Conseil d'hygiène de la province de Québec, peut en faire faire l'analyse par un analyste ou autre personne compétente.

3. Si, après l'analyse, le rapport constate que cette médecine contient quelqu'un de ces poisons en assez grande quantité pour en rendre l'usage, dans les doses prescrites, dangereux pour la vie ou la santé, ledit conseil doit notifier au fabricant ou propriétaire de telle médecine, ou à son agent ou représentant en cette province, le résultat de l'analyse, et en ce cas doit fixer les temps et lieu convenables où le fabricant ou propriétaire peut comparaître devant le conseil pour contester ce rapport.

4. Si le conseil est d'avis que la médecine est, dans les doses prescrites, dangereuse comme susdit, le conseil doit faire rapport de son opinion au lieutenant-gouverneur en conseil, et ce rapport est sujet à un appel devant le lieutenant-gouverneur en conseil.

5. Le conseil soumet au lieutenant-gouverneur en conseil le rapport de l'analyse, et les objections, s'il y en a, que le fabricant ou propriétaire y a faites, ainsi que le rapport du conseil lui-même au sujet de cette analyse et si le lieutenant-gouverneur en conseil approuve ce rapport du conseil, avis en est donné dans la Gazette officielle de Québec, et après tel avis les dispositions de cette loi, relatives aux poisons, s'appliquent à ce remède, qu'il soit vendu par ceux enregistrés en vertu de cette loi ou par d'autres".

L'amendement est adopté.

MM. P.-J.-L. BISSONNETTE (Montcalm), L. GOUIN (Montréal no 2) et G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Ont également pris la parole.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié.

La séance est levée à une heure et demie du matin.

Séance du 17 février 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures

Rapports de comités:

M. N. GARNEAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 149) amendement l'article 1651 des statuts refondus concernant les sociétés d'agriculture, et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

M. A. TESSIER (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill (bill no 114) amendement la loi constituant en corporation la cité de Sorel:

Bill (bill no 65) refondant les lois organiques de la corporation de la ville de Famham;

Bill (bill no 56) amendement la loi concernant les commissaires d'écoles de la municipalité de la ville de Westmount et les taxes scolaires de ladite ville;

Bill (bill no 126) constituant en corporation la "Catholic High School of Montreal".

Quant au bill (bill no 78) détachant une certaine partie de la municipalité de la corporation du village de Verdun pour l'annexer à la municipalité de la paroisse de la Côte-Saint-Paul, et au bill (bill no 125) incorporant l'Association des barbiers de la province de Québec, votre comité trouve, que dans chaque cas, le préambule n'est pas prouvé.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill i) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendement le code du Notariat", et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Code municipal

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a adoptés avec plusieurs amendements:

Bill (bill no 84) pour amender le code municipal;

Et bill (bill no 99) amendement l'article 480 du code municipal.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechêne), que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui le 17 février, ce sera pour samedi, le 18 février à trois heures de l'après-midi, quelle siége jusqu'à six heures et ainsi tous les samedis jusqu'à la prorogation.

UNE VOIX: Propose, en amendement, que les séances du samedi aient plutôt lieu de onze heures a.m. à une heure p.m.

L'amendement est adopté.

La motion principale est ensuite adoptée.

Subsides

La Chambre en conformité de l'ordre du jour, procède à la considération ultérieure des six résolutions rapportées mercredi, le 15 février courant, du comité des subsides, et qui avaient alors été ajournées. Lesdites résolutions sont lues pour la deuxième fois et adoptées.

Pêche et pêcheries

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 4) concernant la pêche et les pêcheries soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande des explications.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Explique les principaux changements qui ont été faits dans cette loi qui est une refonte.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité général de toute la Chambre.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande si des arrangements ont été conclus avec le gouvernement fédéral concernant ces règlements. Il pense que certaines dispositions du bill pourraient occasionner des problèmes avec ce gouvernement.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Dit qu'il existe un arrangement autorisant des baux sur les rivières non navigables. Il en possède une copie, dit-il.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Parlant des licences accordées dans des rivières non navigables, demande si le locataire précédent aurait l'avantage. Il fait remarquer que parfois des locataires font de très grandes dépenses pour se préparer un bon territoire de pêche qui devraient leur valoir la préférence.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Répond qu'il fera octroyer toutes ces licences par ordre du lieutenant-gouverneur en conseil.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Fait remarquer que l'article 1391 du bill empêche ceux qui ont déjà obtenu une licence pour établir des filets dans une rivière, de jouir de ce droit; il dit aussi que la limite de 500 verges de l'estuaire d'une rivière dans laquelle la pêche est interdite, semble bien éloignée.

M. W.H. CLAPPERTON (Bonaventure): Est du même avis. Il dit qu'il serait parfois bien difficile d'établir le point d'où on mesurera les limites où la pêche est prohibée.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose que la troisième lecture du bill soit suspendue afin de permettre l'étude plus attentive de certaines clauses. Adopté.

Hôpital protestant pour les aliénés

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération une certaine résolution concernant l'hôpital protestant pour les aliénés.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que les contrats reproduits aux cédules A et B de la présente résolution et passés entre le gouvernement de la province et l'hôpital protestant pour les aliénés, le vingt-septième jour de janvier mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, soient approuvés et ratifiés.

Cédule A

Le vingt-septième jour du mois de janvier de l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

Devant moi, G.R. Lighthall, soussigné, notaire public pour la province de Québec, domicilié et exerçant en la cité de Montréal en ladite province.

Ont comparu personnellement:

L'honorable Joseph-E. Robidoux, domicilié en la cité de Québec, agissant aux présentes en qualité de secrétaire de la province dans le gouvernement de ladite province de Québec, et agissant aux présentes pour ledit gouvernement de ladite province, et de la part de celui-ci, en vertu d'un arrêté en conseil portant la date du trente

et unième jour d'août dernier, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, dûment approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur de ladite province de Québec, le premier jour de septembre dernier, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, duquel dit arrêté en conseil copie dûment authentiquée est annexée aux présentes, signée et paraphée ne varietur par les parties à icelles et ledit notaire.

De première part;

Et l'hôpital protestant pour les aliénés, corps politique dûment constitué en corporation par voie législative, et représenté aux présentes par Wolferstan Thomas et Robert Reid, tous deux de la cité de Montréal, écuyers, agissant aux présentes en qualité de président et de secrétaire honoraire actuels dudit hôpital, et dûment autorisés aux fins des présentes par une résolution du bureau des gouverneurs dudit hôpital protestant pour les aliénés, adoptée à Montréal le vingt-neuvième jour de décembre dernier, copie authentiquée de laquelle est annexée aux présentes, signée et paraphée ne varietur par les parties à icelles et ledit notaire,

De seconde part.

Lesquelles parties ont déclaré audit notaire être convenues de ce qui suit, savoir:

Qu'attendu que, par un arrêté du conseil portant le numéro 448 et la date du trente août mil huit cent quatre-vingt-douze, ledit gouvernement de ladite province de Québec a garanti le capital et l'intérêt des obligations émises par ledit hôpital protestant pour les aliénés jusqu'à concurrence de cent cinquante mille piastres, et l'intérêt au taux de quatre et demi pour cent par an;

Que, par mémoire envoyé sous forme de lettre datée le quatrième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-quinze, les directeurs ou gouverneurs dudit hôpital ont prié ledit gouvernement de se charger du paiement de l'intérêt de leurs obligations s'élevant à trente-cinq mille piastres:

Que ledit gouvernement, par arrêté en conseil portant la date du quatorze juin mil huit cent quatre-vingt-quinze, a informé ledit hôpital protestant pour les aliénés qu'il se chargerait, pour trois ans, à date du premier jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-quinze, du paiement de l'intérêt sur la dette alors échue de cent cinquante mille piastres, à un taux ne dépassant pas quatre et demi pour cent par an, et aussi du paiement de l'intérêt sur les obligations additionnelles de trente-cinq mille piastres que lesdits directeurs se proposaient d'émettre, et qu'il se portait garant pour le plein montant de cent quatre-vingt-cinq mille piastres, de l'intérêt sur les obligations, aux conditions et avec les obligations déjà existantes, savoir:

Une nouvelle hypothèque et des polices additionnelles semblables à celles consenties et données pour les cent cinquante mille piastres, et que cette garantie serait pour une période de vingt années, et les trois années plus haut mentionnées, savoir: du

premier jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-quinze au premier jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-huit inclusivement;

Que, par un contrat passé entre ledit gouvernement et ledit hôpital protestant pour les aliénés, devant E.-G. Simard, notaire public, de Montréal, daté le dix-septième jour d'avril mil huit cent quatre-vingt-seize, et fait conformément à la loi 59 Victoria, chapitre 5, section 2, le gouvernement de facto s'est chargé du paiement de l'intérêt, pour une période de trois années, sur les cent quatre-vingt-cinq mille piastres d'obligations émises par les directeurs ou gouverneurs dudit hôpital, et que dans le même document, il est aussi déclaré qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder la même garantie pour une période n'excédant pas dix-sept années.

Qu'un nouvel arrangement ou contrat, relatif à l'entretien des patients, a été fait entre ledit gouvernement et ledit hôpital protestant pour les aliénés, et que le gouvernement convient de donner aux gouverneurs dudit hôpital, pendant toute la durée dudit contrat provisoire qui a pris fin le premier jour de juillet dernier, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit:

À ces causes, ledit gouvernement se charge, pour ladite période de dix années, à compter du premier jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, du paiement dudit intérêt sur ladite somme de cent quatre-vingt-cinq mille piastres d'obligations émises par les directeurs ou gouverneurs dudit hôpital protestant pour les aliénés, à un taux n'excédant pas quatre et demi pour cent, à compter dudit premier jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et, comme garantie et sécurité offerte audit gouvernement de ladite province touchant le paiement du capital desdites obligations et dudit intérêt. ledit hôpital protestant pour les aliénés, représenté comme susdit, engage, hypothèque et affecte spécialement par les présentes, en faveur dudit gouvernement de ladite province de Québec, ce acceptant comme susdit:

Cette terre ou étendue de terre sise et située en la municipalité de Verdun, dans le comté d'Hoche-laga, dans ladite province de Québec, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la ci-devant paroisse de Montréal, comme étant le lot portant le numéro officiel quatre mille six cent quatre-vingt-cinq (4685) avec les constructions et les machines qui se trouvent dans les constructions y érigées.

Tel est l'arrangement et telles sont les conventions intervenus entre lesdites parties aux présentes qui, pour l'exécution qui en doit être faite, ont élu domicile en leurs bureaux, à Montréal susdit.

Dont acte fait et passé en la cité de Montréal, les jour, mois et an en premier lieu mentionnés, sous le numéro trois mille cinq cent quatre-vingt-quatre des actes originaux de record en l'étude du notaire soussigné, et après lecture dûment faite d'icelles, lesdites parties aux présentes ont signé avec ledit notaire soussigné et en sa présence.

(Signé) J.-E. Robidoux,
Secrétaire de la province de
Québec.

F. Wolferstan Thomas. Président.
Robert Reid. Sec. hon.
Geo. R. Lighthall. N.P.

Vraie copie de l'original des présentes demeuré de record en mon étude.

G.R. Lighthall, N.P.

Cédule B

Ce vingt-septième jour du mois de janvier, en l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

Devant moi. George R. Lighthall, soussigné, notaire public pour la province de Québec, domicilié et exerçant en la cité de Montréal, dans ladite province.

Ont comparu personnellement:

"L'hôpital protestant pour les aliénés," corps politique et constitué en corporation par la loi 44-45 Victoria, chapitre 50, Statuts de Québec, représenté aux présentes par F. Wolferstan Thomas, écuyer. de la cité de Montréal, ès-qualité de président, pour le temps présent, dudit hôpital protestant pour les aliénés, dûment autorisé aux fins des présentes par une résolution du bureau des gouverneurs dudit hôpital protestant pour les aliénés, adoptée à Montréal le vingt-neuvième jour de novembre 1898, et de laquelle une copie authentiquée est annexée aux présentes, signée par les parties à icelles et par moi dit notaire pour être reconnue,

Dune part:

Et l'honorable Joseph-E. Robidoux, de la cité de Québec, secrétaire de la province dans le gouvernement de ladite province de Québec, dûment autorisé à l'effet des présentes par un arrêté en conseil daté le vingt-huitième jour de juin dernier (1898). et portant le numéro 376. dont copie authentiquée est ci-annexée et signée par les parties aux présentes et par moi dit notaire pour être reconnue.

De l'autre part.

Lesquelles dites parties ont fait ensemble la convention et l'arrangement suivants:

Attendu que par une résolution adoptée par l'Assemblée législative de la province de Québec le 20 décembre 1890, ladite Assemblée législative de ladite province de Québec donna pouvoir au lieutenant gouverneur en conseil d'autoriser le secrétaire de la province, agissant pour cette dernière, de faire un arrangement avec ledit hôpital protestant pour les aliénés, touchant l'entretien et le traitement des aliénés protestants à certaines conditions et pour une certaine période de temps y mentionnées:

En conséquence de quoi ledit hôpital protestant pour les aliénés, représenté comme susdit, est convenu avec ledit gouvernement de ladite province de Québec, par contrat daté du 2 février 1891 passe devant F.-X. Gosselin, notaire public, de Québec, a

ladite date en dernier lieu mentionnée, de fournir, à ses frais et dépens, durant une période commençant le 3 juillet 1893, un logis convenable pour les aliénés et les idiots protestants qui leur seraient envoyés par ordre du gouvernement de la province, et de leur donner une bonne, saine et suffisante nourriture, le vêtement, les hardes et l'assistance convenables, et tout ce qui peut être nécessaire au soin à prendre de eux, à leur entretien, habillement, diète et traitement, tant en état de santé qu'en état de maladie, le tout tel que plus soigneusement exposé audit contrat et arrangement ci-haut mentionnés, et conformément à la cédula y annexée, par lequel il était spécialement entendu que ladite cédula ne mentionnait que le minimum de ce qu'il y aurait à fournir aux conditions y stipulées, savoir:

1. Que la province de Québec retient et prend l'absolu contrôle des services médicaux, c'est-à-dire que les gardiens des aliénés malades doivent être sous le contrôle du fonctionnaire ou surintendant médical qui peut les destituer s'il les trouve incompetents et impropres à ce service;

Qu'ils sont tous exclusivement employés au soin des patients et ne doivent s'absenter de leur travail qu'avec la permission dudit surintendant médical;

Qu'ils ne doivent pas avoir moins de vingt et un ans ni plus de soixante-cinq ans;

Que les patients doivent être placés sous la direction du surintendant médical et spécialement quant à ce qui regarde leurs exercices physiques et leur travail;

Que le surintendant médical doit réglementer la nature et la durée des occupations de chacun desdits patients, savoir: s'ils doivent ou non recevoir des visiteurs. Les autorités dudit hôpital doivent être obligées, d'après les instructions du surintendant médical, d'employer les patients à travailler à diverses occupations ou à la terre, ainsi que de créer, suivant les nécessités du moment, des industries faciles, de façon à leur donner de l'ouvrage, et créer un mode de traitement;

Que les vêtements et les hardes des patients doivent être de nature à convenir aux différentes saisons, de manière à leur permettre, autant que possible, de sortir tous les jours;

2. Que le caractère protestant de l'institution, assuré par la loi la constituant en corporation, ainsi que les pouvoirs, droits et privilèges conférés audit hôpital et à son bureau de gouverneurs par ladite loi la constituant en corporation, ne doivent être ni affaiblis ni affectés d'aucune manière par ledit contrat; et ledit contrat ne devra, non plus, être invoqué par personne à l'effet de suspendre ladite charte ou loi constitutive ou de s'immiscer à son opération d'une manière quelconque;

3. Que le nombre des gardiens à être employés par ledit hôpital protestant pour les aliénés et que le nombre de patients à être assignés à chacun d'eux doivent être réglés par le secrétaire de la province, sur l'avis du surintendant médical;

4. Que tout supplément d'assistance médicale qui pourrait être accordé aux patients sur l'ordre du surintendant médical, et non mentionné dans la cédula précitée, doit être considéré comme faisant

partie du traitement médical et être fourni au nom et aux frais de la province;

5. Qu'un comptable sera nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil pour tenir les livres que le secrétaire de la province pourra ou pourrait donner instruction de tenir relativement audit hôpital, et que ledit hôpital devra loger et nourrir ledit comptable, dont toutefois le traitement devra être payé par ladite province;

6. Que ledit contrat doit être sujet aux lois régissant les asiles publics pour aliénés, ainsi qu'aux règlements faits en vertu d'icelles, et que ledit hôpital et ses autorités s'engagent à y être soumis en tout temps;

7. Que ledit hôpital protestant pour les aliénés fera ou fera faire aux édifices actuellement affectés au logement desdits patients toutes les altérations et modifications qui pourront être requises par le fonctionnaire ou surintendant médical, ou les inspecteurs des asiles et prisons, soit en vue d'améliorer la ventilation dudit établissement, soit pour offrir plus de sécurité pour les patients, soit à cause de leur nécessité pour le classement et le traitement des patients reçus dans ledit hôpital, pourvu toutefois que lesdites altérations et modifications soient d'absolue nécessité et ne soient pas trop onéreuses, et au cas de contestation à ce sujet, elle devra être soumise au magistrat de police pour le district de Montréal, dont la décision devra être finale et sans appel, ledit juge n'étant pas tenu de suivre les procédures ordinaires;

8. Que ledit hôpital devra être tenu de se conformer à toutes les recommandations, conseils et prescriptions donnés ou faits par le fonctionnaire médical ou les fonctionnaires médicaux nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil ou le secrétaire de la province;

9. Que la province pourra ou pourrait, tant que durera ledit contrat, acheter les édifices de l'hôpital pour une somme à être fixée par des arbitres qui devront être nommés de la manière suivante: un par le lieutenant-gouverneur, un par les autorités dudit hôpital, et le tiers-arbitre par les deux premiers;

10. Que la violation de toutes les dispositions dudit contrat ou de l'une quelconque d'icelles par ledit hôpital et ses autorités sera considérée comme cause ou raison suffisante d'annulation dudit contrat.

Et ledit gouvernement de ladite province de Québec était tenu de payer audit hôpital protestant pour les aliénés, pour chaque aliéné ou idiot ainsi interné, durant toute la durée du contrat, la somme de cent seize piastres par année, sans autre charge additionnelle quelconque, sauf en ce qui est ci-dessus mentionné touchant le supplément de soins médicaux. Telle considération à être payée par le gouvernement audit hôpital, tous les trois mois, sur production par celui d'un état détaillé préparé suivant la formule approuvée par le gouvernement;

Que le ou les fonctionnaires ou surintendants médicaux ou le comptable doit ou doivent être payés par le gouvernement tant qu'il remplira ou qu'ils rempliront ledit emploi ou lesdits emplois;

Il fut, de plus, stipulé et convenu que ledit hôpital aurait le droit de demander et de recevoir trois piastres du gouvernement pour chaque patient qui

décéderait et serait enterré par les autorités dudit hôpital, pendant la durée dudit contrat:

Il fut encore stipulé et convenu que l'hôpital protestant des aliénés aurait droit d'être payé au taux stipulé pour tout patient reçu par lui, depuis la date de son admission, sur production d'un état, comme plus haut mentionné;

Et finalement, que ledit contrat ne soit obligatoire pour ledit hôpital protestant pour les aliénés que lorsqu'il aura été ratifié et approuvé par le bureau des gouverneurs dudit hôpital dûment convoqué.

Le susdit contrat ainsi passé devant ledit F.-X. Gosselin, notaire public, à la date du deuxième jour de février mille huit cent quatre-vingt-onze, ayant été fait pour la période de temps commençant à la date dudit contrat pour aller jusqu'au premier jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-quinze et expirer à ladite date en dernier lieu mentionnée;

Et attendu que le gouvernement de ladite province de Québec, représenté comme susdit et autorisé de même, est convenu avec ledit hôpital protestant pour les aliénés de prolonger et étendre ledit contrat, aux termes, conditions, obligations et stipulations y mentionnés, pour une autre période de treize années, qui comprenait un contrat pour trois ans passé entre ledit gouvernement de ladite province de Québec et ledit hôpital protestant pour les aliénés, à compter du premier jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-quinze;

En conséquence donc, les présentes font foi que lesdites parties à icelles conviennent et stipulent, en vertu du susdit arrêté en conseil numéro 376, daté le 29 juin 1898, que le gouvernement de la province devra payer, durant la période et l'espace de dix années, à compter du premier jour de juillet dernier, la somme de \$116.00 par année, pour chaque aliéné gardé aux frais du public par ledit hôpital protestant pour les aliénés, tant que la population dudit hôpital n'aura pas atteint le chiffre de mille, et, quand le nombre des patients entretenus aux frais du public sera de mille, le prix à payer pour la nourriture et la garde d'iceux sera de \$100 par année pour chacun, auxdits termes, conditions, réserves et stipulations mentionnés et énoncés audit contrat, fait et passé devant ledit F.-X. Gosselin, notaire public, à la date du deuxième jour de février, 1891.

Dont acte fait et passé, en ladite cité de Montréal, en l'étude de George R. Lighthall, ledit notaire soussigné, les jour, mois et an susdits, sous le numéro trois mille cinq cent quatre-vingt-cinq des actes originaux demeurés de record en l'étude du notaire soussigné, et, après due lecture dicelui, lesdites parties aux présentes ont signé avec ledit notaire et en sa présence.

(Signé) J.-E. Robidoux. Secrétaire de la province.

F. Wolferstan Thomas. Président.
Robert Reid, Sec. hon.
Geo. R. Lighthall, N.P.

Vraie copie de l'original demeuré de record en mon étude.

Geo. R. Lighthall. N.P.

Le secrétaire provincial (l'honorable J.-E. Robidoux) explique en quelques mots le sens de cette résolution.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Introduction de bills:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Château-guay): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 20) concernant l'hôpital protestant pour les aliénés.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois

Instruction publique

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Château-guay): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 9) "Loi de l'Instruction publique".

Adopté.

En comité:

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose certains amendements à l'article 235 à propos de débentures à émettre par les commissaires d'écoles.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Dit que ces amendements changent l'économie de l'ancienne loi.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose un autre amendement à l'article 493 qui demande vingt ans de service pour avoir droit à la pension. Il suggère de réduire ce temps à dix ans.

Les amendements sont retirés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié. Les amendements sont lus deux fois

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendements, savoir:

Bill (bill no 38) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Laurier au nombre de ses membres, après examen;

Bill (bill no 44) intitulé: "Loi déclarant définitive, mais sujette à certaines substitutions et aux articles 101 et 102 du code civil, la possession par Antoine-Philippe-Eugène Panet des immeubles lègues à Joseph-Félix Lussier-Panet par feux Felix Lussier et Angélique Deschamps".

Et bill (bill no 66) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Bourassa au nombre de ses membres".

Aussi, le Conseil législatif, a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir:

Bill (bill no 32) intitulé: "Loi érigeant en municipalité distincte et séparée la paroisse de Saint-Élie-d'Orford, dans le comté de Sherbrooke".

Et bill (bill no 53) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Léopold Guérin au nombre de ses membres, après examen".

Municipalité de Saint-Élie-d'Orford

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 32) intitulé: "Loi érigeant en municipalité distincte et séparée la paroisse de Saint-Élie-d'Orford, dans le comté de Sherbrooke". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Léopold Guérin

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill (bill no 53) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Léopold Guérin au nombre de ses membres, après examen". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Corporations de ville

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 150) concernant les corporations de ville.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Imposition des hypothèques

M. C.L. COTTON (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bonaventure (M. W.H. Clapperton), que le bill (bill no 98) amendement le code municipal afin de permettre l'imposition des hypothèques, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il donne des explications sur son projet de loi qui modifie l'article 700 du code municipal comme suit: "Est aussi impossible le capital de toute hypothèque pour remboursements de deniers avancés ou à être avancés pour garantir le paiement du prix de quelque bien mobilier ou immobilier".

Il dit que l'on s'occupe beaucoup des grandes institutions financières, mais que, lui, tient à attirer l'attention de la Chambre sur les avantages que procurerait l'adoption de l'économie du projet de loi qu'il soumet. Il soutient qu'en ce moment, la pro-

priété assume tout le fardeau de la taxation. Il dit qu'un grand nombre de fermes dans son voisinage sont hypothéquées et que le cultivateur payait la taxe sur la valeur réelle complète, alors que la ferme appartenait réellement au porteur d'hypothèque. Les investisseurs qui prêtent sur les fermes font un placement sûr et le taux minimum d'intérêt est d'environ six pour cent. Ces prêts ou hypothèques ne comportent aucune taxe. Il serait juste de taxer l'argent qui fructifie, autant que les terres le sont.

Les hypothèques représentent une valeur immobilière et il n'est que juste de faire souffrir cette partie du capital immobilier comme on le fait pour la terre elle-même. L'intérêt sur les hypothèques de fermes n'a pas diminué dans les mêmes proportions que celui des autres entreprises financières. Les financiers de Montréal désirent une réduction de taxes. Pourquoi les fermiers ne bénéficieraient-ils pas d'une réduction de taxes? Le créancier qui vit de l'intérêt de l'argent placé sur la ferme devrait être taxé à son tour.

Il s'aperçoit que la Chambre de commerce de Sherbrooke prie le député de Sherbrooke (M. L.-E. Panneton) de combattre ce bill, mais il espère que ce dernier ne l'écouterait pas.

L'adoption de ce projet de loi serait d'un grand avantage pour les cultivateurs de la province.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Montre les avantages qui découleraient de l'adoption de cette loi qui est marquée au coin de la plus élémentaire des justices. Actuellement, la propriété paye toutes les taxes; il croit que les biens mobiliers ou l'argent devraient aussi être taxés. On a déjà proposé un bill semblable qui s'adressait aussi aux villes et l'on s'était opposé à sa mise en vigueur. Ce bill avait été rejeté et le bill actuel ne présente pas cette objection et il espère qu'il sera adopté. Le présent bill doit s'appliquer aux districts ruraux seulement. Il ne comprend pas pourquoi la Chambre de commerce de Sherbrooke s'oppose à ce bill qui n'affecte nullement cette ville. Il ne peut voir pourquoi les terres supporteraient seules les frais de taxation. Ainsi, si un jeune homme qui possède \$500 achète une ferme d'une valeur de \$2,000, il doit payer de l'intérêt sur \$1,500 et, de plus, payer des taxes sur le montant total de \$2,000. Il est donc juste d'imposer les hypothèques ou prêts. Il s'opposerait à cette mesure s'il ne croyait pas qu'elle puisse être la solution recherchée.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande si cette loi se rapporte aux hypothèques actuellement existantes. Il désire savoir si ce bill contient des dispositions rétroactives.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Croit que dans sa forme actuelle, c'est un fait, mais si le comité le juge opportun, cette disposition pourrait être changée. Le principe de ce bill à l'effet que les créanciers hypothécaires participent à la taxation est valable. Il s'opposerait à ce bill s'il croyait qu'il ne peut contribuer à alléger le fardeau de l'emprunteur et que c'est ce dernier qui finalement payerait la taxe sous la forme d'un intérêt accru. Mais il ne croit pas

que c'est l'effet qu'aura cette loi qui est proposée. Bien sûr on ne peut empêcher qu'un arrangement privé intervienne entre l'emprunteur et le prêteur; mais cela les regarde personnellement, et si l'emprunteur néglige de profiter de l'aide fournie par la loi, nous n'avons rien à dire. Mais il ne croit pas que l'emprunteur négligera ses propres intérêts. Les districts agricoles ont de graves problèmes à cause des fardeaux inégaux imposés aux différentes classes, et un changement s'impose. C'est le but de la présente loi. Et nous sommes au moins certains d'une chose: cette loi ne peut aggraver la situation qui prévaut actuellement.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit que ce bill ne touche à aucun des intérêts qui lui sont confiés et il ne parle à la demande de personne, ni d'une compagnie, mais il pense qu'un bill comme celui-ci est inopérant pour indiquer la vraie méthode de taxer ou pour éviter le principe actuellement admis que c'est la terre qui doit payer la taxe. Il est persuadé que le promoteur du bill agit de bonne foi, mais il pense que ce bill pourrait devenir une arme à deux tranchants dont on se servira contre ceux-là même que l'on désire protéger.

Cette loi n'aidera pas les cultivateurs, mais leur nuira plutôt, car les prêteurs chargeront un intérêt additionnel aux fermiers pour couvrir le montant de la taxe.

Aucune législation ne peut régler la loi de l'offre de la demande. L'argent a son prix comme toute autre marchandise et les taux d'intérêts auxquels on peut se procurer l'argent sont connus et fixés. Ce serait finalement le cultivateur qui paierait la taxe sur l'hypothèque, laquelle serait ajoutée au taux d'intérêt.

Si le prêteur consent à du 3 ½ pour cent et paie une taxe de ½ pour cent, il percevra du fermier 3 pour cent net et le fermier en bénéficiera. Il est possible de prétendre qu'il y a beaucoup d'argent en circulation et que le créancier hypothécaire acceptera de payer cette taxe; mais s'il consent à payer une taxe qui ne lui permet qu'un profit de trois pour cent, il acceptera de prêter au fermier à ce taux. Il ne voit pas comment cet arrangement pourra profiter au fermier. Les créanciers hypothécaires payeront la taxe additionnelle alors que le fermier continuera à payer la même taxe. L'argent des taxes ne devrait pas venir de la poche des prêteurs, pas plus que les droits de douane proviennent des importateurs.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Dit qu'au contraire la municipalité doit se procurer une somme stipulée pour frais d'administration et la part payée par le prêteur sur hypothèque viendrait en déduction de la part à payer par le cultivateur.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Il considère malhonnête de taxer les créanciers hypothécaires parce que l'argent est bon marché et que les prêteurs cherchent des investissements. Si l'argent est bon marché, qu'on en fasse profiter le cultivateur. Si l'on impose une taxe, le montant de la taxe sera ajouté à l'intérêt qu'il devra payer en surplus.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Dit que cette question a souvent été discutée et jugée irréalisable. Il ne croit pas que ce bill puisse produire un résultat pratique car il ne croit pas qu'il puisse atteindre son objectif. Si, comme dans certains pays, il existait un taux maximum d'intérêt et qu'une disposition pour un taux d'intérêt plus élevé entraînait l'annulation du contrat, alors cette loi aurait un très bon effet. La Chambre de commerce de Sherbrooke a étudié toutes les questions d'intérêt public et celle-ci plus particulièrement et en a déduit que les cultivateurs ne gagneraient rien avec ce bill. Il ne fait qu'augmenter la taxation: et les taxes viendront de la poche de ces derniers. La ville de Sherbrooke est entourée d'une contrée agricole et le succès de la ville dépend du succès de la communauté agricole.

Il propose en amendement, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), que le mot "maintenant" soit retranché de la proposition et qu'il soit remplacé par les mots suivants: "dans six mois, à dater d'aujourd'hui".

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Dit qu'à titre de représentant d'une communauté agricole, il s'oppose à un tel bill. Il croit que les fermiers ont suffisamment de taxes à payer sans leur en ajouter une autre qui les frapperait directement. Le fermier emprunte de l'argent pour acheter des instruments aratoires, et si l'on augmente le taux d'intérêt il aura plus de difficulté à se procurer ces instruments.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Soutient que si l'on croit tout ce qu'ont dit les orateurs qui s'opposent au bill, la situation du cultivateur ne se détériorera pas. et dans plusieurs cas, elle sera améliorée.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Préférerait que l'on taxe les billets à ordre. Aujourd'hui, le taux d'intérêt sur les hypothèques varie entre 7 et 10 pour cent. Si l'on taxe les hypothèques, le montant de la taxe sera ajouté. Les hommes d'affaires font des emprunts en donnant des billets en garantie et ils sont plus en mesure d'absorber une taxe que le pauvre fermier qui doit hypothéquer sa ferme parce qu'elle est la seule garantie qu'il possède. Il n'y a aucun doute que l'imposition d'une taxe sur les hypothèques sera ajoutée à l'intérêt que payent les fermiers, à moins que l'on décide d'imposer un certain taux d'intérêt fixe. Il existe aussi un autre inconvénient. Certaines personnes détiennent des hypothèques et aussi longtemps qu'elles sont inscrites dans les bureaux du registraire ce fait n'est pas connu. Par contre, si elles sont taxées, ces listes seront inscrites dans les livres du secrétaire-trésorier de différentes municipalités et l'effet sera néfaste pour le crédit du créancier hypothécaire. Il souligne qu'actuellement les capitaux tendent à se fixer davantage dans les grandes villes et que la Chambre ne devrait pas légiférer pour encourager cet exode.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon) et MM. T. B. De GROSBOS (Shefford). W.A. WEIR (Argenteuil): Ont pris la parole en faveur du projet de loi.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 5 (M. R. Bickerdike), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée.

Interpellations:

Sommes dues par M. Auger, registrateur

M. E. LALONDE J.R. (Vaudreuil): 1. M. Auger, registrateur de la division Montréal-Est, a-t-il payé, en tout ou en partie, le montant qu'il doit au gouvernement, en vertu d'un jugement prononcé contre lui le 9 janvier 1892?

2. Dans l'affirmative, quel montant a-t-il payé?

3. Quel montant a-t-il encore à payer?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):

1. En partie; 2. \$2,500.00; 3. \$2,414.96.

Demande de documents:

Destitution du messenger C. Gagné

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie des affidavits produits au soutien de la demande faite pour la destitution de Cyrille Gagné, messenger de l'Orateur de cette Chambre, et de tous les papiers, documents et correspondance en rapport avec ladite destitution.

Adopté.

Baux de pêche

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état indiquant les locations du domaine public, en vertu de baux de pêche, consenties par le commissaire des Terres ou par le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, ou par toute personne, par l'un d'eux autorisée, de même que de tous les autres actes faits par ces fonctionnaires relativement aux pêcheries, qui sont en fait compris dans la section 3 du bill (bill no 4) concernant la pêche et les pêcheries" soumis à cette Chambre; ledit état devant indiquer le nom des lacs ou des rivières, la date, la durée de la location ou autre acte, le prix y stipulé, le nom des locataires ou des personnes en faveur de qui ces locations ou actes ont été consentis, avec, de plus, une seule copie ou un exemplaire pour chaque catégorie, ou espèce de locations, ou actes, que cette clause déclare valides, afin d'en faire connaître la teneur générale et les conditions.

Adopté.

Léon Trudeau

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 40) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Léon Trudeau à la pratique du notariat après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville de Longueuil

M. A. ROCHELEAU (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 120) amendement la loi concernant la ville de Longueuil.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. ROCHELEAU (Chambly): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville de Lachine

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 74) amendement la loi concernant la ville de Lachine.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Subsides

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements du gouvernement civil; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'inspection des bureaux publics: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements des registrateurs et les frais casuels: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses de l'éducation supérieure: cinq pour cent de la part des catholiques sur cette

somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le lieutenant-gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles, dans la province; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être appliqué par le secrétaire de la province, à des concours et récompenses, et à l'achat des meilleurs ouvrages publiés dans cette province, et particulièrement ceux destinés à l'enseignement des écoles élémentaires, et \$10.000 seront payées à même cette part dudit fonds à l'École polytechnique, en vertu de la loi 57 Victoria, chapitre 23, art. 17.

Sur la part assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200 seront employées à venir en aide à l'Association provinciale des instituteurs, et \$700 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc.: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900;

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'École polytechnique de Montréal; pour couvrir un montant retenu sur son crédit pour 1897-98, à cause d'une erreur dans la traduction du texte anglais; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux "High Schools" de Québec et de Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques, pour l'allocation aux "High Schools", dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'Université Laval, Montréal, et \$2,000 pour l'École de médecine et de chirurgie de Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles publiques: cinq pour cent de la part des catholiques, dans cette somme, sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le lieutenant-gouverneur en conseil voudra déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la province; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles dans les municipalités pauvres; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles normales; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas trente-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses d'inspection des écoles: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs mis à la retraite; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour achat de livres à être donnés en prix; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles de sourds-muets: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets. Mile-End, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourdes-muettes, soeurs de la Providence, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Conseil de l'Instruction publique: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les dépenses d'impression du rapport du surintendant de l'Instruction publique; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

20. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la succursale de l'Université Laval, à Montréal. 4e paiement sur 7 paiements égaux: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

21. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le Collège de Saint-Romuald-d'Etchemin aide à sa reconstruction, premier paiement sur 3 paiements égaux: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

22. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'École de navigation. Québec: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

23. Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Conseil des arts et manufactures, y compris renseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

24. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses d'inspections, explorations, etc.: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

25. Qu'une somme n'excédant pas seize mille huit cent soixante-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses de réparations aux palais de justice et prisons; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

26. Qu'une somme n'excédant pas mille neuf cent vingt-six piastres et soixante-seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses de loyers des palais de justice et prisons; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

27. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses d'inspection des chemins de fer: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

28. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses occasionnées par l'Acte des établissements industriels de Québec (57 Victoria, chapitre 30) ci-devant appelé "Acte de Québec": pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

29. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la reconstruction du pont des Joachim sur la rivière Ottawa, pourvu que les gouvernements fédéral et ontarien fournissent le reste de ce qu'il faut pour son parachèvement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

30. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses de construction du nouveau palais de justice. Sherbrooke, 1er paiement sur 4 paiements: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

31. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital Général. Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

32. Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents. Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

33. Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Patrice, Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

34. Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Providence. Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

35. Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de Saint-Vincent de Paul. Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

36. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital protestant d'industrie et de refuge. Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

37. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile protestant pour les femmes abandonnées, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

38. Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'orphelinat Saint-Patrice. Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

39. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital de la maternité, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

40. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de la Madeleine, (Bon-Pasteur), Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

41. Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des orphelins catholiques romains. Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

42. Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité. Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

43. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Chanté pour leur hôpital des enfants trouvés, à Montreal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

44. Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile pour les orphelins protestants. Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

45. Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de la Maternité, sous les soins des soeurs de la Miséricorde, Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

46. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de la rue Bonaventure, Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

47. Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Nazareth, pour les enfants pauvres abandonnés, Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

48. Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des aveugles, asile Nazareth. Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

49. Qu'une somme n'excédant pas trois cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'ouvroir pour les aveugles, asile Nazareth. Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

50. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au dispensaire de Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

51. Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centms soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société bienveillante des dames, Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

52. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Sainte-Brigitte, Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

53. Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile pour les enfants protestants, Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Accordé.

54. Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Church Home" Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

55. Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de Bethléem, Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

56. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une

aide à l'hôpital Notre-Dame. Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

57. Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu. Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

58. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de bienfaisance des dames Israélites. Montreal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900

Adopté.

59. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Miséricorde pour la garde des enfants trouvés. Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

60. Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Providence, coin des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

61. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Young Men s Hebrew Benevolent Society". Montreal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

62. Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de refuge. Montreal pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

63. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay. Montréal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

64. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital des enfants trouvés. Montréal, (ci-devant connu sous le nom d'Asile Sainte-Marguerite), pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

65. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur Montreal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

66. Qu'une somme n'excédant pas soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux petites soeurs des pauvres. Montreal pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

67. Qu'une somme n'excédant pas deux cent piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Association des soeurs de Sainte-Marguerite Montreal: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

68. Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Western Hospital", Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

69. Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Hervey, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

70. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de refuge Sainte-Cunégonde. Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

71. Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des veuves charitables de l'orphelinat catholique et de l'asile Nazareth, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

72. Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents. Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

73. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile du Bon-Pasteur Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

74. Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des dames protestantes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

75. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des orphelins. Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

76. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Finlay. Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

77. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des orphelins protestantes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

78. Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Sainte-Brigitte, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

79. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au dispensaire de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

80. Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité. Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

81. Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, pour les veuves et les infirmes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

82. Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu-du-Sacré-Coeur-de-Jésus, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

83. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au dispensaire de l'Hôtel-Dieu-du-Sacré-Coeur-de-Jésus, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

84. Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu-du-Sacré-Coeur-de-Jésus, pour les enfants trouvés, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

85. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu-du-Sacré-Coeur-de-Jésus, Québec, pour les épileptiques; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

86. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des dames chrétiennes. Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

87. Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de la maternité, sous les soins des dames du Bon-Pasteur, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

88. Qu'une somme n'excédant pas deux cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des orphelins, sous les soins des soeurs de la Charité, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

89. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

90. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Oeuvre du patronage. Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

91. Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, asile de la Providence, Trois-Rivières; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

92. Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, pour leur hôpital de la maternité. Trois-Rivières: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

93. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Général, Sorel; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

94. Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de Saint-Hyacinthe; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

95. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

96. Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité de Rimouski; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

97. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital et à l'orphelinat de Sherbrooke; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

98. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital protestant de Sherbrooke; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

99. Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Joseph-de-la-Délivrance, Lévis; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

100. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Saint-Vallier, Chicoutimi; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

101. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

102. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice Sainte-Anne de la Baie-Saint-Paul, pour les vieillards, les infirmes et les idiots; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

103. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de Fraserville: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

104. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital pour les orphelins, les vieillards et les malades. Valleyfield: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

105. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de Saint-Jérôme; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

106. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice Saint-Antoine pour les orphelins et les malades, Longueuil: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

107. Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital Saint-Jean. Saint-Jean; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

108. Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, Saint-Jean; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions étant lues deux fois, il est ordonné que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à plus tard.

Décès de M. Félix Faure, président de la république française

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean) Fait l'éloge du disparu. Il souligne la grande perte subie par le pays des pères du peuple canadien-français et annonce l'intention du gouvernement d'introduire une résolution à ce sujet. La mort du président Faure dans des circonstances aussi douloureuses et imprévues jette, dit-il, un deuil sur tout le Canada, deuil auquel s'associent la Chambre et le pays.

Il propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn) que cette Chambre sajourne. et qu'en s'ajournant elle exprime ses profondes sympathies pour la France dans le deuil national qu'il a

frappée par le décès soudain, ce jour, du président de la république, Monsieur Félix Faure.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Se joint au premier ministre pour exprimer le sentiment de profonde sympathie dont les concitoyens canadiens sont animés en présence de la douleur du peuple qui leur tient au cœur par les fibres les plus chères. Il s'unit à son collègue, le chef du gouvernement, pour dépo-

ser sur le cercueil du président de la république française, l'hommage de son respect et de ses regrets. Il assure le gouvernement de sa collaboration dans toute mesure visant à exprimer la sympathie de la province envers la mère-patrie à l'occasion de ce triste événement.

Adopté.

La séance est levée à sept heures.

Séance du 18 février 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à onze heures et demie.

Décès de M. Félix Faure, président de la République française

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):
Donne lecture des dépêches télégraphiques que, conformément aux sympathies de la Chambre pour la France, exprimées dans la motion d'ajournement de la séance, hier, il a adressées à Madame Faure, au président du Sénat français et à M. le consul français, à Montréal, ainsi que la réponse reçue de ce dernier.

Il propose que ces documents soient entrés dans les Procès-verbaux et les Journaux de cette Chambre.

Adopté "nemine contradicente".

Et lesdites dépêches et réponses sont comme suit:

Québec, 17 février 1899.

Madame Félix Faure,
Palais de l'Élysée, Paris.

L'Assemblée législative de la province de Québec me charge de vous offrir ses condoléances à l'occasion du deuil qui vous frappe.

F.-G. Marchand,
Premier ministre de la province de Québec.

Québec, 17 février 1899.

Monsieur le président du Sénat,
Paris, France.

L'Assemblée législative de la province de Québec s'est ajournée, aujourd'hui, par respect pour la mémoire de M. Félix Faure, et me charge d'offrir à la France ses condoléances, à l'occasion du deuil qui la frappe.

F.-G. Marchand,
Premier ministre de la province de Québec.

Québec, 17 février 1899.

À M. le consul de France,
Montréal.

L'Assemblée législative, par un vote unanime proposé par moi et appuyé par le chef de l'Opposition, s'est ajournée, aujourd'hui, par respect pour la mémoire du président de la République française. J'en ai aussitôt fait part au président du Sénat français et à Mme Faure. Je me fais un devoir de vous en informer officiellement.

F.-G. Marchand.
Premier ministre.

Montréal. 18 février 1899.

L'honorable M. Marchand,
Premier ministre, Québec.

Très touché de votre communication. Je vous remercie et je remercie l'Assemblée législative de Québec pour ce précieux témoignage de sympathie.

(Signé), Kleczkowski.

Pêche et pêcheries

La Chambre procède à la considération ultérieure des amendements faits en comité général au bill (bill no 4) concernant la pêche et les pêcheries. Les amendements sont adoptés.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):
Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, procède à la considération ultérieure des 108 résolutions rapportées vendredi, le 17 février courant, du comité des subsides, laquelle considération avait été ajournée. Lesdites résolutions sont adoptées.

Code de Notariat

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):
Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill 1) du Conseil législatif, intitulé: "Loi amendant le code du Notariat".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):
Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs soit cette Chambre a passé le bill sans amendement.

Hôpital protestant pour les aliénés

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):
Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 20) concernant l'hôpital protestant pour les aliénés soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code civil, article 1301

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 154) amendement l'article 1301 du code civil.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demande de documents:

Sommes dues au Dr Plourde, ex-coroner du Lac-Saint-Jean

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. A. Plante), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le docteur Plourde, ex-coroner du Lac-Saint-Jean, et le gouvernement, au sujet d'une remise d'honoraires à lui être faite, vu sa destitution.

Adopté.

Limites du village de Saint-Jérôme Lac-Saint-Jean

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. A. Plante), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, requêtes, affidavits, etc., par le maire ou aucune personne de la paroisse de Saint-Jérôme du Lac-Saint-Jean, avec tous, ou aucun des ministres, au sujet de difficultés survenues dans l'établissement des limites du village de Saint-Jérôme, depuis mai 1898.

Adopté.

Juges de paix du Lac-Saint-Jean

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. A. Plante), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toutes lettres et de toute correspondance adressées au secrétaire de la province, ou à tout autre ministre, au sujet de la destitution des juges de paix du Lac-Saint-Jean, et de la nomination de leurs successeurs, notamment celle d'Étienne Coulombe, et celle des juges de paix de Saint-Joseph-d'Alma.

Adopté.

Prison de Montréal

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'il soit mis devant cette Chambre copie des rapports des enquêtes faites sur l'administration de la prison de Montréal, depuis le 30 juin 1897.

Adopté.

Interpellations:

Cour de circuit de Bellechasse

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Combien de poursuites ont été intentées à la Cour de circuit du comté de Bellechasse, pendant chacune des années 1894, 1895, 1896, 1897 et 1898?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): 1894, 1; 1895, 4; 1896, 1; 1897, aucune; 1898, aucune.

Patients dans les asiles de la province

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): 1. Quel est, d'après le dernier rapport, le nombre des malades actuellement internés dans les différents asiles de la province, comme suit:

- (1). Combien à la Longue-Pointe?
- (2). Combien à Verdun?
- (3). Combien à Beauport?
- (4). Combien à Saint-Ferdinand-d'Halifax?
- (5). Combien à la Baie-Saint-Paul?

2. Combien y avait-il de malades dans chacune de ces institutions le 1er janvier 1895?

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet) pour L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):

Institutions.	Au 8 février 1899	Au 1er janvier 1895
(1) Longue-Pointe.	1435 malades.	1309 malades.
(2) Verdun.	266 malades.	186 malades.
(3) Beauport.	1021 malades.	981 malades.
(4) Saint-Ferdinand-d'Halifax.	119 malades.	105 malades.
(5) Baie-Saint-Paul.	48 malades.	14 malades.

Dr Constantin, coroner du Lac-Saint-Jean

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Le docteur Constantin, coroner du Lac-Saint-Jean, a-t-il payé au gouvernement les honoraires sur sa commission?

Dans l'affirmative, quel montant a-t-il payé et à quelle date?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Non.

Statuts refondus, article 5375c

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant des Iles-de-la-Madeleine (M. P.P. Delaney), que le bill (bill no 145) amendement l'article 5375c des Statuts refondus de la province de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il explique que ce bill, ainsi que le bill no 144, ont pour but de modifier la nature des dépôts de garantie exigés des associations de bienfaisance et de secours mutuels et des compagnies d'assurance mutuelle qui ne sont pas obligées de faire un dépôt entre les mains du gouvernement fédéral. La nouvelle disposition proposée est obligatoire pour les compagnies d'assurance mutuelle et facultative pour les autres.

Adopté sur division. Le bill est retourné au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Acte 61 Victoria, chapitre 39

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant des Iles-de-la-Madeleine (M. P.P. Delaney), que le bill (bill no 144) amendement l'acte 61 Victoria, chapitre 39 soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Introduction de bills:

M. H. CARON (Maskinongé): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 143) amendement

l'article 4404 des statuts refondus de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Statuts refondus, article 1651

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 149) amendement l'article 1651 des statuts refondus de la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code civil, article 2250

L'ordre du jour appelant la Chambre en comité général pour examiner le bill (bill no 103) amendement les articles 2250 et 2265 du code civil, étant lu, il est ordonné que ledit ordre soit rescindé et que le bill soit renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Loyola College

L'HONORABLE J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 60) constituant en corporation le "Loyola College".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à midi.

Séance du 20 février 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures quinze.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill J) intitulé: "Loi amendant la Loi concernant la constitution de la Cour supérieure." pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Introduction de bills:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que le bill (bill J) du Conseil législatif intitulé: Loi amendant la loi concernant la constitution de la Cour supérieure, soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

M. E. J. FLYNN [Gaspé]: Demande la permission d'introduire un bill (bill no 140) amendant l'article 4762 des Statuts refondus de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-E. PANNETON [Sherbrooke]: Demande la permission d'introduire un bill (bill no 138) amendant l'article 599 du code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 139) amendant l'article 599 du code de procédure civile.

Ce bill a pour but d'amender la clause 10 de l'article 599 en déclarant saisissables les salaires des employés du gouvernement fédéral.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Association des barbiers

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. N. Garneau), que le bill (bill no 125) incorporant l'Association des barbiers de la province de Québec, soit de nouveau référé au comité des bills privés, avec instructions de reconsidérer le préambule, de l'examiner généralement et de faire rapport à cette Chambre.

Adopté.

Shawinigan Water and Power Company

L'ordre du jour appelant la troisième lecture du bill (bill no 115) amendant la Loi constituant en corporation la "Shawinigan Water and Power Company", étant lu:

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose, appuyé par le représentant de Joliette (M.

J.-M. Teilier), que ledit ordre soit rescindé et que ce bill soit renvoyé de nouveau au comité général de la Chambre avec instruction:

1. De reconsidérer la section première dudit bill:
2. Que le paragraphe 2. de la section 2. de la Loi constituant en corporation "The Shawinigan Water and Power Company", soit retranché.

3. Que le premier paragraphe de la section 32 de ladite loi soit modifié de manière à se lire comme suit:

"32. L'expropriation, ainsi que les procédures relatives à la mise en possession immédiate des terrains à être expropriés, devront être faites conformément aux dispositions des statuts refondus de Québec relatives aux chemins de fer."

Adopté.

Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

En comité:

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Demande que l'amendement fait en son absence, et qui limite les pouvoirs de la compagnie, soit rapporté.

Il désire que le bill soit remis dans son état primitif afin de donner à la compagnie le droit de pouvoir procéder immédiatement à la construction des bâtisses nécessaires à l'exploitation de cette industrie. Il est d'avis que l'on devrait accorder à la compagnie les pouvoirs qu'elle demande, surtout que ses services profiteront à toute la province.

M. G. BALL (Nicolet) et M. E. BOUFFARD (Montmorency): S'opposent à cette demande prétendant que ces articles empiètent sur les droits de tiers.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Dit qu'on ne devrait pas causer de difficultés à une compagnie qui est sur le point de développer cette localité.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): A également pris la parole.

L'amendement est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Église Saint-Jean-Baptiste de Montréal

L'ordre du jour appelant la réception du rapport du comité général concernant le bill (bill no 42) relatif à la reconstruction de l'église Saint-Jean-de-Baptiste de Montréal et le paiement de ladite reconstruction, étant lu:

Il est ordonné que le rapport soit maintenant reçu.

M. D. J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville de Lachine

M. J.-A. CHAURET [(Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 74) amendement des lois concernant la ville de Lachine.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession A. Prévost

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W.A. Weir), que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 64) amendement la loi 60 Victoria, chapitre 95, concernant la succession de feu Amable Prévost.

M. C. LANGELEIR (Lévis): Propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. A. Tessier), que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "ce bill soit de nouveau référé au comité permanent des bills privés avec instruction de la reconsidérer."

Il explique que ce projet avait été adopté alors que les personnes intéressées à y faire opposition étaient absentes, et que cette absence était due au fait qu'il avait donné l'assurance que le bill ne serait pas examiné ce jour-là, à cause de la grande quantité de matière figurant à l'ordre du jour. De plus les membres du comité croyaient que personne ne s'opposait à ce projet de loi. Il croit que l'on devrait permettre à toutes les parties de se faire entendre, car ce bill est très important.

M. L. GOUIN (Montréal no 2). Prétend que la ligne de conduite à suivre était de s'opposer au bill devant le comité des bills privés du Conseil législatif.

M. T. B. DE GROSOIS (Shefford): Dit qu'on avait affirmé au comité que ce bill ne soulevait aucune opposition, et c'est pourquoi il a passé sans opposition.

M. G. BALL (Nicolet): Confirme cette déclaration.

L'amendement est adopté.

La question principale ainsi amendée est ensuite adoptée.

Il est résolu que le bill soit de nouveau renvoyé au comité permanent des bills privés avec instruction de le reconsidérer.

Chef-lieu de Wolfe

M. G.R. SMITH (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 41) transférant de Saint-Joseph-de-Ham-Sud au village de Beaulac de Saint-Olivier-de-Garhby. le chef-lieu du comté de Wolfe.

Adopté.

En comité:

M. E. BOUFFARD (Montmorency) Dit que ce bill est présente dans l'intérêt de quelques amis politiques qui habitent un coin du comté de Wolfe. Un sous-comité composé de MM. De Grosbois, Allard, Chauré, Marion et Bédard avait unanimement repoussé la mesure, mais le député de Mégantic (M. G.R. Smith) a fait jouer la politique et est parvenu à rassembler assez de ses collègues ministériels pour faire passer le bill jusque-là, quoique la plupart d'entre eux admettent que la mesure est inique.

M. G.R. SMITH (Mégantic): Soutient que même si Ham-Sud se trouve au point de vue géographique au centre du comté de Wolfe, l'accessibilité en est difficile, alors que Garhby qui est situé le long de la voie du "Québec Central Railway" est beaucoup plus facile d'accès de tous les coins du comté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Corporation de Sorel

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 114) amendement les actes incorporant la cité de Sorel.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commissaires d'écoles de Westmount

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 56) amendement la Loi concernant les commissaires des écoles de la municipalité de la ville de Westmount et les taxes scolaires de ladite ville.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est résolu que le titre soit: "Loi à l'effet d'amender la loi concernant les commissaires des écoles de la municipalité de la ville de Westmount et d'édicter certaines dispositions relatives aux taxes scolaires de ladite ville.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Interpellations:

Ovide Lamothe

M. P.-E. LEBLANC (Lavai): M. Ovide Lamothe, de Saint-Bonaventure-d'Upton, comté de Yamaska, est-il à l'emploi du gouvernement?

Dans l'affirmative, depuis quand?

Quel salaire retire-t-il?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):

Non.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée qu'il a passé le bill (bill no 100) intitulé: "Loi amendant l'article 1618 des Statuts refondus de la province de Québec," sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé l'amendement fait par la Chambre au bill (bill F) du Conseil législatif, intitulé: "Loi modifiant de nouveau la loi concernant la Cour de circuit du district de Montréal."

Loi de pharmacie

L'ordre du jour appelant la réception du rapport du comité général sur le bill (bill no 83) amendant la loi de pharmacie de Québec, étant lu:

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W.A. Weir), que le rapport soit maintenant reçu.

M. C. LANGEIER (Lévis): Propose en amendement, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. G.-C. Dessaulles), que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "ledit bill soit de nouveau renvoyé au comité général, avec instruction de l'amender en substituant à la clause 4043, la suivante:

"Les différentes substances nommées ou décrites dans la cédule A, sont des poisons d'après la signification donnée par la présente loi, et le Conseil peut, de temps à autre, par règlement, avec le concours et l'approbation du bureau des gouverneurs du collège des médecins et chirurgiens de la province ou du bureau provincial d'hygiène, déclarer qu'une substance spécifiée dans ce règlement, est un poison d'après la signification donnée à ce mot par cette loi, et cette substance est alors ajoutée à la cédule A. pour en former partie.

Cette addition doit être annoncée dans la Gazette officielle de Québec.

Et en remplaçant la clause 2 dudit bill par la suivante:

"4039. Rien dans la présente loi ne doit avoir l'effet d'empêcher les personnes non inscrites en vertu de la présente loi, de vendre le vert de Paris ou la pourpre de Londres, si ces substances sont dans des paquets sûrs et distinctement étiquetés du nom de la substance, du nom et de l'adresse du vendeur et marqués du mot "poison".

Non plus Alun,

Bicarbonate de soude.

Borax,

Carbonate de chaux.

Crème de tartre,

Essences pour usage culinaire,

Huile de ricin.

Cochenille.

Gingembre,

Gomme arabique,

Houblon,

Graine et farine de lin,

Camomille.

Glycerine,

Huile de foie de morue.

Sel d'Epsom.

Séné,

Soufre,

et toutes épices employées pour l'usage culinaire.

Rien non plus dans la présente loi ne doit avoir l'effet d'empêcher les personnes non inscrites en vertu de la présente loi, de vendre dans les municipalités où il ne se trouve pas de pharmacie, les préparations brevetées ne contenant aucune des substances mentionnées dans la cédule A de l'acte de pharmacie de Québec."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard, Bourbonnais, Carbray. Chauvet, Chicoyne, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Duplessis, Grenier. Langelier. McDonald. Marchand, Panneton. Pelletier. Turgeon et Watts, 17.

CONTRE: MM. Ball, Blanchard, Cardin. Caron (Maskinongé). Caron (Matane), Champagne. Chériet, Clapperton, DAuteuil, Décarie. Dechêne. Duffy, Dufresne, Flynn, Garneau, Gosselin, Gouin, Hunt. Lacombe. Laliberté, Lalonde, LeBlanc, Lislois. Major, Marion, Parent, Petit, Robidoux. Robitaille. Rocheleau. Roy. Shehyn. Smith. Talbot. Tellier, Tessier (Rimouski), Weir. 37,

La proposition est rejetée.

Et la question principale étant de nouveau proposée, "que le rapport soit maintenant reçu":

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Soulève la question d'ordre que l'amendement qui apparaît dans le bill comme la clause 2 n'a pas été textuellement proposé ni adopté par le comité général.

Il dit que la clause 1 de la loi, en vertu de l'amendement du député de Gaspé (M. E.J. Flynn) adopté en comité général est en contradiction flagrante avec l'article 2. De plus, cette motion spécifie uniquement que la clause 2 serait remplacée par la loi de l'Ontario; et maintenant il constate que les dispositions de cette loi ont été copiées dans le bill.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'il a lu la loi de l'Ontario dans les statuts et qu'il l'a remise au greffier de la Chambre pour qu'elle soit copiée. Sa demande a été exécutée avec le plus de célérité possible. C'est un procédé employé dans plusieurs cas.

M. L'ORATEUR: Décide que l'amendement du député de Gaspé (M. E.J. Flynn) a été régulièrement adopté par le comité général et fait partie du bill qui porte les initiales et la signature du Président du comité.

Et la question principale étant de nouveau proposée, il est ordonné que le rapport soit maintenant reçu.

M. L'ORATEUR: Première lecture de l'amendement.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Non. Après discussion, l'amendement est lu pour la première fois.

Et la question étant proposée, "que ledit amendement soit maintenant lu la seconde fois":

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit qu'il s'y oppose et soulève le point d'ordre que cet amendement ne peut être lu une deuxième fois, aujourd'hui, que du consentement unanime de la Chambre.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Ce sera bien long.

M. L'ORATEUR: Déclare qu'il donnera sa décision plus tard.

Code municipal, article 480, paragraphe 2

M. T. B. DE GROSOIS (Shefford): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 99) à l'effet d'amender le paragraphe 2 de l'article 480 du code municipal.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et recommande de référer de nouveau ce bill au comité spécial nommé pour examiner tous les amendements relatifs au code municipal.

Il est ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité spécial nommé pour examiner tous les amendements relatifs au code municipal.

Documents:

Subsides aux chemins de fer

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à

une adresse de l'Assemblée législative du 20 janvier 1899. demandant copie de tous ordres en conseil, pétitions et correspondance depuis la dernière session, en rapport avec l'octroi de subsides aux chemins de fer et au paiement des subsides actuellement votés. (Document de la session no 49)

Juges de paix Lac-Saint-Jean

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de cette Chambre, du 18 février 1899, pour copie de toutes lettres et de toute correspondance adressées au secrétaire de la province, ou à tout autre ministre, au sujet de la destitution des juges de paix du Lac-Saint-Jean, et de la nomination de leurs successeurs, notamment celle d'Étienne Coulombe, et celle des juges de paix de Saint-Joseph d'Alma. (Document de la session no 50)

Journal d'Agriculture

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 9 décembre 1897, demandant: 1. Copie de tous arrêtés en conseil et de tous contrats, depuis un an, au sujet de la publication et de l'impression du Journal d'Agriculture, ou du "Journal of Agriculture:"

2. Copie de toute correspondance et de toutes demandes ou pétitions au sujet de telle publication, ou impression, ou au sujet de tels arrêtés en conseil, ou contrats. (Document de la session no 511)

M. A. Dupuis et département de l'Agriculture

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de cette Chambre, du 16 février 1899, pour un état indiquant combien d'arbres fruitiers, pommiers, pruniers, arbres d'ornement, etc., M. Auguste Dupuis, de Saint-Roch-des-Aulnaies, a fournis au département de l'Agriculture pour distribution, et à quel prix il les a fournis, et combien il a reçu d'argent. (Document de la session no 52)

Exploitation forestière du Lac-Saint-Jean

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de cette Chambre, du 10 février 1899, pour copie de toute correspondance entre le commissaire des Terres ou de tout autre ministre et toute compagnie ou individu au sujet de rétablissement d'une manufacture de pulpe le long de la Grande ou de la Petite-Décharge du Lac Saint-Jean, l'achat des pouvoirs d'eau dans les différentes rivières se déchargeant dans le lac Saint-Jean, le don gratuit de certaines limites, la réduction des taux de coupe de bois et copie de tous rapports par M. Chrysostôme Langelier, ou autres relativement à la valeur des limites à bois et des pouvoirs d'eau du Lac Saint-Jean, le tout depuis 1897. (Document de la session no 53)

Destitution du régistrateur M. E. Poulin

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de cette Chambre, du 13 février 1899, pour copie de toute correspondance, lettres, enquête et tous documents se rapportant à la destitution de l'ex-régistrateur, M. E. Poulin, du comté de Rouville. (Document de la session no 54).

Sommes dues au Dr Plourde, ex-coroner du Lac-Saint-Jean

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de cette Chambre, du 18 février 1899, pour copie de toute correspondance entre le docteur Plourde, ex-coroner du Lac-Saint-Jean, et le gouvernement au sujet d'une remise d'honoraires à lui être faite, vu sa destitution. (Document de la session no 56)

Police à l'île d'Anticosti

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de cette Chambre, du 16 février 1899, pour copie de toute correspondance, de toutes instructions et de tous rapports au sujet de l'envoi de la police provinciale à l'île d'Anticosti, durant l'année 1898. (Document de la session no 55)

Arpentage et cadastre dans Gaspé

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de cette Chambre, du 5 janvier 1898, pour copie de toutes requêtes et toute correspondance entre le commissaire de la Colonisation et des Mines, ou aucun autre membre du gouvernement, ainsi que de toutes instructions, depuis le 25 mai dernier, le tout relativement à des travaux d'arpentage et de cadastre dans le comté de Gaspé. (Document de la session no 57)

À six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie

Instruction publique

L'ordre du jour appelant la Chambre à concourir dans les amendements faits en comité général, vendredi, le 17 février courant, au bill (bill no 9): "Loi de l'Instruction publique", étant lu;

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que cette Chambre concoure, avec le comité, dans lesdits amendements.

M. L. GOUIN (Montreal no 2): Propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. F.-A. Talbot), que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: le bill soit de nouveau référé au comité général de cette chambre, avec instruction de l'amender de la manière suivante., savoir: en ajoutant, après l'article 233 de ce bill, les clauses qui suivent:

233a. Toute corporation scolaire peut également, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur, sur la recommandation du surintendant de l'Instruction publique, emprunter des deniers et, à cette fin, émettre des débentures, mais seulement en vertu et sous l'empire d'une résolution indiquant:

1. Les fins pour lesquelles l'emprunt doit être contracté;
2. Le montant total de l'émission;
3. Le terme de l'emprunt;
4. Le taux d'intérêt;
5. Tous les autres détails se rattachant à l'émission et à l'emprunt.

233b. Toute émission de débentures en obligations faite avant ce jour et qui peut se trouver conforme aux dispositions énoncées dans l'article précédent 235. est, par les présentes, déclarée bonne et valide.

Les causes pendantes ne seront pas affectées par cet amendement.

Il s'agit de ratifier certains emprunts faits par les commissaires et syndics d'écoles qui ont pourvu à un fonds d'amortissement. Il dit que cette procédure a été utilisée maintes fois; il ajoute que le surintendant est d'avis que cette procédure est légale, mais pour s'en assurer, il propose cet amendement.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Craint que cet amendement pourrait affecter des transactions faites dans le passé.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Pense que ceux qui avaient perdu de l'argent en se fiant au gouvernement devraient être protégés.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Pense que le gouvernement devrait s'occuper de chaque cas qui se présente et lui donner une solution équitable.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): A également pris la parole.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Demande à quel cas particulier on fait allusion. Il dit que ces emprunts ne constituent pas des transactions dont la légalité est mise en question.

Il propose comme sous-amendement, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), que les mots suivants soient ajoutés audit amendement: "mais cette clause ne pourra pas être interprétée, comme validant des emprunts faits et dont la légalité est mise en question par l'une ou l'autre des parties intéressées".

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Ball. Chicoyne. Dufresne. Duplessis. Flynn. Grenier. Hackett. LeBlanc. McDonald. Marion. Panneton. Pelletier et Tellier, 13.

CONTRE: MM. Allard, Blanchard. Bourbonnais. Cardin. Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne. Chauret, Chamer. Clapperton, D'Auteuil, Décarie, Dechêne. De Grosbois, Dessaulles, Duffy. Garneau. Gosselin, Gouin, Hunt. Lacombe. Laliberté, Lalonde, Lislois. Major, Marchand. Parent, Petit, Robidoux, Robitaille. Rocheleau, Roy, Shehyn, Smith. Stephens. Talbot, Tessier (Rimouski), Turgeon, Watts et Weir, 40.

Le sous-amendement est rejeté.

Et l'amendement à la motion principale étant de nouveau proposé:

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose comme sous-amendement, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn), que les mots suivants soient ajoutés: "pourvu toutefois que les argents ainsi empruntés aient en totalité été employés et dépensés dans l'intérêt des contribuables et qu'aucune partie du montant emprunté n'ait servi à d'autres fins qu'à celles auxquelles il était destiné".

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Ball, Bourbonnais. Caron (Maskinongé). Chicoyne. Dufresne, Duplessis, Flynn, Grenier, Hackett. LeBlanc, McDonald, Marion, Panneton, Pelletier et Tellier, 15.

CONTRE: MM. Allard, Blanchard, Cardin, Caron (Matane), Champagne, Chauret, Cherrier, Clapperton, D'Auteuil, Décarie, Lacombe. Laliberté, Dechêne, De Grosbois. Dessaulles, Duffy, Garneau. Gosselin. Gouin. Hunt, Lalonde. Lislois, Major, Marchand. Parent. Petit, Robidoux, Robitaille. Rocheleau. Roy, Shehyn, Smith. Stephens. Talbot, Tessier (Rimouski), Turgeon. Watts et Weir, 38.

Le sous-amendement est rejeté.

Et l'amendement étant de nouveau proposé, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente prise inversement.

La question principale, ainsi amendée, étant proposée, il est ordonné que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

Et la question étant proposée: que cette Chambre concoure, avec le comité dans lesdits amendements:

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose comme amendement, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. L.-T.-N.-L.-N. Duplessis), que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: le bill soit de nouveau renvoyé au comité général de cette Chambre, avec instruction de l'amender, de manière à ce que les nominations et les révocations des inspecteurs d'écoles ne soient faites sur la recommandation de l'un ou de l'autre des deux comités du Conseil de l'Instruction publique, tel que décrété par la loi en vigueur."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Ball. Chicoyne. D'Auteuil. Dufresne. Duplessis. Flynn. Grenier. Hackett. LeBlanc. McDonald. Manon. Panneton. Pelletier. Tellier, 14.

CONTRE: MM. Allard, Blanchard. Bourbonnais. Cardin, Caron (Maskinongé). Caron (Matane). Champagne. Chauret. Cherrier. Clapperton. Décarie. Dechêne. De Grosbois. Delaney. Dessaulles. Duffy. Garneau. Gosselin, Gouin. Hunt. Lacombe. Laliberté. Lalonde, Lislois, Major, Marchand. Parent. Petit, Robidoux, Robitaille. Rocheleau. Roy. Shehyn. Smith, Stephens. Talbot. Tessier (Rimouski). Turgeon. Watts. Weir. 40

M. M.F. HACKETT (Stanstead) Souligne le fait que le député des Îles-de-la-Madeleine (M. P. P. Delaney) a rejoint son siège après le début du vote

M. L'ORATEUR: Demande ce qu'il en est au député des Îles-de-la-Madeleine (M. P.P. Delaney).

M. P. P. DELANEY (Îles-de-la-Madeleine): Admet les allégations du député de Stanstead (M.M.F. Hackett).

Ainsi, le nom du député des Îles-de-la-Madeleine est biffé et le résultat du vote s'inscrit comme suit:

POUR: MM. Ball. Chicoyne. D'Auteuil. Dufresne. Duplessis, Flynn. Grenier. Hackett. LeBlanc McDonald. Marion. Panneton. Pelletier Tellier, 14.

CONTRE: MM. Allard, Blanchard, Bourbonnais. Cardin, Caron (Maskinongé). Caron (Matane). Champagne. Chauret. Cherrier. Clapperton. Décarie. Dechêne, De Grosbois. Dessaulles. Duffy. Garneau, Gosselin. Gouin. Hunt. Lacombe. Laliberté. Lalonde. Lislois. Major. Marchand. Parent. Petit. Robidoux. Robitaille. Rocheleau. Roy. Shehyn. Smith. Stephens. Talbot. Tessier (Rimouski). Turgeon. Watts. Weir. 39

La proposition est rejetée.

Et la question principale étant de nouveau proposée:

M L-E. PANNETON (Sherbrooke): S'oppose à l'article 482, relatif aux appels, qui fait des tribunaux un simple rouage du département de l'Instruction publique. On leur attribue des pouvoirs administratifs. On les fait juges d'appel de l'opportunité de la décision ou de réunion des divisions scolaires. Ils deviennent juges de l'application de règlements scolaires de la dernière banalité. Ils peuvent devenir chargés de contraindre les syndicats à acheter les tables ou réparer une école. Actuellement, l'appel se fait au surintendant de l'Instruction publique; c'est juste car c'est un officier administratif. Quelle idée d'en appeler à des officiers judiciaires!

Il ne voit aucune raison de s'écarter de l'ancien règlement qui permettait d'en appeler au surintendant. Le pouvoir que l'on recherche pour la Cour de circuit n'est pas approprié. Les questions traitant du lieu de construction d'une école, des réparations à effectuer à une école ou de la division d'un district scolaire, ne sont pas des sujets qu'un tribunal doit résoudre. Ces questions relèvent du pouvoir administratif et non judiciaire. Dans plusieurs cas, ces questions mettront les juges dans l'embarras, car leur tâche consiste à appliquer la loi alors que ces cas ne relèvent d'aucune loi.

La législation prescrite dans le bill est la violation des principes sacrés de la séparation des trois pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Actuellement, le surintendant est la clef de voûte de tout le système scolaire et nous avons avec lui une législation uniforme. Avec 34 juges, nous aurons autant d'idées différentes sur des questions identiques.

Il propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. M. McDonald), que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots "ce bill soit de nouveau renvoyé au comité général de la Chambre avec instructions de l'amender":

1. En en retranchant de la section 482 le paragraphe 6;

2. En rayant de la section 483 les mots "également recours à la Cour de circuit du district ou du comté" et les remplaçant par les suivants: "appel au surintendant de l'Instruction publique, et cet appel est porté en la manière indiquée par la section 493."

3. En ajoutant dans l'article 484 après le mot "l'appel", les suivants: "à la Cour de circuit" et en retranchant dudit article les mots "ou recours".

4. En ajoutant après l'article 492 les articles suivants:

"493. L'appel au surintendant se fait par requête sommaire.

"Avant d'adresser cette requête au surintendant, les contribuables intéressés doivent demander aux commissaires ou syndicats d'écoles, par requête signée par au moins cinq d'entre eux, de réviser leur décision ou d'exercer le ou les devoirs qu'ils ont refusé ou négligé d'exercer.

Dans les trente jours qui suivent la réception de cette requête, les commissaires ou syndicats doivent signifier par écrit, par l'entremise de leur secrétaire-trésorier ou par un huissier, leur décision à l'un des deux premiers signataires de la requête.

Dans les quinze jours qui suivent la signification de cette décision, ou, en l'absence de telle signification, dans les quinze jours qui suivent l'expiration du temps pendant lequel telle signification eût pu être faite, une requête en appel peut être adressée au surintendant qui doit alors exiger des requérants en appel la garantie que les frais de procédure de ladite requête en appel seront payés, et désigner la ou les personnes qui supporteront ces frais, dont il fixe le montant.

Dans sa sentence, qui est finale, le surintendant peut ordonner que les commissaires ou les syndicats fassent ce qui leur a été demandé ou ce qu'il ordonne de faire, ou s'abstiennent de le faire, ou ne le fassent qu'en tout ou en partie et aux conditions exigées par la sentence."

494. "Le surintendant peut changer, révoquer ou modifier toute décision par lui rendue sur appel de la décision des commissaires ou des syndicats en vertu de la loi et à la demande des commissaires ou syndicats d'écoles ou des contribuables intéressés".

5. En retranchant de l'article 489 les mots suivants: "rendre telle décision que les commissaires ou syndicats d'écoles auraient dû rendre originairement ou leur ordonner d'exercer les attributions qui font l'objet du recours.

M. L-R. ROY (Kamouraska): Pense que la Cour de circuit est moins sujette à subir des influences que le surintendant qui relève d'un ministre et qui peut être soumis à des pressions de la part des députés et d'autres personnes. Il admet avoir obtenu justice dans les cas qu'il a soumis au surintendant dans le passé. Cependant, il croit que cette procédure est irrégulière et pense que les avocats préféreraient être entendus par le tribunal. Tout en étant d'avis que le surintendant a toujours procédé à un examen sérieux de tous les cas qui lui ont été soumis, utilisant un raisonnement juste et un jugement impartial, il est toujours difficile de fixer les dates pour l'audition de ces causes, les tâches de surintendant étant multiples. Par contre, l'appel de ces causes devant des juges de la Cour de circuit est toujours d'un accès facile et satisfaisant.

Il ajoute que cette clause ne diffère pas de celle du code municipal qui permet d'en appeler à la Cour de circuit des décisions des conseils de comté ou de village. D'ailleurs, devant un juge, l'enquête sur la difficulté ou le différend soumis sera conduite plus régulièrement que devant le surintendant de l'Instruction publique, par conséquent avec plus de justice.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Félicite le député de Sherbrooke (M. L-E. Panneton) d'avoir fait une analyse sérieuse de la question et il dit que le gouvernement lui est reconnaissant de l'avoir prévenu d'un danger grave. Il ne croit pas qu'il revient à un juge de prendre des décisions sur ces questions. C'est le surintendant ou le ministre lui-même, s'il juge à propos, qui devrait trancher ces questions. Les seules personnes qui ont intérêt à ce qu'il en soit autrement sont les avocats et non les

contribuables. Les avocats peuvent remercier le gouvernement de leur fournir une nouvelle catégorie de causes qui représentent des honoraires intéressants. De cette façon, ils recevront des honoraires plus élevés que s'ils étaient entendus par le surintendant. Il déclare que s'il songeait à ses propres intérêts, il ne s'opposerait pas à ces appels, mais il est d'avis que dans l'intérêt du public, ces questions devraient être soumises au surintendant.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Regrette que le chef de l'Opposition (M. E.-J. Flynn) ait exprimé les sentiments entendus un peu partout dans la province à l'effet que la Chambre, qui compte un grand nombre d'avocats, légifère en faveur de cette profession. Il est d'avis que les frais diminueront du fait que les parties emploient généralement un avocat. Les frais de voyage du surintendant ont toujours été à la charge des parties, alors que devant les cours de circuit, ils seront éliminés. Le surintendant de l'Instruction publique, peut avoir reçu des dons extraordinaires du ciel, être un brave homme et un érudit, mais il n'est pas un juge, et il ne peut avoir la compétence d'un juge qui est sur les lieux et plus à même de régler des difficultés locales. Le juge n'aura pas à subir l'influence d'un ministre, tandis qu'il pourrait ne pas en être de même pour le surintendant. Le juge a une indépendance complète et il ne saurait être approché par les parties. Dans tous les cas, à moins de frais, les plaideurs seront assurés d'avoir entière justice.

Il ne comprend pas l'argument invoqué par le député de Gaspé. Le pouvoir exercé dans les règlements de litiges d'ordre scolaire est exclusivement provincial. Lorsque deux parties soumettent leur différend à une troisième, cette dernière devient le juge et l'élément exécutif n'entre pas en ligne de compte.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que son expérience comme secrétaire de la province l'amène à conclure qu'un nombre très restreint de personnes retiennent les services d'un avocat dans de telles causes. Plusieurs causes sont aussi envoyées par la poste. Un appel à la Cour de circuit entraînera des déboursés qui augmenteront les frais. Il affirme que le tribunal n'a pas de juridiction pour de telles causes qui sont d'ordre purement administratif.

M. H. CARON (Maskinongé): Parle d'après sa propre expérience dans son comté. À son avis, les

appels portés devant le surintendant ont toujours été coûteux et, souvent, n'ont pas donné satisfaction. Il soutient qu'un juge résiste plus facilement aux influences extérieures que le surintendant.

Il dit que la loi sera favorablement accueillie par les populations de nos campagnes qui ont eu trop à se plaindre des frais encourus en cas de contestation.

Il se dit convaincu que le but du système que l'on propose est de diminuer les coûts, d'obtenir un règlement rapide et satisfaisant dans les litiges.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Dit qu'on ne trouve aucun précédent ailleurs où les questions de la sorte sont soumises à un tribunal. Elles sont d'ordre purement administratif. Il est vrai que le code civil prévoit un appel dans certains cas semblables à ceux-ci, mais seulement lorsque l'injustice est vraiment flagrante.

Et l'amendement, étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Ball, Bédard, Chicoyne, D'Auteuil, Dufresne, Duplessis, Flynn, Grenier, Hackett, LeBlanc, McDonald, Manon, Panneton, Pelletier et Tellier. 15.

CONTRE: MM. Allard, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Cherrier, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Garneau, Gosselin, Gouin, Hunt, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Lislois, Major, Marchand, Parent, Petit, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Shehyn, Smith, Stephens, Tessier (Rimouski), Turgeon, Watts et Weir, 37.

La proposition est rejetée.

La question principale étant de nouveau proposée, il est ordonné que cette Chambre concoure avec le comité général dans lesdits amendements.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay) Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à onze heures vingt.

Séance du 21 février 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Charte de Montréal

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux), que permission de siéger aujourd'hui, pendant la séance, soit donnée au comité spécial de considérer le bill (bill no 59) révisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Demande que la séance soit suspendue durant la séance du comité de la charte de Montréal parce que plusieurs députés sont également intéressés au comité et à la Chambre.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Répond qu'il n'est pas possible de suspendre la séance, mais que le député de Laval (M. P.-E. LeBlanc) peut s'entendre avec ses amis pour remettre les questions sur lesquelles il est intéressé.

Il fait remarquer que le comité de la charte de Montréal s'était complu à s'ajourner huit jours, au début de ses séances, et qu'il ne pouvait s'en prendre à personne du retard de ses travaux. Il ajoute qu'il ne serait fait de grâce pour personne et qu'il faudrait être prêt à la date fixée si l'on voulait faire passer ce bill à cette session.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Suggère que l'on puisse reporter les bills qui entraînent des discussions.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Y consent. Il proteste cependant contre la tactique obstructive de l'Opposition en exprimant de nouveau sa ferme détermination de finir les travaux de la session aux premiers jours de mars.

Adopté.

Rapports de comités:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter avec des amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill (bill no 156) amendement la loi concernant les corporations de ville;

Et bill (bill no 146) amendement la loi régissant les corporations de ville.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, et a l'honneur de faire rapport qu'il les a rejetés, savoir:

Bill (bill no 106) amendement la loi électorale de Québec. 1895:

Bill (bill no 15) amendement l'article 874 du code de procédure civile, concernant le cautionnement fourni par les curateurs aux cessions de biens.

Bill (bill no 144) amendement la loi 61 Victoria, chapitre 39;

Et bill (bill no 145) amendement l'article 5375c des statuts refondus.

M. A. TESSIER (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés. VOICI le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 61) autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre Jean-Alfred-Simon Lapointe au nombre de ses membres, après examen, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Votre comité, conformément à l'ordre de référence de votre honorable Chambre, a examiné de nouveau le préambule du bill (bill no 125) incorporant l'Association des barbiers de la province de Québec; et, après avoir entendu les parties intéressées, votre comité a déclaré le préambule prouvé, et a fait un amendement audit bill qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Introduction de bills:

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 142) amendement le code civil relativement au privilège sur les immeubles.

Il s'agit de donner un privilège aux arpenteurs pour les travaux qu'il ont faits.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Constitution de la Cour supérieure, amendement

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que le bill (bill J) du Conseil législatif, intitulé "Loi amendement la loi concernant la constitution de la Cour supérieure", soit maintenant lu pour la deuxième fois

Il explique la nécessité d'augmenter le nombre de juges à cause d'une augmentation des causes portées devant les tribunaux à Montréal. Les affaires judiciaires sont plus nombreuses dans cette ville seulement que dans tout le reste de la province, et il n'y a que 11 juges à Montréal tandis qu'il y en a 20 pour le reste du territoire. Des demandes répétées du Barreau de Montréal ont motivé ce bill.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que son expérience comme procureur général lui permet de dire que ce bill est absolument injustifiable. Il admet que Montréal devrait avoir plus de juges, mais pense qu'on pourrait y utiliser un bon nombre de juges ruraux qui ne sont pas occupés la moitié du temps. On devrait requérir les services de ces juges pour donner un coup de main à

leurs collègues de Montréal, ce qui permettrait à ceux qui ont des recours devant les tribunaux de se faire entendre. Il y a peut-être encombrement d'affaires à Montréal, mais il y a dans la province assez de juges qui ont des loisirs pour remédier à ce mal sans qu'il en coûte davantage au peuple. C'est une dépense inutile et il ne peut en prendre la responsabilité. Sous son administration, des juges des districts environnants et même du district de Québec avaient été envoyés à Montréal et le juge en chef Tait avait déclaré que le système fonctionnait parfaitement. Il demande si le gouvernement fédéral qui est chargé de payer les juges a été approché à ce sujet et s'il est décidé d'approuver telle mesure passée par la Législature. Le gouvernement fédéral protestera certainement contre cette augmentation de dépenses puisqu'il s'était opposé à la nomination d'un second juge à Sherbrooke.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Dit que depuis 15 ans qu'il est avocat, la même plainte existe toujours. On n'a fait que des suggestions qui n'ont amené aucun résultat pratique. Il est donc temps de rendre justice à la population du plus peuplé de nos districts.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que cela coûtera \$15,000 et que, comme on le faisait sous son administration, il vaudrait mieux faire venir des juges du dehors.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Ce n'est pas une question de frais puisque les comptes publics d'Ottawa accusent une dépense de \$21,200 pour frais de voyages de juges, pendant l'année 1897 à laquelle l'orateur fait allusion.

Cette dépense représente le traitement des 3 juges de Montréal et laisserait encore disponible une somme de \$6,000 à effectuer aux frais de voyages de juges qu'il serait nécessaire d'appeler encore à Montréal. Non seulement le peuple réclame cette réforme, dit-il, mais à l'appui du bill il cite l'opinion du juge en chef Lacoste publiée par la "Gazette" et l'éditorial de la "Gazette" prouvant la nécessité d'une augmentation du nombre des juges reconnue par le Barreau et la magistrature au banquet annuel du mois de décembre dernier.

Toutes proportions gardées les frais d'administration de la justice ne sont pas aussi élevés dans la province de Québec que dans l'Ontario et les autres provinces.

Il ne devrait pas être question de dépenses, mais de bonne administration de la justice.

La somme dépensée à payer les frais des témoins obligés de revenir à plusieurs reprises suffirait amplement à payer le traitement des 3 juges. C'est une question d'équité et de justice, et il lui semble que l'opposition d'où quelle vienne est injustifiable.

M. C. LANGELIER (Lévis): Est d'avis qu'il est inutile de consulter le gouvernement fédéral sur cette question. Au Manitoba les ministres avaient persisté et créé les places de juges que le gou-

vernement fédéral a été obligé de remplir par la suite. D'ailleurs l'honorable M. Laurier et d'autres membres du gouvernement fédéral ont dit que la création de nouveaux sièges de juges est du ressort des gouvernements provinciaux.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Dit que ce n'est pas une question de parti, mais une question d'affaires. La politique n'a rien à voir avec cette question. Déjà antérieurement cette mesure a été présentée et invariablement l'Opposition a demandé au gouvernement s'il avait essayé une autre manière d'arrangement avant de présenter son bill.

Depuis des années on se plaint, à Montréal, de l'encombrement des affaires, mais les plaintes dont on parle ne doivent pas être aussi sérieuses qu'il y a deux ou trois ans. parce que depuis, on a nommé trois juges à la Cour de circuit, ce qui a dû alléger le travail à la Cour supérieure. Le gouvernement avant de demander à la Chambre de voter une mesure qui entraînera des dépenses comme celles qui découleront de celle-ci, devrait prouver qu'il a essayé d'arranger les affaires d'une autre manière.

Le gouvernement devrait essayer de remédier au mal en mettant à contribution les juges des districts ruraux.

M. E.J.L. FLYNN (Gaspé): Demande si le gouvernement s'est mis en relation avec les juges de Montréal ou avec l'Association du Barreau.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dit qu'il y a toujours des causes en retard, même lorsque le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier) était procureur général. Il ajoute qu'il sait par expérience personnelle que depuis des années le Barreau demande la nomination de juges additionnels.

Les juges des districts ruraux sont toujours contents d'aller à Montréal, mais ne pouvaient pas toujours s'y rendre, étant retenus dans leur district juste au moment où ils se proposaient d'aller siéger à Montréal.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que le juge Tait lui a dit qu'il y avait des causes en retard, mais parce que les avocats n'étaient pas prêts à plaider.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Réplique qu'au temps où le député de Dorchester (M. L.-P. Pelletier) était procureur général, il n'y a jamais eu qu'une justice mendicante, car il fallait toujours être en quête de juges du dehors. D'un autre côté, dans ce temps-là, il ne s'est pas passé un jour sans que plus de 100 causes aient été remises et en Cour supérieure et en Cour de revision, et cela au détriment des intérêts du public QUI est obligé d'attendre sans espoir d'en finir.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): N'est pas satisfait des explications données par le gouvernement il dit que le ministre de la Justice s'est toujours opposé à toutes les nominations projetées de nouveaux juges dans la province.

Il y a 31 juges dans la province, dont 11 dans la ville de Montréal, sans compter 3 juges à la Cour de circuit.

Par la loi nouvelle, il y aurait 14 juges à Montréal et 20 dans le reste de la province. Évidemment, il y a quelque chose qui cloche outre le manque de juges. C'est toujours la même histoire, trop d'ouvrage et pas assez de juges. Il croit que si l'on pouvait faire une enquête on trouverait où est le défaut.

Les avocats de Montréal sont toujours disposés à demander plus de juges, et de leur côté les juges sont poussés, par leur faiblesse humaine, à trouver qu'ils ont assez de besogne.

Certains orateurs semblent croire que les juges étant payés par le gouvernement fédéral, ne coûtent rien à la population de la province.

Les contribuables ne sont pas de cet avis. Le trésor fédéral comme le trésor provincial est rempli par le peuple. Il y a un grand nombre de juges qui n'ont pas à moitié assez de besogne et ceux-là devraient aider à l'expédition des affaires. Les juges ruraux ont assez de loisirs pour exercer, de temps à autre, les fonctions de juges suppléants à Montréal.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Admet qu'il y a un nombre suffisant de juges, mais l'expédition des affaires laisse à désirer. Le chef de l'Opposition n'a pas dit comment remédier à ce mal. Dans l'Ontario il y a 50 juges de comté et en somme beaucoup plus de juges que dans le Québec. Le gouvernement précédent avait proposé une mesure de centralisation qu'il a fallu abandonner parce qu'elle était antipathique aux populations.

La proposition est adoptée sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Documents:

La reine vs J.-B. Guillemain

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de cette Chambre, du 9 février 1899, pour un état détaillé des sommes payées par le gouvernement, en rapport avec l'arrestation, l'enquête préliminaire et le procès de Jean-Baptiste Guillemain, condamné à la peine capitale, par la Cour criminelle du district de Saint-Hyacinthe, le 11 juillet dernier, pour le meurtre de Jean-Baptiste Plante. (Document de la session no 58)

Limites du village de Saint-Jérôme, Lac-Saint-Jean

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de cette Chambre, du 18 février 1899, pour copie de toute correspondance, requête, affidavit, etc., par le maire ou aucune personne de la paroisse de Saint-Jérôme du Lac-Saint-Jean, avec tous ou aucun des ministres, au sujet de difficultés survenues dans l'établissement des limites du

village de Saint-Jérôme, depuis mai 1898. (Document de la session no 59]

Colonisation à la Petite-Rivière-Est, Gaspé

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de cette Chambre, du 16 février 1899, pour copie de toute correspondance, en 1897, au sujet des travaux de colonisation à faire à la Petite-Rivière-Est, dans le comté de Gaspé, sous la direction de M. Nazaire Lelièvre. (Document de la session no 60]

Élections

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de cette Chambre, du premier février 1899, pour un état de la votation dans les différents districts électoraux de la province où des élections ont été tenues, depuis le premier octobre 1897. (Document de la session no 61)

Loi de pharmacie

L'ordre du jour appelant la deuxième lecture des amendements faits en comité général au bill (bill no 83) amendant la loi de pharmacie de Québec, étant lu:

Les amendements sont lus pour la deuxième fois.

Code municipal, amendement

L'ordre du jour appelant la Chambre en comité général pour examiner le bill (bill no 84) amendant le code municipal, étant lu;

Il est ordonné que ledit ordre soit rescindé et que le bill soit renvoyé au comité spécial nommé pour examiner tous les amendements proposés au code municipal.

Comté de Pontiac

L'ordre du jour appelant la deuxième lecture du bill (bill no 95] concernant la division du comté de Pontiac, pour les fins municipales et d'enregistrement, étant lu;

M. D. GILLIES (Pontiac): Propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. W.J. Watts), que les règles de cette Chambre relativement aux bills privés soient suspendues, en autant qu'elles s'appliquent au bill (bill no 95] concernant la division du comté de Pontiac pour les fins municipales et d'enregistrement, et que ce bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté nemine contradicente. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. D. GILLIES (Pontiac): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité. Adopté.

En comité:

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que de tels changements ne sont pas toujours désirables et que le gouvernement aurait à prendre la responsabilité de la mesure si elle passe.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Explique la nécessité de la mesure.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. D. GILLES (Pontiac): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Corporation de Farnham

M. C. L. COTTON (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 65) refondant les lois organiques de la corporation de la ville de Farnham.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C. L. COTTON (Missisquoi): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code de procédure civile, article 599

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Berthier (M. C.-A. Chênevert), que le bill (bill no 139) amendement l'article 599 du code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

A six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures quinze**Chef-lieu de Wolfe**

M. G.R. SMITH (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 41) transférant de Saint-Joseph-de-Ham-Sud au village de Beaulac de Saint-Olivier-de-Garby, le chef-lieu du comté de Wolfe.

Adopté.

En comité:

M. P.-E. LEBLANC (Laval): S'oppose au bill vu qu'il n'est pas assez explicite.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Dit qu'il laisse au proposeur toute la responsabilité de cette mesure. Cependant si le gouvernement veut l'adopter, il fera bien de surveiller la phraséologie de ce bill, vu qu'il n'existe pas de Saint-Olivier dans le comté de Wolfe. La paroisse en question se nomme Beaulac de Saint-Charles-Borromée. Il est d'avis que le député de Mégantic (M. G.R. Smith) est plus familier avec les saints de son comté qu'avec ceux du comté voisin.

M. G.R. SMITH (Mégantic): Dit qu'il fera le changement nécessaire en enlevant les mots "Saint-Olivier".

M. P.-E. LEBLANC (Laval): S'objecte à un tel changement dès maintenant, puisqu'il faut un avis de deux jours dans de pareils cas.

M. W.J. WATTS (Drummond): Soutient le contraire et prétend que la paroisse de Saint-Olivier-de-Beaulac existe.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Je suis sérieux, dit-il, et si vous voulez attendre à demain, je vous donnerai les documents à l'appui de ce que l'avance.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Déclare de nouveau qu'il faut un avis de motion de deux jours.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Dit que la jurisprudence est contraire à cette théorie que combat Bourinot.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Prétend que de député de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechêne) a tort dans ce qu'il avance et propose que le comité se lève.

M. W.J. WATTS (Drummond): Propose que les mots "de Saint-Olivier-de-Garby" soient retranchés et qu'on les remplace par les mots "dans le canton de Beaulac".

M. P.-E. LEBLANC (Laval): S'oppose à cet amendement, disant que les règles de la Chambre exigent qu'on donne un avis d'un jour franc au moins et que le député de Mégantic (M. G.R. Smith), le père du bill, trouve au moins un nom à la paroisse où il veut transporter le chef-lieu du comté.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Soutient de nouveau qu'il n'est pas nécessaire de donner avis pour amender le préambule d'un bill.

M. LE PRÉSIDENT (M. W.A. Weir, Argenteuil): Déclare que l'amendement pouvait être fait sans donner avis préalable.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): En appelle de cette décision à la Chambre.

M. LE PRÉSIDENT (M. W.A. Weir, Argenteuil): Fait rapport qu'une modification ayant été pro-

posée au préambule de ce bill, objection a été faite que la motion en amendement n'était pas dans l'ordre, parce qu'avis n'avait pas été donné; et que lui, le président, avait décidé que l'amendement n'était pas suffisamment important pour exiger un avis dans le sens de l'article 68, et qu'appel a été fait de sa décision à la Chambre.

M. L'ORATEUR: La décision de M. le Président du comité sera-t-elle la décision de la Chambre?

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Déclare que c'est à l'Orateur lui-même qu'il veut en appeler.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): À l'ordre.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Se répand en violentes diatribes. Il accuse le député de Mégantic (M. G.R. Smith) d'avoir introduit son bill pour plaire à certaines personnes de Sherbrooke et contre l'assentiment de la majorité intéressée.

M. G.R. SMITH (Mégantic): Nie les allégations du député de Laval (M. P.-E. LEBLANC) à l'effet qu'il présente ce bill au nom d'un avocat de Sherbrooke, mais au contraire, ce bill reçoit l'appui de la majorité des gens que cette question intéresse.

M. L'ORATEUR: Dit que l'appel de la décision du président d'un comité général se fait directement à la Chambre, en vertu de la règle 76, rédigée dans les termes suivants:

"Les questions d'ordre qui s'élèvent en comité général sont décidées par le président, sauf appel à la Chambre".

À la page 375, dixième édition, May dit: "Following the principle which governs procedure in committees of the whole house, no appeal can be made to the Speaker, regarding the decisions and rulings of a chairman of a standing committee".

(Suivant le principe qui régit la procédure dans les comités généraux, aucun appel ne peut être fait à l'Orateur au sujet des décisions d'un président d'un comité permanent).

Et la question étant posée, par M. l'Orateur, "que la décision du président du comité soit la décision de la Chambre", la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard, Béland, Bickerdike, Bissonnette, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron, (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chênevert, Cherrier, Clapperton, Cotton, Décarie, Dechêne, Desrosiers, Delaney, Dorris, Garneau, Gosselin, Guérin, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langevin, Lislois, Major, Marchand, Parent, Petit, Robidoux, Robitaille, Roy, Shehyn, Smith, Talbot, Turgeon, Watts, Weir. 43.

CONTRE: Personne.

Ainsi, la décision du président du comité est maintenue.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Une petite leçon de temps en temps, ça ne fait pas de mal.

La Chambre se forme de nouveau en comité général.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié.

Laurentian Water and Power Company

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 117) constituant en corporation la "Laurentian Water and Power Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable J. Shehyn), que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides).

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Avant que cette Chambre se forme en comité, dit-il, je crois devoir mettre devant la Chambre le discours que le premier ministre d'aujourd'hui prononçait en 1895, dans cette Chambre, disant que le Parti conservateur dépensait trop, n'économisait pas assez, malgré ses promesses, et ne prenait pas les moyens de réduire les dépenses.

Ce discours-programme du premier ministre, je veux le citer, afin de montrer sa conduite comme chef de l'Opposition et comme premier ministre.

"Comme chef d'Opposition, il soutenait que si Spencer Wood ne devait pas tout à fait disparaître, au moins l'on devait en réduire considérablement les dépenses.

Est-ce que le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), arrivé au poste de premier ministre, met à exécution ce qu'il énonçait en Chambre en 1895, et ce qu'il prônait sur les "hustings" en 1897?

Le premier ministre soutenait aussi que le nombre des ministres devait être réduit. Ou a-t-il fait?

Au lieu de réduire le nombre des ministres avec portefeuille, on en a nommé trois autres sans portefeuille qui coûtent à la province \$3,000 par année. Présentement, il y a sept ministres avec portefeuille et trois ministres sans portefeuille.

Il attaque alors la politique générale du gouvernement Marchand, démontrant que dans l'Oppo-

sition et au pouvoir, ces représentants du peuple ne sont plus les mêmes, n'ont plus les mêmes idées et travaillent plus pour leur intérêt personnel que pour l'intérêt du peuple. Il dit que leurs promesses à l'électorat n'avaient été que des blagues.

Il parle ensuite du traitement des députés et il signale le fait que ce serait un bon sujet d'économie. Il ironise en disant qu'il faudrait réduire ce salaire, mais pas le mien, dit-il, car mes électeurs de Laval trouvent que je ne suis pas assez payé.

Il propose comme amendement, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais désire constater qu'en dépit de la politique préconisée pendant plusieurs années par les chefs du Parti libéral, à l'effet que le nombre des ministres devait être réduit même jusqu'à 5, et en dépit des déclarations de l'honorable député de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand) devant cette Chambre, le 11 décembre 1895, au sujet des réformes à introduire dans le personnel administratif, le gouvernement actuel est composé non seulement de 7 ministres avec portefeuille, ce qui représente une somme de \$29.000 pour traitements annuels, mais, de plus, de 3 ministres sans portefeuille pour les dépenses desquels cette Chambre est appelée à voter une somme de \$3.000. (Voir budget pour l'année finissant le 30 juin 1900, état détaillé, page 42. ministres sans portefeuille, 3 à \$1,000 chacun, \$3.000)".

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Remercie le député de Laval M. P.-E. LeBlanc) d'avoir été plaisant et d'avoir déridé la Chambre. Mais, dit-il, s'il a été gracieux, il a surtout eu le mérite de ne pas avoir été sérieux et cela n'a surpris personne.

Il y a deux chefs d'accusation relevés par le député de Laval.

1. L'abolition de Spencer Wood. Le Parti conservateur n'a pas de remarques à formuler au sujet de Spencer Wood puisqu'il a lui-même dépensé plus d'argent pour cette résidence que le gouvernement actuel. À l'avenir, le gouvernement n'aura plus à s'occuper de la résidence du lieutenant-gouverneur en dehors du montant fixe qu'il lui votera chaque année pour lui permettre de figurer dignement dans sa haute position. Le lieutenant-gouverneur peut quitter Spencer Wood et se choisir une résidence ailleurs, s'il le juge à propos, mais la province n'aura plus à payer, comme par le passé, les dépenses exorbitantes, scandaleuses, qui ont illustré le passage de certains lieutenants-gouverneurs à Spencer Wood.

2. Quant au reproche d'avoir augmenté le nombre des ministres, l'accusation est encore moins fondée, si l'on tient compte des dépenses des ministres avec portefeuille et des orateurs. Il est vrai que le nombre des ministres avec portefeuille est le même, mais le président du Conseil législatif, qui est ministre et qui ne reçoit pas de

salaire sous la nouvelle administration comme président du conseil donne une économie de \$3.000.

Quant aux ministres sans portefeuille et au montant de \$3.000 à eux payé, on ne devrait pas leur jeter la pierre, vu que les ministres sans portefeuille dans le cabinet conservateur ont retiré plus que la somme mentionnée pour les ministres sans portefeuille actuels. Cette année, les trois ministres n'ont dépensé pour tous frais de bureau et de secrétaires que \$700. Le député de Laval feint d'ignorer, pour les besoins de la discussion, que si le nombre des ministres n'a pas diminué, le montant total de leurs traitements est réduit de plusieurs milliers de dollars, et que, grâce à ce nombre de dix, la besogne n'en est que mieux faite et plus rapidement expédiée.

Il fait également remarquer qu'un ministre sans portefeuille du gouvernement conservateur. M. Macintosh, avait reçu plusieurs milliers de dollars de la province pour ses dépenses à l'exposition de Chicago où il était commissaire général.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que la réponse du premier ministre est loin d'être sérieuse. Le premier ministre ne répond pas comme un premier ministre et il devrait dire ce qu'il se propose de faire.

Il ne lui appartient pas de dire nous faisons comme nos prédécesseurs et d'invoquer le passé. Il est de son devoir de dire ce qu'il entend faire.

Le premier ministre a déclaré que dans l'ancien gouvernement il y avait sept ministres avec portefeuille et des ministres sans portefeuille. A cela je réponds que dans le dernier gouvernement il n'y avait pas de ministre sans portefeuille.

Pourquoi le premier ministre n'est-il pas conséquent? Le gouvernement prétend vouloir faire des économies et nous voyons figurer au budget une somme de \$3,000 pour 3 ministres sans portefeuille. Pourquoi crie-t-il qu'il veut économiser alors qu'il n'en prend pas les moyens et qu'il fait voter un salaire pour le président du Conseil législatif qui est un ministre du gouvernement.

Le chef de l'Opposition revient sur les ministres sans portefeuille et il dit qu'il va refaire des motions comme celles de l'année dernière pour prouver que le gouvernement n'est pas conséquent.

M. Macintosh, ministre sans portefeuille dans le cabinet de Boucherville, envoyé à Chicago comme commissaire de la province de Québec, ne l'a pas été parce qu'il était ministre sans portefeuille et il n'a pas profité de la position pour retirer la somme à laquelle l'on a fait allusion.

M. Macintosh a été choisi par le gouvernement et un salaire lui a été voté à l'unanimité de la Chambre. Le premier ministre oublie-t-il qu'il a vote pour accorder ce salaire à M. Macintosh?

Le chef de l'Opposition analyse ensuite le discours du premier ministre, et dit qu'il n'a pas répondu au discours du député de Laval (M. P.-E. LeBlanc), mais qu'il s'est contenté de dire nous avons fait comme nos prédécesseurs. Ce n'est pas une réponse pour un premier ministre.

Si VOUS diminuez les dépenses de Spencer Wood, ajoute-t-il, nous vous féliciterons.

La motion du député de Laval a pour but de démontrer que vous n'avez pas tenu à vos paroles, à votre politique et que vous avez manqué à tout ce que vous avez promis en Chambre et sur les "hustings".

C'est le devoir de tout député de s'opposer à de telles extravagances et le député de Laval a fait son devoir en faisant toucher du doigt la différence entre les promesses et les actes du parti au pouvoir.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÉNE (L'Islet): Déclare que certes, la motion proposée par le député de Laval (M. P.-E. LeBlanc) n'est pas de lui, car le député qui a beaucoup de défauts, a du moins des qualités et des convictions, tandis que dans cet amendement il n'y a rien.

Il est de principe de droit constitutionnel que tout amendement dans la discussion du budget est un moyen pour l'Opposition d'affirmer sa politique.

Or, que voyons-nous dans l'amendement? Dit-on que l'on condamne même le gouvernement? Dit-on que l'Opposition fera telle ou telle chose? Rien de pareil.

On reproche au gouvernement d'être trop bien entouré de ministres sans portefeuille. Eh bien, dit-il, dans le temps, il y en a eu de ces ministres qui étaient plus portefeuille que ministre. Si d'ailleurs, au lieu de reprocher au premier ministre de s'être trop bien fait conseiller, le chef de l'Opposition y avait songé plus tôt, il aurait alors pensé à mieux choisir ses conseillers et, s'il l'eût fait, il ne serait peut-être pas où il est aujourd'hui. (Rires et applaudissements).

Il dénonce cette conduite indigne qui consiste à venir faire des reproches quand l'on n'a pas de programme et surtout quand on voit dans l'Opposition les mêmes hommes qui en 1892 criaient sur tous les "hustings" il ne faut pas de taxes, quand six mois après ils violaient tous leurs engagements. Il déclare qu'avant l'expiration du terme du Parlement actuel, les promesses du gouvernement auront été remplies à la satisfaction du peuple de cette province. En terminant, il demande à l'Opposition de dire au moins ce qu'elle blâme ou ce qu'elle ferait.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Établit un parallèle entre les promesses du Parti libéral dans l'Opposition et sa conduite comme gouvernement. Il dit qu'en appliquant des taxes, le gouvernement conservateur avait fait son devoir. Il parle aussi de l'attitude des libéraux au moment de la formation du cabinet.

M. C. LANGEIER (Lévis): Dit que, provoqué par le député de Dorchester (M. L.-P. Pelletier) à prendre part à cette discussion, il va le faire avec d'autant plus d'aisance que cela va encore lui fournir l'occasion de dire au député de Dorchester que lui, le député de Lévis, ne sera jamais un castor, mais qu'ayant toujours été libéral, il le restera.

Le député de Dorchester dit que le premier ministre a eu la main forcée pour le choix des

ministres. Dans tous les cas, en supposant même qu'il y ait eu pression, cette pression a été faite par les représentants du peuple, tandis qu'en 1892, quand le député de Dorchester est entré dans le cabinet, il y est entré non pas poussé par le peuple, qui n'en voulait pas, mais par le gouverneur Angers de triste mémoire. Il passe en revue ce qu'a fait l'administration Marchand et il dit qu'alors que le gouvernement n'aurait fait que réduire les déficits de plus de \$600,000 dans un an, cela seul suffisait pour lui valoir l'estime du public.

Le député de Dorchester a aussi parlé d'antipathies vis-à-vis le député de Huntingdon (l'honorable G.W. Stephens). Hélas! Que le député de Dorchester se rende donc compte de ce qui se passe dans son camp et il constatera qu'il est le député le plus impopulaire de l'autre côté de la Chambre.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Dit que l'Opposition n'a pas besoin de programme. Il critique la conduite du gouvernement sur toutes les questions soumises à la Chambre. Sur toutes les questions, le gouvernement vacille comme un vieillard caduc. Le ministère, dit-il, manque de boussole, manque de direction, ce qui n'est guère étonnant quand on songe que certains membres du cabinet ont été imposés au premier ministre.

Il ajoute qu'il a changé d'opinion au sujet du Conseil législatif.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Dit qu'il parle au nom de plusieurs. (Murmures). Il réclame sa liberté de pensée et de parole. Il parle longuement et termine en déclarant qu'il n'a plus qu'à aller au comité des bills privés pour voir si les lois particulières sont rédigées suivant les grands principes du droit français et anglais.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Ne veut répondre que brièvement au député de Terrebonne (M. G.-A. Nantel) qui parle de gouvernement d'affaires, quand il a à son actif l'entreprise désastreuse du palais de justice de Montréal. Est-ce à lui de parler affaires et administration des finances? Que l'on fasse donc un reproche sérieux, que l'on cite un cas de gaspillage, que l'on cite un scandale sur le compte du gouvernement Marchand! Les membres de l'Opposition ne le font pas. c'est donc que les temps sont changés pour que l'on ne parle plus de ces désastres financiers qui ont signalé le passage des conservateurs au pouvoir.

M. F.-A. TALBOT (Témiscouata): Explique pourquoi il votera contre la motion.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Dit que le gouvernement manque d'échine et qu'il ne sait pas ce qu'il veut. Les ministres devraient se souvenir que, si cinq ministres étaient un nombre suffisant quand ils étaient dans l'Opposition, cinq ministres est un nombre encore suffisant maintenant. La province de Québec n'a pas besoin de trois ministres à sa charge en plus de ceux en charge de ministères publics.

Le gouvernement fait preuve d'une immense audace quand il prétend qu'il est inspiré par les aspirations du peuple. Dans ce cas, les aspirations du peuple ont bien changé depuis l'époque de l'année dernière où le gouvernement présentait son bill de l'Instruction publique, car ce bill est complètement métamorphosé cette année.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): L'orateur qui m'a précédé, dit-il, a prononcé un discours très éloquent. Lorsque mon honorable collègue a parlé d'économie, j'ai décidé de bien retenir ses propos et de les répéter à un de mes chevaux qui est très intelligent et je suis convaincu que mon cheval en rira dans sa barbe. Comment un homme qui a terminé sa carrière en imposant à la province pour deux mille dollars de valises au double de leur valeur, peut-il se permettre de parler d'économie? Il y a aussi le cas d'une autre personne qui a presque donné une propriété publique très coûteuse.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Qui?

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Vous! (Rires).

Il prend à parti le député de Terrebonne pour la clôture en granit qui entoure les terrains du parlement et a coûté \$29 par pied tandis qu'elle pouvait être construite à \$6 le pied.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Rappelle au député de Huntingdon que ce contrat du mur d'enceinte avait été donné par le gouvernement Mercier.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Avoue qu'il couve son discours depuis le commencement de la session. Puis il commence à faire l'histoire de ses démêlés avec les habitants de la paroisse qu'il habitait.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Prie le député de Huntingdon de dire le nom de cette paroisse.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Refuse.

Je remarque la présence de monsieur Jean Taché, banquier, qui a une réclamation de 17½ pour cent de commission contre A. Charlebois.

La réclamation de monsieur Taché sera probablement le fondement de la prochaine motion de confiance (Rires).

Mon honorable ami (M. G.-A. Nantel, Terrebonne) a peut-être le rire facile, mais si j'étais à sa place, j'irais me pendre portant sur la poitrine un écriteau portant les mots "bien mérité".

Il critique le paiement de \$130,000 à même l'argent de Jean-Baptiste pour sauver de la faillite les chemins de fer. Il n'approuve pas non plus le don de \$1,476,000 aux chemins de fer à la veille de la dernière élection générale. D'après lui, le vol le plus scandaleux dont la province a été victime est celui d'un million et demi remis à la "North Shore".

Il trouve ridicule d'entendre le chef de l'Opposition parler d'économie. Ils ont eux-mêmes gaspillé six millions de dollars lorsqu'ils étaient au pouvoir. Ces faits doivent être connus, dit-il, et ils contribueront à jeter au dehors de la Chambre ceux qui restent, lors de la prochaine élection, comme cela est arrivé récemment au Nouveau-Brunswick.

L'Opposition semble vouloir discuter de n'importe quoi sauf de la dernière année de son administration: mais si elle le préfère, nous parlerons plutôt de ses dernières années de pouvoir. L'emprunt de Paris a entraîné une perte de un million et quart: celle de la conversion en argent des subsides aux chemins de fer, un million et demi une perte de trois millions et demi par la conversion de la dette et l'Opposition ose parler d'économie.

Qu'a fait le Parti conservateur depuis la Confédération? Il est le parti qui a transigé à soixante-dix sous au dollar comme dans l'emprunt Taillon.

La corruption du Parti conservateur a contribué à sa ruine. Pendant de nombreuses années, le Parti conservateur a été le parti des scandales et des extravagances: il ne reprendra jamais les rênes du pouvoir à moins de se convertir à l'honnêteté. Ce gouvernement a payé 17½ sous l'acre pour les subsides en terres aux chemins de fer, et cela sans doute à des créanciers de la province.

La Compagnie de chemin de fer de Montréal et Ottawa a reçu \$52,500. Or, il arrive que monsieur Chariebois n'avait pas le droit de recevoir cet argent puisqu'il avait vendu sa compagnie au Canadien Pacifique. La Compagnie de chemin de fer Témiscouata a reçu \$120,750. Cette compagnie n'a pas respecté ses bons. Pourquoi le gouvernement donnerait-il mille dollars de l'argent de Jean-Baptiste à des gens qui manquent à leurs engagements? La Compagnie de chemin de fer Beauharnois a reçu \$16,721. Une partie de cette ligne circule aux États-Unis.

Il se rappelle que le président de la Compagnie du Grand-Tronc s'est vanté que sa compagnie avait obtenu cette ligne gratuitement, aux frais de la province qui n'aurait pas dû donner un seul dollar. Une transaction aussi irresponsable et ridicule que ce cadeau de \$1,476,000 aux compagnies de chemins de fer par l'ancien gouvernement ne s'était pas produite depuis l'affaire Dansereau-Sénécal, la coterie de la Maison bleue et la Transaction de la "North Shore".

Naturellement, il (l'honorable G.W. Stephens) a été traité de fanatique par Dansereau dont le retour au journalisme lui rappelle l'époque de "La Maison bleue, Sénécal et Cimon".

Les compagnies n'espéraient rien et maigre cela, on les a largement gratifiées. L'Opposition doit être en mesure de donner un compte rendu intéressant de la répartition de ce million et demi. Il (l'honorable G.W. Stephens) évalue à un quart de million la contribution provenant de cet argent au fonds d'élection des conservateurs.

Le premier ministre actuel est un rouge de l'école de Papineau, Lafontaine et Dorion. Ces hommes ne se sont pas enrichis avec la politique. L'un d'eux a dépensé toute sa fortune pendant sa vie publique et est mort pauvre. À cette époque les hommes ne faisaient pas d'argent avec la politique.

Le premier ministre est le seul homme, depuis vingt ans qui, après avoir pris la direction des affaires de cette province, l'a administrée sur une base d'affaires.

Si le député de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater) compare l'année de son administration avec celle du député de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), il verra une différence de \$700,000, en faveur du gouvernement actuel.

Jusqu'à maintenant, les politiciens avaient l'habitude de prendre les habitants pour des imbéciles. Mais l'habitant n'est pas un imbécile, dit-il, et l'ancien gouvernement l'a constaté à la dernière élection. Jean-Baptiste est intelligent. Avec son bon sens pratique, il en connaît autant que n'importe quel gouvernement ou politicien.

Le gouvernement conservateur a payé en subside aux chemins de fer \$1,476,000. C'est la somme la plus élevée consentie par un gouvernement depuis 1892. La présente commission des travaux publics a payé \$198,000.

Il est très heureux de voir l'attachement des députés envers leur chef. Le premier ministre jouit de la confiance de la province toute entière. "Après tout, disait l'habitant, c'est un honnête homme s'il n'est pas comme le député de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), un parleur". (Rires).

L'Opposition discute des salaires des ministres sans portefeuille. Il se dit prêt à sacrifier la totalité de son salaire pour ses cinq ans de service, pour le donner au fonds d'élection de son parti.

Il n'y a jamais eu un commissaire des Travaux publics aussi qualifié que le député de Brome (l'honorable H.T. Duffy). Cet homme s'est dévoué pour le public comme il l'aurait fait pour les siens.

Peut-on en dire autant, en vérité, d'un de ses prédécesseurs? Aucun de ceux qui ont occupé ce poste lui allait à la cheville.

Le présent commissaire des Travaux publics (l'honorable H.T. Duffy, Brome) a fait reconstruire le palais de justice de Rimouski au coût de \$17,000; sous l'ancienne administration, il en aurait coûté \$100,000; elle a déjà déboursé \$18,000 pour des alvéoles de bureaux! Le gouvernement Mercier a été fortement critiqué pour la palais de justice de Montréal; l'ancien gouvernement a gaspillé encore plus pour les mêmes travaux. Comment se fait-il que lorsque le député de Brome (l'honorable H.T. Duffy) est entré en fonction il a reçu une estimation pour les réparations au bureau du protonotaire se chiffrant à \$5,000; ces mêmes réparations auraient coûté \$15,000 sous l'ancien régime. Le député de Brome a fait exécuter ces travaux pour la modique somme de \$700. L'estimation pour les travaux à l'école normale Jacques-Cartier est de \$16,000. Le gouvernement actuel a fait une enquête et a pu faire exécuter les travaux pour \$5,000.

DES VOIX: Lui demandent de parler de la question des abattoirs.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Quant aux abattoirs, question qui semble intéresser particulièrement l'Opposition, le gouvernement a l'intention de patronner et d'aider tous les abattoirs qui peuvent être installés. Ceci dans le but d'encourager et développer l'élevage du bétail et donner tout l'appui possible aux compagnies qui viennent au Canada dans le but d'investir leur argent dans ce domaine. Jusqu'à l'arrivée du gouvernement actuel, les promoteurs de ces projets venaient au Québec et promettaient de l'or à la pelle alors qu'ils n'avaient pas un sou vaillant. Il conclut ainsi: "Jean-Baptiste va voir que dorénavant la province va recevoir un dollar et demi et non soixante-dix-sept cents pour chaque dollar qu'elle débourse." (1)

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Atwater, Ball, Bédard, Bouffard, D'Auteuil, Dufresne, Duplessis, Flynn, Grenier, Hackett, LeBlanc, McDonald, Marion, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Plante, Tellier, 19.

CONTRE: MM. Allard, Bickerdike, Bissonnette, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chênevert, Cherrier, Clapperton, Cotton, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Dorris, Garneau, Girard, Gosselin, Gouin, Guerin, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier, Lislois, Major, Marchand, Parent, Petit, Robidoux, Robitaille, Roy, Smith, Stephens, Talbot, Tessier (Rimouski), Turgeon, Watts, Weir, 44.

La proposition est rejetée.

Et la question principale étant de nouveau posée, elle est résolue affirmativement.

En comité:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):
1. Propose qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société d'horticulture, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Conseil d'agriculture: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles vétérinaires; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

1. Le député de Huntingdon a eu beaucoup de difficulté à se faire entendre. Pendant qu'il parlait, il était sans cesse interrompu par des députés des deux côtés de la Chambre. Certains même sifflaient et chantaient.

4. Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encouragement à la culture des arbres fruitiers: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du laboratoire officiel de la province de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Poultry Association", Montréal; pour

l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions étant lues deux fois, il est ordonné que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à plus tard.

La séance est levée à deux heures du matin.

Séance du 22 février 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à quatre heures.

Suspension des travaux

Du consentement unanime de la Chambre, la séance est suspendue, et permission de siéger est donnée au comité spécial chargé de considérer le bill (bill no 59) et refondant la charte de la cité de Montréal.

M. L'ORATEUR: Déclare qu'il est six heures.

La Chambre interrompt ses travaux à quatre heures.

Reprise de la séance à huit heures

Documents:

Beaupré vs Desnoyers

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose, sur le bureau de la Chambre, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 15 février 1899, demandant la production de la balance du dossier dans la cause no 2637, de la Cour supérieure de Montréal (année 1897), dans la cause de Beaupré vs Desnoyers et al., dont quelques pièces sont déjà produites dans le document no 46 de la présente session, ainsi que de tous les jugements interlocutoires et finals rendus dans ladite cause; et aussi le nom de la personne à laquelle était adressée la lettre de L.-O. David, en date du 28 décembre 1898, et qui se trouve aussi, sans adresse, dans ledit document no 46. (Document de la session no 62)

Rapports de comités:

M. A. TESSIER (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement:

Bill (bill no 39) autorisant et ratifiant le règlement no 136 des règlements de la ville de Salaberry de Valleyfield, accordant une commutation de taxes à la compagnie dite "The Montreal Cotton Company".

Bill (bill no 80) concernant la succession de Jean Guillet dit Tourangeau.

Votre comité a réexaminé le bill (bill no 37) amendant la charte de la cité de Sherbrooke, 55-56 Vicotira, chapitre 61, renvoyé de nouveau à votre comité, et il y a fait de nouveaux amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Aussi, le bill (bill no 64) amendant la loi 60 Victoria, chapitre 95, concernant la succession de

feu Amable Prévost, et trouve que le préambule n'est pas prouvé, vu que les raisons données à l'appui de la mesure n'ont pas été jugées suffisantes par la majorité de votre comité.

L'auteur du bill (bill no 113) constituant en corporation la ville de East-Angus et pourvoyant à l'amélioration de son système d'éducation, ayant déclaré qu'il désirait ne pas procéder avec ce bill, votre comité recommande, en conséquence, à votre honorable Chambre que permission lui soit accordée de retirer ledit projet de loi.

Succession A. Prévost

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que le bill (bill no 64) amendant la loi 60 Victoria, chapitre 95, concernant la succession de feu Amable Prévost, soit de nouveau renvoyé au comité des bills privés, pour en reconsidérer le préambule, l'examiner généralement et faire rapport à la Chambre;

Il prononce un discours pour appuyer sa motion et il appuie son argumentation sur les dires de l'honorable M. Taillon qu'il proclame le type du citoyen intègre.

M. C. LANGEIER (Lévis): S'objecte à la proposition puisqu'un comité composé de 27 membres s'est prononcé, après reconsidération, contre le bill.

M. E. J. FLYNN (Gaspé): Parle en faveur de la proposition.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Parle contre la proposition.

Et cette motion étant mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard, Bédard, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne. Chênevert, Cherrier, Dorris, Duplessis. Flynn, Guin. Hunt, Lalonde, Major. Normand, Pelletier, Rainville. Robitaille. Rocheleau, Smith. Talbot. Turgeon, Watts et Weir. 25.

CONTRE: MM. Ball, Béland, Bickerdike, Bissonnette, Blanchard, Bourbonnais, Chicoyne. Clapperton, Cotton, D'Auteuil. Décarie. Dechène. De Grosbois. Delaney, Dessaulles. Dufresne, Gameau. Girard. Gosselin. Grenier. Langelier, Lislois. Panneton. Parent. Petit, Robidoux. Stephens et Tessier (Rimouski), 28.

La proposition est rejetée.

Rapports de comités:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième

me rapport du comité permanent de législation. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur de faire rapport qu'il les a adoptés avec certains amendements qu'il soumet à la considération de votre Chambre:

Bill [bill no 63] constituant en corporation la "Provincial Trust and Agency Company";

Et bill (bill no 97) amendement le code de procédure civile relativement aux procès par jury en matière de diffamation écrite.

Introduction de bills:

M. P. D'AUTEUIL (Charlevoix): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 141) amendement l'article 760 du code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 134) abrogeant et remplaçant l'article 4444 des statuts refondus de la province de Québec.

Le but de ce projet de loi est de prohiber les courses et tous autres exercices de cheval ou de bicycle sur un terrain ou champ de course quelconque, les dimanches ou autres jours, les réglementer et les autoriser aux conditions jugées convenables, exiger un honoraire qui n'excédera pas cinquante piastres, ou un permis dont le coût ne dépassera pas ce chiffre, pour chaque jour que durent les courses de chevaux tenues sur un terrain de course quelconque, de telle sorte cependant que la somme exigée n'excède pas mille piastres quelle que soit le nombre de jours que durent ces courses.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Syndics des pères franciscains de l'observance

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 3 (M. H.-B. Rainville), que l'honoraire payé sur le bill (bill no 55) constituant en corporation les Syndics apostoliques des pères franciscains de l'observance, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a rapport à une institution religieuse et de charité.

Adopté.

Tiers ordre de Saint-François d'Assise de Montréal

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 3 (M. H.-B. Rainville), que l'honoraire payé sur le bill (bill no 54) refondant la loi constituant en corporation la Fraternité du tiers ordre de Saint-François d'Assise de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a rapport à une institution religieuse et de charité.

Adopté.

Ville de Viauville

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga) : Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 5 (M. R. Bicker-

dike) que l'honoraire payé sur le bill (bill no 51) constituant en corporation la ville de Viauville, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été retiré.

Adopté.

Succession A. Kelly

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Propose que l'honoraire payé sur le bill (bill no 77) concernant la succession de dame Anne Kelly soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu l'état de pauvreté des mineurs seuls intéressés dans ce bill.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): S'oppose au remboursement de cet honoraire, attendu que le bill a été adopté.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet) et L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Sont du même avis.

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Dit qu'il y a plusieurs motifs pour accorder cette faveur. Il s'agit de pauvres enfants mineurs.

La question est laissée en suspens.

Demande de documents:

Liste des employés du gouvernement

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. H. Caron), qu'il soit mis devant cette Chambre, une liste de tous les employés permanents et surnuméraires payés par le gouvernement de la province de Québec, à titre de salaire ou autrement, pendant l'exercice financier 1897-98.

Le but de cette demande est de faire établir un document constatant le nombre des employés provinciaux, constatant leur emploi et leur durée de service, comme cela se fait à Ottawa. Il désire faire entrer ce document parmi ceux qui sont établis régulièrement chaque année et distribués à la Chambre.

Adopté.

Reine vs Mussen

M. W. A. WEIR (Argenteuil): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 5 (M. R. Bickerdike), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de tous documents, de toute correspondance, toutes dépositions, tous mandats et jugements, survenus en une cause de la reine contre Mussen, récemment instruite devant la Cour criminelle préliminaire, dans la cité de Montréal.

Il dit que cette cause suscite un vif intérêt et qu'on entend de sévères critiques à Montréal à propos de ce procès. Il n'a pas l'intention de blesser la famille du jeune homme mais il n'est question dans Montréal que d'un scandale judiciaire à propos de ce procès.

On soutient à Montréal que l'accusé dans cette cause doit son acquittement à l'influence de parents riches. On dit que Mussen a été acquitté par l'influence

de la Banque des marchands qui a empêché une preuve complète.

L'accusé est un employé de cette banque qui est une des plus importantes. Il a été accusé d'avoir commis un important détournement de fonds, suite à une déposition d'un officier cadre de la banque. Comme l'accusé vient d'une famille aisée, cette dernière a remboursé l'argent disparu et a pu, de cette façon, acheter sa liberté. Il a été sauvé parce que l'officier qui avait fait la déposition a par la suite déclaré avoir commis une erreur. Le juge se devait donc de libérer l'accusé. Il existe un principe qui devrait être respecté dans cette province. C'est que la loi devrait être appliquée de la même façon pour les riches comme pour les pauvres. Un homme riche ayant commis un vol important ne devrait pas s'en tirer alors qu'un pauvre homme ayant commis un larcin aussi insignifiant que celui d'un pain doit aller en prison.

Il ne veut aucunement accuser le juge qui a acquitté l'accusé, à cause de l'insuffisance de la preuve. Il ne blâme pas le gouvernement non plus, mais une pareille affaire fait tache sur la réputation de l'administration de la justice dans Montréal. Il regrette cependant que la couronne ne soit pas représentée par un procureur lors des enquêtes préliminaires.

C'est la "Merchants' Bank of Canada" qui est en défaut.

Il espère que les documents qui seront produits prouveront que le gouvernement a bien agi dans cette occurrence.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Exprime son étonnement de ce que vient de dire le député d'Argenteuil. Si cela est vrai, ce dont il ne doute pas, la chose est bien regrettable. Si le jeune homme a échappé à la punition grâce à l'influence d'une famille riche, il faut aussi blâmer l'administration de la justice dans cette province. Il demande que la chose soit tirée au clair et, si la justice dans cette province se rend coupable de faits aussi graves, le public doit en être informé.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Fait remarquer qu'il a clairement affirmé que la banque devait être blâmée et non le gouvernement. Il est déplorable que l'on n'ait pas institué d'enquête officielle.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Demande qui doit être blâmé?

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Répond que c'est la "Merchants' Bank".

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Si cette banque est intéressée dans l'administration de la justice, nous nous trouvons en face d'une bien mauvaise situation.

Il insiste pour dire qu'il ne devrait pas être possible pour la "Merchants' Bank" d'intervenir dans le cours de la justice. Il demande où se trouvait le procureur général.

M. A.W. WEIR (Montréal no 4): Dit qu'à titre de représentant d'un des districts de Montréal où s'est produite cette parodie de l'administration de la justice, il croit de son devoir d'exprimer ses vues à ce sujet. Lorsqu'il est prouvé que sous l'administration actuelle de la justice dans cette province, un accusé a pu échapper à la justice, il se demande qui est à blâmer sinon le gouvernement lui-même. L'administration de la justice relève entièrement du gouvernement provincial et c'est lui que l'on doit blâmer pour ce geste honteux. Où était le procureur général? Nous voyons un officier de la banque qui admet que les directeurs et les officiers de la "Merchants' Bank of Canada" se sont rendus coupables de pactiser avec le crime.

Il considère que le crime dont a été accusé le jeune Mussen n'est pas plus grave que celui dont les dirigeants de la banque sont accusés par la rumeur publique. Un des directeurs de la banque a accusé le jeune homme et, plus tard, a changé d'avis; une semaine s'était à peine écoulée que le directeur général de la banque admettait la culpabilité de Mussen. Cela constitue presque un aveu d'avoir pactisé avec le crime.

Et nous constatons que le procureur général, dont la fonction est de superviser l'administration de la justice n'a fait aucune intervention. Le député d'Argenteuil est un des plus fervents partisans du gouvernement et malgré cela il a eu le courage de signaler ouvertement ce manquement au devoir aussi flagrant affiché par l'administration de cette province. Il admire les principes et le courage de ce député (M. W.A. Weir, Argenteuil) qui a proposé la déposition de tous les documents et qui a porté ce cas à l'attention de la Chambre.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): Cette motion du député d'Argenteuil (M. W.A. Weir) est le premier avis officiel que le gouvernement ait reçu de cette cause. Il n'est pas raisonnable d'exiger que les ministres, au milieu d'une session, s'occupent de ce que racontent les journaux.

Il soutient que le gouvernement n'a rien à voir dans cette cause. Cette accusation a été retirée à la demande des plaignants qui étaient sous serment et c'est tout. Le gouvernement ne peut assister à toutes les enquêtes. Les documents pertinents seront déposés en temps et lieu. Les députés seront alors en meilleure position pour discuter de l'attitude du gouvernement dans cette affaire. Jusqu'à ce que tous les documents pertinents soient déposés, toute critique à l'endroit du gouvernement est prématurée.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Fait remarquer qu'il est regrettable pour les représentants du peuple que le procureur général soit absent pour répondre à la Chambre. Cette cause est vraiment importante pour qu'un fervent partisan du gouvernement, comme le député d'Argenteuil, croie de son devoir de condamner le gouvernement sur cette question.

La proposition est adoptée.

Conciliation

M. E.-H. LALIBERTÉ (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial pour étudier le bill (bill no 148) concernant la conciliation. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill concernant la conciliation, et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Loi de pharmacie

L'ordre du jour appelant la considération ultérieure des amendements faits en comité général au bill (bill no 83) amendement la loi de pharmacie de Québec, étant lu;

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W.A. Weir), que cette Chambre concoure avec le comité dans lesdits amendements.

M. C. LANGELIER (Lévis): Propose, appuyé par le député de Shefford (M. T. B. De Grosbois), que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "ledit bill soit renvoyé de nouveau au comité général de cette Chambre, avec instructions de l'amender en substituant à la clause 4039, la suivante:

4039. "Rien dans la présente loi ne doit avoir l'effet d'empêcher les personnes non inscrites, en vertu de la présente loi, de vendre le vert de Paris ou la pourpre de Londres, si ces substances sont dans des paquets sûrs et distinctement étiquetés du nom de la substance, du nom et de l'adresse du vendeur et marqués du mot "poison", non plus:

Alun,
Bicarbonate de soude,
Borax,
Carbonate de chaux,
Crème de tartre,
Essence pour usage culinaire,
Huile de ricin,
Cochenille,
Gingembre,
Gomme arabique,
Houblon,
Graine et farine de lin,
Camomille,
Glycerine,
Huile de foie de morue,
Sel d'epsom,
Séné,
Soufre,
Bois de campêche,
Extrait de vitriol bleu,
Couperose,
Esprit de sel,

et toutes épices employées pour l'usage culinaire.

Rien, non plus, dans la présente loi, ne doit avoir l'effet d'empêcher les personnes non inscrites en

vertu de la présente loi, de vendre, dans les municipalités où il ne se trouve pas de pharmacie, les préparations brevetées ne contenant aucune des substances mentionnées dans la cédule A de l'acte de pharmacie de Québec, les sirops calmants pour enfants, les préparations contre le rhume, les vins toniques et les pilules d'Estille."

Le député de Lévis ajoute quelques mots en faveur de son amendement.

M. H.-S. BÉLAND (Beauce): Appuie l'amendement, car il favorise les districts ruraux et il croit que tous les députés s'y rallieront. Cette motion constitue une concession importante et il espère que le député de Montréal no 2 va l'accepter.

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Déclare que l'amendement n'est pas sérieux, car on a vu les pharmaciens déclarer que les médecines patentées ne devraient être vendues que par eux. Or, d'après l'amendement, l'épicier pourrait en vendre dans les campagnes, mais si les médecines patentées peuvent être dangereuses, les campagnes doivent-elles être moins protégées que les villes?

Il soutient que si l'année dernière c'était dangereux de permettre à des personnes non qualifiées de vendre des médecines brevetées, ce l'est encore aujourd'hui. Cette motion enlève tout sens au projet de loi. Pourquoi établir une différence entre le commerce des campagnes et celui des villes? Si les drogues vendues par les épiciers des villes empoisonnent le monde, n'en sera-t-il de même pour les épiciers de la campagne? Il n'y a donc rien de sérieux dans cette dernière partie de l'amendement.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit qu'à son avis cet amendement est superflu et contraire au principe du bill dans sa présentation actuelle; cet amendement adopté récemment a pour objet d'assurer au public la protection qui s'impose et en même temps d'accorder aux épiciers et aux autres commerçants une liberté raisonnable d'action dans leur commerce. Au lieu de dresser une liste des objets qui pourront être vendus, il faudrait déclarer le commerce libre et établir des exceptions pour des drogues dangereuses. Il ne désire prendre le parti ni des pharmaciens ni des épiciers, mais il prend l'attitude actuelle au nom de vrais principes de législation.

Il passe en revue la législation d'Ontario et des autres provinces qui s'était terminée par une loi semblable à celle qu'il avait proposée en amendement au présent bill et que la Chambre a adoptée. La loi de 1890 empiétait sur le domaine fédéral, dit-il.

M. C. LANGELIER (Lévis): Se porte à la défense de son amendement. Il affirme que la loi en vigueur en Ontario, de laquelle notre loi s'inspire, a entraîné des problèmes graves dans le commerce des drogues au détail dans la province voisine. Dans la ville de Toronto, plusieurs pharmacies ont fermé leurs portes, suite à la mise en application de la loi actuelle de l'Ontario.

M. C.-B. MAJOR (Ottawa): Soutient que l'amendement inflige un affront aux pharmaciens de la province et aux épiciers des villes.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard, Bédard, Béland, Bourbonnais, Chauret, Chênevert, Chicoyne, Cotton, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Duplessis, Guerin, Lalonde, Langelier, Marchand, Normand, Panneton, Pelletier et Watts, 20.

CONTRE: MM. Ball Bissonnette, Blanchard, Bouffard, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Clapperton, D'Auteuil, Décarie, Dechêne, Dorris, Dufresne, Flynn, Garneau, Girard, Gosselin, Guoin, Hunt, LeBlanc, Lislois, Major, Parent, Pettit, Plante, Rainville, Robitaille, Rocheleau, Roy, Talbot, Tellier, Tessier (Rimouski), Weir, 34.

La proposition est rejetée.

La question principale étant posée: "que cette Chambre concoure avec le comité dans lesdits amendements", la proposition est adoptée sur la même division que la précédente prise inversement.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement, savoir:

Bill (bill no 4) intitulé: "Loi concernant la pêche et les pêcheries";

Bill (bill no 149) intitulé: "Loi amendant l'article 1651 des statuts refondus concernant les sociétés d'agriculture";

Bill (bill no 20) intitulé: "Loi concernant l'hôpital protestant pour les aliénés";

Bill (bill no 68) intitulé: "Loi concernant l'émission d'obligations par la "Merchants' Cotton Company";

Bill (bill no 79) intitulé: "Loi ratifiant et confirmant un certain règlement de la ville de Magog";

Bill (bill no 22) intitulé: "Loi amendant la loi concernant les sociétés d'agriculture";

Bill (bill no 23) intitulé: "Loi amendant le code criminel";

Et bill (bill no 55) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation les Syndics apostoliques des pères franciscains de l'observance".

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements, pour lesquels il demande son concours, savoir:

Bill (bill no 73) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la "Montreal Protestant House of Industry and Refuge";

Bill (bill no 75) intitulé: "Loi constituant en corporation le "Builders Exchange".

Bill (bill no 34) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Union des mouleurs de Montréal";

Bill (bill no 46) intitulé: "Loi concernant la vente de certains droits de mine appartenant aux enfants mineurs Alleyn";

Bill (bill no 54) intitulé: "Loi refondant la loi constituant en corporation la Fraternité du tiers ordre Saint-François d'Assise de Montréal";

Et bill (bill no 67) intitulé: "Loi concernant la division d'enregistrement du comté de Labelle".

Union des mouleurs de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 34) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Union des mouleurs de Montréal".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Tiers ordre de Saint-François d'Assise de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif du bill (bill no 54) intitulé: "Loi refondant la loi constituant en corporation la Fraternité du tiers ordre de Saint-François d'Assise de Montréal".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Division d'enregistrement de Labelle

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 67) intitulé: "Loi concernant la division d'enregistrement du comté de Labelle".

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Mines Alleyn

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 46) intitulé: "Loi concernant la vente de certains droits de mine appartenant aux enfants mineurs Alleyn".

Les amendements sont lus pour la première fois.

Montreal Protestant House of Industry and Refuge

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 73) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la "Montreal Protestant House of Industry and Refuge".

Les amendements sont lus pour la première fois.

Builders' Exchange

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif

au bill (bill no 75] intitulé: "Loi constituant en corporation le "Builders' Exchange".

Les amendements sont lus pour la première fois.

Corporations de ville

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 156) amendement la loi concernant les corporations de ville.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Corporations de ville

M. G. BALL (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 146) amendement la loi régissant les corporations de ville.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G. BALL (Nicolet): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chemins de la banlieue de Montréal

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Hochelaga (M. D.-J. Décarie), que le bill (bill no 147] amendement l'ordonnance 3 Victoria, chapitre 31, intitulé: "Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant et pour établir un fonds pour cet objet et les divers actes et ordonnances qui l'amendent", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il dit que l'an dernier il a présenté un bill semblable, mais une des dispositions du bill actuel empêche d'imposer une taxe aux bicyclisttes ou tricyclisttes, aussi longtemps que les syndics n'ont pas construit une piste convenable.

Il explique qu'il ne se propose pas d'imposer une taxe sur les bicycles sans accorder une compensation raisonnable. Sa mesure, dit-il, est dans l'intérêt des cyclistes; elle vise à leur procurer des sentiers pour la pratique de leur sport autour de Montréal. Il demande que ce bill soit adopté en deuxième lecture et qu'il soit référé au comité de législation où il rencontrera une délégation de cyclistes et discutera du problème avec eux.

Il a cru agir dans l'intérêt des bicyclisttes et s'ils n'approuvent pas son bill, il le retirera.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Pense que le député de Jacques-Cartier a commis une erreur. Il dit que

l'on ne peut appuyer cette mesure, principalement parce qu'elle a été présentée sans le consentement de la commission des chemins à barrière. Cette corporation est responsable de l'administration des fonds pour l'entretien des chemins de Montréal. Il n'est pas juste d'imposer de telles obligations aux administrateurs. Les syndics des barrières sont opposés à son bill qu'ils trouvent inexécutable. Il leur en coûterait \$1,000,000 et cette année ils ont un déficit.

Il propose comme amendement à la motion, appuyé par le représentant de Montréal no 5 (M. R. Bickerdike), que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans six mois, à dater d'aujourd'hui" soient ajoutés à la fin de la proposition.

M. J.A. CHAURET (Jacques-Cartier): Demande que ce bill soit transmis au comité de législation. S'il n'est pas approuvé par le comité, il n'ira pas plus loin.

Il dit qu'une délégation de bicyclisttes arrive demain et le député de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater] demande que le bill soit transmis au comité de législation afin d'éviter un second voyage aux bicyclisttes.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Dit qu'il est porté à s'opposer à ce bill et qu'il ne devrait pas être soumis au comité de législation dans le cours régulier des choses: mais attendu que les bicyclisttes avaient quitté Montréal avant cette heure, il pense qu'il vaut mieux soumettre le bill à ce comité.

M. A.W. WEIR (Argenteuil]: Consent à retirer sa motion.

Du consentement unanime de la Chambre l'amendement est retiré.

Et la question principale étant de nouveau posée, la proposition est adoptée sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Privilège sur les immeubles

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. L.-E. Panneton), que le bill (bill no 142] amendement le code civil relativement aux privilèges sur les immeubles soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité de législation et des lois expirantes.

Ville de East Angus

Le bill (bill no 113) intitulé: "Loi incorporant la ville de East-Angus et pourvoyant à une meilleure administration de ses écoles", est retiré du consentement unanime de la Chambre,

Jean-Alfred-Simon Lapointe

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 61) auton-

sant le Barreau de la province de Québec à admettre Jean-Alfred-Simon Lapointe au nombre de ses membres après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. ROBITAILLE [Québec-Centre]: Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Association des barbiers

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 125) constituant en corporation l'Association des barbiers de la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chef-lieu de Wolfe

La Chambre, selon l'ordre du jour, procède à la prise en considération du bill (bill no 41) intitulé: "Loi transférant de Saint-Joseph-de-Ham-Sud au village de Beaulac de Saint-Olivier-de-Garhby le chef-lieu du comté de Wolfe, tel qu'amendé en comité général.

Lesdits amendements sont lus pour la première fois.

La séance est levée à onze heures et demie.

Séance du 23 février 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Rapports de comités:

M. A. TESSIER (Rimouski) : J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité, en conformité de l'ordre de référence de votre honorable Chambre, en date du 16 courant, concernant le bill (bill no 121) pour mieux déterminer les pouvoirs donnés aux héritiers fiduciaires par le testament de feu Alexis Brunei et pour pourvoir à leur rémunération, a examiné ce bill, de nouveau, et a l'honneur de faire rapport qu'aucune nouvelle preuve apportée à l'appui de cette mesure n'a paru suffisante à votre comité pour l'engager à rescinder son premier rapport relativement à ce bill. et que, conséquemment, le préambule est déclaré de nouveau non prouvé.

Votre comité a aussi examiné le bill (bill no 124) autorisant les syndics de la commission des chemins à barrières de la rive nord de Québec à émettre de nouvelles obligations en renouvellement de certaines de leurs obligations actuelles, et pour d'autres fins, et il y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour recevoir les rapports du comité des bills privés, qui expire aujourd'hui, soit prolongé jusqu'à samedi, le 25 courant, inclusivement.

Il propose que cette Chambre concoure dans ce rapport, en autant que la recommandation du délai pour la réception des rapports sur les bills privés est concernée.

Adopté.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay) : J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a adoptés avec certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Bill (bill no 103) amendement les articles 2250 et 2265 du code civil:

Et bill (bill no 139) amendement l'article 559 du code de procédure civile.

M. W.A. WEIR (Argenteuil) : J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des ordres permanents. VOICI le rapport:

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour recevoir les rapports du comité des bills privés qui expire aujourd'hui soit prolongé jusqu'à samedi, le 25 courant inclusivement.

Il propose que la Chambre concoure dans ce rapport.

Adopté.

Charte de Montréal

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial chargé de considérer le bill (bill no 59) revisant et refondant la charte de la cité de Montréal. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a adoptés avec plusieurs amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

1. Bill (bill no 59) revisant et refondant la charte de la cité de Montréal:

2. Bill (bill no 76) amendement la charte de la cité de Montréal et en particulier la loi 59 Victoria, chapitre 49:

3. Et bill (bill no 119) amendement la charte de la cité de Montréal.

Il suggère qu'au lieu de réimprimer le bill (bill no 59) on se contente de faire transcrire les amendements pour l'usage des membres de la Chambre. Ainsi un temps précieux pourra être sauvé et le travail de la Chambre pourra commencer. Une réimpression enlèverait au bill toute chance de passer cette année.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean) : Insiste sur la nécessité de terminer l'étude de ce bill le plus rapidement possible si l'on veut qu'il soit sanctionné cette session-ci. Pour faciliter l'adoption de cette mesure il appuie la suggestion énoncée et est d'accord pour que l'on consacre la journée de lundi à ce bill en comité plénier afin de terminer ce travail.

Quant au bill dans son entier, il pourrait être réimprimé pour être transmis au Conseil législatif.

L'HONORABLE G. W. STEPHENS (Huntingdon) : Ne croit pas qu'il soit nécessaire d'attendre la réimpression du bill dans son entier ou en partie. Nous pouvons procéder maintenant, dit-il, et la copie réimprimée sera transmise au Conseil législatif.

M. E. J. FLYNN (Gaspé) : Approuve la proposition de consacrer la journée de lundi au bill de Montréal et de terminer le travail sans retards mutuels.

Il est d'avis qu'une journée suffira pour terminer l'étude de ce bill en Chambre, si on cesse de faire de l'obstruction.

Il est convenu de procéder à l'étude du bill des lundis.

Introduction de bills:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean) : Demande la permission d'introduire un bill (bill no 21) amendement la loi concernant les compagnies d'assurance.

Ce projet de loi a pour but d'obliger les compagnies dont le bureau principal n'est pas dans la province, à faire rapport au gouvernement de leurs opérations, afin de renseigner le public.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G.R. SMITH (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 137) amendement la loi concernant les ingénieurs civils.

Il s'agit d'amender la loi d'association des ingénieurs civils dont les textes anglais et français diffèrent. Dans le texte anglais les ingénieurs des mines sont éliminés de l'association alors qu'ils subsistent dans le texte français. Il s'agit de rayer les ingénieurs des mines dans le texte français.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-J. ALLARD (Yamaska): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 136) amendement le code civil, concernant les privilèges des "voyageurs", bûcherons et autres.

Il donne quelques explications concernant ce projet de loi.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 11) amendement la loi concernant les sociétés de secours mutuels et les sociétés charitables.

Il dit que le chapitre I, volume 11 des statuts refondus, permet la création de sociétés de bienfaisance et secours mutuels, mais qu'il paraît que cette loi n'est pas entièrement satisfaisante.

La loi actuelle permet à toutes les personnes qui le désirent de déclarer qu'elles ont l'intention de se constituer en corporation. Elle n'impose aucune obligation de faire une déclaration au greffe du tribunal ou dans les bureaux du secrétaire de la province, ni de demander une autorisation dans ce but.

Le projet de loi a en vue les sociétés de bienfaisance et de secours mutuels. Il stipule que, quand 20 personnes voudront se constituer en société, elles devront en demander l'autorisation au gouvernement.

Elles devront donner les noms des fondateurs de la société et faire enregistrer au greffe de la Cour supérieure une déclaration qui permettra à ceux qui ont des affaires à traiter avec la société de les trouver.

La société, une fois établie, sera soumise à l'inspection de fonctionnaires spécialement nommés à cet effet et qui feront rapport sur la situation de la société.

Si les affaires de la société sont en mauvais état, le secrétaire provincial prendra des mesures pour arriver à la liquidation, par l'intermédiaire du procureur général.

La société pourra contester ces mesures et prouver, si elle le peut, que son état financier est satisfaisant.

Ces mesures ont été demandées par plusieurs sociétés mutuelles des plus importantes et entre autres l'Alliance nationale, et elles sont destinées à défendre le public contre les combinaisons créées pour extorquer de l'argent au peuple.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Dr Plourde, ex-coroner au Lac-Saint-Jean

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Le docteur Plourde, coroner destitué au Lac-Saint-Jean, avait-il payé des honoraires au gouvernement pour sa commission?

Dans l'affirmative, quel était ce montant?

Pendant quel laps de temps le docteur Plourde a-t-il été employé comme coroner?

Quel montant a-t-il été payé au docteur Plourde, comme coroner, pendant l'exercice de ses fonctions?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): 1. Oui; 2. \$20.00; 3. Du 20 février 1896 au 21 octobre 1897; 4. \$28.40.

Nomination du juge de paix E. Coulombe

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): MM. Joseph Audet, Johnny Tremblay et Thomas Gauthier, de Saint-Gédéon, ont-ils écrit dans le cours de l'été 1897, au secrétaire de la province, ou à tout autre ministre, concernant la nomination de M. Etienne Coulombe, du même endroit, comme juge de paix?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Non.

Demande de documents:

Pont sur la rivière Saint-Jean, à Douglastown, Gaspé

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toute correspondance échangée, et de tout rapport fait, depuis le mois de décembre 1897, relativement à la continuation et à l'achèvement des travaux exécutés au pont jeté sur la rivière Saint-Jean, à Douglastown, Gaspé.

Le député de Gaspé dit que la municipalité a dépensé près de \$600 à ce pont et attend maintenant un ingénieur du gouvernement et le solde de \$175 promis pour l'engager à continuer les travaux. Il attire l'attention du gouvernement sur le fait que ce pont qui n'est pas encore terminé, un peu par la faute du gouvernement actuel, pourrait bien être emporté par les glaces au printemps, et il demande que l'on évite un pareil accident.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Répond que le gouvernement enverra un ingénieur dès que le conseil municipal le demandera.

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): Lit une lettre de son ministère disant qu'il est prêt à payer le solde de \$175 00 dès que les travaux seront terminés.

La proposition est adoptée

Chemin de fer de Roberval à la baie James

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose qu'il soit mis devant cette Chambre copie de la demande adressée au gouvernement pour des subsides en terres en vue de la construction d'un chemin de fer de Roberval à la Baie James.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Fait remarquer que l'information désirée a déjà été fournie dans la réponse à une autre adresse.

La proposition est retirée.

Conférenciers agricoles

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, appuyé par le représentant de Laval (M. P.-E. LeBlanc), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état donnant la liste des conférenciers agricoles employés par le gouvernement actuel depuis le premier juin 1897: leur domicile, leur état et profession, et la somme payée annuellement à chacun d'eux.

Adopté.

Démission du conférencier agricole Dr W. Grignon

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, appuyé par le représentant de Laval (M. P.-E. LeBlanc), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de tous documents, correspondance se rapportant à la démission du Dr W. Grignon, de Sainte-Adèle, comme conférencier agricole.

Adopté.

Congrès de colonisation de Montréal

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, appuyé par le représentant de Laval (M. P.-E. LeBlanc), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toute communication, requête, rapports et projets de loi suggérés se rapportant au dernier congrès de colonisation tenu à Montréal.

Adopté.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux), qu'à partir de jeudi, le 23 de février courant, inclusivement, cette Chambre ait deux séances distinctes, par jour: la première, depuis 3 heures jusqu'à 6 heures p.m., et la seconde, depuis 7 heures 30 p.m. jusqu'à lajournement.

Adopté.

Imposition des hypothèques

L'ordre du jour appelle la reprise du débat ajourné, vendredi, le 17 février dernier, sur l'amendement proposé à la motion: "que le bill (bill no 98) amendement le code municipal, afin de permettre l'imposition des hypothèques, soit maintenant lu la

deuxième fois: et lequel amendement comporte que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans six mois, à dater d'aujourd'hui" soient ajoutés à la fin de la question.

UNE VOIX. Propose que la reprise du débat soit reportée.

Adopté.

Licences

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux), que mardi prochain, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les licences.

Adopté.

Loi de pharmacie

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 3 (M. H.-B. Rainville), que le bill (bill no 83) amendement la loi de pharmacie, soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. C. LANGEIER (Lévis): Donne lecture d'une résolution du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, demandant au Parlement de ne pas légiférer sur cette question avant que le Parlement fédéral ait légiféré sur ce sujet.

Il propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. T. 3. De Grosbois), que tous les mots après "que jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "le bill ne soit lu la troisième fois que dans six mois, afin de permettre au Parlement fédéral de passer la législation demandée par le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, qui est maintenant à l'étude à Ottawa".

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Fait remarquer que l'amendement qu'il a proposé et qui a été adopté prévoit l'action du gouvernement fédéral et qu'il n'y a aucune incompatibilité entre le projet de loi actuel et l'action du gouvernement fédéral. Cette loi ne deviendra pas superflue à cause de la législation du gouvernement fédéral. De fait, l'une sera le corollaire de l'autre. En conséquence, il est opposé à cet amendement et votera contre.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard. Bedard. Beland. Chênevert. Chicoyne. De Grosbois. Delaney. Dessaulles. Duplessis. Grenier. Lalonde. Lange-lier. Normand. Panneton et Pelletier. 15

CONTRE: MM. Atwater. Ball. Bissonnette. Bouffard, Cardin, Caron (Matane). Champagne. Chauret. Cotton. D'Auteuil. Decarie. Dechêne Dorris. Duffy. Dufresne. Flynn. Gameau. Girard. Gosselin. Gouin. Hackett. Hunt

LeBlanc. Lislois. Marchand. Parent. Rainville. Robidoux. Robitaille. Rocheleau. Roy. Smith. Stephens. Talbot. Tellier. Tessier (Rimouski). Turgeon. Watts et Weir, 39.

La proposition est rejetée.

La question principale étant de nouveau posée, elle est résolue affirmativement et le bill est lu pour la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conciliation

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 148) concernant la conciliation.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Procès par jury en matière de diffamation écrite

M. C. LANGELIER (Lévis): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général, pour étudier le bill (bill no 97) amendement le code de procédure civile relativement aux procès par jury en matière de diffamation écrite.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C. LANGELIER (Lévis): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Fréquentation scolaire obligatoire

M. T. B. De GROESBOIS (Shefford): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Soulanges (M. A.-G. Bourbonnais), que le bill (bill no 101) à l'effet d'assurer une meilleure assistance aux écoles publiques soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il dit avoir déjà exposé l'objet de cette mesure qui est vraiment nécessaire parce qu'un grand nombre de parents et de tuteurs négligent l'éducation de leurs enfants, même s'ils ont la possibilité de le faire. C'est un fait connu que dans plusieurs comtés de la province, les parents négligent d'envoyer leurs enfants à l'école.

Il dit que son projet de loi a surtout pour but de forcer les parents négligents, qui se soucient peu de faire instruire leurs enfants, à envoyer ces derniers à l'école. Bien des parents ne remplissent pas leur devoir à cet égard et il est temps de les forcer à remplir leurs obligations.

Il insiste sur la nécessité d'instruire les enfants et sur la responsabilité du gouvernement à cet égard. Non seulement est-il nécessaire, dit-il, que l'État fournisse les moyens d'instruire la jeunesse, mais les parents et les tuteurs font preuve de tellement d'insouciance qu'un grand nombre d'enfants sont illettrés dans cette province. Par conséquent, le gouvernement doit prendre des mesures correctives.

Ce bill prévoit que toute personne qui a la garde et voit à l'entretien d'un enfant doit, entre l'âge de huit et treize ans, envoyer cet enfant à l'école publique. Ce bill propose de rendre obligatoire l'assiduité des enfants à l'école au moins seize semaines par année sous peine d'amende. Il établit des exceptions pour les infirmes, les malades, les enfants qui habitent à une trop grande distance et pour ceux qui reçoivent l'instruction à la maison paternelle. Ce bill aidera le clergé dans son travail pour faire fréquenter l'école, alors que certains parents ne comprennent pas leur devoir à ce sujet.

Mon bill a été dénoncé comme étant dangereux, non orthodoxe, opposé aux principes de la religion catholique, par quelques journaux, certains députés et quelques autres personnes. Certaines personnes sont même allées jusqu'à dire que le principe du bill est immoral.

Malgré les propos de certains journaux, ce bill ne s'oppose pas aux principes de l'Eglise catholique. Il pourrait prouver, avec l'appui d'autorités éminentes que l'État est responsable de l'éducation de son peuple.

Le cardinal Manning s'est déclaré favorable au principe de l'instruction obligatoire.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Était-il catholique à cette époque?

M. T. B. De GROESBOIS (Shefford): Oui. Il a déclaré ce qui suit:

"L'État est fondé à pourvoir à l'éducation du peuple. Il lui appartient de se protéger contre les dangers de l'ignorance et du vice, causes ordinaires de troubles et de crimes et il a le devoir de protéger les enfants contre la négligence et l'abandon de leurs parents, de veiller à ce qu'ils reçoivent une éducation suffisante pour pouvoir pénétrer dans la société des hommes et des citoyens."

J'attirerai en passant l'attention sur les paroles suivantes du cardinal Manning: "Il lui appartient (à l'État) de se protéger contre les dangers de l'ignorance et du vice, causes ordinaires de troubles et de crimes." Ne sont-elles pas la confirmation des paroles dans le même sens énoncées par l'honorable député de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon) dans son remarquable discours sur l'instruction publique?

Taparelli, illustre théologien, dans son *Essai théorique de droit naturel*, s'exprime en ces termes: "Il est du devoir de l'autorité civile de veiller à ce que chaque enfant reçoive une instruction convenable. Elle a l'obligation, comme tenant la place de ce père suprême dont dérive toute paternité, de réveiller les parents de leur léthargie et de forcer un père dénaturé à se conduire en père et non pas en tyran à l'égard de ses enfants".

Charles Perrin, économiste catholique, que les conservateurs intransigeants se plaisent à citer, est beaucoup plus formel: "Que le père, dit-il, oublie qu'il se doit à ses fils jusqu'à la plus complète abnégation de soi; qu'il se fasse au milieu des siens une existence égoïste, sans souci de l'obligation que Dieu lui impose de faire de ses enfants des hommes pour l'Église et pour l'État; osera-t-on, en face d'un mal si grand, dénier à l'État le droit de pourvoir par l'instruction obligatoire à l'avenir des jeunes générations et à la conservation du corps social lui-même."

Mgr Sauvé: "Ici se présente, écrit-il, la question de savoir si l'État a le droit de rendre obligatoire pour tous ses sujets une certaine dose d'instruction. Sans vouloir me prononcer absolument sur cette question, je n'oserais contester entièrement à l'État le droit de rendre obligatoire, du moins en certains temps et lieux, l'instruction élémentaire rigoureusement utile ou nécessaire."

Jérôme de Médicis, l'un des meilleurs commentateurs de saint Thomas, écrit textuellement: "Le souverain établira par une loi que les adolescents doivent étudier les lettres, afin que, par cette étude, se forment les citoyens et que le bilan commun de la conservation de la justice et de la paix soit procuré."

Mgr Ketteler, le célèbre évêque de Mayence: "L'État a le droit, en vertu même de sa mission, d'exiger de ses sujets une certaine somme, si faible qu'elle soit, de connaissances élémentaires et de forcer les parents qui ne peuvent ou ne veulent pas procurer par d'autres moyens cette éducation à leurs enfants à profiter de l'école publique; supposé bien entendu qu'elle soit en harmonie avec les convictions religieuses et avec la conscience du chef de famille".

Finalement, saint Thomas lui-même dit: "La loi a le bien commun pour but. C'est pourquoi il n'est aucune vertu dont les actes échappent à ses prescriptions. La loi humaine ne peut cependant pas porter sur tous les actes de toutes les vertus, mais seulement sur ceux qui sont susceptibles de se rapporter au bien commun, soit immédiatement comme ceux qui sont faits directement à cause du bien commun, soit immédiatement comme ceux qui rentrant dans une bonne éducation par laquelle sont formés les citoyens, sont rapportés par le législateur au bien commun de la conservation par eux de la justice et de la paix." [Applaudissements]

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Félicite le député de Shefford (M. T. B. De Grosbois) pour l'intérêt qu'il porte à la cause de l'éducation et les études qu'il a consacrées à cette question, mais il ajoute que le gouvernement ne voyait pas pour le moment l'opportunité d'appuyer son projet de loi. Il se peut que l'instruction obligatoire soit utile, mais on se demande si l'État peut l'établir dans un pays où l'instruction n'est pas gratuite. Il estime dans tous les cas que le projet de loi du député de Shefford n'est pas opportun, et que le gouvernement n'est pas disposé à l'appuyer. La nouvelle loi sur l'éducation embrasse toutes les questions dont la solution est estimée nécessaire pour satisfaire les besoins actuels

de la population dans le domaine de l'éducation. Il convient de voir son fonctionnement avant de l'amender par une mesure aussi importante que celle préconisée par le député de Shefford.

Néanmoins, il ne désapprouve pas le principe du bill et il déclare que les partisans du gouvernement sont libres de voter à leur guise sur cette question.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que le secrétaire provincial (l'honorable J.-E. Robidoux, Châteauguay) semble s'opposer au bill uniquement pour une question d'opportunité. Mais, pour lui, il y a plus qu'une question d'opportunité, il y a une question de principe. La clause 9 qui dit que tout père de famille ou toute personne ayant garde d'un enfant doit envoyer cet enfant à l'école, sous peine d'amende, est absolument inacceptable au point de vue des principes, car elle ne prévoit pas les circonstances extraordinaires. Elle décrète l'instruction obligatoire d'une façon générale.

M. CL. COTTON (Missisquoi): Donne son approbation la plus sympathique au bill. Il est vrai qu'il touche à un principe, mais il croit celui-ci suffisamment sauvegardé pour rendre le bill acceptable par la population. Il ne regrette qu'une chose, c'est que la mesure proposée par le député de Shefford soit mitigée comme elle l'est.

Il constate que la fréquentation scolaire dans la province pourrait augmenter. Il ne voit pas pourquoi les parents et les tuteurs ne seraient pas forcés à envoyer les enfants à l'école. Il existe une loi concernant les usines qui défend d'embaucher des enfants avant un certain âge. Le but de cette loi est certainement de faciliter l'assiduité scolaire, et la négligence du peuple à profiter des moyens d'éducation offerts constitue une violation du contrat entre le peuple et le gouvernement. Lorsque les résidents d'une municipalité présentent une pétition à la Chambre et que la signature des trois-quarts des pétitionnaires est représentée par une croix, il est grand temps que l'on agisse. Leur manque d'instruction est certainement dû à la négligence des parents lorsqu'ils étaient jeunes. C'est encore une preuve qu'il est nécessaire d'instaurer un meilleur système d'éducation. (1) Tout le monde sait que les parents et les tuteurs dans les districts ruraux forcent leurs enfants à travailler aux champs alors qu'ils devraient être à l'école. De tels parents et tuteurs manquent à leurs devoirs et les enfants en souffrent. Il est donc logique que dans de tels cas, l'État vienne au secours des enfants que les parents négligent.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Pense que le bill a peu de chances d'être voté après ce que vient de dire le secrétaire provincial (l'honorable J.-E. Robidoux, Châteauguay). Quant à lui, il trouve que ce projet est une véritable insulte à nos populations. D'après le bill, il faudrait croire que les parents refusent d'envoyer leurs enfants à l'école. Il n'est pas de cet avis.

Les chiffres qu'il a présentés à la Chambre l'an dernier et que l'honorable commissaire pour la Co-

1. Le député de Missisquoi fait allusion à la pétition des citoyens de Saint-Élie-d'Orford.

lonisation (l'honorable A. Turgeon, Bellechasse) a répétés ici cette année, montrent l'immense progrès fait dans cette province en matière scolaire et plus spécialement au point de vue de la fréquentation des écoles.

En votant ce point de loi, nous déclarerions nous-mêmes que nous sommes tellement en retard dans cette province en ce qui regarde l'instruction, qu'il est nécessaire de voter une loi pour rappeler le peuple à ses devoirs à cet égard.

Les parents ont le devoir naturel et sacré de donner à leurs enfants l'instruction nécessaire et, dans son opinion, ils sont parfaitement pénétrés de ce devoir. Selon lui cette mesure n'est pas nécessaire et ce serait faire une loi d'exception que de voter ce projet. De plus ce serait porter contre la population de la province une accusation qu'elle ne mérite pas.

Il propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn), que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la proposition: "dans six mois, à dater d'aujourd'hui".

M. W.J. WATTS (Drummond): Trouve que la question a une grande importance, mais il croit la mesure proposée prématurée. Avant de pouvoir la voter il faudrait avoir des écoles gratuites. Il croit odieux de forcer un pauvre homme à envoyer ses enfants à l'école, alors qu'il n'a même pas les moyens de déboursier la somme la plus minime exigée par les écoles publiques. Cela pourrait même obliger cette personne à s'exiler de la province.

Il ne croit pas, cependant, que cette mesure est une insulte à la population. Si l'éducation était dans un état plus avancé dans la province, il y aurait plus de motifs pour l'objection au bill faite par le député de Dorchester. Il espère que le promoteur va retirer son bill et ne pas obliger la Chambre à se diviser.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Parle dans un sens opposé. S'occupant de la prétention que cette mesure constitue une insulte à l'adresse des populations de notre province, il dit que quelques-unes des nations les plus avancées du monde, parmi lesquelles les États-Unis, l'Angleterre et l'Ecosse ont des lois similaires dans leur arsenal légal.

Lorsqu'il devient nécessaire d'inclure dans différentes lois une disposition stipulant que les échevins et autres fonctionnaires de l'État doivent savoir lire et écrire, il est grand temps d'agir.

Quand il est impossible d'obtenir le vote d'une loi qui ordonne que les commissaires d'écoles sachent lire et écrire, il est temps de prendre des mesures pour faire comprendre leur devoir aux populations.

Les statistiques prouvent que cette réforme est vraiment nécessaire au sens visé par le bill. Si nous faisons une comparaison avec l'Ontario, il devrait y avoir 362,000 enfants dans les écoles du Québec. En fait, il n'y en a que 268,000. Ce qui veut dire qu'il y a 94,000 enfants, chiffre plus élevé qu'en Ontario, qui étaient d'âge scolaire et qui n'ont pas fréquenté l'école. La fréquentation scolaire dans cette province n'est pas proportionnelle à la population d'âge scolaire et se compare désavantageusement à l'On-

tario et d'une manière encore plus défavorable avec les provinces maritimes. Un tel état de chose exige un remède immédiat.

Il demande que, si le bill est rejeté à cette session, il revienne l'année prochaine.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Se dit convaincu que tout le monde se réjouit de l'intérêt manifesté par le député de Shefford envers les réformes dans l'éducation. Chaque chef de famille ou tuteur a le devoir de donner aux enfants confiés à ses soins la meilleure éducation possible.

Quand le chef de famille ou le tuteur ne remplit pas son devoir, l'État devrait avoir le droit de le rappeler à l'ordre, en disant au père ou au tuteur: "Vous devez vous acquitter de vos devoirs." En ce qui touche le principe du bill, il est bien fondé.

D'un autre côté, l'État n'a pas le droit de forcer un citoyen à dépenser son argent, et, à moins de donner des écoles gratuites aux populations, nous ne pouvons contraindre les parents à y envoyer leurs enfants. Pour ces raisons, il votera contre le bill qu'il juge inopportun pour le moment.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Partage absolument l'avis du député de Brome. Il se préparait à parler dans ce sens quand ce dernier s'est levé. Chacun devrait avoir à coeur l'instruction des enfants de la province. Le principe du bill est bon, mais les écoles gratuites doivent précéder l'instruction obligatoire. C'est un fait qu'il existe plusieurs personnes pauvres dans la province qui ne peuvent vraiment pas se permettre de payer pour l'instruction de leurs enfants.

M. C. LANGEIER (Lévis): Dit que cette question devra être résolue avant longtemps. Il estime que le principe du bill est bon puisque son but est d'aider à l'éducation et de forcer les parents et les tuteurs négligents à envoyer leurs enfants à l'école. Il se prononce pour cette mesure qui rappellera à leurs devoirs tant de pères de familles, ouvriers ou cultivateurs, qui, par ignorance ou par égoïsme, sacrifient l'avenir de leurs jeunes en les retenant aux travaux des champs ou en les envoyant à l'atelier ou à la manufacture. Il y a trop de pères de familles qui font travailler leurs enfants au-delà de leurs forces. Il arrive très souvent qu'à la campagne surtout, on prive les enfants des bienfaits de l'école pour les faire travailler aux champs, et ces enfants grandissent dans l'ignorance.

On prétend que nous n'avons pas d'écoles publiques gratuites. C'est là une raison à peine plausible. L'admission à nos écoles élémentaires coûte presque rien, et en plus, grâce à la nouvelle loi de l'Instruction publique, nous aurons la gratuité des livres, ce qui équivaldra quasi à l'instruction gratuite. La fréquentation scolaire obligatoire lui semble donc praticable.

Le député de Dorchester (M. L.-P. Pelletier) prétend qu'une telle loi offusquerait les gens de la province: mais n'est-il pas vrai qu'il existe des cas flagrants d'analphabétisme dans chaque comté de la province.

Il cite comme exemple que dans un chantier de notre province, où il y avait 30 hommes de 18 à 40 ans, pas un seul d'entre eux ne savait lire et écrire. Pas un n'était en état de tenir les comptes des billots coupés. L'ignorance de la plupart de ces hommes était due à la négligence de leurs parents.

Ce bill mérite la considération du gouvernement puisque des nations plus avancées que nous en avaient jugé l'adoption nécessaire.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Dit que le bill est excellent. Il ne voit pas l'utilité d'attendre les écoles gratuites. Quand la charte de la cité de Montréal doit stipuler que le maire et les échevins de cette grande ville devront savoir lire et écrire, il est temps d'adopter des mesures comme celles dont il félicite le député de Shefford d'avoir pris l'initiative.

L'adoption de ce bill signifierait un changement de cap dans la bonne direction.

M. L-E. PANNETON (Sherbrooke): Est d'opinion que l'on manque de justice à l'égard de notre population. Dans un grand nombre de nouveaux établissements il est impossible de se procurer l'instruction nécessaire. La population y est pauvre et clairsemée et les distances entre les habitations sont grandes. La population éprouve de la difficulté à se procurer les nécessités de la vie. Ce n'est qu'au prix d'un travail pénible et soutenu qu'elle est parvenue à améliorer la condition du sol et par conséquent à aider au développement de la province.

Le député de Missisquoi (M. C.L. Cotton) a parlé d'une requête signée aux trois-quarts par des croix. Il connaît les détails. Il s'agissait d'une colonie nouvelle formée au milieu d'un concours de circonstances exceptionnellement difficiles. Ces travailleurs ont eu à lutter durement pour gagner leur vie. Ils ont dû travailler dans les bois depuis leur enfance. Ce sont de pauvres colons qui ont travaillé avec un courage extraordinaire pour se créer un chez-eux et qui n'ont pas pu profiter de l'école, mais ces mêmes hommes sont des plus ardents aujourd'hui pour envoyer leurs enfants à l'école et, dans dix ans, s'ils ont besoin de s'adresser au gouvernement, ils sauront signer. Comment voulez-vous forcer un pauvre homme à aller conduire ses enfants à l'école lorsqu'il n'a seulement pas de voiture pour aller à l'église?

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Dit que ceux qui se plaisent à parler de la condition rétrograde de l'éducation au Québec oublient les difficultés qu'ont dû affronter les Canadiens français. Si l'instruction élémentaire n'a pas fait de progrès, c'est dû à la position exceptionnelle qui a été faite à la province par la cession du Canada.

Avant 1840, l'État s'était complètement désintéressé de la question d'enseignement qui était abandonnée aux instituteurs, nomades et au clergé dans les collèges classiques. Depuis cette époque nous avons fait de grands progrès et si notre système n'est pas parfait, nous pouvons néanmoins nous enorgueillir de progrès considérables. Le mobile qui a fait agir l'auteur du projet est certainement de l'ordre le plus élevé, mais il croit que dans les conditions actuelles la mesure est impraticable.

Ce que l'on souhaite maintenant ce n'est pas a coercition, mais l'aide et l'encouragement nécessaires que le gouvernement peut fournir aux municipalités pauvres dans le domaine de l'éducation. Si malgré des entraves nous avons pu faire des progrès aussi considérables, sans l'aide du gouvernement, que ne fera-t-on pas avec une aide généreuse de l'État?

Ce ne sont pas des lois d'exception qu'il nous faut, mais une poussée générale vers l'encouragement à ceux qui n'ont pas les moyens de répondre au désir qu'ils ont de développer l'intelligence de leurs enfants, désirs qu'ils ne peuvent pas satisfaire parce qu'ils n'ont pas les ressources suffisantes. C'est le véritable remède qu'il nous faut.

Le député de Lévis (M. C. Langelier) a cité un chantier dans lequel 30 hommes étaient illettrés. Il peut lui-même parler d'un autre chantier, chantier visité d'ailleurs par le député de Nicolet (M. G. Ball) où il y avait 40 hommes sachant tous lire et écrire et ayant acquis ces connaissances après l'âge d'école.

Au point de vue de l'instruction supérieure, la province de Québec tient la tête dans la Confédération. Elle est encore la première au point de vue du progrès accompli pendant le dernier demi-siècle.

M. T. B De GROBOIS (Shefford) Répond à l'objection que l'école devrait être gratuite avant de rendre la fréquentation obligatoire, il soutient que les commissaires d'écoles pourraient toujours remettre l'argent à ceux qui n'ont pas les moyens de payer.

Et l'amendement étant mis aux voix la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard. Ball. Bedard, Beland. Bissonnette, Blanchard, Bouffard, Carbray. Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane). Champagne. Chaurét. Chênevert, Claperton. D'Auteuil. Décarie, Dechêne, Dorris. Duffy. Dufresne, Duplessis, Flynn, Garneau, Girard, Gouin. Grenier. Guérin. Hackett, Hunt. Lacombe. Laliberté. LeBlanc. McDonald. Major. Marchand. Marion, Nantel. Normand. Panneton, Pelletier Robidoux. Roy, Shehyn. Talbot. Tellier. Tessier (Rimouski). Turgeon et Watts 49

CONTRE: MM. Atwater. Bickerdike. Bourbonnais. Cotton, De Grosbois. Delaney. Dessaulles. Gosselin, Lalonde. Langelier. Lislois. Rainville, Smith. Stephens, Weir. 15

La proposition est adoptée.

Alors la question principale, ainsi amendée étant proposée: que le bill soit lu la deuxième fois dans six mois à dater d'aujourd'hui".

La proposition est adoptée.

Protection des abeilles

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon) Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux), que le bill (bill no 17) à l'effet d'assurer une protection plus efficace des abeilles soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

M. R. BICKERDIKE (Montréal no .5): Propose que le comité lève la séance sans faire de rapport.

L'HONORABLE G. W. STEPHENS (Huntingdon): S'objecte. Sa mesure qui est une copie de la loi de l'Ontario vise l'intérêt de l'industrie apicole dans la province. L'interdiction d'arroser les arbres fruitiers au moment de la floraison ne peut avoir d'effets néfastes sur les arbres. Il continue l'explication de cette mesure et parle longuement des insectes susceptibles d'être tués par l'arrosage des arbres fruitiers et du travail et de l'utilité des abeilles qui, en déposant leur pollen de fleur en fleur, permettent la fécondation et la fructification des arbres. Il ajoute que si nous tuons les abeilles, ce que peut provoquer l'arrosage tel qu'il se pratique en ce moment, nous allons nuire à la production fruitière de la province aussi bien qu'à la production du miel qui est assez importante dans son comté. Un de ses électeurs a une production annuelle de neuf tonnes.

La proposition est rejetée.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Dit qu'il ne s'oppose pas à l'application de cette mesure si elle se limite au comté de Huntingdon. L'apiculture peut être très importante dans cette région, mais les producteurs de fruits des autres régions de la province connaîtront des ennuis si cette mesure devient loi. Il ne croit pas que tous les producteurs de fruits de la province doivent se ruiner pour plaire aux quelques apiculteurs de Huntingdon.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Dit que les producteurs de fruits de la province savent quel est le temps propice pour l'arrosage. Donc, il ne croit pas nécessaire d'avoir une loi rigide pour prescrire la date où les arrosages doivent avoir lieu.

M. H. CARON (Maskinongé): Insiste sur le fait que le comité de l'agriculture a approuvé le bill. Il dit avoir étudié cette question sérieusement et il est indéniable que les arbres fruitiers ne nécessitent pas d'arrosage au moment de la floraison et que, de plus, les abeilles sont un atout précieux pour les producteurs de fruits et elles devraient être protégées, autant dans l'intérêt des apiculteurs que des producteurs de fruits.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Dit que d'arroser les arbres fruitiers au moment de la floraison n'est pas nécessaire. Le député de Hochelaga ne s'objecte pas au principe de la loi mais ne voit pas la nécessité de la promulguer. On peut au moins dire une chose: l'adoption de cette loi ne fera pas de tort à qui que ce soit.

M. L. J. ALLARD (Yamaska): Dit qu'il s'est d'abord opposé au bill, mais qu'il a depuis changé d'opinion après avoir pris des renseignements sur cette question. Il croit que les autorités compétentes favorisent le principe de cette mesure.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE G. W. STEPHENS (Huntingdon): Propose que le rapport soit maintenant reçu.

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. G.-A. NANTEL), que le mot "maintenant" soit retranché, et que les mots "dans six mois, à dater d'aujourd'hui", soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bickerdike, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Chauret, Décarie, Dorris, Dufresne, Duplessis, Flynn, Girard, Gouin, Hackett, Lalonde, McDonald, Marion, Nantel, Paneton, Pelletier, Petit, Talbot, Tellier, 22.

CONTRE: MM. Allard, Ball, Béland, Bissonnette, Carbray, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chênevert, Cherrier, Calperton, Cotton, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Duffy, Gameau, Gosselin, Guérin, Hunt, Lacombe, Langelier, Lislois, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Shehyn, Smith, Stephens, Tessier (Rimouski), Watts et Weir. 34.

La proposition est rejetée.

La proposition principale étant de nouveau posée, elle est résolue affirmativement.

À six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures

Introductions de bills:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 24) amendant la loi concernant les asiles d'aliénés.

Ce bill stipule que le comté serait responsable au gouvernement de l'entretien des aliénés. À son tour le comté aurait recours à la municipalité à laquelle l'aliéné appartient pour se faire payer. Le conseil du comté pourrait en outre taxer chaque municipalité proportionnellement au nombre d'aliénés envoyés dans les asiles. De cette manière, les municipalités seraient plus circonspectes pour envoyer des aliénés aux asiles. La municipalité pourrait à son tour avoir le droit de percevoir des parents, le prix de l'entretien de l'aliéné.

M. L.-T.-N.-L.-N. DUPLESSIS (Saint-Maurice): Pense que dans bien des cas il serait difficile d'établir les responsabilités.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dit que le projet est susceptible d'être amendé en comité de manière à faire face à toutes les éventualités.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 133) amendant l'article 933 du code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Sociétés de secours mutuels

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que demain, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'inspection des sociétés de secours mutuels.

Adopté.

Asile de la Longue-Pointe

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, appuyé par le député de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que, demain, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'asile de la Longue-Pointe.

Adopté.

Mines Allevyn

L'ordre du jour appelant la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 46) intitulé: "Loi concernant la vente de certains droits de mine appartenant aux enfants mineurs Allevyn", étant lu: les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Montreal Protestant House of Industry and Refuge

L'ordre du jour appelant la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 73) intitulé: "Loi constituant en corporation la 'Montreal Protestant House of Industry and Refuge' étant lu: les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Builder's Exchange

L'ordre du jour appelant la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 75) intitulé: "Loi constituant en corporation la 'Builder's Exchange', étant lu: les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Village de Verdun

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité

général pour étudier le bill (bill no 49) concernant le village de Verdun.

Adopté.

En comité:

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Desire faire amender le bill de manière à le remettre dans la forme où il était primitivement.

M. P.-E. LEBLANC [Laval]: et M. W.A. WEIR (Argenteuil): Soulèvent un point d'ordre.

M. LE PRÉSIDENT (M. H. Champagne. Deux-Montagnes): Accepte le point d'ordre.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon) Parle longuement jusqu'au moment où il prétend que le temps consacré aux bills privés est terminé puisqu'il est sept heures et demie.

DES VOIX: Lui font remarquer que par résolution passée ce jour même, il y a deux séances distinctes et que les bills privés peuvent occuper toute la nuit.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon) Soulève le point d'ordre.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Demande si le gouvernement a l'intention de terminer la session cette année. Si le gouvernement veut proroger la semaine prochaine, le moins qu'il puisse faire c'est de protéger la législation privée contre l'obstruction. Je n'ai pas d'objection à ce que l'on discute raisonnablement et à ce que l'on rejette même ma législation. Il me semble que je me soumetts bien volontiers. Mais ce qui vient de se passer est indigne d'un député et à plus forte raison d'un ministre. C'est intolérable de la part d'un membre du même parti que le sien.

Le temps des bills privés n'est pas expiré. C'est une séance nouvelle ce soir, et il n'y a pas d'expiration de l'heure réservée aux bills privés comme si c'était la continuation de la séance de l'après-midi.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon) Retire son point d'ordre. Il insiste sur sa bonne foi et sur sa répugnance à faire quelque chose qui nuirait à l'avancement des affaires publiques.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean) Dit qu'il a cru voir, dans les remarques du député de Montréal no 2. une censure contre le gouvernement qui n'est pas méritée. Le gouvernement n'a pas de plus grand désir que de proroger au plus tôt. Quant à l'heure fixée pour les bills privés, il est évident que lorsque c'est une séance nouvelle, c'est tout différent.

Cette dernière remarque est acceptée par le comité et le débat se continue.

M. W. A. WEIR (Argenteuil): Proteste contre la ratification du contrat entre la Montréal Street Railway et la corporation de Verdun. Il décrit la situa-

tion difficile dans laquelle se trouve la municipalité et dénonce ce contrat comme étant un abus de pouvoir et c'est pourquoi la Législature ne devrait pas l'approuver.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande si une des parties intéressées a signé une requête pour protester contre ce contrat.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Dit que non, mais ajoute que c'est le devoir de la Législature de protéger ceux qui, dans dix ou quinze ans, deviendront les contribuables de la municipalité en remplaçant les propriétaires actuels qui font des démarches pour se défaire de leurs actifs à des conditions favorables et cherchent des moyens pour vanter les avantages et autres atouts que représente le tramway.

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Remarque qu'aucun argument valable contre l'adoption de ce bill n'a été allégué. Le contrat a été préparé avec le consentement de toutes les parties concernées et la majorité des contribuables de Verdun l'ont approuvé.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Dit que le tramway sera installé à Verdun à certaines conditions. La corporation de Verdun le désire et elle a dû accepter les conditions de la compagnie et elles ont conclu une entente. Voilà la situation et c'est un cas exceptionnel.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Déclare que le contrat entre le village de Verdun et la "Street Railway Compagny" est illégal puisque le code municipal restreint ces franchises à 10 ans, et celle-ci est pour une durée de 30 ans. À son avis, ce contrat est très onéreux. Cependant, les parties intéressées ne présentant pas d'opposition, c'est avec regret qu'il appuiera ce bill.

M. W.J. WATTS (Drummond): Dit que si la Chambre accepte de ratifier ce contrat, la population de Verdun constatera qu'il est très onéreux. Et dans cinq ans, elle suppliera la Chambre de la délivrer de ce "fameux cadeau."

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Fait remarquer, qu'un jour, le village de Verdun sera annexé à Montréal et qu'alors, la cité de Montréal aura à supporter ce lourd fardeau si ce bill est adopté. Il croit que la Chambre a le devoir d'intervenir, même si les propriétaires n'ont pas signé de pétition contre le bill. La Législature a la responsabilité de protéger les contribuables de Verdun des conséquences de leur propre aveuglement ainsi que de sauvegarder les intérêts des futurs propriétaires.

UNE VOIX; Demande l'opinion du secrétaire de la province (l'honorable J.-E. Robidoux).

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Est d'avis que ce contrat est illégal: sinon pour quelle raison demanderait-on à la Chambre de le ratifier? Le gouvernement ne peut autoriser ce contrat; c'est

du ressort de la Chambre. La municipalité aurait dû, pour procéder de la façon la plus logique possible, demander à la Chambre l'autorisation de passer un contrat de 30 ans, et après l'avoir obtenue, de signer ledit contrat.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Parle durant un long moment.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Déclare que le député du deuxième collège électoral de Montréal (M. L. Gouin) ne l'intimidera pas. Il est content de connaître l'opinion du député de Châteauguay, à savoir qu'il juge ce contrat illégal. Il aimerait aussi entendre le commissaire des Travaux publics (l'honorable H.T. DUFFY, Brome) déclarer si le gouvernement a, oui ou non, adopté une ligne de conduite en ce qui regarde les franchises publiques et, le cas échéant, à quelles conditions elles seront accordées.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Répond que chaque cas doit être étudié séparément. Il serait impossible d'établir une règle générale. Il est évident que la Chambre a le pouvoir de légaliser un contrat qui en ce moment ne l'est pas. Si ce bill contenait des dispositions contraires à l'ordre public en général, le gouvernement prendrait ses responsabilités en intervenant. Mais, pour le moment, les deux parties intéressées semblent satisfaites. Ce bill ne concerne même pas ceux qui s'y opposent.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): A également pris la parole.

La clause trois concernant la ratification du contrat avec la compagnie des tramways de Montréal est adoptée, après une longue discussion, par un vote de 27 à 20.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Présente un amendement pour placer l'Ile-des-Soeurs sous le contrôle du conseil de comté. Cet amendement, dit-il, est la conséquence d'un compromis entre les soeurs de la Congrégation et le village de Verdun.

L'amendement est adopté.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose d'ajouter au bill une clause contenue dans un autre bill (le bill no 78) qui a été tué au comité des bills privés il y a quelques jours. Il s'agit d'annexer une bonne partie du village de Verdun à la municipalité de Côte-Saint-Paul.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Soulève un point d'ordre.

MM. P.-E. LEBLANC (Laval), L.-P. PELLETIER (Dorchester) et A.W. ATWATER (Montréal no 4): Appuient le point d'ordre qui vient d'être soulevé.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Souligne le fait que Verdun a une dette consolidée d'environ \$150,000.

Il trouve injuste que l'on retranche une partie importante du village qui sera par le fait même déchargée de sa part du fardeau.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon):
Se fait rappeler à l'ordre plusieurs fois.
L'amendement est déclaré hors d'ordre.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Fait remarquer que la soirée s'est passée en discussion entre le gouvernement et un de ses ministres.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. Les amendements sont lus pour la première fois.

Incident en Chambre

Durant la discussion sur le bill (bill no 49) Verdun, un individu entre dans la salle et prend siège parmi les députés.

DES DÉPUTÉS: Le remarquent, rient et crient: À l'ordre. À l'ordre.

L'intrus prend place dans le fauteuil du député d'Ottawa (M. C.-B. Major) et parle au député de Beauce (M. H.-S. Béland).

DES DÉPUTÉS: Somment le sergent d'armes d'expulser l'individu.

Le sergent d'armes demande à l'inconnu de quitter les lieux. L'intrus s'exécute en protestant.

(On s'est rendu compte par la suite qu'il s'agissait de M. J.-B. Morin, député conservateur de Dorchester au Parlement d'Ottawa).

Catholic High School of Montréal

L'HONORABLE J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 126) constituant en corporation le "Catholic High School of Montréal".

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'HONORABLE J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Provincial Trust and Agency Company

M. A. PLANTE (Beauharnois): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 63) constituant en corporation "The Provincial Trust and Agency Co."

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. PLANTE (Beauharnois): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Montreal Cotton Company

M. A. PLANTE (Beauharnois): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 39) autorisant et ratifiant le règlement no 136 des règlements de la ville Salaberry-de-Valleyfield accordant une commutation de taxes à la compagnie dite "The Montreal Cotton Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. PLANTE (Beauharnois): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession J. Guillet dit Tourangeau

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 80) concernant la succession de Jean Guillet dit Tourangeau.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Sherbrooke

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier un bill (bill no 37) amendement la charte de la cité de Sherbrooke, 55-56 Victoria, chapitre 51.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chef-lieu de Wolfe

L'ordre du jour appelant la deuxième lecture des amendements faits par le comité général au bill (bill no 41) transférant de Saint-Joseph-de-Ham-Sud au village de Beaulac de Saint-Olivier-de-Garhby, le chef-lieu de Wolfe, étant lu: lesdits amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés.

M. G. R. SMITH (Mégantic): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. E. BOUFFARD (Montmorency) Propose appuyé par le représentant de Champlain (M. P. Grenier), que tous les mots après maintenant jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et

qu'il soient remplacés par les mots suivants: "renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instructions de l'amender en y ajoutant les mots suivants à la fin de la section 2:

"Toutefois, la présente loi ne deviendra en force qu'au premier janvier 1901 et ledit changement de chef-lieu ne sera pas effectué si, avant la date susdite, le chemin de fer actuellement projeté entre Dudswell et Victoriaville et passant par Ham-Sud, est dans un état de construction suffisamment avancée, dans l'opinion du lieutenant-gouverneur en conseil;"

Et en ajoutant à la fin de la section 3, les mots suivants: "lesdites bâtisses et ladite voûte devant être faites selon les plans et devis approuvés par le conseil municipal dudit comté et par l'architecte du gouvernement."

Cette dernière proposition est rejetée sur division.

Et la question principale étant de nouveau posée, elle est résolue affirmativement.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill (bill no 31) intitulé: "Loi constituant en corporation la Société ecclésiastique de secours mutuels du Sacré-Coeur-de-Jésus, dans le diocèse de Chicoutimi."

Bill (bill no 40) intitulé: "Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Léon Trudeau à la pratique du notariat, après examen."

Bill (bill no 60) intitulé: "Loi constituant en corporation le "Loyola College".

Bill (bill no 88) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec".

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec plusieurs amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill (bill no 43) intitulé: "Loi définissant et amplifiant les pouvoirs de la "Montreal Loan and Investment Company".

Bill (bill no 58) intitulé: "Loi amendant la loi 58 Victoria, chapitre 64, constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord."

Bill (bill no 86) intitulé: "Loi amendant la loi relative aux dentistes".

Bill (bill no 110) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la Chaudière."

Bill (bill no 122) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la ville de Summerlea."

Bill (bill no 69) intitulé: "Loi amendant la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal."

Et bill (bill no 45) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Windsor Mills."

Ville de Windsor Mills

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill (bill no 45) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Windsor Mills." Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Montreal Loan and Investment Company

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill (bill no 43) intitulé: "Loi définissant et amplifiant les pouvoirs de la "Montreal Loan and Investment Company". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Chemin de fer Châteauguay et Nord

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill (bill no 58) intitulé: "Loi amendant la loi 58 Victoria, chapitre 64, constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Loi des dentistes

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill (bill no 86) intitulé: "Loi amendant la loi relative aux dentistes". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Chemin de fer de la vallée de la Chaudière

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill (bill no 110) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la Chaudière". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Corporation de Summerlea

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill (bill no 122) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la ville de Summerlea". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill (bill no 69) intitulé: "Loi amendant la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

**Code de procédure civile,
article 599**

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 139) amendement l'article 599 du code de procédure civile.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code civil, article 2250

M. P. D'AUTEUIL (Charlevoix): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 103) amendement les articles 2250 et 2265 du code civil.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. P. D'AUTEUIL (Charlevoix): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est résolu que le titre soit: "Loi amendement l'article 2250 du code civil".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code de procédure civile

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Montmorency (M. E. Bouffard), que le bill (bill no 108) amendement certains articles du code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

**Société ecclésiastique de secours mutuels
du Sacré-Coeur-de-Jésus, Chicoutimi**

M. H. PETIT (Chicoutimi et Saguenay): Propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. J.-C. Lislouis), que l'honoraire payé sur le bill (bill

no 31) constituant en corporation la Société ecclésiastique de secours mutuels du Sacré-Coeur-de-Jésus, dans le diocèse de Chicoutimi soit remis moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été présenté dans un but de chanté.

Adopté.

Demande de documents:

**Prison des femmes protestantes
de Montréal**

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W.A. Weir), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toute correspondance, etc.. en rapport avec la prison des femmes protestantes de Montréal.

Adopté.

Documents:

E. Pacaud vs la reine

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre: 1. La réponse à un ordre de cette Chambre du 16 février 1899 pour copie du dossier imprimé (printed case) produit à la Cour suprême du Canada, dans la cause en appel de Ernest Pacaud re Sa Majesté.

2. Copie de l'ordonnance, ou jugement interlocutoire autorisant les parties à produire comme faisant partie du dossier devant la Cour suprême, le volume contenant la preuve et les rapports de la commission composée des honorables juges Jetté, Baby et Davidson, sur l'affaire du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs.

3. Copie des instructions données par le procureur général, ou le gouvernement de la province de Québec, ou aucun membre dudit gouvernement, à MM. Hutchison & Oughtred, avocats, au sujet dudit appel à la Cour suprême et de ladite cause. (Document de la session no 63)

Prison de Montréal

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de cette Chambre du 18 février 1899, pour production des rapports des enquêtes faites sur l'administration de la prison de Montréal, depuis le 30 juin 1897. (Document de la session no 64)

La séance est levée à minuit et demie.

Séance du 24 février 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures vingt.

Rapports de comités:

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des diverses industries de la province. Voici le rapport.

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le bill (bill no 87) concernant les bonus donnés aux manufacturiers par les corporations municipales, et qu'il l'a adopté avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 105) amendant les articles 1688, 1696 et 2259 du code civil, et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Code municipal

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité spécial nommé pour examiner tous les amendements proposés au code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir:

Bill (bill no 99) amendant l'article 480 du code municipal.

Votre comité a aussi examiné les divers projets de lois et les suggestions à lui soumis et a l'honneur de faire rapport qu'il les recommande pour étude, pendant la vacance, et pour être intercalés dans un projet de refonte générale du code municipal.

Votre comité recommande aussi que le projet de refonte du code municipal (bill no 18) soumis à la considération de votre honorable Chambre soit traduit et imprimé en français.

Documents:

État tabulaire des rapports des commissions municipales

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, l'état tabulaire, conformément à l'article 4619 des statuts refondus de la province, des rapports transmis par les secrétaires-trésoriers des corporations municipales au secrétaire de la province en vertu de l'article 4618, S.R.P.Q. (Document de la session no 65)

Asile de la Longue-Pointe

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération une certaine résolution concernant l'asile de la Longue-Pointe.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):

Attendu que la communauté des soeurs de Charité de la Providence a commencé à construire des édifices considérables pour le soin des aliénés, en leur établissement de Saint-Jean-de-Dieu, près de Montréal.

Attendu que, par requête portant la date du 16 janvier 1899, adressée au lieutenant-gouverneur en conseil, ladite communauté a représenté que les dépenses encourues pour la construction de ces édifices s'élèvent maintenant à \$610.000. et que la somme de \$500.000 qu'elle a empruntée avec la garantie du gouvernement de cette province, autorisée par la loi 60 Victoria, chapitre 6, section 2, a été complètement appliquée à ces constructions:

Attendu que, malgré cette dépense considérable, il reste encore à construire une partie importante des édifices nécessaires, et que, pour la terminer, il leur faut emprunter une somme d'au-moins \$500.000;

Attendu que lesdites soeurs ne peuvent, sans la garantie de la province de Québec, emprunter cette somme, vu que la province a pris la première hypothèque sur leur établissement et sur toutes les fermes qui en dépendent pour les \$500.000 déjà empruntées, et qu'elle s'est fait transporter les polices d'assurance contre le feu au montant de \$400.000.

Attendu que, par contrat passé à Montréal, le 13 mars 1897, devant Me Jas Lonergan, entre le gouvernement de cette province et lesdites soeurs, le gouvernement a confié auxdites soeurs, pour une période de vingt-cinq ans à compter du premier janvier 1897, la garde et le soin des aliénés et que la bonne exécution de ce contrat requiert le parachèvement desdits édifices;

Propose que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à garantir, pour un nombre d'années qui ne devra pas dépasser le terme du contrat actuel, le paiement du capital et de l'intérêt, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent par an, d'un nouvel emprunt de \$500.000 qui sera fait par la communauté des soeurs de Charité de la Providence, lequel emprunt devra être employé à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil pour les fins desdites constructions, pourvu:

(a) Que toute somme que le gouvernement pourra être appelé à payer par suite de cette garantie soit déduite du montant annuellement dû auxdites soeurs en vertu dudit contrat du 13 mars 1897;

(b) Que lesdites soeurs consentent en faveur du gouvernement, pour assurer le remboursement de toute somme qu'il paiera en vertu de cette garantie, une hypothèque, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, sur lesdites constructions nouvelles et sur les constructions actuelles, ainsi que sur le terrain où elles s'élèvent et s'élèveront; et

(c) Que lesdites soeurs assurent lesdites constructions pour au moins les trois quarts de leur valeur, et transportent les polices constatant cette assurance au gouvernement.

Il explique que les religieuses ont déjà dépensé en constructions modèles \$610,000 dollars dont \$500,000 ont été garantis par le gouvernement qui détient une hypothèque et une assurance de \$400,000. Elles veulent emprunter un demi-million de piastres de plus pour en ériger de nouvelles et faire de leur institution l'asile d'aliénés le plus complet, le plus moderne, le plus beau qu'il y ait de ce côté-ci de l'Atlantique.

Il s'agit pour le gouvernement provincial de garantir l'intérêt sur ce nouvel emprunt de \$500,000. Le gouvernement a une première hypothèque sur des propriétés d'une grande valeur que les religieuses possèdent à la Longue-Pointe et les directrices de l'institution s'engagent de plus à transporter au gouvernement, comme garantie collatérale, des assurances pour les trois-quarts du montant. Leur propriété à la Longue-Pointe vaut amplement le montant garanti et, de plus, toute la communauté des soeurs de la Providence est liée par cette entente.

La garantie du gouvernement cesse dans 23 ans avec le contrat que les religieuses ont avec lui pour la pension des aliénés. Dans l'histoire du pays, il n'est à la connaissance de personne que les communautés religieuses aient jamais manqué de faire honneur à leurs obligations. D'ailleurs, le gouvernement se trouve suffisamment protégé.

Cette mesure permettra aux religieuses d'obtenir un prêt à de meilleures conditions. D'ailleurs c'est le devoir du gouvernement d'aider à la construction d'une telle institution modèle.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit au nom de l'Opposition qu'il était assez rare que les deux côtés de la Chambre fussent d'accord sur une mesure publique quelconque, mais que cette fois-ci l'Opposition était avec le gouvernement. Il félicite l'administration provinciale sur l'attitude qu'elle a cru devoir prendre, dans les circonstances, envers une institution qui mérite tant de sympathies. Il fait sien tout ce qui a été dit au sujet des mérites des soeurs de cette institution.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution laquelle est lue deux fois et adoptée.

Introduction de bills:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 26) concernant l'asile de la Longue-Pointe.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Inspection des sociétés de secours mutuels

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'inspection des sociétés de secours mutuels. •

Il informe la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dit que cette inspection officielle des sociétés de secours mutuels était demandée depuis longtemps, qu'elle s'imposait à cause du développement extraordinaire que ces associations avaient pris dans le pays. Il ajoute qu'on avait calculé que la redevance annuelle des membres de secours mutuels pour défrayer le coût de cette inspection, c'est-à-dire \$2,500,000, ne s'élèverait pas à plus de 3 cents par membre, d'après leur nombre actuel.

Il propose, 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer un officier appelé "Inspecteur des sociétés de secours mutuels", avec un traitement n'excédant pas \$1,500 par année, pour faire l'inspection des sociétés de secours mutuels et des sociétés charitables.

Adopté.

2. Que, pour défrayer le traitement dudit inspecteur, ses dépenses de voyage et les dépenses de son bureau, une somme n'excédant pas \$2,500 sera payée au trésorier de la province, chaque année, le ou avant le premier juillet, par les sociétés de secours mutuels sujettes à l'inspection, et que cette somme sera prélevée sur ces sociétés proportionnellement au nombre des membres de chaque société pour l'année précédente.

Adopté.

3. Que la somme nécessaire pour défrayer ces dépenses qui seront encourues jusqu'au trente juin prochain, sera prélevée sur les sociétés de secours mutuels sujettes à l'inspection, en la manière indiquée dans la résolution précédente.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé certaines résolutions lesquelles sont lues pour la première fois.

Subsides

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour que la Chambre se forme en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): 1. Propose qu'une somme n'excédant pas quarante-

cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour les cercles agricoles, l'encouragement à l'agriculture, en général, et l'amélioration des chemins ruraux; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Explique qu'à cause du nombre croissant des cercles agricoles, il est nécessaire de fournir des subsides supplémentaires qui serviront aussi au paiement du "Montfort Colonization Railway".

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Demande au gouvernement d'augmenter le nombre des conférenciers agricoles, sans distinction de parti, et d'agir de façon à faire cesser le discrédit qui s'attache actuellement aux conférences agricoles.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Dit que le gouvernement ne devrait pas mesquiner lorsqu'il s'agit de propager l'enseignement agricole. Il importe d'avoir de bons conférenciers sans s'occuper de la question de parti. Il est d'opinion que le gouvernement n'aurait pas dû se priver des services du Dr Grignon qui est un spécialiste, peut-être le conférencier le plus compétent qu'il y ait dans la province. Il dénonce les conférenciers qui font plus de politique que d'agriculture.

La résolution est adoptée.

2. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles d'agriculture; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Suggère de fonder un collège d'agriculture dans notre province au lieu d'avoir cinq ou six écoles établies ici et là; il serait en faveur d'établir le système de concentration dans renseignement de l'agriculture tel que cela existe en Ontario. Ce collège central réunirait tous les avantages des petites écoles qui existent présentement.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Répond que les contrats avec les collèges de l'Assomption, Sainte-Anne-de-la-Pocatière, etc., ne sont pas encore expirés. Le député de Wolfe a parfaitement raison, en principe, mais c'est un projet dont l'accomplissement serait difficile pour le moment. Si nous avions dépensé pour une école centrale tout ce que nous avons donné pour nos écoles d'agriculture, nous aurions maintenant une école centrale supérieure. Il se montre disposé à agir dans ce sens-là, à l'expiration des contrats actuels du gouvernement avec nos diverses écoles d'agriculture.

M. P.-J.-L. BISSONNETTE (Montcalm): Parle de la possibilité et de l'avantage qu'il y aurait à établir une station expérimentale pour la culture et la préparation du tabac, dans le comté de Montcalm.

Il souhaite l'établissement de cette station expérimentale et d'une école centrale d'agriculture dans le comté de Montcalm qui est au centre du district de Joliette où la culture du tabac connaît d'immenses progrès.

Il démontre que le comté de Montcalm produisait la plus grande partie du tabac livré au commerce dans la province de Québec et qu'il y aurait de très grands avantages à joindre à la pratique, la théorie qu'offrirait aux cultivateurs une station expérimentale de ce genre. D'autres remarques très importantes ont été aussi faites par le député de Montcalm.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Dit que la culture du tabac n'est pas la seule à laquelle doit se livrer un cultivateur. Mais si une ferme expérimentale est établie, il importerait qu'elle le soit près d'une école d'agriculture. Il ajoute que si le gouvernement pouvait en arriver à un arrangement avec l'institution déjà établie à L'Assomption, on pourrait alors construire une école centrale à cet endroit.

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Pense que l'école d'agriculture d'Oka devrait avoir la préférence.

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Dit qu'il ne partage pas l'opinion du député de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne). Il croit que nos écoles d'agriculture telles qu'elles existent maintenant, disséminées dans la province, sont plus utiles que ne le serait une école centrale. Il croit que les différentes conditions climatiques dans les districts nous obligent à avoir plusieurs écoles pour étudier ces climats.

M. J. MARION (L'Assomption): Parle en faveur de l'école de L'Assomption.

M. M. McDONALD (Bagot): Dit que l'on devrait finir de dépenser de l'argent pour établir des écoles d'agriculture ici et là. Le système actuel des écoles d'agriculture ne rend pas des services proportionnés aux sacrifices financiers que s'impose la province. Il est d'avis que nous devrions imiter l'Ontario et avoir des écoles d'agriculture sous le contrôle direct du gouvernement comme l'école de Guelph en Ontario, institution qui fait honneur au Canada tout entier.

Il a étudié la question à fond et suggère que l'on établisse une fois pour toutes deux écoles centrales dont une pour les Canadiens anglais et l'autre pour les Canadiens français. Ces écoles répondraient entièrement aux besoins de la province et donneraient à l'industrie agricole une poussée considérable dont bénéficierait toute la province.

Il reproche au ministre de l'Agriculture (l'honorable F.-G.-M. Dechêne, L'Islet) d'avoir introduit la politique dans ce département. Il signale ce qui a été fait au sujet des conférenciers agricoles, d'hommes qui se mêlent aujourd'hui d'aller enseigner l'agriculture à des gens qui la connaissent mieux qu'eux, et c'est pourquoi les conférences agricoles sont aujourd'hui tombées en discrédit.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Voit dans les écoles d'agriculture l'avenir du pays et il voudrait que l'on dépense pour elles autant que l'on dépense dans l'Ontario. Il voudrait des professeurs payés \$2,000.

\$1,800, \$1,500, etc. Il est fort probable que sans nier les services que peuvent rendre ces écoles, les cultivateurs qui paient les taxes ne sont pas d'avis de payer davantage. Il y a, en effet, de ces écoles qui ont coûté trop cher à la province.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): Déclare que son seul désir est de rendre service à la classe agricole. Son département n'en est pas un où la politique doit jouer un rôle prédominant. L'intérêt des cultivateurs passe avant tout, et il n'est personne qui, de bonne foi, peut discuter sa conduite et ses intentions. Ce qu'il a fait dans le passé il est absolument décidé à le continuer dans l'avenir, au meilleur de sa connaissance et pour le plus grand bien du pays.

Il fait remarquer à nouveau que la province ne pouvait pas faire de changements avant l'expiration des contrats actuels avec les écoles d'agriculture existantes.

La résolution est adoptée.

3. Qu'une somme n'excédant pas treize mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association laitière de la province de Québec, et pour l'inspection des syndicats de beurrieres et de fromageries, S.R.Q., articles 1753a et 1753e, 54 Victoria, chapitre 20, en vertu d'O.C. no 75, du 24 janvier 1891; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

M. H. CARON (Maskinongé): Critique la façon dont se fait l'inspection du fromage et soutient que les inspecteurs sont souvent incompetents.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour encourager l'industrie laitière, l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromages; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour le Mérite agricole; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses de la fête des arbres; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association agricole des Cantons-de-l'Est, 60 Victoria, chapitre 9, étant le 3e de cinq paiements égaux à être faits après la tenue de son exposition, (exposition de Sherbrooke); pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Métairie Saint-Joseph, Saint-Hyacinthe: pour aider à la reconstruction de ses édifices détruits par incendie, le premier de trois paiements égaux; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'amélioration des chemins ruraux; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

M. M. McDONALD (Bagot): Dit que depuis 1894, il ne cesse d'insister sur la nécessité d'améliorer les chemins. L'honorable L. Beaubien a consacré \$4,000 à l'achat de deux machines dans ce but. Mais il voit que le gouvernement agit avec un peu trop de précipitation, et qu'avant longtemps chaque municipalité possédera une de ces machines.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Se proclame partisan de l'amélioration des voies de communication, mais il s'élève contre l'intervention trop directe du gouvernement dans ces travaux qui devraient être dus à l'initiative personnelle. Pour les routes comme pour les ponts de fer, les municipalités sont encouragées à croire que l'État doit intervenir et qu'elles peuvent toujours compter sur sa tutelle. C'est un principe faux qui obère le trésor et qui tue le progrès. À son avis l'ingérence du gouvernement enlève tout esprit d'initiative aux municipalités. Il n'est pas contre le fait d'aider les municipalités, mais il peut se produire des exagérations, comme ce fut le cas dans le gouvernement Mercier pour les ponts en fer.

Tous les efforts doivent tendre à développer dans le peuple l'idée de confiance en soi et de courage personnel. La création de bonnes routes est pour une municipalité un placement dont on est en droit d'attendre un produit; ce n'est pas une dépense sans compensation et, dans ces conditions, l'État doit intervenir pour réglementer, mais il ne doit pas intervenir pour payer.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): Répond que le député de Terrebonne ne semble pas d'accord avec le député de Laval (M. P.-E. LeBlanc) qui, lui trouve qu'on ne dépense pas assez pour l'agriculture.

M. C. LANGELIER (Lévis): Estime que les reproches du député de Terrebonne sont le plus bel éloge que l'on puisse faire au gouvernement, car cela prouve sa sollicitude pour l'agriculture, comme on le faisait dans le temps pour la politique des ponts en fer.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues pour la première fois.

Rapports de comités:

M. A. TESSIER (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 71) amendant les lois concernant la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que ledit bill soit réimprimé pour l'usage des membres.

Il propose que cette Chambre concoure dans ledit rapport en ce qui concerne la réimpression du bill (bill no 71) amendant les lois concernant la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal.

Adopté.

À six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures quinze

Village de Verdun

L'ordre du jour appelant la deuxième lecture des amendements faits en comité général au bill (bill no 49) concernant le village de Verdun, étant lu; les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. N. Garneau), que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender.

Il demande que la clause ratifiant le contrat entre la corporation de Verdun et la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal soit remise dans sa forme originale.

Adopté.

Il est ordonné que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

En comité:

La clause trois est amendée de façon à ce qu'elle soit conforme à la rédaction première du bill.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit ne pas être tellement au courant du bill. Il constate l'absence de ceux qui s'opposent au bill. Il croit savoir que le député de Laval a des objections à formuler et suggère que la troisième lecture soit retardée jusqu'à l'arrivée de ce monsieur. Ce serait juste de l'attendre.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Laissons faire, dit-il. Nous ne trouverons pas d'autre occasion aussi propice. L'amendement du député de Laval ne subit aucun changement et reste inscrit dans le bill.

1. M. Weir proposera formellement cet amendement le 1er mars.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que le député de Huntingdon (l'honorable G.W. Stephens) lui a demandé de s'occuper de ce bill et de voir à ce qu'il ne reçoive aucun amendement.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Croit quand même que l'on pourrait attendre encore.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Prend son siège. Il déclare protester si l'on adopte ce bill dans la forme proposée. Il suggère un amendement auquel tout homme sensé ne peut s'objecter. Il propose qu'à la fin du contrat, soit dans trente ans, on accorde à la corporation de Verdun le droit d'exproprier l'usine et son contenu, à son prix réel qui devra être fixé par arbitrage. Il croit que la population de Verdun, à qui on a refusé une franchise importante, mérite de recevoir la protection de la Chambre. Il propose de retourner le bill en comité plénier avec instruction de l'amender ainsi: l'appendice A ne veut dire que ceci: le privilège accordé à la compagnie de tramways, dans le village de Verdun, ne sera valable que pour dix ans. (1)

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Ce n'est pas un contrat que sollicite la compagnie de tramways, mais c'est tout le village de Verdun qui vient demander à la Chambre de ratifier le contrat. Il n'y a pas d'opposition de la part des contribuables de Verdun, pourquoi en ferait-on donc en Chambre?

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Prend son siège. Il se plaint, qu'en son absence, le député de Montréal no 2 (M. L. Gouin) a agi de manière frauduleuse, ou pour employer un terme plus nuancé, de façon déloyale.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Demande que le mot "frauduleuse" soit retiré, parce que non parlementaire. Il soulève le point d'ordre.

M. L'ORATEUR: Déclare que le mot n'est pas parlementaire. Il demande que le mot soit retiré.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Admet qu'après mûre réflexion, il est aussi de cet avis. Les propos énoncés sur la question débattue, l'avait entraîné, alors qu'il s'adressait encore à la Chambre, à substituer le mot déloyal. Il constate aussi que le député de Montréal manque de délicatesse, mais il ne croit pas avoir violé les normes du décorum parlementaire en s'exprimant ainsi. Le promoteur du bill a essayé de hâter son adoption, en l'absence de ceux dont il n'ignorait pas l'opposition à ce bill. Il énonce à nouveau les privilèges importants que de bill vise à donner à la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal.

UNE VOIX: Fait remarquer au député de Laval qu'il va épuiser le temps consacré à la discussion des bills privés.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Répète que le député de Montréal no 2 manque de loyauté.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Déclare que le député de Laval n'a pas le droit d'accuser un collègue de "manque de loyauté" alors que ce dernier n'a fait que suivre les procédures régulières.

M. L'ORATEUR: Rappelle au député de Laval que les régies de la Chambre interdisent l'usage d'un langage irrespectueux à l'endroit de Sa Majesté ou d'autres personnes, y compris les collègues de la Chambre.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que la troisième lecture du bill se fasse lundi prochain. Cette dernière proposition est adoptée.

Succession A. Prévost

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 64) amendement la loi 60 Victoria, chapitre 95, concernant la succession de feu Amable Prévost.

M. C. LANGEIER (Lévis): Propose, appuyé par le représentant de Kamouraska (M. L.-R. Roy), que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "le bill soit renvoyé à un comité général de cette Chambre, dans six mois, à dater d'aujourd'hui".

Il explique sa proposition par le fait que ce projet de loi a été rejeté par le comité des bills privés.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): S'objecte à cet amendement et dit qu'on n'est pas "fair play" à son égard. Il explique le but du projet de loi.

M. C. LANGEIER (Lévis): Est d'avis que ce bill ne doit pas être adopté vu qu'il a été rejeté en comité, alors que les héritiers étaient présents et qu'ils ont demandé que ce bill ne fut pas renvoyé devant la Chambre. Il répète que la troisième lecture doit être renvoyée dans six mois.

M. C.-B. MAJOR (Ottawa): Déclare que cette loi passée en 1897 est inique. Il demande qu'on l'annule, car ce n'était pas à la Législature de se prononcer.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Fait l'historique de la question. Il dit que l'amendement du député de Lévis n'a pas sa raison d'être, et qu'il préfère voir la Chambre se former en comité général pour reconsidérer le bill.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bédard, Bickerdike, Bissonnette, Bouffard, Bourbonnais, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Chicoyne, Clapperton, Décarie, Dechêne, Delaney, Dessaulles, Duffy, Dufresne, Garneau, Grenier, Hunt, Langelier, LeBlanc,

Lislois, McDonald, Marchand, Marion, Nantel, Parent, Plante, Robidoux, Robitaille, Roy, Talbot, Tessier (Rimouski), Weir. 33.

CONTRE: MM. Allard, Cardin, Champagne, Chauvet, D'Auteuil, Dorris, Flynn, Gosselin, Gouin, Lacombe, Lalonde, Major, Turgeon. 13.

La proposition est adoptée.

La question principale, ainsi amendée, étant proposée, il est ordonné que le bill soit renvoyé à un comité général de cette Chambre, dans six mois, à dater d'aujourd'hui.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif, informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement, savoir:

Bill (bill no 95) intitulé: "Loi concernant la division du comté de Pontiac pour les fins municipales et d'enregistrement".

Et bill (bill no 116) intitulé: "Loi concernant la cité de Montréal et la Compagnie du chemin de fer le Grand-Tronc du Canada".

Aussi, le Conseil législatif, informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill C. intitulé: "Loi amendement l'article 79a des statuts refondus", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Bill (bill no 52) intitulé: "Loi amendement et refondant la charte de la Société des artisans canadiens-français de la cité de Montréal";

Bill (bill no 36) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Henri";

Et bill (bill no 47) intitulé: "Loi amendement la loi 56 Victoria, chapitre 78. constituant en corporation la "Lake Megantic Pulp Company".

Introduction de bills:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que le bill (bill C) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendement l'article 79a des statuts refondus", soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois

Société des artisans canadiens-français de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 52) intitulé: "Loi amendement et refondant la charte de la Société des artisans canadiens-français de la cité de Montréal". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Lake Megantic Pulp Company

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill (bill no 47) intitulé: "Loi amendant la loi 56 Victoria, chapitre 78, constituant en corporation la "Lake Megantic Pulp Company". Les amendements sont lus pour la première fois.

Charte de Saint-Henri

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill (bill no 36) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Henri". Les amendements sont lus pour la première fois.

Subsides

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux), que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Donne quelques explications concernant les résolutions qui ont trait aux Travaux publics.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, 1. Qu'une somme n'excédant pas soixante et treize mille six cent onze piastres et trois centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les loyers, assurances et réparations etc., des édifices publics, en général; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour travaux faits à certains ponts: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements et dépenses contingentes de la bibliothèque de la Législature; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas cinquante et un mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses contingentes du gouvernement civil; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas six mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses de la publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'Instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le secrétaire de la province; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les sociétés de colonisation, en général; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses des bureaux d'immigration de Québec et de Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la "Women's Protective Immigration Society, Montréal": pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la "Women's Protective Immigration Society, Québec"; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du service d'enregistrement (cadastre); pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses concernant les mines; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses de la publication de cartes; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses pour compte courant du département de la Colonisation et des Mines; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues pour la première fois.

Statuts refondus, article 4404

M. H. CARON (Maskinongé): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montmagny (M. J.-C. Lislois), que le bill (bill no 143) amendant l'article 4404 des statuts refondus de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Statuts refondus, article 4762

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 140) amendement l'article 4762 des statuts refondus de la province de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

L'objet de ce bill est de décréter que les îles de la Manche soient comprises dans l'appellation de Grande-Bretagne.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code de procédure civile, article 599

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Bagot (M. M. McDonald), que le bill (bill no 138) amendement l'article 599 du code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Code de procédure civile, article 760

M. P. D'AUTEUIL (Charlevoix): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Richmond (M. J. Bédard), que le bill (bill no 141) amendement l'article 760 du code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Ingénieurs civils

M. G.B. SMITH (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechêne). que le bill (bill no

137) amendement la loi concernant les ingénieurs civils soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Privileges des "voyageurs", bûcherons et autres

M. L.-J. ALLARD (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Verchères (M. E. Blanchard), que le bill (bill no 136) amendement le code civil concernant les privilèges des "voyageurs", bûcherons et autres, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Interpellations:

Réception des membres de la conférence internationale au palais législatif

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Le gouvernement a-t-il donné, au palais législatif, une réception aux membres de la conférence internationale, lors de leur présence à Québec, l'automne dernier?

Dans l'affirmative, quel a été le coût de cette réception?

Le trésor provincial a-t-il été appelé à contribuer à cette réception, et, dans l'affirmative, pour quel montant?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Oui. Les membres du gouvernement et les orateurs en ont soldé le coût.

Documents:

Rapport du surintendant de l'Instruction publique

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'année 1897-98. (Document de la session no 66)

La séance est levée à dix heures et demie

Séance du 25 février 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à onze heures et demie.

Rapports de comités:

M. A. TESSIER (Rimouski): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour recevoir les rapports du comité des bills privés, qui expire aujourd'hui, soit prolongé jusqu'à mardi, le 28 courant, inclusivement.

Adopté.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour recevoir les rapports du comité des bills privés, qui expire aujourd'hui, soit prolongé jusqu'à mardi, le 28 courant, inclusivement.

Adopté.

Introduction de bills:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 10) amendant la loi concernant l'inspection des compagnies d'assurance et autres compagnies.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 132) amendant l'article 548 du code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Constitution de la Cour supérieure, amendement

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill J) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendant la loi concernant la constitution de la Cour supérieure".

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

Inspection des sociétés de secours mutuels

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions rapportées du comité général, hier, vendredi, le 24 courant, concernant l'inspection des sociétés de secours mutuels.

Lesdites résolutions sont lues la deuxième fois et adoptées.

Sociétés de secours mutuels et sociétés charitables

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que le bill (bill no 11) amendant la loi concernant les sociétés de secours mutuels et les sociétés charitables, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté surdivision. Le bill est renvoyé au comité de toute la Chambre.

Asile de la Longue-Pointe

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 26) concernant l'asile de la Longue-Pointe soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, procède à la considération ultérieure des 6 résolutions, rapportées du comité des subsides, mardi, le 21 février courant. Les résolutions sont adoptées.

L'ordre du jour étant lu pour la deuxième lecture des 22 résolutions rapportées vendredi, le 24 février courant, du comité des subsides, lesdites résolutions sont lues pour la deuxième fois et adoptées.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill suivant, avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill (bill no 19) intitulé: "Loi amendant la loi électorale de Québec, 1895".

Loi électorale, amendement

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 19) intitulé: "Loi amendant la loi électorale de Québec, 1895". Les amendements sont lus pour la première fois.

Élection contestée aux Iles-de-la-Madeleine

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre qu'il a reçu des honorables juges de la Cour supérieure (siégeant en révision), conformément à l'"Acte des élections contestées de Québec, 1875," le rapport et le jugement suivants relatifs à l'élection contestée du district électoral des Iles-de-la-Madeleine.

Lesquels rapport et jugement sont lus: et il est ordonné qu'ils soient entrés dans les Journaux de la Chambre comme suit:

CANADA, Cour de révision.
Province de Québec,
District de Québec.
No 981.

Loi des élections contestées de Québec et ses amendements.
Édouard Dupreuil, ferblantier, et William Andrew Reid, forgeron, tous de Amherst, dans les Iles-de-la-Madeleine,

Pétitionnaires;

vs.

Patrick Peter Denaley, du Havre-aux-Maisons,
Iles-de-la-Madeleine, médecin,

Défendeur.

Les soussignés, juges de la Cour supérieure, auxquels a été soumis le mérite de la pétition d'élection, ont l'honneur de faire rapport qu'aucune manoeuvre électorale ou manoeuvre frauduleuse ne paraît avoir été pratiquée, à ladite élection.

Québec, 24 février 1899.

L.-N. Casault, J.C.S.
H.-C. Pelletier, J.C.S.
Ls.-A. de Billy, J.C.S.

À monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative,
Québec.

CANADA, Dans la Cour supérieure
Province de Québec,
District de Québec.
No 60-981.

Siégeant en révision en la cité de Québec.

Loi des élections contestées de Québec.

Le vingt-quatrième jour de février, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

Présents: — L'honorable juge en chef sir Louis-Napoléon Casault,
L'honorable juge H.-C. Pelletier,
L'honorable juge Ls.-A. de Billy.

Édouard Dupreuil, ferblantier, et William Andrew Reid, forgeron tous deux de Amherst. dans les Iles-de-la-Madeleine,

Pétitionnaires;

Patrick Peter Delaney, du Havre-aux-Maisons,
Iles-de-la-Madeleine, médecin,

Détendeur

La Cour, après avoir entendu les parties par leurs avocats sur le mérite de cette cause, en conséquence de l'inscription en révision faite de la part des pétitionnaires pour audition finale au mérite en date du vingt octobre mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, a examiné le dossier de la procédure et sur le tout mûrement délibéré:

Considérant que les allégations de la pétition n'ont pas été établies par la preuve, la pétition est renvoyée, sans frais, et le membre siégeant Patrick Peter Delaney est déclaré avoir été dûment élu.

(Signé) Ed. Burroughs,
Assistant-greffier C.R.

Applaudissements.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre, l'état des affaires de la Société bienveillante des dames de Montréal, pour l'année 1898. (Document de la session no 17)

Demande de documents:

Sommes payées au conférencier agricole M. Stenson

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M E.J. Flynn), qu'il soit mis devant cette Chambre, un état des sommes payées à M. Stenson, député de Richmond et Wolfe, pour conférences agricoles, avec les dates, le nombre de conférences et les endroits où elles ont été données.

Adopté.

Lake Megantic Pulp Company

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Loi amendant la loi 56 Victoria, chapitre 78 constituant en corporation la "Lake Megantic Pulp Company". Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

Message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur par (entremise de Samuel Staunton-Hatt, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire. QUI s'exprime comme suit:

M. l'Orateur,

Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire que les membres de cette honorable Chambre se rendent immédiatement auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil législatif

En conséquence M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur dans la salle des, séances du Conseil législatif.

Et étant de retour.

M. L'ORATEUR: Fait rapport que conformément aux ordres de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, la Chambre s'est rendue auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil législatif où il a plu à Son Honneur de donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

Loi amendement la loi relative aux sociétés de prêts et placements:

Loi concernant les limites nord-est, nord et nord-ouest de certains comtés de la province;

Loi concernant les territoires d'Abitibi, de Mistassini et d'Ashuanipi;

Loi concernant la pêche et les pêcheries;

Loi amendement la loi concernant la protection des forêts contre les incendies;

Loi amendement la loi concernant les terres publiques;

Loi de la chasse de Québec;

Loi amendement et refondement la charte de la Société des artisans canadiens-français de la cité de Montréal;

Loi concernant la cité de Montréal et la Compagnie du chemin de fer le Grand-Tronc du Canada.

Ajournement

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet):
Propose, appuyé par le représentant de Château-guay (l'honorable J.-E. Robidoux), que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à midi quarante.

Séance du 27 février 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Introduction de bills:

M. E. LALONDE JR (Vaudreuil): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 135) amendant le code municipal concernant les élections municipales.

Ce bill a pour but d'amender le code municipal de façon à instituer, pour toutes les élections municipales, le scrutin secret.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 130) amendant l'article 694 du code de procédure civile.

Ce bill prévoit qu'en cas de saisie de salaires d'employés civils, le créancier qui saisit ne peut s'approprier le montant total de la saisie, s'il y a d'autres créanciers; ce montant devra être divisé au prorata entre les divers créanciers.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 131) amendant la loi concernant les sociétés d'agriculture.

Le but de cette loi est de permettre à la société d'agriculture de Trois-Rivières d'être mise sur le même pied que les autres sociétés d'agriculture au point de vue de la subvention gouvernementale.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose qu'à partir de mercredi prochain, 1^{er} mars, il y ait trois séances par jour; la première, de onze heures a.m. à une heure p.m.; la seconde, de trois heures à six heures p.m.; et la troisième de sept heures et demie à l'ajournement.

Il exprime le désir de voir le bill (bill no 59) de Montréal mis devant la Chambre siégeant en comité général aussitôt que possible.

UNE VOIX: Suggère qu'il serait aussi bien d'attendre et de voir le progrès fait dans le bill, ce soir, avant de passer la motion du député de Saint-Jean.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Accepte la suggestion de ne pas hâter la motion.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Demande que dans le travail du comité plénier, il soit entendu qu'il ne pourra s'élever aucune objection par suite de défaut d'avis et que toutes les motions seront acceptées et discutées.

Charte de Montréal

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité général pour étudier le bill (bill no 59) revisant et refondant la charte de la cité de Montréal Adopté.

En comité:

Les six premières clauses sont adoptées sans discussion.

L'article 7 détermine les limites des différents quartiers de la ville.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Fait remarquer que le quartier est, tel que décrit dans le bill, était limité par la rue Perthuis qui n'existe plus depuis la construction de la gare Viger. La population, à présent, est aussi fort petite et il propose une nouvelle ligne de limites qui donnerait à ce quartier une surface et une population plus étendues.

Il propose d'amender la sous-section 1 de cet article de la façon suivante: "Au nord, est une ligne perpendiculaire tirée depuis la jonction de la rue Craig et de la rue Notre-Dame jusqu'au fleuve Saint-Laurent jusqu'à la rue Saint-Gabriel; au sud-ouest de la rue Saint-Gabriel jusqu'à la rue Craig, jusqu'à sa jonction avec la rue Notre-Dame.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Proteste contre ce changement qui double le quartier est et en détruit toute la physionomie actuelle.

Il émet l'opinion que les représentants de la cité devraient être consultés avant d'opérer un tel changement.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Accepte cette dernière opinion.

La clause 7 est laissée en suspens en attendant de consulter l'ingénieur de la cité sur l'à-propos de la clause et la possibilité de faire le changement.

Les clauses huit à vingt-huit sont adoptées.

La clause 29 qui concerne la qualification foncière des échevins est ensuite étudiée.

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Propose en amendement que les échevins n'aient plus besoin d'être qualifiés en biens-fonds au montant de \$2,000, mais de n'imposer d'autres obligations que celle d'être électeur.

Il dit que ce changement s'impose par justice pour les classes ouvrières et la large classe des locataires.

Il ne s'objectait pas à cette clause sous l'ancien régime, mais puisque les échevins recevront dorénavant \$600.00 annuellement, il n'accepte pas que l'on exige de telles qualifications. Il fait remarquer qu'actuellement un bon nombre de citoyens compétents sont dans l'impossibilité de représenter la cité à cause de ces exigences. En comité, on a décidé d'accorder des honoraires aux échevins, mais à cause de cette clause plusieurs citoyens peuvent jouir du privilège de représenter leurs concitoyens au conseil. Cela signifie que certaines classes de la communauté ne sont pas admissibles à recevoir un tel traitement.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): S'oppose à cet amendement. Sans doute que les locataires auraient autant d'intelligence et d'habileté pour administrer les affaires civiques, mais ils n'ont pas autant d'intérêt que les propriétaires eux-mêmes. Le fardeau des charges de la cité retombe sur les propriétaires et le moins que l'on puisse demander à un échevin, c'est d'appartenir à la catégorie de citoyens qui paient et qui sont taxés. •

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Soutient l'amendement. Il fait ressortir combien était faussée l'idée que les propriétaires étaient les seuls intéressés aux affaires de la cité; les locataires y ont plus d'intérêts que les propriétaires: ils résident et paient des taxes.

Sous le système actuel, il y a des échevins au conseil qui ne savent ni lire ni écrire et qui ne connaissent rien aux affaires municipales.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Dit que cet amendement serait un danger pour la cité. Il est du même avis que le député de Laval, à savoir que le propriétaire a plus d'intérêt que le locataire.

M. P.-E. LEBLANC (Lava): Dit que les améliorations dans la ville avancent rapidement et, bien que les locataires paient des taxes, il pourrait arriver à un certain moment que le locataire trouve les taxes trop élevées, et il n'aurait qu'à quitter les lieux. Le propriétaire, pour sa part, serait forcé d'assumer de plus lourdes responsabilités.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Supplie la Chambre de traiter non seulement cette question très sérieusement, mais le bill tout entier. Cette charte qui est pour la première fois devant la Chambre, n'arrive pas brutalement. Elle est le résultat d'une étude et d'une préparation qui ont duré dix-huit mois. Des réviseurs compétents ont consacré de nombreuses heures à ce travail, puis le bill a été envoyé au conseil de la cité de Montréal qui l'a ensuite référé au comité spécial. Ce comité a siégé presque sans interruption de septembre 1898 jusqu'à l'ouverture de la session. Le comité spécial l'a ensuite retourné au conseil de Montréal, en proposant des changements. Le conseil a revu le bill et l'a retourné à la Chambre pour qu'il soit adopté. La Chambre a nommé un comité qui a étudié cette mesure pendant deux semaines et l'a retournée à la Chambre, jugeant que le bill devrait être adopté dans sa nouvelle version corrigée. Sauf de rares exceptions, le bill reçoit l'approbation du maire et du conseil de la cité de Montréal ainsi que de la majorité des citoyens qui portent un intérêt réel aux affaires de leur ville.

Les citoyens de toutes classes et de divers mouvements ont eu la chance d'exprimer leurs vues au comité et le projet qui a été soumis est le résultat de tous ces efforts combinés. Il faudrait que la Chambre trouve des arguments sérieux pour changer certains points de cette charte. Il n'y a aucun doute que c'est la propriété qui éventuellement écoppe du fardeau de la taxation. La majorité des

voteurs qui élisent les échevins sont des locataires et non des propriétaires. Ce changement proposé n'a pas provoqué de vive réaction. Ce bill est le fruit de la sagesse du conseil et l'expression des souhaits de la population de Montréal. Il dit à la Chambre que si ces vœux ne se réalisent pas, les conséquences pourront être plus graves que l'on pense. Il demande que chaque mesure du bill soit étudiée soigneusement. Il termine en demandant à la Chambre de respecter la décision presque unanime du conseil de la cité à ce sujet.

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Dit que cette question est ressassée sans cesse depuis dix ans et que 75,000 citoyens souhaitent que l'on retire cette exigence. Un échevin en a fait la demande. Il ne voit aucune raison d'exiger un bien-fonds d'un échevin, alors que l'on ne l'impose pas aux membres de cette Chambre ou de la Chambre des communes. Il insiste pour avoir un vote sur cette question.

L'amendement est rejeté.

Les clauses 29 à 35 sont adoptées.

Le comité étudie la clause 36.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose en amendement à cette clause qu'on retranche l'obligation qu'elle fait aux échevins et au maire de savoir lire et écrire. Il dit que plusieurs personnes qui n'ont pas cet avantage, ont cependant un excellent jugement, sont devenues des hommes d'affaires considérables, et qu'il n'y a pas de raison de les exclure du conseil.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Dit qu'un homme qui n'est pas capable de lire et d'écrire ne pourrait lire la charte et ne connaîtrait pas son devoir. De plus, il ne pourrait pas lire les ordres du jour, rédiger une motion et ignorerait ce qui se fait.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Dit que dans une ville de l'importance de Montréal, le maire et les échevins devraient au moins savoir lire et écrire.

L'amendement est rejeté.

M. E. LALONDE JR (Vaudreuil): Propose de biffer de la clause 36 la partie qui interdit la candidature à la mairie ou à l'échevinage de toute personne qui est ministre du gouvernement fédéral ou provincial. Il cite le cas du député de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent) qui est maire de Québec et en même temps commissaire des Terres, des Forêts et des Pêcheries. Il demande pourquoi le maire de Montréal ne pourrait pas occuper une fonction prestigieuse au service de son pays.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Dit que l'on sait très bien que le maire de Montréal ne souhaite pas cet amendement. (Le maire Préfontaine, présent en Chambre, fait signe qu'il approuve les remarques du député de Montréal no 5). De plus, il ne croit pas raisonnable que le maire de Montréal, qui reçoit un traitement de \$4,000 par année pour cette fonction, puisse être absent de la ville une bon-

ne partie de l'année pour s'occuper des affaires d'un ministère à Ottawa et recevoir un autre salaire de \$8,000.

L'amendement est rejeté.

Les clauses 36 à 251 sont adoptées sans discussion, exception faite d'une brève intervention du député de Montréal no 5 (M. R. Bickerdike).

Les clauses 252 à 299 sont adoptées avec de légers amendements.

Le comité étudie la clause 300. Cette clause concerne les pouvoirs de règlements de la cité.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose d'ajouter une section à cette clause de façon à ce que la ville puisse imposer l'obligation d'enlever les déchets à tout propriétaire ou occupant de tout immeuble et aussi à celui qui les aura déposés.

Adopté.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose d'ajouter une autre section à la clause 300 pour que la ville puisse réglementer ou défendre l'exhibition ou le port ou la distribution de bannières, placards, annonces et prospectus ou autres articles près ou sur les rues, allées, trottoirs et places publiques.

Adopté.

Le comité étudie la section 32 de la clause 300 qui se lit comme suit: "Pour assujettir à une licence et astreindre à des règlements ceux qui gardent ces chiens; pour empêcher les chiens d'errer ça et là, et pour en autoriser la destruction d'une manière sommaire".

M. P.-E. LEBLANC (Laval) Propose d'amender cette section de l'article 300 en ajoutant après le mot "chiens" les mots suivants "ou autres animaux".

Adopté

Le comité étudie la section 36 de la clause 300 qui se lit comme suit: "Pour supprimer ou réglementer les maisons de désordre ainsi que les maisons malfamées et de rendez-vous dans les limites de la cité".

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Proteste contre l'insertion des mots "ou réglementer" qui a été faite par le comité spécial de la charte de Montréal.

Il dit que l'adoption de cet amendement porterait atteinte à l'honneur de la Législature et de la cité de Montréal. Il espère que tous les honnêtes hommes de la Chambre se lèveront et rejeteront cet amendement. L'honneur et la sécurité de trois millions de femmes canadiennes sont en jeu. Il fera tout son possible pour faire rejeter cet amendement. Il ajoute qu'il regrette l'absence du député de Huntingdon (l'honorable G.W. Stephens) parce qu'il avait appuyé cet amendement devant le comité de la charte. Il propose donc de biffer les mots "ou réglementer".

L'HONORABLE J.J.E. GUERIN (Montreal no 6): Dit que plusieurs personnes ont fait beaucoup de publicité sur cette question. Il est surpris de voir que le député de Montréal no 5 (M. R. Bickerdike)

interprète de cette façon cette clause telle qu'amendée par le comité des bills privés. Ce dernier ne comprend pas la vraie signification de cette clause.

Le mot "réglementer" qui a été ajouté par ceux qui ont rédigé cet amendement n'exprime pas les vues des médecins qui ont voté pour son adoption. Ces derniers désirent protéger la santé publique par l'application de meilleures règles d'hygiène. Les trois médecins qui, avec lui, ont voté sur cette question l'ont fait pour éviter la propagation de la plus odieuse maladie que l'homme peut contracter. Lorsque l'on constate l'existence d'une maladie infectieuse, l'État doit, par son département de la santé, prévenir sa propagation. Les personnes atteintes doivent être isolées, mises en quarantaine et, pour ce faire, le département de la santé doit avoir l'autorité nécessaire pour agir. Le député de Montréal no 5 (M. R. Bickerdike) est très sévère lorsqu'il dit que personne ne peut voter à rencontre de sa motion. L'orateur continue en disant qu'il ne désire aucunement encourager ces maisons, et, à son avis, elles constituent un danger pour la santé publique. Il ne souhaite pas que l'on distribue des permis pour ces endroits, mais la ville devrait avoir le droit de prendre tous les moyens possibles pour prévenir la propagation de cette horrible maladie. De plus, est-il nécessaire de souligner que le code criminel relevé de la juridiction des autorités fédérales et que, par conséquent, il n'est pas de notre compétence de réglementer ces maisons. Les maladies contagieuses doivent toutes être traitées de la même façon c'est-à-dire en isolant les malades, et c'est tout ce que nous demandons. Il dit être convaincu que le député de Huntingdon avait exprimé une opinion sincère et il regrette qu'on ait cité ses propos en son absence. Si ce dernier avait été en Chambre, il aurait pu s'expliquer. Il souhaite que l'on ajoute une disposition qui autoriserait la ville à prendre toutes les précautions sanitaires relatives à la protection de la santé publique dans ces maisons.

Il propose en sous-amendement la rédaction suivante: "Pour supprimer et prendre les mesures hygiéniques nécessaires à l'égard des maisons de prostitution dans les limites de ladite cité.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Laisse entendre que si le député de Montréal no 6 retirait sa motion, la Chambre procéderait immédiatement avec cette clause.

Si la proposition de l'honorable député est acceptée, cela signifie un retour au système d'octroi de licences pour ces maisons. Tous les pays d'Europe, à l'exception de la France, ont modifié leurs lois à ce sujet; et même en France, les bonnes gens souhaitent la disparition de ces maisons et l'abrogation de ces lois. Comme le disait récemment monsieur Gladstone, personne ne peut justifier l'octroi de permis pour le péché; et si ceux qui l'approuvent n'ont pas de regrets, leurs enfants en auront.

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Répond qu'il ne s'agit pas d'accorder des permis à ces établissements. L'expression employée qu'aucun homme honnête ne peut voter en (faveur de cet amendement) lui répugne. D'autres médecins ainsi que lui-

même qui ont proposé une réglementation ont été à même de constater fréquemment tous les maux résultant du système actuel. Il est en faveur d'une inspection sanitaire pour prévenir la propagation de maladies graves.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Vous n'en voulez pas, mais vous leur accordez des permis quand même. C'est une distinction très subtile. Pour enrayer le mal, il faut les éliminer complètement. La seule façon d'enrayer le mal, c'est de le couper à la racine.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Demande au député de Montréal no 5 s'il s'objecte à l'inspection proposée dans l'amendement.

Il suggère de remplacer le mot "réglementer" par "inspecter". Ainsi, les maisons ne seraient pas reconnues, mais la ville aurait le droit d'y pénétrer et de procéder à l'inspection.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Je désire supprimer ces maisons, dit-il. Le conseil de ville et la majorité des citoyens désirent leur suppression. J'ai en main plusieurs lettres et télégrammes provenant de dames et d'autres personnes de Montréal qui le demandent aussi.

M. C.-S. CHERRIER (Laprairie): Dit qu'en accordant à Montréal le droit de réglementation, il ne croit pas que la ville doive octroyer des permis ou reconnaître ces maisons.

Il dit avoir appuyé la motion visant à réglementer ces maisons; mais depuis, il a reçu une pétition de la ligue des citoyens dénonçant cet amendement, et il est d'avis que ces personnes sont meilleurs juges que lui dans cette affaire, et c'est pourquoi il appuie le député de Montréal no 5.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Fait remarquer que le sous-amendement du député de Montréal no 6 n'a qu'une signification: octroyer des permis pour les dites maisons. Il demande aux députés de ne pas le faire. On procéderait à la nomination de plusieurs inspecteurs, et il demande à ses collègues de rejeter cet amendement.

Le sous-amendement du député de Montréal no 6 est adopté.

L'amendement du député de Montréal no 5 est ensuite adopté tel que sous-amendé.

Les sections 36 à 69 de la clause 300 sont ensuite adoptées.

Le comité étudie la section 70. Cette section donne la permission à la ville de construire des maisons de refuge ("work house") dans les limites de la ville, et de les administrer.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose d'ajouter les mots "ou ailleurs" après le mot "cité" de façon à donner à la ville le droit de construire ces maisons en dehors de ses limites si elle le désire.

Adopté.

Les sections 70 à 74 sont adoptées.

Le comité étudie la section 75 de la clause 300. Cette section concerne la fermeture des places d'amusement le dimanche.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose de biffer l'amendement fait par le comité de la charte de Montréal, amendement qui soustrait le parc Sohmer et le jardin zoologique à la loi générale de fermeture des établissements d'amusement le dimanche. La cité, dit-il, devrait avoir le pouvoir de fermer toute place d'amusement le dimanche.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Prétend que la cité devrait avoir le pouvoir de fermer le parc Sohmer le dimanche.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Dit que le pouvoir de la Législature est plus grand que celui de la ville, et la Législature a permis aux jardins zoologiques d'ouvrir le dimanche, donc la ville ne pourrait les arrêter. Il dit que la ville devrait avoir le pouvoir de fermer le parc Sohmer le dimanche.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): En ce qui concerne cette section telle qu'elle a été amendée, la ville de Montréal n'a pas le pouvoir de fermer toutes les places d'amusement, même si on y constatait des faits répréhensibles. Cependant, il doit admettre que dans la mesure où il est renseigné il n'y a pas d'objection à permettre l'ouverture du jardin zoologique le dimanche.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Le Parlement, dit-il, a accordé certains privilèges au parc Sohmer. Mais, si l'on prévoyait des actes répréhensibles, il est entendu que les règlements de la police permettraient de les éviter. Et, quant à lui, sa religion ne lui défend pas d'avoir des distractions saines le dimanche.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Ni la mienne, dit-il.

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Regrette de ne pas avoir la même opinion que le dernier orateur. Il a proposé cet amendement en comité et il sait que plusieurs groupes de Montréal souhaitent la disparition du parc Sohmer. Quelle objection peut-on avoir à ce que la classe laborieuse ait des loisirs sains le dimanche? Le député de Montréal no 5 semble être le représentant de ces gens qui sont en minorité. Il ne voit aucun mal à ce que les gens puissent avoir des loisirs sains le dimanche, surtout la classe ouvrière qui n'a pas le temps de fréquenter les théâtres, ni d'avoir d'autres loisirs en semaine. Il fait remarquer qu'aucune plainte n'a été reçue à ce sujet. Et ceux susceptibles de porter des plaintes seraient probablement cette minorité de citoyens qui ont le temps et les moyens de se divertir pendant la semaine.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Admet que le parc Sohmer est tenu d'une façon impeccable. Mais il est sage, dit-il, de penser à l'avenir et de ne pas lier la cité avec une question aussi importante, il ne veut pas imposer ses vues à la Chambre ou à la population de Montréal. Mais si le maire et le conseil ont demandé le pouvoir d'établir un règlement sur cette question qui devra être soumise à la popula-

tion de Montréal, et que la population désire l'interdiction de représentations le dimanche, il faudra alors leur accorder ce droit. Il regrette de constater que le représentant de Montréal no 1 ait traité ce sujet de cette façon. Il croit qu'aucune classe de Montréal ne s'objecte à ce que la population s'amuse sainement. Le parc Sohmer a des droits acquis qui doivent être protégés. Mais il faudrait ajouter à l'article tel que rédigé à l'origine une clause assurant cette protection. Il est convaincu que personne désire retirer au conseil son droit de fermer d'autres places d'amusement s'il le juge à propos. Les députés de cette Chambre, dit-il, ne désirent sans doute pas que Montréal devienne une foire le dimanche comme l'est Chicago.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Est du même avis que le député de Montréal no 4.

L'HONORABLE J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Fait remarquer qu'il existe plusieurs façons de s'amuser le dimanche. On ne doit pas songer seulement au parc Sohmer. Il existe d'autres loisirs, tel que le base-ball et il est d'avis que l'on ne doit pas interdire tous ces loisirs. Cette clause a pour but d'interdire toutes formes de loisirs le dimanche, et c'est un geste très puritain. Plusieurs personnes ne disposent que du dimanche pour se divertir et il n'y voit aucune objection. Il est d'accord pour que la cité possède tous les pouvoirs pour légiférer et il appuiera cette clause telle qu'amendée.

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Approuve les remarques du député de Montréal no 6.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit que cette clause veut simplement donner à la ville le droit d'établir certains règlements si cela devenait nécessaire.

L'amendement est rejeté.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose de supprimer la disposition relative au parc Sohmer. Il demande le vote.

L'amendement est rejeté.

La section 90 relative au pouvoir d'établir des abattoirs en dehors de la cité est amendée. Il a été ajouté à cette section qu'il faudrait obtenir le consentement des municipalités où seraient créés ces abattoirs.

Le comité étudie la section 95 qui se lit comme suit: "La cité pourra obliger tout propriétaire d'immeubles dans la cité à poser une ou des valves de sûreté pour le drainage de ces immeubles".

M. P.-E. LEBLANC (Laval) Propose d'ajouter les mots suivants à cette section: "dans toutes les bâtisses qui seront construites à l'avenir".

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

À six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures

Chemins de fer

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 6 (l'honorable J.J.E. Guerin), que demain, à la prochaine séance, cette Chambre se formera en comité pour considérer certaines résolutions concernant le délai dans lequel les travaux sur certains chemins de fer doivent être complétés, et concernant certains subsides de chemins de fer.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (bill M) intitulé: "Loi amendement l'article 26 des statuts refondus, pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Introduction de bills:

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. N. Garneau), que le bill (bill M) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendement l'article 26 des statuts refondus" soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

Charte de Montréal

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 59) revisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

En comité:

Une discussion d'ordre technique s'élève au sujet de la section 95 de la clause 300.

Le comité étudie la clause 304. Cette clause prévoit un droit d'appel sur l'illégalité des règlements.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon). Fait quelques remarques sur cet article.

Le comité étudie la clause 308 qui se lit comme suit: "Nulle objection à la forme ou omission de quelque formalité, même impérative, n'est admise dans aucune action, poursuite ou procédure se rapportant à des matières municipales dans lesquelles la cité est concernée, à moins qu'il n'y ait une injustice réelle à rejeter cette objection."

Les mots "même impératif" sont biffés par un amendement.

Le comité étudie la clause 45.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose de réintroduire la clause 45 qui a été biffée par le comité spécial de la charte de Montréal.

Cette clause se lisait comme suit: Le droit d'avoir son nom inscrit sur la liste des électeurs est accordé.

au président de toute compagnie ou association, dûment constituée en corporation dans un but de commerce ou d'industrie, et inscrite sur le dernier rôle d'évaluation en vigueur comme propriétaire d'un immeuble dans la cité, estimé suivant le rôle d'évaluation à \$100,000 ou plus ou comme locataire en vertu d'un bail, d'un entrepôt, comptoir, magasin, bureau ou place d'affaires dans la cité, estimé, suivant le rôle d'évaluation, à \$100 ou plus. Tout électeur ainsi inscrit sur la liste est soumis aux mêmes dispositions que tout autre électeur.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Appuie les propos du député de Montréal no 5.

La proposition est rejetée.

Le comité étudie l'article 345: Cet article qui a été rayé par le comité de la charte de Montréal, a pour but de limiter la durée des débentures ou obligations à 40 ans avec fonds d'amortissement.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose de réintroduire cet article dans la charte.

La proposition est rejetée.

Le comité étudie la clause 352 qui concerne rémission de nouvelles obligations.

M. P-E. LEBLANC (Laval): Propose de laisser cette clause en suspens pour le moment, en attendant qu'il y ait plus de députés en Chambre.

Adopté.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Proteste contre la continuation de l'étude de ce bill, parce que la Chambre ignore les amendements adoptés en comité. On n'a distribué que trois ou quatre copies des amendements et la plupart des députés ne savent pas sur quoi ils votent.

Le comité étudie la clause 361 qui détermine les immeubles sujets à la contribution foncière et définit ce que comprend un "immeuble".

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Désire faire retrancher la partie de cette clause qui prévoit la taxation des machines et de l'outillage des établissements industriels, comme faisant partie des immeubles. Il propose de retrancher les mots "des machines ou autres choses fixées ou attenantes à un bâtiment ou terrain de manière à en faire partie".

L'HONORABLE J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Appuie l'amendement. Il dit que tout fardeau imposé aux industries manufacturières aurait un effet néfaste pour les intérêts de la cité.

M. A. PLANTE (Beauharnois): Dit que l'on ne devrait pas menacer le développement industriel de Montréal en taxant la machinerie.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Pense qu'il ne faut pas agir de façon à éloigner les manufacturiers. Plusieurs personnes ont déclaré que la cité de Montréal commettrait une grave erreur en taxant la machinerie d'un industriel en plus de son industrie. Ces industries amènent à Montréal un grand nombre d'ouvriers, leur procurent un emploi et leur permettent de dépenser leur argent dans la ville.

M. P-E. LEBLANC (Laval): Dit que la loi commune considère la machinerie comme un immeuble lorsqu'elle est installée dans une usine.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Parle dans le même sens.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Dit que la clause devrait être plus explicite.

L'amendement est rejeté.

(Une femme s'évanouit dans la galerie des députés, en poussant un cri. Les travaux sont perturbés durant quelques secondes. On continue ensuite l'étude de la clause 361.)

M. P-E LEBLANC (Laval): Est d'avis qu'on devrait inclure dans cette clause, les tramways, les poteaux, les fils et les rails. Il dit que les tramways font aussi partie du système.

Il propose d'ajouter le mot "chars" après le mot "soit" pour pouvoir taxer le matériel roulant de la compagnie des chars urbains.

UNE VOIX: Pourquoi ne pas taxer également les "motormen"?

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Dit que ce n'est pas juste de taxer les tramways, car ce sont des voitures comme les autres.

L'amendement est rejeté.

M. P-E. LEBLANC (Laval): Propose de laisser cette clause en suspens.

Cette dernière proposition est adoptée.

La clause 363 est laissée en suspens.

Le comité étudie la clause 364 qui concerne la taxation des banques, des dividendes, etc.

M. P-E. LEBLANC (Laval): Demande que cette clause soit suspendue jusqu'à demain, alors que les parties intéressées seront présentes.

UNE VOIX: Non.

M. P-E. LEBLANC (Laval): Insiste.

La clause est laissée en suspens.

La clause 370 est laissée en suspens.

Le comité étudie ensuite les clauses concernant les évaluateurs.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon) et MM. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges), P-E. LEBLANC (Laval), H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Prennent part à cette discussion.

Ces clauses sont adoptées sans amendement.

Les clauses 421 à 454 concernent les expropriations.

M. P-E. LEBLANC (Laval): Propose que ces clauses soient laissées en suspens.

Cette proposition est adoptée.

Le comité étudie l'article 537 qui concerne le délai à respecter pour prendre action contre la ville à l'occasion d'accidents causant des dommages ou des blessures.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Demande que la clause 537 soit biffée. Il dit qu'il est souvent impossible de donner un avis dans 8 jours. Il demande que l'ancienne loi demeure telle qu'elle était, avant que la nouvelle charte soit préparée.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Parle contre l'extension du délai.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Répond que cette clause a été rédigée pour éviter de nombreux abus. Souvent la ville a été avertie d'une chute sur trottoir l'été, quand l'accident avait eu lieu le printemps. La ville était condamnée parce qu'elle ne pouvait faire sa preuve. Avec un avis de huit jours, les experts pourront examiner les lieux. Il est d'avis que dans des cas de dommages à la personne, le délai d'avis pourrait être prolongé. Mais dans les cas de dommages à la propriété, l'avis doit être envoyé immédiatement pour permettre à la ville d'envoyer des inspecteurs. Il dit que cette clause est le fruit de plusieurs années d'expérience. À tous les printemps, des caves sont inondées et les parties prennent action contre la ville et emmènent des témoins. La cité peut alors difficilement évaluer les dommages. On trouve cette disposition dans tous les contrats et elle n'appartient pas uniquement à la "Common Law." Les compagnies d'assurance ont des clauses semblables dans leurs contrats et si la personne qui a subi des dommages ne donne pas d'avis dans un délai fixé elle perd tous ses recours. L'entente entre la ville et les citoyens est du même type qu'entre la compagnie et rassuré. À l'origine, on avait prévu un délai de quarante-huit heures. Puis, on l'a prolongé à huit jours et ensuite on a autorisé le tribunal à accorder un délai plus long dans certains cas où la victime n'avait pas la possibilité de respecter le délai de huit jours. En ce qui concerne les accidents à la propriété, le délai de huit jours est amplement suffisant. Même quarante huit heures peut suffire.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Demande que la question soit laissée à la discrétion des juges.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Dit qu'il pensait d'abord que le délai était trop court, mais qu'il a été convaincu que cette clause est bonne par les propos du député de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater).

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Parle dans le même sens que l'orateur précédent.

M. A. PLANTE (Beauharnois): Propose que le délai pour donner avis, dans le cas de dommage ou blessure, soit porté à quinze jours.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Préférerait un délai de huit jours dans le cas de dommage à la propriété.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit, à ce sujet, qu'à Québec le propriétaire qui est responsable pour l'enlèvement de la neige est aussi responsable des accidents.

L'amendement du député de Beauharnois est adopté.

La clause est ensuite adoptée.

Le comité étudie la clause 547 qui concerne le parc Mont-Royal.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): S'oppose à la clause introduite par le député de Montréal no 6 (l'honorable J.J.E. Guerin) au comité de la charte de Montréal et qui donne la permission de poser des poteaux et des fils électriques dans le parc Mont-Royal. Il propose de remettre cette clause dans sa forme originale qui se lit comme suit: "La cité conservera et maintiendra à perpétuité comme parc public toute l'étendue du parc Mont-Royal, d'après ses limites actuelles, et le conseil ne pourra aliéner aucune partie dudit parc pour qu'il y soit exercé des droits, privilèges ou franchises d'une nature spéciale, et le conseil ne permettra pas non plus qu'il y soit posé, par une personne ou corporation, des rails, poteaux, fils conducteurs ou appareils électriques pour des fins de vapeur, d'électricité ou de traction, nonobstant tous pouvoirs spéciaux d'expropriation ou autre conférés par un statut général ou spécial à la cité de Montréal, ou à une personne, municipalité ou corporation quelconque, sauf en autant que tel statut spécial dérogera expressément aux dispositions du présent article".

Il n'est pas contre les tramways, mais les femmes et les enfants vont dans ce parc pour respirer l'air frais. De plus, il a reçu des douzaines de pétitions de la Chambre de commerce, de la "Good Government Association" et d'autres, demandant d'interdire le tramway. Il soutient que la majorité des citoyens de Montréal favorisent la préservation du parc de toute intrusion. Les riches et les pauvres partagent cet avis. Il ne connaît pas d'autre ville dans le monde entier qui possède un parc d'une aussi grande beauté. La population désire conserver intact ce site majestueux. En adoptant cette attitude, il songe avant tout aux intérêts de la cité. Le tramway pourrait se rendre jusqu'à l'entrée du parc, mais pas plus. On doit aussi éviter les accidents. À sa connaissance, aucun pays au monde tolère la circulation de tramways à l'intérieur de ses parcs publics. Il est peut-être le député de la Chambre qui favorise le plus l'usage des tramways, mais il souhaite les voir circuler seulement jusqu'à l'entrée principale, ainsi il se produira moins d'accidents.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Est d'accord pour ne pas encombrer les avenues; mais il pense à la possibilité de laisser passer les tramways par des entrées secondaires, de façon à ne pas obstruer lesdites avenues. Ceci faciliterait l'accès du parc, surtout le dimanche, alors que la population démunie s'y rend en grand nombre. Ceux qui possèdent des moyens de transport peuvent s'y rendre, mais pas les pauvres.

L'HONORABLE J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Croit que la disposition qui dit qu'aucune franchise ne sera octroyée que sur le vote des deux tiers du conseil est suffisante pour la protection du parc. La ville ne peut aliéner aucune partie du parc, mais elle peut avoir le droit de permettre des moyens de transports.

Le parc est un des plus beaux endroits au monde. Les gens en santé peuvent marcher, les riches ont des moyens de locomotion, mais les petits enfants et les pauvres gens qui doivent marcher trouvent le parc difficile d'accès.

Il désire que les pauvres obtiennent toutes les facilités de fréquenter le parc. Les chars pourraient venir par le chemin de la Côte-des-Neiges et entrer par le cottage du gardien du parc. Cela ne menacerait pas la vie des enfants.

Il répète tous les arguments qu'il a déjà énoncés au comité spécial de la charte de Montréal.

M. A. PLANTE (Beauharnois): Parle en faveur de l'amendement. Il regrette d'avoir voté le changement de la clause au comité de la charte de Montréal.

Il soutient que l'on ne favorise pas la classe pauvre en adoptant cet amendement qui ouvre les portes du parc du Mont-Royal aux compagnies de tramways. La sécurité de la population serait en danger et cet argument pèse beaucoup plus que tous les avantages que l'on peut invoquer en faveur des tramways. Il ne faut pas laisser les tramways pénétrer dans le parc. Lorsqu'il était étudiant, dit-il, il allait souvent se balader dans le parc le dimanche après-midi. Il croisait non seulement des personnes riches, mais aussi des pauvres. Les tramways gâcheraient la beauté des lieux. Les grandes villes d'Europe ne tolèrent pas de tramways à l'intérieur de leurs parcs. Ces parcs sont consacrés aux loisirs de la population qui s'y rend pour se détendre et apprécier le soleil et l'air pur.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit qu'il ne peut accepter cet amendement sans exprimer ses vœux. Cet amendement exprime fidèlement les vœux de la charte. Une bonne partie de la population ainsi qu'une association qui groupe des dames en vue de Montréal qui s'occupent d'œuvres de charité ont demandé que ce parc magnifique ne devienne pas un danger public et que la population pauvre puisse en jouir dans le calme. Il souligne que l'Association pour la protection du parc, qui s'oppose à toute forme d'invasion dans ce parc, groupe des gens qui ont à cœur les intérêts de la classe ouvrière. La population pauvre n'a jamais demandé d'avoir des tramways. Trois chemins conduisent au parc. En prenant l'avenue du Parc, les gens peuvent se rendre à son entrée. Les gens de Griffintown et de Pointe-Saint-Charles peuvent prendre la rue Guy. Les tramways gâcheraient la beauté du parc et constitueraient un danger. Aucun parc au monde n'accepte la circulation de véhicules autrement que sur l'encaissement. Il est d'accord avec le député de Beauharnois et le député de Montréal no 5 et il espère que la Chambre ne passera pas outre aux vœux du conseil et de la population de Montréal.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit que l'entrée des tramways dans le parc rendrait ce lieu peu agréable à la vue, et dangereux.

L'amendement est adopté et la clause 547 est remise dans son état original.

Le comité étudie la clause 566a qui autorise la ville de Montréal à contribuer au prolongement de ses rues dans les municipalités adjacentes.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Déclare que ce serait la plus monstrueuse tentative faite aux dépens d'une municipalité. Il propose que cette clause soit biffée.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Parle dans le même sens. Il suggère au député de Huntingdon d'ajouter dans sa révision du code municipal, une disposition stipulant que les municipalités adjacentes à Montréal voient à l'entretien de leurs rues.

M.R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Dit que l'on peut facilement constater, en visitant Montréal à cette période de l'année, que l'entretien des rues est un grave problème pour la cité. Comment pourrait-elle alors contribuer à l'entretien des rues des autres municipalités?

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Répète les arguments déjà avancés par lui au comité de la charte de Montréal, en faveur de cette clause.

M. P.-E. LEBLANC (Laval) et M. A. PLANTE (Beauharnois): Parlent en faveur de la proposition du député de Huntingdon (l'honorable G.W. Stephens).

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Parle contre cette proposition.

La proposition est adoptée et la clause est biffée.

Le comité étudie la clause 565.

M. C. DORRIS (Napierville): Propose qu'on ajoute à cette clause une section ayant pour but d'empêcher la cité d'imposer des permis plus élevés sur les marchés.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose qu'on diffère cette question jusqu'à ce que celle du marché Bonsecours soit prise en considération.

La clause est laissée en suspens.

Le comité étudie la clause 566 qui concerne les droits acquis.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose de biffer l'ajout à la clause 566 adopté par le comité spécial à l'effet "que rien de contenu dans cette loi ne sera interprété comme permettant à la cité de violer aucune des obligations qu'elle a prises par contrat ou d'affecter des droits acquis."

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Fait remarquer que la clause sauvegardant les droits acquis a été adoptée après ample discussion et sur promesse faite à toutes les parties que la nouvelle charte respecterait les engagements pris antérieurement.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Appuie la proposition. C'est une insulte à la cité de Montréal

qui n'a jamais eu l'intention de manquer à ses obligations ou de violer des droits acquis.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon):
Demande le vote.

L'amendement est rejeté.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Annonce qu'il a donné un avis de motion afin d'ajouter une clause au bill à l'effet qu'à l'avenir le conseil de ville de Montréal pourra en tout temps, sur le vote des deux-tiers de ses membres amender sa charte sans être obligé de venir devant la Législature.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon):
Dit qu'il vaudrait mieux que ce soit par un vote majoritaire. Disons par une faible majorité.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Qu'il soit fait selon les désirs de l'honorable député.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Travaux de la Chambre

Après quelque discussion à savoir si la Chambre devait entreprendre l'étude d'autres bills, il est finalement décidé d'ajourner. Il est convenu que la Chambre se formera de nouveau en comité général pour l'étude du bill (bill no 59) de Montréal demain après-midi.

La séance est levée à minuit.

Séance du 28 février 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Rapports de comités:

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 123) concernant la succession de feu Charles Lamothe, et trouve que le préambule n'est pas prouvé, vu que les raisons données à l'appui de la mesure n'ont pas été jugées suffisantes.

Votre comité recommande respectueusement qu'à l'avenir les officiers en loi soient requis, en même temps qu'ils feront rapport si les bills soumis à cette Chambre et à ses comités rencontrent les conditions voulues, de faire rapport sur le mérite de chaque bill.

Votre comité désire aussi recommander que le paragraphe 3 de l'article 58 des règles de cette Chambre soit amendé, en remplaçant les mots "huit jours" dans la deuxième ligne, par les mots "vingt jours" de telle sorte qu'un exemplaire du bill soit déposé entre les mains du greffier vingt jours avant l'ouverture de la session, au lieu de huit jours, comme la règle l'exige maintenant.

Succession C. Lamothe

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. E. Blanchard), que le bill (bill no 123) concernant la succession de feu Charles Lamothe soit de nouveau renvoyé au comité permanent des divers bills privés, avec instruction d'en reconsidérer le préambule, de l'examiner généralement et de faire rapport.

Adopté.

Village de Verdun

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose que le bill (bill no 49) concernant le village de Verdun soit lu pour la troisième fois.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose que ce bill ne soit examiné qu'après l'adoption du bill de Montréal.

Cette dernière proposition est adoptée.

Charte de Montréal

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 59) revisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie la clause 7 concernant la limite des quartiers.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose de changer des délimitations du quartier est, attendu que, tel qu'il est aujourd'hui, depuis la construction de la gare de la Place Viger, il ne compte pas 300 électeurs municipaux, tandis que certains quartiers contiennent jusqu'à 7,000 électeurs. Il propose donc d'agrandir les limites de ce quartier de manière à lui faire compter environ, 1,500 électeurs.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Dit que la position des quartiers est, ouest et centre est très spéciale. Bien que ces quartiers ne soient pas très étendus, ils comptent, parmi leurs électeurs, un bon nombre de citoyens des plus importants de Montréal. Il dit que la délimitation donnée dans la charte est la conséquence d'un compromis avec les partisans de la suppression complète du quartier. C'est le meilleur compromis possible. Les échevins qui représentent ces quartiers exercent des fonctions judiciaires. Ils ne recherchent rien pour leurs électeurs et peuvent par conséquent être impartiaux dans leur appréciation des demandes faites par les échevins en faveur d'autres quartiers. Les quartiers centre, est et ouest, n'ayant plus besoin d'améliorations, les échevins de ces quartiers sont comme les juges des besoins des autres quartiers.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Est d'avis qu'il est dans l'intérêt du quartier est que cet amendement soit adopté. Pour les gens de l'est, l'existence de leur quartier est nécessaire et si la délimitation de ce quartier est restreinte et qu'il ne compte que 300 voteurs, il sera absorbé. D'ailleurs, passer la clause telle qu'elle existe actuellement serait sanctionner une bourde, car la rue Perthuis, indiquée comme limite, n'existe pas. Il parle d'obstruction et menace ses collègues d'ameuter la presse et de faire siéger la Chambre longtemps.

DES VOIX: Ce sera une autre bourde.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Souligne certains inconvénients qu'entraînerait l'adoption de cette motion en ce qui a trait aux numéros du cadastre. Cette proposition a déjà été présentée et le conseil l'avait rejetée par un vote unanime. L'erreur de mettre la rue Perthuis comme limite serait corrigée en la remplaçant par la rue Lacroix.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Est d'accord avec le député de Laval (M. P.-E. LeBlanc) qu'il existe un grand danger de voir disparaître tout le quartier est. Mais on pourrait y remédier en y annexant le quartier centre.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): N'est pas de cet avis.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit qu'il faudrait réunir le quartier est à celui du centre ou Sainte-Marie. Le quartier est a une superficie de 57 acres, le centre en a 42, ce qui fait un total de 99. Le quartier Saint-Laurent en a 301, Saint-Denis 720, et Hochelaga 1230. Il est d'avis qu'avec des superficies aussi disproportionnées, il n'est pas juste que ces quartiers aient le même nombre de représentants.

L'amendement est rejeté.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): S'oppose encore à la clause 7 et insiste pour prendre un autre vote avant d'admettre que cette clause soit adoptée.

UNE VOIX: À l'ordre.

Trois autres votes sont pris et la clause est finalement adoptée. On remplace la "rue Perthuis" qui n'existe plus par la "rue Lacroix".

Le comité étudie la clause 352a qui se lit comme suit: "La cité est autorisée à se procurer par emprunt spécial, un montant suffisant pour la construction de halles ou d'abris convenables pour tenir le marché, attenants au marché Bonsecours ou en tout autre endroit central de la cité. Ces constructions devront être terminées dans deux années de la date de la sanction de cette loi".

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Est d'avis que la ville devrait avoir non seulement le droit, mais l'obligation d'agrandir le marché Bonsecours, en expropriant immédiatement les propriétés près du marché. Il dit que ce qu'il demande, il le demande dans l'intérêt des cultivateurs.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): S'élève contre tout projet d'élargissement du marché Bonsecours en achetant les terrains environnants dont l'expropriation entraînera des frais considérables. Il dit qu'il est en faveur de la clause telle qu'introduite par le député de Terrebonne (M. G.-A. Nantel) au comité spécial de la charte de Montréal, puisque cette clause est très favorable aux fermiers. Elle rencontre les vues de la communauté agricole et stipule que les améliorations nécessaires devraient être faites d'ici deux ans et qu'il revient à la ville de déterminer le montant de l'emprunt. L'élargissement du marché Bonsecours entraînera des dépenses de plus d'un million de dollars, et si ces travaux sont exécutés, les cultivateurs devront payer plus cher. Il est en faveur d'avoir le marché au Champ de Mars dont le loyer coûte à la cité de Montréal un dollar par année. La cité pourrait construire des abris pour les attelages de chevaux des gens qui viennent au marché. De plus, il faudrait ouvrir une nouvelle rue entre la palais de justice et l'hôtel de ville. Tous ces travaux coûteraient au plus \$200,000 au lieu d'un million et plus; les installations seraient plus adéquates et les frais payés par les fermiers suffiraient à rembourser ces dépenses.

Si l'amendement du député de Jacques-Cartier est adopté, les fermiers vont constater qu'ils n'obtiendront jamais satisfaction à leurs demandes. Il dit que les rues de la ville sont congestionnées. Si cela était nécessaire, la ville pourrait adopter un règlement obligeant les fermiers et les commerçants du marché à entrer par la rue Gosford et à sortir par la rue Saint-Gabriel. Il ajoute que le député de Jacques-Cartier voulait favoriser certains propriétaires de la rue Saint-Paul.

M. C.-S. CHERRIER (Laprairie): Dit que la clause 352a est trop vague puisqu'elle ne désigne pas un site ou des sites parmi lesquels on peut choisir. Il est

aussi en faveur du Champ de Mars. Il souhaite que les fermiers puissent avoir toutes les installations nécessaires, et cela en causant le moins d'ennuis possible à la ville.

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Défend son point de vue et nie tout désir de favoriser certains propriétaires. Il dit que le député de Laval (M. P.-E. LeBlanc) est en faveur d'un marché accessible aux fermiers de son comté. Cependant, ses intérêts comme propriétaire dans Montréal influencent son choix. Pour sa part, il déclare favoriser l'élargissement du marché Bonsecours. Ce sont les fermiers du comté de Jacques-Cartier, ainsi que ceux de Laval et de tous les comtés avoisinants de Montréal qui le demandent. Il demande à la Chambre de protéger les fermiers que lui-même et la majorité des députés représentent.

Il désire que l'amendement du député de Vaudreuil (M. E. Lalonde, jr) soit étudié avant le sien.

M. LE PRÉSIDENT (M. C. Langelier, Lévis): Attire l'attention sur le fait qu'il n'y a aucune proposition formelle devant le comité.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Suggère de biffer la clause 352a. Tout le monde est d'avis que les cultivateurs ont besoin de meilleures installations. On ne leur accorde pas l'attention qu'ils méritent. Par contre, nous avons à étudier les demandes de certains spéculateurs qui aimeraient bien voir leurs propriétés, situées près du marché Bonsecours, expropriées au double de leur valeur réelle.

Le coût total de l'expropriation ainsi que la construction d'une nouvelle bâtisse coûteraient au moins un million de dollars. Mais nous avons aussi la chance d'offrir aux fermiers des installations convenables au Champ de Mars pour une somme de \$3,000. Et si l'on jugeait à propos d'y construire une vaste salle pour le marché, il en coûterait au plus \$200,000.

Le Champ de Mars offre beaucoup plus d'avantages que le marché Bonsecours en ce qui concerne les installations. De plus il est beaucoup plus vaste et plus facile d'accès.

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Demande si le député de Huntingdon sait que le gouvernement fédéral réserve le Champ de Mars à des fins militaires.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit que la cité de Montréal a la jouissance à perpétuité du Champ de Mars pour un loyer nominal de \$1.00 par année. Il en coûterait de deux à trois mille dollars pour convertir la partie est du Champ de Mars en place de marché, et cela sans nuire aux troupes.

M. E. LALONDE JR (Vaudreuil): Désire que la clause 352a soit biffée et remplacée par la suivante: "D'ici au 1er janvier 1900, la ville de Montréal pourvoiera à des constructions ou hangars convenables au marché Bonsecours. ou à l'expropriation des propriétés comprises entre les rues Bonsecours.

Saint-Paul, le carré Jacques-Cartier et le prolongement de la rue Leroyer, payant pour ces propriétés la valeur que leur attribue le rôle d'évaluation avec une augmentation de 25 pour cent.

La ville de Montréal est autorisée à emprunter \$500,000 pour faire face à ces expropriations et constructions, mais cet emprunt ne pourra être que pour 40 ans avec intérêt à 4 p.c."

Il ne croit pas que le Champ de Mars soit l'endroit propice pour y installer un marché. Quant à l'élargissement du marché Bonsecours, les personnes possédant des propriétés devant être expropriées, accepteraient le montant équivalant à la valeur attribuée par le rôle d'évaluation plus 25 pour cent.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit qu'il ne peut donner son accord à une motion qui imposera à la ville des obligations qu'elle ne désire pas et qu'elle n'a pas les moyens d'assumer. Les députés qui ont proposé et appuyé la motion savent fort bien qu'à l'heure actuelle, Montréal a plus d'obligations que de moyens financiers pour les respecter. Il n'a jamais prétendu que la ville ne devait pas fournir des installations adéquates aux fermiers; mais il ne croit pas que le conseil de la cité de Montréal cherchera à priver les fermiers de leurs droits; c'est le conseil de ville qui devrait déterminer l'endroit où le marché devrait être placé et la façon de réaliser ce projet. Veut-on forcer Montréal à acheter un certain terrain qui n'intéresse personne, à un prix exorbitant; dans le seul but d'aménager un marché qui n'aurait pas la qualité de celui que l'on pourrait installer à différents endroits de la ville que je pourrais citer?

Cette façon d'agir est injuste et les députés ruraux qui cherchent à l'imposer à la ville contre son gré, en invoquant les intérêts de leurs électeurs, regretteront leur geste s'ils gagnent leur point. Ils constateront que leur décision n'appuie pas les intérêts de leurs électeurs. Non seulement le marché Bonsecours n'est pas l'endroit idéal pour un marché de la sorte mais c'est le pire site, du fait qu'il n'attire pas la meilleure clientèle. Il fut un temps où le marché Bonsecours était situé au centre de la ville. Mais ce temps est révolu et, aujourd'hui, ceux qui fréquentent le marché sont principalement les grossistes qui achètent les produits des fermiers pour les revendre.

Il vante ensuite les avantages qu'offre le Champ de Mars comme place de marché. Ce terrain n'est plus utilisé pour les parades militaires. Le parc Logan et le "Fletcher's Field" servent maintenant pour les parades et le manège militaire offre toutes les installations nécessaires à la milice. Si le marché était installé au Champ de Mars ou plus au nord de la ville, les fermiers feraient de meilleurs profits en vendant directement leurs produits aux maîtresses de maison. Il ne croit pas que les fermiers désirent ce changement. Il croit plutôt que ce sont des propriétaires qui sont intéressés, puisque cet amendement propose l'expropriation de maisons. Il propose de biffer de la clause 352a "l'obligation d'effectuer ces améliorations d'ici deux ans". Il ne s'objecte pas cependant à la partie de la clause qui stipule que la cité doit fournir l'argent nécessaire à l'aménagement d'installations convenables.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): S'oppose à la motion du député de Vaudreuil (M. E. Lalonde, jr) et déclare que la ville n'a pas les moyens de faire les dépenses que propose cet amendement.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Appuie les propos du dernier orateur. Il n'est pas de ceux qui croient que le conseil de la cité de Montréal ne compte aucun honnête homme. Il est d'accord pour laisser au maire et au conseil le soin de déterminer l'endroit où seront logées les installations nécessaires aux fermiers, les moyens à prendre pour y arriver et la date à laquelle ces locaux seront disponibles. Les fermiers sont en droit d'exiger des installations additionnelles, et l'on peut faire confiance au conseil de la cité pour leur procurer. Actuellement, les finances de la ville sont au même point que celles de la province: nous payons tellement d'intérêts que les revenus ne suffisent pas à couvrir les dépenses. Il est donc absurde, après avoir restreint les pouvoirs d'emprunt du conseil, de lui imposer un fardeau additionnel. Il favorise la suppression de la clause 352a qui a été ajoutée en comité et suggère que la motion du député de Vaudreuil mentionne plutôt le pouvoir d'exécuter ces travaux au lieu de l'obligation.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Favorise cette clause, sauf si elle force la ville à exécuter ces travaux dans un temps spécifique.

L'amendement du député de Vaudreuil est rejeté.

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Propose un autre amendement. Il s'agit de modifier la clause en commençant la rédaction comme suit: "La cité devra pourvoir à l'agrandissement du marché Bonsecours et à cette fin est autorisée..."

MM. A.W. ATWATER (Montréal no 4), P.-E. LEBLANC (Laval) et H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Se prononcent contre l'amendement.

L'amendement étant mis aux voix, il y a égalité.

M. LE PRÉSIDENT (M. C. Langelier, Lévis): Se prononce contre l'amendement.

L'amendement est rejeté.

M. C. DORRIS (Napierville): Propose un amendement ayant pour but de forcer la ville à agrandir le marché Bonsecours sans avoir le droit de choisir un autre emplacement. À cet effet, il s'agit de biffer les mots "ou en tout autre endroit central de la cité" de la clause 352a.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Soulève un point d'ordre, disant que si cet amendement est adopté, le comité serait en contradiction avec lui-même, puisque cette motion a pour effet de renverser la décision qui vient d'être prise par le comité.

L'amendement est rejeté.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose d'amender la clause en rédigeant ainsi le commencement de cette clause: "La cité est autorisée et devra se procurer..."

Cette motion est déclarée hors d'ordre.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Documents:

Colonisation au Lac-Saint-Jean

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de cette Chambre, du 10 février 1899, pour un état détaillé indiquant le montant d'argent de colonisation dépensé depuis le 1er juillet dernier, dans le comté du Lac-Saint-Jean; ainsi que copie des listes de paye du conducteur de travaux. Et Coulombe, et des instructions à lui données. (Document de la session no 67)

Pont sur la rivière Saint-Jean, à Douglastown, Gaspé

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de cette Chambre, du 23 février 1899, pour copie de toute correspondance échangée, et de tout rapport fait depuis le mois de décembre 1897, relativement à la continuation et à l'achèvement des travaux exécutés au pont jeté sur la rivière Saint-Jean, à Douglastown, Gaspé. (Document de la session no 68)

Congrès de colonisation de Montréal

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de cette Chambre, du 23 février 1899, pour copie de toute communication, requêtes, rapports et projets de loi suggérés, se rapportant au dernier congrès de colonisation tenu à Montréal. (Document de la session no 69)

Reine vs Mussen

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de cette Chambre du 22 février 1899, pour copie de tous documents, de toute correspondance, toutes dépositions, tous mandats et jugements, survenus en une cause de la reine contre Mussen, récemment instruite devant la Cour criminelle d'enquête préliminaire, dans la cité de Montréal. (Document de la session no 70)

Rapports de comités:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur de faire rapport qu'il les a adoptés sans amendements.

Bill (bill no 137) amendant la loi concernant les ingénieurs civils;

Bill (bill no 138) amendant l'article 599 du code de procédure civile;

Bill (bill no 141) amendant l'article 760 du code de procédure civile;

Et bill (bill no 143) amendant l'article 4404 des statuts refondus.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay) pour L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose qu'à partir de mercredi, demain, le 1er mars prochain, inclusivement, il y ait trois séances distinctes, par jour: la première de 11 heures a.m., à 1 heure p.m.; la deuxième de 3 heures p.m. à 6 heures p.m.; et la troisième depuis 7.30 heures p.m. jusqu'à l'ajournement de la Chambre; et que les mesures du gouvernement aient la préséance, à chacune de ces séances.

Adopté.

À six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures

Charte de Montréal

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 59) revisant et refondant la charte de la cité de Montréal. Adopté.

En comité:

On continue l'étude de la clause 352a.

L'amendement du député de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater) proposé avant l'ajournement et visant à biffer la partie de la clause qui oblige la ville à pourvoir à des établissements maraîchers dans les deux ans, est rejeté.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose un amendement pour exiger que les travaux ne se fassent que sur un vote affirmatif des deux-tiers du conseil municipal.

L'amendement est déclaré hors d'ordre.

La clause 352a est adoptée.

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Propose d'ajouter à la clause 352a la section suivante: "La ville ne pourra mettre à exécution ses règlements concernant les marchés à l'effet de collecter des droits de péage contre les cultivateurs, jardiniers et maraîchers qui se rendent sur les marchés pour y vendre les produits de la ferme ou du jardin, que si elle leur fournit une place sur les marchés; et à défaut de leur fournir une place sur les marchés, les cultivateurs, jardiniers et maraîchers auront le droit de circuler dans la ville pour y vendre leurs produits aux commerçants".

Adopté.

Le comité étudie la clause 352b qui se lit comme suit: "Le conseil de ville pourra, en aucun temps, passer en vertu de la sous-section 38 de l'article 300 de cette loi, un contrat avec toute compagnie ou personne pour la construction et l'exploitation d'un marché moderne".

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): S'oppose à cette clause qui, selon lui, constitue une tentative d'affermir une partie des revenus de la ville.

La clause est biffée.

Le comité étudie la clause 92 qui concerne le bulletin de présentation des membres du conseil municipal.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Revient sur la question soulevée hier à propos de l'obligation imposée aux échevins de savoir lire et écrire.

Il propose qu'on ajoute à la clause 92 définissant ce que devra contenir le bulletin de présentation, la déclaration nouvelle ajoutée à la formule (formule no 7) réglementaire:

"Je, soussigné, ... candidat à la présente élection, déclare solennellement que je sais lire et écrire. Et je fais cette déclaration solennelle la croyant consciencieusement vraie et sachant qu'elle a la même force et effet que si elle était faite sous serment en vertu de l'acte de la preuve du Canada. 1893. Reçue ... Faite à ... ce jour de ..."

M. P.-E. LEBLANC (Laval): S'oppose à cet amendement et soulève le point d'ordre car il s'agit, dit-il, de la reconsidération d'une clause déjà adoptée.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Soutient que cette clause avait été laissée en suspens.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon) et M. H.-S. BÉLAND (Beauce): Appuient les dires du député de Soulanges.

L'HONORABLE J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Dit que le député de Laval fait de l'obstruction.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Réplique que si la Chambre a passé tant de temps à l'étude de ce bill, cet après-midi, c'était parce que l'honorable ministre (l'honorable J.J.E. Guérin, Montréal no 6) n'avait pas assez de contrôle sur les députés de son parti pour les empêcher de proposer toutes sortes d'amendements.

M. LE PRÉSIDENT (M. C. Langelier, Lévis): Décide que le député de Soulanges a le droit de proposer son amendement.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Fait sa proposition à nouveau.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Dit que l'attitude du député de Montréal no 3 (M. H.-B. Rainville) envers cette clause et sur ce sujet précis était contradictoire. Cet après-midi, le député de Montréal no 3 s'opposait au changement des limites du quartier

est parce que cela pouvait nuire à deux de ses amis politiques, les échevins Marsolais et Beausoleil. Maintenant, lorsqu'il y a d'autres intérêts en jeu, il ne veut pas étudier les clauses soumises par le conseil municipal, les considérant comme sacrées.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Nie tout désir d'amener des questions politiques dans la discussion. Il déclare ne pas comprendre les allusions du député de Laval. Il ajoute qu'il ne croit pas que l'amendement proposé soit nécessaire.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Dit qu'il est absurde d'exiger une telle chose d'un candidat à l'échevinage dans la ville de Montréal.

L'amendement est adopté.

Le comité étudie la clause 357a. Cette clause prévoit la création d'un comité des finances.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose la création d'un comité des finances. La proposition se lit comme suit: "Le conseil nommera un comité des finances composé de 7 de ses membres et dont les attributions seront: A. Préparation du budget annuel ou budgets spéciaux jugés nécessaires. B. Étude de toutes les recommandations faites par les départements avant qu'elles ne soient soumises au conseil. C. La demande de soumissions et l'octroi des contrats pour travail, livraison de matériaux et approvisionnements. D. Surveillance générale de tous les travaux en cours dans les divers départements. E. Aucun subside ni crédit ne sera adopté ni fait par le conseil à moins d'avoir été au préalable recommandé par le comité des finances ou soumis au comité pour approbation, et dans les cas de refus d'approbation, il faudra un vote des deux-tiers de tout le conseil pour rendre ce crédit valable ou pour autoriser ce travail ou ce service. Aucun des présidents des comités du conseil ne sera éligible au poste de membre du comité des finances."

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose d'ajouter à la section C les mots "pourvu que des appropriations aient déjà été faites à cet effet".

Adopté.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose de remplacer le vote des deux-tiers dans la section E, par un vote des trois-quarts.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Y consent.

L'amendement du député de Montréal no 3 est adopté.

La clause 357a est adoptée.

Le comité étudie la clause 343 qui se lit comme suit: "En sus de la dette consolidée actuelle de la cité, s'élevant à \$23,744,401.00 qui est par les présentes confirmée, la cité peut émettre des obligations jusqu'à concurrence d'un montant n'excédant pas \$3,255,599.00 dans le but seulement d'acquitter et de consolider les obligations indiquées dans l'annexe "A" ci-jointe; et le montant de \$27,000,000.00 mentionné dans ladite annexe est fixé définitivement

comme le chiffre de la dette consolidée de la cité et ne doit pas être excédé (sauf de la manière ci-après prescrite) jusqu'à ce que ladite dette ne représente pas plus de quinze pour cent de l'évaluation des immeubles imposables dans les limites de la cité. Le pouvoir d'emprunt de la cité sera alors limité à quinze pour cent de ladite évaluation, et ladite limite ne devra jamais être excédée, et tous les pouvoirs d'emprunts temporaires conférés par l'article suivant cesseront alors d'exister".

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose en amendement d'ajouter après le mot "évaluation", les mots suivants: "Mais tant que la dette fondée de la cité dépasse 15 pour cent de la propriété immobilière imposable de la cité, le conseil pourra annuellement prescrire un règlement applicable pour les douze mois suivants seulement, décrétant l'imposition et la perception d'une taxe additionnelle ne dépassant pas un quart de un pour cent sur la propriété immobilière soumise aux taxes et fixant que le montant perçu en vertu de ce règlement sera employé dans la proportion de 50 pour cent pour la liquidation de la dette dépassant la limite de 15 pour cent de la propriété immobilière imposable et 50 pour cent pour les dépenses courantes".

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Dit que cette proposition est contraire à l'esprit du bill et s'avère inique.

L'HONORABLE J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Soutient que cette clause augmentera les obligations déjà lourdes de la propriété immobilière de la cité. Le but que visent les rédacteurs de ce bill est d'égaliser la taxation et de remédier à l'injustice que subissent les propriétaires.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Dit que le député de Montréal no 6 appuie une mesure qui pourrait augmenter la dette de un million de dollars. Si le ministre sans portefeuille (l'honorable J.J.E. Guérin) désire sincèrement diminuer le fardeau des contribuables de Montréal, il devrait retirer son bill qui est devant la Chambre en faveur de l'élargissement de la rue Saint-Antoine; de cette façon, nous pourrions croire à la sincérité des motifs qu'il invoque pour s'opposer au présent amendement.

L'HONORABLE J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Dit que les gens qui vivent dans des maisons de verre ne devraient pas lancer de pierres. Il ajoute que la population de Montréal, en apprenant la façon dont certains contrats ont été octroyés et le nom de ceux qui en ont profité, comprendra ce qu'il veut dire. Puis, il nargue le député de Montréal no 5 en faisant allusion aux contrats passés entre les conseil de Saint-Henri et de Sainte-Cunégonde et la "Standard Light & Water Company". Un député de cette Chambre a eu l'audace de dire devant le comité des bills privés qu'il agirait encore de la même façon dans cette affaire si l'occasion se présentait.

Il dit qu'aucun député ne peut le narguer pour avoir introduit un bill qui rendra justice à un bon nombre de ses électeurs.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Bravo, bravo!

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Croit qu'on s'éloigne du sujet. Les pouvoirs d'emprunt ont été fixés à 15 pour cent en 1894, et cette limite a été dépassée. La clause 344 prévoit le retour à la limite établie. La Chambre de commerce que semble représenter le député de Montréal no 5, désire imposer une taxe pour couvrir le surplus de la dette. Le conseil a pris le moyen décrit dans la clause 344 pour rétablir les pouvoirs d'emprunt à la limite établie.

L'amendement est rejeté.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit que la clause, telle que rédigée en anglais, était de construction très boiteuse. Il suggère de l'amender pour qu'elle se lise mieux.

Il propose une autre rédaction qui est adoptée.

La clause 344, qui se lit comme suit, est ensuite adoptée:

"La cité aura le pouvoir, tant que la dette consolidée de la cité dépassera 15 pour cent de la propriété imposable de la cité, d'emprunter chaque année pour exécuter des travaux publics d'un caractère permanent et nécessaire, tels que l'extension de l'aqueduc et des conduites d'eau, l'extension du système d'égouts, le posage de trottoirs et pavages permanents, la construction et l'extension de bâtiments municipaux, tels que marchés, postes de pompiers et de police, hôtel de ville et autres, l'ouverture et l'élargissement des rues, les améliorations des rues, et l'acquisition des terrains et bâtiments qui seront nécessaires pour ces fins, une somme ne dépassant pas 10 pour cent de l'augmentation de la propriété imposable indiquée par le rôle d'évaluation de l'année immédiatement précédente, pourvu toutefois que la valeur totale de cette propriété imposable dépasse \$140,000 et que la somme ainsi empruntée ne dépasse pas \$300,000. par année.

Si cette augmentation dans la valeur de la propriété taxable provient de l'extension des limites de la cité par l'annexion d'un territoire adjoint, le montant de la dette du territoire ainsi acquis sera aux fins de cet article regardé comme ajouté au total de la dette fondée de la cité et la valeur de la propriété imposable ainsi annexée, telle que fixée par les évaluateurs civiques, sera ajoutée à l'évaluation de la propriété imposable de la cité.

L'argent obtenu annuellement aux termes de cet article ne pourra pas être appliqué aux dépenses ordinaires, mais sera employé absolument et exclusivement aux fins mentionnées plus haut".

Le comité étudie la clause 363. Cet article concerne la taxe d'affaires.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose d'ajouter à cette clause ce qui suit: "Une taxe spéciale additionnelle n'excédant pas 10 pour cent de la valeur annuelle, d'après le rôle d'évaluation de tout le local dans lequel des magasins à départements sont établis et exploités, peut aussi être imposée et prélevée sur telles personnes, compagnies ou corporations, pour chaque département séparé et dis-

tinct de commerce et d'affaires établi et exploité dans tels magasins à départements. Le conseil peut, par règlement, classifier et définir les différents genres de commerce et d'affaires exercés dans les magasins à départements, pour les fins de l'imposition de cette taxe".

En ajoutant aussi, après l'article 566, ce qui suit: "Le conseil peut imposer une taxe d'affaires additionnelle n'excédant pas 5 pour cent de la valeur des lieux dans lesquels ces commerces sont établis, lorsque les estimateurs établissent la valeur des lieux à plus de mille dollars."

Il répète les arguments déjà entendus au comité spécial de la charte de Montréal et parle du plus grand bien du plus grand nombre. Il est d'avis que ces magasins ruinent le commerce des établissements de moindre importance. Il est d'avis qu'il n'y aurait pas plus de sept départements taxés par magasin.

Il suggère de réduire de dix à cinq pour cent la taxe proposée sur le loyer annuel d'un magasin, ou pour chaque département d'un grand magasin.

M. M. McDONALD (Bagot): Fait remarquer l'étrangeté de la conduite du député de Montréal no 2 qui revendique la liberté de commerce pour l'épicerie et qui la refuse au commerce des nouveautés. Il fait ressortir l'iniquité d'une taxe différentielle et déclare que si l'on voulait porter la taxe d'affaires de 7 et demi pour cent à 10 pour cent sur tous les magasins également, il serait en faveur de la clause.

Il s'oppose à la taxe spéciale qu'il croit restrictive et discriminatoire. "Carsley" paie actuellement \$3,500 de taxes; avec la taxe spéciale, il devra payer \$13,500; "Hamilton" paie \$2,000 et il devra payer \$8,000. La même règle s'appliquera à "Morgan" et aux autres. Les magasins à départements sont très utiles non seulement aux citoyens de Montréal, mais à toute la population des districts ruraux. Il dit que si cette taxe est imposée, le commerce prendra la direction de Toronto. Déjà, aujourd'hui, la maison Eaton vend pour des sommes colossales dans la province de Québec.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Trouve le principe même de cette taxe inique. Une taxe sur le volume des affaires de tous les magasins serait raisonnable; mais rien ne justifie l'imposition discriminatoire d'une taxe spécifique sur les grands magasins.

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Dit que s'il faut taxer ces grands magasins, parce qu'ils nuisent aux petits, il faudrait taxer les chemins de fer qui ont ruiné les omnibus, et les steamers océaniques qui ont tué les voiliers. Le principe de cette taxe spéciale est indéfendable.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Appuie l'imposition de taxes spéciales sur ces magasins qui se privent de revenus les petits magasins qui ne sont pas en mesure de soutenir la compétition.

L'amendement est rejeté.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Demande le pouvoir d'imposer une taxe spéciale n'excédant pas deux et demi pour cent.

L'amendement est rejeté.

Le comité étudie la clause 364 qui concerne différentes catégories de taxes spéciales.

Section B: Taxe pour laitiers et boulangers.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose de réduire la taxe des laitiers et des boulangers de \$10.00 à \$5.00.

L'amendement est rejeté.

Section C: Taxe pour charretiers et cochers.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Demande de ne pas augmenter la taxe des charretiers. Montréal possède le meilleur service de voitures de louage au monde et le meilleur marché.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit qu'il est autant l'ami des charretiers que le député de Montréal no 5, mais le problème est que la clause telle qu'amendée diminue les pouvoirs que la cité possédait sous l'ancienne charte qui permettait l'imposition d'une taxe de \$25.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Dit que si l'on augmente la taxe des pauvres charretiers, ces derniers devraient être autorisés à augmenter leur tarif. Les charretiers de Québec peuvent charger quarante cents la course, tandis qu'à Montréal, le prix est de vingt-cinq cents. Si l'on n'augmente pas leur tarif, il est injuste d'augmenter le coût de leur permis.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Nous ne les augmenterons pas.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Dit que la taxe actuelle est seulement de \$5.00, et il ne veut pas qu'elle augmente.

L'amendement est rejeté.

Section H: Taxe sur les bouchers.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose de réduire la taxe spéciale de \$50. par année sur les boucheries, à \$25.00.

Pourquoi taxer les bouchers plus lourdement que les boulangers?

L'amendement est rejeté.

Section I: Taxe pour agents de change, financiers, et prêteurs, etc.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose de biffer cette section.

M. C.-A. CHÊNEVERT (Berthier): Propose un sous-amendement à l'effet d'exempter les sociétés de prêts dûment incorporées.

Cette dernière proposition est adoptée.

L'amendement est rejeté.

Section R: Cette clause concerne la taxation des théâtres.

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Propose de biffer cette section qui impose une taxe de \$500 sur les théâtres. Un bon nombre de théâtres offrent des spectacles de qualité et ils méritent notre appui.

Le conseil a déclaré qu'il ne se proposait pas d'imposer une taxe, mais, l'an dernier, alors que cette taxe était inscrite dans la charte, on a voulu taxer l'Académie. Cette taxe va ruiner les bons théâtres et encourager l'établissement de cafés-concerts où l'on ne charge pas de prix d'entrée, mais où la vente de boisson permet à ces établissements de faire des profits. Il fait remarquer que ces théâtres paient déjà des taxes élevées et soutient que ce serait une mauvaise politique de nuire à ces lieux d'amusement qui sont respectables. Il est préférable, dans l'intérêt du public, de privilégier ces établissements qui offrent des distractions saines aux citoyens, par rapport à d'autres qui offrent des spectacles de qualité douteuse.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Dit que Montréal a l'intention de percevoir cette taxe. La cité ignore si ce sont les propriétaires de l'édifice qui doivent payer la taxe ou le gérant du théâtre. La clause permet de taxer les propriétaires du théâtre. Les théâtres devraient être taxés de la même manière que tous les autres établissements.

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Pense que les théâtres contribuent dans une mesure assez respectable quand on dit que le jardin zoologique a payé \$2,666.27 à la ville et le "Queens Theatre" plus de \$1,250.00.

M. A. PLANTE (Beauharnois): Favorise la non-imposition de taxes pour les théâtres. Dans une grande ville comme Montréal, il est nécessaire d'avoir des théâtres. Dans plusieurs villes d'Europe, la majorité des théâtres. Dans plusieurs villes d'Europe, la majorité des théâtres reçoivent des subventions.

Il rappelle que le gouvernement français subventionne toutes les grandes scènes et encourage de toutes les façons les productions artistiques. C'est un fait connu, qu'actuellement, les meilleurs théâtres de Montréal ne font pas de bonnes affaires et leur imposer une taxe spéciale les conduira à la ruine. La fermeture des théâtres de qualité à Montréal équivaldrait à une catastrophe.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Dit que les théâtres font face à d'énormes difficultés dans leur travail sans devoir en plus payer cette taxe additionnelle. Les frais de transport des troupes de théâtre qui doivent faire 400 milles pour venir jouer à Montréal sont très élevés. Il ajoute que Montréal n'est pas, au point de vue géographique, située avantageusement en ce qui concerne le théâtre. Aux États-Unis, les distances sont plus courtes entre les grandes villes et les comédiens peuvent se déplacer plus facilement et leurs dépenses sont moins élevées. Les théâtres de qualité ont besoin d'encouragement plutôt que d'être soumis à des taxes.

M. T. B. De GROSOIS (Shefford): Propose, en sous-amendement, de réduire la taxe à \$200.00.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Pense que les théâtres devraient payer leur part de taxes puisqu'ils font leur argent en amusant le public. Il ajoute que la limite de \$200.00 lui semble raisonnable.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Est d'avis que cette taxe spéciale constitue une double taxation: une comme propriétaire d'immeuble et l'autre comme propriétaire d'un théâtre.

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Fait remarquer que cette taxe ne sera pas imposée aux établissements de respectabilité douteuse qui offrent comme divertissement du chant et de la danse. À ces endroits, l'admission est gratuite et le propriétaire tire ses profits de la vente de boisson.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Combat la réduction de la taxe spéciale.

Il dit qu'à Paris, les théâtres paient des taxes élevées. Il est vrai que le gouvernement français subventionne trois théâtres à Paris. Mais cette ville compte une centaine de théâtres et tous, même ceux qui reçoivent des subventions du gouvernement, paient une taxe municipale d'un pour cent sur les recettes de chaque représentation et qui est perçue chaque soir.

Le sous-amendement du député de Shefford est rejeté.

L'amendement du député de Montréal no 1 est adopté et la clause est biffée.

Section "L": Taxe sur les agences de détectives, constables et agents de la paix.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose d'abolir la taxe sur les agences de détectives. Il dit que les agences de détectives sont nécessaires pour assurer aux banques et aux autres commerces qui les engagent et qui les rétribuent, la protection que la ville ne peut leur fournir.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Est-ce que ces agences travaillent gratuitement?

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Dit que la taxe doit demeurer. Un bon nombre de ces agences de détectives agissent comme des maîtres-chanteurs.

L'amendement est rejeté.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose d'ajouter une clause imposant une taxe spéciale de trois pour cent sur tous les salaires et revenus de \$400.00 et plus, dont les bénéficiaires font des affaires dans la ville de Montréal sans y payer de taxe.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Dit qu'il aimerait voir cette clause adoptée, mais il craint qu'elle soit déclarée "ultra vires".

M. A. PLANTE (Beauharnois): Propose que le chiffre du salaire ou du revenu soit fixé à \$500.00.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Y consent.

L'amendement du député de Beauharnois est adopté.

La proposition du député de Laval est ensuite adoptée. Elle devient la section AA de la clause 364.

Section "U"

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Donne avis que lors de la troisième lecture du bill, il proposera de réinsérer la section "U" imposant une taxe de un vingtième pour cent sur les transferts de fonds.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill no 48) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corpora-

tion la ville de Victoriaville." avec divers amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Corporation de Victoriaville

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 48) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la ville de Victoriaville." Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif..

La séance est levée à minuit.

Séance du 1er mars 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à onze heures et demie.

Introduction de bills:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 29) validant certains transferts de biens des successions sujettes aux droits imposés par l'article 1191b des statuts refondus.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Charte de Montréal

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose qu'on s'occupe du bill (bill no 59) de Montréal avant toute autre question. Ainsi, l'étude en troisième lecture pourrait avoir lieu à cette séance-ci, ce qui hâterait l'adoption du bill.

Adopté.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 59) revisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

En comité:

La discussion porte principalement sur les clauses 421 à 486.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose un amendement aux clauses 424, 426 et 448. Il dit qu'il a conclu un arrangement avec quelques représentants de la ville de Montréal pour amender les clauses 424 et 426, de façon que dans les expropriations relatives au marché Bonsecours, la ville ne paiera que la valeur d'estimation augmentée de 20 pour cent.

Il désire que les commissaires expropriateurs aient le droit de fixer la valeur de la propriété dans certains cas.

Il propose d'ajouter les mots suivants: "Dans tous les cas, si la propriété à exproprier est un terrain vacant, les commissaires en expropriation déterminant le prix de l'indemnité à payer, de la manière ci-après prescrite." Il craint que la clause 424 fixant le prix de l'indemnité selon la valeur foncière pourrait, dans plusieurs cas, causer une injustice aux propriétaires.

L'HONORABLE G.-W. STEPHENS (Huntingdon): Croit que cette clause, si elle est adoptée, confirmera aux propriétaires l'importance de voir leurs propriétés évaluées à leur pleine valeur. Le député de Huntingdon dit qu'il consentirait volontiers à ce que toute partie de sa propriété soit expropriée selon les conditions prévues dans cette clause.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Souligne que la cité a été gravement lésée dans le passé à

cause du système d'évaluation en vigueur que l'on veut remplacer. Il fait allusion aux effets nuisibles du système actuel d'expropriation des terrains vacants.

Il est déjà arrivé qu'un terrain valant \$1.00 du pied ait été évalué à \$2.00 et \$3.00 lors de son expropriation. Les propriétaires ont fait entendre des témoins qui ont prouvé le contraire de ce qu'ils avaient prétendu être la valeur foncière pendant plusieurs années. Lors de la préparation de la charte, on a prévu des moyens pour protéger la cité contre de tels procédés.

Dans un cas, un citoyen avait payé \$23,000 pour un terrain dans une vente aux enchères. Puis il en a vendu une partie \$5,000 et lorsque la ville voulait exproprier la moitié de ce qui lui restait, le propriétaire réclama \$48,000. Si une personne consent à ce que son bien soit évalué à un certain prix pendant de nombreuses années, il doit accepter que cela établit le prix de sa propriété. Il fait remarquer que le prix fixé dans ce cas était le maximum. Dans plusieurs cas, le prix devrait être moindre. Cette clause a été étudiée sérieusement par le conseil qui l'a ensuite adoptée de façon unanime. Il espère que les membres du comité de la Chambre ne s'opposeront pas aux désirs de la population de Montréal.

Il faut protéger la municipalité contre les exploiters.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Admet qu'il y a eu des abus, mais le remède est pire que la maladie. Son amendement suggère que les commissaires en expropriation soient compétents pour juger de la valeur. Il cite encore le cas de monsieur J.H. Kennedy qui possède des terrains sur la rue Saint-André qui ont été évalués à quarante cents le pied, alors que son voisin a vendu son terrain \$1.00 le pied. Le maire, le greffier de la ville et l'avocat de la ville s'accordent sur le bien-fondé de l'amendement.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Déclare que ces messieurs n'ont pas le droit d'apporter des changements à ce projet de loi maintenant.

L'amendement est adopté.

Le comité discute ensuite la clause concernant le paiement des avocats dans les cas d'expropriation.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): S'objecte à la clause qui prévoit que dans un cas d'expropriation, chaque partie doit acquitter les honoraires d'avocat. À son avis, il est injuste qu'un propriétaire qui doit se soumettre à l'expropriation de son bien, contre son gré, doive acquitter les frais d'avocat. Il suggère que les frais d'avocats dans les causes d'expropriation soient payés par la cité afin d'aider les petits propriétaires.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit qu'il a toujours payé lui-même ses frais d'avocat. Il soutient que ces frais doubleraient si c'était la ville qui les acquittait. Si le propriétaire savait qu'il avait à payer les honoraires d'avocat, il verrait à en arriver à un arrangement avec la ville pour que ces frais ne

soient pas trop élevés. Les indemnités sont presque toujours plus élevées que la valeur de la propriété; ainsi on ne peut pas dire qu'il est injuste d'obliger les propriétaires à payer des frais d'avocat.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Croit que le député de Huntingdon fait allusion à sa propre expérience lorsqu'il parle d'indemnités importantes. À son avis, il est normal, dans le cas de riches propriétaires comme le député de Huntingdon, que ceux-ci paient les honoraires de leur avocat. Mais les pauvres propriétaires dont la propriété est expropriée, devraient recevoir l'aide de la cité.

L'HONORAIRE G.W. STEPHENS (Huntingdon): L'honorable Arthur Boyer et moi-même sommes les deux seuls propriétaires qui avons reçu une indemnité supérieure à celle que nous demandions. Chaque fois que j'ai été exproprié, j'aurais toujours souhaité le lendemain reprendre ma propriété et remettre l'indemnité.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Dit qu'on a bien dénigré les avocats dans les affaires d'expropriation. Il pense que le député de Laval ferait mieux de ne pas insister.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Accepte la suggestion du député de Montréal no 2 et il retire sa proposition.

Le comité étudie la clause sur l'expropriation des franchises publiques.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose de remettre dans la clause concernant l'expropriation des franchises publiques, le paragraphe stipulant que la valeur de toute franchise accordée par la cité ne devrait pas être prise en considération dans de tels cas.

Cette proposition est rejetée sur point d'ordre à l'effet qu'elle n'a pas été précédée par un avis de motion.

Le comité étudie la clause 451a, qui se lit comme suit: "Tous les ans, à l'époque fixée par le conseil, le propriétaire d'un immeuble qui aura érigé des bâtisses permanentes sur la nouvelle ligne homologuée ou dont tout le terrain est pris par la nouvelle ligne, pourra faire exproprier la portion de terrain subsistant entre les deux lignes en cédant à la cité ladite portion de terrain dont l'ingénieur de la cité sera tenu de dresser le plan".

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose d'ajouter après les mots "bâtisses permanentes", les mots "et durables".

L'amendement est adopté.

La clause est ensuite adoptée.

Le comité étudie une clause concernant l'embauche de constables spéciaux pour les tramways.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose d'ajouter une clause stipulant que la cité de Montréal devra avoir le droit de nommer des constables spéciaux qui seront chargés de faire observer toutes les clauses du contrat passé entre elle et la Compagnie

de chemin de fer urbain de Montréal ainsi que toutes les clauses des différentes lois qui régissent ladite compagnie. Le salaire de ces constables sera payé par la cité.

Adopté.

Le comité étudie un amendement visant à laisser à la ville de Montréal le droit d'amender sa charte.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Proteste contre les dépenses considérables et les débats prolongés qu'entraînent les amendements à la charte de Montréal demandés à chaque session de la Législature.

Depuis 21 ans, a observé le député de Soulanges, cette charte a été amendée soixante et une fois. Cela a coûté, tant aux citoyens de la métropole qu'à la province, \$219,800, et nos législateurs ont la perspective de la voir revenir devant eux aussi souvent que par le passé.

Il propose de laisser à Montréal le droit d'amender sa charte suivant ses besoins, sans avoir recours à la Législature de Québec. Il faudra cependant le vote des deux-tiers des membres du conseil pour amender la charte.

La ville absorbe une partie considérable du temps de la Législature. Bon nombre des membres de la Chambre n'ont qu'une notion très imparfaite des besoins de cette ville, tandis que les échevins sont censés mieux les connaître.

Les députés seraient bien contents de se débarrasser de cette besogne.

La Chambre devrait adopter cette mesure à titre d'essai pendant deux ans quitte à l'abroger plus tard, comme elle en a le droit, si elle n'atteint pas le but désiré.

M. H.-S. BÉLAND (Beauce): Demande si dans le cas de refus de la ville de faire certaines améliorations, il y aurait recours en appel à la Législature.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Répond affirmativement.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Pense que l'auteur du projet a manqué de réflexion. La Législature n'a pas le droit de déléguer ses pouvoirs à un tiers tant respectable qu'il puisse être. Ce serait créer un État dans l'État. Ce serait sans précédent.

La ville de Londres qui a une importance autre que Montréal est soumise aux volontés de la Chambre des communes.

La loi de l'Amérique britannique du Nord a établi les attributions des Législatures. Et si l'amendement du député de Soulanges était adopté dans cette Chambre, il serait annulé à Ottawa.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Partage l'opinion du député de L'Islet et pense que les attributions de la Législature doivent être respectées tout en donnant à la ville la plus large part d'autorité possible. Il pense qu'une loi de la Législature accordant à la cité de Montréal des pouvoirs d'autonomie législative serait inconstitutionnelle. Ce serait créer un État dans l'État.

Avec une mesure semblable, le conseil de la ville de Montréal pourrait changer l'économie de son système municipal. La ville serait absolument libre et pourrait porter son pouvoir d'emprunt à 40 millions de dollars s'il lui en prenait fantaisie et commettre toute autre extravagance à son bon plaisir.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): C'est absurde.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Ne croit pas que le député de Soulanges (M. A.-G. Bourbonnais) soit sérieux en faisant sa proposition. Nous aurions un état indépendant à l'intérieur de la province. Si la Législature devait déléguer ses pouvoirs d'une manière absolue totale, il vaudrait mieux qu'elle n'existe plus.

L'amendement est rejeté.

Le comité étudie la clause 567.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose de biffer la clause 567 qui stipule que "rien de contenu dans cette loi ne sera interprété comme permettant à la cité de violer aucune des obligations qu'elle a prises par contrat, ou comme affectant ou rappelant des pouvoirs spécialement accordés par statut à des corporations ou compagnies."

Il pense que la ville mérite assez de confiance pour que cette clause relative à la confirmation des droits acquis soit retranchée.

L'amendement est rejeté.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Présente une motion dans le but de soumettre à l'arbitrage toutes les réclamations faites à la ville.

L'amendement est rejeté.

(Le bill est alors adopté par le comité aux accents du "God Save the Queen" chanté par les députés. Le tout s'est achevé dans une atmosphère joyeuse où les bills et papiers parlementaires volaient de tous les côtés).

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (M. L. Gouin), que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil (M. E. Lalonde jr), que tous les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et remplacés par les mots suivants: "renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en retranchant tous les mots après "que" dans la cinquième ligne de la 29e clause jusqu'à la fin de ladite clause et les remplaçant par les suivants: "Il ne soit légalement inscrit sur la liste des électeurs".

Il s'agit d'abolir la qualification foncière pour les candidats au conseil municipal.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard, Béland, Bourbonnais. Cardin. Chênevert, Dechêne, DeGrosbois. Delaney, Lacombe, Lalonde, Langelier. Major, Rainville, Weir, 14.

CONTRE: MM. Atwater, Ball, Bickerdike, Bissonnette, Blanchard, Champagne, D'Auteuil, Décarie, Dessaulles, Duffy, Dufresne, Garneau, Girard, Gosselin, Guérin, Hackett, Hunt, LeBlanc, McDonald, Marchand, Nantel, Panneton, Plante, Robitaille, Shehyn, Stephens, Tellier, Turgeon, 28.

L'amendement est rejeté.

Et la question étant de nouveau proposée: "que le bill soit maintenant lu la troisième fois":

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Dit que le vote pris en comité a inclus dans les limites de la ville une partie de la municipalité de Delorimier: de plus, trois quartiers sont bornés par la rue Perthuis qui n'existe plus. Il suggère de changer les limites du quartier est, tel qu'il l'a proposé hier, ainsi que les limites du quartier Sainte-Marie, est et ouest ainsi que celles d'un autre quartier qui se prolonge dans le village Delorimier.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Suggère que le comité du Conseil législatif pourrait apporter ces corrections.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Retire sa proposition.

Et la question principale étant de nouveau posée:

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. G.-A. Nantel), que tous les mots après "maintenant", jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en insérant dans le deuxième paragraphe, à la cinquième ligne de la clause 361, après le mot "rails", le mot "chars".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Ball, Bickerdike, Bourbonnais, Duffy, Dufresne, Girard, Gouin, Hunt, Lacombe, LeBlanc, McDonald, Marchand, Nantel, Panneton, Plante, Shehyn, Tellier, Watts, Weir, 19.

CONTRE: MM. Allard, Atwater, Bissonnette, Blanchard, Cardin, Chênevert, Clapperton, D'Auteuil, Décarie, Dechêne, DeGrosbois, Delaney, Dessaulles, Garneau, Gosselin, Guérin, Hackett, Lalonde, Major, Parent, Rainville, Robitaille, Roy, Turgeon, 24.

L'amendement est rejeté.

Et la question étant de nouveau proposée:

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. G.-A. Nantel), que tous les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants: "renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction d'amender la clause 451a, en retranchant dans le deuxième paragraphe les mots suivants: "Ils devront l'évaluer au prix moyen auquel la propriété a été cotisée durant les trois années précédant leur évaluation de la ligne en question".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

Et la question principale étant de nouveau posée;

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose, appuyé par le représentant de Bagot, (M. M. McDonald), que tous les mots après "maintenant", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "soit renvoyé de nouveau audit comité général avec instruction de l'amender en retranchant dans la 2ème ligne de la 36e clause, après le mot "échevin", les mots: "s'il sait lire et écrire".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. D'Auteuil, Dufresne, Girard, LeBlanc, McDonald, Panneton, Tellier, 7.

CONTRE: MM. Allard, Atwater, Ball, Béland, Bissonnette, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Chênevert, Décarie, Dechêne, de Grosbois, Delaney, Dessaulles, Gameau, Gosselin, Gouin, Guerin, Hackett, Hunt, Lacombe, Lalonde, Langelier, Major, Marchand, Nantel, Parent, Rainville, Robitaille, Roy, Shehyn, Turgeon, Watts, Weir, 34.

L'amendement est rejeté.

Et la question principale étant de nouveau posée;

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. G.-A. Nantel), que tous les mots après "maintenant", jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "référé au comité général de la Chambre, avec instruction de l'amender en ajoutant comme sous-section U dans la clause 364, ce qui suit: "Une taxe de 1/2 d'un pour cent, sur toute vente d'actions ou de stocks faite et enregistrée à la Bourse de Montréal, payable par le courtier faisant telle vente".

Il soutient que les pauvres marchands étant obligés de payer des taxes spéciales sur leurs commerces, les spéculateurs devraient aussi être taxés.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Ball, Bissonnette, Bourbonnais, Décarie, Dufresne, Girard, Guerin, Hackett, Hunt, Lacombe, LeBlanc, Nantel, Panneton, Plante, Watts et Weir, 16.

CONTRE: MM. Allard, Atwater, Bickerdike, Blanchard, Cardin, Champagne, Chênevert, D'Auteuil, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Duffy, Gameau, Gouin, Lalonde, Langelier, Major, Parent, Rainville, Robitaille, Roy, Shehyn, Tellier, Turgeon, 25.

L'amendement est rejeté.

Et la question principale étant de nouveau posée;

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose, appuyé par le député de Terrebonne (M. G.-A. Nantel), que tous les mots après "maintenant", soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant le paragraphe suivant à la clause 461: "Lors de telle expropriation, il ne sera pas tenu compte de la valeur de la franchise obtenue de la cité, et cette dernière ne sera tenue en aucun cas d'indemniser le concessionnaire de cette franchise à raison de telle valeur, lorsqu'une expropriation aura lieu en vertu de la présente section".

M. G. BALL (Nicolet): Cite Bourinot dans lequel il lit que lorsqu'un député fatigue la Chambre pendant deux heures, en répétant toujours la même chose, le président a le droit de le faire s'asseoir.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Continue à parler.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Atwater, Bickerdike, Bourbonnais, Dufresne, Girard, Hunt, Lacombe, LeBlanc, Marchand, Nantel, Panneton, Plante, Watts et Weir, 14.

CONTRE: MM. Allard, Ball, Bissonnette, Blanchard, Cardin, Champagne, Chênevert, Clapperton, D'Auteuil, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Duffy, Gameau, Gouin, Guerin, Hackett, Lalonde, Langelier, Parent, Rainville, Robitaille, Roy, Tellier et Turgeon. 27.

L'amendement est rejeté.

Et la question principale étant de nouveau posée;

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater), que tous les mots après "maintenant", jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant à la clause 547 les mots suivants: "Néanmoins la cité aura le droit de renouveler les privilèges présentement accordés à la Compagnie du chemin de fer incliné du parc Mont-Royal. La cité aura cependant le droit de l'exproprier en la manière ci-après pourvue en pareille matière".

Adopté sur division.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant proposée, la Chambre se divise et la proposition est

résolue affirmativement. La Chambre se forme en comité général.

En comité:

L'amendement du député de Stanstead (M. M.F. Hackett) est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

Et la question étant proposée: "que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois;"

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (M. L. Gouin), que tous les mots après "maintenant" soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en y ajoutant la clause suivante:

"La ville pourra aider au prolongement des rues ou voies publiques dans les municipalités environnantes".

La proposition est rejetée.

Et la question principale étant de nouveau posée:

M. A. PLANTE (Beauharnois): Propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W.A. Weir), que tous les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants: "renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en réduisant dans la section (h), la taxe de \$50.00 sur les étals de bouchers à \$25.00".

La proposition est rejetée.

Et la question principale étant de nouveau posée: "que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois", elle est résolue affirmativement.

Le bill est lu pour la troisième fois. (Applaudissements)

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Mort de Lord Herschell

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Regrette d'avoir à annoncer à la Chambre la nouvelle du décès de Lord Herschell qui s'est produit à sept heures ce matin à Washington. Il fait la lecture du bulletin annonçant le décès. Il ajoute que la nouvelle du décès de l'ex-lord Chancelier d'Angleterre attristera plusieurs personnes, particulièrement celles qui ont eu le plaisir de connaître cet homme. Il dit avoir rencontré personnellement Lord Herschell et avoir gardé un excellent souvenir de cette rencontre.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit qu'en l'absence du chef de l'Opposition (M. E.V. Flynn, Gaspé), il se rallie à l'expression de regrets dont l'honorable premier ministre vient de se faire l'interprète. Il ajoute que Lord Herschell était un très grand juriste et un grand homme d'État. Le défunt avait, dit-il, occupé les plus hautes positions dans l'Empire, entre autres celle de lord grand Chancelier.

Tout le monde, la magistrature et le Barreau en particulier, connaissait les grands talents de Lord Herschell. Ceux qui ont eu l'avantage de faire sa connaissance intimement, pendant un séjour à Québec, et alors qu'il présidait le Conseil privé de Sa Majesté, en Angleterre, connaissent parfaitement bien les éminentes qualités qu'il possédait. Son grand sens légal était apprécié parmi les jurisconsultes; il était aussi grand homme d'État qu'éminent avocat.

Il est tout particulièrement déplorable pour tout l'Empire britannique que sa mort soit arrivée au moment où il était engagé dans une mission diplomatique très importante et dont on attendait de grands résultats.

À une heure quarante-cinq la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à quatre heures

Documents:

Statistiques judiciaires

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, les extraits des rapports statistiques judiciaires pour 1898, préparés en vertu de l'article 2775 S.R.P.Q. (Document de la session no 71)

Herbe à Bernache (Zostère)

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de cette Chambre, du 16 février 1899, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement, au aucun des départements et des tiers, au sujet du droit de propriété et de l'exploitation de "l'herbe à Bernache", (Zostère) que l'on trouve à proximité de certains rivages, dans cette province. (Document de la session no 72)

Sommes payées au conférencier agricole, M. Stenson

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de cette Chambre, du 25 février 1899, pour un état des sommes payées à M. Stenson, député de Richmond et Wolfe, pour conférences agricoles, avec les dates, le nombre de conférences et les endroits où elles ont été données. (Document de la session no 73)

Rapports de comités:

M. C. LANGEIER (Lévis): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 108) amendant certains articles du code de procédure civile, et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le bill (bill no 136) amendement le code civil, relativement aux privilèges des "voyageurs", bûcherons et autres, et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté avec un amendement qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. L.-P.-P. CARDIN [Richelieu]: J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité, conformément à l'ordre de référence de votre honorable Chambre, en date du 28 février dernier, a examiné de nouveau le bill (bill no 123) concernant la succession de feu Charles Lamothe; et, après avoir entendu les parties intéressées, votre comité a déclaré le préambule prouvé, puis il a fait certains amendements audit bill qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Village de Verdun

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 3 (M. H.-B. Rainville), que le bill (bill no 49) concernant le village de Verdun, soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose, appuyé par le représentant de Compton (M. J. Hunt), que tous les mots après "maintenant", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant le paragraphe suivant, à la section 3:

"Que l'appendice A devra être interprété comme conférant le privilège d'exploiter un chemin de fer électrique, dans le village de Verdun, pour une période de dix années".

Il soutient que les membres de la Chambre ont le droit de critiquer, d'amender et, si nécessaire, de rejeter la législation présentée à la Chambre, même si elle semble recevoir l'appui de toutes les parties en cause. Quant à lui, le contrat qu'on demande à la Chambre de ratifier est scandaleux. L'amendement qu'il présente n'aurait pas été nécessaire, n'eussent été des tactiques utilisées avec succès vendredi soir par le monsieur qui a réussi, en l'absence de ceux qui s'opposent à cette mesure, à faire accepter le rejet de l'amendement qui avait été ajouté au bill par le comité des bills privés, après trois jours de discussion. Il voudrait limiter à dix ans le droit exclusif accordé à la "Street Railway Company" en plus de toutes les autres concessions de nature importante.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Dit qu'il s'oppose aussi au monopole, mais qu'il faut par contre agir avec humanité. Il dit que les ouvriers et les pauvres gens de Verdun ont besoin des tramways comme moyen de transport, et cela malgré les clauses prévues au contrat. Il souligne que 94 propriétaires de Verdun sur 100 ont approuvé d'une façon formelle le contrat. Et depuis ce temps, cinq autres ont accordé leur appui, ce qui fait que seul l'honorable député de Huntingdon (l'honorable G.W. Stephens)

s'y oppose. Il insiste pour qu'on ne tolère pas qu'une seule personne puisse nuire à la ratification de ce contrat.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Insiste sur les conditions opprimantes de ce contrat: un monopole de trente ans, avec exemption de taxes. La municipalité s'engage à fournir et à préparer les lieux, à les protéger des inondations, à construire des ponts et des ponceaux et à les maintenir en bon état à ses frais pendant la durée du contrat. La compagnie aura tout simplement à poser les rails. C'est un contrat extraordinaire. Il est vrai que les propriétaires actuels de Verdun l'approuvent, mais ils cherchent, en vantant les avantages du transport par tramway, à attirer les ouvriers de la ville à acheter des lots. Ces derniers ignorent qu'ils seront assujettis à de lourdes taxes, en retour des supposés avantages qu'apporte le tramway.

Il soutient que la compagnie exploite honteusement le public. Aujourd'hui, elle veut faire sanctionner un contrat qui est illégal, empiète sur des droits acquis par d'autres compagnies et établit un monopole absolu. Pas un député n'a même essayé de défendre la légalité du contrat. Si Montréal, au lieu de se mettre à la merci de la compagnie, avait imité l'exemple de Glasgow, en Ecosse, ses finances ne seraient pas dans un état aussi délabré. À Glasgow, le tramway électrique est exploité par la cité elle-même et lui rapporte un revenu suffisant pour le fonctionnement de la chose municipale sans imposer aucune taxe.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Les citoyens de Verdun presque à l'unanimité se sont prononcés en faveur du contrat passé entre la municipalité et la compagnie de tramways. Le contrat peut laisser à désirer à certains égards, mais aux contribuables de Verdun d'en subir les conséquences. La Législature ne peut ignorer, dans la présente conjoncture, l'opinion unanime de la municipalité intéressée.

Si les citoyens de Verdun le désirent, ils ont le droit de l'avoir. -En outre, il ne faut pas perdre de vue le fait que la compagnie devra encourir de grandes dépenses pour introduire le tramway dans Verdun dont la population est de quelques mille âmes, et que, par conséquent, l'obtention d'une amélioration aussi considérable requerrait des privilèges plus étendus.

L'HONORABLE J. J. E. GUERIN (Montréal no 4): À titre de représentant d'une partie de Montréal adjacente à Verdun, croit que si les gens de cette municipalité désirent profiter des avantages du tramway et qu'ils ne peuvent les obtenir à de meilleures conditions, on devrait leur permettre d'accepter les clauses du contrat s'ils le désirent.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): S'oppose à ce contrat exclusif car il considère qu'il nuit aux autres compagnies qui veulent établir des lignes en dehors de Montréal, mais en passant par Verdun.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Ball, Bédard, Bissonnette, Carbray, Cotton, D'Auteuil, Dufresne, Grenier, Hunt, LeBlanc, Lislois, Nantel, Panneton, Weir, 14.

CONTRE: MM. Allard, Atwater, Béland, Bickerdike, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Chênevert, Clapperton, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Dorris, Garneau, Gillies, Gouin, Guerin, Hackett, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier, McDonald, Marion, Pelletier, Rainville, Robitaille, Roy, Shehyn, Turgeon, 34.

L'amendement est rejeté.

Et la question principale étant de nouveau posée;

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. L.-E. Panneton), que tous les mots après "maintenant", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction d'amender la clause 3 en y ajoutant les mots suivants: "Cependant ladite compagnie ne sera pas exempte de taxe, et rien dans ledit arrangement ne sera interprété comme empêchant toute autre compagnie, y ayant droit en vertu de sa charte, d'établir toutes lignes de tramway ou chemin de fer dans les limites du village de Verdun."

Il attire l'attention sur le fait qu'il y a deux autres lignes de chemin de fer qui détiennent, dans le village de Verdun, des droits que toute nouvelle législation devra sauvegarder.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Parle dans le même sens.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Dit que les promoteurs du bill ne se proposent pas d'exclure les compagnies qui ont déjà le droit de construire et d'exploiter des lignes de chemins de fer dans les limites de Verdun ou de les priver de leurs droits: les promoteurs veulent empêcher la corporation d'accorder de nouveaux permis.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Dit que, dans ce cas, le député de Montréal no 2 ne devrait pas s'objecter à l'amendement proposé par le député de Laval.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Appuie l'amendement du député de Laval.

M. W. A. WEIR (Argenteuil): Appuie l'amendement. Il soutient que la Législature a le devoir de respecter les droits acquis des compagnies ayant déjà des chartes leur permettant de construire des lignes dans le village de Verdun.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Ball, Bédard, Bissonnette, Boutford, Carbray, Caron (Maskinongé), Clapperton, Cotton, Dessaulles, Dorris, Dufresne, Grenier, Lacombe, LeBlanc, Lislois, Panneton, Plante, Rainville, Stephens, Weir, 20.

CONTRE: MM. Allard, Béland, Bickerdike, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Chênevert, Cherrier, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Garneau, Gosselin, Gouin, Guerin, Hackett, Hunt, Lalonde, Langelier, McDonald, Marion, Nantel, Pelletier, Petit, Robitaille, Roy, Turgeon, 28.

L'amendement est rejeté.

Et la question principale étant de nouveau posée;

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. L.-E. Panneton), que tous les mots après "maintenant", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "ledit bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en retranchant la clause troisième."

Il fait remarquer que la Compagnie des chars urbains de Montréal est en train d'obtenir d'importantes franchises dans toutes les municipalités environnantes de Montréal. Lorsque le contrat entre la ville et cette compagnie expirera, Montréal sera à la merci de cette dernière, car peu de compétiteurs chercheront à obtenir des franchises qui ne s'étendent pas en dehors des limites de la ville.

M. G.-A. NANTÉL (Terrebonne): Dit que tout en n'approuvant pas certaines clauses du contrat et ayant voté contre l'adoption du contrat accordant un monopole de trente ans à cette compagnie dans le village de Verdun, il votera contre le présent amendement parce qu'il croit que le village a besoin d'un service de tramways que cette compagnie peut fournir. Si la cité de Montréal avait procédé de la même manière que la ville de Glasgow, le village de Verdun ne serait pas obligé, aujourd'hui, de se soumettre aux conditions qu'impose la compagnie de tramways. Quoiqu'il considère illégal le monopole de trente ans, il est d'avis que les autres clauses sont tout simplement exorbitantes; par conséquent, il votera contre cet amendement, car si les gens de Verdun consentent à subir les conséquences de ce contrat, c'est leur affaire.

Il ajoute que les municipalités des environs de Montréal enfreignent trop souvent nos lois municipales. Il est temps, dit-il, que ces municipalités cessent de tomber dans ces abus et de donner pour un rien, pour une chanson, des privilèges énormes à des compagnies monopolisatrices comme la Compagnie du tramway dont le public a déjà eu trop à se plaindre.

L'amendement est rejeté.

Et la question principale étant de nouveau posée:

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. G.-A. Nantel), que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de

la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants: "ledit bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en substituant à la clause 3, la clause suivante:

"3. La Compagnie des chars urbains de Montréal n'est autorisée à construire et étendre son réseau de tramway électrique jusqu'aux limites ouest de la municipalité du village de Verdun, que sous l'empire du code municipal de cette province, non-obstant tout arrangement à ce contraire."

L'amendement est rejeté.

Et la question principale étant de nouveau posée, elle est résolue affirmativement.

Le bill est lu pour la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Élargissement de la rue Notre-Dame, Montréal

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 76) amendant la charte de la cité de Montréal et en particulier la loi 59 Victoria, chapitre 49.

Adopté.

En comité:

On lit d'abord le préambule du bill.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Déclare son intention de voter contre le bill, à moins qu'un amendement oblige la Compagnie des chars urbains, qui rend cet élargissement nécessaire, à payer sa quote-part dans les frais d'expropriation. Il ajoute que l'état des finances de la ville de Montréal ne permet pas de faire d'expropriations et que d'ailleurs il n'y a de réellement intéressée que la Compagnie des tramways.

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Dit que si la cité a le droit d'imposer des frais à la Compagnie de tramways de Montréal, il est d'accord. Il souhaite que ces améliorations soient faites. Mais il demande si la ville a le droit d'imposer ce paiement, parce qu'il ne faut pas oublier que ce sont les propriétaires de cette rue ainsi que les citoyens de Longue-Pointe, Longueuil, Saint-Hubert et autres municipalités environnantes qui ont demandé ces améliorations et non la compagnie de tramways. Les cultivateurs de ces municipalités se plaignent depuis longtemps.

M. T. B. De GROBOIS (Shefford): Ne comprend pas que l'on puisse taxer la compagnie pour une amélioration qui est d'intérêt public, et non de l'intérêt de la compagnie. Quel intérêt y a-t-il pour la compagnie?

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Dit que si son honorable ami connaissait la topographie de la localité en question, il saurait que l'élargissement de cette rue permettra de poser des voies doubles, ce qui réduira les dépenses d'exploitation de la compagnie.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Ne veut pas que la ville soit forcée à faire contre son gré une si grande dépense. Il ne voit pas pour quelle raison la ville serait obligée d'élargir une rue. Si la ville désire obtenir la permission d'ouvrir une certaine rue, la Législature pourrait lui donner ce pouvoir; mais obliger la ville à effectuer de si grandes dépenses constitue un geste extravagant et irraisonnable.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Demande au député de Montréal no 3 (M. H.-B. Rainville) d'exprimer son point de vue en tant que membre du conseil municipal de Montréal et président du comité des finances.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Dit que le pouvoir d'emprunt de la ville est établi à \$27,000,000. Cette somme est déjà épuisée ou anticipée, et les estimations des dépenses de la ville ne prévoient pas de montant destiné aux dépenses qu'occasionnerait l'adoption du bill de la rue Notre-Dame (bill no 76) et de la rue Saint-Antoine (bill no 119). Le conseil de ville n'a pas les moyens d'augmenter les obligations financières de la ville. À titre de député de cette Chambre, et non pas comme échevin ni comme président du comité des finances, il veut protester contre l'introduction de telles mesures qui obligent la cité de Montréal à faire des demandes annuelles d'argent à la Législature et qui accaparent le temps de la session. Si ces bills étaient vraiment nécessaires, ils devraient être incorporés à la charte; mais ils ne le sont pas. La clause 344 de cette charte fixe la dette à \$27,000,000 et autorise la cité à emprunter, pour des fins d'amélioration, une somme d'argent n'excédant pas dix pour cent de l'augmentation de la valeur de la propriété foncière. Il suggère de présenter ce bill lorsque la ville aura atteint les limites de sa dette. Le Conseil législatif pourrait amender la charte pour prévoir que le coût de l'élargissement de la rue Notre-Dame devrait être le premier montant prélevé sur l'emprunt en vertu des dispositions de l'article 344 qui autorise des emprunts n'excédant pas dix pour cent de l'augmentation de la propriété foncière.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Etes-vous en faveur d'imposer ces obligations à la compagnie de tramways?

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Répond que non. Il ne voit pas pourquoi la compagnie de tramways devrait être taxée pour des améliorations, sauf dans la mesure où cette compagnie est propriétaire de quelques terrains.

L'HONORABLE J. J. E. GUERIN (Montréal no 6): Dit que si ces expropriations n'ont pas été prévues dans la charte, c'est que les promoteurs craignaient que le bill ne soit pas adopté à cette session. Les promoteurs des bills de la rue Notre-Dame ou de la rue Saint-Antoine ne désirent pas augmenter la dette de la cité.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit que la seule façon de diminuer les dépenses de la ville est d'attribuer la moitié des dépenses à la

Compagnie des chars électriques et l'autre moitié aux propriétaires qui profiteront de ces travaux. Il est d'avis que les travaux sont rendus nécessaires par la Compagnie des tramways.

On vote ensuite sur le préambule du bill qui est rejeté par un vote de 21 à 19.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport que le préambule en a été rejeté.

Élargissement de la rue Saint-Antoine, Montréal

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 119) amendement la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

En comité:

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Parle en faveur de l'adoption de cette mesure. La cité paie des frais plus élevés pour des jugements en dommage pour défaut de procéder à l'expropriation que pour l'expropriation elle-même. Il cite le cas de madame Duhamel ainsi que d'autres qui ont obtenu des jugements contre la ville pour cette raison, et il existe d'autres causes pendantes devant les tribunaux. Il croit que ce n'est qu'un acte de justice pour les propriétaires que cet élargissement puisse se faire.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Combat le bill et pense que la ville ne devrait pas payer ces sommes. À son avis, il n'est pas raisonnable d'imposer à la ville un tel paiement, à cause de sa mauvaise situation financière et de son endettement actuel. Il invoque les mêmes motifs que pour le bill de la rue Notre-Dame (bill no 76). La Législature n'est pas assez au courant des besoins de la cité de Montréal pour l'obliger à effectuer des travaux qu'elle ne désire même pas. Il propose que le comité se lève et, par conséquent, de tuer le bill.

Le vote n'est pas pris sur cette dernière proposition car l'ajournement des travaux est arrivée.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

À six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures et demie

Chemins de fer

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant le délai dans lequel les travaux sur certains chemins de fer doivent être complétés et concernant certains subsides de chemins de fer.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet

de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Propose;
1. Que le délai prescrit pour compléter les travaux sur le chemin de fer de "Jonction de Pontiac au Pacifique" sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1900.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): S'oppose à l'extension des délais.

Adopté.

2. Que le délai accordé pour l'exécution complète des travaux sur le Chemin de fer du Grand-Nord sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1900.

Adopté.

3. Qu'attendu que, d'après les dispositions de la loi 60 Victoria, chapitre 4, section 7, le lieutenant-gouverneur en conseil a été autorisé à payer à la Compagnie du chemin de fer du Grand-Nord la balance de la subvention à elle transférée par la Compagnie du chemin de fer des Basses-Laurentides, par transport du 20 septembre 1893, et qu'il a été déclaré que cette balance était de \$87,750 pour 13 milles de chemin, soit \$65,000 pour la balance de la subvention en argent, et \$22,750 pour celle de la subvention en terres, en estimant la concession en terres de 5,000 acres par mille à 35 centins l'acre, laissant hors de compte la somme dont le paiement a été autorisé en vertu des dispositions de la section 12 de ladite loi pour le second versement de la subvention en terres fixés à 17½ centins l'acre, soit la somme de \$11,375; et attendu que la compagnie a, depuis, reçu la somme de \$8,750, acompte dudit second versement de la subvention en terres, ce qui laisse la somme de \$2,625 payable à la compagnie, le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à payer à ladite Compagnie du chemin de fer du Grand-Nord ladite somme de \$2,625, balance due sur le second et dernier versement de la subvention en terres pour les 13 milles.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande des explications.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Explique les raisons qui ont motivé l'attitude prise par le gouvernement.

En ce qui concerne le délai accordé pour l'exécution complète des travaux de la "Great Northern" il dit que les directeurs de la compagnie ont été depuis quelque temps dans une mauvaise situation financière; mais ils ont réussi, depuis, à faire des arrangements satisfaisants, et nous savons qu'ils sont maintenant en mesure de terminer les travaux qui sont hautement souhaitables à tous les points de vue.

Le chemin de fer Grand-Nord attire l'attention de la population et surtout celle des citoyens de Québec: c'est une grande entreprise provinciale, voire même nationale.

Les personnes qui ont fait des sacrifices pour la construction de cette voie sont incapables de terminer les travaux dans le délai requis, sans que cela soit de leur faute. Maintenant ces personnes ont à leur disposition les moyens nécessaires pour terminer la voie. Cette nouvelle doit nous réjouir, dit-il. Il ne doute pas qu'il n'y aura pas d'opposition à ce qu'on accorde un autre délai jusqu'au 31 décembre 1900.

C'est le temps de se montrer généreux.

Adopté.

4. Que le délai accordé pour l'exécution complète des travaux sur le Chemin de fer de la montagne d'Orford sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1902; que les subventions accordées jusqu'ici et faites payables à la compagnie devront, durant cette prolongation de délai, si elles sont gagnées par la compagnie, être payées à celle-ci, et que ces subventions s'appliqueront à toute extension ou à tout embranchement construit par ledit chemin de fer, conformément à sa charte, pourvu que l'ensemble des obligations de la province envers la compagnie ne soit augmenté d'aucune façon.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé des résolutions lesquelles sont lues pour la première fois.

Élargissement de la rue Saint-Antoine, Montréal

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 119) amendant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

En comité:

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Demande à la Chambre d'adopter cette mesure dans l'intérêt de la cité de Montréal. Les jugements rendus contre la ville pour défaut de procéder vont coûter \$200,000, avec un intérêt de 6 pour cent; l'expropriation elle-même coûterait \$400,000 à 3 pour cent; ces deux possibilités donnent le même résultat. Si l'on optait pour les améliorations, les propriétaires devraient défrayer la moitié des coûts.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Se demande s'il doit ajouter quelque chose à ce qu'il a dit dans l'après-midi sur l'autre bill (Élargissement de la rue Notre-Dame, bill no 76). Ce bill doit subir le même sort que le premier, mais si l'un des deux devait être adopté, c'était celui de la rue Notre-Dame.

Il trouve que le député de Soulanges n'est pas conséquent. Il est surpris d'entendre ce député proposer une telle mesure opposée aux demandes formulées par la cité, alors qu'hier encore, il voulait des pouvoirs plus étendus par le conseil. Montréal n'a pas demandé de pouvoirs pour l'élargissement de la rue Saint-Antoine et, cependant, le député cherche à lui imposer des obligations quelle ne désire pas avoir.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Dit que personne ne désire imposer cette dépense à la ville.

Il trouve curieux de voir un ministre ainsi que le député de Soulanges s'intéresser autant à la division qu'il représente. Il dit que l'année dernière, un ministre avait présenté un bill semblable concernant sa division. Et maintenant, c'est au tour du député de Soulanges. Quelle est l'idée d'un représentant d'un comté rural de vouloir imposer des fardeaux à Montréal?

Ce bill devrait être présenté par le député du comté où est située la rue Saint-Antoine; mais nous savons que la population de ce comté n'approuve pas ces travaux. Il ne comprend pas que d'autres députés cherchent à s'immiscer dans les affaires de son comté, alors que lui-même n'intervient jamais dans les affaires des autres circonscriptions. Ainsi, il ne s'est jamais rendu dans le comté de Soulanges pour faire construire des canaux. Pour appuyer ses propos, il fait la lecture de télégrammes qu'il a reçus de Montréal. Ils proviennent de membres du "Board of Trade", de la "Bankers' Association", et de la "Sun Life Insurance Company"; M. Crumbie, président de la "Bankers' Association", Robert Mackay qui possède pour plus d'un million de dollars de propriétés dans le quartier, H. Stikeman de la "Bank of British North America", John Torrance, F. Wolferstan, Thomas Robert Meighen, Edgar Judge, C.C. Smith, "Hodgson-Bros", Charles Alexander, Jonathan Hodgson, T.B. Macaulay, de la "Sun Life", Andrew Allan, G.W. Ross, secrétaire de l'association municipale, David Robertson, R. Reford, "Lyman, Sons & Co"; Alex McFee, A.F. Gaulf et autres. Presque tous les hommes d'affaires s'opposent à l'élargissement de la rue Notre-Dame et de la rue Saint-Antoine. Parmi ces personnes, plusieurs ont énoncé énergiquement leur opinion. Ils sont d'avis que la ville ne devrait pas avoir le droit d'emprunter en vue d'effectuer d'autres expropriations et que c'est pour cette raison que la ville est dans une si mauvaise posture financière; ils ajoutent que la population nourrit des sentiments d'indignation à l'égard de ceux qui font des pressions à Québec pour faire adopter ces bills favorisant l'expropriation, et que l'on peut s'attendre que des réunions publiques soient convoquées pour protester. Les signataires de ces télégrammes le supplient de lutter jusqu'au bout contre l'élargissement des rues Notre-Dame et Saint-Antoine.

Il propose que le comité se lève.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Accuse le député de Montréal no 5 de chercher à forcer les députés à se ranger à son avis, en causant ainsi une injustice aux personnes qui ont légitimement le droit d'exiger l'élargissement de la rue Saint-Antoine, tel que stipulé dans ce bill. Il fait voir un télégramme du maire Préfontaine de Montréal disant que le représentant de Montréal no 5 a aussi expédié un télégramme à la Chambre de commerce demandant aux membres influents de cet organisme de lui faire parvenir des télégrammes exprimant leur opposition à l'élargissement de ces rues; ces télégrammes sont pour lui un appui pour lutter contre le bill en question. Puis, il fait voir une circulaire envoyée par

monsieur George Hadrill, secrétaire de la Chambre de commerce, demandant à ces personnes d'expédier des télégrammes. Le député de Soulanges ajoute que ces personnes ne portent aucun intérêt à l'élargissement de ces rues. Par contre, le maire de Montréal favorise ce bill. Il ajoute que la Chambre ne devrait pas tenir compte de ces télégrammes qui ont été sollicités, dont l'origine est suspecte et qui semblent entachés d'égoïsme.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Où est le mal?

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Dit qu'il n'y voit aucun mal, sauf que le représentant de Montréal no 5 a voulu laisser croire que ces télégrammes étaient un geste spontané de protestation contre ce bill.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Avait l'impression d'avoir eu le grand honneur de tuer le bill de la rue Notre-Dame cet après-midi. Pour renforcer la position qu'il a adoptée, il s'opposera de toutes ses forces à ce bill. Il raconte les circonstances par lesquelles la Législature avait dégagé la cité de l'obligation d'exécuter les travaux d'élargissement de la rue Saint-Antoine.

Le représentant de Soulanges demande aux députés de ne pas ruiner les propriétaires de cette rue. On croyait, lors de l'adoption du bill autorisant l'élargissement de ces rues, que la cité avait les fonds nécessaires, mais ce n'était pas le cas. Une loi de la Législature limitant les pouvoirs d'emprunt à \$24,000,000 avait empêché la ville d'effectuer les expropriations. Les propriétaires essayèrent d'obtenir gain de cause devant les tribunaux et la cité fit encore appel à la Législature qui, en 1896, passa une loi interdisant catégoriquement à la ville de procéder aux expropriations. Cette loi disqualifiait tout échevin qui proposait de dépenser une somme quelconque sans avoir obtenu les certificats du vérificateur et leur interdisait d'effectuer des travaux exigeant un emprunt additionnel. Il sait que ce bill intéresse certains de ses amis personnels et politiques, mais il sait aussi où est son devoir. Il doit protéger les intérêts de la cité en s'opposant au bill.

L'HONORABLE J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Cite le cas des propriétaires de la rue Saint-Antoine, indiquant que lorsque la ville avait d'abord annoncé sa décision d'élargir cette rue, les propriétaires n'avaient pas osé y apporter des améliorations craignant l'expropriation et avaient, de ce fait, subi des pertes considérables. En effet, plusieurs propriétaires avaient avisé leurs locataires de ne pouvoir renouveler leur bail pour l'année. Cette situation n'ayant pas évolué depuis ce temps, les propriétaires n'ont pu louer leurs maisons.

La proposition du député de Montréal no 5 (M. R. Bickerdike) est rejetée et le préambule du bill est ensuite adopté.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose plusieurs amendements pour mettre le bill en accord avec la nouvelle charte de Montréal.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Désire proposer un amendement.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Soulève le point d'ordre en disant qu'avis de motion n'avait pas été donné.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Admet la justesse du point d'ordre et dit qu'il donnera avis de motion, ce qui aura comme conséquence de retarder l'adoption du bill.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Veut retirer son point d'ordre.

M. LE PRÉSIDENT (M. T. B. De Grosbois, Shefford): Dit qu'il est trop tard.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Veut introduire un autre amendement.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Dit qu'avec cet amendement, la cité devra payer le coût total de ces expropriations, puisqu'elles seront de ce fait à la charge des expropriations d'intérêt public.

L'HONORABLE J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Désire ajouter un amendement stipulant que les coûts seront acquittés à part égale par la ville et par les propriétaires.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Objecte qu'avis de motion n'a pas été donné.

L'HONORABLE J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Soutient que son amendement n'entraîne pas de changements au bill, mais permettra l'application de l'esprit du bill qui ne prévoit pas que la ville doive tout payer, mais que les propriétaires doivent payer la moitié des frais.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Maintient son objection.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Dit que l'opposition du représentant de Montréal no 5 est injuste, car cet amendement dégagerait la cité de cette obligation. L'honorable député voudrait bien que l'amendement du député de Soulanges soit mal reçu, dans le but de revenir à la charge avec une pile de télégrammes.

L'amendement du député de Soulanges (M. A.-G. Bourbonnais) est adopté. La sous-section D de la clause 1 est modifiée en prescrivant que les expropriations devront se faire suivant la régie nouvelle prescrite par la nouvelle charte pour les expropriations d'intérêt public, c'est-à-dire par la cité payant tous les frais.

D'autres amendements sont également adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié.

Chemins à barrières de la rive nord de Québec

L'ordre du jour appelant la Chambre en comité général pour étudier le bill (bill no 124) autorisant les syndicats de la commission des chemins à barrières de la rive nord de Québec à émettre de nouvelles obligations, en renouvellement de certaines de leurs obligations actuelles, et pour d'autres fins, étant lu;

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose que ledit ordre soit rescindé et que le bill soit retiré. Adopté. Le bill est retiré.

Chemin de fer urbain de Montréal

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 71) amendement des lois concernant la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal.

Adopté.

En comité:

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Attire l'attention sur l'absence des documents produits devant le comité des bills privés. Il demande que ces documents soient produits. S'ils ne le sont pas, il va proposer que le comité se lève. On doit procéder de façon régulière, dit-il. On doit au moins sauver les apparences,

DES VOIX: Crient de ne pas faire d'obstruction.

On envoie chercher les documents. Durant ce temps les échanges continuent de façon informelle.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Dit que bien que la session tire à sa fin, on ne devrait pas procéder avec trop d'empressement. Les règlements de la Chambre doivent être observés. On doit se comporter de façon convenable, comme des législateurs sérieux.

M. H.-S. BÉLAND (Beauce): Exprime ses doutes sur la sincérité des propos du député de Laval.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Si les gens de la Beauce s'ennuient, qu'ils aillent se coucher. Qu'ils prennent patience.

DES VOIX: Mouvements et cris dans la salle.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Déclare qu'il ne veut pas faire d'obstruction.

M. H.-S. BÉLAND (Beauce): Je crois que le député de Laval a plus besoin de sommeil que moi.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Vous devez vous rappeler que nous sommes en train d'étudier un bill qui concerne la grande ville de Montréal. Nous ne gagnerons rien en hâtant les choses et en ne respectant pas les règles de la Chambre qui sont le résultat de la sagesse des siècles.

On arrive alors avec les documents.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Dit que la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal recherche trois objectifs: des pouvoirs illimités d'augmentation de son capital, la ratification de deux contrats très avantageux, aux yeux de la compagnie et, troisièmement, un territoire plus étendu pour ses opérations. Le comité des bills privés a rayé la clause concernant les contrats, a réduit à \$5,000,000 le montant du nouveau capital, a restreint à Verdun, Saint-Lambert et Longueuil le champ de ses opérations et a inséré une clause obligeant la Compagnie de tramways à émettre aux ouvriers des billets au prix de douze pour vingt-cinq cents. Il continue à passer en revue les arguments déjà employés au comité des bills privés.

Il demande pourquoi la compagnie nécessite tout ce nouveau capital? Est-ce pour construire des châteaux en Espagne? Il craint que ce bill vise à vouloir diluer le capital. Il ne s'objecte pas à ce qu'un homme d'affaires ou une compagnie réalise un profit raisonnable, mais il s'oppose à des profits exagérés, comme ceux de cette compagnie. Cette dernière possède en ce moment tout le capital et tous les pouvoirs requis. Pourquoi chercher à les augmenter? Il prétend que les améliorations projetées dans le projet de loi ne justifient pas l'augmentation de moitié du capital de la dette. La compagnie donne à Montréal un service médiocre, mais même si elle donnait un bon service, elle n'a pas le droit de demander de tels privilèges. Il est connu que Montréal possède le pire service au monde. Les wagons sont surchargés et il y a même certains wagons sur la rue Notre-Dame qui ne sont vraiment pas en état de transporter des êtres humains.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Demande à la Législature de ne pas devenir l'instrument de cette compagnie puissante qui est un monopole, et il insiste pour ne pas être l'instrument de ses desseins de spéculation. Il s'oppose totalement au bill. Il n'y a pas lieu d'augmenter le capital de la compagnie et il n'est pas nécessaire d'élargir son champ d'opérations. Il propose de lever la séance du comité.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Pense qu'il serait bien de faire un exposé complet de la situation, et il le fait.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Proteste en disant qu'il ne serait pas convenable de tuer un bill de cette importance sur le préambule et il demande qu'on en fasse au moins la discussion complète.

Il existe cependant certains points soulevant des objections qui ne devraient pas être adoptés. On veut augmenter le capital dans le but de prolonger la ligne, et aussi pour voir à l'aménagement et l'entretien. Pour ce qui est de l'extension, elle est probablement indiquée, mais l'aménagement et l'entretien devraient être payés à même les revenus. Il pense qu'un amendement serait bien accueilli.

La proposition de lever la séance du comité est rejetée et le préambule du bill est ensuite adopté.

Le comité étudie la clause 1 qui concerne l'augmentation du capital-actions et l'émission de nouvelles actions.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose d'ajouter ce qui suit à cet article: "Dans l'émission d'actions en vertu de l'article 1, la cité de Montréal bénéficiera du droit privilégié de souscrire à une partie ou à la totalité desdites actions et de les acheter à leur valeur au pair".

Et à la fin dudit article, d'ajouter ce qui suit: "Ce pouvoir sera soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, après en avoir fait la demande, et un avis d'un mois devra être publié dans la Gazette officielle de Québec ainsi que dans un journal de langue française et un de langue anglaise publiés dans la cité de Montréal."

La proposition est rejetée.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose que le consentement des trois-quarts des actionnaires soit requis pour émettre de nouvelles actions.

Adopté.

L'HONORABLE HT. DUFFY (Brome): Propose de supprimer les mots "aménagement et entretien" des objets pour lesquels la nouvelle émission pourra se faire, de façon que les nouvelles actions ne puissent servir qu'à l'extension de la ligne.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Appuie chaleureusement cet amendement. La deuxième clause va plus loin que la première et stipule que la compagnie aura le droit de construire ou d'exploiter la ligne. C'est un mauvais principe.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Demande dans quel but la compagnie désire cinq millions de plus, si c'est simplement pour construire quelques milles de plus. Il ne voit aucune raison d'augmenter le capital actions de \$5,000,000 pour construire six milles de voie ferrée. Si la compagnie venait présenter à la Chambre des travaux devant coûter environ \$5,000,000, la Chambre serait prête à lui voter ce montant, mais dans le cas présent, cette demande n'est pas justifiée. Si l'on permet cette émission, dit-il, le pauvre actionnaire qui n'a pas d'argent verra baisser ses actions actuelles comme conséquence de ce dédoublement.

M. T. B. De GROBOIS (Shefford): Demande si le député de Châteauguay connaît le nombre de milles que la compagnie a ajoutés à la ligne dans Montréal l'année précédente.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Si la compagnie veut étendre la ligne, qu'elle le dise spécifiquement et nous pourrions lui accorder les pouvoirs nécessaires.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Dit que la compagnie, il y a deux ou trois ans, a déjà obtenu la permission de la Législature d'augmenter de

\$2.500.000 à \$5.000.000 son capital pour des fins de constructions dans la ville et aujourd'hui on se trouve en présence d'une nouvelle demande de doubler le capital.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Dit que le député d'Argenteuil a donné le bon argument pour l'augmentation du capital-actions et qu'il a touché le point juste. Le montant des actions vendues lors de cette émission a été dépensé, sauf une somme de \$300,000. Le contrat que détient cette compagnie avec la cité peut l'obliger à étendre ses lignes à chaque rue de la cité. Il soutient que la compagnie est à la merci de la cité en ce qui a trait à la distance en milles de lignes à construire et aux travaux considérables commandés par le conseil.

La compagnie ne souhaite pas se présenter devant la Législature à chaque année. Elle a déjà obtenu le permis pour se rendre à Longueuil et à Lachine et pour acheter toutes les lignes électriques sur l'île de Montréal. Ceci coûtera presque \$3,000,000. Une compagnie de cette envergure devrait avoir un peu de latitude en ce qui a trait à l'émission de ses actions. En ce qui concerne la proposition du député de Brome (l'honorable H.T. Duffy), il est prêt à l'approuver dans la mesure où il pense la comprendre.

M. P.-E. LEBLANC (Laval) N'est pas d'accord avec les propos du député de Montréal no 3. Les rues dans lesquelles on doit construire des lignes sont clairement indiquées dans l'arrêté municipal.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Oui, dit-il, et nous savons combien de temps il a fallu pour construire la ligne de la rue Guy.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Dit avoir voulu exprimer que le contrat stipule un nombre important de rues où les lignes ne sont pas encore construites et qui vont coûter une Somme considérable. Il n'a pas voulu laisser entendre que la cité exigerait des services qui ne sont pas nécessaires, mais la compagnie se doit d'être en mesure de répondre à toutes les demandes.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Décrit comment il voit la situation. Il s'agit d'une compagnie constituée en corporation dont le capital-actions est libéré et qui désire augmenter ce capital-actions. Si cette compagnie avait été incorporée en vertu de lettres patentes, elle aurait pu s'adresser au secrétaire de la province pour augmenter son capital-actions. On ne le refuse jamais, mais c'est un principe fondamental. Cette compagnie a été constituée en corporation par une loi de la Législature. Elle a déjà utilisé son capital et ne désire pas l'augmenter de \$5,000.000 immédiatement. Elle désire seulement avoir le pouvoir d'augmenter son capital à \$10,000.000. Les administrateurs de cette compagnie sont des hommes d'affaires en vue, et il est improbable qu'ils veuillent nuire à leurs actionnaires. La seule partie susceptible de subir des dommages est la cité et si cela se produisait, il serait le premier à protester. Les gens qui utilisent le tramway savent

toujours l'apprécier. Cette compagnie procure de l'emploi à des centaines d'hommes et rend de grands services.

Il soutient qu'aussi longtemps que les actionnaires seront satisfaits, personne ne s'objectera à cette clause. À moins que cette requête, nuise aux droits acquis d'une autre partie, elle devrait être accordée à cette compagnie, puisque cela la concerne et non la Chambre, sauf lorsque l'intérêt public est en jeu.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Répond au député de Montréal no 4 et appuie l'amendement du député de Brome.

M. C. LANGELIER (Lévis): Propose que le comité lève sa séance, rapporte le progrès fait et demande à siéger de nouveau.

Cette dernière proposition est adoptée.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Demande de documents:

Prison des femmes protestantes de Montréal

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose qu'il soit mis devant la Chambre, copie de toute communication, requête et correspondance concernant la prison des femmes protestantes de Montréal.

Il dit que la population protestante de Montréal n'ignore pas que la prison des femmes protestantes ne satisfait pas aux exigences requises. C'est un fait connu que la prison des femmes protestantes ressemble à une manufacture de criminels et que, dans ces circonstances, aucune rééducation n'est possible. Il espère que le ministre des Travaux publics (l'honorable H.T. Duffy, Brome) verra à faire cesser cette déplorable situation. Est-il possible que le ministre des Travaux publics voit à corriger cette situation avec la promptitude habituelle qui le caractérise?

Il fait la lecture de rapports provenant de dames charitables qui ont visité la prison, en particulier celui de madame Murphy, pour montrer que, dans ces conditions, il est impossible de faire des travaux de rééducation. Les rapports indiquent que les prisonnières sont laissées à ne rien faire, avec le résultat qu'aucune réhabilitation ne se produit durant leur incarcération.

Elles deviennent paresseuses et aiment revenir à cet endroit où elles mènent une vie oisive à flâner. On critique aussi sévèrement les conditions de vie de la prison.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): C'est la première plainte qu'il reçoit au sujet de l'administration de la prison des femmes protestantes, dit-il. Jamais il n'a été fait de plaintes de ce genre d'une manière officielle. Ce qui a été publié dans les journaux ne peut être pris en sérieuse considération par le gouvernement à moins d'un rapport spécial et circonstancié des inspecteurs. Les dames dont on a cité les noms ont déjà envoyé des plaintes aux

journaux, mais non au ministère. Elles ne peuvent s'attendre à ce que le gouvernement transforme la prison en un lieu de villégiature.

Il fait observer que ce n'est pas une bonne politique de rendre les prisons trop attrayantes. De plus, beaucoup de gens se plaignent que l'on ne se préoccupe pas beaucoup des délinquants. Le gouvernement va faire tout son possible pour améliorer les conditions d'hygiène et pour trouver les activités convenables aux prisonnières.

Si les plaintes sont fondées, nous ferons une enquête approfondie. Il fait remarquer que l'administration des prisons ne relève pas de son ministère, mais de celui du procureur général.

La proposition est retirée.

Chemin de fer Montréal et Ouest

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, appuyé par le représentant de Laval (M. P.-E. LeBlanc), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toute communication, requête et correspondance se rapportant à l'octroi d'un subside pour l'extension du chemin de fer "Montréal et Ouest", de son terminus actuel au Nomingue et à la Lièvre.

Il demande au gouvernement de ne pas oublier cette ligne si importante pour le développement de la colonisation. La continuation de cette ligne de chemin de fer serait une grande aide pour toutes ces paroisses appelées communément les paroisses du curé Labelle. Il suggère que l'on fasse pour ce chemin ce que l'on a fait pour le chemin de Montfort, c'est-à-dire prendre sur les argents de colonisation une somme de \$5,000 par année pour venir en aide à cette entreprise essentiellement colonisatrice.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il comprend l'utilité des travaux pour lesquels une aide est demandée au gouvernement, mais il regrette de dire que les conditions financières de la province ne permettent pas d'accorder cette aide pour le moment.

Le gouvernement est disposé à être utile à cette entreprise aussitôt que les circonstances le permettront. Il se déclare disposé à appliquer à la construction du chemin de fer le subside accordé à la colonisation de cette contrée ainsi que le propose le député de Terrebonne, à la condition que la majorité des colons se déclare satisfaite de ce changement de destination de fonds. Si la population intéressée consentait au mode suggéré, ce serait une question à discuter.

Adopté.

Établissement d'abattoirs

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Demande copie de toute correspondance au sujet des abattoirs.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande au premier ministre (l'honorable F.-G. Marchand) s'il peut dire si la rumeur que le gouvernement se propose de soumettre certaines résolutions au sujet des abattoirs est fondée.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Répond qu'il n'est pas encore en mesure de le dire, mais qu'il pourra probablement parler dans un jour ou deux.

La proposition est retirée.

Chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi et Saguenay (M. H. Petit), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toute correspondance adressée au premier ministre ou à ses collègues, au sujet du renouvellement de la garantie des intérêts, par le gouvernement, sur les bons de la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean, depuis le 23 février courant.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Dit que la question soulevée par le député du Lac-Saint-Jean est des plus importantes et que la Chambre a le droit de connaître la politique du gouvernement sur cette question.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Questionne le gouvernement sur ce sujet.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Répond que la question est à l'étude.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Dit que la garantie est demandée sans dépôt, ce qui équivaut à un subside.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que la question devra être soumise à la Chambre.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Demande si ce sera cette année.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande que tous les renseignements demandés relativement aux chemins de fer soient déposés sans retard, car sans vouloir retarder la prorogation, il est nécessaire qu'il soit en possession de ces renseignements avant la discussion des résolutions relatives aux chemins de fer.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Promet de faire diligence à cet égard.

Adopté.

Interpellations:

Accusations contre l'agent des terres T.-A. Christin

M. C.-B. MAJOR (Ottawa): 1. Des accusations ont-elles été portées en 1894, 1895, 1896, 1897, contre M. T.-A. Christin, agent des terres, à Saint-Jovite?

2. Dans l'affirmative, le département des Terres, Forêts et Pêcheries a-t-il jamais pris les moyens de s'enquérir si ces accusations étaient fondées ou non, soit par enquête, ou autrement?

3. Si une ou des enquêtes ont été tenues, rapports en ont-ils été faits?

4. Si des rapports ont été faits, exonèrent-ils, ou inculpent-ils, M. T.-A. Christin?

5. Si ces rapports inculpent M. T.-A. Christin, ce dernier sera-t-il maintenu dans sa position?

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur):

1. Oui; 2. Oui. Une enquête a été faite dans le mois de mai dernier;

3. Oui. Le rapport a été soumis au commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, dans le mois de février courant;

4. Le rapport du commissaire enquêteur conclut que M. Christin s'est rendu coupable de favoritisme, de négligence dans sa charge et d'ingérence dans la politique;

5. Cette question est maintenant à l'étude.

Code procédure civile, article 599

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 138) amendement l'article 599 du code de procédure civile.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code de procédure civile, article 760

M. P. D'AUTEUIL (Charlevoix): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 141) amendement l'article 760 du code de procédure civile.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. P. D'AUTEUIL (Charlevoix): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code de procédure civile

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 108) amendement certains articles du code de procédure civile.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-M. TELLIER (Joliette): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Privilèges des "voyageurs", bûcherons et autres

M. L.-J. ALLARD (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 136) amendement le code civil, relativement aux privilèges des "voyageurs", bûcherons et autres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-J. ALLARD (Yamaska): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Saint-Henri

L'ordre du jour appelant la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 36) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Henri, étant lu; les amendements sont lus la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

Bill (bill no 26) intitulé: "Loi concernant l'asile de la Longue-Pointe";

Bill (bill no 56) intitulé: "Loi a l'effet d'amender la loi concernant les commissaires d'écoles de la municipalité de la ville de Westmount, et d'édicter certaines dispositions relatives aux taxes scolaires de ladite ville";

Bill (bill no 61) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jean-Siméon-Alfred Lapointe au nombre de ses membres, après examen";

Et bill (bill no 83) intitulé: "Loi amendement la loi de pharmacie de Québec".

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec cer-

tains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Bill (bill no 42) concernant la reconstruction de l'église de la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Montréal et le paiement de ladite reconstruction:

Bill (bill no 74) amendement les lois concernant la ville de Lachine;

Bill (bill no 112) concernant la paroisse de Saint-Enfant-Jésus de Montréal:

Et bill (bill no 118) constituant en corporation "The Civic Investment Company".

Église Saint-Jean-Baptiste de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 42) intitulé: "Loi concernant la reconstruction de l'église de la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Montréal et le paiement de ladite reconstruction. Les amendements sont lus pour la première fois.

Ville de Lachine

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 74) intitulé: "Loi amendement les lois concernant la ville de Lachine". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Paroisse de Saint-Enfant-Jésus de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 112) intitulé: "Loi concernant la paroisse de Saint-Enfant-Jésus de Montréal". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

The Civic Investment Company

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 118) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Civic Investment Company". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

La séance est levée à une heure du matin.

Séance du 2 mars 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à onze heures et demie.

Loi électorale

L'ordre du jour appelant la deuxième lecture de l'amendement fait par le Conseil législatif au bill (bill no 19) amendant la Loi électorale de Québec, 1895, étant lu;

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant Leurs Honneurs que cette Chambre ne peut concourir dans l'amendement fait par leurs honneurs au bill (bill no 19) intitulé: "Loi amendant la loi électorale de Québec, 1895".

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

Constitution de la Cour supérieure

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable G.W. Stephens), que le bill (bill J) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendant la Loi concernant la constitution de la Cour supérieure", soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

Asiles d'aliénés

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Brome (l'honorable H.T. Duffy), que le bill (bill no 24) amendant la Loi concernant les asiles d'aliénés soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Cette loi stipule que "le montant payé par une ville, cité ou municipalité en vertu des dispositions de cette loi est considéré comme une dette imposable en vertu du code municipal ou de la charte de toute cité ou ville et peut être perçu comme toute taxe ordinaire". L'article suivant est inséré dans les statuts refondus:

"Toute municipalité de comté qui a payé une somme d'argent au gouvernement pour l'entretien, le séjour ou le traitement d'un aliéné dans un asile, ou pour un transport à ou de cet asile, peut, au lieu de se faire rembourser en la manière prescrite par l'article 3228e, recouvrer de la municipalité locale d'où le malade a été envoyé à l'asile, le montant qu'elle a ainsi payé. La municipalité locale peut ensuite être remboursée, conformément aux régies prescrites par l'article 3228e, de

de ce quelle a payé à la municipalité de comté."

Il explique que cette loi est un retour à l'ancienne loi que leurs prédécesseurs avaient changée. L'ancienne loi était plus efficace que celle présentement en vigueur. Nous pensons offrir un meilleur service tout en ayant une administration saine en donnant à une assemblée locale le privilège de vérifier les dépenses superflues en ce qui concerne le soin des aliénés. On désire éliminer certains abus et cela n'imposera pas de nouveaux fardeaux aux municipalités de comté. On croit, cependant, que si les municipalités locales constatent qu'elles doivent payer un montant pour envoyer leurs malades mentaux dans un asile, elles seront plus prudentes avant de référer leurs cas à l'asile.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que la loi actuelle est très satisfaisante. L'objectif principal visé par cette loi est de donner des soins adéquats aux aliénés. Nous devons songer à l'efficacité des services avant de parler des coûts. Il critique le système de paiement par les conseils de comté qui à leur tour doivent recouvrer le montant payé pour les aliénés des municipalités locales. Il serait beaucoup plus simple pour le gouvernement de demander directement aux municipalités locales de payer les frais. Il se prononce contre ce changement qui n'est à l'avantage de personne, pas même à l'avantage du gouvernement.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Dit que le conseil de son comté est en faveur de ce bill. Il croit que la majorité des municipalités l'approuveront aussi. Il y a eu dans le passé beaucoup d'abus et le nombre d'aliénés envoyés à l'asile aux frais des conseils de comté a augmenté de façon constante.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dit que lorsque le comté paye, on ne se gêne pas pour envoyer toutes sortes de personnes aux asiles, tandis que les municipalités payant, elles verront à ce qu'il n'y ait que les personnes réellement atteintes d'aliénation mentale qui seront envoyées là.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que personne autre que le médecin de l'asile n'a le droit d'intervenir dans la question de savoir si une personne doit ou non être admise à l'asile. Seul le médecin a le droit de juger et l'expérience a prouvé qu'il s'acquitte fidèlement de son devoir. Cette loi ne peut avoir qu'un résultat: retarder l'entrée des aliénés aux asiles, jusqu'à ce qu'ils soient devenus incontrôlables et inguérissables. Il ne peut approuver cette loi et il demande le vote.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard. Bickerdike. Bissonnette. Blanchard. Bourbonnais. Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne. Chauré, Chênevert. Cherrier, Cotton. Decarie, Dechêne. De Grosbois. Delaney. Desaulles, Dorris. Duffy. Garneau. Gouin.

Guerin, Hunt, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier, Lislois, Major, Marchand, Parent, Petit, Rainville, Robidoux, Robitaille, Roy, Stephens, Turgeon, Weir, 39.

CONTRE: MM. Atwater, Ball, Bédard, D'Auteuil, Dufresne, Duplessis, Flynn, Grenier, LeBlanc, McDonald, Marion, Nantel, Panneton, Pelletier, Plante, Tellier, 16.

La proposition est adoptée. Le bill est lu pour la deuxième fois.

Inspection des compagnies d'assurance et autres compagnies

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable G.W. Stephens), que le bill (bill no 10) amendement la Loi concernant l'inspection des compagnies d'assurance et autres compagnies, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il s'agit de remplacer la clause 5390 de cette loi.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard, Béland, Bickerdike, Bissonnette, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron Matane, Champagne, Chauret, Chênevert, Cherrier, Cotton, D'Auteuil, Décarie, Dechêne, DeGrosbois, Delaney, Dessaulles, Dorris, Duffy, Garneau, Gouin, Guerin, Hunt, Lacombe, Laliberté, Lalonde, Langelier, Lislois, Major, Marchand, Parent, Petit, Rainville, Robidoux, Robitaille, Roy, Stephens, Turgeon, Weir, 42.

CONTRE: MM. Atwater, Ball, Bédard, Carbray, Dufresne, Duplessis, Flynn, Grenier, LeBlanc, McDonald, Marion, Nantel, Panneton, Pelletier, Plante, Tellier, 16.

La proposition est adoptée. Le bill est lu pour la deuxième fois.

Sociétés de secours mutuels et sociétés charitables.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 11) amendement la loi concernant les sociétés de secours mutuels et les sociétés charitables. Adopté.

En comité:

On adopte un amendement à l'effet que rien dans cette loi n'affectera les causes pendantes dans lesquelles de telles sociétés sont parties.

Un autre amendement est adopté stipulant que cette loi ne s'appliquera pas aux sociétés de secours mutuels ni aux sociétés charitables qui sont constituées en vertu d'une loi fédérale ou qui ont fait un dépôt entre les mains du gouvernement fédéral.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi modifié en comité général.

Introduction de bills:

M. W.J. WATTS (Drummond): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 128) divisant le district judiciaire d'Arthabaska.

Ce bill vise à ériger en district judiciaire le comté de Drummond, en le séparant de celui d'Arthabaska et de Mégantic. La raison principale est d'éviter des frais de déplacement aux gens de Drummond qui doivent comparaître en cour à Arthabaska. Il explique qu'actuellement, à cause de la distance à parcourir et des moyens de transport inadéquats, il en résulte souvent des injustices. Ainsi, des témoins doivent quitter leur domicile à deux heures, le jour précédant leur comparution, et ne le réintègrent que trois jours plus tard.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 27) amendement la loi électorale de 1895.

Ce bill a pour but de porter à 60 jours le délai de révision et aussi d'obliger les réviseurs à résider dans le district électoral pour lequel ils opèrent.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 129) amendement l'article 972 du code civil.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

École d'arts et métiers à Valleyfield

M. A. PLANTE (Beauharnois): Le gouvernement a-t-il promis d'établir une école des arts et métiers à Valleyfield?

Dans l'affirmative, quand le gouvernement en établira-t-il une?

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Ces écoles sont établies par le Conseil des arts et manufactures.

Sommes payées au Dr Plourde

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Dans le montant de \$28.40, indiqué à la page 283 des Procès-verbaux de l'Assemblée législative, comme ayant été payé au docteur Plourde, combien y en avait-il pour ses honoraires et combien pour ses dépenses et ses aides?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dans le montant de \$28.40, indiqué à la page 283 des Procès-verbaux de l'Assemblée législative, comme ayant été payé au docteur Plourde il y a \$12.00 d'honoraires et la balance est pour des déboursés.

Pont sur la rivière Noire à Saint-Siméon, Charlevoix

M. P. D'AUTEUIL (Charlevoix): Le gouvernement a-t-il l'intention de construire un pont sur la

rivière Noire, dans le deuxième rang du canton Callières, à Saint-Siméon. comté de Charlevoix?

Dans la négative, quel emploi veut-il faire du bois coupé à cette fin, vers le mois de juin 1897?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse): La question est encore à l'étude.

École du soir à Cacouna, Témiscouata

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): 1. Existe-t-il une école de soir à Cacouna. comté de Témiscouata?

2. Dans l'affirmative, cette école a-t-elle été ouverte à la demande et avec l'assentiment de la commission scolaire de l'endroit? Est-elle sous la direction de cette commission scolaire?

3. Combien y a-t-il de professeurs pour cette école, quels salaires reçoivent-ils, quels sont leurs noms, qui les a nommés, qui les paie?

4. L'un de ces professeurs est-il commis-voyageur, et se fait-il remplacer par un jeune homme qui n'est pas instituteur diplômé?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): 1. Oui. 2. À la demande de 4 commissaires sur 5. Non, elle est sous la direction de M. Gagnon, instituteur diplômé. 3. Deux, \$1.00 par jour, MM. J.-S. Gagnon et A. Martin. M. Gagnon a été proposé par le député du comté et accepté par le secrétaire de la province. M. Gagnon a choisi M. Martin pour son assistant, le nombre d'élèves qui fréquentent l'école étant trop grand pour qu'un seul professeur puisse suffire à l'enseignement. Le département du trésor les paie. 4. Pas à la connaissance du secrétaire de la province.

Pont sur la rivière Chaudière à Saint-François, Beauce

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): 1. Le gouvernement a-t-il aidé, ou a-t-il promis d'aider à la construction d'un pont en fer sur la rivière Chaudière, à Saint-François (Beauce)?

2. Dans l'affirmative, pour quel montant?

3. Quel est le montant payé jusqu'à présent, quels montants restent payables à l'avenir?

4. Sur quel item du budget ces montants ont-ils été ou seront-ils pris?

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): 1. Oui, le gouvernement a accordé de l'aide; 2. \$3.100.00; 3. \$3.100.00 ont été payés;

4. La somme de \$1,000.00 a été payée par le département des Travaux publics à même l'item 72 de la cédule B du budget, 60 Victoria, chapitre 1, suivant la distribution de cet item faite par l'honorable M. Flynn, alors ministre des Travaux publics, le 9 mars 1897. La somme de \$1,000.00 a été payée par le département de l'Agriculture à même l'item 42, cédule B, 61 Victoria. "Club agricole, encouragement à l'agriculture en général et à l'amélioration des chemins ruraux". En sus, la somme de \$1,000.00 a été payée par le département de la Colonisation et des Mines à même l'item 63, cédule B, 61 Victoria, chapitre 1, "Chemins de colonisation".

Ce pont, au 9 mars 1897 et jusqu'au 7 septembre 1897, était un pont de péage, mais à cette dernière date, le pont est devenu la propriété de la corporation municipale de la paroisse de Saint-François, comté de Beauce.

Les sommes ci-dessus ont été payées au secrétaire-trésorier de ladite municipalité, et le pont est maintenant un pont libre.

Exposition de Paris

M. A. PLANTE (Beauharnois): Quelle somme a été dépensée, depuis la date du 18 janvier 1899. à même le crédit de \$3,000.00 voté à la dernière session, pour la représentation de la province de Québec à l'Exposition de Paris, en 1900?

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): \$715.05.

Pont sur la rivière Chaudière à Saint-François, Beauce

M. H.-S. BÉLAND (Beauce): Le gouvernement de 1892 à 1897 a-t-il aidé à la reconstruction d'un pont sur la rivière Chaudière, à Saint-François. Beauce?

Dans l'affirmative, pour quel montant?

S'agissait-il d'un pont libre, ou d'un pont de péage?

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Oui. \$1.100.00. Un pont de péage.

Pont sur la rivière Chaudière à Saint-François, Beauce

M. H.S. BÉLAND (Beauce): Le gouvernement actuel a-t-il aidé à la reconstruction d'un pont, sur la rivière Chaudière, à Saint-François. Beauce?

Dans l'affirmative, pour quel montant?

S'agissait-il d'un pont libre, ou d'un pont de péage?

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Oui. \$3.100. Un pont libre.

Règles de procédure

M. L'ORATEUR: Donne lecture d'un mémoire sur la question des meilleures règles de procédure soulevée par le 6ième rapport du comité permanent des divers bills privés.

Pour me rendre au désir de la Chambre, et dans le but de Contribuer à la régularité de la procédure de ses comités, je nie suis fait un devoir d'étudier les questions d'ordre soulevées dans le récit, contenu dans le 6ième rapport du comité des bills privés, des faits relatifs à la procédure sur le bill (bill no 36) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Henri". Je demande à cette honorable Chambre la permission de lui communiquer le résultat de mon étude de ces questions, et les conclusions auxquelles j'en suis arrivé. Les deux questions de procédure se posent comme suit:

1. Ayant adopté, amendé ou rayé une clause d'un bill, et cette décision étant constatée ou authentiquée par l'apposition des initiales du Président, le comité peut-il, subséquemment, au cours de ses délibérations sur le bill, revenir sur sa première décision rayer ou rétablir la clause ou l'amender de nouveau?

2. L'appel de la décision du Président d'un comité sur une question d'ordre, doit-il se faire au comité lui-même, ou à l'Orateur de l'Assemblée législative?

Sur le premier point, on a soutenu l'opinion devant cette Chambre qu'un comité n'a pas le droit de reconsidérer une clause d'un bill qu'il a, soit amendée, adoptée ou rejetée, laquelle décision première du comité a été dûment authentiquée par l'apposition des initiales du Président du comité. À l'appui de cette opinion, on a cité les lignes suivantes de Bourinot, page 520:

"Un rapport peut être renvoyé à un comité pour plus ample considération ou avec instruction de l'amender de quelque façon que ce soit. C'est de cette façon qu'un comité a le droit de reconsidérer et même de renverser une décision qu'il a adoptée antérieurement. Comme ce sont les règlements de la Chambre qui régissent la procédure des comités, un comité ne peut seul reconsidérer une question sur laquelle il s'est déjà exprimé. À l'appui de cette opinion, nous reconnaissons le fonctionnement de cette règle en ce sens qu'un comité étudiant un bill n'a pas le droit d'ajouter une nouvelle clause ou d'y apporter un amendement qui contredit une décision prise antérieurement. On a établi à la Chambre des communes anglaise, que lorsqu'un comité spécial a décidé que le préambule d'un bill privé n'a pas été prouvé, et qu'il ordonne au Président du comité de faire rapport, il n'est pas du ressort du comité de reconsidérer et de renverser sa décision; pour ce faire, le bill doit être renvoyé, par un ordre de la Chambre, devant le comité. Par conséquent, dans tous les cas semblables, la Chambre peut donner ordre au comité de reconsidérer de nouveau toute la question".

Je ne puis donner cette interprétation à ces lignes. En premier lieu, cet extrait fait partie des commentaires de Bourinot sur la procédure que la Chambre doit suivre lorsqu'il s'agit pour elle de concourir dans le rapport d'un comité.

- De l'ensemble des pages 518, 519 et 520, je conclus que l'extrait particulièrement cité veut dire qu'un comité qui a obéi à l'ordre de référence qu'il a reçu, et a fait rapport de sa décision à la Chambre sous la signature de son président, ne peut pas faire un nouveau rapport contraire au premier, sans avoir reçu un nouvel ordre de la Chambre de reconsidérer la question. C'est évident, et ce n'est pas là le point en question.

On s'est appuyé sur l'extrait cité au bas de la page 520 de Bourinot, qui se lit comme suit:

"Tout vote enregistré en comité lie ledit comité et ne peut être modifié par ce dernier. Seule la Chambre possède ce pouvoir".

Pour saisir le sens exact de cette décision, il faut référer au précédent qui en a provoqué l'expression, et remonter bien haut dans l'histoire parlementaire anglaise, parce qu'il date de 1607.

La Chambre des communes anglaise était saisie du rapport d'un comité sur l'importante question de l'Union de l'Écosse et de l'Angleterre.

La Chambre me permettra de citer le texte même du journal de la séance du 4 juin 1607, de la Chambre des communes anglaise:

"The Committee came into the House, and SIR FRANCIS BACON reporteth their Proceeding tou-

ching the Bill committed, and former intituled, B. For the continuance and preservation of the Blessed Union, &c. now altered to this title, B, for the utter abolition of all Memory of Hostility, &c.

He said, there were many alterations: yet (he conceived) this being a matter of such weight and consequence, it might well enough stand with order, the whole Bill to be read first, as it is, and the alterations by themselves.

Two questions (he said) arising in the committee, they referred to the House, as not willing to interpose opinion in it:

1.-Touching the words "the Union already begun": Some would have it, "begun, and grounded"; others, the words "vested": others, "planted", "settled", "inherent", &c.

2. - Whether criminal persons were to be admitted for witnesses in FAVOREM VITAE: - Affirmed, that there was the like favour in SCOTLAND.

Upon this, a message was delivered in Committee, from His Majesty: That his Highness took knowledge of the clauses moved: That his gracious opinion was, that no man would take upon him PATROCINIUM LATROCINII; and that there was no law in Scotland to admit such witnesses: With this further intimation from the messenger, that his Majesty thought that clause would do more hurt, than all the rest good.

Moved, upon this report by one, that the clause might be inserted, before the bill were read: saying that it were agreed upon question, in Committee, no question to be made after.

ANS. Every question by voice in Committee bindeth, and cannot be altered by themselves; but by the house it may be.

Moved by another, that the matter of penalty, for remanding, was omitted in the report; and desireth to know, whether is standeth with order to omit anything.

ANS. Every thing agreed, and directed by the Committee, ought to be reported "but not every thing spoken".(1)

Il s'agissait donc là d'une modification à faire au rapport d'un comité dont la Chambre était saisie. L'Orateur intervint dans les termes déjà cités; c'est-à-dire que le comité était lié par sa décision et ne pouvait pas la changer; ce que, de son côté, la Chambre avait le droit de faire, n'étant pas obligée d'adopter, en tout ou en partie, les conclusions de son comité sur le sujet qu'elle l'avait chargé d'étudier pour lui faire rapport.

L'autre précédent mentionné au bas de la page 520 de Bourinot est le suivant:

En 1867-68, la Chambre des communes du Canada avait donné instruction au comité conjoint des impressions d'étudier la question de la publication officielle des débats parlementaires. Dans son troisième rapport, le comité avait dit qu'après avoir examiné la question, suivant l'ordre de référence, il avait décidé, sur division, d'en ajourner l'étude à plus tard. Quelques jours après, il présenta un quatrième rapport. À la question de concourir dans ce quatrième rapport du comité, il fut proposé de référer de nouveau le sujet au comité, avec

instruction de faire formellement rapport d'un plan jugé praticable pour la publication des débats. Une majorité vota la nouvelle motion de référence. Le comité, conformément à l'ordre, étudia la question, et soumit à la Chambre un mode de publication des "Débats" dans son cinquième rapport.

Ces deux précédents, à deux cent soixante ans de distance, ont donc été créés dans les mêmes conditions, c'est-à-dire à l'occasion du concours par la Chambre dans le rapport d'un comité.

Je suis d'opinion que c'est à la lumière de ces précédents que l'on doit fixer l'interprétation de l'extrait déjà cité de Bourinot, page 520, et conclure que ces lignes n'ont rapport qu'à l'usage parlementaire établi qu'un comité ne peut modifier un rapport dont il a régulièrement saisi la Chambre, que sur de nouvelles instructions de la Chambre elle-même sur le sujet.

Pour conclure que le comité des bills privés était lié par sa première décision, et ne pouvait reconsidérer la clause amendée d'un bill sur lequel il délibérait, on s'est surtout appuyé sur ces mots de l'extrait de Bourinot, déjà cité:

"On a établi à la Chambre des communes anglaise que lorsqu'un comité spécial a décidé que le préambule d'un bill privé n'a pas été prouvé, et qu'il ordonne au Président du comité de faire rapport, il n'est pas du ressort du comité de reconsidérer et de renverser sa décision; et pour ce faire, le bill doit être renvoyé par un ordre de la Chambre devant le comité."

Je suis formellement d'opinion que ces mots autoriseraient la conclusion contraire. En effet, il est évident, et les mots le disent expressément, qu'il s'agit là d'un bill dont le préambule n'étant pas prouvé, le comité a ordonné au Président de faire rapport de cette décision (and ordered the chairman to report) lequel rapport a été fait et régulièrement soumis à la Chambre. Il va de soi que la Chambre étant saisie du rapport, le comité ne peut pas prendre l'initiative d'un nouveau rapport contraire au premier, et déclarant, cette fois, que le préambule est prouvé. Il ne le pourrait qu'après un nouvel ordre de la Chambre de reconsidérer.

On est donc conduit à conclure qu'au fond, et en réalité, la décision d'un comité dont la Chambre a à tenir compte, est celle que le comité donne sur l'ensemble du bill qui lui a été référé. De ce fait, je ne vois aucune raison de déduire qu'il soit nécessaire dans l'intérêt public, et pour le bon fonctionnement du système parlementaire, d'adopter l'usage rigoureux qu'une clause d'un bill, une fois admise par un comité, ne saurait être, pour aucune raison, quelque bonne qu'elle soit, sujette à reconsidération par le comité lui-même, avant de faire rapport à la Chambre.

On s'est beaucoup appuyé sur la 75ième règle de cette Chambre pour prétendre que la procédure des comités doit être, d'une manière absolue, la même que celle de la Chambre. Je ne saurais aller aussi loin, bien que j'admetsse que les comités agissent sûrement en suivant, autant que possible, la procédure de la Chambre. En effet, voici les termes même de la 75ième règle:

"On suit dans le comité général les mêmes règles que dans la Chambre, en autant qu'elles y sont applicables, excepté celles qui limitent le nombre de fois qu'un membre peut parler, et celles qui exigent que les motions soient secondées."

Il est donc évident qu'il y a une limite à l'absolutisme de la règle, et bien quelle dise que les comités doivent se conformer autant que possible aux règles observées dans la Chambre, elle admet la restriction par les mots "en autant qu'elles y sont applicables". C'est reconnaître qu'il peut se présenter des cas où les règles de la Chambre ne pourraient pas raisonnablement être appliquées, et que le devoir d'un comité serait d'y déroger.

Si j'ai bien saisi la question, il s'agirait de savoir si, incidemment, au cours de ses délibérations, un comité a le droit de décider, sur motion régulièrement proposée, de reconsidérer une clause qu'il a adoptée, avec ou sans amendement, ou rejetée.

On m'a communiqué la réponse télégraphique de sir John Bourinot, consulté à ce sujet. Elle se lit comme suit:

"Une clause une fois adoptée en comité plénier ou en comité des bills privés ne peut être reconsidérée ou étudiée devant le même comité, à moins que la Chambre ne l'y renvoie pour plus ample considération. Il arrive parfois qu'un comité, par consentement unanime, reconsidère une clause mais cela est contraire à la règle courante. L'objection d'une seule personne peut dans tous les cas, l'empêcher. Il n'est pas à ma connaissance que cela se soit déjà produit dans un cas aussi délicat que celui que vous citez."

(Signé), SIR JOHN BOURINOT.

Tout en reconnaissant la valeur et l'autorité de l'opinion de M. le greffier de la Chambre des communes du Canada, j'ai cru que, dans les circonstances, et vu l'importance de la question, je devais pousser plus loin mes recherches. Je dois dire, en premier lieu, qu'il n'existe aucune règle de pratique positive de notre Chambre sur ce point. L'usage seul reste donc pour guide dans la procédure à suivre. Mais, dans mon humble opinion, l'autorité d'un usage, quelle que soit son importance traditionnelle, ou sa valeur d'après l'expérience de ceux qui croient devoir s'y conformer, ne saurait être admise comme absolue. C'est tellement le cas que, sur le même sujet, la Chambre des Lords et la Chambre des communes, en Angleterre, suivent des règles de procédure différentes. Il en est de même pour le Sénat et la Chambre des communes du Parlement canadien. Il est bien vrai qu'il est admis ici, qu'en l'absence de règles positives et d'usages établis par nous, la Chambre doit, autant que possible, se conformer aux usages suivis par la Chambre des communes anglaise et par la Chambre des communes du Canada. Mais il ne saurait s'ensuivre rigoureusement que si la Chambre le juge à propos et utile à l'intérêt public, elle n'ait pas le droit d'établir et de suivre des usages différents, ce qui, bien entendu, ne devrait se faire qu'après mûres considérations et pour de sérieuses raisons.

Quoi qu'il en soit, il est certain que, pour une raison ou pour une autre, on a, en comité général de la Chambre, et dans les comités permanents et spéciaux, souvent dérogé à l'usage que l'on affirme être suivi par la Chambre des communes, à Ottawa, et créé, conséquemment, un usage différent dans la procédure des comités de cette Chambre. Les questions qui se posent donc, et sur lesquelles je ne puis pas être appelé à décider comme questions d'ordre, mais tout au plus à donner mon opinion, sont celles-ci:

1. La procédure doit-elle, à l'avenir, reconnaître, ou non, aux comités le droit de reconsidérer une clause d'un bill précédemment adoptée, amendée ou rejetée?

2. Si l'usage de la reconsidération doit être admis, dans quelles conditions, et avec quelles garanties, cette reconsidération devra-t-elle se faire?

C'est à ce double point de vue que j'ai étudié la question. Je puis dire, en premier lieu, qu'il me paraît extrêmement difficile de prétendre qu'après l'apposition des initiales du Président d'un comité à une clause d'un bill adoptée, amendée ou rejetée, il soit d'une impossibilité absolue pour le comité de reconsidérer sa première décision, soit pour la maintenir, soit pour la modifier. Il me semble évident que cette règle absolue, appliquée d'une manière inviolable, pourrait avoir des inconvénients très sérieux, et compliquer inutilement la marche des affaires parlementaires. Je me suis demandé quelles raisons pouvaient justifier un usage aussi absolu.

En effet, on ne peut trouver une réponse satisfaisante à cette question que dans un examen d'ensemble des diverses phases de la procédure sur tous les bills soumis à la considération de la Chambre. Comme on le sait, c'est à la phase de la seconde lecture d'un bill que la Chambre exprime formellement son opinion sur le principe de législation affirmé par le projet de loi. Je conçois que la Chambre soit liée par la décision qu'elle croit devoir prendre à cette phase au sujet d'un bill, mais on admettra qu'il y a une différence considérable dans les attributions d'un comité auquel la Chambre réfère un bill après en avoir adopté le principe, en ordonnant sa seconde lecture: Il ne faut pas perdre de vue que les comités ne sont que des subdivisions de la Chambre elle-même en différents groupes de députés auxquels elle délègue, pour l'occasion, une partie de ses pouvoirs, et auxquels elle donne des instructions à suivre sur tel et tel sujet. La Chambre réfère un bill à un comité permanent ou spécial, pour qu'il en fasse l'étude de détails, qu'il en examine la rédaction afin de la perfectionner, et, dans ce but, elle a le soin de composer les comités de ses membres les plus compétents en la matière pour obtenir ce résultat.

L'oeuvre du comité ne consiste donc pas spécialement à exprimer une opinion d'ensemble sur le principe d'un bill, ce que la Chambre s'est réservé le droit de faire elle-même lors de la délibération pour la seconde lecture du projet de loi. La tâche du comité étant d'étudier le bill dans tous ses détails, clause par clause, ligne par ligne, il

me semble que ce ne serait pas travailler au perfectionnement de la législation et de la rédaction des lois, que de poser en règle absolue, qu'après avoir adopté, amendé ou rejeté une clause d'un bill, un comité ne peut, dans aucun cas, ni pour aucune raison, reconsidérer cette clause. On dira bien, peut-être, que la Chambre, après réception du rapport du comité sur ce bill, aura toujours le droit de le référer de nouveau au comité avec instruction formelle de le reconsidérer. Mais alors pourquoi ne pas simplifier ce rouage, et reconnaître tout de suite au comité le droit de reconsidération, lorsque de sérieuses raisons le justifieraient de l'exercer?

Le comité des bills privés et celui des chemins de fer ont, tous les ans, à étudier de nombreux projets de loi contenant bien des clauses, et affectant de grands intérêts. Je suppose, par exemple le cas du bill de refonte de la charte de la cité de Montréal tel que présenté à cette Chambre et adopté en deuxième lecture. Il contenait 567 clauses. Pour des raisons connues de cette Chambre, il a été réglée à un comité spécial. Je suppose que rendu à la considération de la 200^{ième} clause du bill, un des membres du comité appelle l'attention du Président et du comité lui-même sur une erreur importante de rédaction dans une des clauses préalablement adoptées. Serait-il raisonnable qu'on lui réponde que cette clause ainsi adoptée, malgré l'erreur évidente qu'elle contient, est chose sacrée et inviolable, et que personne, dans le comité, n'a le droit même de proposer de la reconsidérer? Quant à moi, je ne puis admettre cette prétention. Les règles du bon sens doivent avoir leur autorité dans la procédure parlementaire comme partout ailleurs.

On sait qu'il est de pratique parlementaire qu'un bill ou une question sur laquelle la Chambre a exprimé son jugement ou son opinion formelle, ne peut pas être soumise une seconde fois à la considération de la Chambre ou au cours de la même session. Mais cette règle générale, ou cet usage parlementaire, n'est même pas sans exception. Ainsi on lit, à la page 281 de la 10^{ième} édition de May, ce qui suit:

"Une résolution peut cependant être rescindée et un ordre de la Chambre écarté, nonobstant le règlement allégué. (2 avril 1604): "Qu'une question une fois posée, qui a reçu une réponse affirmative ou négative, ne peut être répétée, mais doit être acceptée comme un jugement de la Chambre." Du point de vue technique, il est vrai, la rescision d'un vote fait l'objet d'une nouvelle question; la formule est de lire la résolution de la Chambre et de proposer sa rescision; et par conséquent, la même question qui avait reçu une réponse affirmative n'est plus soumise, bien que son effet soit annulé."

L'extrait suivant de la page 291 de la même édition de May me paraît concluant, et jette beaucoup de lumière sur la question sur laquelle l'attention de la Chambre a été spécialement attirée:

"Lors de l'adoption d'un bill, une plus grande liberté est accordée lors de la proposition de

questions, le but des différentes étapes étant d'offrir la possibilité de reconsidération; et un bill entier peut être envisagé comme une question unique pour laquelle aucune décision finale n'a été prise jusqu'à son adoption. Ce principe, dont on rencontre des exemples multiples, a été décrit par Hatsell, "qu'à chaque étape d'un bill, toute partie de ce bill peut recevoir des amendements, soit pour insérer ou retrancher une clause, même si ce même amendement a été dans une étape précédente, accepté ou rejeté." Des décisions différentes peuvent être prises concernant les mêmes clauses ou amendements, soit par le comité ou lors d'une seconde lecture de la Chambre sur le rapport et, finalement, ces clauses ou amendements peuvent être discutés encore en troisième lecture; et cependant, ces diverses décisions contradictoires n'apparaissant pas lors de l'adoption du bill."

Je crois donc devoir prendre la liberté d'exprimer l'opinion que l'usage de la procédure devrait permettre la reconsidération d'une clause d'un bill par un comité.

Le droit de reconsidérer étant reconnu, il resterait à déterminer dans quelles conditions, et avec quelles garanties il devrait être exercé. Je conçois qu'il serait dangereux de ne pas entourer l'exercice de ce droit d'une protection suffisante contre l'entraînement passager d'un moment, ou l'intrigue au service d'intérêts privés.

Il me paraît facile de parer à cet inconvénient. Sir John Bourinot, dans sa réponse télégraphique, admet que dans les comités de la Chambre des communes, à Ottawa, on tolère quelquefois la reconsidération d'une clause d'un bill, mais à la condition du consentement unanime du comité. C'est déjà un point obtenu, mais je ne puis m'empêcher de dire que la condition du consentement unanime me paraît trop rigoureuse. Pour moi, je ne puis admettre qu'il soit convenable que 20 membres d'un comité étant présents, 19 de ses membres soient convaincus que, pour de fortes raisons, ils doivent reconsidérer une clause déjà adoptée, et que le 20ième membre puisse seul avoir le droit de les en empêcher en exprimant son dissentiment.

Il y a dans la procédure parlementaire cette autre nuance dont l'importance n'est peut-être pas suffisamment comprise. Je veux dire ce que l'on appelle en anglais; "the general assent of the House", et que je traduirai par les mots bien précis: "assentiment général, de la Chambre".

Dans les séances régulières de la Chambre, il se présente fréquemment des occasions où l'usage consacré autorise l'Orateur à poser une question, ou à déclarer la décision formelle de la Chambre sur constatation de l'assentiment général ("general assent") des membres présents. L'assentiment général consiste donc dans la manifestation quasi-unanime de l'opinion de la Chambre, bien qu'il n'y ait pas, à strictement parler, consentement unanime, parce que ce dernier signifie qu'une proposition est acceptée sans contradiction aucune (nemine contradicente). En séance de la Chambre, il reste toujours à la minorité dissidente de l'assentiment général, la ressource de demander que la

question soit régulièrement mise aux voix par le fait de cinq députés se levant pour affirmer leur droit d'exiger l'enregistrement des votes.

Je crois donc devoir recommander l'opportunité d'assimiler la procédure des comités, sur le point en question, à celle de l'assentiment général en séance de la Chambre. Dans ce cas, une proposition de reconsidération étant faite en comité, le Président commencerait, à défaut de consentement unanime, par constater l'assentiment général. Mais comme cette constatation pourrait souvent être difficile à préciser, je crois que la règle de procédure à être adoptée devrait fournir le moyen de la rendre évidente, par l'enregistrement des votes des membres présents, à la séance du comité.

Il me semble qu'une règle qui décréterait que la reconsidération d'une clause n'aurait lieu que: 1. Du consentement unanime du comité; 2. De l'assentiment général du comité; 3. Que par le vote favorable des 2/3 des membres présents, serait suffisante pour assurer que la reconsidération n'aurait lieu que pour de sérieuses raisons. Je suppose, en effet, et pour exemple, que 20 membres du comité des bills privés étant réunis en séance, l'un des membres, pour les raisons qu'il explique, propose la reconsidération d'une clause d'un bill actuellement à l'étude, sa motion ne pourrait être déclarée adoptée que si quatorze des membres sur vingt votent en faveur de la reconsidération proposée. Il me semble qu'il y aurait là toute la garantie suffisante que la reconsidération ne serait pas autorisée pour de frivoles raisons, car il ne serait pas à supposer que quatorze députés l'ordonneraient sans cause raisonnable.

Telle est la conclusion à laquelle j'en suis arrivé. et que j'ai l'honneur de soumettre humblement à la considération de cette honorable Chambre.

Je passe maintenant au second point, soulevé par le rapport du comité des bills privés sur le bill (bill no 36), à savoir s'il y a appel de la décision du président d'un comité sur une question d'ordre, au comité lui-même, ou à l'Orateur de l'Assemblée législative. Je dois d'abord faire remarquer que cette seconde question devrait être posée en d'autres termes. Il faudrait la lire comme suit: "L'appel de la décision du Président d'un comité, sur une question d'ordre, doit-elle se faire à la Chambre, ou au comité lui-même?" Je dis à la Chambre, au lieu de à l'Orateur, parce que j'ai constaté que l'on est généralement sous une fausse impression au sujet de l'appel d'une décision de la part du Président d'un comité général de la Chambre. On semble croire que l'appel se fait du Président à l'Orateur. Je dois dire qu'on est dans l'erreur. L'appel de la décision du Président d'un comité général, sur une question d'ordre, se fait à la Chambre elle-même. Je lis ce qui suit, dans Bourinot. 2ième édition, pages 482-483:

"Le Président (qui occupe le fauteuil du greffier) propose et soumet chaque question de la même manière que l'Orateur le fait en Chambre. Les membres s'adressent au "Président". Si une question d'ordre est soulevée, il prendra lui-même la décision, à moins qu'on juge oppor-

tun de référer la question à l'Orateur de la Chambre."

La règle 76 stipule que:

"Les décisions concernant des questions d'ordre soulevées en comité plénier de la Chambre sont prises par le Président et peuvent aller en appel à la Chambre qui reçoit un rapport à ce sujet.

S'il semble plus à propos dans l'une ou l'autre des Chambres de référer un point d'ordre à l'Orateur, un membre proposera que le Président rapporte progrès et demandera la permission de siéger encore le même jour. Lorsque l'Orateur reprend son fauteuil, le Président fait rapport que le comité désire obtenir un avis sur le point d'ordre en question. La Chambre prendra ensuite la question en considération et l'Orateur à qui l'on a demandé de donner son opinion rendra une décision sur la question discutée; puis, à moins qu'il y ait un appel à la Chambre de la décision de l'Orateur, le comité reprendra ses travaux."

Dans mon opinion, il y a là deux questions bien distinctes. Il est évident, par le texte positif de la règle 76 de la Chambre des communes du Canada, que les questions d'ordre en comité général doivent être décidées par le Président, sauf l'appel à la Chambre elle-même. Il est clair aussi que le contexte de l'extrait cité de Bourinot dit la même chose. C'est là l'une des questions que je distingue. L'autre point, le voici:

"If a question of order arises, dit Bourinot (page 482), he will decide it himself, unless it be deemed more advisable to refer the matter to the Speaker in the House itself".

Je traduis comme suit: "S'il s'élève une question d'ordre, il la décidera lui-même, à moins que l'on ne considère plus judicieux de la référer à l'Orateur dans la Chambre elle-même".

Dans ce second cas, le Président du comité général ne décide pas la question d'ordre, parce que le comité est d'opinion que, dans la circonstance, il vaut mieux prendre l'avis de l'Orateur. L'usage suivi pour arriver à ce résultat, est qu'un membre du comité propose que le Président rapporte progrès, et demande à la Chambre la permission pour le comité général de siéger de nouveau au cours de la même séance. L'Orateur reprend alors le fauteuil, et le Président lui fait rapport que le comité désire obtenir son avis sur le point d'ordre en question.

La Chambre étant saisie par le rapport du Président du comité général de la question d'ordre soulevée au comité, peut alors la prendre en considération et la discuter. Le débat, s'il a lieu, étant terminé, et demande étant faite à l'Orateur de donner son opinion, ce dernier décide le point d'ordre. Il peut y avoir appel de cette décision de l'Orateur à la Chambre qui a le droit de la maintenir ou de la renverser. Dans l'un ou l'autre cas, le point étant réglé, l'Orateur laisse le fauteuil, et le comité général se reforme pour continuer ses travaux.

La 76ième règle de cette Chambre est d'ailleurs la même que celle de la Chambre des communes du Canada. Elle se lit comme suit:

"Les questions d'ordre, qui s'élèvent en comité général, sont décidées par le Président, sauf appel à la Chambre; mais le désordre commis dans un comité ne peut être censuré que par la Chambre, lors de la réception du rapport qui en fait mention".

Ce point de la question est donc réglé par la règle positive de cette Chambre, qui décrète que l'appel de la décision d'un Président de comité doit se faire à la Chambre, et non à l'Orateur.

J'ai poussé plus loin mes recherches sur ce point, et je crois devoir en donner le résultat à la Chambre. J'ai constaté, d'après l'usage rigoureusement suivi à la Chambre des communes, en Angleterre, que non seulement il n'y a pas appel à l'Orateur de la décision d'un Président de comité, mais qu'il est aussi contraire à l'ordre, de faire une question à l'Orateur sur une question d'ordre qui s'est élevée en comité. À ce sujet, je lis, à la page 103 de Blackmore's Speaker's decision, ce qui suit:

"Il n'est pas tout à fait dans l'ordre qu'un député de la Chambre pose une question à l'Orateur, sur une question d'ordre soulevée en comité."

Le 24 février 1860, une interpellation fut faite à la Chambre des communes anglaise, au sujet du traité de commerce de l'Angleterre avec la France. Un des membres de la Chambre, M. Ayrton, interpella l'Orateur sur un point d'ordre relatif à la procédure en comité des voies et moyens, et l'Orateur répondit ce qui suit:

"J'ai rappelé à la Chambre, l'autre soir, que le Président du comité des voies et moyens est le juge des questions d'ordre qui peuvent être soulevées en comité. Je ne puis dire qu'une intervention de ma part soit tout à fait dans l'ordre. Il ne serait pas à propos que je donne la réponse à cette question à moins que la Chambre ne le désire, et ce dans des termes généraux."

À la même page 103, Blackmore ajoute:

"Il revient au Président du comité de décider d'un point d'ordre sur le champ et cette question ne peut être soulevée subséquemment."

Le 29 novembre 1867, l'Orateur de la Chambre des communes, en Angleterre, étant interpellé au sujet d'un incident au cours de la séance d'un comité, répondit:

"L'incident en question s'est produit en comité; j'étais absent et je ne sais pas ce qui s'est réellement passé. Un point d'ordre comme celui auquel l'honorable député fait allusion devrait être présenté au Président du comité immédiatement et aucune question ne peut être posée subséquemment sur ce point."

Le 7 mai 1868, interpellé au sujet d'une affaire qui s'était passée en comité général, l'Orateur répondait:

"Le Président du comité était le juge qualifié pour régler cette affaire qui s'est passée au comité. Il ne peut intervenir dans la décision du Président du comité à la demande d'un seul député. Pour ce faire, la question doit lui être adressée par la Chambre".

Le 17 février 1881, l'Orateur répondait encore sur le même point ce qui suit:

"J'hésite à répondre à la question de l'honorable député, parce que le règlement auquel il réfère, s'applique aux procédures en comité; et comme la Chambre le sait, les questions d'ordre en comité sont réglées par le Président du comité. De plus, je crois qu'on ne peut douter de l'interprétation de cette règle avancée par l'honorable député."

Le 21 février 1881:

"Le très honorable Baronet présente une question qui devrait être adressée au Président du comité, parce qu'elle sera soulevée lorsque la Chambre sera en comité. Si le Président du comité décide que cet amendement n'est pas dans l'ordre, il n'y a aucun doute qu'il en fera rapport à la Chambre".

À la page 104, Blackmore dit aussi:

"Monsieur l'Orateur n'a pas le pouvoir d'intervenir dans une affaire qui s'est passée en comité et que ce dernier a réglée".

Le premier août 1883, l'un des membres de la Chambre des communes anglaise, monsieur Healy, a demandé s'il était dans l'ordre de poser une question en comité, après l'heure réglementaire de six heures moins un quart.

Monsieur l'Orateur:

"Dit comprendre que l'honorable député fait allusion à un incident qui s'est produit en comité. Le comité l'a réglé lui-même et il n'a pas le pouvoir d'intervenir".

Le 20 février 1883, monsieur Raikes interpellait l'Orateur de la Chambre des communes, en Angleterre, comme suit:

M. RAIKES: "Je demande la permission de poser une question à l'Orateur sur cette affaire. Je désire savoir, Monsieur l'Orateur, si vous pouvez instruire la Chambre s'il est du ressort des comités permanents d'établir leurs propres règlements, du fait qu'il peut y avoir certains conflits entre eux et que ces règlements pourraient être contraires à la coutume générale de la Chambre".

M. L'ORATEUR: "Si le très honorable député réfère à l'ordre permanent no 223, il verra qu'il y est stipulé que:

"La procédure de tels comités, c'est-à-dire des comités permanents, doit être la même que celle des comités spéciaux, à moins que la Chambre en décide autrement".

Sur ce point de l'appel de la décision d'un Président de comité sur une question d'ordre, je ne trouve rien dans les autorités parlementaires qui autorise la conclusion que l'on doive assimiler la procédure dans un comité permanent, ou spécial, à celle du comité général de la Chambre, où l'on appelle de la décision du Président à la Chambre elle-même, c'est-à-dire qu'il doive y avoir appel de la décision du Président d'un comité à la Chambre.

La différence des situations est facile à saisir, et les inconvénients qui en découleraient évidents, si l'on devait adopter le même usage pour les comités spéciaux et permanents que celui suivi par le comité général. Le comité général n'est possible qu'avec la Chambre régulièrement en séance. C'est

un mode de formation pour en faciliter les travaux. L'Orateur n'est pas au fauteuil, il est vrai, mais il est au poste, à la disposition du comité, et sujet à être rappelé à la présidence d'un moment à l'autre. De là, la facilité de l'appel, sans nuire beaucoup au progrès des travaux du comité général.

Mais les comités permanents et spéciaux sont nombreux. Ils siègent en dehors des heures de la séance régulière de la Chambre. L'Orateur n'est pas tenu de se tenir prêt, à tout instant, à recevoir les appels des décisions des présidents sur des questions d'irrégularité dans la procédure, pour les communiquer à la Chambre à sa prochaine séance. Le progrès des travaux des comités pourrait à tout moment être enrayé par des appels. Les usages de la procédure des comités, comme de la Chambre, n'ayant, en définitive, pour but que de favoriser la plus grande efficacité de ces corps délibérants dans l'exercice de leurs fonctions, je suis d'opinion que l'appel de la décision d'un Président, sur une question d'ordre, au comité lui-même, est préférable pour l'expédition des travaux des comités. Conséquemment, il vaut mieux assimiler cette procédure des comités à celle qui veut que les appels des décisions de l'Orateur se fassent à la Chambre directement.

S'il restait un doute sur ce point, je suggérerais respectueusement de mettre fin à toute incertitude, en adoptant une nouvelle règle pour fixer définitivement ce mode de procédure.

J'ai cru devoir faire cette étude des deux questions soulevées par le sixième rapport du comité des bills privés, afin de définir la procédure à suivre par tous les comités, permanents et spéciaux, de manière à les aider dans l'accomplissement de leurs travaux. J'ai l'honneur de la soumettre à la considération de cette honorable Chambre.

Il est ordonné que ce mémoire soit publié dans les Procès-verbaux de la séance de lundi prochain, et comme appendice A dans les Journaux de cette Chambre.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Châteauquay (l'honorable J.-E. Robidoux), qu'un comité spécial composé de M. l'Orateur et des honorables MM. Dechêne et Marchand, et de MM. Flynn et LeBlanc, soit nommé, avec instruction d'étudier la question des meilleures règles de procédure à suivre par les comités permanents et spéciaux et de faire rapport à cette Chambre.

Adopté.

Il est ordonné que le mémoire de l'honorable Orateur de la Chambre, sur cette question de procédure dans les comités permanents et spéciaux, soit renvoyé à un comité spécial.

Dépôt de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Bickerdike: La pétition de "The Hochelaga County Women's Christian Temperance Union".

À une heure quinze, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à quatre heures

Introduction de bills:

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 30) amendant la loi concernant les terres publiques.

Il explique que ce bill complète le projet de loi (bill no 6) qu'il a fait passer il y a quelque temps.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Asiles d'aliénés

L'ordre du jour appelant la troisième lecture du bill (bill no 24) amendant la loi concernant les asiles d'aliénés étant lu;

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable H.T. Duffy), que ledit ordre soit rescindé et que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre.

Adopté.

La Chambre, en conséquence, se forme en ledit comité.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Sociétés de secours mutuels et sociétés charitables

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Brome (l'honorable H.T. Duffy), que le bill (bill no 11) amendant la loi concernant les sociétés de secours mutuels et les sociétés charitables soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Inspection des compagnies d'assurance et autres compagnies

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Brome (l'honorable H.T. Duffy), que le bill (bill no 10) amendant la loi concernant l'inspection des compagnies d'assurance et autres compagnies, soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chemins de fer

L'ordre du jour appelant la deuxième lecture de 4 résolutions, rapportées, mercredi, le 1er mars courant, du comité général, concernant le délai dans lequel les travaux sur certains chemins de fer doivent être complétés, et concernant certains subsides de chemins de fer, étant lu;

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable S.-N. Parent), que lesdites résolutions soient maintenant lues pour la deuxième fois.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Fait remarquer que pour le gouvernement actuel ces résolutions constituent une déviation de politique d'un caractère grave. Au point de vue de la gauche, dit-il, il n'y a pas d'objection à ces résolutions, mais au point de vue du gouvernement c'est autre chose. Ces résolutions constituent ce que l'on appelle "a new departure". Avant les élections, les hommes qui composaient le gouvernement actuel n'ont jamais cessé de dénoncer les conservateurs et de dire qu'ils s'engageaient dans une voie dangereuse chaque fois que nous propositions d'étendre les délais pour la construction de certains chemins de fer. Or, maintenant, le gouvernement propose d'étudier les délais pour certains chemins de fer.

Encore une fois, l'Opposition ne s'oppose pas à ces résolutions, mais elle désire attirer l'attention du gouvernement et du public sur le changement politique que le gouvernement actuel vient d'opérer.

Sous l'appellation d'extension de délais aux compagnies du Pontiac et Pacifique, du Grand-Nord et du Mont Orford, le gouvernement fait réellement revivre certains subsides devenus caducs par l'expiration des délais.

En 1897, j'ai moi-même fait voter des résolutions étendant les délais pour le parachèvement du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, du Québec, Montmorency et Charlevoix, de l'Ottawa et Gatineau, du Mont Orford, de la vallée est du Richelieu, du Québec et Lac-Saint-Jean, pour l'embranchement de Saint-Alphonse. Je ne vois pas ici le député de Chicoutimi (M. H. Petit), mais je crois qu'il ne sera pas satisfait des résolutions actuelles qui ignorent sa région.

Par le statut de 1898, le gouvernement a étendu pour une année encore le délai pour le Pontiac et Pacifique. Ce délai est expiré au mois de juillet dernier et, par conséquent, le subside est périmé.

Pour Orford et le Grand-Nord, le délai expire le 31 décembre de l'année courante et l'on demande de l'étendre d'un an encore. Je n'ai pas d'objection à cela, mais je ne puis m'empêcher de dire que pour le gouvernement actuel c'est une violation flagrante de son programme passé.

J'attire l'attention du gouvernement sur d'autres chemins de fer, notamment celui de la Baie-des-Chaleurs, division de la compagnie "Atlantic & Lake Superior Railway Co," qui était destiné à desservir une partie importante de la province. Malgré la décision du tribunal le plus élevé de la province, le gouvernement n'a pas consenti à aider cette compagnie pour la construction de ce chemin de fer qui représente un apport important pour cette région.

C'est encore la politique conservatrice qui triomphe. Que restera-t-il donc au gouvernement de son ancien programme après la session actuelle?

On me dira peut-être que c'est peu de chose de faire revivre ce subside. Peu de chose, si

vous voulez, mais en faisant revivre ce subside qui ne liait plus la province, vous la chargez encore d'une obligation de plus de cent mille piastres.

Maintenant, je veux établir ce que j'ai dit, savoir que le gouvernement manque à ses engagements et que le Parti libéral a eu tort de nous condamner lorsque nous faisons rien d'autre chose que ce qu'il fait aujourd'hui. Dès 1893, le premier ministre lui-même, alors député de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand) disait dans un amendement que nous devions supprimer tous les subsides aux chemins de fer et ne pas renouveler ceux qui étaient expirés. Vu la situation financière de la province, disait-il, le 26 janvier 1893, la Chambre est d'opinion que les réformes suivantes doivent être faites; et au nombre de ces réformes était celle-ci: "la suppression de tous les subsides aux chemins de fer, périmés soit par défaut de remplir les conditions voulues ou l'expiration des délais pour lesquels ils avaient été accordés."

Je pourrais citer plusieurs autres motions, mais celle-ci est suffisante pour démontrer que le Parti libéral condamnait l'extension de délais aux compagnies de chemins de fer.

D'ailleurs, tous ceux qui savent lire peuvent se convaincre que je dis vrai en lisant la brochure électorale de nos adversaires, aux pages 168 et 169, où après avoir essayé de démontrer que le gouvernement Taillon s'était prononcé en faveur de la suppression des subsides périmés, on nous condamne pour les avoir fait revivre. Je pourrais aller plus loin et vous rappeler ce qui s'est passé lors de la conversion des 35 centins en 17½ centins l'acre; mais je crois que mon reproche est suffisamment prouvé.

C'est pourquoi je propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), que tous les mots après "que" dans la motion soient retranchés et remplacés par les suivants: "cette Chambre, tout en consentant à la deuxième lecture de ces résolutions, désire constater la déviation manifeste dans la politique du gouvernement qu'elles comportent, et l'omission d'autres chemins de fer dont l'importance ne saurait être mise en doute".

Cette motion met tout le monde parfaitement à l'aise. Nous ne refusons pas de voter l'extension de délai demandée, au contraire, nous la votons avec plaisir, parce que c'est notre politique, mais nous constatons que le "gouvernement, lui, dévie de son programme.

Aujourd'hui, il approuve tout ce qu'il condamnait au moment des élections. Avant longtemps, il ne restera presque rien du programme tracé par le gouvernement actuel. Est-ce que cet événement ne mérite pas d'être constaté? M. l'Orateur, à part les preuves que je vous ai données, nous avons les déclarations maintes fois répétées du premier ministre et du député de Huntingdon (l'honorable G.W. Stephens) affirmant que rien au monde ne pourrait ébranler leur détermination de ne plus accorder de subside aux chemins de fer pour le moment. Je serais curieux de connaître les raisons qui ont amené le député de Brome (l'honorable H.T. Duffy) et le député de Huntingdon (l'honorable G.W. Stephens) à changer d'opinion sur cette

question. Maintenant, ils se proposent d'établir la politique pour laquelle leur chien de garde, du temps où ils étaient dans l'Opposition (l'honorable G.W. Stephens), blâmait tellement l'ancien gouvernement.

Enfin nous constatons l'omission de certaines compagnies tout aussi méritantes que celles que l'on favorise par les résolutions actuelles. Pourquoi cette exclusion du moment que le gouvernement change sa politique? Pourquoi ne pas accorder de délai pour la construction de l'embranchement de Saint-Alphonse, le chemin de la Baie-des-Chaleurs et celui de la vallée de la Gatineau?

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt le discours éloquent de mon honorable collègue de l'Opposition. Cette éloquence a dû surprendre plusieurs députés qui année après année, session après session, ont suivi ses divers projets. Les résolutions présentées sont sans conséquence importante. Le gouvernement ne prend aucun engagement nouveau. Les résolutions sont le résultat logique de la législation et des actes du chef de l'Opposition. À tous les ans et à toutes les sessions, on a voté des subsides à ces compagnies de chemin de fer. Ce sont deux choses très différentes que de prolonger un délai pour la construction de voies ferrées, lorsque rien n'a été fait, et de le prolonger lorsque le travail est presque complété. Lorsque les travaux de construction sont en marche, lorsque les voies ferrées sont sur le point d'être parachèvement, lorsque des subsides ont été donnés à tous les ans, il est vraiment impossible que le gouvernement n'accorde pas un délai. Par exemple, prenons le chemin de fer de Pontiac. Il ne reste que quelques milles à compléter. Une compagnie rivale a construit une autre voie qui le croise. À plusieurs reprises, pour régler cette question de croisement, on a dû s'adresser au comité du Conseil privé sur les chemins de fer.

Le résultat est que la compagnie a dû contre son gré retarder le parachèvement de la voie. Elle a été obligée de retarder la construction sur une longueur de sept milles et demi et, maintenant, on nous dit que le gouvernement de la province change sa politique à l'égard des chemins de fer parce que nous consentons à prolonger pour une petite année le temps alloué pour la construction de cette voie.

Prenons le "Great Northern Railway". Nous savons tous que le parachèvement de cette voie est très important pour la province. Elle est l'instrument qui a permis le démarrage de l'exploitation de la grande usine de Grand-Mère. Nous savons que la presse conservatrice a poursuivi le gouvernement avec acharnement pour qu'il accorde non seulement un délai mais aussi de nouveaux subsides. Et VOICI que le chef de l'Opposition nous critique, non pas pour l'octroi de nouveaux subsides, mais parce que nous accordons un délai pour permettre à cette compagnie de mériter vraiment les subsides déjà octroyés. Je demanderais à la presse conservatrice de corriger son tir. Qui sont les vrais amis de cette province? Le gouvernement actuel ou les conserva-

teurs qui, après avoir préconisé l'octroi de nouveaux subsides, essaient maintenant de blâmer le gouvernement qui aide les entreprises à terminer leurs travaux en leur accordant un délai. Je défie le chef de l'Opposition de voter contre ces résolutions. Le gouvernement n'a pas changé sa ligne de conduite. La politique du gouvernement est de ne pas accorder de nouveaux subsides, à cause de l'état actuel de nos finances. Nous avons respecté nos promesses, malgré les sollicitations, disons pressantes, que nous recevons. L'ancien gouvernement avait accordé par ordres en conseil pour plus d'un million de dollars de subsides à diverses compagnies de chemins de fer. Nous n'avons pas tenu compte de ces promesses et l'on nous a fortement critiqués. Mais nous sommes demeurés fermes dans notre résolution de ne pas augmenter la dette de la province.

Si l'on ne termine pas la construction des voies ferrées, tout cet argent aura été accordé en vain. Devrons-nous avouer que tous les biens, tout l'argent qui ont servi à la construction de ces voies ont été gaspillés? Ce serait vraiment un geste irraisonnable. Le gouvernement ne peut pas prendre sur lui la responsabilité de faire échouer les entreprises désignées dans ces résolutions. (Applaudissements)

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose comme sous-amendement, appuyé par le représentant de Rimouski (M. A. Tessier), que les mots "cette Chambre tout en consentant à la seconde lecture de ces résolutions, désire constater la déviation manifeste dans la politique du gouvernement qu'elles comportent et l'omission d'autres chemins de fer dont l'importance ne saurait être mise en doute," soient retranchés et que les mots suivants leur soient substitués: "cette Chambre en votant la deuxième lecture de ces résolutions approuve la politique du gouvernement qui, tout en aidant les entreprises utiles à terminer leurs travaux, suspend, pour le moment, l'octroi de nouveaux subsides".

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Remarque que l'Opposition ne trouve rien de mauvais dans les résolutions, mais voudrait connaître ce qui a causé un changement si rapide dans la politique du gouvernement à l'égard des chemins de fer. Il dit que le gouvernement ne donne aucune raison sérieuse de l'abandon de sa politique. Lorsque les membres de la présente administration étaient dans l'Opposition, leur thème favori était de parler de l'extravagance de l'ancien gouvernement pour les subsides aux chemins de fer. Lors des dernières élections, ils ont utilisé ce thème pour dénoncer le Parti conservateur de tribune en tribune, d'un peron d'église à l'autre. Aux prochaines élections générales, l'Opposition actuelle parcourra la province et accusera le gouvernement actuel d'avoir abandonné sa politique. Il y a quelque temps, un membre du gouvernement a déclaré publiquement: "Remercions le ciel d'avoir un premier ministre qui sait résister aux tentations et nous demandons à Dieu qu'il continue ainsi". À son avis, cette prière n'a pas été exaucée et l'idole est tombée de son piédestal. Les présentes résolutions sont

une preuve flagrante que le gouvernement a glissé en chemin.

L'Opposition ne veut aucunement nuire aux compagnies de chemins de fer, mais le gouvernement, lui, qui a obtenu le pouvoir en dénonçant ce qu'il appelait l'extravagance de ses adversaires, parce que ceux-ci avaient prolongé le délai pour le parachèvement de certains chemins de fer, ce gouvernement qui depuis n'a cessé de répéter qu'il n'accorderait pas un sou aux compagnies de chemins de fer, comment peut-il concilier son attitude actuelle avec ses déclarations passées?

On a reproché à l'ancien gouvernement de gaspiller les deniers publics en subsides aux chemins de fer; tout au moins, il n'a jamais professé une politique et suivi une autre. Il préconisait une politique d'aide aux compagnies de chemins de fer et l'a mise en application dans la mesure permise par des électeurs peu sympathiques à cette idée. Quand les libéraux étaient dans l'Opposition, ils se sont opposés à la politique de subsides aux chemins de fer, mais, une fois au pouvoir, un changement s'est opéré dans leur esprit et ce qu'ils condamnaient autrefois, ils l'adoptent aujourd'hui.

L'Opposition a le droit de vous dire: vous avez renoncé à votre politique et trompé les électeurs de la province et nous vous demandons aujourd'hui de faire des excuses ou de donner des explications pour avoir changé de politique. L'Opposition est d'opinion que les chemins de fer doivent être encouragés, et d'ailleurs elle les a encouragés, car elle considérait que c'était dans l'intérêt de la province. Les conservateurs ont cloué leurs couleurs au mât et ont le courage de leur conviction. En prenant la position qu'il prend aujourd'hui, le Parti conservateur reste conséquent avec lui-même, mais le Parti libéral se dément, trahit ses promesses et il n'est que juste que la province le constate.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit qu'il éprouve un immense plaisir à voir l'honorable député de Stanstead s'enflammer parce que lorsqu'il est dans cet état, il dit certaines choses qu'il ne dirait pas lorsqu'il est très calme. (Rires). L'Opposition peut aussi blâmer le gouvernement de payer le solde dû sur l'arrangement de dix-sept sous et demi ainsi que les autres obligations contractées par l'ancien gouvernement. Tout le monde est d'accord pour que les engagements pris par l'ancien gouvernement soient respectés; c'est une tradition établie par les gouvernements depuis longtemps que de consentir à prolonger les délais accordés aux compagnies de chemin de fer qui ont reçu des subsides. Dans le cas de la "Pontiac Railway", il restait à compléter la voie sur une distance de sept milles et demi. Que devait faire le gouvernement? Devait-il accabler les directeurs de cette compagnie et déclarer qu'il ne respecterait pas les engagements de l'ancien gouvernement? La seule réponse est que le gouvernement actuel se doit de respecter tous les engagements légitimes et respectables de l'ancien gouvernement.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Quelle obligation a le gouvernement actuel de payer des subsides qui sont périmés?

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Ces subsides aux chemins de fer ne sont pas accordés sans raison valable, sans doute. Prenez le chemin de fer de Gaspé. Nous pouvons déclarer ces subsides périmés, mais serait-ce un geste honnête pour le comté de Gaspé? Deux millions ont déjà été dépensés pour ce projet. Sommes-nous justifiés de laisser cette compagnie aller à la faillite dans le seul but de ne pas respecter une promesse? Je crois que le gouvernement actuel se doit de respecter les engagements légitimes de ses prédécesseurs.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Là n'est pas la question. Je demande au député de Huntingdon si, oui ou non, il a voté des résolutions dénonçant le gouvernement conservateur parce qu'il faisait justement ce que son gouvernement propose de faire? N'est-il pas vrai qu'il a toujours condamné la politique de subsides aux chemins de fer?

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Effectivement, et je le ferai encore dans des circonstances semblables. Je m'objecterai encore, comme je l'ai fait dans le passé, lorsque l'argent a déjà été avancé pour dix milles de voies ferrées qui n'ont pas été construits ou qui l'ont été aux États-Unis. Il ajoute que les présentes résolutions ne constituent pas une nouvelle aide aux chemins de fer.

PLUSIEURS VOIX: Bravo! Bravo!

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Attire l'attention de la Chambre sur l'inexactitude flagrante des propos du député de Huntingdon qui a déclaré que le gouvernement respectait des obligations légitimes. Le renouvellement de subsides à la compagnie "Pontiac & Pacific" constitue-t-il une obligation légitime? Si l'on accorde des subsides dans ce cas-ci, comment le gouvernement fera-t-il pour refuser d'autres demandes semblables? Le gouvernement, en accordant à cette compagnie un délai plus long pour terminer ses travaux, incite ainsi les autres compagnies à demander la même faveur. Le gouvernement pourra difficilement leur refuser ce privilège, puisqu'il est obligé de traiter toutes les compagnies de la même manière.

Je crois qu'il n'en faut pas davantage pour démontrer la mauvaise foi du gouvernement. Voici un ministre qui avoue que s'il était dans l'Opposition, il voterait pour notre motion. Notre motion est donc juste. Alors pourquoi ne pas la voter? Nous ne blâmons pas le gouvernement, nous ne le dénonçons pas parce qu'il accorde des extensions de délai. Nous constatons seulement qu'il a changé de politique pour adopter la nôtre.

La prétention que nous avons engagé sa responsabilité ne vaut rien. Du moment que les délais sont expirés, les subsides tombent et la province n'a plus aucun engagement envers ces compagnies.

Le chef de l'Opposition (M. E.J. Flynn, Gaspé) a cité la résolution du député de Saint-Jean (l'honorable F.G. Marchand) condamnant le pro-

longement des délais. Je me permettrai d'en citer une autre proposée par M. Gladu en 1896 et que l'on trouve dans les procès-verbaux de 1896-97. Cette motion disait entre autres choses:

Que les résolutions maintenant soumises contiennent l'autorisation au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder à des entreprises de chemins de fer de nouvelles subventions, ainsi que de faire revivre des subventions caduques et de mettre à exécution des transports de subventions d'une entreprise de chemin de fer à une autre;

Que ces résolutions constituent une déviation de la politique énoncée ci-haut;

Qu'elles entraînent la dépense de sommes considérables et l'augmentation de la dette publique et que, par ce changement dans sa politique sur les chemins de fer, le gouvernement accorde de l'aide à certaines lignes de chemin de fer de peu d'importance, au détriment d'autres lignes d'une utilité reconnue destinées à desservir des régions importantes actuellement privées de toutes communications par voie ferrée".

Ainsi, on condamnait le gouvernement pour faire revivre des subsides.

Et l'on trouve, parmi ceux qui ont voté pour ces résolutions, les noms de MM. Bernatchez, Bisson (Beauharnois), Caron, Cooke, Dechêne, Gillies, Guerin, Gosselin, Laliberté, Marchand, Morin, Parent, Stephens, Tessier, Turgeon.

Les amis du gouvernement ne sont pas capables d'expliquer leur attitude autrement qu'en admettant qu'ils n'étaient pas sincères lorsqu'ils nous ont condamnés.

L'HONORABLE J. SHEHYN (Québec-Est): Dit que le Parti conservateur a également abandonné sa politique, quand il est arrivé au pouvoir, en 1892, en ce qui concerne les subsides aux chemins de fer. Bien sûr, l'erreur des uns ne fait pas oublier l'erreur des autres, mais des gens qui habitent des maisons de verre ne devraient pas lancer des pierres. La constance est un joyau. Le gouvernement actuel est prêt à défendre ses actes qui sont justifiés. Il n'est pas dans l'intérêt de la province, pour économiser une somme additionnelle minime, de perdre des avantages qui ont déjà coûté des millions jusqu'à aujourd'hui. D'ailleurs l'Opposition ne peut pas être prise au sérieux lorsqu'elle n'ose pas prendre une position catégorique sur la question.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Trouve que le gouvernement a tort de tant s'opposer à la motion du député de Gaspé (M. E.J. Flynn). Après tout, la motion ne refuse pas l'extension de délai, elle ne blâme pas non plus le gouvernement de l'accorder, elle constate seulement que le gouvernement a blagué le public lorsqu'il a promis de ne plus rien donner aux compagnies de chemins de fer.

Est-ce vrai, oui ou non?

Est-il vrai que le Parti libéral, dans l'Opposition, a condamné le Parti conservateur lorsqu'il donnait une extension de délais à certaines compagnies de chemins de fer?

Pas un membre de la droite n'ose le nier

Est-ce que l'embranchement de la vallée de la Chaudière ne mérite pas autant?

Il défie le député de Beauce (M. H.-S. Bélard) de dire à la Chambre que le chemin de fer qu'il a promis à ses électeurs dans son comté n'est pas aussi nécessaire que le chemin de fer du Mont Orford cité dans les résolutions.

M. H.-S. BÉLARD (Beauce): Le Québec-Central ne demande pas de subside. Il dit en outre qu'il n'a rien promis en ce qui concerne le chemin de fer de Saint-Georges. Il a simplement promis d'essayer d'obtenir de l'aide.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Le Québec-Central ne demande pas de subsides, mais, vous, vous en demandez et on ne vous en donne pas, tandis qu'on en donne au député de Shefford (M. T.-B. De Grosbois). Comment se fait-il donc que vous n'obteniez rien?

M. T. B. DE GROSOIS (Shefford): Dit qu'on a accordé une extension de délai à la Compagnie de chemin de fer du Mont Orford parce que cette dernière n'a pu compléter les travaux pour la date promise par la faute de l'ancien gouvernement qui lui a retiré des subsides votés et les a transférés à une entreprise du comté représenté par l'honorable député de Stanstead (M. M.F. Hackett).

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): On ne peut nier l'éloquence du chef de l'Opposition (M. E.J. Flynn, Gaspé), ainsi que de l'honorable député de Stanstead (M. M.F. Hackett); et s'ils ont réussi à établir l'ombre d'une preuve par leurs discours, nous avons là une démonstration de la force de leur éloquence. Si les membres de l'Opposition approuvent les résolutions du gouvernement, pourquoi dépensent-ils tant d'énergie? Si le gouvernement adoptait une ligne de conduite que l'Opposition désapprouve, sans doute cette dernière n'élèverait alors aucune critique! Il dit que l'Opposition donne un curieux spectacle. Elle prétend que sa politique triomphe et elle jette des cris de désespoir parce que le gouvernement ne veut pas adopter sa motion. L'Opposition dit qu'elle approuve le gouvernement, mais elle veut que la Chambre dise que le gouvernement faiblit. C'est ridicule. Par cette attitude, l'Opposition compromet le succès d'autres entreprises que l'on nous demande d'aider.

DES VOIX: Ah! Ah!

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): L'Opposition devrait avoir le courage de ses convictions et se prononcer contre la politique du gouvernement si elle lui est hostile ou l'approuver si elle est en faveur. Il cite le projet de conversion des subsides aux chemins de fer qu'avait adopté l'ancien gouvernement et rappelle qu'il s'y était opposé avec vigueur. Ce projet avait augmenté la dette de la province d'un million et demi de dollars. Si le gouvernement actuel condamnait cette politique de ses prédécesseurs, il ne peut

renoncer à respecter les engagements qui, même s'ils sont condamnables, le lient et sont l'héritage de ses prédécesseurs. Il en existe d'autres qui ne posent pas de problèmes juridiques, et auxquels le gouvernement a renoncé au grand désespoir des parties intéressées. L'administration actuelle ne violera pas de contrats simplement parce qu'une des parties qui a démontré sa bonne foi, n'a pu satisfaire à toutes les exigences du point de vue technique. Il est ridicule de comparer l'attitude du gouvernement actuel, en ce qui concerne le délai accordé à la Compagnie du Mont Orford, avec celle de l'ancien gouvernement qui accordait des subsides pour des lignes de chemins de fer qui n'ont jamais été construites et pour des travaux qui n'ont jamais été exécutés. En conclusion, il constate l'attitude bien indécise de l'Opposition et dit que même s'il ne lit pas beaucoup les auteurs classiques, il se souvient d'avoir lu ce qui suit quelque part: "Ayez une opinion, bonne ou mauvaise, mais ayez-en une". Les honorables députés de l'Opposition ne semblent pas avoir d'opinion, sauf l'honorable député de Dorchester (M. L.-P. Pelletier) dont les opinions sont toujours fausses. (Rires)

M. H.-S. BÉLARD (Beauce): Dit en réponse au député de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), que la Compagnie du Québec-Central n'a pas demandé de subside, et de plus elle refuse de construire l'embranchement de Saint-Georges, à moins qu'on lui donne tout l'argent nécessaire.

Il rappelle que M. Mercier avait fait voter des fonds pour un chemin de fer que le député de Dorchester a tant à cœur et que c'est grâce à une manœuvre, que le député de Laval (M. P.-E. LeBlanc) qualifierait de subreptice, que ce chemin de fer n'a pas été fait.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Vous avez demandé un subside l'année dernière et vous ne l'avez pas eu.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. L.-E. Panneton), que la discussion soit ajournée.

Cette dernière proposition est adoptée.

Documents:

Prison des femmes protestantes de Montréal

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de cette Chambre du 23 février 1899. pour copie de toute correspondance etc, en rapport avec la prison des femmes protestantes de Montréal. (Document de la session no 74)

Aide à la colonisation

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, du 3 décembre 1897, pour la production d'une liste de toutes les deman-

des de secours, octrois, subventions, pour aider à la colonisation dans cette province, pour les années 1896-97 et pour l'année courante; que ces demandes aient été faites par lettres, pétitions, requêtes, rapports d'officiers publics ou autres résolutions de conseils municipaux, sociétés de colonisation, etc., ladite liste devant indiquer;

1. Le ou les signataires, qu'il ou qu'ils soient du Canada ou de l'étranger, et que ce soit un ou des particuliers, un conseil municipal, une société de colonisation légalement constituée ou non, etc.

2. Le montant et l'objet de cette demande, que ce soit pour chemins, routes et ponts ou pour l'établissement de services de bateaux ou de diligences pour le transport des colons établis ou à établir, de leur bagage, instruments agricoles, etc., pour construction d'écoles, de moulins, pour creusement de rivières ou de cours d'eau, et dessèchement de marais.

3. L'endroit pour lequel ces secours ont été demandés, c'est-à-dire où les travaux devaient ou doivent être faits et où les colons devaient s'établir ou être aidés à s'y établir. (Document de la session no 75)

À six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à dix heures

Élargissement de la rue Saint-Antoine, Montréal

L'ordre du jour appelant la réception du rapport du comité général sur le bill (bill no 119) amendant la charte de la cité de Montréal, étant lu;

Il est ordonné que le rapport soit maintenant reçu.

Demande de documents:

Chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Charlevoix (M. P. D'Auteuil), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toutes lettres, requêtes et documents se rapportant au prolongement du chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean de Chicoutimi à Saint-Alphonse, et du ou des rapports établissant le coût probable de tel prolongement.

Adopté.

Chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix

M. P. D'AUTEUIL (Charlevoix): Propose, appuyé par le représentant du Lac-Saint-Jean (M. J. Girard), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toutes lettres, requêtes, demandant l'octroi de subsides pour le chemin de fer de Québec, Mont-

morency et Charlevoix, ainsi que de tous mémoires se rapportant à telles demandes.

Copie de ou des rapports établissant le coût probable et détaillé dudit chemin.

Adopté.

Publication des débats

M. C. LANGELIER (Lévis):

Monsieur l'Orateur,

J'espère que mes honorables collègues me permettront de dire quelques mots à l'appui de la motion que je vous ai demandé de soumettre à leur approbation. En premier lieu, je dois expliquer brièvement comment j'ai été induit à faire cette proposition. Ces jours derniers, j'exprimais à M. le greffier de cette Chambre mon grand regret de ce que la publication des Débats de l'Assemblée législative, faite de 1879 à 1889, avait été discontinuée. Sur ce, il me dit, ce que d'ailleurs j'avais déjà constaté, que ce regret avait été partagé par presque tous ceux qui ont siégé dans cette enceinte pendant les dix dernières années. De fait, je sais qu'il a toujours été plus ou moins question de la reprise de cette publication. En 1895, la députation avait pour ainsi dire unanimement signé une requête, adressée à l'honorable premier ministre d'alors (M. L.-O. Taillon), recommandant fortement au ministère de prendre les mesures nécessaires pour publier les discussions de cette Chambre. Je comprends que depuis la question soit toujours restée sous considération: le cours des événements politiques ayant probablement contribué à retarder la décision attendue.

Mes honorables collègues de Stanstead (M. M.F. Hackert), Wolfe (M. J.-A. Chicoyne), se sont unis à moi pour adresser la lettre suivante à M. le greffier.

Assemblée Législative
Québec, 23 février 1899.

L.-G. DESJARDINS, écr.,
Greffier de l'Assemblée législative,
Québec.

Monsieur,

Vous nous obligeriez en nous donnant vos réponses aux questions suivantes:

Serait-il possible de publier les Débats de l'Assemblée législative avec un système économique qui se recommanderait favorablement à la considération de la Chambre?

Consentiriez-vous à vous charger de la direction de la publication officielle des Débats de l'Assemblée législative?

(Signé) (Signé)

Vos bien dévoués.
Chs Langelier.
M. F. Hackett.
J.-A. Chicoyne.
C.-A. Chênevert.

Nous avons reçu de M. Desjardins la réponse suivante:

Québec, 25 février 1899.

Messieurs,

J'ai l'honneur de répondre comme suit aux deux questions de votre lettre du vingt-trois courant:

1e. Je suis convaincu que la publication des Débats de l'Assemblée législative peut être faite d'une manière bien satisfaisante pour une somme relativement très modique. Il faudrait, en premier lieu, déterminer quelle partie de la discussion serait rapportée. Naturellement, elle devrait s'étendre aux débats de toutes les questions d'intérêt public soumises à la considération de la Chambre.

2e. Reconnaissant toute l'importance, actuelle et historique, de la conservation, pour la génération présente et de la transmission pour les générations futures, des annales de la discussion parlementaire, je consentirais à me charger de la tâche difficile de la direction de la publication des Débats.

Tous me permettez bien de suggérer l'opportunité, pour obtenir le résultat que vous désirez, de la nomination d'un comité spécial qui étudierait la question et ferait rapport à la Chambre du mode à la fois le plus efficace et le plus économique de la publication des Débats. Renseignée par l'étude et le rapport de son comité, la Chambre pourrait manifester son opinion et ses desirs sur le projet qui lui serait recommandé.

Si le comité que je suggère était nommé, je pourrais soumettre à sa considération les détails d'un plan de la publication des Débats que votre lettre m'a suggéré d'élaborer.

Profondément convaincu de l'utilité publique et nationale de l'oeuvre dont vous désirez la réalisation, ainsi que du caractère patriotique qui la recommande à la favorable considération de tous et de chacun, je vous prie de croire que je serais heureux d'y contribuer dans toute la mesure de l'entier dévouement et de la parfaite impartialité que, comme officier de cette Chambre, et aussi comme citoyen, je dois au service des intérêts publics. La Chambre serait juge elle-même de la compétence que je pourrais offrir pour le succès de cette entreprise, après les trente années d'études, soit comme journaliste, homme public, député et greffier de l'Assemblée législative, que j'ai faites des choses parlementaires.

Messieurs

J'ai l'honneur d'être
Votre tout dévoué,

L.-G. Desjardins,
Greffier A. L.

Ce n'est pas le temps d'en donner les détails à la Chambre, mais je puis toujours dire que M. le greffier m'a fait part d'un projet de publication des Débats, et qu'il m'a convaincu de l'efficacité et de l'économie du système qu'il se fera sans doute un plaisir de communiquer au comité, s'il

est nommé. Je résume en peu de mots les grandes lignes de ce projet.

Il s'agirait de faire de la publication des Débats un service régulier et officiel de la Chambre. À chaque session, un comité permanent des Débats serait organisé. La publication des Débats se ferait sous la responsabilité directe du greffier de cette Chambre, comme ceux des journaux de la Chambre et des procès-verbaux. La tâche du comité spécial dont je propose la nomination serait, premièrement, de faire rapport sur la classification des questions dont la discussion serait publiée: secondement, de recommander l'organisation de ce nouveau service de la Chambre qu'il considérerait le plus efficace et le plus économique.

Je crois, M. l'Orateur, que la Chambre doit profiter de l'avantage qu'elle a de trouver dans la personne de M. le greffier, non seulement l'officier responsable du nouveau service à organiser, mais aussi toutes les connaissances de la politique du pays, du droit constitutionnel, de la procédure parlementaire, de l'expérience requise pour diriger avec toute la compétence nécessaire et l'impartialité désirable de publication des Débats. Tour à tour journaliste, député aux Communes et à Québec, très mêlé pendant longtemps aux choses de la politique, il lui sera facile d'indiquer les débats qui pourront avoir un intérêt pour l'avenir et le signaler aux sténographes chargés de recueillir les discours. Bref, M. le greffier a toutes les connaissances et toutes les aptitudes requises pour diriger cet important travail.

Monsieur l'Orateur, je suis convaincu que j'exprime l'opinion et le vœu de tous les honorables membres de cette Chambre, en disant que les annales de nos discussions parlementaires devraient être conservées. N'oublions pas que nous écrivons de jour en jour l'histoire politique de notre province. Chaque session est marquée par d'importantes discussions qui intéressent beaucoup la génération présente, et qui intéresseront peut-être davantage les générations futures. Cette année, par exemple, nous avons eu plusieurs débats sur des questions les plus importantes qui puissent être soumises à notre étude et à nos délibérations, et dont il ne restera pas trace dans l'avenir si l'on ne prend pas immédiatement les mesures de recueillir au moins une partie des opinions exprimées par les honorables députés qui ont pris la parole lors de ces discussions.

Je crois devoir attirer l'attention de mes honorables collègues sur un fait assez important. Un peu d'observation suffit pour se convaincre que le développement réellement extraordinaire de la presse quotidienne, par la variété même des exigences qui en découlent, nous indique qu'il faut se résigner, dans l'avenir, à compter de moins en moins sur la publication de discours parlementaires complets dans les colonnes des journaux.

De nos jours, le mouvement politique s'accélère trop rapidement, les questions se multiplient trop vite, l'entraînement de tous les progrès est trop puissant, pour que le journalisme militant de tous les jours s'attarde à consacrer son espace disponible, toujours en pressante réquisition, à la publi-

cation des études élaborées que les hommes politiques font dans les discussions parlementaires des grandes questions d'intérêt public. Aussi, aux États-Unis, la grande presse quotidienne ne publie jamais de rapports des discussions du Congrès à Washington.

Aux Assemblées législatives donc, la tâche et le devoir de publier elle-même les discussions qui s'y font, pour l'information officielle du public, et pour l'étude de l'histoire. Qu'arrivera-t-il, Monsieur l'Orateur, si la Chambre ne décide pas la reprise de la publication de ses débats? Dans 25, 50 ans, tout ce qui se sera dit dans cette chambre sera complètement oublié, et ceux qui, alors, voudront s'instruire du développement politique de cette province, sous l'influence bienfaisante de ses institutions, seront dans l'impossibilité de le faire d'une manière satisfaisante.

Je sais, Monsieur l'Orateur, que je n'ai pas besoin d'insister davantage. Je m'adresse à des collègues trop intelligents, trop convaincus de l'importance des études historiques, et trop dévoués au service des véritables intérêts publics, pour supposer un instant qu'il en est un seul d'entre nous qui ne reconnaisse l'utilité de cette oeuvre patriotique, dont tous nous devons vouloir la réalisation.

Je propose, appuyé par le représentant de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne), la nomination d'un comité spécial afin d'étudier la question pour trouver le moyen de concilier la question économique avec l'utilité du nouveau service qu'il est si important d'organiser.

J'espère donc, Monsieur l'Orateur, que la motion, que j'ai remise entre vos mains sera votée à l'unanimité.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Monsieur l'Orateur, permettez-moi de dire un mot en appuyant la motion de l'honorable député de Lévis. Je suis convaincu qu'il n'y aura qu'une voix dans cette Chambre et dans tout le pays pour approuver le projet qu'il vient d'énoncer. Tous ceux qui s'occupent de questions politiques en cette province ont vivement regretté de voir suspendre la publication des Débats officiels de cette Chambre. Les volumes qui ont été publiés sur les discussions parlementaires, depuis 1879 jusqu'en 1889 inclusivement, contiennent une source précieuse de renseignements. Tous les problèmes qui ont agité notre politique provinciale à cette époque y sont exposés sous les traits les plus instructifs, non seulement pour nos contemporains, mais aussi pour les générations futures.

La publication des Débats tendrait à relever le niveau des discussions parlementaires. Quand les députés sauront que leurs remarques seront destinées à être consignées dans une publication officielle, et à être soumises à la critique de tout le pays, ils étudieront davantage les questions traitées et apporteront plus de soin, non seulement dans le fond, mais aussi dans la forme de leurs discours.

Il faut espérer que le gouvernement trouvera des ressources pour faire face à cette dépense qui sera comparativement légère. Actuellement, il est voté chaque année une somme de \$3.000.00 pour aider à la publication des décisions judiciaires.

et cela dans le but de renseigner la magistrature et le Barreau, et de tenir les membres de la profession légale au fait de la jurisprudence du pays. Il me semble qu'il serait aussi important de publier un recueil officiel de nos débats, dans le but de renseigner ceux qui sont mêlés au mouvement politique de la province.

D'après le plan proposé, la publication des Débats offrirait toutes les garanties d'exactitude et d'impartialité, vu quelle serait placée sous la direction d'un officier responsable de cette Chambre.

Je m'accorde pleinement avec l'honorable député de Lévis dans les éloges si mérités qu'il a justement décernés à notre digne greffier, M. Desjardins, qui est désigné pour présider à cette oeuvre. Je me suis empressé de me joindre aux honorables députés de Lévis, de Stanstead et de Berthier, pour adresser à M. Desjardins la lettre dont l'honorable député de Lévis a donné lecture au cours des éloquentes remarques qu'il a faites à l'appui de sa motion. M. le greffier a bien voulu nous adresser la réponse favorable que notre honorable collègue a aussi communiquée à la Chambre. Je sais, M. l'Orateur, que si la publication des Débats est reprise, nous imposerons à M. le greffier une tâche très importante et bien difficile pour laquelle nous ne serons pas en mesure de le rémunérer comme il conviendrait. Mais il a été assez longtemps dans la vie politique active pour avoir contracté l'habitude des sacrifices patriotiques et pour un, je le remercie de l'acceptation qu'il a faite de celui que nous lui avons proposé.

Je suis heureux de me joindre à l'honorable député de Lévis pour demander à la Chambre d'ordonner à l'unanimité la formation du comité. J'espère que cette initiative aura pour résultat le succès de l'oeuvre patriotique de la publication des discussions de cette Chambre.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Exprime sa surprise de voir que pas un seul membre du cabinet ne fait partie du comité proposé. Il demande que la proposition reste comme avis de motion jusqu'à demain.

La question reste comme avis de motion jusqu'à demain.

Montreal Protestant House of Industry and Refuge

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. M. F. Hackett), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 73) amendant les actes constituant en corporation, "The Montreal Protestant House of Refuge and Industry" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a rapport à une société de bienfaisance.

Adopté.

Héritiers d'Alexis Brunet

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3) Propose appuyé par le représentant de Montréal no 2 (M. L. Gouin) que l'honoraire paye pour le bill (bill

no 121) à l'effet de mieux déterminer les pouvoirs donnés aux héritiers fiduciaires, par le testament de feu Alexis Brunet, et pour pourvoir à leur rémunération, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté.

Adopté.

Succession A. Prévost

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 3 (M. H.-B. Rainville), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 64) amendement la loi 60 Victoria, chapitre 95. concernant la succession de feu Amable Prévost, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté.

Adopté.

Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 3 (M. H.-B. Rainville), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 69) amendement la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu qu'il s'agit d'une société de bienfaisance.

Adopté.

Société des artisans canadiens-français de Montréal

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 3 (M. H.-B. Rainville), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 52) amendement et refondant la charte de la Société des artisans canadiens-français de la cité de Montréal, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill est demandé par une société de bienfaisance.

Adopté.

Chemin de fer urbain de Montréal

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 71) amendement les actes concernant la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal.

Adopté.

En comité:

On continue la discussion relative à l'émission de cinq millions d'actions.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Voudrait connaître les motifs de la compagnie pour demander l'augmentation de son capital-actions.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Pense comme le député de Laval (M. P.-E. LeBlanc)

que l'augmentation de capital est demandée dans un but de spéculation.

Il est d'avis que la compagnie n'obtienne pas le droit d'augmenter son capital avant d'avoir fait connaître au lieutenant-gouverneur en conseil les motifs pour lesquels elle demande l'autorisation d'augmenter son capital.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Dit qu'il est prêt à accepter l'amendement du député de Brome (l'honorable H.T. Duffy), si on ajoutait le mot "équipement" dans la clause. Elle signifierait alors que le nouveau capital-actions peut servir à l'extension et à l'équipement.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Accepte cette dernière suggestion.

L'amendement du député de Brome est adopté.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose d'ajouter à la clause 1: que les nouvelles actions pour le prolongement de la ligne ne pourront pas être émises sans que les plans aient été primitivement soumis au lieutenant-gouverneur en conseil.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Se dit d'accord avec cette proposition:

La proposition est rejetée.

La clause 1 est adoptée.

Le comité étudie la clause 2. Cette clause concerne le prix des billets de tramway et oblige la compagnie à donner 12 billets au lieu de 8 pour 25 cents entre 5 heures et 9 heures le matin, et entre 5 heures et 8 heures le soir.

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Pense que la Chambre n'a pas le droit d'imposer à la compagnie l'obligation de vendre 12 tickets ou billets d'ouvrier pour 25 cents, attendu qu'il existe un contrat passé entre la ville et la compagnie établissant les prix de billets de passage. Ce contrat doit être respecté sans quoi aucune convention ne pourrait subsister. Il propose le retrait de cette clause.

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Proteste contre l'accusation de recherche de popularité portée contre lui parce qu'il supporte cette clause. Il demande le maintien de la clause.

La proposition est adoptée et la clause est rayée.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose qu'on substitue à la clause 2. rayée, l'ancienne clause 2 qui a été enlevée en comité et qui ratifiait les contrats de Sainte-Cunégonde et de Saint-Henri.

La proposition est adoptée.

(Cette dernière proposition est adoptée en l'absence du député de Terrebonne (M. G.-A. Nantel). Celui-ci revient en Chambre et proteste).

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Dit qu'il y avait eu entente pour que cette motion ne soit pas poussée.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Renonce à exiger la réintégration de la clause.

L'ancienne clause 2 est donc rayée à nouveau.

Les autres articles du bill sont ensuite adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié.

La séance est levée à une heure trente du matin.

Séance du 3 mars 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à midi et demi

Messages du Conseil législatif :

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas sur son amendement au bill (bill no 19) intitulé: "Loi amendant la loi électorale de Québec, 1895", et qu'il a retiré ledit amendement.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement, savoir:

Bill (bill no 126) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Catholic High School of Montreal".

Et bill (bill no 140) intitulé: Loi amendant l'article 4762 des statuts refondus de la province de Québec."

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé l'amendement fait par la Chambre au bill (bill J) intitulé: "Loi amendant la loi concernant la constitution de la Cour supérieure".

Et aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, avec certains amendements pour lesquels il demande son concours.

Bill (bill no 114) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la cité de Sorel".

Bill (bill no 115) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la "Shawinigan Water and Power Company".

Et bill (bill no 120) intitulé: "Loi amendant les lois concernant la ville de Longueuil".

Corporation de Sorel

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 114) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la cité de Sorel." Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Shawinigan Water and Power Company

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 115) intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la "Shawinigan Water and Power Company". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Ville de Longueuil

La Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 120) intitulé: "Loi amendant les lois concernant la ville de Longueuil". Les amendements

sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour la pétition suivante est lue et reçue:

De l'Union de tempérance des femmes chrétiennes du comté d'Hochelaga, demandant certains amendements au bill (bill no 59) revisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

Protection des abeilles

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 6 (l'honorable J.J.E. Guerin), que le bill (bill no 17) à l'effet d'assurer une protection plus efficace des abeilles soit maintenant lu pour la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard, Ball, Bissonnette, Caron (Maskinongé), Chênevert, Claperton, Cotton, Dechêne, Delaney, Desaulles, Duffy, Garneau, Gillies, Gosselin, Gouin, Guerin, Hunt, Lacombe, Loislois, Marchand, Parent, Rainville, Robitaille, Rocheleau, Roy, Shehyn, Stephens, Tessier (Rimouski), Turgeon et Watts, 30.

CONTRE: MM. Atwater, Bédard, Béland, Bickerdike, Bouffard, Bourbonnais, Carbray, Cardin, Champagne, Chicoyne, D'Auteuil, Décarie, Dorris, Dufresne, Duplessis, Flynn, Girard, Grenier, Hackett, Lalonde, LeBlanc, McDonald, Marion, Normand, Panneton, Pelletier, Petit, Plante, Teller, 29.

La proposition est adoptée et le bill est lu pour la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Comité conjoint des impressions de la Législature

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité conjoint des impressions de la Législature. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a élu l'honorable M. Duffy comme son président, et recommande que le quorum soit fixé à trois membres.

Votre comité recommande, de plus, l'impression des documents suivants:

No 19: Le chemin de fer Atlantique et Lac-Supérieur.

No 22: La conversion de la dette provinciale.

No 28: Chemins de colonisation, état des montants dépensés dans chaque comté, en dehors des montants votés.

No 46: Les réviseurs des listes électorales de Montréal.

No 49: Subsidés accordés aux chemins de fer.

No 61: État de la votation dans les districts électoraux où ont eu lieu des élections depuis le 1er octobre 1897..

Et no 62: Cause no 2637 (1897), Beupré vs Desnoyers et al., balance du dossier.

Adopté.

M. C.L. COTTON (Missisquoi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité conjoint des impressions de la Législature. Voici le rapport:

Votre comité recommande l'impression du document sessionnel suivant:

No 47: Limites à bois vendues ou sous licence dans la province de Québec.

Adopté.

Chemins de fer

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, reprend le débat ajourné, jeudi, le 2 mars courant, sur le sous-amendement proposé à l'amendement à la motion portant, "que les résolutions rapportées du comité général, mercredi, le 1er mars courant, (concernant le délai dans lequel les travaux sur certains chemins de fer doivent être complétés, et concernant certains subsides de chemins de fer) soient maintenant lues la seconde fois"; lequel sous-amendement comporte que les mots: "cette Chambre, tout en consentant à la seconde lecture de ces résolutions, désire constater la déviation manifeste dans la politique du gouvernement qu'elles comportent et l'omission d'autres chemins de fer dont l'importance ne saurait être mise en doute", dudit amendement soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "cette Chambre, en votant la seconde lecture de ces résolutions, approuve la politique du gouvernement qui, tout en aidant les entreprises utiles à terminer leurs travaux, suspend, pour le moment, l'octroi de nouveaux subsides".

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que le sous-amendement du député de Québec-Centre (M. A. Robitaille) n'est pas très habile.

Si le gouvernement accepte cet amendement il ouvre la porte à toutes les compagnies. En effet l'amendement dit que le gouvernement est prêt à aider toutes les entreprises utiles.

N'y a-t-il que les entreprises mentionnées dans ces résolutions qui soient utiles? Ce n'est plus simplement une déviation de politique, mais c'est une véritable évolution. Vous avez failli à vos promesses les plus solennelles, dit-il. Vous n'êtes pas capables de résister aux demandes dont vous êtes assiégés. Avant l'expiration du terme du présent Parlement, vous distribuerez les subsides de côté et d'autre, les deniers de la province seront prodigués à pleines mains pour obtenir une réélection. Votre attitude actuelle est votre propre condamnation et la revanche du Parti conservateur, que nous attendions depuis deux ans. et que l'on a tant

calomnié pour avoir prolongé les délais à certaines compagnies de chemins de fer.

La justice est parfois tardive, mais elle finit toujours par se manifester.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Oui, en effet, elle a été tardive à l'égard du Parti conservateur; mais elle a été accablante, dit-il..

Il déclare qu'il n'y a aucune contradiction entre ses déclarations passées et ses actes actuels. Le Parti libéral s'est engagé à mettre fin au système de prodigalité et d'extravagance des gouvernements précédents. La politique du gouvernement est et sera la même que celle dont il a été parlé à la veille des élections. Mais le gouvernement ne fera pas de ces scandales de subventions aux chemins de fer à la veille de la campagne.

Il renouvelle l'expression de sa politique à l'égard des chemins de fer. Sa politique est toujours la même et le gouvernement la maintiendra jusqu'au bout.

Tant que je serai ici, dit-il nous n'ajouterons rien aux subsides de chemins de fer.

Nous avons mis fin aux prodigalités et aux subventions à toutes sortes d'entreprises qui étaient en voie d'obérer notre budget au point, qu'avant longtemps, il nous aurait fallu outrepasser nos pouvoirs d'emprunter. Nous n'avons pas octroyé de nouveaux subsides, et nous n'en accorderons pas tant que les finances de la province n'aient pas été équilibrées. Ces résolutions n'augmentent pas d'un sou le passif de la province.

Nous n'avons jamais dit que nous étions contre les chemins de fer ou toute autre entreprise solide, saine et d'intérêt public. Nous ne le sommes pas non plus, mais nous croyons que la province n'a pas les moyens d'engager son crédit davantage et nous persisterons jusqu'au bout dans cette politique.

Parce qu'il a introduit des résolutions accordant aux chemins de fer Pontiac, Grand-Nord et Montagne d'Oxford de nouveaux délais pour en permettre le parachèvement, il ne s'ensuit pas non plus que le gouvernement dévie de la voie qu'il s'était tracée.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Le gouvernement n'a pas accordé que quelques mois de délais.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Le gouvernement n'accorde pas de subventions nouvelles, partant n'augmente en aucune manière le passif de la province, puisqu'il s'agit de subsides déjà votés.

La demande de prolongation de temps ayant été faite avant l'expiration du délai fixé, le gouvernement est donc justifiable de n'avoir pas refusé.

S'il a fait exception pour ces voies ferrées, c'est qu'il aurait été extrêmement injuste de les laisser inachevées et inexploitées, lorsqu'il ne reste que quelques milles à construire et que des centaines de milliers de dollars ont déjà été dépensés sur ces voies.

C'est là un acte administratif que requerrait l'intérêt public.

Le gouvernement a mis fin à une politique de prodigalités, et non à la politique d'utilité.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Je demande simplement ceci au premier ministre, est-ce que, en 1893, 1896 et 1897, le premier ministre ne nous a pas condamnés en Chambre pour avoir suivi cette politique?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Oui. Il explique qu'ils s'opposent à de nouveaux subsides aux chemins de fer, mais le gouvernement se sent justifié d'accorder un délai pour la construction des voies ferrées parce qu'on a déjà dépensé beaucoup d'argent pour ces voies et qu'il ne reste que quelques milles à construire.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): A également pris la parole.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande le vote.

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Prend la parole.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Dit que le député de Stanstead parle sans même avoir lu les résolutions.

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard, Béland, Bickerdike, Bissonnette, Blanchard, Cardin, Caron (Maskinongé), Champagne, Chênevert, Clapperton, Cotton, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Dorris, Duffy, Garneau, Gillies, Girard, Gosselin, Gouin, Guerin, Hunt, Lalonde, Langelier, Lislois, Major, Marchand, Parent, Petit, Rainville, Robidoux, Robitaille, Roy, Shehyn, Stephens, Tessier (Rimouski), Turgeon, Watts, Weir, 43.

CONTRE: MM. Atwater, Ball, Bédard, Bouffard, Carbray, Chicoyne, D'Auteuil, Dufresne, Duplessis, Flynn, Grenier, Hackett, LeBlanc, McDonald, Marion, Normand, Panneton, Pelletier, Plante, Tellier, 20.

Le sous-amendement est adopté.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard, Atwater, Ball, Bédard, Béland, Bickerdike, Bissonnette, Blanchard, Bouffard, Carbray, Cardin, Caron (Maskinongé), Champagne, Chênevert, Chicoyne, Clapperton, Cotton, D'Auteuil, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Dorris, Duffy, Dufresne, Duplessis, Flynn, Garneau, Gillies, Girard, Gosselin, Gouin, Grenier, Hackett, Hunt, La-

londe, Langelier, LeBlanc, Lislois, McDonald, Major, Marchand, Marion, Normand, Panneton, Parent, Pelletier, Petit, Plante, Rainville, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Shehyn, Stephens, Tellier, Tessier (Rimouski), Turgeon, Watts, Weir, 63.

CONTRE: Personne.

La proposition est adoptée.

Les résolutions sont lues pour la deuxième fois.

A une heure vingt la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à trois heures et demie

Sécurité du courrier des membres de la Chambre

M. P.-E. LeBLANC (Laval): Se plaint des indiscretions commises par certaines personnes qui pénètrent trop librement dans la Chambre et parle du peu de soin que l'on a de la correspondance. Il cite le cas d'une lettre à son adresse qui lui est parvenue ouverte et se plaint du fait que trois lettres mises à la poste par lui, ne sont jamais arrivées à destination.

M. L'ORATEUR: Admet la gravité des plaintes et promet de faire une enquête à cet égard pour assurer à l'avenir la sécurité et la régularité de la correspondance.

Chemin de fer

L'ordre du jour appelant la Chambre à concourir avec le comité dans les 4 résolutions rapportées, mercredi, le 1er mars courant, du comité général concernant le délai dans lequel les travaux sur certains chemins de fer doivent être complétés, et concernant certains subsides de chemins de fer, étant lu; les résolutions sont adoptées.

Introduction de bills:

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 14) relatif au délai prescrit pour compléter les travaux sur certains chemins de fer ainsi qu'à certaines subventions aux chemins de fer.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Code civil, articles 1688, 1696 et 2259

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable J. Shehyn), que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 105) amendant les articles 1688, 1696 et 2259 du code civil.

Adopté sur division.

En comité:

Le comité adopte le bill tel qu'amendé par le comité de législation. Il s'agit de réduire à cinq ans la responsabilité des architectes et des entrepreneurs qui, sous le régime actuel, est de 10 ans.

D'un autre côté, les entrepreneurs ne seront responsables que de la partie de la construction qui a été exécutée par eux, lorsque toutefois il y aura eu des marchés séparés. On supprime donc la solidarité.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Asile d'aliénés

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que le bill (bill no 24) amendement la loi concernant les asiles d'aliénés soit lu pour la troisième fois.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.-J. Flynn), que tous les mots après "que," jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants:

"Attendu qu'il appert par les Journaux de l'Assemblée législative, 1892, p. 352, 353 et 354 qu'une motion a été proposée par l'honorable M. Marchand, maintenant premier ministre de cette province, dont les principaux considérants se lisaient comme suit:

"Attendu que le gouvernement Chapleau a imposé aux municipalités l'obligation de contribuer aux frais de l'entretien des aliénés dans les asiles, laquelle obligation a été de nouveau insérée dans des statuts subséquents;

Attendu que ce mode de contribution n'a pas rapporté au trésor public ce que ses auteurs en attendaient;

Attendu qu'il a été démontré que cette taxe indirecte repose sur une base injuste et vexatoire et que, pour ces raisons, elle a été abolie par cette Législature en 1890;

Attendu que, par le présent bill, le gouvernement actuel propose d'imposer le même système d'impôts sur les contribuables de cette province:

Attendu que, par une réglementation sévère du mode d'admission aux asiles d'aliénés, il est impossible de mettre fin à tous les abus qui en causent l'encombrement, sans avoir recours à l'imposition aux municipalités, d'une charge onéreuse qui, dans bien des cas, aurait pour résultat de priver des bienfaits du traitement suivi dans ces

institutions, les personnes trop pauvres pour pourvoir à leur propre maintien;"

Attendu que ladite motion de l'honorable Marchand concluait à ce que ce bill, imposant la présente taxe pour l'entretien des aliénés dans les asiles, ne fut pas lu une deuxième fois, mais renvoyé à six mois;

Attendu que le projet de loi maintenant soumis est en contradiction directe avec les principes et les déclarations contenus dans ladite motion et avec les promesses faites à l'électorat, à ce sujet;

Cette Chambre constate qu'après avoir violemment attaqué les Conservateurs en les taillant de "taxeux", le gouvernement actuel réaffirme le principe des taxes, au lieu de les abolir;

Que cette conduite mérite la censure de cette Chambre."

Il dit qu'il n'est pas nécessaire d'ajouter quoi que ce soit à cet amendement qui contient la condamnation de la politique actuelle du gouvernement, condamnation portée par le premier ministre lui-même.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit quelques mots pour répondre au député de Dorchester.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont comme suit:

POUR: MM. Ball, Bédard, Bouffard, Chicoyne, D'Auteuil, Dufresne, Duplessis, Flynn, Grenier, Hackett, LeBlanc, McDonald, Marion, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, 17.

CONTRE: MM. Allard, Bickerdike, Bissonnette, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Champagne, Chênevert, Clapperton, Cotton, Décarie, de Grosbois, Delaney, Dessaulles, Dorris, Duffy, Garneau, Gillies, Gosselin, Guin, Guérin, Hunt, Lacombe, Lalonde, Langelier, Lislois, Major, Marchand, Parent, Rainville, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Shehyn, Turgeon, Watts, Weir, 39.

L'amendement est rejeté.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose à nouveau que le bill soit lu pour la troisième fois.

Il déclare qu'il a reçu des lettres par lesquelles les conseils de comté de Bagot et de Montmorency demandent ces changements.

M. E. BOUFFARD (Montmorency) et M. M. McDONALD (Bagot): Demandent de donner lecture de ces lettres.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Lit des extraits des lettres des conseils de comté de Bagot et de Montmorency (1).

(1) Uniquement des extraits de ces lettres ont été lu en Chambre.

PROVINCE DE QUÉBEC

Municipalité du comté de Montmorency Division numéro un

À une session générale du conseil municipal du comté de Montmorency, division numéro un, dûment convoquée par Alphonse Lefrançois, secrétaire-trésorier, tenue en la demeure dudit secrétaire-trésorier, à Château-Richer, mercredi, le quatorzième jour du mois de septembre dernier 1898, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec, ajournée faute de quorum, au vingt-quatrième jour du même mois de septembre, par MM. F.-Xavier Lefebvre, maire de l'Ange-Gardien, Nazaire Cloutier, maire de la municipalité de Château-Richer, et Jean Verret, maire de la municipalité de Sainte-Brigitte de Laval, conformément à l'article 139 du C.M. P., etc. 139 du 139 du C.M. P., etc.

Proposé par M. le conseiller Olivier Blouin, secondé par M. le conseiller Norbert Morency, et résolu:

"Qu'attendu que le mode de perception des réclamations du gouvernement provincial pour pension des aliénés à l'asile est défectueux et cause des embarras sérieux, tant au gouvernement lui-même qu'aux conseils de comté: la corporation du comté, de qui on réclame directement, n'ayant recours par la loi actuelle, que contre les personnes obligées à l'entretien des aliénés, recours le plus souvent illusoire, puisque la plupart de ces aliénés sont admis à l'asile comme pauvres, est obligée de payer de ses deniers les réclamations annuelles du gouvernement pour pension de ces aliénés, ce qui nécessite des répartitions qui deviennent de plus en plus fréquentes, demandent un long travail, coûtent cher, sont souvent injustes, puisqu'elles frappent également les paroisses qui ont des aliénés à l'asile et celles qui n'en ont pas, et, nécessairement, sont une cause de retard dans le paiement desdites réclamations..

Il est résolu par le conseil qu'il est de l'intérêt du gouvernement, des corporations de comté et du public en général, que la loi actuelle, régissant l'entretien des aliénés à l'asile soit amendée de manière à décharger les conseils de comté du paiement desdites réclamations et qu'il soit établi un mode de perception plus facile et plus équitable, et que, si le gouvernement ne juge pas bon de décharger entièrement les conseils de comté, qu'il leur accorde un recours contre les municipalités locales dans les limites desquelles demeurent les personnes obligées à la pension desdits aliénés dont on réclame le paiement.

Et que copie de la présente résolution soit transmise au secrétaire de la province."

Les procédés ci-dessus, étant lus, sont approuvés et signés par nous, préfet et secrétaire.

L'assemblée s'ajourne "sine die".

David Fortin,
Préfet

Vraie copie extraite du livre des délibérations du conseil, Vol. B., page 356 et 357.

Alp. Lefrançois
Sec-trés. C.M.CM. no 1.

PROVINCE DE QUÉBEC

Municipalité du comté de Bagot

À une session générale et mensuelle du conseil municipal du comté de Bagot, tenue en la paroisse de Saint-Liboire, dans la maison du comté, lieu ordinaire des sessions dudit conseil, mercredi, le quatorzième jour du mois de septembre, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, à onze heures de l'avant-midi, conformément aux dispositions du code municipal. Sont présents: messieurs les conseillers: L.-T. Brodeur, maire de Saint-Hugues et préfet du comté, Arthur Bissonnette, maire de Saint-Éphrem d'Upton, Louis Messier, maire de Sainte-Hélène, Joseph Léveillé, maire de Sainte-Rosalie. J.-B. Cadorette, maire de Saint-Simon, Joseph Chicoine, maire de Saint-Liboire, Étienne Leclerc, maire de Saint-Nazaire, et Joseph Nadeau, maire de Sainte-Christine, formant un quorum du conseil, sous la présidence de M. L.-T. Brodeur, en sa qualité de préfet.

Il est statué et ordonné par résolution du conseil, comme suit, savoir: proposé par M. le conseiller Joseph Chicoine, secondé par M. le conseiller Joseph Léveillé, qu'il soit résolu: "Que ce conseil croit qu'il est de l'intérêt du gouvernement de la province de Québec, des corporations de comté et du public en général, que la loi actuelle, régissant l'entretien des aliénés à l'asile soit amendée de manière à décharger les conseils de comté de toutes contributions, et qu'il soit établi un mode de perception plus équitable: que si le gouvernement ne juge pas bon de décharger entièrement les conseils de comté, qu'il leur accorde un recours contre les municipalités locales, dans les limites desquelles demeurent les personnes obligées à la pension desdits aliénés, dont on réclame le paiement; et que le secrétaire-trésorier soit autorisé à transmettre copie de cette résolution à l'honorable secrétaire de la province."

Agréé.

Vrai extrait du registre des délibérations du conseil municipal du comté de Bagot.

P.-S. Beauregard,
Sec-trés. du conseil municipal du comté de Bagot.

M. E. BOUFFARD (Montmorency) et M. M. McDONALD (Bagot): Disent que le gouvernement va plus loin que ce qui est demandé. Ils ajoutent qu'ils voteront contre le bill.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard, Bickerdike, Bissonnette, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Champagne, Chênevert, Clapperton, Cotton, Décarie, Déchéne, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Dorris, Duffy, Garneau, Gillies, Gosselin, Gouin, Guerin, Hunt, Lacombe, Lalonde, Lange-lier, Major, Marchand, Parent, Rainville, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Shehyn, Turgeon, Watts, Weir. 39.

CONTRE: MM. Ball, Bédard, Bouffard, Chicoyne, D'Auteuil, Dufresne, Duplessis, Rynn Grenier, Hackett, LeBlanc, McDonald, Marion, Nantel, Normand, Panneton, Pelletier, Plante, 18.

La proposition est adoptée. Le bill est lu pour la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable J. Shehyn), que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. G. BALL (Nicolet): Exprime les raisons qui, comme député de Nicolet, l'obligent à élever la voix à la fin de la session sur une entreprise qui lui est chère ainsi qu'à ses électeurs et à tous les amis du progrès: le chemin de fer communément appelé "Chemin de fer de la Rive-Sud et de la Gaspésie".

Je n'entreprendrai pas, dit-il, d'énumérer ici tous les avantages qu'offre cette ligne de chemin de fer, ni je ne veux parler des travaux considérables déjà accomplis, ni de l'activité et de l'énergie déployées par cette compagnie pour mener à bonne fin cette entreprise. Non, des hommes plus compétents et plus renseignés que moi en ont déjà donné la preuve au peuple de cette province. En effet, les hommes d'Etat, les hommes distingués qui formaient partie de l'administration précédente, donnant en cela la preuve qu'ils connaissaient bien les besoins de cette région, en même temps qu'ils voulaient son développement et sa richesse, nous en donnèrent le témoignage manifeste en inaugurant une politique qui devait contribuer si puissamment à aider la Compagnie de l'Atlantique et Lac-Supérieur (Chemin de fer de la Rive-Sud et de la Gaspésie).

Je vais résumer ici, aussi brièvement que possible, les différentes phases de cette importante question. Le 24 avril 1897, le gouvernement qui présidait alors aux destinées de cette province (gouvernement Flynn) passait un ordre en conseil à l'effet de garantir en faveur de la Compagnie de l'Atlantique et Lac-Supérieur les intérêts pour 20 années sur une émission de bons au montant de \$8,270,000. C'était là le seul engagement que comportait cet ordre en conseil en faveur de la compagnie: une garantie d'intérêts. De son côté, la compagnie, pour mettre le gouvernement à l'abri de tout risque et de toute critique, s'engageait à remettre entre les mains du trésorier de la province une somme amplement suffisante pour couvrir cette garantie d'intérêts que le gouvernement lui accordait.

Plus tard, le 20 mai 1897, pour donner effet à l'ordre en conseil du 24 avril, un contrat intervint entre le commissaire des Travaux publics du temps (l'honorable E.J. Flynn, Gaspé) et la Compagnie de l'Atlantique et Lac-Supérieur, dans lequel cette garan-

tie d'intérêts fut stipulée. Les choses en étaient là lorsque la nouvelle administration prit les rênes du pouvoir.

Personne ne s'attendait, après les déclarations faites par les partisans du premier ministre actuel, dans tous les comtés que devait traverser cette voie ferrée, à ce qu'une autre ligne de conduite serait adoptée. Au contraire, nos adversaires politiques se disaient encore plus certains du succès et s'attendaient même à une politique encore plus favorable à la compagnie, vu qu'ils avaient maintenant deux gouvernements libéraux au pouvoir. Mais, malheureusement, une déception nous attendait tous. La compagnie, loin d'être aussi favorisée que le prétendaient alors certains députés qui siègent maintenant en cette Chambre du côté ministériel, nous vîmes, au contraire, les engagements contractés par l'ancien gouvernement jetés de côté, l'ordre en conseil du 24 avril annulé et le contrat auquel il avait donné lieu pratiquement annulé par l'hostilité du gouvernement.

Voilà, M. l'Orateur, quel fut l'un des premiers actes du gouvernement actuel à l'égard de la population de la rive sud du Saint-Laurent et de la Baie-des-Chaleurs. Cependant, toutes ces populations échelonnées le long du Saint-Laurent depuis Montréal jusqu'à Lévis requéraient la construction de ce chemin. Elles voulaient une plus grande facilité de communication que leur importance nécessitait. En un mot, c'était pour tous ces comtés de la Rive-Sud une question d'une importance vitale, comme elle l'était également pour la population de la Baie-des-Chaleurs jusqu'au bassin de Gaspé.

Si le gouvernement d'alors eut été maintenu au pouvoir, nous aurions aujourd'hui le chemin de fer de la Rive-Sud complété depuis Montréal jusqu'à Lévis et depuis Caplan jusqu'au bassin de Gaspé. Malheureusement la défaite du Parti conservateur eut les plus funestes conséquences pour la compagnie.

Le Parti libéral arrivant au pouvoir, la compagnie, par l'hostilité constante du gouvernement, se vit dans l'impossibilité de continuer les travaux avec autant de vigueur: et la conséquence est que la région si fertile de la Baie-des-Chaleurs et les florissantes campagnes de la Rive-Sud se trouvent privées d'une voie ferrée qui était appelée à apporter tant de développement aux campagnes peut-être les plus belles et les plus riches de notre province.

C'est de la part du gouvernement, une injustice criante à l'égard de toute cette région. Ces campagnes sont de celles qui contribuent pour une large part tant au trésor fédéral qu'au trésor provincial et elles méritaient, à mon point de vue, beaucoup plus, sinon de considération du moins de justice du gouvernement libéral. En effet, il n'y a pas une partie habitée de cette province qui soit si mal partagée sous le rapport des communications.

Le gouvernement actuel a prétendu à son arrivée au pouvoir que le contrat intervenu entre la compagnie et le gouvernement était illégal et, de plus, qu'il n'était pas couvert par les allégués de l'ordre en conseil, ou qu'il allait au-delà de ce dernier. Force d'expliquer sa conduite et d'établir ses prétentions devant la Chambre, à la session de 1898 le gouver-

nement n'a trouvé rien de mieux que de proposer une mesure à l'effet de soumettre à la Cour d'appel la validité de son contrat. C'était un moyen habile de se débarrasser d'une question qui ennuyait fort les ministres du présent gouvernement. On savait la position fausse, embarrassante et déjà on prévoyait le résultat d'une semblable démarche, mais, enfin, on gagnait du temps et surtout on échappait aux protestations de ce côté-ci de la Chambre. On soumit alors à la Cour d'appel six questions.

La clause fut plaidée, de la part du gouvernement, par des avocats des plus distingués, choisis par lui. C'était l'honorable député de Brome (l'honorable H.T. Duffy) commissaire des Travaux publics et l'honorable procureur général (l'honorable H. Archambault).

De l'autre côté, le député de Gaspé (M. E.J. Flynn), chef de l'Opposition, comparaisait pour la compagnie.

Malgré l'éloquence et les efforts inouïs déployés par les avocats du gouvernement; malgré leurs instances mêmes, le 7 avril 1898, la Cour d'appel à l'unanimité, un seul juge dissident sur un détail, a répondu aux questions posées par le gouvernement dans le sens des prétentions de l'honorable chef de l'Opposition et de la Compagnie de l'Atlantique et Lac-Supérieur. Et la légalité du contrat intervenu entre le gouvernement conservateur et la compagnie fut maintenue.

Malgré ce jugement qui réduisait à néant les prétentions du gouvernement actuel, ce dernier n'en a pas moins persisté à faire tout en son pouvoir pour faire échouer l'entreprise. Il n'a même pas craint d'aller jusqu'à prétendre que la compagnie n'était pas sérieuse.

Dans cette affaire, le gouvernement a agi avec la complicité des compagnies rivales de la Compagnie de l'Atlantique et Lac-Supérieur. Le gouvernement a prétendu craindre, et c'était absurde, que la Banque de Montréal fasse faillite et qu'il croyait imprudent de lui confier les obligations de la province. Il va présenter une motion exprimant le regret que le ministre des Travaux publics (l'honorable H.T. Duffy, Brome), dans ses résolutions, ne semble pas vouloir offrir l'aide nécessaire à cette compagnie de chemin de fer dont les intentions sont sincères, et qui va perdre tout ce qu'elle a investi si elle ne reçoit pas l'aide appropriée. Dans ce cas, le travail est déjà commencé, mais depuis ce temps, on a laissé d'autres compagnies construire des voies, entre autres, la Compagnie du Drummond qui a supporté avec vigueur le parti au pouvoir aux dernières élections. Cette compagnie est très sérieuse et elle a déjà construit une bonne partie de la voie ferrée. Elle a dépensé des centaines de mille piastres et elle mérite autant que les compagnies que le gouvernement a jugé à propos d'aider par les résolutions.

Eh bien, M. l'Orateur, je le demande à cette Chambre, si la compagnie, comme le prétend le gouvernement, n'avait pas été sérieuse, pourquoi aurait-elle depuis cette époque construit environ 23 milles de chemin? Et 23 milles de chemin sur lesquels les trains fonctionnent régulièrement sans cependant que la ligne soit complètement terminée, vu la position difficile qui nous a été faite par le

gouvernement. Je dois ajouter que si le gouvernement persiste, la somme de \$250,000 déjà dépensée sur le chemin de fer de la Rive-Sud, et fournie par les différents gouvernements, sera infailliblement perdue et le chemin ne pourra être parachevé.

Lors de l'élection partielle qui eut lieu dans le comté de Yamaska, durant la session de 1898, le candidat libéral (M. Gladu) fut élu sur la promesse solennellement faite aux électeurs de ce comté que le chemin de la Rive-Sud serait terminé. Malheureusement la mort enleva prématurément le nouveau député et une autre élection devint nécessaire. Le député actuel du comté de Yamaska (M. L.-J. Allard), qui brigua alors les suffrages des électeurs, renouvela les promesses de son prédécesseur. Les chefs du Parti libéral accompagnés d'une meute de cabaleurs libéraux renchérirent davantage en déclarant par tout le comté que l'élection du candidat libéral garantissait, dans les circonstances, le parachevement de ce chemin. J'espère que le député actuel du comté de Yamaska a donné suite à ses promesses en pressant le gouvernement de rendre justice tant à son comté qu'aux comtés que doit traverser ce chemin. S'il l'a fait, je l'en félicite, même s'il n'a pas remporté beaucoup de succès. Dans le cas contraire, je crois que sa conduite doit être blâmée.

Lors de l'élection fédérale qui eut lieu à peu près dans le même temps dans le comté de Nicolet, les mêmes promesses ont été faites. Il fallait à tout prix remporter l'élection car, disaient nos adversaires, l'élection du candidat libéral serait une protestation éclatante contre le Sénat qui vient de faire manquer le coup du Drummond. Protestation d'autant plus éclatante que le comté de Nicolet était peut-être celui qui en apparence pouvait avoir le plus d'objections à cette transaction. Et, ajoutaient les libéraux, non seulement la transaction du Drummond n'aurait pas nui au chemin de fer de la Rive-Sud, mais elle l'aurait aidé.

Il a fait allusion à cette élection de Nicolet qui a été contestée. On a fait témoigner cent cinquante personnes qui ont dénoncé les arguments importants dont on s'était servi pour gagner leur vote ainsi que les nombreuses promesses qu'on avait faites.

Cependant rien n'a encore été fait et, dans ces circonstances, je crois de mon devoir de soumettre la motion suivante pour blâmer le gouvernement de ne pas avoir donné suite à la politique de l'honorable chef de l'Opposition, alors qu'il était premier ministre.

Il propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. A.-N. Dufresne), que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la motion soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants: "cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette que le gouvernement actuel n'ait pas donné suite à la politique de l'administration qui l'a précédé, touchant la construction du chemin de fer de la Rive-Sud, ainsi que de celui de la Baie-des-Chaleurs jusqu'au bassin de Gaspé, cette politique ayant été déterminée par arrêté en conseil et par un contrat régulièrement fait, ainsi que la Cour d'appel l'a reconnu le 7 avril 1898, par ses réponses aux questions qui lui avaient été soumises par le gouvernement".

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Dit que si le député de Nicolet (M. G. Ball) n'était pas un des directeurs de la compagnie, il ne pourrait croire que cette motion est faite avec le consentement de la compagnie.

L'ordre en conseil autorisant ce contrat a été condamné par l'électorat, par une grosse majorité.

Le gouvernement a reçu son mandat à la condition de ne pas donner suite aux contrats illégaux. Est survenue ensuite la question de la légalité de ce contrat. L'ordre en conseil était basé sur trois statuts et la question était de savoir si ces statuts justifiaient le gouvernement de faire ce contrat. Il prétend que l'ordre en conseil et le contrat se rapportaient à la compagnie "Atlantic and Lake Superior", qui n'avait jamais reçu de subsides du gouvernement.

La compagnie prétendait que les subsides lui avaient été transportés par la Compagnie du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs.

Il prétend aussi que la compagnie "Atlantic and Lake Superior" n'avait jamais démontré qu'elle avait acquis les droits du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs.

En ce qui regarde la "Great Eastern Railway", la compagnie "Atlantic and Lake Superior" n'a pas réussi à prouver qu'elle avait droit à des subsides pour cette voie. Elle possédait uniquement un transfert du contrat de l'entrepreneur, monsieur Armstrong. Le gouvernement aurait pu mettre cette compagnie à l'écart, mais nous voulons lui rendre justice, et à la dernière session, malgré les objections de l'Opposition, le gouvernement a passé une loi référant cette question à la Cour d'appel. Ce geste prouve bien que le gouvernement veut vraiment rendre justice à la compagnie "Atlantic and Lake Superior". Le tribunal, de façon majoritaire, a déclaré que la compagnie avait acquis, par son entente avec la Compagnie de chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs, une réclamation "prima facie" aux privilèges accordés aux compagnies recevant des subsides de la province. Mais, en ce qui concerne la ligne de Sorel, le tribunal a déclaré unanimement que la compagnie n'avait aucun droit quant à la garantie.

Quant au chemin de la Baie-des-Chaleurs, l'honorable juge Ouimet avait déclaré que la compagnie n'avait pas de droits quant à la garantie pour tout leur chemin, parce qu'une partie se trouvait en dehors de la province. Le jugement rendu par l'honorable juge Ouimet ne nécessite pas de commentaires d'un bon avocat qui possède un jugement sûr.

Le gouvernement test donc parfaitement justifié de ne pas donner suite à ce contrat. En fait, le gouvernement aurait pu refuser de traiter avec la compagnie s'il n'avait pas voulu lui accorder toutes les chances possibles. Le jugement a été rendu en avril 1898 et, depuis, la compagnie n'a pas bougé. Le gouvernement accordera la garantie dans les limites indiquées par le jugement dès que la compagnie pourra produire l'argent nécessaire pour mériter sa garantie, ce qu'elle n'a pu faire. Ce n'est pas servir les intérêts de la compagnie que de soulever la question dans la forme choisie par le député de Nicolet.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que le commissaire des Travaux publics (l'honorable H.T. Duffy, Brome) qui a des prétentions à passer pour un homme sage et qui jusqu'ici a réussi à jouir de cette réputation, aurait mieux fait de se taire. Il n'a pas étudié cette cause à fond, et il a voulu prouver que le juge qui a soutenu le même point de vue que lui avait raison. Le député de Nicolet (M. G. Ball) a attiré l'attention sur le fait que le gouvernement actuel n'a pas rempli ses obligations à l'égard des voies concernées. Le gouvernement ne semble pas comprendre la motion qui ne s'adresse pas à une compagnie en particulier. Cette motion vise plutôt le principe en cause.

Malgré qu'il se soit donné beaucoup de peine pour essayer de justifier la position du gouvernement, il n'a réussi qu'à démontrer une fois de plus la contradiction qui existe entre ses déclarations antérieures et celles qu'il fait aujourd'hui, trop tard, il est vrai, pour qu'elles soient utiles à la compagnie en question. Il félicite le député de Nicolet de l'attitude qu'il a prise et il appuie sa protestation.

Il demande au gouvernement d'énoncer sa politique envers ces chemins de fer. Il ne veut pas se porter à la défense de la compagnie, mais dans les documents déposés devant la Chambre, rien n'indique que le gouvernement ait manifesté à la compagnie son intention de remplir ses engagements en ce qui a trait à ces voies ferrées.

Le député de Brome (l'honorable H.T. Duffy) dit que le gouvernement a toujours été bien disposé à aider la compagnie. Pour dire le moins il se trompe. Regardez tous les documents qui ont été déposés devant cette Chambre et vous verrez que le gouvernement actuel a toujours été hostile à la Compagnie de l'Atlantique et Lac-Supérieur. Il est bien beau de dire aujourd'hui: "nous ne demandons pas mieux que d'aider cette compagnie". Mais si le gouvernement est sincère, pourquoi n'a-t-il pas informé la compagnie qu'il était prêt à garantir ces intérêts, lorsqu'il eut obtenu l'opinion de la Cour d'appel?

Pourquoi, si le Parti libéral était favorable à cette compagnie, nous avoir accusés de violer la loi et de commettre un scandale, lorsque nous ne faisons qu'appliquer une loi existante, à cette compagnie, pour l'aider dans son entreprise.

Au cours des dernières élections, le Herald et la Patrie l'ont traité de criminel pour avoir passé ce contrat avec la compagnie, dit-il. On l'avait même trouvé coupable d'avoir augmenté la dette du Québec de \$8,000,000 et qu'il l'avait fait dans le but de conserver le comté de Gaspé. On se souvient de la lutte qu'on nous a faite à ce sujet. Le jour de la mise en nomination des candidats, dans le comté de Brome, l'honorable S.A. Fisher, ministre de l'Agriculture à Ottawa, avait dit que ce contrat était injuste.

Le député de Brome lui-même ma accuse d'avoir commis un acte inqualifiable et, quelques jours après, le député de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand) allait encore plus loin. Il disait que j'avais commis une iniquité et que son premier acte en arrivant au pouvoir serait de faire une enquête sur cette transaction scandaleuse et de me poursuivre en justice pour m'être rendu coupable de ce crime. Et pendant qu'ici on m'accusait d'avoir violé la loi, dans mon comté, les orateurs libéraux affir-

maient que cette garantie d'intérêt n'était qu'un leurre, que le lieutenant-gouverneur n'avait jamais signé cela et que, par conséquent, je m'étais rendu coupable d'un faux. Voilà comment le Parti libéral s'est conduit sur cette question. Or, après avoir ainsi joué double jeu, on s'en vient nous dire que l'on a toujours été favorable à cette compagnie et que l'on s'y oppose simplement comme question de politique. Cependant, nous avons la preuve que le gouvernement s'oppose au projet, et n'eut été des calomnies des libéraux, il aurait été réalisé. Si le gouvernement avait énoncé sa politique ouvertement, le présent contretemps ne se serait jamais produit.

On dénonce la compagnie comme étant presque en banqueroute. On dit que la compagnie n'a rien fait depuis un an. Est-il étonnant que le succès se fasse attendre lorsqu'on voit le gouvernement dénoncer la compagnie et moi-même par tous les moyens possibles?

Je ne connais rien des affaires de la compagnie, je ne sais pas si elle est en position de remplir ses obligations, mais ce que je sais, c'est que ce n'est pas beaucoup le moyen de lui aider que de la décrier et de la dénoncer. Ce que je sais aussi, c'est que, au-dessus de la compagnie, il y a quelque chose de plus important, c'est l'entreprise elle-même. Et j'affirme ici que si nous étions restés au pouvoir durant les deux ans écoulés, depuis que le gouvernement actuel administre les affaires, la Rive-Sud aurait son chemin de fer et Gaspé aurait son chemin de fer. La ligne serait aujourd'hui achevée de Gaspé à Montréal.

Le gouvernement actuel pouvait faire autant que nous. Il n'avait qu'à suivre la politique que nous avions adoptée, qu'à suivre la loi, et sans imposer un sou d'obligation nouvelle à la province, l'entreprise était assurée.

Aujourd'hui, au moins, le gouvernement est-il prêt à déclarer sa politique sur cette question? Le gouvernement a retardé de deux ans ces importants travaux par sa mauvaise volonté à ne pas vouloir remplir ses engagements. La ligne de la Baie-des-Chaleurs devait ouvrir la voie au commerce dans l'une des plus riches régions du monde. Le commissaire des Travaux publics (l'honorable H.T. Duffy, Brome) est témoin de ce fait, puisqu'il s'est rendu dans cette région et qu'il a été à même d'apprécier les possibilités immenses qu'offre cette région. Le commissaire des Travaux publics avait promis à cette occasion d'apporter son aide à la continuation des travaux, mais, jusqu'à maintenant, il n'a fait que les retarder. Il n'y a aucun doute que cette ligne est nécessaire au transport de marchandises, car déjà les trains qui circulent sur une partie de cette ligne ne suffisent pas à la demande. Il n'accorde pas beaucoup de crédit au gouvernement à ce sujet. Mais il leur en accorde un peu pour avoir lancé et copié sa politique. Les bateaux qui naviguent jusqu'à Paspébiac alimenteraient aussi le chemin de fer et, si la ligne était prolongée jusqu'à Gaspé qui est un mouillage aussi sûr que n'importe quel au monde, le volume de la circulation augmenterait considérablement.

Il termine en demandant une fois de plus au gouvernement de bien vouloir énoncer une fois

pour toutes sa politique envers ces chemins de fer et il le supplie d'aider ces régions de la province qui sont très importantes.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit que l'ex-premier ministre (M. E.J. Flynn, Gaspé) est connu comme un homme sérieux, mais il dit que le discours qu'il vient de prononcer est la plus grosse farce de la session. Pendant vingt ans de pouvoir, dit-il, ils ont dépensé l'argent de tout le monde, sauf le leur. Il dit que le comté de Gaspé n'a pas d'ami plus fidèle que le gouvernement. Il soutient que la garantie de \$8,000,000 ne fait que servir d'appât. Pourquoi la compagnie n'a-t-elle pu négocier un bon? Il dit qu'aucun capitaliste n'avancera l'argent en vertu du principe pourvu à ce contrat, parce que ces derniers pensent que l'intérêt devrait provenir du capital. Il dit que la compagnie avait dépensé \$2,000,000 pour une ligne imparfaite de Matapédia à Paspébiac. Si la ligne de la Baie-des-Chaleurs avait été entre des mains honnêtes, elle serait terminée depuis longtemps. Il aime mieux voir un juge rendre un bon jugement plutôt que cinq qui en rendent un mauvais. Il n'accorde aucune valeur au jugement rendu par la Cour d'appel et espère que le gouvernement ne se lancera pas dans une affaire de compagnie de fiducie en avançant de l'argent, car ce n'est pas son domaine.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande pourquoi le gouvernement s'est présenté devant les tribunaux avec cette cause, s'il n'accorde pas d'importance au jugement de la cour?

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit qu'ils ont dû aller devant les tribunaux, mais comme le jugement ne les satisfaisait pas, ils sont allés devant un tribunal de plus haute compétence et, finalement, à Ballyhack ou à Halifax. Il soutient ensuite que la compagnie n'avait pas les pouvoirs requis pour recevoir la garantie, puisqu'elle n'avait que pour \$30,000 d'actions entièrement libérées. L'entente conclue entre le gouvernement précédent et la compagnie n'apporte aucun avantage à la province et il ne voit pas pourquoi le gouvernement actuel devrait la maintenir.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Demande au député de Huntingdon s'il ne croit pas que le gouvernement est tenu d'exécuter sa part du contrat quand la compagnie a exécuté la sienne.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Ne croit pas que la compagnie puisse jamais exécuter sa part. Il désire donner à l'Opposition de bons conseils paternels ainsi que de solides principes d'affaires qui lui auraient épargné d'innombrables ennuis si elle les avait mis en application lorsqu'elle était au pouvoir.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Prend la parole.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit, en réponse au député de Montréal no 4, que le système adopté dans le contrat ne coûterait pas un sou à la province.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Atwater, Ball, Bédard, Bouffard, Carbray, Chicoyne, D'Auteuil, Dufresne, Duplessis, Flynn, Grenier, Hackett, LeBlanc, McDonald, Marion, Nantel, Normand, Pelletier, Plante, 19.

CONTRE: MM. Allard, Bickerdike, Bissonnette, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Champagne, Chênevert, Claperton, Cotton, Décarie, Dechêne, Delaney, Dessaulles, Dorris, Duffy, Garneau, Gillies, Gosselin, Gouin, Guerin, Hunt, Lacombe, Lalonde, Langelier, Major, Marchand, Parent, Petit, Rainville, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Shehyn, Stephens, Tessier (Rimouski), Turgeon, Watts, Weir, 41.

L'amendement est rejeté.

Et la motion principale étant de nouveau proposée, elle est résolue affirmativement. La Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose qu'une somme n'excédant pas vingt-six mille deux cent soixante piastres, soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du service des juges des sessions de la paix, Québec: magistrats de police, Montréal; leurs traitements, ceux de leurs employés et dépenses contingentes y compris le traitement du grand connétable et de son député, etc., Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. La résolution est lue deux fois.

A six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance
à huit heures quinze

Subsides

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, procède à la considération ultérieure de la résolution rapportée du comité des subsides, aujourd'hui, laquelle avait été ajournée. La résolution est adoptée.

Code municipal, article 480, paragraphe 2

M. T.B. De GROBOIS (Shefford): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité

général pour étudier le bill (bill no 99) amendement le paragraphe 2 de l'article 480 du code municipal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. T.B. De GROBOIS (Shefford): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subventions municipales aux manufactures

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 87) amendement la loi relative aux subventions accordées aux manufactures par les corporations municipales.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ingénieurs civils

M. G.R. SMITH (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 137) amendement la loi concernant les ingénieurs civils.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G.R. SMITH (Mégantic): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Statuts refondus, article 4404

M. H. CARON (Maskinongé): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 143) amendement l'article 4404 des statuts refondus.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. H. CARON (Maskinongé): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Statuts refondus, article 26

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill M) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendement l'article 26 des statuts refondus", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

Subsides

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux), que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Prend la parole sur la question du renvoi illégal des réviseurs de Montréal.

Deux des réviseurs ont été nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil; l'un de ces réviseurs devait être avocat ou notaire, qui n'avait pas été un candidat pour les dix dernières années. Cette provision était dans le but de prévenir la nomination de partisans. Le choix de l'autre réviseur était laissé au juge de session ou au protonotaire. Il était entendu que ces personnes gardaient leur emploi tant que leur conduite ne donnait pas lieu à des plaintes graves. Ceci était fait dans le but d'empêcher de démettre ces réviseurs sans une bonne raison.

Alors que les réviseurs accomplissaient leur besogne à Montréal, alors qu'ils avaient devant eux 5 à 6,000 noms, une tentative a été faite pour arrêter leur besogne, en leur servant une injonction. Ils ont refusé de se conformer à l'injonction et c'est la raison pour laquelle le gouvernement actuel les a démis de leur poste sans même avoir fait d'enquête.

Ces messieurs faisaient leur devoir consciencieusement. C'est alors que le gouvernement, sans faire d'enquête, a passé un ordre en conseil les démettant sans raison. Des personnes occupant des postes aussi élevés ne peuvent être destituées aussi cavalièrement.

Certaines raisons ont été données. La principale est celle donnée par M. Monday, qui a écrit pour demander la démission des réviseurs. Il défie M. Monday de publier dans n'importe quel journal, ou de faire connaître le langage qu'il a tenu à l'adresse du juge Desnoyers et de M. Crankshaw. Si M. Monday n'est pas le porte-parole d'un groupe de libéraux de Montréal, qu'il lance alors ses accusations publiquement.

Le gouvernement n'a pas jugé à propos de prendre en considération l'accusation de "partisanerie", mais a démis les réviseurs parce qu'ils ont refusé de se soumettre au bref à eux servi, alors qu'ils faisaient leur besogne.

Le député de la division de Montréal no 2 (M. L. Gouin) est l'homme qui a pris le bref dans l'intention d'empêcher les réviseurs de corriger les listes et faire l'ouvrage nécessaire.

Le député a voulu empêcher les réviseurs de faire leur besogne et, n'ayant pu y réussir, s'est vengé en les faisant destituer.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Dit qu'il avait pris ce bref pour empêcher les réviseurs de priver quatre ou cinq mille électeurs de leur droit de vote.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que le député de Montréal no 2 ne pouvait savoir que les réviseurs voulaient faire cela et que, de plus, s'ils rendaient un mauvais jugement, il restait aux électeurs un droit d'appel. D'ailleurs ce bref de prohibition a été rejeté par la cour.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Nie cette dernière affirmation du député de Dorchester.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Lit le jugement renvoyant le bref en question.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Dit que le jugement a été rendu de consentement commun, parce que les élections étaient terminées et qu'il n'était pas nécessaire de pousser l'affaire plus loin.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Dit que le gouvernement n'a considéré qu'un côté de la question, et cela a été prouvé quand il a demandé les rapports relatifs à cette cause, vu qu'on ne lui a donné que la lettre de M. Monday, le bref de prohibition et le retour de l'huissier. La preuve que les réviseurs avaient comparu devant la cour et avaient gagné la cause, n'y était pas.

Il ne faut pas oublier, ajoute-t-il, que le juge Jetté avait ordonné aux réviseurs de comparaître et qu'après avoir étudié leur cause, il a rendu jugement déclarant que les réviseurs avaient bien fait de ne pas se conformer au bref en question. Le gouvernement, de son côté, a démis les réviseurs, se basant sur la seule parole de M. Monday, qui doit être très influent, vu que malgré la preuve des faussetés de sa lettre, le gouvernement renvoie d'office les réviseurs.

Le gouvernement a été très impoli et très injuste envers ces messieurs.

Une autre question très importante, ajoute-t-il, est que les deux successeurs nommés illégalement devront faire les listes pour les prochaines élections. Cette nomination étant illégale, leurs actions seront illégales et par conséquent le gouvernement va priver un grand nombre d'électeurs de Montréal de leur droit de vote. Leur destitution date du 29 décembre 1898 et la lettre de M. Monday a été écrite en septembre 1897. Le gouvernement ne peut donc pas prétendre qu'il n'a pas eu le temps d'étudier cette question.

Il blâme alors le gouvernement pour ne pas lui avoir donné tous les documents relatifs à cette cause.

C'est pourquoi il propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn), que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants:

Cette Chambre est prête à voter les deniers nécessaires pour le service public, mais désire constater que, par la loi de cette province, 60 Victoria, chapitre 21, il a été pourvu au mode de confection des listes des électeurs provinciaux pour les cités de Québec, Montréal et Trois-Rivières;

Que, par la section 8 de ce statut, il a été décrété qu'il y aurait un bureau de révision pour chacune desdites cités, lequel serait composé de trois personnes dont deux devraient être nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil et resteraient en fonction comme telles durant bonne conduite:

Que, en conformité de ladite loi, Mathias-Charles Desnoyers, juge des sessions de la paix et James Crankshaw, avocat, tous deux de la cité de Montréal, furent dûment nommés pour former partie dudit bureau des réviseurs de la cité de Montréal, et ce, par ordre en conseil no 73, en date du 3 février 1897, et qu'ils acceptèrent cette charge et agirent comme tels;

Que, par ordre en conseil no 678 du 28 décembre 1898 et approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le 29 décembre dernier, le gouvernement de cette province a prétendu destituer lesdits Mathias-Charles Desnoyers et James Crankshaw comme tels réviseurs:

Qu'il appert par le numéro 46 des documents de la présente session, que les prétendues raisons pour lesquelles lesdits Mathias-Charles Desnoyers et James Crankshaw auraient été destitués sont: Que le 6 mars 1897, pendant qu'ils agissaient comme "Le bureau des réviseurs de la cité de Montréal", un bref de prohibition leur aurait été signifié dans une cause de la Cour supérieure de Montréal sous le no 2637 de ses dossiers, et dans laquelle Louis Beaupré était requérant et lesdits Desnoyers et, Crankshaw intimés; que, par l'ordonnance écrite au bas de la requête pour bref de prohibition, il était ordonné auxdits Desnoyers et Crankshaw de discontinuer les procédures et l'examen et la confection des listes électorales pour la cité de Montréal; que lesdits Desnoyers et Crankshaw auraient refusé d'obéir à ladite ordonnance; que leur utilité avait cessé en conséquence, et que F.-X. Choquette, juge des sessions de la paix et W.F. Ritchie, avocat, ont été nommés pour les remplacer.

Qu'il appert, par ledit document no 46 de la présente session, que la seule preuve à l'appui des allégués dudit ordre en conseil était une lettre et déclaration solennelle signée par O.J. Monday et des copies de la requête pour bref de prohibition et de l'ordonnance mentionnée dans ledit ordre en conseil ainsi que du retour de l'huissier qui aurait signifié les procédures susdites;

Qu'après le dépôt devant cette Chambre dudit document no 46, il fut constaté que ledit document ne contenait pas toutes les pièces demandées: qu'une motion additionnelle fut faite pour faire compléter le dossier et que, le 23 février courant, un document additionnel (no 62) contenant d'autres informations importantes a été déposé devant cette Chambre:

Qu'il appert, par ledit document no 62, que lesdits Mathias-Charles Desnoyers et James Crankshaw étaient justifiables de ne pas obéir à ladite ordonnance alléguée dans ledit ordre en conseil qui leur enjoignait de cesser leurs travaux, et qu'ils ont bien fait d'en agir ainsi;

Que lesdits Desnoyers et Crankshaw n'ayant pas obéi à ladite ordonnance, une régie "Nisi" émana contre eux, que cette règle fut contestée et que le 15 mars 1897 cette règle "Nisi" fut cassée, annulée et mise à néant avec dépens contre le requérant.

Qu'après le renvoi de ladite règle "Nisi", les intimés plaidèrent au mérite à rencontre de la requête pour bref de prohibition, et que ladite requête et ledit bref furent renvoyés sur une défense en droit:

Que le gouvernement de cette province par ordre en conseil no 5, du 4 janvier 1899 rescinda le premier ordre en conseil du 29 décembre 1898. et procéda à démettre de nouveau ledit James Crankshaw pour les mêmes raisons que celles alléguées dans le premier ordre en conseil;

Que lesdits deux ordres en conseil étaient basés sur une preuve incomplète, "exparte", sur une partie seulement du dossier de la Cour supérieure, et que pour justifier sa conduite, le gouvernement ne produisit que cette preuve incomplète et cette partie du dossier devant la Chambre, comme document no 46;

Que, par la production subséquente du document no 62, il est démontré qu'aucune faute quelconque n'était imputable auxdits Crankshaw et Desnoyers:

Que les réviseurs nommés en vertu de ladite loi 60 Victoria, chapitre 21, constituant un tribunal et que les membres de ce tribunal se trouvant nommés durant bonne conduite d'après la loi, le gouvernement ne pouvait pas procéder à les démettre comme il Ta fait:

Qu'en agissant ainsi, et vu tout ce que ci-haut, la conduite du gouvernement dans toute cette affaire a été regrettable, qu'elle constitue un précédent dangereux et arbitraire qui mérite à tous égards la censure de cette Chambre."

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): S'étonne de voir le député de Dorchester présenter un vote de non-confiance à cause de la destitution de M. Crankshaw. Il regrette qu'un tel scandale ait été agité au grand jour et il ajoute que cette affaire a jeté du discrédit sur toutes les personnes concernées, même l'ancien procureur général (M. L.-P. Pelletier). C'est un abus de pouvoir de la part de ces messieurs qui occupent les postes publics les plus élevés et leur conduite a été tellement scandaleuse qu'on a dû recourir à un juge. Il décoche une flèche au juge Desnoyers et il se moque du haut degré d'estime dont jouissent le juge et les réviseurs, selon les propos tenus par l'orateur précédent.

Il ne croit pas que l'Opposition dévoile ouvertement à la province la conduite scandaleuse des réviseurs. On a aussi découvert un autre scandale lors de l'intervention du député de Dorchester pour appuyer cette affaire honteuse. Ce qui l'étonne, c'est que le député de Dorchester, alors procureur général, n'ait pas aussi été mis à la porte. Il donne alors un récit des faits et fait la lecture de l'injonction qui leur a été signifiée par le juge leur ordonnant de discontinuer leur travail ou de donner les raisons pour le continuer. (Applaudissements du côté de l'Opposition).

Il dit que le geste posé par le juge Desnoyers et M. Crankshaw, en refusant d'obéir à cette ordonnance, constitue un scandale judiciaire et que ces messieurs sont indignes d'occuper des fonctions publiques.

Il ajoute que l'intervention de l'ancien procureur général qui a envoyé un télégramme aux réviseurs les invitant à ne pas se soumettre à l'ordonnance du juge constitue un plus grand scandale. Le refus du juge Desnoyers d'obéir à l'ordonnance a démontré qu'il était un partisan politique très ardent et indigne d'occuper un poste de confiance.

Il termine en disant qu'aucun député de la Chambre ni aucune autre personne ne peut blâmer le gouvernement d'avoir destitué messieurs Desnoyers et Crankshaw.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Regrette le genre d'aplaudissement qui a accueilli le dernier orateur.

Il dit que le secrétaire provincial (l'honorable J.-E. Robidoux, Châteauguay) n'a détruit aucun des arguments du député de Dorchester (M. L.-P. Pelletier). Plusieurs accusations graves ont été portées contre le gouvernement durant la dernière session et au cours de la présente, mais la plus sérieuse est certainement celle-ci. L'accusation portée contre le gouvernement par le député de Dorchester est telle que le procureur général n'a pas pu réfuter ses objections et lui a refusé les documents demandés. La conduite du procureur général est un outrage au peuple, puisqu'il refuse de donner à ses représentants les documents nécessaires. L'orateur qui m'a précédé ne connaissait pas les faits dont il a discuté, sauf la page qu'il a lue.

Le secrétaire de la province a accusé les réviseurs d'avoir agi d'une façon scandaleuse, mais il n'a pas dit à la Chambre de quels scandales il s'agissait.

Ce dernier a trouvé une piètre excuse pour défendre son gouvernement, mais il ne peut prétendre l'avoir vraiment défendu. Et ce gouvernement se rend coupable de mauvaise administration, de violation de la loi et de mépris de la constitution. Il est surpris qu'un ancien bâtonnier tente d'appuyer et de sanctionner un acte illégal. Un homme qui agit de la sorte ne peut même plus se respecter. Le gouvernement doit se souvenir qu'il n'est pas au-dessus des lois, et qu'il est lui-même régi par les dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et par les lois de la Législature dans ce cas-ci. Les réviseurs étaient revêtus de tous les pouvoirs des juges de la Cour supérieure et devaient demeurer en fonction durant bonne conduite et non pas selon les caprices du ministre. Que dirait le public si un juge de la Cour supérieure était démis sans aucune formalité? Le gouvernement pourrait difficilement, en se conformant à la loi, démettre les messagers ou les pages en procédant de la manière qu'il a utilisée pour renvoyer ces défenseurs de la loi. En vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, les juges restent en fonction durant bonne conduite et peuvent être démis uniquement par une action en justice ou par une requête adressée au Parlement, et non par un affidavit d'une seule partie.

Le secrétaire provincial a tellement honte de l'action de son gouvernement qu'il ne donne pas les raisons qui ont motivé ce geste. Il ajoute que dans la lettre que M. Crankshaw lui a adressée, il disait ne pouvoir recevoir d'explications, et que même le lieutenant-gouverneur Jetté n'était pas en mesure de lui donner satisfaction. Le gouvernement est coupable d'un acte criminel et il doit en assumer la responsabilité. Le lieutenant-gouverneur n'aurait jamais dû signer le document destituant ces deux fonctionnaires.

DES VOIX: À l'ordre! À l'ordre!

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Continue de parler.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): À l'ordre!

M. L'ORATEUR: Je rappelle à l'ordre l'honorable député.

M. P.-E. LeBLANC (Laval): À l'ordre! À l'ordre! Le premier ministre doit se rasseoir.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Reprend sa place et dit: M. l'Orateur, j'attire votre attention sur le fait qu'aucun membre de la Chambre n'a le droit de critiquer le lieutenant-gouverneur.

M. L'ORATEUR: Je ne trouve pas que le député de Gaspé ait critiqué Son Honneur. Le député de Gaspé est dans l'ordre.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que cette cause est bien mauvaise, vu que le gouvernement en fait une question de parti et veut se faire approuver par ses partisans. Il dit que la conduite du gouvernement est criminelle et ne peut comprendre pourquoi l'on refuse de donner les documents demandés.

Il dit qu'il dénoncera toujours ce qui est mal. Ici, il veut surtout dire qu'un tel document n'aurait pas dû être présenté au lieutenant-gouverneur pour recevoir sa signature. Il ajoute qu'en certains cas, le lieutenant-gouverneur a le droit de refuser, mais cette fois-ci, Son Honneur avait été conseillé par le ministre sur un cas "ex parte".

Il ajoute que M. Crankshaw est un excellent homme. En le destituant, le gouvernement a violé plusieurs lois de la Législature et aujourd'hui il essaie de s'en laver les mains. Le gouvernement a présumé de son pouvoir et il en a abusé. En se basant sur ce principe, il peut aussi bien démettre le vérificateur provincial s'il le désire. Ce serait un geste illégal qu'il pourrait quand même poser. Il serait logique que lorsque des hommes nommés à des postes durant bonne conduite sont destitués, l'on apporte des preuves de leur mauvaise conduite; mais ce n'est pas ce qui s'est produit dans ce cas-ci et l'on a tout simplement ridiculisé la loi. La conduite du gouvernement est criminelle, en vertu des dispositions du code criminel, car il y a eu violation d'un statut. Sa conduite est un mépris de toutes les lois et constitue une injustice flagrante.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Dit être bien au courant des faits puisqu'il a été mêlé à cette affaire. Il est convaincu que le bureau de révision a été institué spécialement pour sa division. Les conservateurs se sont arrangés pour que plusieurs commis de l'hôtel de ville qui sont leurs partisans jurent que certaines personnes avaient quitté la résidence où elles étaient inscrites de façon à ce que ces personnes soient rayées de la liste.

Il dit que la conduite des réviseurs, au sujet des réclamations, était tout à fait illégale et contraire aux statuts et à la charte de la ville. On a signifié un bref de prohibition aux juges. On n'avait pas le droit de le faire alors qu'ils siégeaient. Et lorsqu'on a signifié une nouvelle ordonnance, les réviseurs ont siégé toute cette journée. Tous les moyens étaient pris pour empêcher les libéraux de se faire inscrire. Des hommes étaient là pour empêcher les libéraux d'entrer et y restaient de 7 heures du matin à minuit et y prenaient leurs repas. Le président du tribunal a cependant, à un moment donné, essayé de rendre justice, mais les ordres formels du procureur général arrivaient et il fallait procéder et essayer de trouver partout des causes de nullité pour commettre des dénis de justice à l'égard des libéraux. Il dit que, sans son intervention, le public aurait fait un mauvais parti aux réviseurs, et si les conservateurs, revenant au pouvoir, les nommaient de nouveau, il ne répondait de rien.

Si le député de Dorchester revenait au pouvoir comme procureur général et tentait de répéter une semblable action, tout Montréal se soulèverait contre lui.

Personnellement, il ne tient pas rancune au juge Desnoyers. Il est un excellent juge, mais un piètre politicien: un homme de parti comme réviseur. Cependant, il ne le blâme pas autant que le procureur général de l'ancien gouvernement (M. L.-P. Pelletier, Dorchester). Quant à M. Crankshaw, il a été l'instrument du député de Dorchester. On a dit que les réviseurs ne devaient pas être traités comme des messagers, mais s'ils agissent comme des messagers, on doit les traiter ainsi. Il se devait de faire ces remarques, ajoute-t-il, puisque son nom a été mentionné dans la discussion.

Il ajoute qu'il est partisan, mais que si le gouvernement n'avait pas destitué ces réviseurs, il aurait, lui, dû changer d'opinion politique.

Cette question n'aurait pas dû être soulevée en Chambre et dans l'intérêt des réviseurs et dans l'intérêt de l'Opposition qui n'a rien à gagner à dévoiler les turpitudes du député de Dorchester (M. L.-P. Pelletier).

M. P.-E. LeBLANC (Laval): Dit que c'est malheureux que les réviseurs n'aient pas rayé 3,000 noms de plus sur la liste. De cette façon, le député de Montréal no 2 (M. L. Gouin) ne serait probablement pas en Chambre aujourd'hui. Ce dernier connaît bien toutes les manigances de ce genre d'affaires avec son ami Oscar Beauchamp qui occupe aujourd'hui le poste de vice-directeur du pénitencier Saint-Vincent-de-Paul. Les réviseurs ont accompli du bon travail en rayant de la liste les noms de plusieurs milliers d'individus sans valeur placés par les agents libéraux.

Il dit que la façon que le député de Montréal no 2 défend cette cause est un peu comme défendre le lynchage. Pour lui, prétendre qu'une enquête ne s'imposait pas parce que tout le monde était au courant ressemble beaucoup à l'application de la loi sur le lynchage. Les réviseurs ont accompli un excellent travail en enlevant les noms de quelques milliers de voyous que les hommes de confiance des libéraux avaient furtivement placés sur la liste et qui n'avaient aucune raison d'être inscrits. Quant à la menace que le public n'accepterait pas ce genre de choses, elle n'est pas sérieuse. Les gens auxquels fait allusion le député de Montréal no 2 n'ont pas beaucoup de valeur et si jamais ils essaient des tactiques déréglées, en peu de temps les citoyens honnêtes de la ville les mettront à leur place. Ils trouveront à qui parler le jour où ils voudront transplanter au palais de justice le système de violence qui a réussi à merveille dans les rues. La violence semble constituer la force du Parti libéral, mais les honnêtes citoyens sont en mesure d'évaluer son peu d'intérêt.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Atwater, Ball, Bédard, Bouffard, Carbray, Chicoyne, D'Auteuil, Dufresne, Duplessis, Flynn, Grenier, Hackett, LeBlanc, McDonald, Nantel, Normand, Pelletier, Plante, Tellier, 19.

CONTRE: MM. Allard, Bickerdike, Bissonnette, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Champagne, Chênevert, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Desaulles, Duffy, Garneau, Gosselin, Gouin, Guerin, Hunt, Lacombe, Lalonde, Langevin, Major, Marchand, Parent, Petit, Rainville, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Shehyn, Stephens, Tessier (Rimouski), Turgeon, Watts, Weir. 38.

L'amendement est rejeté.

La question principale étant de nouveau posée, elle est résolue affirmativement et la Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose: 1. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du fonds des municipalités, statuts refondus province de Québec, article 2744: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour timbres et licences: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la pension annuelle de Mme Gaspard Drolet, conformément à la résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Barreau de la province de Québec, pour la publication des rapports judiciaires; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'Association de tir de la province de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut impérial, Londres: contribution de la province de Québec à son entretien, pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les résolutions sont lues deux fois.

Élargissement de la rue Saint-Antoine, Montréal

L'ordre du jour appelle la première lecture des amendements faits en comité général au bill (bill no 119) amendement la charte de Montréal. Les amendements sont lus pour la première fois.

Chemin de fer urbain de Montréal

L'ordre du jour appelant la première lecture des amendements faits en comité général au bill (bill no 71) amendement les lois concernant la Compagnie du chemin du chemin de fer urbain de Montréal, étant lu;

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 5 (M. R. Bickerdike), que lesdits amendements soient maintenant lus pour la première fois.

M. P.-E. LeBLANC (Laval): Propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. A.-N. Dufresne), que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "ledit bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en retranchant la première clause".

Il désire répondre à la question du député de Montréal no 5 (M. R. Bickerdike) à savoir à qui nuirait l'augmentation du capital-actions de la compagnie. C'est la ville qui en souffrirait le plus. Lorsque le bill de Montréal (bill no 59) a été présenté en Chambre, dit-il, j'ai proposé que la ville, en prenant possession d'une franchise, ne soit pas obligée de prendre en considération la valeur de la franchise elle-même. Cet amendement a été défait. Dans le cas présent, la compagnie détient une franchise pour les vingt-trois prochaines années.

La ville pourrait ne pas renouveler cette franchise lorsqu'elle sera expirée, mais si la compagnie obtient l'autorisation d'augmenter son capital, sans augmenter son réseau en proportion, à l'expiration de la franchise, la ville aurait à payer \$500.000 pour lesquels elle ne recevrait aucune valeur.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Ball, Bickerdike, Bouffard, Bourbonnais, Duffy, Dufresne, Gosselin, Grenier, Hunt, Lacombe, LeBlanc, Marchand, Petit, Stephens, Watts, Weir, 16.

CONTRE: MM. Allard, Atwater, Bédard, Blanchard, Cardin, Caron (Maskinongé), Chênevert, Chicoyne, D'Auteuil, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Dessaulles, Garneau, Girard, Gouin, Guerin, Lalonde, Langelier, Normand, Parent, Pelletier, Plante, Rainville, Rocheleau, Roy, Tellier, Tessier (Rimouski), Turgeon, 30.

L'amendement est rejeté.

La question principale étant proposée, elle est résolue affirmativement et les amendements sont lus pour la première fois.

Succession C. Lamothe

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 123) constituant en corporation la succession de feu Charles Lamothe.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport qu'il l'a modifié. Les amendements sont lus pour la première fois.

Église Saint-Jean-Baptiste de Montréal

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 42) intitulé: "Loi concernant la reconstruction de l'église Saint-Jean-Baptiste, de Montréal, et le paiement de ladite reconstruction". Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Terres publiques

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 30) concernant les terres publiques soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité général de la Chambre.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Publication des débats

M. C. LANGEЛИER (Lévis): Propose, appuyé par le représentant de Wolfe (M. J.-A. Chicoyne), qu'un comité spécial, composé de l'honorable M. Marchand et de MM. Atwater, Bouffard, Chicoyne, Chênevert, De Grosbois, Delaney, Flynn, Hackett, Langelier, Robitaille, Roy et Smith, soit nommé avec instruction d'étudier la question de la publication des débats de cette Chambre et de faire rapport d'un mode à la fois efficace et économique de publier ces débats.

Adopté.

Asile d'aliénés

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. H. Caron), que le bill (bill no 81) concernant les asiles d'aliénés soit remis sur l'ordre du jour pour être considéré en comité général.

Adopté.

Liste des employés civils

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. H. Caron), qu'il soit produit dans les deux premières semaines de chaque session de la Législature de cette province, une liste de tous les employés permanents et de tous les employés surnuméraires dont les fonctions sont d'une nature permanente, payés par le gouvernement de la province de Québec, à titre de salaire ou autrement, pour l'année financière terminée le 30 juin précédent et indiquant les noms, emploi actuel, date de nomination, appointements, date de naissance et date de la première nomination de chacun de ces fonctionnaires.

Adopté.

Union des mouleurs de Montréal

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 3 (M. H.-B. Rainville), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 34) constituant en corporation l'Union des mouleurs de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que l'Union des mouleurs de Montréal est une société de secours mutuels et de charité.

Adopté.

Ville de East Angus

M. L.-E. PANNETON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le représentant de Laval (M. P.-E. LeBlanc), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 113) consti-

tuant en corporation la ville de East Angus, et pourvoyant à l'amélioration de son système d'éducation, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été retiré.

Adopté.

L.-O. Gauthier

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. A. Robitaille), que l'honoraire payé pour le bill de la dernière session (bill no 115) intitulé: "Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre L.-O. Gauthier au nombre de ses membres", lui soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que la remise a été faite pour tous les bills de même nature et que c'est par erreur que la présente motion n'a pas été faite l'année dernière.

Adopté.

Chemins à barrières de la rive nord de Québec

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. A. Tessier), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 124) autorisant les syndicats de la commission des chemins à barrières de la rive nord de Québec à émettre de nouvelles obligations en renouvellement de certaines de leurs obligations actuelles, et pour d'autres fins, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été retiré.

Adopté.

Élargissement de la rue Notre-Dame, Montréal

M. C. LANGEЛИER (Lévis): Propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. A. Tessier), que le bill (bill no 76) amendement la charte de la cité de Montréal et en particulier la loi 59 Victoria, chapitre 49, soit de nouveau inscrit sur l'ordre du jour pour être considéré en comité général.

Adopté.

Code de procédure civile, article 694

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 5 (M. R. Bickerdike), que le bill (bill no 130) amendement l'article 694 du code de procédure civile soit remis sur les ordres du jour pour deuxième lecture.

Adopté.

Interpellations:

Destitution de l'agent des terres T.-A. Christin

M. C.-B. MAJOR (Ottawa): 1 Des accusations ont-elles été portées contre M. T.-A. Christin, agent des terres à Saint-Jovite et qui agissait comme payeur pour les travaux de la colonisation dans la vallée La-belle et de la rivière du Lièvre?

2. Dans l'affirmative, le département de la Colonisation s'est-il enquis si ces accusations étaient fondées ou non?

3. Une enquête a-t-elle été tenue?

4. Dans l'affirmative, quel en est le rapport?

5. M. T.-A. Christin agit-il encore comme commis-payeur?

L'HONORABLE A. TURGEON (Bellechasse):

1. Une plainte a été reçue au département.

2. Oui.

3. Oui.

4. Le rapport est défavorable à M. Christin.

5. Non. Ses fonctions ont cessé le 30 juin 1897.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement, savoir:

Bill (bill no 39) intitulé: "Loi autorisant et ratifiant le règlement no 136 des règlements de la ville de Salaberry-de-Valleyfield accordant une commutation de taxes à la compagnie dite "The Montreal Cotton Company".

Bill (bill no 63) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Provincial Trust and Agency Company"

Et bill (bill no 9) intitulé: "Loi de l'Instruction publique"

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir:

Bill (bill no 37) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Sherbrooke, 55-56 Victoria, chapitre 51".

Bill (bill no 80) intitulé: "Loi concernant la succession de Jean Guillet dit Tourangeau".

Bill (bill no 117) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Laurentian Water and Power Company".

Et bill (bill no 125) intitulé: "Loi incorporant l'Association des barbiers de la province de Québec".

Charte de Sherbrooke

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au

bill (bill no 37) intitulé "Loi amendant la charte de la cité de Sherbrooke. 55-56 Victoria, chapitre 51". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Succession J. Guillet dit Tourangeau

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 80) intitulé: "Loi concernant la succession de Jean Guillet dit Tourangeau". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Laurentian Water and Power Company

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 117) intitulé: "Loi constituant en corporation la "Laurentian Water and Power Company". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Association des barbiers

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 125) intitulé: "Loi incorporant l'Association des barbiers de la province de Québec". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Dépôt de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Bickerdike: La pétition de "The Provincial Women and Christian Temperance Union".

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable G.W. Stephens), que lorsque la Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle le soit jusqu'à dix heures du matin, demain.

Adopté.

La séance est levée à onze heures quarante-cinq.

Séance du 4 mars 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à dix heures et demie.

Chemin de fer urbain de Montréal

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits, en comité, général, au bill (bill no 71) amendement les lois concernant la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés.

Élargissement de la rue Saint-Antoine, Montréal

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits, en comité général, au bill (bill no 119) amendement la charte de la cité de Montréal. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés.

Succession C. Lamothe

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de l'amendement fait, en comité général, au bill (bill no 123) concernant la succession de feu Charles Lamothe. L'amendement est lu pour la deuxième fois.

Élargissement de la rue Notre-Dame, Montréal

M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 76) amendement la charte de la cité de Montréal et en particulier la loi 59 Victoria, chapitre 49.

Adopté.

En comité:

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Donne avis de motion à l'effet qu'il proposera, lors de la troisième lecture, le renvoi à six mois de ce bill ainsi que celui concernant l'élargissement de la rue Saint-Antoine (bill no 119).

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Élargissement de la rue Saint-Antoine, Montréal

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi et Saguenay (M. H. Petit), que l'entrée dans les Journaux de cette Chambre, de ce jour, à l'effet que le bill (bill no 119) amendement la charte de la cité de Montréal soit lu la troisième fois à la prochaine séance de la Chambre, soit rescindée et que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre.

Adopté.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il la modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

Asiles d'aliénés

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Verchères (M. E. Blanchard), que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 81) amendement la loi concernant les asiles d'aliénés.

Il désire dispenser les ministres du culte de l'obligation d'assermenter leur déclaration, comme on l'exige maintenant, tandis que le maire n'est tenu que d'apposer sa signature au bas de la sienne. Il souligne que cette anomalie était injurieuse pour les membres du clergé, et que, vu que le gouvernement s'adresse au curé d'une paroisse, non pas en tant qu'officier civil, mais bien comme étant la personne en qui la loi semble accorder le plus de confiance dans la localité où réside l'aliéné, pour obtenir des renseignements sur le compte de ce dernier, il ne devrait pas détruire cette marque de confiance en faisant revêtir cette formule d'une assermentation.

La proposition est rejetée sur division.

Code municipal, article 548

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Drummond (M. W.J. Watts), que le bill (bill no 132) amendement l'article 548 du code municipal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Code civil, article 972

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. A. Robitaille), que le bill (bill no 129) amendement l'article 972 du code civil soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de sieger de nouveau.

Division du district judiciaire d'Arthabaska

M. W.J. WATTS (Drummond): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Pontiac (M. D. Gillies), que le bill (bill no 128) divisant le district électoral d'Arthabaska soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester) Objecte que ce bill est un bill privé et ne peut être considéré comme bill public.

À l'appui de ses objections, il lit des extraits des règlements de la Chambre qui stipulent qu'une demande de changement d'un chef-lieu doit être faite au moyen d'un bill privé. En conséquence ce bill devrait être précédé d'avis de motion.

M. W.J. WATTS (Drummond): Répond qu'il ne s'agit pas de changement de chef-lieu, mais seulement d'une division du district judiciaire d'Arthabaska pour faire du comté de Drummond un district distinct.

M. L'ORATEUR: Est porté à croire que ce bill entraînant une dépense, il devrait être précédé d'une résolution. Il déclare à la Chambre qu'il donnera sa décision lundi.

Sociétés d'agriculture

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Yamaska (M. L.-J. Allard), que le bill (bill no 131) amendement la loi concernant les sociétés d'agriculture soit maintenant lu pour la deuxième fois.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Objecte que ce bill n'est pas dans l'ordre, parce qu'il décréterait une dépense publique, telle législation ne pouvant être proposée que de l'initiative de la couronne et par des résolutions approuvées et recommandées par Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

M. L'ORATEUR: Maintient l'objection et déclare le bill hors d'ordre.

Code municipal, article 548

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, appuyé par le représentant de Kamouraska (M. L.-R. Roy), que l'entrée dans les Journaux de cette Chambre, de ce jour, à l'effet que le bill (bill no 132) amendement l'article 548 du code municipal soit renvoyé à un comité général pour la prochaine séance, soit rescindé et que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Adopté.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code de procédure civile, article 694

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Compton (M. J. Hunt), que le bill (bill no 130) amendement l'article 694 du code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Ce projet de loi a pour but d'assurer une distribution plus équitable entre les créanciers de la partie saisissable du salaire des employés publics.

Adopté sur division.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Propose que le bill soit référé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Adopté.

Transports de biens des successions

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 29) validant certains transports de biens des successions sujettes aux droits imposés par l'article 1191b des statuts refondus, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnies d'assurance

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 21) amendement la loi concernant les compagnies d'assurance soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Travaux et subventions aux chemins de fer

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 14) relatif au délai prescrit pour compléter les travaux sur certains chemins de fer et relatif à certaines subventions aux chemins de fer, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demande de documents:

Écoles d'agriculture

M. J.-A. CHICOYNE (Wolfe): Propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. E. Bouffard), qu'il soit mis devant cette Chambre: 1. La liste

des écoles d'agriculture, stations ou fermes expérimentales et autres institutions d'enseignement agricole actuellement subventionnées par le gouvernement de la province;

2. Le texte de tous contrats, arrangements ou ordonnances ministérielles, en vertu desquelles telles subventions sont ainsi payées;

3. Copie de tous mémoires, lettres ou correspondance quelconque, transmis au gouvernement depuis deux ans, dans le but d'obtenir de l'aide pécuniaire en faveur de la création de nouvelles institutions d'enseignement agricole, et aussi copie des réponses officielles, dans chaque cas;

4. Copie de tous mémoires, requête, etc., demandant la réduction du nombre des écoles d'agriculture, et suggérant des réformes dans ce but.

Adopté.

Subsides

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, procède à la considération ultérieure des 6 résolutions, rapportées, vendredi, le 3 mars courant, du comité des subsides, et qui avaient été ajournées. Les résolutions sont adoptées.

À onze heures trente la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à trois heures trente

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue:

De "The Québec Provincial Women's Christian Temperance Union," demandant des amendements à l'acte des manufactures.

Introduction de bills:

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 28) modifiant la loi concernant les chemins de fer, relativement au paiement de certaines dettes de construction et à la vente de ces chemins en certains cas.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Compagnies d'assurance

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 21) amendement la loi concernant les compagnies d'assurance.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe cette Chambre qu'il a passé le bill (bill P) intitulé: "Loi amendement la loi relative à l'amélioration des cours d'eau par les propriétaires riverains", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Introduction de bills:

M. C. LANGEIER (Lévis): Propose, appuyé par le représentant de Kamouraska (M. L.-R. Roy), que le bill (bill P) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendement la loi relative à l'amélioration des cours d'eau par les propriétaires riverains", soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

Loi électorale

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 27) amendement la loi électorale de 1895 soit maintenant lu pour la deuxième fois.

La première clause de ce bill stipule:

"Chaque réviseur, pendant tout le temps qu'il occupe la charge de réviseur, doit résider dans la cité pour laquelle il est nommé, et ne peut ni voter, ni être élu, ni prendre une part aux élections, dans une des divisions électorales comprises dans les limites de la cité pour laquelle il agit". Un autre article stipule que quiconque se trouve lésé par l'omission ou par l'insertion de son nom sur la liste, peut produire une plainte sous serment.

Ce bill stipule aussi que si sur preuve suffisante, le bureau des réviseurs est d'avis qu'une propriété a été louée ou a été cédée en vertu d'un titre quelconque dans le seul but de donner à une personne le droit d'être inscrite sur la liste des électeurs, il doit biffer de la liste le nom de cette personne.

Tout serment en vertu de cette loi peut être valablement prêté devant le bureau des réviseurs, chacun de ses membres ou son greffier, ou devant un commissaire de la Cour supérieure ou un juge de paix.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Chemin de fer urbain de Montréal

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que le bill (bill no 71) amendement les lois concernant la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. W.J. WATTS (Drummond) pour M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose (1) que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "le bill soit renvoyé, de nouveau, à un comité de toute la Chambre, avec pouvoir de l'amender en ajoutant à la clause 3 du bill, la section suivante:

"Il sera, en n'importe quel temps, loisible au comité des chemins de fer du Conseil privé de la province, d'accorder à toute autre compagnie de chemin de fer électrique, les pouvoirs de circulation nécessaires pour atteindre le centre de la cité de Montréal, sujet aux termes et conditions à être fixés et déterminés par ledit comité des chemins de fer".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, il sont pris comme suit:

POUR: MM. Bourbonnais, Duffy, Lacombe, Le-Blanc, Marchand, Robidoux, Watts, 7.

CONTRE: MM. Cardin, Chênevert, D'Auteuil, De-chêne, De Grosbois, Garneau, Gillies, Lalonde, Langelier, Petit, Robitaille, Roche-leau, Turgeon, 13.

L'amendement est rejeté.

Et la question principale étant de nouveau posée;

M. W.J. WATTS (Drummond) pour M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose que tous les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: "renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre, avec instruction de l'amender en ajoutant dans le paragraphe (e) de la clause 3, les mots suivants: "qui sont par les présentes autorisés à contracter avec la dite compagnie.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bourbonnais, Duffy, Lacombe, Le-Blanc, Marchand, Robidoux, Watts, 7.

CONTRE: MM. Cardin, Chênevert, D'Auteuil, De-chêne, De Grosbois, Garneau, Gillies, Lalonde, Langelier, Petit, Robitaille, Roche-leau, Turgeon, 13.

L'amendement est rejeté.

Et la question principale étant de nouveau posée:

M. W.J. WATTS (Drummond) pour M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de retrancher le 1er paragraphe de la sous-section (b) de la clause 3".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bourbonnais, Duffy, Lacombe, Le-Blanc, Robidoux, Marchand, Watts, 7.

CONTRE: MM. Cardin, Chênevert, D'Auteuil, De-chêne, De Grosbois, Garneau, Gillies, Lalonde, Langelier, Petit, Robitaille, Roche-leau, Turgeon, 13.

L'amendement est rejeté.

Et la question principale étant de nouveau posée:

M. W.J. WATTS (Drummond) pour M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant à la section 1 dudit bill: "Dans toute émission de stock faite en vertu de la présente section, la cité de Montréal aura le privilège d'en souscrire le total ou une partie et de l'acquérir en le payant au pair".

"Ce pouvoir sera sujet au consentement du lieutenant-gouverneur en conseil, sur requête, dont avis d'un mois devra être donné dans la Gazette officielle de Québec, ainsi que dans un journal français et anglais de la cité de Montréal".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bourbonnais, Duffy, Lacombe, Le-Blanc, Marchand, Robidoux, Watts, 7.

CONTRE: MM. Cardin, Chênevert, D'Auteuil, De-chêne, De Grosbois, Garneau, Gillies, Lalonde, Langelier, Petit, Robitaille, Roche-leau, Turgeon, 13.

L'amendement est rejeté.

Et la question principale étant de nouveau posée:

M. W.J. WATTS (Drummond) pour M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction d'ajouter la clause suivante au bill, comme section 5:

"5. Toute loi ultérieurement passée à l'effet de contrôler les compagnies constituées en corporations, ou relevant de la législation quant à l'émission de stocks ou de bons ainsi que quant aux taux ou péages et à la réglementation d'iceux, aux pouvoirs de circulation sur la voie ferrée et aux droits s'y rattachant exercés par toute autre compagnie, et à

(1) M. Weir n'est pas présent en Chambre (C.F. séance du 6 mars 1899). Les amendements ont été proposés par M. Watts pour M. Weir.

l'exercice des pouvoirs conférés aux compagnies de chemins de fer, s'appliqueront à la compagnie à partir de la mise en vigueur de ces lois; mais la présente section ne devra pas être interprétée comme impliquant que cette loi ne s'appliquerait pas à la compagnie si la présente section n'était pas édictée".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bourbonnais, Duffy, Lacombe, Le-Blanc, Marchand, Robidoux, Watts, 7.

CONTRE: MM. Cardin, Chênevert, d'Auteuil, Dechêne, De Grosbois, Garneau, Gillies, Lalonde, Langelier, Petit, Robitaille, Rocheleau, Turgeon, 13.

La proposition est rejetée.

Et la question principale étant de nouveau proposée;

M. W.J. WATTS (Drummond) pour M. W.A. WEIR (Argenteuil): Propose que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en y insérant la clause suivante: "La compagnie sera assujettie aux dispositions de l'acte des chemins de fer".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise: et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bourbonnais, Duffy, Lacombe, Le-Blanc, Marchand, Robidoux, Watts, 7.

CONTRE: MM. Cardin, Chênevert, D'Auteuil, Dechêne, De Grosbois, Garneau, Gillies, Lalonde, Langelier, Petit, Robitaille, Rocheleau, Turgeon, 13.

L'amendement est rejeté.

Et la question principale étant de nouveau proposée;

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Propose, appuyé par le représentant de Soulanges (M. A.-G. Bourbonnais), que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction d'y ajouter la clause suivante:

"La compagnie sera tenue d'avoir des billets spéciaux qui pourront être employés sur les chars de 5 heures à 9 heures du matin, et de 5 heures à 8 heures du soir, et la compagnie devra donner douze de ces billets, pour vingt-cinq centins."

Il dit ne pas être d'accord avec certains députés de la Chambre qui pensent que la Législature n'a pas le droit d'imposer ces conditions à la compagnie.

Puisque, dit-il, on accorde à la compagnie tout ce quelle demande, sans restriction, il est bien du moins qu'on réclame quelque chose d'elle en retour. Je demande peu relativement à ce qu'elle obtient et je le fais dans l'intérêt de la grande masse de la population montréalaise, les ouvriers. Il fait certaines observations sur les moyens employés par la compagnie pour faire passer sa mesure à l'Assemblée.

M. E. BOUFFARD (Montmorency): Déclare qu'il est du même avis que l'orateur précédent. Il soutient que la Législature a plein droit d'imposer certaines conditions à ceux qui viennent demander des faveurs. Aucune compagnie ou corporation, quelque puissante qu'elle soit, n'a le droit de dicter sa volonté à la Législature. Il dit qu'il est dans cette Chambre pour faire son devoir et ne subira l'influence ni d'une corporation ni d'une compagnie, à moins que ses demandes ne soient justes.

Il fait ensuite allusion au déroulement des affaires au comité des bills privés. Ses remarques ne visent pas ce bill - ci, mais il dit que tout au cours de la session, les parties sont intervenues sans raison devant les membres du comité. Les agents parlementaires ainsi que d'autres personnes interviennent auprès des députés.

Il dénonce les agissements de certains agents de grandes compagnies qui depuis le commencement de la session ont envahi le palais législatif et multiplient tous leurs efforts pour influencer l'opinion des législateurs à l'égard des bills qui concernent ces compagnies ou corporations. Il déclare que c'était un scandale de voir la cabale qui se fait en Chambre et dans les comités à propos de certaines lois, et il dit que la Chambre devrait se protéger contre un tel état de choses. Il ne parle pas par ouï-dire: il a eu comme les autres à subir les assauts des cabaleurs et il dénonce les tentatives d'interventions scandaleuses qui ont pour effet de détruire la confiance du public dans ses représentants.

Il déclare qu'on a menacé un député de le faire battre aux élections prochaines parce qu'il a vaillamment combattu le bill de la Compagnie des tramways de Montréal.

Il ne craint personne et n'agit pas dans un but intéressé. Mais il ose dire que plusieurs députés de cette Chambre touchent des sommes d'argent égales à l'indemnité qu'il reçoivent pour la session, pour leur appui à des mesures privées.

Ce projet de loi a donné lieu à des rumeurs scandaleuses qu'il importe de dissiper pour l'honneur de cette Chambre en les dénonçant tout de suite. On nous poursuit dans la rue en nous cornant aux oreilles que l'on essaie d'embaucher les députés. Je sais que la chose est possible.

Il cite comme exemple un bill qu'il avait appuyé parce qu'il y avait foi. et ajoute que par la suite, on lui a offert cent dollars pour services rendus. Il dit que cet état de choses ne peut être toléré.

Il importe donc de veiller avec un soin jaloux sur l'honneur et la réputation d'intégrité de cette Chambre.

Il attire aussi l'attention sur la violation constante des règles 435 et 436 de la Chambre défendant à l'associé d'un député d'être agent parlementaire.

De plus, il est d'opinion que le gouvernement ne contrôle pas suffisamment la législation privée.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bourbonnais, Duffy, Gouin, Lacombe, LeBlanc, Marchand, Robidoux, Rocheleau, Watts, 9.

CONTRE: MM. Cardin, Chênevert, D'Auteuil, Dechêne, De Grosbois, Garneau, Gillies, Lalonde, Langelier, Petit, Robitaille, Turgeon, 12.

La proposition est rejetée.

Et la question principale étant de nouveau proposée:

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Propose, appuyé par le représentant de Soulanges (M. A.-G. Bourbonnais), que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction d'y ajouter la clause suivante:

"La compagnie devra tenir à la disposition du public des billets spéciaux qui pourront être employés sur les chars de ladite compagnie, le matin de cinq heures à neuf heures et le soir de cinq heures à huit heures, et elle sera tenue de donner dix de ces billets pour vingt-cinq centins".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bouffard, Bourbonnais, Duffy, Gouin, Lacombe, Lalonde, LeBlanc, Marchand, Robidoux, Rocheleau, Watts, 11.

CONTRE: MM. Atwater, Carbray, Cardin, Chênevert, Clapperton, Dechêne, De Grosbois, Garneau, Gillies, Girard, Langelier, Petit, Plante, Robitaille, Roy, Shehyn, Turgeon, 17.

L'amendement est rejeté.

Et la question principale étant de nouveau proposée:

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender, en retranchant le mot "cinq" dans la cinquième ligne de la première clause, et en le remplaçant par le mot "deux".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bourbonnais, Duffy, Lacombe, LeBlanc, Marchand, Robidoux, Rocheleau, Shehyn, Watts, 9.

CONTRE: MM. Atwater, Carbray, Cardin, Chênevert, Clapperton, Dechêne, De Grosbois, Garneau, Gillies, Girard, Gouin, Lalonde, Langelier, Petit, Plante, Roy, Turgeon, 17.

L'amendement est rejeté.

Et la question principale "que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois", étant de nouveau proposée, elle est résolue affirmativement.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Association des barbiers

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Propose la remise de l'honoraire concernant le bill (bill no 125) constituant en corporation l'Association des barbiers de la province.

M. L'ORATEUR: Suggère d'attendre que le trésorier soit consulté pour savoir si la province consent à être rasée de cette façon.

La question est laissée en suspens.

Documents:

Chemin de fer Montréal et Ouest

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de cette Chambre, du 1er mars courant, pour copie de toute communication, requête et correspondance se rapportant à l'octroi d'un subside pour l'extension du chemin de fer "Montréal et Ouest", de son terminus actuel du Nomingue à La Lièvre. (Document de la session no 76),

Succession C. Lamothe

L'ordre du jour appelle la Chambre à concourir dans les amendements faits, en comité général, au bill (bill no 123) concernant la succession de feu Charles Lamothe. Les amendements sont adoptés.

Qualification des conseillers législatifs

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill C) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendant l'article 79a des statuts refondus", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Demande de documents:

Destitution du registraire H. Beatty

M. M.F. HACKETT (Stanstead): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater),

qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de tous ordres en conseil, correspondance, documents, etc., relatifs à la destitution de M. Harrey Beatty, ex-régistrateur du comté de Missisquoi, et à la nomination de son successeur.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif, a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill (bill K) intitulé: "Loi amendant le code de procédure civile", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Introduction de bills:

M. C. LANGEIER (Lévis): Propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux), que le bill (bill K) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendant le code de procédure civile", soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a passé le bill (bill N) intitulé: "Loi rendant authentiques les copies notariées de certains documents et amendant l'article 1220 du code civil" pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a passé le bill (bill O) intitulé: "Loi concernant l'assistant-greffier du Conseil législatif", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Introduction de bills:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que le bill (bill N) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendant l'article 1220 du code civil" soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

Authentification de certains documents notariés

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que le bill (bill N) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendant l'article 1220 du code civil", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

Introduction de bills:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que le bill (bill O) du Conseil législatif intitulé: "Loi concernant l'assistant-greffier du Conseil législatif" soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

Assistant-greffier du Conseil législatif

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que le bill (bill O) du Conseil législatif intitulé: "Loi concernant l'assistant-greffier du Conseil législatif" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

Travaux de la Chambre

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Pose une question au sujet des travaux qu'il reste à effectuer d'ici la prorogation de la session.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Répond qu'en dehors des subsides et du projet de loi concernant les licences, il ne reste à peu près rien à l'ordre du jour.

Il propose ensuite, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux), que lorsque la Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à lundi prochain, à trois heures p.m.

Adopté.

La séance est levée à cinq heures.

Séance du 6 mars 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Chemin de fer urbain de Montréal

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Soulève une question de privilège relativement à la procédure suivie au sujet du bill [bill no 71] du chemin de fer urbain de Montréal. Il prétend qu'il avait quitté la Chambre samedi dernier avec l'entente que la troisième lecture du bill n'aurait lieu que lundi. Il se plaint que la Chambre a voté samedi après-midi le bill de la "Montreal Street Railway" sans en avoir le droit parce que les différents amendements ont été lus contrairement aux règles de la Chambre.

Lorsque les amendements au bill du chemin de fer urbain de Montréal ont été adoptés en deuxième lecture à la séance de samedi matin, il était entendu que le comité concourrait dans ces résolutions à la séance de l'après-midi et que la troisième lecture du bill n'aurait lieu que lundi. Il a donc regagné son domicile et a été très surpris d'apprendre, à son retour, que le bill avait été voté en troisième lecture samedi après-midi. Il n'a donc pu présenter les amendements pour lesquels il avait donné avis.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Dit que si les remarques du député d'Argenteuil sont vraies, et il n'a pas raison d'en douter, le fait est grave. D'après cette dernière version, le concours sur les amendements n'aurait dû être pris que samedi après-midi où l'on nous a fait voter sur la troisième lecture. Il se plaint que samedi après-midi, le député de Drummond (M. W.J. Watts) a soumis trois ou quatre amendements. On n'a voté que sur le premier et les autres ont été déclarés rejetés sur la même division. De cette façon on me fait voter pour deux amendements pour lesquels je n'aurais pas voté.

M. L'ORATEUR: Dit qu'il n'a pas compris la question de la même façon que le député d'Argenteuil. Il déclare que c'est le greffier qui prend les notes et il demande au député d'Argenteuil de consulter ces notes.

M. LE GREFFIER: Produit ses notes pour montrer, que, lui aussi, n'a pas compris la question de la même façon que le député d'Argenteuil.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Admet qu'il y avait eu erreur incontrôlable et que le bill devait suivre son cours.

L'incident en reste là.

Division du district judiciaire d'Arthabaska

M. L'ORATEUR: Rend sa décision sur le point d'ordre soulevé par le député de Dorchester (M. L.-P. Pelletier), à la séance du samedi, 4 mars courant, que le bill (bill no 128) divisant le district

judiciaire d'Arthabaska est un bill privé et ne peut être considéré comme bill public. La décision est comme suit:

On a soulevé la question d'ordre que le bill (bill no 128) à l'effet de diviser le district judiciaire d'Arthabaska est un bill privé, en se fondant sur ce qu'il déplace le chef-lieu d'Arthabaskaville.

À l'appui du point d'ordre ont été citées, de la règle 51, les lignes suivantes:

"La division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, le changement de chef-lieu, le déplacement des bureaux publics d'un comté."

Ces lignes ne font pas mention de la division des districts judiciaires, qui constitue manifestement une cause de législation publique, chaque fois qu'on le juge d'intérêt public.

On a prétendu, à l'appui de la question d'ordre soulevée, que le déplacement du chef-lieu d'un comté peut seulement être matière de bill privé. J'ai lu très attentivement le bill en son entier, et il ne contient aucune disposition impliquant déplacement du chef-lieu du district judiciaire d'Arthabaska. Il crée un nouveau chef-lieu, mais n'en déplace aucun. J'en conclus, conséquemment, que la règle 51 ne s'applique point au présent bill.

Ce serait différent s'il s'agissait d'un bill comportant déplacement du bureau d'enregistrement d'un comté. Alors la règle 51 aurait son application, bien que ce puisse être une question de savoir si un tel déplacement ne devrait pas, de préférence, être traité comme question d'intérêt public et faire, comme conséquence, la matière d'un bill public.

Le bill 128 pourvoit à la meilleure administration de la justice, chose qui concerne l'intérêt général et le bon gouvernement de la province. La Cour supérieure n'est pas la Cour supérieure du district, mais bien celle de la province.

Bourinot (page 664, 2ème édition) dit: "Les bills privés se distinguent des bills publics en ce qu'ils s'occupent directement des affaires d'individus particuliers, ou de corporations, et non d'affaires publiques ou concernant la communauté, en général."

Je me permets de renvoyer au précédent que voici:

"Page 98," Journaux de la Chambre, pour 1880 (16 juin), version française. L'honorable M. Church, qui alors n'était pas membre du gouvernement, présenta un bill à l'effet d'opérer la division du district judiciaire d'Ottawa, et le bill passa en deuxième lecture, (page 243: 15 juillet) pour être immédiatement renvoyé au comité général de la Chambre, subir sa troisième lecture et être adopté.

Le bill 128 de la présente session et celui dont il vient d'être fait mention, se ressemblent beaucoup.

En me reportant à la 60 Victoria, chap. XXIX, 1897, je vois qu'une partie seulement du comté de Berthier fut détachée du district de Richelieu et annexée au district de Joliette pour les fins judiciaires seulement. Ce bill fut présenté, considéré et adopté par cette Chambre comme bill public. Par le même bill, le comté de Verchères fut détaché du district de Montréal et annexé au district de Richelieu.

Par la 36 Victoria, 1872, chap. XXXV, la paroisse de Beaumont fut détachée du district de Montmagny et annexée au district de Québec, et cela par un bill public, comme on peut facilement s'en assurer en se reportant aux Journaux de la Chambre pour 1872.

Je renvoie la question d'ordre.

Loi électorale

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que le bill (bill no 27) amendement la loi électorale de Québec, 1895 soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Propose, appuyé par le représentant de Laval (M. P.-E. LeBlanc), que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "ledit bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de le reconsidérer généralement".

M. E.J. FLYNN (Gaspé) et M. P.-E. LEBLANC (Laval): S'opposent à ce bill, surtout à la clause 1 stipulant que les réviseurs des listes électorales doivent résider dans la division électorale pour laquelle ils sont nommés.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean), L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur), L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay) et M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Parlent des conditions de la révision à Québec en des termes peu élogieux.

L'amendement est rejeté sur division.

La proposition principale-est adoptée sur division et le bill est lu pour la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chemins de fer, dettes de construction et vente

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 6 (l'honorable J.J.E. Guerin), que le bill (bill no 28) modifiant la loi concernant les chemins de fer relativement au paiement de certaines dettes de construction et à la vente de ces chemins en certains cas, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande des explications.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Dit qu'aux termes de ce projet, quand une compagnie de chemin de fer subventionnée par la province est devenue insolvable, ou ne s'est pas conformée aux exigences de sa charte, en ce qui a trait au commencement ou au parachèvement de ses travaux dans le temps spécifié, ou quand elle ne continue pas d'une manière effective l'exécution de l'entreprise, ainsi que la circulation, l'exploitation ou la

mise en opération du chemin, ou d'une partie quelconque d'icelui, durant plus de six jours, ou quand elle est devenue incapable de le faire, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, en tout temps, sur le rapport du comité des chemins de fer du Conseil exécutif, d'autoriser le commissaire des Travaux publics à faire mettre sous séquestre la voie ferrée, la chaussée et tout le matériel roulant, ainsi que l'équipement pour être séquestrés ou vendus.

De plus, si la compagnie, la personne ou les personnes en défaut, ou une autre compagnie ne reprend pas la construction, l'entretien, l'administration, l'exploitation et la mise en opération du chemin, aux fins de les continuer et compléter de bonne foi, et, si le séquestre n'a pas à sa disposition les moyens de les continuer, le commissaire des Travaux publics peut, à sa discrétion, présenter une requête, dont avis de trente jours doit être signifié à la compagnie, à la personne ou aux personnes en défaut, en laissant une copie à son bureau principal contenant l'indication du temps et du lieu de la présentation, et, sur cette requête, le tribunal ou le juge peut enjoindre au shérif du district de saisir et de vendre le chemin, les immeubles affectés à l'usage du chemin et le matériel roulant.

Le shérif exécute ce mandat en suivant les mêmes règles que dans le cas d'un bref de terrier et en fait rapport à la Cour supérieure.

Toutes les procédures subséquentes, y compris la distribution des deniers, sont faites devant la Cour supérieure et sont les mêmes et ont les mêmes effets que celles relatives aux exécutions forcées des immeubles.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Consent à la deuxième lecture et demande que le comité général se réunisse à la prochaine séance de la Chambre sur cette question.

Adopté sur division. Le bill est lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Division du district judiciaire d'Arthabaska

M. W.J. WATTS (Drummond): Propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W.A. Weir), que le bill (bill no 128) divisant le district judiciaire d'Arthabaska soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Est d'avis que cette mesure regarde spécialement le gouvernement à cause de la grande dépense qu'elle entraîne. La tendance du jour est à la centralisation et dans les circonstances actuelles, avec l'augmentation des moyens de communication par chemins de fer, il paraît étrange qu'on demande la création de nouveaux districts. Le gouvernement, dit-il, doit prendre la responsabilité de la construction d'un nouveau palais de justice, de la nomination d'un protonotaire, d'un shérif et autres fonctionnaires. De plus, le gouvernement devra accepter la responsabilité du bill et de toutes les dépenses qu'il entraînera. Il aimerait connaître la position du gouvernement sur le sujet.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Dit que les arrangements actuels sont des plus incommodes. Un témoin, pour aller à Arthabaskaville déposer dans un procès, est obligé de faire le détour par Saint-Hyacinthe ou Lévis ce qui représente un voyage de 3 jours. La dépense supplémentaire serait peu de chose attendu que le palais de justice est tout bâti à Drummondville pour la cour de circuit et que le greffier de cette cour pourrait être nommé protonotaire. Le seul personnage qui souffrirait du changement serait le protonotaire d'Arthabaska dont les émoluments seraient rognés. Le gouvernement n'y perdrait rien attendu que les protonotaires n'ont pas de traitement. Il ignore si la chose a été stipulée dans ce bill, mais il sait que l'intention est de navoir qu'un shérif pour les deux districts.

Une prison suffirait également, le district étant des plus paisibles, les hôtes les plus ordinaires de cette prison étant des individus arrêtés sur "capias". Le même juge pourrait siéger dans les deux districts. Il ne voit aucun motif de ne pas adopter cette mesure. Il est favorable à l'idée de centralisation émise par l'honorable T.C. Casgrain, mais le bill en question n'empêche aucunement la centralisation, attendu que le juge peut parfaitement habiter Arthabaska, Québec ou Montréal et se rendre à Drummondville.

Il parle en connaissance de cause des inconvénients de la situation actuelle. Il est né dans le comté de Drummond et a été plus d'une fois témoin des désagréments que causait l'état de choses existant.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Condamne le principe de ce bill. Il admet que le député de Drummond (M. W.J. Watts) connaît mieux que d'autres les besoins de son comté, mais il pense que non seulement le bill en question a une tendance décentralisatrice, mais qu'il a pour but de créer une nouvelle place de juge. Il pense que cette Chambre devrait empêcher tout éparpillement de juges. Il ne s'est pas opposé à la création de trois nouvelles places de juges à Montréal, mais il est bien convaincu que si tous les juges habitaient à Montréal et à Québec et rayonnaient de là vers les différentes cours de circuit, cette création eut été inutile.

L'idée de faire voyager les juges est excellente, et si elle était mise en pratique, il serait peut-être possible d'avoir un terme d'assises criminelles à Bedford. Il regrette que le bill de l'honorable Casgrain n'ait pas été adopté il y a quelque temps déjà, car nous aurions peut-être pu éviter la nomination de trois nouveaux juges à la Cour supérieure.

M. W.J. WATTS (Drummond): Fait remarquer que son bill ne nuit pas au principe de centralisation. Un juge domicilié à Montréal peut facilement se rendre au palais de justice du nouveau district qu'il désire mettre sur pied. Ainsi, un juge peut quitter Montréal, le matin, par le "Drummond" et être à Drummondville pour dix heures et retourner à Montréal dans la soirée. Il assure la Chambre qu'il ne demandera pas la nomination d'un nouveau juge pour ce district.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Pense encore que le gouvernement devrait prendre la responsabilité de ce bill qui entraîne la nomination d'un nouveau fonctionnaire et par conséquent un nouveau traitement à payer.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Remarque qu'il n'y a pas de traitement additionnel à payer puisque le protonotaire est payé par honoraires.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Qualification des conseillers législatifs

M. C. LANGELIER (Lévis): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. A. Robitaille), que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill C) du Conseil législatif intitulé "Loi amendant l'article 79a des statuts refondus."

Ce bill propose de diviser la province en deux divisions portant le nom de division de Québec et de division de Montréal, dans le but d'établir la qualification des conseillers législatifs et de décider si les conseillers législatifs peuvent être qualifiés dans l'une ou l'autre de ces divisions au lieu de l'être dans leur division spécifique comme le veut la présente loi.

Adopté sur division.

En comité:

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Pense qu'il n'y a aucun motif de changement valable.

Il attire l'attention de la Chambre sur ce bill présenté l'année dernière et dit que d'après l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, les conseillers législatifs doivent être qualifiés dans la division qu'ils représentent. Voilà la présente loi, ajoute-t-il, et je ne comprends pas pourquoi certains conseillers veulent la faire changer.

Actuellement, la province comprend trois divisions en ce qui concerne la qualification des conseillers législatifs et ce bill vise à diviser la province en deux parties. Il ne croit pas que ce bill puisse donner satisfaction.

Les gouvernements qui se sont succédé auraient dû être plus attentifs à nommer les conseillers législatifs dans les circonscriptions électorales où ils sont qualifiés.

Le chef de l'Opposition déclare en plus qu'il a constaté que le peuple est opposé à ce qu'on nomme un conseiller législatif pour une division à laquelle il n'appartient pas, un conseiller choisi uniquement à Québec et Montréal. Il regrette que ce bill ait été adopté par le Conseil législatif.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Partage les vues du chef de l'Opposition (M. E.J. Flynn, Gaspé) sur cette question et dit que les conseillers doivent représenter les divisions pour lesquelles ils sont qualifiés et ont été nommés.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Parle dans le même sens.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Se dit très surpris de la position adoptée par le chef de l'Opposition parce que depuis vingt ans, il a toujours prêché le contraire. Il dit que les conseillers législatifs représentent toute la province, et que par conséquent il importe peu où ils ont leur qualification. Les conseillers législatifs représentent toute la province, et non seulement une division. Ils doivent être au-dessus de tout parti politique et des liens d'amitié avec des sympathisants locaux. On peut affirmer que le Conseil législatif est un organisme utile. Mais à son avis, les conseillers législatifs devraient être choisis parmi les banquiers, les professeurs d'université et les membres des chambres de commerce. Cette réforme augmenterait beaucoup l'efficacité du Conseil législatif. À son avis, l'obligation de posséder une maison n'est pas un critère essentiel pour être qualifié comme conseiller. Il souhaite que la province ne forme qu'une seule division. Les gouvernements précédents avaient agi sagement en ne limitant pas le choix des conseillers au district qu'ils représentent, puisqu'il peut arriver qu'on ne trouve pas dans un district précis une personne qualifiée pour accepter un siège au Conseil législatif.

Il ne comprend pas l'opposition faite au bill.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il n'a pas de sympathie pour la Chambre haute, mais tant qu'elle existera, il faut espérer qu'elle soit la plus utile possible et que les conseillers représenteront les circonscriptions pour lesquelles ils sont nommés. Il est donc nécessaire que les conseillers aient autant d'attaches que possible avec les districts qu'ils représentent. Il pense que tout conseiller législatif devrait posséder dans la circonscription pour laquelle il est nommé quelques intérêts soit par résidence, soit par possession de quelque propriété ou encore avoir une relation de sympathie ou quelque chose du genre avec cette circonscription.

Il ne croit pas possible de modeler notre Chambre haute sur la Chambre des Lords anglaise qui représente l'aristocratie et qui est unique parmi les corps législatifs. Il ne voit donc pas l'opportunité du projet de loi.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Est d'opinion qu'un conseiller législatif doit être intéressé dans la division qu'il représente.

Il dit que les conseillers législatifs sont supposés représenter différentes parties de la province et cette représentation devrait être égale et proportionnelle. Si un citoyen de Montréal ou de Québec doit être nommé conseiller législatif pour le district qui comprend Gaspé et Bonaventure et qu'il ne possède aucune propriété dans ces comtés, il ne voit pas quel intérêt il puisse avoir dans son district. Que diraient les électeurs de cette division si on nommait quelqu'un qu'ils n'ont jamais vu et qui n'a pas d'intérêts dans ces comtés?

M. A. PLANTE (Beauharnois): Combat le bill. Il prétend que non seulement les conseillers devraient

posséder une propriété dans la circonscription pour laquelle ils sont nommés, mais qu'ils devraient y habiter. Il s'oppose à la nomination d'étrangers qui ne connaissent rien aux districts qu'ils sont censés représenter.

Les divisions rurales sont trop souvent représentées dans les Chambres hautes par des mandataires qui n'ont pas d'intérêt et n'en prennent aucun à leur division.

Il conclut en proposant que le comité se lève sans faire rapport.

L'HONORABLE H. T. DUFFY (Brome): Dit que si le bill oblige les conseillers législatifs à détenir une propriété dans le district qu'ils représentent, il votera en faveur du bill. Mais, pour le moment, ce bill demande que la province possède deux divisions au lieu de trois, et il ne voit pas quelle différence ce changement apportera, non plus qu'il prône des améliorations nécessaires.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): S'élève contre le bill et dit que loin d'élargir les bornes de la qualification des conseillers, il faudrait faire revivre l'ancienne loi qui exigeait que le conseiller législatif soit qualifié dans le collège électoral qu'il représente.

Il explique qu'au départ, la province comprenait quatre divisions englobant les vingt-quatre districts de la Chambre. L'Acte de l'Amérique britannique du Nord exige uniquement qu'une personne soit qualifiée dans la division qui inclut son district. Subsequently le nombre de divisions a été réduit à trois, et maintenant on propose d'en avoir seulement deux.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Parle encore en faveur du bill.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Dit que le Conseil présente ce bill à l'Assemblée pour la deuxième année. Cette insistance prouve que le Conseil le désire vraiment. Avec tout le respect que l'on doit à ce vénérable organisme, il pense que ce bill devrait recevoir une juste considération. Il n'y a aucun doute que ce bill n'est pas excellent, mais il espère voir la Chambre le traiter respectueusement.

La proposition du député de Beauharnois (M. A. Plante), à l'effet que le comité se lève sans faire rapport, est adoptée.

Documents:

Chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay) Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de cette Chambre du 2 mars 1899. pour copie de toutes lettres, requêtes et documents se rapportant au prolongement du chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean, de Chicoutimi à Saint-Alphonse, et du ou des rapports établissant le coût probable de tel prolongement. (Document de la session no 77)

Chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de cette Chambre du 2 mars 1899, pour copie de toutes lettres, requêtes, demandant l'octroi de subsides pour le chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, ainsi que de tous mémoires se rapportant à telles demandes.

Copie du ou des rapports établissant le coût probable et détaillé du dit chemin. (Document de la session no 78)

Constructions pour expositions dans Argenteuil

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de cette Chambre, du 13 février 1899, pour copie de toute correspondance et de tous documents relatifs à un octroi d'argent pour la construction de bâtisses permanentes, pour expositions, dans le comté d'Argenteuil. (Document de la session no 79)

Élargissement de la rue Saint-Antoine, Montréal

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Maskinongé (M. H. Caron), que le bill (bill no 119) amendement la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Objecte qu'il avait été entendu que le bill ne serait pas étudié avant la séance du soir, et ceci à la demande du député de Montréal no 3 (M. H.-B. Rainville) qui désire être présent pour s'opposer à ce bill quand il viendra devant la Chambre. Il demande donc que le bill soit renvoyé à la séance du soir à laquelle le député de Montréal no 3 sera présent.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Dit qu'il a promis au député de Montréal no 3 de l'attendre jusqu'à trois heures et, puisqu'il est cinq heures et demie, il croit avoir attendu assez longtemps.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Dit que le bill devait être étudié à trois heures ou aussitôt après l'arrivée du député de la division de Montréal no 3. Il ne voit aucun inconvénient à attendre le retour de ce dernier.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Pense qu'il conviendrait d'attendre, par déférence pour le député de Montréal no 3 qui, en sa qualité de président du comité des finances de Montréal, a le plus grand intérêt dans ce bill.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Insiste sur son droit de faire subir maintenant la troisième lecture à son bill.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Pense qu'étant donné qu'il y a des amendements proposés à la troisième

lecture, il n'est que juste qu'on attende la présence du député de Montréal no 3 (M. H.-B. Rainville).

M. L'ORATEUR: Décide que la troisième lecture doit avoir lieu maintenant.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W.A. Weir), que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans six mois, à dater d'aujourd'hui", soient ajoutés à la fin de la proposition.

Il ne veut pas faire perdre le temps de la Chambre, mais il croit sincèrement que ce bill ne devrait pas être adopté. Il trouve qu'il est malheureux que la Chambre procède sur un projet qui n'a pas les sympathies du conseil municipal, ni du public. À une séance spéciale du conseil municipal de Montréal, vendredi dernier, 19 des 20 membres présents ont voté contre ce projet. À la dernière session, le premier ministre et le chef de l'Opposition (M. E.J. Flynn, Gaspé) s'étaient mis d'accord pour dire qu'aucun bill concernant la ville de Montréal ne devrait être admis à moins qu'il n'arrive par le canal du conseil de la ville. Est-ce honnête qu'un député présente un bill qui concerne la division d'un autre député?

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Éclate de rire.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Vous pouvez faire "HA! HA!" autant que vous le voulez, mais vous ne rirez plus quand vous ne reviendrez pas après la prochaine élection. Vous aurez alors le loisir de faire "HA! HA!" à la maison.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Je crois que j'ai d'aussi bonnes chances de siéger au prochain Parlement que mon honorable ami. Vous avez eu une chance (de me battre), mais vous ne l'aurez pas à nouveau.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande si le conseil municipal de Montréal a quelque chose à voir dans ce projet.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Dit que le conseil veut faire rejeter ce bill. Il ne croit pas que l'on ait apporté de bonnes raisons à l'appui de ce bill. Le député de Soulanges a fait valoir qu'il bénéficierait à certains de leurs amis. Cette raison n'est pas suffisante pour appuyer le bill. Il serait dommage que la Législature grève la ville de Montréal d'une dette additionnelle de \$1,000,000.

Le député de Montréal no 6 (l'honorable J.J.E. Guerin) a appuyé le bill et la seule raison qu'il a apportée pour le faire a été de m'attaquer personnellement à propos des contrats entre la "Standard Light & Power Company" et le village de Saint-Henri et Sainte-Cunégonde. On me reproche d'avoir obtenu des franchises et d'en avoir disposé avec un profit. Si cela constitue un crime, je suis coupable, dit-il, mais je veux assurer la Chambre qu'il n'en est rien. C'est un crime que je commettrai à nouveau, si

j'en ai la chance. De plus, le député de Montréal no 6 (l'honorable J.J.E. Guerin) a fait remarquer que "l'honnêteté est la meilleure ligne de conduite". Il ne sait pas pourquoi l'honorable ministre a choisi cette phrase, mais il veut assurer la Chambre qu'elle ne constitue pas un argument en faveur du bill. Il respecte les ministres autant que qui que ce soit, mais il ne voit pas que le fait que deux d'entre eux aient intérêt à cet élargissement suffise pour imposer un tel fardeau à la ville.

M.G. BALL (Nicolet): Dit que la ville avait, l'an dernier, conseillé des propriétaires de la rue Saint-Antoine de ne pas apporter d'améliorations à leurs propriétés puisqu'elles devaient être soumises à l'expropriation et il ne voit pas comment la cité peut s'y opposer maintenant. Les propriétaires de cette rue ont subi de lourdes pertes pour cette raison et il croit que la ville agirait sagement en procédant maintenant à ces expropriations.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Dit que la ville de Montréal serait fort disposée à exécuter l'élargissement de la rue Saint-Antoine et à effectuer d'autres améliorations si elle en avait les moyens. Mais il est bien connu que sa situation financière ne le lui permet absolument pas. La dette de Montréal atteint maintenant \$27,000,000, sur lesquels elle doit payer \$1,300,000 en intérêts chaque année et il demande si la Législature va laisser cette dette augmenter d'un autre million de dollars?

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): S'écrie qu'il est six heures.

À six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe cette Chambre qu'il a passé le bill (bill no 103) intitulé: "Loi amendement l'article 2250 du code civil", sans amendement.

Élargissement de la rue Saint-Antoine, Montréal

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Demande le consentement unanime de la Chambre pour remettre immédiatement à l'ordre du jour le bill (bill no 119) pour l'élargissement de la rue Saint-Antoine.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Refuse son consentement.

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Donne avis de motion pour que son bill soit porté à l'ordre du jour pour demain.

Élargissement de la rue Notre-Dame, Montréal

M. C. LANGELIER (Lévis) pour M. D.-J. DÉCARIE (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Montréal no 6 (l'honorable J.J.E. Guerin), que le bill (bill no 76) amendement la charte de la cité de Montréal et en particulier la loi 59 Victoria, chapitre 49, soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5) pour M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W.A. Weir) que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots: "dans six mois, à dater d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise: et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Atwater, Bickerdike, Chicoyne, Claperton, Dessaulles, Garneau, Robitaille, Shehyn, Stephens, Weir, 10.

CONTRE: MM. Ball, Béland, Bourbonnais, Carbray, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chênevert, Cherrier, D'Auteuil, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Delaney, Gillies, Girard, Grenier, Guerin, Lacombe, Lalonde, Langelier, Lislois, Major, Marion, Petit, Robidoux, Rocheleau, Talbot, Watts. 30.

L'amendement est rejeté.

La proposition principale est adoptée et le bill est lu pour la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code de procédure civile, amendement

M. C. LANGELIER (Lévis): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. A. Robitaille), que le bill (bill K) du Conseil législatif intitulé "Loi amendement le code de procédure civile" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Interpellations:

W. Gamache, hôtelier

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4) pour M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): 1. William Gamache, de Montmagny, tient-il un hôtel licencié, depuis le mois de mai dernier?

2. Dans l'affirmative, a-t-il payé ce qui est exigé par la loi pour une licence, et quand?

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):

1. Oui 2. OUI; il a payé \$50 00 à compter de sa licence, le 24 juin dernier, et la balance à différentes époques, depuis.

Cour de magistrat à Trois-Pistoles

M. A. PLANTE (Beauharnois): Le gouvernement a-t-il récemment établi une cour de magistrat à Trois-Pistoles?

Dans l'affirmative, à la demande de quelles personnes?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Oui. À la demande du préfet du comté de Témiscouata et d'autres intéressés des Trois-Pistoles. et sur la recommandation du député du comté.

O. Lamothe

M. P.-E. LEBLANC (Laval): M. Ovide Lamothe, cultivateur, de Saint-Bonaventure-d'Upton, est-il à l'emploi du gouvernement comme surnuméraire ou autrement?

Dans l'affirmative, depuis quand; quelles sont ses fonctions?

Quel salaire retire-t-il?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Non.

Achat du livre "Louisiane, Mexique, Canada"

M. C. LANGELEIR (Lévis): Le gouvernement de la province a-t-il acheté, au cours de l'année 1891, trois cents exemplaires d'un livre intitulé: Louisiane, Mexique, Canada?

Le dit ouvrage a-t-il été distribué?

Dans la négative, pourquoi?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Oui. Plus de la moitié a été distribuée.

Demande de documents:

Crédit agricole

M. A. PLANTE (Beauharnois): Propose, appuyé par le représentant du Lac-Saint-Jean (M. J. Girard), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toute correspondance avec le gouvernement, au sujet de rétablissement d'un système de crédit agricole dans la province.

Il fait valoir les revendications de la classe agricole pour susciter l'intérêt de la Chambre et de la province. Le système de crédit agricole s'est avéré efficace en Belgique, en France et en Allemagne, et il est d'avis qu'il serait avantageux pour les fermiers de la province.

Il dit qu'il a fait une étude sérieuse des travaux opérés en France dans ce sens et des résultats obtenus sous la puissante impulsion de M. Méline.

Durant la période électorale, tous les candidats prennent à coeur les intérêts des fermiers. Il croit que c'est au tour de la Chambre de prendre quelques initiatives pour démontrer que son intérêt n'est pas uniquement du verbiage. Cette question de crédits agricoles a été discutée à son élection, dit-il, et il demande à la Chambre de se pencher sérieusement sur cette question. Ce système a donné d'excellents résultats dans d'autres pays et il est temps que les fermiers de cette province en bénéficient.

Il presse le gouvernement de mettre ce projet à exécution, l'assurant qu'il aurait l'appui des deux côtés de la Chambre.

Il suggère la nomination d'une commission durant les vacances pour projeter l'établissement d'un système quelconque qui consentirait de l'argent à la classe agricole à de meilleurs taux que ceux qu'elle obtient actuellement.

Cette commission étudierait le fonctionnement des systèmes établis dans différents pays et la possibilité pour la province d'établir un système de crédit sous son contrôle. Il ajoute qu'en faisant cette demande il remplissait un des engagements pris envers ses électeurs lors de son élection dans Beauharnois.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Félicite le député de Beauharnois pour son discours et le remercie d'avoir attiré l'attention de la Chambre sur cette question. Il reconnaît l'utilité pour la province et pour la classe agricole d'une institution du genre de celle qu'il préconise et dont il a également étudié le fonctionnement en France. Il ajoute qu'il a reçu de M. Fabre, délégué canadien à Paris, des copies des débats de l'Assemblée nationale française à ce sujet.

Le ministre n'oublie pas ce qu'il doit à l'agriculture, mais il ne faut pas oublier que la situation n'est pas la même ici qu'en France, où la propriété est divisée, morcelée et qu'elle a besoin de se défendre. D'un autre côté, dans la province de Québec, il faut malheureusement le constater, la valeur des fermes a diminué en proportion des emprunts contractés sur ces fermes. D'ailleurs le cultivateur, ici, peut emprunter si réellement il offre des garanties à des taux de 5 pour cent, parfois même à un taux aussi bas que quatre pour cent, ce qui est beaucoup plus bas qu'en France.

En résumé, le gouvernement va continuer l'étude de la question et si l'on peut s'arrêter à un projet pratique, il ne faillira pas à son devoir, et l'honorable ministre déclare que pour ce qui le regarde personnellement, il fera tout son possible pour tenter d'arriver à une solution favorable, convaincu d'ailleurs qu'il peut compter sur l'appui de toute la députation. Il y a probablement moyen d'arriver à une solution, mais le gouvernement n'adoptera pas le système à moins de recevoir un plan très bien structuré.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Félicite le député de Beauharnois (M. A. Plante) pour l'étude qu'il a faite de cette question et pour la façon habile avec laquelle il a traité ce sujet.

Il réalise pleinement lui-même l'importance de cette question qui est d'un grand intérêt pour toute la population agricole qui forme l'élément le plus important de notre province.

Il remercie le ministre de l'Agriculture (l'honorable F.-G.-M. Dechêne) de sa réponse et lui promet son concours, car ce n'est pas une question partisane. Il aimerait que le gouvernement continue l'étude de cette question et il ajoute qu'à titre de chef de l'Opposition, il offre sa collaboration entière à ce projet.

Il fait remarquer que l'établissement du crédit foncier à Montréal avait abaissé le taux d'intérêt sur les transactions hypothécaires et qu'une institution du même genre aurait le même effet pour les emprunts agricoles; mais il ne croit pas nécessaire de nommer une commission spéciale à cette fin. Selon lui, le comité d'agriculture de la Chambre peut faire ce travail au début de la session prochaine; en tout cas, il doit se faire sans que l'esprit de parti intervienne.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que cette question est importante. Ce n'est pas une simple question d'affaires, mais un problème d'économie politique qui a soulevé les plus sérieuses discussions, mais dont l'étude est loin d'effrayer le gouvernement dès qu'il s'agit de l'intérêt des cultivateurs.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dit qu'il ne faut pas se dissimuler que le crédit agricole est d'une réalisation difficile.

Il est d'ailleurs de deux natures: 1. Le crédit foncier, 2. Le crédit sur le mobilier ou autrement dit sur la personne.

Quant au premier, c'est-à-dire aux prêts sur hypothèque, il ne faut pas y songer, car si le gouvernement emprunte pour prêter, il devra compter avec les pertes et par conséquent devra prêter à un taux plus élevé qu'il n'emprunte.

Mais quelles que soient les difficultés, la question n'en mérite pas moins toute l'attention de ceux qui ont à cœur les intérêts des cultivateurs.

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): Appuie la suggestion du député de Beauharnois et il est heureux de voir les deux partis unis sur cette question. Il dit qu'il s'est déjà occupé de ce sujet et lorsque les ministres ont visité le Lac-Saint-Jean en 1893 et 1894, il a attiré leur attention sur l'importance des caisses rurales, dans les adresses qui leur furent présentées à Saint-Félicien et à Saint-Joseph-d'Alma. En 1895 il attira de nouveau l'attention du gouvernement sur ce sujet dans un discours qu'il fit à la Chambre, et il déclare qu'il avait l'assurance de l'ancien gouvernement que cette idée serait mise à exécution s'il revenait au pouvoir.

On a dit que les intérêts sont moins élevés pour les cultivateurs et cela est vrai; mais il ne faut pas oublier que les cultivateurs ne peuvent emprunter que sur hypothèque, ce qui entraîne des dépenses considérables, tandis qu'aux caisses rurales ils pourraient emprunter au même taux qu'elles empruntent, plus ½ pour cent, pour les frais d'administration, c'est-à-dire à 3 pour cent, ce qui fait une différence de 40 à 50 pour cent. En présence de ces faits et des immenses services rendus en France par ces caisses, il est du devoir des hommes publics d'en presser l'établissement au plus tôt. Si cette idée ne peut être mise à exécution que par une loi fédérale, alors que le gouvernement s'entende avec ses amis d'Ottawa pour qu'il mette ce projet à exécution au plus vite.

La proposition est adoptée.

C. Lallier, hôtelier

M. G.-A. NANTEL (Terrebonne): Propose, appuyé par le représentant de l'Assomption (M. J. Marion), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de tous documents et correspondance se rapportant à la licence d'hôtel de Charles Lallier, de Sainte-Agathe-des-Monts, ainsi que copie de jugement rendu, à Sainte-Scholastique, par l'honorable juge H. Taschereau, renvoyant le bref "de mandamus" émis pour forcer le conseil du village de Sainte-Agathe-des-Monts à accorder audit Lallier une licence pour la vente de liqueurs spiritueuses.

Adopté.

Division du district judiciaire d'Arthabaska

L'ordre du jour appelant la Chambre en comité général pour étudier le bill (bill no 128) divisant le district judiciaire d'Arthabaska étant lu;

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a donné son assentiment à la présentation de ce bill.

M. W.J. WATTS (Drummond): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 5 (M. R. Bickerdike), que la Chambre se forme en comité général pour étudier ledit bill.

Adopté sur division.

En comité:

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Fait remarquer que dans sa rédaction actuelle, le bill prévoit la nomination d'un nouveau juge.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

M. W.J. WATTS (Drummond): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.
Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Licences

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant les licences. Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose: 1. Que sur l'honoraire de cinq piastres payable par tout requérant pour licence d'hôtel,

taverne, hôtel de tempérance, restaurant, magasin de liqueurs en gros ou en détail, trois piastres appartiendront à la couronne et deux piastres seront retenues par le percepteur du revenu de la province émettant la licence.

Adopté.

2. Qu'en sus de l'honoraire payable préalablement à l'obtention de toute licence, il devra être payé:

1. Sur toute licence pour la vente de liqueurs fermentées, embouteillées par le porteur de licence, s'il n'est pas brasseur, pour trois municipalités autres que les cités de Montréal et Québec, indiquées dans la licence, cent cinquante piastres, et pour chaque municipalité, en sus de trois, quarante piastres.

2. Sur toute licence pour vente de vin du pays produit par le vendeur:

(a) Dans la cité de Montréal, quatre-vingts piastres;

(b) Dans la cité de Québec, soixante piastres;

(c) Dans toute autre cité, quarante piastres;

(d) Dans toute ville constituée en corporation, vingt-cinq piastres;

(e) Dans tout village, quinze piastres;

(f) Dans toute autre partie de la province, dix piastres.

3. Sur toute licence pour une table de billard, de bagatelle, de trou-madame ou de mississipi, vingt-cinq piastres.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Ne comprend pas que les fabricants de vin canadien de la campagne ne paient que \$10.00 d'honoraires alors que ceux de Montréal paieront \$80.00 et ceux de Québec \$60.00. Tout le raisin qui sert à la fabrication du vin doit être importé et les gens de la campagne l'obtiennent de la même manière que les gens des villes.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Félicite le premier ministre de sa conversion au principe de la protection du vin canadien. Il espère que ce vin pourra ainsi être vendu à meilleur marché, ce qui empêchera les gens de boire des boissons plus fortes.

Il pense que les résolutions pourraient aller plus loin. Les résolutions permettent aux fabricants qui vendent leur propre vin de le faire aux taux mentionnés. Il aimerait que le privilège accordé au vendeur qui débite son propre vin s'étende à celui qui vend du vin canadien fabriqué par d'autres.

Adopté.

3. que dans toute poursuite intentée en vertu de la loi des licences de Québec, s'il est demandé une suspension de procédure ou une remise de l'instruction ou audition, par la défense, cette suspension ou remise ne sera accordée que si les frais du jour ont été préalablement payés par la défense, lesquels frais devront comprendre un honoraire de trois piastres à l'avocat de la poursuite.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Introduction de bills:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 25) concernant les licences.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Chemins de fer, dettes de construction et vente

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 28) modifiant la loi concernant les chemins de fer relativement au paiement de certaines dettes de construction et à la vente de ces chemins en certains cas.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'HONORABLE H.T. DUFFY (Brome): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chemin de fer urbain de Montréal

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Retire sa question de privilège concernant le bill (bill no 71) du chemin de fer urbain de Montréal, étant donné que ce bill est maintenant devant l'autre Chambre.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec plusieurs amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir:

Bill (bill no 150) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les corporations de ville".

Et (bill no 148) intitulé: "Loi concernant la conciliation".

Corporations de ville

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 150) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les corporations de ville". Les amendements sont lus deux fois.

Conciliation

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 148) intitulé: "Loi concernant la conciliation". Les amendements sont lus deux fois.

Travaux de la Chambre

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande au premier ministre (l'honorable F.-G. Marchand, Saint-Jean) si la date de la prorogation de la session a été fixée.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il espère que la Chambre pourra être prorogée mercredi, mais cet espoir semble d'une réalisation fort difficile.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Demande si quelque nouvelle mesure gouvernementale sera présentée ou si on doit s'attendre à quelque mesure surprise.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que, s'il y a quelque surprise à attendre, elle viendra de l'Opposition.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que du côté de l'Opposition il n'y a que quelques motions régulières qui ne provoqueront pas de longs débats et qui pourront être adoptées rapidement.

La séance est levée à dix heures et demie.

Séance du 7 mars 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à onze heures et demie.

Élargissement de la rue Saint-Antoine, Montréal

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), que le bill (bill no 119) amendement la charte de la cité de Montréal soit inscrit de nouveau sur l'ordre du jour pour troisième lecture.

Adopté.

Conciliation

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 148) intitulé: "Loi concernant la conciliation". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Code civil, article 972

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill no 129) amendement l'article 972 du code civil.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-R. ROY (Kamouraska): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code de procédure civile

M. C. LANGEIER (Lévis): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (bill K) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendement le code de procédure civile".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C. LANGEIER (Lévis): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Imposition des hypothèques

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, reprend le débat ajourné, vendredi, le 17 février dernier, sur l'amendement proposé à la motion portant, "que le bill (bill no 98) amendement le code municipal, afin de permettre l'imposition des hypothèques, soit maintenant lu la deuxième fois": et

lequel amendement comporte, que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans six mois à dater d'aujourd'hui", soient ajoutés à la fin de la question.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Allard, Atwater, Ball, Bédard, Bédard, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chênevert, Cherrier, Chicoyne, Clapperton, D'Auteuil, Décarie, Dechêne, Delaney, Dessaulles, Dorris, Duplessis, Flynn, Garneau, Gillies, Girard, Grenier, Guerin, Lacombe, Lalonde, Langelier, LeBlanc, Lislois, McDonald, Major, Marion, Parent, Pelletier, Petit, Plante, Rainville, Robitoux, Robitaille, Roy, Talbot, Turgeon, Watts, 47.

CONTRE: MM. Bickerdike, Cotton, De Grosbois, Duffy, Stephens, Weir, 6.

L'amendement est adopté.

La proposition principale, ainsi amendée, est adoptée.

Amélioration des cours d'eau

M. C. LANGEIER (Lévis): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. G.-C. Dessaulles), que le bill (bill P) du Conseil législatif intitulé: "Loi amendement la loi relative à l'amélioration des cours d'eau par les propriétaires riverains", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Ce projet de loi se lit comme suit:

1. L'article suivant est inséré dans les statuts refondus après l'article 5536:

"5536a. Néanmoins les propriétaires et occupants riverains sont tenus de permettre l'exécution de tous travaux entrepris, en vue de pourvoir d'eau les habitants de toute municipalité située dans les trente milles de leurs propriétés, ainsi que de permettre la prise de possession, en vue d'alimenter ces aqueducs et autres constructions hydrauliques, des lacs et rivières non navigables, étangs, sources et cours d'eau, le tout sujet à indemnité pour les sources réelles, tel que pourvu dans l'article précédent."

2. Toute disposition incompatible avec la présente loi est abrogée.

M. C.-B. MAJOR (Ottawa): Combat le projet de loi.

Il propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. E.-H. Laliberté), que le mot "maintenant" soit retranché, et que les mots "dans six mois, à dater d'aujourd'hui", soient ajoutés à la fin de la question.

L'amendement est adopté sur division.

La proposition principale, ainsi amendée, est adoptée.

Corporations de ville

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 150) intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les corporations de ville". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Interpellations:

Passes migratoires dans les digues et chaussées de la rivière des Outaouais

M. H. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Le gouvernement a-t-il l'intention d'obliger tous les propriétaires de moulins ayant des digues ou chaussées traversant le bras nord de la rivière Ottawa, à faire des passes migratoires dans ces digues ou chaussées?

L'HONORABLE S.-N. PARENT (Saint-Sauveur): La question est maintenant à l'étude.

Demande de documents:

Travaux de colonisation dans Charlevoix

M. P. D'AUTEUIL (Charlevoix): Propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. J. Bédard), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie des rapports de MM. Castonguay et Gauvreau, en 1895 et 1896, concernant les travaux de colonisation, dans le comté de Charlevoix, ainsi que copie de toute correspondance, requêtes, mémoires sur le même sujet, en 1897-98.

Adopté.

Licences

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 25) amendant la loi des licences de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité général de la Chambre.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Succession C. Lamothe

M. L.-P. CARDIN (Richelieu): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 123) concernant la succession de feu Charles Lamothe soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Catholic High School of Montreal

L'HONORABLE J.J.E. GUERIN (Montréal no 6): Propose, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable H.T. Duffy), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 126) constituant en corporation le "Catholic High School of Montreal" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

Loyola College

L'HONORABLE J. J. E. GUERIN (Montréal no 6): Propose, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable H.T. Duffy), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 60) constituant en corporation le "Loyola Collège" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

Ajournement

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable J. Shehyn), que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

À une heure cinq la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à trois heures et demie

Indemnité payée aux députés

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. H. Caron), que, vu les nombreuses absences causées par la maladie de certains députés, on n'en tienne pas compte, et que l'indemnité entière soit payée à chacun des députés.

Adopté.

Publication des débats

M. C. LANGELIER (Lévis): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial nommé pour étudier la question de la publication des Débats de cette Chambre. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Langelier pour son président:

Votre comité, conformément à l'ordre de référence de votre honorable Chambre, a ensuite étudié la question qui lui a été soumise, et a l'honneur de recommander:

Qu'il soit considéré dans l'intérêt public, pour le présent et pour l'avenir, de publier officiellement les Débats de l'Assemblée législative:

Que cette publication devrait s'étendre seulement à la discussion de toutes les questions d'intérêt public, classifiées comme suit:

1. Au débat sur l'adresse en réponse au discours du trône, à l'ouverture de chaque session:

2. Au débat du budget, en séance de la Chambre

Le rapport des délibérations du comité des subsides devra être résumé.

3. Aux discussions de toutes les mesures d'initiative ministérielle, en séance de la Chambre. Le rapport des discussions de ces mesures en comité général devant être résumé, afin d'aider à l'intelligence de la discussion générale, en séance de la Chambre.

4. Aux discussions de tous les bills publics d'initiative personnelle des députés, en séance de la Chambre.

5. Aux discussions relatives aux avis de motions pour adresses et ordres de la Chambre, ainsi qu'aux résolutions proposées, exprimant telles et telles vues sur telle et telle question de l'ordre politique et d'intérêt public.

Que, pour assurer la publication de ces Débats, une nouvelle branche du service de l'Assemblée législative devrait être organisée comme suit:

M. le greffier de l'Assemblée législative serait nommé l'officier responsable de la publication des Débats, sous le titre de "Directeur de la publication des Débats de l'Assemblée législative."

Deux sténographes français et un sténographe anglais, suffisamment compétents, seraient aux ordres de M. le Directeur des Débats, pour le rapport des discussions des questions précédemment énumérées.

Les discours seraient publiés dans la langue dans laquelle ils seraient prononcés.

Un nouveau comité spécial permanent serait nommé au commencement de chaque session, sous le titre de "Comité des Débats".

Le "Comité des Débats" déterminerait, au commencement de la prochaine session, les détails de l'organisation de cette nouvelle branche du service officiel de la Chambre, et fixerait les taux et le mode de rémunération de monsieur le "Directeur des Débats", et des sténographes à ses ordres.

Après l'étude qu'il en a faite, votre comité considère que les discussions d'une session, dans les limites fixées ci-haut, seraient facilement rapportées dans un volume de 900 à 1200 pages, soit une moyenne annuelle d'environ 1050.

Dans ces conditions, votre comité considère que la publication des Débats pourrait se faire au coût d'une somme relativement très modique, soit \$2,500 en chiffres ronds, si le montant en est comparé avec l'importance présente et historique de l'oeuvre, pour le progrès de notre population dans l'ordre politique et dans l'exercice de ses libertés publiques.

Monsieur l'Orateur,

J'ai l'honneur de proposer que la Chambre concoure dans le premier rapport du comité spécial chargé d'étudier la question de la publication des Débats de cette Chambre.

Après avoir entendu monsieur le greffier de cette Chambre exposer le plan de publication de ces Débats, le comité a été unanime à adopter les recommandations contenues dans son rapport, et dont lecture vient d'être faite.

En proposant à la Chambre de concourir dans les recommandations de ce rapport, je suis la

procédure de la Chambre des communes, à Ottawa, lorsqu'elle a concouru, à la session de 1874, dans le rapport de son comité, initiative qui a eu l'heureux résultat d'assurer l'entreprise de la publication des discussions parlementaires à la Chambre des communes, oeuvre si importante pour le pays tout entier, et pour les études historiques qui se feront plus tard sur le développement des destinées de la Confédération canadienne.

La lecture du rapport a convaincu, je n'en doute pas, mes honorables collègues que le mode de publication adopté et recommandé par le comité spécial unirait, dans la pratique, l'efficacité à l'économie. Lorsque les frais d'une oeuvre aussi utile et patriotique se limitent à la dépense de la somme relativement si modique de \$2,500, il me semble, M. l'Orateur, qu'il n'y a pas à hésiter.

En adoptant la motion que j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Montréal no 4 (M. A.W. Atwater), pour concourir dans les recommandations du rapport du comité, la Chambre n'est pas appelée à faire plus que d'exprimer son approbation et son désir de succès de l'entreprise. Le voeu, je dirai unanime, du comité et de la Chambre sera, je l'espère, réalisé.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Appuie la proposition du député de Lévis de concourir dans le rapport du comité spécial. Il pense que cette publication serait d'une grande importance non seulement pour les membres de la Chambre, mais aussi pour le pays et comme instrument de référence dans l'avenir. Il croit qu'un des premiers bons effets de cette mesure sera d'empêcher certains membres d'imposer à la Chambre des discours longs, inutiles et surtout de pure réflexion dont nous avons été accablés au cours de cette session. Si les députés savaient que tous leurs propos étaient fidèlement rapportés, ils s'abstiendraient dans plusieurs cas de les faire.

On peut se dispenser, peut-être, de rapporter entièrement tout ce qui se dit en Chambre mais, dit-il, il est utile de publier les débats sur l'adresse en réponse au discours du trône, le discours sur le budget, les motions de non-confiance, les ordres de la Chambre et quelques autres questions d'intérêt public.

En ce qui concerne la législation à caractère privé, il est du même avis que le comité, à savoir qu'il n'est pas nécessaire de la rapporter. La question des coûts a été soulevée, mais il est d'avis que, comparativement à l'importance de la question, cela ne devrait pas militer contre la réalisation de ce projet.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): A toujours regretté la disparition du Hansard, parce qu'aujourd'hui quand on veut trouver les déclarations antérieures d'un député à la Chambre, on est obligé de consulter les journaux de l'époque dont les rapports sont nécessairement écourtés. Il est heureux de constater l'unanimité du comité et de voir que le travail serait soumis à la surveillance et direction du greffier de la Chambre dont la compétence en ce genre de travaux est si incontestablement établie. Il ne croit pas que la dépense doive être un obstacle.

L'Opposition est parfaitement d'accord avec l'idée exprimée par les députés du comité. Il ne voit pas la nécessité de rapporter entièrement tout ce qui se dit en Chambre, mais si l'on s'en tient à la portée pratique et non à des exhibitions d'éloquence intéressée sinon intéressante, il verra avec plaisir reprendre la publication des Débats. Le choix devra être pratique et intelligent. Seules les idées et les expressions d'idées d'intérêt notoire devront figurer dans ces documents.

Il est d'avis que tous les débats importants de la session doivent être conservés puisqu'ils font partie de notre histoire nationale. Quant aux dépenses, il les considère minimales en comparaison de l'importance du projet.

Il est important qu'un député qui reprend les paroles d'un autre député, le fasse avec précision. Actuellement, seuls les journaux rapportent les débats et ils ne sont pas toujours précis. Il est d'avis que cette question devrait recevoir l'appui de la Chambre.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Aimerais que cette motion reste en suspens. Le gouvernement ne s'est pas encore exprimé sur la position qu'il entend adopter sur cette question, et c'est pourquoi il est d'opinion que la Chambre ne se prononce pas sur cette motion tant que le gouvernement n'aura pas annoncé sa décision.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Fait remarquer que la proposition du député de Lévis (M. C. Langelier) se borne à approuver le principe, sans recommander les dépenses nécessaires à la réalisation du projet.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable J. Shehyn), que la discussion soit ajournée.

Cette dernière proposition est adoptée.

Subsides

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable J. Shehyn), que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. A.-N. DUFRESNE (Rouville): Propose, appuyé par le représentant de Nicolet (M. G. Ball), que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "cette Chambre regrette d'avoir à constater que le gouvernement, malgré les protestations des membres qui le composent et celles de ses amis politiques, contre les taxes, ait conservé et sanctionné toutes celles qui existaient lors de son avènement au pouvoir, y compris les taxes sur les corporations commerciales, les successions et les contributions pour l'entretien des aliénés dans les asiles".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Atwater. Ball. Carbray, Chicoyne. D'Auteuil. Dufresne. Duplessis, Flynn, Girard, Grenier, LeBlanc, McDonald, Marion, Normand, Pelletier, Plante, 16.

CONTRE: MM. Allard, Béland, Bickerdike, Bissonnette, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Chênevert, Chénier, Cotton, Décarie, Dechêne, de Grosbois, Delaney. Dessaulles, Dorris, Duffy, Garneau. Gillies, Gosselin, Guerin, Hunt. Lacombe. Lalonde. Langelier, Lislois, Major, Marchand, Parent, Rainville. Robidoux, Robitaille, Roy, Shehyn. Talbot. Turgeon, Watts, Weir, 42.

L'amendement est rejeté.

La proposition est adoptée.

En comité:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, 1. Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les frais généraux du département des Terres, Forêts et Pêcheries: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas seize mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses de pêche et de chasse par le département des Terres, Forêts et Pêcheries: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le compte courant du département des Terres, Forêts et Pêcheries: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du département des Terres, Forêts et Pêcheries en rapport avec la protection des forêts: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour la publication de cartes régionales, par le département des Terres, Forêts et Pêcheries: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les chemins de colonisation: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'arpentage: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté

pour les asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses occasionnelles; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les conférences sur l'agriculture; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Élargissement de la rue Saint-Antoine, Montréal

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Vaudreuil (M. E. Lalonde jr), que le bill (bill no 119) amendement la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W.A. Weir), que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de faire l'amendement suivant:

Clause 1, dans la seconde ligne du paragraphe a, le mot "may" soit substitué au mot "shall", dans la version anglaise.

L'amendement est rejeté sur une division de 26 à 15.

Et la question principale étant de nouveau proposée;

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W.A. Weir), que les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots "renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre, avec instruction de l'amender comme suit:

1. En substituant le mot "pourra" aux mots "sera tenu de" dans la 2ième ligne du paragraphe (a) la clause 1.

2. En remplaçant la sous-section (c) de la section 1, par la suivante: "1/3 par les propriétaires expropriés, 1/3 par la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal et la balance ou 1/3, par la cité de Montréal, et devra être collectée de la même manière que les taxes générales".

Il produit une protestation du conseil de ville, adoptée par un vote de 19 à 1, contre l'adoption de ce bill. Il produit aussi un état dressé par le trésorier, M. Robb, constatant que cette expropriation coûterait \$1,000,000. Il ajoute qu'il est persuadé que le fardeau qu'on se propose d'imposer à la ville n'est guère équitable.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): S'oppose à cet amendement attendu que la ville repousse absolument l'élargissement. Le fait de payer la moitié ou le tiers ne change rien à la situation. Il est entièrement opposé à l'élargissement et il n'accepte aucun compromis.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Atwater, Bickerdike, Chicoyne, Dechène, Dessaulles, Dorris, Garneau, Gillies, Grenier, Hunt, Pelletier, Rainville, Robitaille, Watts, Weir, 15.

CONTRE: MM. Allard, Ball, Bédard, Béland, Bissonnette, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Chênevert, Cherrier, Décarie, Delaney, Dufresne, Girard, Gosselin, Guerin, Lacombe, Lalonde, Langelier, Lislois, Major, Parent, Roy, Turgeon, 26.

L'amendement est rejeté.

Et la question principale étant de nouveau proposée;

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W.A. Weir), que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots: "dans six mois, à dater d'aujourd'hui", soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Atwater, Bickerdike, Chicoyne, Cotton, Dechène, Dessaulles, Dorris, Garneau, Gillies, Hunt, Marchand, Pelletier, Rainville, Robitaille, Roy, Shehyn, Watts, Weir, 18.

CONTRE: MM. Allard, Ball, Bédard, Béland, Bissonnette, Blanchard, Bourbonnais, Carbray, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Chênevert, Décarie, Delaney, Dufresne, Girard, Gosselin, Guerin, Lacombe, Langelier, Lislois, Major, Parent, Petit, Turgeon, 25.

L'amendement est rejeté.

Et la question principale, "que le bill soit maintenant lu la troisième fois", étant proposée, elle est résolue affirmativement.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Licences

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 25) amendement la loi des licences de Québec soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable J. Shehyn), que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. M. MCDONALD (Bagot): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M.L.T.-N.-L.-N. Duplessis), que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants:

"Le 26 janvier 1893, l'honorable M. Marchand, alors chef de l'Opposition et maintenant premier ministre, exprimait l'opinion par motion, Qu'il était nécessaire d'opérer, sous le plus court délai possible, les réformes et les retranchements suivants, dans notre système administratif:

1. Abolition du Conseil législatif;
2. Abandon de Spencer Wood, comme résidence officielle du lieutenant-gouverneur;
3. Diminution du nombre des ministres au plus bas chiffre qui soit compatible avec le bon fonctionnement du gouvernement de cette province;
4. Suppression de tous les subsides de chemins de fer actuellement périmés, à cause du non accomplissement des conditions, ou de l'expiration des délais sous lesquels ils ont été octroyés;
5. Réorganisation du service public dans tous les départements et réduction du nombre des employés au chiffre strictement requis pour la conduite effective de ces services sur un pied d'affaire;
6. Suppression, d'ici à ce que le rétablissement de notre condition financière le permette, de tous les octrois législatifs, sauf ceux qui sont essentiels à l'instruction publique, aux institutions de charité d'utilité reconnue et au progrès réel de l'agriculture et des industries dans notre province.

Et cependant, cette Chambre constate qu'en dépit de l'opinion solennellement exprimée par celui qui est maintenant le premier ministre, rien n'a été fait par le gouvernement pour racheter les engagements que comporte cette motion, tous les articles de ce programme ayant été méconnus et foulés aux pieds."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Atwater, Ball, Bédard, Carbray, Chicoyne, D'Auteuil, Dufresne, Duplessis, Flynn, Grenier, LeBlanc, McDonald, Manon, Normand, Pelletier, Plante, 16.

CONTRE: MM. Allard, Béland, Bickerdike, Bissonnette, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chênevert, Cherrier, Cotton, Décarie, Dechêne, Delaney, Dessaulles, Dorris, Duffy, Garneau, Gillies, Girard, Gosselin, Guerin, Hunt, Lacombe, Lalonde, Langeier, Lislois, Major, Marchand, Parent,

Petit, Rainville, Robidoux, Robitaille, Roy Shehyn, Turgeon, Watts, Weir. 41.

L'amendement est rejeté.

La proposition principale est ensuite adoptée.

En comité:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, 1. Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres frais casuels; pour couvrir l'augmentation accordée d'après le taux stipulé au contrat de l'asile Saint-Jean-de-Dieu ainsi que l'augmentation du nombre des patients dans les asiles: pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et dix-huit mille quatre cent cinquante-cinq piastres et vingt centins soit accordée à Sa Majesté pour l'administration de la justice; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas cinquante et un mille sept cent dix-huit piastres et vingt centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée législative; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas cinquante-huit mille neuf cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles industrielles et de réforme, y compris les dépenses casuelles: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses de la Gazette officielle de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles du soir; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Bureau provincial d'hygiène S.R.Q., titre 7, chapitre 3, section 1: pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses en rapport avec le vaccin, y compris l'inspection; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile Belmont, Institut McKay, subvention, pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté

comme une aide au Monument national. Montréal, sous le contrôle de l'Association Saint-Jean-Baptiste de cette ville (constituée en corporation en vertu de la 51-52 Victoria, chapitre 65, tel qu'amendée par 55-56 Victoria, chapitre 85, 3ième de 5 paiements égaux, sujet aux conditions de l'ordre en conseil no 187, du 29 mai 1896; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Interpellations:

Honoraires sur la commission du coroner Constantin

M. J. GIRARD (Lac-Saint-Jean): 1. Le docteur Constantin, de Roberval, n'ayant pas payé d'honoraires sur sa commission de coroner, tel que constaté par la réponse de l'honorable M. Dechêne, enregistrée aux Procès-verbaux de la Chambre, à la page 245, l'a-t-il reçue quand même?

2. Le gouvernement a-t-il aboli les honoraires sur commission de coroner, ou a-t-il fait un cas particulier pour le docteur Constantin?

3. Le docteur Constantin a-t-il agi comme coroner?

4. Le gouvernement lui a-t-il payé quelque somme comme tel?

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): 1. Non; 2. Non; 3. Oui; 4. Non.

Association agricole de Trois-Rivières

M. L.-P.-P. CARDIN (Richelieu): Quel montant d'argent l'association agricole du district des Trois-

Rivières a-t-elle reçu du gouvernement provincial, depuis sa fondation?

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet):

26 janvier 1897	
(année 1896-97).	\$ 5,000.00
29 septembre 1897	
(année 1897-98).	5,000.00
Octroi additionnel 10 février 1898	
(année 1897-98).	3,000.00
Total.	\$13,000.00

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (bill no 49) intitulé: "Loi concernant le village de Verdun", avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Village de Verdun

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill (bill no 49) intitulé: "Loi concernant le village de Verdun". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable J. Shehyn), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle le soit jusqu'à demain, à onze heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à cinq heures.

Séance du 8 mars 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à onze heures vingt.

Accusation de corruption

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Soulève une question de privilège au sujet des accusations portées par le député de Montmorency (M. E. Bouffard) à l'effet qu'on avait fait des tentatives de corruption contre lui et qu'il y avait des membres de la Chambre qui se vendaient comme des moutons. Il dit que des accusations de cette nature jetaient un tel discrédit sur les mandataires du peuple que l'Assemblée était tenue, pour l'honneur de la province, de ne pas les laisser passer sous silence.

Les députés devaient protester hautement, et celui qui avait proféré les dénonciations déjà répandues dans tout le pays devait être sommé de préciser et de procéder régulièrement afin que justice soit faite. Il demande au gouvernement d'agir pour que la députation ne reste pas sous le coup d'une possible accusation et pour que les coupables, s'il y en a, soient punis.

Si ces accusations sont fondées, on devrait tenir une enquête pour étudier à fond cette question. On ne devrait pas tolérer que de telles accusations demeurent incontestées. (1)

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Appuie la demande du député de Montréal no 5. Il insiste pour que le gouvernement ordonne une enquête. Il ajoute toutefois qu'il ne croit pas qu'il y ait des membres de la Législature qui soient compromis comme l'a soutenu le député de Montmorency, mais, en même temps, une enquête complète, croit-il, est nécessaire parce que l'honneur de chaque député de la Chambre est en cause.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Croit que de telles accusations devraient être discutées sérieusement.

Il déclare que tous et chacun des députés de la Chambre devraient se lever et affirmer qu'ils n'ont pas reçu un sou pour la législation privée. La Chambre passe actuellement pour une Chambre corrompue.

Il n'est pas au courant que quelqu'un ait été compromis, mais il sait que de telles accusations ont été portées tout au long de cette session.

Il fait allusion aux députés avocats qui soutiennent, dans les comités, des bills pour lesquels les services légaux de leurs associés sont retenus.

Le gouvernement est à blâmer pour cette situation qui est intolérable. Lui-même admet sa part de responsabilités du fait qu'il ne s'est pas préoccupé de cette question plus tôt.

Il cite le Parlement impérial comme modèle de pureté politique.

M. C. LANGELIER (Lévis): Ne croit pas que l'honneur de la Chambre soit affecté comme la prétend le député de Huntingdon. Le cas soulevé par le député de Montmorency (M. E. Bouffard) est un cas particulier et, d'ailleurs, il n'a pas eu de suite. Il croit que cette question n'aurait pas dû être soulevée. Nous avons seulement la parole du député de Montmorency qui a fait cette déclaration à une heure tardive et peut-être que ce dernier ne s'en souvient même plus. On a insinué que les députés de la Chambre se laissaient acheter et il s'élève contre cette accusation. Il ne voit aucune raison qui empêche l'associé d'un député de se présenter devant un comité de la Chambre, alors qu'on accepte qu'un avocat plaide devant son frère ou son père qui est juge. Les législateurs, dans des questions de législation privée, agissent comme juges, et l'on ne doit pas présumer qu'ils se laissent influencer pour des raisons d'amitié plus facilement que des juges. Il ajoute qu'aucun député n'a le droit de venir en Chambre insulter les députés, comme l'a fait le député de Huntingdon, sans avoir fait une enquête.

Il proclame que la Législature de Québec, dans cette province française, est parfaitement honnête, et beaucoup plus honnête même que les Législatures d'Angleterre. Il signale les scandales qui ont éclaboussé la réputation de la Chambre des Lords.

Il ajoute que le député de Huntingdon a bien mauvaise grâce d'amener le Parlement anglais comme comparaison dans les présentes circonstances. Le scandale Hooley est encore trop frais à la mémoire de tout le monde.

Il proteste au nom de l'honneur de l'Assemblée.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il n'était pas en Chambre quand la question a été posée. Il comprend que le député a posé une question de privilège au sujet de l'affirmation faite par le député de Montmorency (M. E. Bouffard). Il exprime son regret d'un incident aussi regrettable. L'honneur de la Chambre lui tient à cœur et il ne veut pas que l'on publie un fait quelconque qui ternirait la réputation de la Législature. Il tient absolument à déclarer qu'il ne croyait pas un mot de ces rumeurs et que si un député avait reçu une offre, ou avait été l'objet d'une proposition, son devoir était d'abord de dénoncer celui qui l'avait approché.

Il examinerait le cas de la même manière qu'un juge et n'agirait pas sans preuves. Si une accusation définie et régulièrement dressée était mise sur le tapis, il proposerait lui-même l'expulsion du parlementaire qui aurait forfait à son mandat, cependant on ne peut agir sans preuve.

Le député de Montmorency a porté une accusation grave. Il regrette que ce député ne soit pas en Chambre, car il lui demanderait de nommer la

(1) Les accusations ont été portées en Chambre, samedi le 4 mars 1899, lors de l'étude du bill (bill no 71) du chemin de fer urbain de Montréal.

personne qui lui a fait cette offre; il insisterait, de plus, pour obtenir tous les faits pertinents, ainsi que d'autres qu'il pourrait connaître. Il espère qu'il donnera des noms lorsqu'il sera de retour. Si des informations sont obtenues, il portera la question devant le comité des privilèges. C'est la façon normale de procéder.

Pour sa part, il tient à protester contre une accusation générale portée contre la Chambre d'être une Législature corrompue.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Applaudit sans réserve, au nom de l'Opposition, à la déclaration du chef du gouvernement. Il s'élève contre les prétentions au monopole de la vertu que s'arroge en tout temps le député de Huntingdon. Les déclarations de ce dernier sont une insulte à tous les membres de cette Chambre, sans exception. Il croit que tous les membres de la Chambre sont honorables.

Il diffère d'opinion dans l'interprétation des propos du député de Montmorency. Si on l'a bien renseigné, ce député n'a pas porté d'accusation, il a tout simplement dit, qu'après avoir voté pour un projet de loi, on lui avait offert \$100 en paiement de ses services professionnels pour continuer à travailler en faveur du bill, ce qu'il a refusé. Cela est mal, sans doute, mais n'implique aucunement l'honneur de la Chambre.

Quant aux avocats qui sont associés à un député, il peut parler d'une façon désintéressée, puisqu'il s'est objecté à ce qu'un de ses associés agisse devant un comité, mais il ne s'y oppose pas. Il est du même avis que le député de Lévis (M. C. Langelier) en ce qui concerne les avocats qui sont associés à un membre de la Chambre. Il trouve ridicule de s'opposer à ce qu'un avocat associé dans une étude à un député de la Chambre, ne puisse, pour cette raison, participer à des travaux de législation parlementaire. Malgré ce qu'en dit le député de Huntingdon, ces avocats pourront continuer encore à venir tant qu'une règle de la Chambre ne les en empêche pas. Il rappelle que le député de Huntingdon a tenté d'introduire un bill à ce sujet, il y a quelques années, mais que ce bill n'avait pas été adopté.

Ces avocats remplissent un devoir que leur imposent leurs fonctions, et ce n'est sûrement pas si grave que celui des nanabs opulents intéressés dans des expropriations et des entreprises foncières ou de chemins de fer, qui posent à la vertu, tonnent contre les bills affectant leurs intérêts, se dérobent et disparaissent quand il faudrait voter contre leur bourse pour se conformer à leurs vertueuses professions de foi.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Dit que cette discussion à propos des associés ayant le droit de venir devant les comités lui rappelle le vieux proverbe: "Qui s'excuse, s'accuse". Les avocats sont les pires contrevenants...

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): À l'ordre.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Essaie de continuer à parler.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Que voulez-vous dire par ces mots? M. l'Orateur, je rappelle l'honorable député à l'ordre.

Il défie le député de Huntingdon de lancer une accusation spécifique plutôt que de continuer à faire des insinuations contre les membres de la Chambre, comme il le fait depuis des années. Il y a des gens dans cette Chambre qui, lorsqu'ils n'ont aucun intérêt dans les expropriations discutées en Chambre, pensent que tous les autres députés sont malhonnêtes. Lorsque des gens jugent les autres malhonnêtes, c'est mauvais signe pour eux. Il demande quelle a été la conduite de l'honorable ministre au sujet d'une expropriation dont il a été question récemment. Les honorables députés de cette Chambre croient-ils à l'honnêteté de ce monsieur dans ce cas? Sur les questions d'expropriation, le député de Huntingdon sait bien protéger ses intérêts.

Il lance un appel à cet honorable ministre, lui disant, s'il n'est pas complètement dépourvu de sentiments, de porter des accusations spécifiques dont on pourrait obtenir des preuves ou alors de cesser d'insulter les membres de la Chambre et les avocats qui viennent devant les comités.

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Remarque que le député, de Dorchester a apparemment tiré une mauvaise conclusion des remarques précédentes. Il dit avoir parlé de rumeurs qui circulaient relativement à l'influence que peuvent subir les députés; on devrait s'efforcer de faire cesser cette situation, ou, si elle est vraie, on devrait faire enquête. Il ne croit pas qu'aucun membre soit coupable de telles accusations, mais si elles s'avèrent véridiques, elles devraient être mises au jour immédiatement. Ces rumeurs qui circulent nuisent certainement à la Législature.

M. W.A. WEIR (Argenteuil): Émet l'opinion que la Chambre devrait établir une règle exigeant l'enregistrement et certaines autres formalités des agents parlementaires afin d'en limiter le nombre et de mettre, autant que faire se peut, la Chambre à l'abri des tentatives d'influence induite ou subornation, comme cela se pratique ailleurs.

Il sait qu'on a offert de l'argent à deux députés de cette Chambre pour avoir appuyé certains projets (1). Ils ont refusé. Si l'on a pressenti ces deux députés, il se peut que d'autres aussi aient été sollicités. En même temps, des agents parlementaires ont agi de la même façon. Il devrait y avoir une règle de la Chambre concernant les agents parlementaires.

La Chambre doit faire tout son possible pour se protéger contre les rumeurs qui circulent à Montréal, d'après les dires de plusieurs, à l'effet que des personnes se seraient servies de la Chambre pour certains projets. Dernièrement, un homme important de Montréal s'est vanté d'avoir tiré profit de la Législature.

M. W.J. WATTS (Drummond): Dit qu'il lui semble que le devoir de tout député qui a été approché,

(1) La Presse (8/3/99, p. 4) et le Monde canadien (9/3/99, p. 2) parlent de "quatre" députés au lieu de deux.

est de se lever en Chambre et de dénoncer celui qui l'a approché.

M. L'ORATEUR: Déclare que l'incident est clos.

Commissaires d'écoles de Saint-Henri

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 3 (M. H.-B. Rainville), que l'honoraire payé pour le bill [bill no 57] amendant la loi autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Henri, dans le comté de Hochelaga, à émettre des obligations, soit remis moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill est devenu nécessaire par suite d'un amendement fait par cette Chambre, à un même bill, à la dernière session, lequel amendement rendait la loi demandée inapplicable et aussi parce que ce bill est demandé pour une institution scolaire.

Adopté.

Demande de documents:

Exposition de Paris

M. A. PLANTE (Beauharnois): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. L.-T.-N.-L.-N. Duplessis), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie des arrêtés en conseil et de la correspondance échangée entre le gouvernement de la province de Québec et celui du Canada, au sujet de la représentation de la province à l'Exposition de Paris en 1900, de l'étendue du terrain réservé à la province, à la dite exposition, et un état des mesures adoptées pour que la province puisse participer à cette exposition, de manière à lui faire honneur et à favoriser sa prospérité.

Il considère de la plus haute importance que la province soit bien représentée à cette exposition où le monde entier sera présent. Un bon kiosque d'exposition aurait comme effet d'attirer les investisseurs dans ce pays. Il regrette que le gouvernement n'ait pas demandé un crédit plus grand que \$3,000 pour une exposition si importante.

Il dit qu'il ne parle pas au nom de l'Opposition, mais en son nom personnel, mais il ne croit pas cette somme suffisante pour assurer une représentation convenable à la province. \$1800 sont déjà dépensés sur cette somme et on aura encore beaucoup de frais à couvrir. La Colombie-anglaise a voté \$15,000 pour ce même objet. La province de Québec devrait faire un effort. C'est peut-être le meilleur moyen d'assurer une extension de relations commerciales avec l'ancienne mère patrie. Il suggère surtout la confection d'une brochure bien faite destinée à renseigner le public français sur les avantages de la province au point de vue commercial.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Dit qu'il a été très difficile pour les colonies d'obtenir

entrée à l'exposition et que, par conséquent, il était impossible pour la province d'avoir une exposition séparée.

L'exposition sera faite au nom du Canada qui paiera une partie des frais.

La province a voté \$3,000, et des préparations sont en marche, mais on a constaté que c'est le Canada qui présente l'exposition. Il n'y a pas lieu de faire de grosses dépenses, puisque c'est la section canadienne qui représentera toutes les provinces du Dominion. Il aurait préféré avoir une section séparée pour la province de Québec, mais l'espace est limité. Le gouvernement fédéral assume la direction générale du pavillon canadien, mais notre province a déjà pris les mesures nécessaires pour faire connaître aux nations civilisées ses richesses, et aussi pour montrer qu'elle est aussi développée que les autres pays dans les domaines de la science, du commerce et de l'industrie.

Il y a actuellement deux propositions quant à la représentation des provinces. Soit que chaque province nomme ses représentants, ou soit que le gouvernement fédéral les choisisse. Il regrette que la province ne puisse avoir un espace plus grand à l'exposition afin de la faire mieux connaître au pays qui l'a d'abord fondée.

La proposition est adoptée.

Seigneurie de Lauzon

M. C. LANGELIER (Lévis): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. A. Robitaille), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie du rapport de J.-C. Langelier, au sujet de la réduction des rentes de certains censitaires, dans la seigneurie de Lauzon.

Il montre dans quel état se trouve l'imposition des rentes et leur mauvaise répartition qui fait plus payer à certaines mauvaises fermes qu'aux bonnes, et il appelle avec beaucoup d'insistance l'attention du gouvernement sur la demande de réduction de rentes. Il a d'ailleurs confiance qu'il sera fait droit à sa demande. Il rappelle qu'en 1890, l'honorable F.-X. Lemieux a déjà attiré l'attention de la Chambre sur cette question. Une enquête fut alors faite par le Dr Guay, concluant à la réduction de ces rentes. Ce travail est resté sans résultat par suite du renvoi d'office du gouvernement Mercier qui s'était prononcé en faveur d'une réduction des rentes. Il croit comprendre que le rapport de M. J.-C. Langelier arrive à la même conclusion et il demande au gouvernement d'intervenir.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Déclare que le gouvernement allait s'occuper immédiatement de cette question et que son gouvernement verrait à faire cesser les injustices que venait de signaler le député de Lévis.

Adopté.

Village de Verdun et paroisse de la Côte-Saint-Paul

L'HONORABLE G.W. STEPHENS (Huntingdon): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 78) détachant une certaine partie de la municipalité de la corporation du village de Verdun pour l'annexer à la municipalité de la paroisse de la Côte-Saint-Paul, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill (bill no 14) intitulé: "Loi relative au délai accordé pour compléter les travaux sur certains chemins de fer et concernant certains subsides aux chemins de fer";

Bill (bill no 24) intitulé: "Loi amendant la loi concernant les asiles d'aliénés";

Bill (bill no 27) intitulé: "Loi amendant la loi électorale de Québec, 1895";

Bill (bill no 28) intitulé: "Loi amendant la loi concernant les chemins de fer, relativement au paiement de certaines dettes de construction et à la vente de ces chemins, en certains cas";

Bill (bill no 30) intitulé: "Loi amendant la loi concernant les terres publiques";

Bill (bill no 70) intitulé: "Loi concernant la succession Joël Leduc";

Bill (bill no 132) intitulé: "Loi amendant l'article 548 du code municipal";

Bill (bill no 136) intitulé: "Loi amendant le code civil, relativement au privilège des "voyageurs", bûcherons et autres";

Bill (bill no 137) intitulé: "Loi amendant la loi concernant les ingénieurs civils".

Et aussi le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill (bill no 10) intitulé: "Loi amendant la loi concernant l'inspection des compagnies d'assurance et autres compagnies".

Bill (bill no 29) intitulé: "Loi validant certains transports de biens des successions sujettes aux droits imposés par l'article 1191b des statuts refondus".

Et bill (bill no 65): "Loi refondant les lois organiques de la corporation de la ville de Farnham".

Inspection des compagnies d'assurance et autres compagnies

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill (bill no 10) intitulé: "Loi amendant

la loi concernant l'inspection des compagnies d'assurance et autres compagnies". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Transports de biens des successions

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill (bill no 29) intitulé: "Loi validant certains transports de biens des successions sujettes aux droits imposés par l'article 1191b des statuts refondus". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Corporation de Farnham

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 65) intitulé: "Loi refondant les lois organiques de la corporation de la ville de Farnham". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Règles de procédure

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial nommé pour étudier la question des meilleures règles de procédure à suivre par les comités permanents et spéciaux. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable Orateur de l'Assemblée législative pour son président.

Votre comité a aussi l'honneur de recommander que, vu la fin prochaine de la session et le travail considérable qu'il aurait à faire pour se conformer à l'ordre de référence, il soit autorisé à étendre son étude à la révision générale des règles et des usages de la procédure de notre honorable Chambre, à siéger pendant la vacance, et à faire rapport, à la prochaine session.

Adopté.

Introduction de bills:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 157) concernant le département du Trésor.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Département du Trésor

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ajournement

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable J. Shehyn), que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

À midi quinze la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à trois heures quarante

Rapports de comité:

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (bill no 130) amendement l'article 694 du code de procédure civile, et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a rejeté.

Documents:

Chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de cette Chambre du 1er mars 1899, pour copie de toute correspondance adressée au premier ministre ou à ses collègues, au sujet du renouvellement de la garantie des intérêts, par le gouvernement, sur les bons de la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean, depuis le 23 février dernier. (Document de la session no 81).

Conférenciers agricoles

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de cette Chambre du 23 février 1899, pour un état donnant la liste des conférenciers agricoles employés par le gouvernement actuel, depuis le premier juin 1897, leur domicile, leur état et profession, et la somme payée annuellement à chacun d'eux. (Document de la session no 80).

Comité conjoint des impressions de la Législature

M. C.L. COTTON (Missisquoi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de recommander l'im-

pression du rapport supplémentaire de l'inspecteur des mines.

Adopté.

Interpellations:

Prison du district de Bedford

M. A. PLANTE (Beauharnois): 1. Le gouvernement sait-il qu'il y a des prisonniers qui attendent leur procès depuis longtemps dans la prison du district de Bedford?

2. Combien y a-t-il de ces prisonniers?

3. Depuis quand attendent-ils leur procès?

4. Depuis quand y a-t-il eu un terme?

5. Quand le gouvernement se propose-t-il d'en tenir un?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): 1. Non. Il n'y a pas de prisonniers attendant leur procès dans la prison du district de Bedford.

4. Mars 1897.

5. Le premier lundi d'octobre, tel que fixé par proclamation publiée dans la Gazette officielle du 16 avril 1898, pour lequel terme les jurés seront assignés, si la chose est jugée nécessaire, d'après la loi.

Henri Laurier

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W.A. Weir), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 38) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Laurier au nombre de ses membres, après examen, soit remis moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill concerne un étudiant.

Adopté.

Prosper-Cyprien Beaumier

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. N. Garneau), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 50) autorisant Prosper-Cyprien Beaumier, à exercer la profession de chirurgien dentiste, dans la province de Québec, après examen, soit remis moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

Jean-Alfred-Simon Lapointe

M. A. ROBITAILLE (Québec-Centre): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. N. Garneau), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 61) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jean-Alfred-Simon Lapointe au nombre de ses membres, après examen, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

Léopold Guerin

M. G.-A. LACOMBE (Montréal no 1): Propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil (M. E. Lalonde jr), que l'honoraire payé pour le bill (bill

no 53) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Léopold Guerin au nombre de ses membres, après examen, soit remis moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

Demande de documents:

Établissement d'abattoirs

M. C. LANGELIER (Lévis): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. N. Garneau), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de la correspondance qui a pu être échangée entre le gouvernement et toutes personnes, concernant l'aide à être accordée pour l'établissement d'abattoirs, dans cette province, depuis le 5 janvier dernier jusqu'à cette date.

M. l'Orateur,

En demandant la production de cette correspondance, je n'ai pas d'autre objet que d'exposer devant cette Chambre un projet d'une importance considérable pour la classe agricole. Ce projet c'est celui des abattoirs et réfrigérateurs actuellement soumis à la considération du gouvernement par une puissante maison de Londres, la Société Campbell, Shearer & Cie.

Quant au projet lui-même, je n'hésite pas à affirmer qu'il n'y a qu'une opinion sur son excellence comme sur la révolution qu'il opérera dans notre industrie agricole, s'il se réalise. Et pour que sa réalisation s'accomplisse, les promoteurs demandent à la province des sacrifices peu considérables, comparés aux immenses avantages qu'elle en devra retirer.

Depuis un certain nombre d'années, les différents gouvernements qui se sont succédé au pouvoir ont compris l'importance qu'il y avait à donner à l'agriculture une puissante impulsion. C'est ainsi que l'on a accordé, sous forme d'octrois ou autrement, un encouragement aux fromageries et aux beurrieres qui a produit une véritable révolution dans ces produits. Certes, le pays n'a pas à regretter les sacrifices qu'il s'est imposés, lorsque l'on considère les résultats superbes qui ont été obtenus.

C'est un fait incontestable que l'agriculture n'est pas aussi payante qu'elle devrait l'être; c'est aussi ce qui décourage une foule de jeunes gens de s'y livrer et qui les porte vers les villes ou vers les États-Unis. Mais que les produits agricoles se vendent à des prix suffisamment rémunérateurs et vous retiendrez sur les terres de leurs pères tous ces jeunes hommes si robustes, quand ils sauront pouvoir y trouver un avenir, un établissement. Rendez l'agriculture rémunératrice et vous aurez dès ce moment porté un coup fatal au fléau de l'émigration qui décime notre population. Depuis des années l'on cherche à ramener parmi nous ceux qui nous ont quittés et j'applaudis à ces patriotiques tentatives. Mais pourquoi ne commencerions-nous pas par garder ceux qui menacent de partir? Ah! quand ils auront vu les grandes villes, quand ils auront habité les grands centres manufacturiers de la république voisine, il sera bien plus difficile de les rapatrier.

Le gouvernement qui réussira, par une politique sage et éclairée, à améliorer le sort de nos classes agricoles, aura en même temps enrayé le courant de l'émigration et il sera, je n'hésite pas à le proclamer, le gouvernement le plus populaire qui aura jamais existé. Or, cette occasion est maintenant offerte à l'administration actuelle, si elle veut assurer le succès du projet que je vais exposer; et elle peut le faire dans des conditions tout à fait favorables.

Avant d'entrer dans les détails de ce projet et dans les résultats que sa réalisation devra nous assurer, disons d'abord ce qu'exigent les promoteurs, la maison Campbell & Shearer, une société puissamment riche par elle-même, et qui a le concours de banquiers archimillionnaires.

Cette société demande au gouvernement de cette province une garantie d'intérêts à 4 pour cent avec fonds d'amortissement, pendant vingt ans, sur un demi-million de dollars; ou, s'il le préfère, un subside annuel de \$25,000 pendant la même période.

En retour de cela, la compagnie, ou le syndicat qui sera formé, construira des abattoirs et des réfrigérateurs avec une fabrique de guano animal et autres accessoires d'une capacité de 1,000 tonnes par semaine. Le coût de construction et d'organisation de ces abattoirs sera d'au moins \$600,000 et l'on devra y abattre au moins 30,000 têtes de bétail par année durant les vingt ans que durera la garantie de l'octroi en argent.

Le syndicat achètera aussi le beurre et les volailles à des prix exceptionnellement avantageux, comme je le ferai voir tout à l'heure, c'est-à-dire au prix du marché anglais.

Et qu'on le remarque bien: le gouvernement ne deviendra obligé qu'en autant que la compagnie aura construit ces abattoirs et qu'ils auront été en opération pendant une année, afin de bien s'assurer que celle-ci a les ressources financières nécessaires pour l'exécution du projet.

Pour couvrir la garantie du gouvernement, la compagnie vendra les peaux et les déchets, et, à même ce montant, le gouvernement sera remboursé des sommes qu'il aura été appelé à déboursier. En d'autres termes, il recevra d'une main ce qu'il aura payé de l'autre. Ce n'est donc pas un fardeau que l'on demande d'imposer à la province.

Mais, me dira-t-on, si cette maison de Londres est si puissante, pourquoi vient-elle nous demander de l'aide? On admettra d'abord que l'aide qu'elle sollicite est peu de choses, comparée aux obligations énormes qu'elle assume. La raison de cette demande est toute simple. C'est pour inspirer la confiance aux capitalistes qu'elle se propose d'enroller dans cette entreprise. On sait que le capitaliste est généralement craintif et qu'il ne se risque point à l'aventure.

Du moment que les promoteurs seront en position de dire à ces capitalistes: "Voyez, c'est une bonne affaire, puisque le gouvernement de Québec lui-même y place de l'argent, puisqu'il encourage cette entreprise". C'est surtout pour cela que les promoteurs de ce vaste projet ont sollicité l'appui du gouvernement. Avec cet appui, la nouvelle compagnie sera formée dans un clin d'oeil. Je recevais ces jours derniers une lettre de la maison Camp-

bell & Shearer, m'informant que leurs arrangements financiers étaient faits et qu'ils étaient prêts à se mettre à l'oeuvre dès que leur proposition aura été acceptée.

Cette Chambre admettra que le sacrifice demandé est loin d'être considérable.

Maintenant, songe-t-on à la révolution énorme

que ce projet réalisé opérerait dans les prix des produits agricoles? Il les doublerait comme je vais l'établir chiffres en mains. J'emprunte ces chiffres au Meat and Trade Journal de Londres dans lequel je trouve les cotations suivantes dans son numéro du 17 novembre dernier, le prix du marché.

Pour la production pour le marchand de gros:

	Canada	Angleterre
Boeuf,	de 3 à 6 cents	de 7 à 12 cents
Veau,	de 3 à 6 cents	de 10½ à 13½ cents
Mouton,	de 3 à 6 cents	de 10½ à 13½ cents
Lard,	de 4½ à 5½ cents	de 10 à 12 cents

Notre boeuf qui est trop petit en général pour être exporté vivant, nous pourrions le mettre en conserve et produire une marchandise infiniment supérieure aux produits américains qui sont aujourd'hui vendus à l'armée impériale. Pour fabriquer ces conserves, la compagnie devra acheter, pour les convertir en gélatine, les 460,000 veaux qui sont tués en bas âge pour sauver le lait de la vache pour l'industrie du beurre et du fromage. Ce chiffre n'est pas imaginaire; je l'emprunte à la statistique du ministre de l'Agriculture à Ottawa. Ces veaux qui aujourd'hui ne valent rien rapporteront à nos cultivateurs \$1 ou \$1.50 par tête.

Nous avons aujourd'hui dans la province 200,000 cultivateurs. Sur ce nombre au moins 100,000 peuvent vendre un boeuf d'au moins:

500 lbs en moyenne.....	50,000,000
200,000 veaux à 50 lbs.....	10,000,000
200,000 agneaux à 25 lbs.....	5,000,000
200,000 porcs à 200 lbs.....	40,000,000

	105,000,000

Sur cette énorme quantité qui est calculée sur la statistique officielle, nos cultivateurs peuvent donc réaliser un profit de 1 à 4 cents par livre, ce qui représente de 1 à 4 millions de dollars. Et cela, bien entendu, à part l'augmentation sur le beurre et sur le fromage.

D'après les chiffres empruntés toujours au ministère de l'Agriculture à Ottawa, nous ne produisons pas moins de 700,000 livres de beurre et de fromage par jour, et cela, pendant 150 jours. Voilà qui représente une production de 105,000,000 de livres sur lesquelles il y aura des bénéfices énormes, puisque le beurre non salé se vend en Angleterre jusqu'à 40 cents la livre. Pour pouvoir l'exporter dans ces conditions, la compagnie l'achètera des beurreries ou des cultivateurs, puis elle le mettra dans les boîtes en fer blanc fermées hermétiquement. Ainsi le beurre préparé sera placé dans les réfrigérateurs jusqu'au moment où il sera placé à bord des steamers également munis de réfrigérateurs pour l'exportation. L'Angleterre importe aujourd'hui le beurre non salé du Danemark, malgré que la qualité soit bien inférieure au nôtre.

On se propose de construire ces abattoirs à Saint-Joseph-de-Lévis, dans mon comté. L'endroit ne saurait être mieux choisi; en effet plusieurs lignes de chemins de fer convergent sur Lévis. Cela permettra à tous les cultivateurs de pouvoir facilement expédier leurs produits à l'établissement de Saint-Joseph. Du reste, la compagnie établira à différents endroits dans la province des comptoirs où les cultivateurs pourront aller vendre leurs produits sans être tenus de venir jusqu'à Lévis.

Mais, dira-t-on, pourquoi choisir Lévis plutôt qu'un autre endroit? La raison est bien simple, c'est que cet endroit offre des avantages tout à fait exceptionnels. Outre que quatre, ou cinq chemins de fer viennent y aboutir, il y a là des quais tout prêts pour recevoir les steamers, d'immenses champs où les animaux trouveraient un excellent pâturage avant d'être conduits aux abattoirs. Il ne faut pas perdre de vue non plus que la distance entre Lévis et Liverpool est de 500 milles moindre qu'entre cette dernière ville et New York.

Jamais le temps ne saurait être mieux choisi pour rétablissement de ce commerce, puisque les produits canadiens commencent à faire une concurrence sérieuse aux produits américains sur les marchés anglais. C'est le consul américain à Londres. M. Boil, qui vient de signaler la chose à son gouvernement.

Du reste, la preuve que ce projet est excellent, c'est qu'il a reçu l'approbation du Conseil d'Angleterre, du comité d'agriculture et de nos chambres de commerce. Dans nos campagnes, partout dans le district de Québec, il existe un très fort sentiment en faveur de l'établissement d'abattoirs: aussi, je n'hésite pas à dire qu'un député qui voterait contre un projet d'abattoirs serait assuré d'être défait aux prochaines élections.

En terminant, je demande au gouvernement, je demande à la Chambre, de ne pas repousser l'offre

qui lui est faite de doter notre province d'abattoirs. Ce sera pour nous l'aurore d'une prospérité extraordinaire qui aura pour effet de retenir notre population sur notre territoire et de donner à la classe agricole une aisance et une richesse quelle n'a jamais connues. Une personne très renseignée sur la question a dit récemment que ce serait là le parachèvement de la politique agricole du gouvernement.

M. R. BICKERDIKE (Montréal no 5): Dit avoir écouté avec grand plaisir les propos du député de Lévis. On a dit que dans cette province, l'élevage du bétail pour l'exportation était impossible. En 1898, nous avons exporté 200,000 bêtes à cornes et un demi-million de moutons (1). Avec une production aussi élevée, il est évident que l'établissement de larges abattoirs dans la province, soit à Lévis ou ailleurs, ne peut être qu'avantageux. Il ne croit pas que cette question puisse soulever des querelles de clocher puisqu'elle concerne toute la province. Il a bon espoir que le gouvernement verra à encourager ce projet dès que ses finances le permettront.

M. N. GARNEAU (Québec-Centre): M. l'Orateur, la question qui est maintenant devant cette Chambre m'intéresse tout particulièrement. Étant agriculteur moi-même et le représentant d'un comté rural, il est de mon devoir de travailler à l'intérêt de l'agriculture. La construction d'abattoirs est un sujet d'une grande importance non seulement dans l'intérêt de l'agriculteur, mais dans l'intérêt de toute la province. La population de notre province étant essentiellement agricole, en aidant au progrès de l'agriculture, nous travaillons à l'accroissement de la richesse du pays. Notre organisation agricole s'est appliquée depuis vingt ans à augmenter la production.

Quand on considère les magnifiques résultats obtenus dans l'industrie laitière, il est consolant de voir que l'argent dépensé par nos gouvernements pour encourager cette industrie n'a pas été perdu. Au contraire, c'a été de l'argent bien placé.

Le succès de l'industrie laitière a contribué à augmenter la production agricole dans différentes branches de l'agriculture. Nous avons aujourd'hui un surplus de production dans les fourrages, les céréales, les légumes; c'est pourquoi nos cultivateurs sont obligés de vendre ces produits à vils prix. Notre bétail étant de trop petite taille pour être exporté vivant avec profit, et notre marché local étant encombré, nous n'en retirons pas tout le bénéfice auquel nous pourrions prétendre. Enfin, M. l'Orateur, le travail accompli jusqu'aujourd'hui a été couronné de succès quant à la production qui a été augmentée d'une manière remarquable. Nous avons un marché pour la consommation de nos produits de l'industrie laitière. Si nous voulons le succès en agriculture, il nous faut un débouché pour nos autres produits agricoles. Je ne crains pas de dire que la construction d'abattoirs serait le digne couronnement de l'oeuvre bienfaisante entreprise par

nos gouvernements dans l'intérêt de nos agriculteurs. Avec des abattoirs, nous aurions un marché pour notre bétail, nos jeunes animaux, nos moutons, nos porcs, nos volailles. L'engraissement de ces animaux serait un moyen découler le surplus de notre production de foin, grains et légumes. Nous pourrions augmenter sans crainte notre production agricole dans toutes ses branches, car nous avons un marché presque illimité en Angleterre.

Afin de mieux appuyer ma prétention, qu'il me soit permis de citer quelques renseignements puisés dans l'Annuaire statistique du Canada. L'Angleterre importe pour \$28,000,000 de fromage. Nous lui en envoyons pour \$14,000,000. Elle importe pour 377,000,000 de beurre. Nous lui en envoyons pour \$2,000,000. Elle importe pour \$38,000,000 de bacon. Nous lui en envoyons pour \$3,000,000. Elle importe pour \$15,000,000 de jambon. Nous lui en fournissons pour \$2,000,000. Elle importe pour \$24,000,000 de viande de boeuf. Nous lui en envoyons pour \$88,000. Elle importe pour \$23,000,000 de moutons, nous n'en envoyons pas. Elle importe pour \$5,000,000 de lard, nous lui en envoyons pour \$82,000. Elle importe pour \$3,000,000 de volailles, nous lui en envoyons pour \$40,000.

J'avais donc raison de dire que nous avions en Angleterre un marché presque illimité. On m'objectera peut-être que notre race de bétail ne convient pas pour l'exportation. À cette objection, je puis répondre que si notre bétail était plus gros, nous aurions moins besoin d'abattoirs, parce que nous pourrions exporter nos animaux vivants; mais comme je l'ai dit tout à l'heure, notre bétail étant trop petit pour être exporté vivant, il peut être exporté avec avantage comme viande.

D'ailleurs, M. l'Orateur, je ne veux pas retenir cette Chambre trop longtemps; je me permettrai de faire remarquer que ce projet a été soumis au Conseil d'agriculture et au comité d'agriculture, les deux autorités les plus compétentes dans cette matière, et ils ont recommandé ce projet à l'unanimité au gouvernement.

J'espère donc, M. l'Orateur, que le gouvernement ne reculera pas devant le sacrifice d'un encouragement raisonnable en faveur de ce projet. Nos agriculteurs contribuent pour leur bonne part aux revenus de la province, et ils en exigent un légitime retour, sous forme d'encouragement.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÈNE (L'Islet): Dit que le gouvernement étudie la question depuis un an. Il donne les raisons qui ont empêché, jusqu'à ce jour, le gouvernement de s'arrêter définitivement à l'un des trois projets qui lui ont été soumis.

Le public de la province peut être convaincu que le gouvernement porte le plus grand intérêt à la classe agricole et il est lui-même d'avis que l'établissement d'abattoirs serait d'un grand avantage pour le pays.

Il faut absolument trouver de nouveaux débouchés pour nos produits. Il dit que c'est le manque

(1) Le député ne fait pas la distinction entre les animaux abattus ou vendus pour consommation locale, et les animaux exportés. Les chiffres donnés par le Recensement du Canada, 1901, vol 2, p. 124 nous indiquent clairement que les chiffres cités sont excessifs.

de marché qui fait que les fermiers canadiens-français ne se consacrent pas tellement à l'élevage des bestiaux. Il admet que la province pourrait vendre plus de beurre, de fromage et de viande en Angleterre, mais pour cela il est essentiel de produire une meilleure qualité d'articles. Il dit que la vente du beurre est actuellement en déclin mais que la province possède bien des avantages et que l'on pourrait produire ici du beurre et du fromage parmi les meilleurs au monde.

Nos paturages sont insurpassables et se prêtent bien à l'engraissement du bétail. La côte de Montmorency en est un excellent exemple. Pour le moment il est inutile cependant pour les cultivateurs de songer à faire de l'élevage de bétail aux prix établis.

Un abattoir moderne possédant toutes les installations nécessaires serait très avantageux et le gouvernement est convaincu que ce projet doit être réalisé le plus tôt possible.

Mais en toutes choses il ne suffit pas de dépenser de l'argent pour assurer le succès d'une entreprise; il faut considérer si l'entreprise est née viable et, si c'est le cas, si les promoteurs de l'affaire, malgré toutes leurs protestations et le rôle qu'ils jouent dans le monde commercial, peuvent être assez attachés à l'entreprise pour en vouloir le développement avec autant d'énergie que le ferait un particulier travaillant pour son compte. Une compagnie dont le capital et les intérêts ont une garantie, ne peut avoir une grande motivation pour travailler au succès de son entreprise.

Il montre que pour le beurre et le fromage en particulier, ce que l'on visait avant tout, aujourd'hui, c'était d'obtenir des produits uniformes et que les sociétés d'industrie laitière poursuivaient ce but avec l'encouragement du gouvernement.

Plusieurs offres ont été faites par différentes compagnies. Une d'entre elles demande une garantie absolue du gouvernement. C'est trop exiger. Il donne lecture à la Chambre d'une partie essentielle de la soumission présentée par MM. Campbell, Shearer & Co, au nom de leur compagnie.

Que demande donc la compagnie? car telle est la question.

Est-ce simplement une garantie d'intérêts pour 20 ans, à 4 pour cent, pour \$500,000, soit \$400,000?

Non. Il faut encore que le gouvernement garantisse le fonds d'amortissement, c'est-à-dire le capital, et cela non pas d'une manière aléatoire, mais sans restriction ni réserve.

Or, dit-il, il est bien vrai que nous serons privilégiés sur les bâtiments et que nous aurons recours sur le produit de la vente des peaux, mais si la compagnie voit qu'elle ne peut faire de bonnes affaires, elle peut abandonner l'entreprise et la province ne sera pas moins tenue de payer neuf cent mille piastres pour avoir des bâtisses dont elle ne saura que faire.

La compagnie pourra quand elle le voudra cesser son commerce, et ceux qui auront fourni les fonds n'auront eux aussi rien à craindre, puisque pendant 20 ans le gouvernement devra servir l'intérêt à 4 pour cent et payer un fonds d'amortissement

qui fera rentrer les porteurs de débentures dans leur capital.

La compagnie ne semble donc rien risquer en proportion des dangers qui menacent le gouvernement.

Le gouvernement n'aidera une compagnie que lorsque cette compagnie aura assez de foi dans son entreprise pour y engager un capital. D'un autre côté une garantie conditionnelle n'offre pas beaucoup d'avantages.

Est-ce que ces exigences mêmes de la part de la compagnie ne laissent pas douter du sérieux de l'entreprise? On vient, en effet, demander au gouvernement de garantir en intérêts et en capital tout ce qu'il faut pour la faire marcher et cela doit donner lieu, pour ceux qui ont en garde les intérêts du pays, à des réflexions sérieuses avant d'engager pour une somme aussi importante les finances de la province. Aussi le gouvernement n'a-t-il pas cru devoir prendre précipitamment une décision. Quand il s'agit d'affaires aussi importantes, qu'il importe que l'on attende quelques semaines, quelques mois même.

Il est d'avis qu'il ne faut pas aller trop vite en besogne, mais d'attendre que le gouvernement ait pu faire un choix entre les projets différents qui lui sont soumis.

Le projet n'est pas mort. Il reste dans les mains du gouvernement qui en continuera l'étude avec le ferme espoir de le faire aboutir.

Mais il dit que devant les engagements qu'on lui demandait de contracter pour 20 ans, il a réalisé le danger. Il a compris le désastre qui arriverait si, au lieu de réussir, cette entreprise, une fois les bâtisses construites, n'était qu'un fiasco. Il a pensé que pendant 20 ans, il pourrait se produire nombre de cas où l'aide du gouvernement pourrait être mieux utilisée dans l'intérêt de la classe agricole, et qu'en cas d'insuccès de l'affaire des abattoirs, il vaudrait mieux reporter sur d'autres oeuvres les énormes sommes que l'on demande au gouvernement de garantir et qu'il pourrait être obligé de payer.

En résumé, l'intérêt d'avoir des abattoirs n'est pas discutable, mais lorsqu'il s'agit de s'engager pour un montant aussi fort envers une compagnie dont les exigences sont considérables, le devoir du gouvernement est d'agir avec prudence et les hommes d'affaires ne sauraient le blâmer de suivre cette ligne de conduite. Il sera tout tenté pour arriver à une solution satisfaisante et dans l'intérêt de la compagnie et surtout dans l'intérêt des cultivateurs. Mais, encore une fois, ce que le gouvernement ne veut faire et ne peut pas faire, c'est de s'exposer aveuglément à des risques aussi considérables et les cultivateurs eux-mêmes n'hésiteraient pas à condamner le gouvernement si, après avoir fait miroiter à leurs yeux un projet de cette importance, le tout ne tournait qu'à un désastre financier.

Le gouvernement étudiera la question après la session et si une compagnie fait une proposition acceptable, il ne négligera rien pour assurer l'établissement d'abattoirs.

La proposition est adoptée

L. Angers vs commissaires d'écoles de Saint-Ubal

M. R.-R. ROY (Kamouraska): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. A. Robitaille), qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de tous documents se rapportant à la cause de Louis Angers, contre les commissaires d'écoles de Saint-Ubal, et, entre autres, tous les jugements rendus par le surintendant, en cette affaire; aussi, copie d'un certain arrangement signé par les parties et approuvé par le surintendant, et la correspondance à propos de la modification du dit arrangement.

Il fait remarquer que de longues difficultés avaient été réglées par un arrangement signé par les parties en litige, et que, depuis, la sentence avait été changée sans en donner avis aux parties intéressées.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dit qu'il avait pris connaissance du dossier et qu'il était évident que quelqu'un avait trompé le surinten-

dant, mais que cette erreur était en voie d'être réparée.

Adopté.

Subsides

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose: 1. Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent soixante et quinze piastres et vingt-huit centins soit accordée à Sa Majesté pour payer montant du jugement pour traitement du juge C.-L. Champagne, comme magistrat de district, depuis le 1er juillet au 16 novembre 1893, in re Chs L. Champagne, requérant, vs la reine:

Capital.....	\$1,125.00
Intérêt à 6 p.c. par an, du 11 décembre 1897 au 1er mars 1899.....	82.29
Frais, mémoire taxé.....	157.99
Intérêt à 6 p.c. par an, du 7 février 1898 au 1er mars 1899.....	10.00
	<hr/>
	\$1,375.28

pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas douze cent sept piastres et vingt-neuf centins soit accordée à Sa Majesté pour payer montant du jugement en faveur des héritiers du juge Barry, comme conséquence du jugement ci-dessus:

Capital.....	\$1,125.00
Intérêt à 6 p.c. par an, du 11 décembre 1897 au 1er mars 1899.....	82.29
	<hr/>
	\$1,207.29

pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer diverses dépenses en général; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'un agent en France, traitement et allocation pour loyer de bureau, etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses se rapportant à la perception des licences, etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'un officier spécial, côte nord du Saint-Laurent: traitement et frais de voyage. (O.C. no 51, 31 janvier 1896); pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Voies et moyens

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose: 1. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$67,136.99 pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, soit

prise sur le fond consolidé du revenu de cette province.

Adopté.

2. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$1,967,684.78, pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil neuf cent, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé deux résolutions. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Introduction de bills:

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill (bill no 62) octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1899 et le 30 juin 1900 et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Documents:

Fonds en fidéicommis

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 10 février 1899, demandant copie de tous arrêtés en conseil et de toute correspondance au sujet des intérêts sur les fonds en fidéicommis retenus par le gouvernement du Canada et auxquels a fait allusion l'honorable trésorier, dans son exposé budgétaire. (Document de la session no 82).

Travaux de route dans Gaspé

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de cette Chambre, du 29 décembre 1897, pour: 1. Copie des rôles de paie des conducteurs de travaux de routes et ponts de colonisation dans les municipalités de l'Anse-du-Cap de la Malbaie no 1 et de la Malbaie no 2, dans le comté de Gaspé, depuis le vingt-cinq de mai dernier (1898).

2. Copie de toute correspondance avec le commissaire de la Colonisation, le commissaire des Travaux publics ou aucun autre membre du gouvernement, depuis le 25 mai dernier, au sujet des travaux de routes et de ponts dans le comté de Gaspé. (Document de la session no 83).

Publication des débats

La Chambre reprend la discussion ajournée sur la motion proposée: "que cette Chambre concoure dans le premier rapport du comité spécial nommé pour étudier la question de la publication des Débats de cette Chambre".

Et la discussion se continuant:

M. C. LANGEIER (Lévis): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. A. Robi-

taille), que permission soit donnée au député de Lévis de retirer la motion faite pour l'adoption ou rapport dudit comité, et de lui substituer la suivante "que le premier rapport du comité spécial nommé pour étudier la question de la publication des Débats, reste déposé sur le bureau de cette Chambre pour considération ultérieure".

Adopté.

Ajournement

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Lévis): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable J. Shehyn), que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

À cinq heures trente la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill (bill no 21) intitulé: "Loi amendant la loi concernant les compagnies d'assurance".

Et bill (bill no 25) intitulé: "Loi amendant la loi des licences de Québec".

Aussi, le Conseil législatif, informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (bill no 11) intitulé: "Loi amendant la loi concernant les sociétés de secours mutuels et les sociétés charitables", avec certain amendement, pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sociétés de secours mutuels et sociétés charitables

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill (bill no 11) intitulé: "Loi amendant la loi concernant les sociétés de secours mutuels et les sociétés charitables". L'amendement est adopté et le bill est retourné au Conseil législatif.

Chef-lieu de Wolfe

M. G.R. SMITH (Mégantic): Propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. W.J. Watts), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 41) transférant de Saint-Joseph de Ham-Sud au village de Beaulac de Saint-Olivier de Garthby, le chef-lieu du comté de Wolfe, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté par le Conseil législatif.

Adopté.

La séance est levée à huit heures cinq.

Séance du 9 mars 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à onze heures.

Asile de Verdun

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Attire l'attention du gouvernement sur l'asile de Verdun. Cet asile manque de personnel médical qualifié. Il lit une lettre du docteur Colin Mc Arthur, qui mentionne que le docteur Burgess est obligé de faire beaucoup de travail de bureau. Le docteur Mc Arthur ajoute que le docteur Aylin et lui-même occupent tout leur temps au soin des malades de l'asile, sauf lorsqu'ils sont appelés comme experts pour témoigner dans des causes criminelles. L'orateur fait remarquer que ces médecins sont moins bien rémunérés que ceux de Beauport qui ne consacrent que quelques heures par jour aux malades de l'asile.

Le gouvernement, dit-il, devrait aider plus largement cette institution où les préposés à la garde des aliénés sont tous salariés, ce qui rend les dépenses plus considérables qu'à Saint-Jean-de-Dieu et Beauport où les religieuses qui travaillent le font sans rétribution.

Il fait aussi l'éloge des deux médecins de l'institution et demande qu'on en porte le nombre à trois et que le salaire des deux premiers soit augmenté. Il faut obtenir des soins adéquats, ajoute-t-il, même s'il en coûte plus cher.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Appuie la demande du docteur Mc Arthur. Il loue le travail efficace qui se fait à Verdun et croit que le gouvernement devrait augmenter le salaire des médecins. Il dit avoir aussi reçu une lettre semblable du docteur Mc Arthur, en plus d'avoir lu, il y a quelques jours, dans *The Gazette*, une lettre d'un homme bien connu et influent, monsieur F. Wolferstan Thomas. Ce monsieur dit que maintenant les finances de la province sont rétablies, les erreurs passées sont effacées et l'équilibre est presque atteint, grâce à l'excellent travail accompli par le trésorier actuel (l'honorable F.-G. Marchand, Saint-Jean). C'est pourquoi, ajoute ce monsieur, il est temps que le gouvernement apporte son aide à l'asile de Verdun. L'orateur ajoute que même s'il n'est pas d'accord avec tous les propos de monsieur Thomas, il donne son plein appui aux conclusions de ce dernier.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Répond que le gouvernement a fait tout ce qu'il pouvait pour cet hôpital. Il dit qu'alors que l'on ne paie que \$114 et \$100 dans les autres asiles, Verdun reçoit déjà \$116 par malade.

Le gouvernement sert en outre annuellement un intérêt de 4 pour cent sur \$185,000, argent qui tombe dans la caisse de l'asile, tandis qu'il n'a donné aux autres établissements que des garanties d'intérêt.

En réalité l'asile de Verdun qui compte environ 300 malades reçoit donc par tête une somme de

\$140.66 soit \$40.66 de plus que Beauport n'en reçoit par pensionnaire.

Quant à l'augmentation du salaire des médecins, il déclare que le gouvernement a déjà pris cette demande en considération.

Maintenant, quant à la question d'adjoindre un troisième docteur, il ne faut pas oublier qu'à Saint-Jean-de-Dieu il y a plus de 1,300 malades et qu'il n'y a que 4 médecins payés par le gouvernement.

Proportion gardée, l'asile de Verdun avec ses 300 malades est donc, au point de vue du service médical, plus favorisé que l'asile de la Longue-Pointe.

Documents:

Travaux de colonisation dans Charlevoix

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Présente la réponse à un ordre de cette Chambre, du 7 mars 1899, pour copie des rapports de MM. Castonguay & Gauvreau en 1895 et 1896. concernant les travaux de colonisation, dans le comté de Charlevoix, ainsi que de toute correspondance, requêtes, mémoires sur le même sujet, en 1897-1898. (Document de la session no 84).

Code municipal

M. J.-A. CHAURET (Jacques-Cartier): Propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. C. Lange-lier), que cette Chambre concoure dans les recommandations du troisième rapport du comité spécial du code municipal, au sujet de l'étude, pendant la vacance, des divers projets de loi et des suggestions à lui soumises et de la traduction et de l'impression en français du bill no 18, pour la refonte du code municipal.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement, savoir:

Bill (bill no 143) intitulé: "Loi amendant l'article 4404 des statuts refondus".

Et bill (bill no 158) intitulé: "Loi amendant la loi concernant le département du Trésor".

Interpellations:

Prison de Beauharnois

M. A. PLANTE (Beauharnois): 1. Le gouvernement sait-il qu'il y a des prisonniers qui attendent leur procès dans la prison de Beauharnois?

2. Depuis quand chacun de ces prisonniers attend-il son procès?

3. Depuis quand y a-t-il eu un terme criminel?

4. Quand le gouvernement se propose-t-il d'en tenir un?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay):

1. Oui.
2. 22 novembre 1898.
3. 1er octobre 1895.
4. 8 mars 1900. s'il y a suffisamment de causes à être inscrites pour justifier l'assignation des jurés.

Henri Bourassa

M. C.-B. MAJOR (Ottawa): Propose, appuyé par le représentant des Iles-de-la-Madeleine (M. P.P. Delaney), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 66) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Bourassa au nombre de ses membres, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

Division d'enregistrement de Labelle

M. C.-B. MAJOR (Ottawa): Propose, appuyé par le représentant des Iles-de-la-Madeleine (M. P.P. Delaney), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 67) concernant la division d'enregistrement du comté de Labelle soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

Ajournement

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux), que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

À une heure dix la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à trois heures

La Chambre se réunit et décide de suspendre les travaux pour se réunir plus tard dans l'après-midi.

La Chambre reprend ses travaux à cinq heures trente.

Documents:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre, le 65ième rapport annuel de l'institution appelée "The Montreal Ladies Benevolent Society", pour l'année 1898. (Document de la session no 17).

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (bill no 71) intitulé: Loi amendement les lois concernant la Compagnie du

chemin de fer urbain de Montréal avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Chemin de fer urbain de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 71) intitulé: "Loi amendement les lois concernant la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal". Les amendements sont lus pour la première fois.

Dépôt de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Hackett: la petition de The Quebec Provincial Women's Christian Temperance Union

À six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures trente (1)

Chemin de fer urbain de Montréal

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 71) intitulé: "Loi amendement les lois concernant la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Élargissement de la rue Saint-Antoine, Montréal

M. A.-G. BOURBONNAIS (Soulanges). Propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. T.-B. De Grosbois), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 119) amendement la charte de la cité de Montréal soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

Élargissement de la rue Notre-Dame, Montréal

M. C. L'ANGELIER (Lévis): Propose, appuyé par le représentant d'Hochelaga (M. D.-J. Décarie), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 76) amendement la charte de la cité de Montréal et en particulier la loi 59 Victoria, chapitre 49, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

(1) La Chambre a attendu durant tout l'après-midi et la soirée que le Conseil législatif termine l'étude de la charte de Montréal (bill no 59), ce qui ne fut fait qu'à onze heures trente.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (bill no 87) intitulé: "Loi relative aux subventions accordées aux manufacturiers par les corporations municipales", sans amendement.

Aussi le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill (bill no 77) intitulé: "Loi concernant la succession de dame Anne Kelly".

Et bill (bill no 123) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Charles Lamothe".

Succession A. Kelly

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 77) intitulé: "Loi concernant la succession de dame Anne Kelly". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Succession C. Lamothe

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 123) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Charles Lamothe". Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Suspension des travaux

La Chambre suspend alors ses travaux en attendant que le Conseil législatif communique des nouvelles au sujet des mesures qu'il est en train d'étudier.

La Chambre reprend ses travaux à onze heures trente.

Voies et moyens

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill (bill no 62) octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1899 et le 30 juin 1900 et pour d'autres fins du service public, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Réforme du Sénat

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Demande si le gouvernement a l'intention d'adopter des résolutions concernant la réforme du Sénat, comme l'ont fait la plupart des autres provinces?

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay) et L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Répondent que le gouvernement aurait grand plaisir à déclarer son attitude sur cette question si avis avait été donné en temps utile.

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif, informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (bill no 59) intitulé: "Loi révisant et refondant la charte de la cité de Montréal", avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Charte de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 59) intitulé: "Loi révisant et refondant la charte de la cité de Montréal". Les amendements sont lus pour la première fois.

Ajournement

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechêne), que lorsque cette Chambre s'ajournera à cette séance, elle le soit jusqu'à dix heures du matin, vendredi le 10 mars.

Adopté.

La séance est levée à minuit trente,

Séance du 10 mars 1899

Sous la présidence de l'honorable J. Tessier

La séance s'ouvre à onze heures quinze.

Léon Trudeau

M. M. F. HACKETT (Stanstead): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. E.J. Flynn), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 40) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Léon Trudeau à la pratique du notariat, après examen, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a rapport à un étudiant.

Adopté.

Succession A. Kelly

M. L.-P. CARDIN (Richelieu): Propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. E. Blanchard), que l'honoraire payé pour le bill (bill no 77) concernant la succession de dame Anne Kelly soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu l'état de pauvreté des mineurs seuls intéressés dans ce bill.

Pour démontrer que ce cas est exceptionnel, et pour qu'il ne puisse servir de précédent, voici la valeur de la succession établissant le motivé de la susdite motion:

61 parts ou actions de \$50.00	
dans la Banque Molson.	\$3.050.00
Valeur d'un immeuble.	1.500.00

	\$4,550.00
Montant des dettes passives...	\$1,900.00

Pour faire vivre cinq personnes dont deux sont encore au collège

Balance.	\$2,650.00
----------	------------

Adopté.

Charte de Montréal

L'ordre du jour appelant la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (bill no 59) intitulé "Loi revisant et consolidant la charte de la cité de Montréal", étant lu; les amendements sont lus pour la deuxième fois.

M. H. B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (M. L. Gouin), que cette Chambre concoure dans lesdits amendements, à l'exception de celui retranchant et remplaçant certains mots dans la clause 361 dudit bill; aussi, à l'exception de celui amendement la sous-section "S" de la clause 364, et que cet amendement du Conseil législatif soit amendé en y ajoutant les mots suivants:

"Ni aux compagnies ou corporations dont les tuyaux, poteaux, fils conducteurs, rails, tunnels, et

autres constructions et appareils de quelque nature que ce soit, employés pour produire ou distribuer la force motrice, la lumière, la chaleur, l'eau, l'électricité, ou pour fins de traction, construits ou placés sur les, ou au-dessus ou au-dessous des propriétés, rues, voies publiques ou ailleurs, dans les limites de la cité, seront soumis à la taxe ou contribution foncière mentionnée en la section 361."

M. M. MCDONALD (Bagot): Propose en amendement, appuyé par le représentant de Charlevoix (M. P. D'Auteuil), que les mots suivants soient ajoutés à la motion: "aussi à l'exception des deux premiers paragraphes ajoutés par lesdits amendements à la fin de la clause 363."

Il s'agit d'enlever la taxe spéciale sur les magasins à rayons.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Blanchard, Carbray, Champagne, Chênevert, Clapperton, D'Auteuil, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Girard, Hackett, Lacombe, Lalonde, Langelier, LeBlanc, Lislois, McDonald, Petit, Plante, Shehyn, Smith, Turgeon, Weir. 23

CONTRE: MM. Atwater, Bickerdike, Cardin, Desaulles, Gosselin, Gouin, Major, Pelletier, Rainville, Robidoux, 10.

L'amendement est adopté.

Et la question principale, ainsi amendée, étant de nouveau proposée;

M. T. B. DE GROSOIS (Shefford): Propose en amendement, appuyé par le représentant de Montmagny (M. J. C. Lislois), que les mots suivants soient ajoutés à la motion:

"Aussi à l'exception de la partie de l'amendement du Conseil législatif qui remplace le paragraphe "Q" de la clause 364, par certains mots, cette Chambre concourant dans la partie dudit amendement retranchant la sous-section "Q" de ladite clause 364."

Il s'agit d'enlever la taxe de 1/2 pour cent sur les transactions en Bourse.

M. F. CARBRAY (Québec-Ouest): Dit que la ville ne devrait pas avoir le droit d'imposer une telle taxe. Seul le gouvernement fédéral devrait être muni d'un tel pouvoir et ne devrait l'utiliser qu'en des cas exceptionnels, comme cela s'est produit au cours de la dernière guerre américaine.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bickerdike, Blanchard, Carbray, Chênevert, Clapperton, D'Auteuil, Décarie, Dechêne, De Grosbois, Desaulles, Duffy, Gosselin, Gouin, Hackett, Lalonde, Langelier, Lislois, McDonald, Pelletier, Petit, Plante, Rainville, Robidoux, Shehyn, Turgeon. 25

CONTRE: MM. Atwater, Cardin, Champagne, Girard, Lacombe, LeBlanc, Weir, 7

L'amendement est adopté.

Et la question principale, ainsi amendée, étant de nouveau proposée;

M. E. LALONDE JR (Vaudreuil): Propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), que les mots suivants soient ajoutés à la motion: "Aussi à l'exception de l'amendement du Conseil législatif, retranchant la sous-section 2 de la clause 353".

Il s'agit de réintroduire l'obligation faite à la ville de construire un marché dans un délai de deux ans.

M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Pense que dans l'état actuel des finances de la ville, cette obligation ne doit pas être imposée. La ville désire faire toutes les améliorations possibles aussitôt qu'elle pourra se le permettre.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): A toujours été d'accord pour imposer une taxe aux grandes compagnies de l'industrie et de la finance, parce qu'à son avis, si ces compagnies devaient payer une telle taxe, elles s'intéresseraient davantage aux affaires civiques, ce qui éliminerait un conseil de qualité médiocre où les intrigants ont depuis trop longtemps la main haute. Il existe quand même quelques exceptions parmi les membres du conseil de ville qui représentent dignement le conseil ainsi que la cité. Pour ce qui est de la question du marché, la ville a été saisie d'une résolution adoptée à l'unanimité à la dernière session, sur une de ses motions, appuyée par le député de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux) à l'effet qu'elle doit fournir des installations convenables aux fermiers qui nourrissent les citadins. Ces fermiers viennent aux marchés écouler leurs produits et n'ont jamais reçu la considération qu'ils méritent. La cité a le droit d'imposer des frais pour l'utilisation du marché, mais il est d'avis qu'elle ne peut le faire tant qu'elle n'aura pas fourni d'installations convenables aux fermiers qui fréquentent ces marchés.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise: et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Blanchard, Bourbonnais, Champagne, Chênevert, Décarie, De Grosbois, Girard, Gosselin, Guin, Lalonde, Langelier, LeBlanc, Lislois, Major, Parent, Robidoux, 16

CONTRE: MM. Atwater, Bickerdike, Carbray, Cardin, Clapperton, D'Auteuil, Dessaulles, Duffy, Hackett, Lacombe, Pelletier, Petit, Rainville, Shehyn, Turgeon, Weir, 16

Et les votes étant également divisés;

M. L'ORATEUR: Déclare appuyer les représentants de la cité.

L'amendement est rejeté.

Et la question principale, telle qu'amendée antérieurement, étant de nouveau proposée:

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Croit que cette proposition doit être adoptée puisqu'on a déjà supprimé plusieurs sources de revenus à la ville.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Déclare avoir voté en faveur de certains amendements et il appuie celui-ci; cependant, il préfère voir la charte adoptée cette année plutôt que certains de ces amendements. Et si le Conseil législatif ne veut pas concourir dans ces amendements, il votera en faveur du bill tel qu'il est revenu de la Chambre haute.

La question étant mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Atwater, Blanchard, Bourbonnais, Carbray, Cardin, Champagne, Clapperton, D'Auteuil, Dechêne, Dessaulles, Girard, Gosselin, Guin, Hackett, Lacombe, Lalonde, LeBlanc, Lislois, McDonald, Major, Pelletier, Petit, Plante, Rainville, Robidoux, Shehyn, Turgeon, 27

CONTRE: MM. Bickerdike, Chênevert, Décarie, De Grosbois, Duffy, Langelier, Weir, 7

La proposition est adoptée.

Les amendements faits par le Conseil législatif, ainsi amendés, sont en conséquence adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ajournement

L'HONORABLE J. SHEHYN (Québec-Est): Propose, appuyé par le député de L'Islet (l'honorable F.-G.-M. Dechêne), que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

À onze heures cinquante-cinq la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à trois heures cinquante

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour la pétition suivante est lue et reçue. De "The Quebec Provincial Women's Temperance Union," demandant que certains amendements proposés au bill (bill no 59) révisant et refondant la charte de la cité de Montréal ne deviennent pas loi.

Documents:

Destitution du registraire H. Beattie

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 4 mars 1899, demandant copies de tous ordres en conseil, cor-

respondance, documents, relatifs à la destitution de M. Harry Beattie. ex-régistrateur du comté de Missisquoi, et à la nomination de son successeur. (Document de la session no 85).

Messages du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas sur son amendement à la clause 361 du bill (bill no 59) intitulé "Loi révisant et refondant la charte de la cité de Montréal", et qu'il a agréé les amendements faits par l'Assemblée législative aux amendements à la clause 363 et à la clause 364, sous-section "Q" et "S".

Aussi, le Conseil législatif, informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (bill no 62) octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1899 et le 30 juin 1900, et pour d'autres fins du service public, sans amendement.

Charte de Montréal

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4) pour M. H.-B. RAINVILLE (Montréal no 3): Propose que les frais de traduction du bill (bill no 59) de la charte de Montréal soient remis, étant donné que ce bill a été soumis à la Chambre dans les deux langues.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): S'y oppose. Il dit que ce bill a retardé les travaux de la session et qu'il n'est que juste que la ville en assure tous les frais.

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Exprime l'opinion que dans un bill d'une telle longueur, lorsque les promoteurs assument les frais de traduction, ces frais devraient être remboursés.

La proposition est rejetée.

Accusation de corruption

M. A.W. ATWATER (Montréal no 4): Demande ce que le gouvernement a l'intention de faire en ce qui concerne les accusations portées en Chambre (séance du 4 mars 1899) par le député de Montmorency (M. E. Bouffard).

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'en tant que premier ministre, il tient jalousement à l'honneur de la Chambre. Il manifeste son étonnement devant l'absence prolongée du député de Montmorency durant toute la semaine. Les journaux s'étant emparés de l'affaire, le député de Montmorency aurait dû, dans l'intérêt de ses collègues comme dans l'intérêt de la vérité, éclaircir le doute qu'il a fait planer sur l'honnêteté des députés. S'il était venu siéger, il lui aurait demandé de porter des accusations spécifiques et il aurait également demandé que l'on réfère la question au comité des privilèges et élections.

Le député de Montmorency demeurant absent, il déclare que, ne pouvant faire plus, il proteste énergiquement contre toute accusation, toute insinuation malveillante contre l'honneur des membres de la Chambre.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Approuve les remarques du premier ministre (l'honorable F.-G. Marchand, Saint-Jean) à l'effet que l'honneur de la Chambre doit être jalousement préservé. Il dit que s'il avait été en Chambre, il n'aurait pas manqué de presser le député de Montmorency de donner des explications. Il n'a appris la chose que par les journaux et ne peut par conséquent dire quelles ont été les paroles exactes prononcées par le député. Que s'est-il passé exactement, il l'ignore. L'impression qui lui en est restée cependant est que l'on exagère le sens des remarques du député de Montmorency. Il ne croit pas que ce député ait voulu accuser ses collègues. Il ajoute qu'il a pleine et entière confiance dans l'honnêteté de la Chambre.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Dit qu'il comprend la question de la façon suivante. Le député de Montmorency a tout simplement voulu protester contre l'influence indue exercée par certaines personnes sur les membres de la Chambre et protester aussi contre toutes les insinuations concernant l'honnêteté des députés. Il n'a pas entendu ce député prononcer les paroles que certains journaux lui ont prêtées.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Dit que le député de Montmorency avait une très haute conception de l'honneur de la Chambre. Qui connaît ce député sait que c'est l'honneur même et que si on lui a offert quelque chose, même seulement pour services rendus, c'était assez pour l'indigner. Dans sa déclaration, il a seulement voulu faire valoir l'honneur de la Législature. Il regrette que l'on ait donné tant d'importance à cette question dans les journaux. On a voulu ainsi créer une mauvaise impression. Il dit qu'il est jaloux de l'honneur de la Chambre et qu'il ne croit pas qu'il soit juste d'attribuer aux remarques du député de Montmorency un sens qu'elles n'ont pas.

Interpellations:

Réforme du Sénat

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Le gouvernement a-t-il donné son attention à la réforme du Sénat annoncée par le premier ministre de la Puissance, au mois de janvier dernier?

Approuve-t-il cette réforme?

Est-il d'opinion que l'Acte de l'Amérique britannique du Nord devrait être amendé et que les intérêts de la province de Québec seraient mieux sauvegardés, si cette réforme était adoptée?

M. P.-E. LEBLANC (Laval): (Avant que le député de Montréal no 2 n'achève de parler) Soulève la question d'ordre à l'effet que cette interpellation ne saurait être permise: 1. Parce qu'en vertu de

la 29e règle de cette Chambre, une interpellation ne peut pas être faite aux ministres, comme celle-ci, sur un objet public qui ne fait pas partie des affaires de la Chambre.

2. Parce que l'avis régulier de 2 jours n'a pas été donné suivant la règle 31 de cette Chambre, l'honorable député de Montréal no 2 venant, à l'instant, de déclarer qu'il n'a remis l'avis de son interpellation que pendant la première séance de la Chambre, aujourd'hui.

Il dit que l'avis régulier n'a pas été donné; de plus, cette question n'est pas devant la Chambre. Rien n'indique que la Chambre est au courant de la question. Il n'est pas important que les politiciens et les journaux débattent cette question; elle ne fait pas partie des affaires de la Chambre. Il dit avoir demandé au gouvernement, hier soir, s'il avait l'intention de soumettre cette question à la Chambre comme l'on fait les autres provinces. On lui a répondu qu'il n'avait pas présenté un avis de sa question.

Il soumet que d'après les règles de la Chambre une interpellation ne peut être faite que deux jours après qu'un avis en a été donné. Or dans le cas actuel, d'après l'auteur de l'interpellation lui-même, avis de cette motion n'a été donné qu'à midi. Il ne peut donc pas procéder cet après-midi. Cette motion n'a pas même le droit d'être mise à l'ordre du jour de cet après-midi. Elle ne devrait y apparaître que ce soir.

Il semble donc y avoir deux poids et deux mesures en ce qui concerne les membres de l'Opposition.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que l'usage a toujours été, à la fin des sessions, de ne pas exiger les deux jours d'avis, afin de faciliter et de hâter le travail de la Chambre. Le délai d'une séance est alors jugé suffisant.

M. L'ORATEUR: Décide que cette interpellation ne peut-être faite, vu que l'avis de cette interpellation n'a pas été régulièrement donné. Les avis d'interpellations et de motions ne sont pas exigés seulement pour l'information des ministres de la couronne, mais également pour celle de tous les honorables membres de cette Chambre.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Demande le consentement unanime de la Chambre pour procéder.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Refuse de donner son consentement.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. H. Champagne), que cette Chambre s'ajourne maintenant. Il demande au gouvernement s'il a eu connaissance...

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Dit que le député qui propose l'ajournement de la Chambre n'a pas le droit de parler et que, par conséquent, le député de Montréal no 2 ne peut continuer.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Prétend le contraire.

M. P.-E. LEBLANC (Laval): Je n'insiste pas. Nous allons donner une petite chance au député de Montréal no 2.

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Dit donc qu'il désire savoir, comme citoyen, si le gouvernement a étudié la question de la réforme du Sénat et il demande ce qu'il en pense. La Chambre devrait connaître l'opinion du gouvernement sur la réforme du Sénat proposée par Sir Wilfrid Laurier dans un discours qu'il a prononcé à Montréal en janvier dernier. Il demande à son chef, le premier ministre, de donner son opinion sur le sujet.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Le gouvernement a pris connaissance de la politique annoncée par le premier ministre du Dominion relativement à la réforme du Sénat; il l'approuve entièrement et il est d'opinion que les intérêts de la province de Québec seraient mieux sauvegardés dans la Confédération, si la constitution était amendée de manière à rendre le Sénat responsable.

À cette période de la session, il ne serait pas opportun de demander à la Législature d'approuver cette réforme; mais le gouvernement se propose de demander cette approbation à la Chambre, à la plus prochaine session qui aura lieu après que la Chambre des communes à Ottawa, aura demandé cette réforme.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Ne peut dire autrement que la Chambre assiste à une assez pauvre comédie. Parti de la Chambre hier, lorsque tout était tranquille et que le gouvernement eut déclaré qu'il n'avait plus rien à mettre devant la Chambre, il s'est réveillé ce matin au bruit d'une rumeur étrange. Deux personnages importants étaient arrivés durant la nuit, disait-on, et quelque chose de nouveau devait se produire aujourd'hui.

Je suis revenu, dit-il, mais par acquis de conscience, étant bien convaincu que ce n'était qu'une fausse alarme, parce que rien ne pouvait plus venir régulièrement devant la Chambre, et cependant, voici que l'on vient cet après-midi, alors que les subsides sont votés et que la députation ayant reçu l'assurance que tous les travaux sont finis a repris le chemin de ses foyers, voici que l'on vient essayer d'escamoter à la Chambre une déclaration d'opinion sur une question importante. Je proteste énergiquement contre cette conduite du gouvernement. Cette question est présentée à la toute dernière heure alors que le lieutenant-gouverneur est sur le point de proroger la session. Cette action est irrégulière et inadmissible et si le gouvernement soulève cette question aujourd'hui, c'est qu'il est forcé de le faire.

Comment, M. l'Orateur, parce que M. Laurier et son bras droit que je ne nomme pas sont venus à Québec ce matin, nous sommes appelés aujourd'hui à dire que nous voulons la réforme du Sénat. Le gouvernement actuel est au pouvoir depuis deux ans, et il n'a pas encore jugé à propos de s'occuper de cette question; la session actuelle dure depuis deux mois et le gouvernement, connaissant ce qui se passe dans les autres Législatures, ne prend

aucune action. Mais tout à coup voici MM. Laurier et Tarte qui arrivent à Québec, confèrent avec le premier ministre et comme résultat nous avons cette motion du député de Montréal no 2 (M. L. Gouin).

Il est donc évident que le gouvernement actuel agit sous le coup du fouet et qu'il est devenu l'esclave de ses maîtres d'Ottawa.

Oui, il est évident que ces messieurs sont venus à Québec aujourd'hui consulter leurs agents et tout semble laisser croire qu'ils ont trouvé la solution. Tarte, la grande lumière du firmament libéral est ici pour diriger ses partisans locaux. Il ajoute que le gouvernement local est sous la domination totale du gouvernement d'Ottawa et qu'il se conduit comme un vrai chien couchant. Il n'est pas un agent libre, comme il devrait l'être, mais un esclave. Il reproche aux membres du gouvernement leur changement d'attitude à ce sujet et les accuse d'avoir abandonné leur autonomie provinciale pour servir les intérêts des "boss" d'Ottawa.

Les provinces sont devenues des marionnettes entre les mains du gouvernement d'Ottawa.

Ah! les mânes d'un chef important du Parti libéral ont dû tressaillir en voyant la comédie qui se joue aujourd'hui! On se rappelle encore avec quelle véhémence l'honorable M. Mercier accusait les conservateurs d'être les valets et la chose du gouvernement fédéral. Et que voit-on aujourd'hui? Un gouvernement libéral faisant fi de l'autonomie provinciale au point de vouloir faire approuver la politique fédérale par cette Chambre. Je suppose que le premier ministre a voulu se montrer reconnaissant envers le gouvernement qui l'a fait arriver au pouvoir. Car le premier ministre me permettra bien de lui dire, sans vouloir lui manquer de respect: ce n'est pas lui qui nous a vaincus en 1897, c'est Sir Wilfrid Laurier qui a triomphé.

Ce qui prouve que le premier ministre actuel n'a pas obéi à sa propre impulsion sur cette question, c'est la contradiction qui existe entre la déclaration qu'il vient de faire et la politique du Parti libéral telle qu'annoncée lors de la fameuse conférence interprovinciale de 1887, alors le Parti libéral demandait que les sénateurs soient nommés moitié par les provinces et moitié par le gouvernement fédéral, dans le but de respecter l'autonomie provinciale.

À cette époque deux des ministres actuels, le député de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux), et le député de Québec-Est (l'honorable J. Shehyn), ainsi que le député de Lévis (M. C. Langelier), étaient ministres dans le cabinet Mercier, et se disaient d'accord avec cette politique. Aujourd'hui ces trois personnes ont complètement changé d'opinion et souhaitent une procédure contraire, parce que leurs maîtres d'Ottawa, dont ils sont les marionnettes, leur ont dicté leur conduite.

Qu'a-t-on fait dans le sens des résolutions de 1887? Rien. Ces résolutions sont restées lettre morte comme bien d'autres articles du programme libéral. Aujourd'hui l'on propose de réunir les Communes et le Sénat pour voter sur les questions où il y a divergence d'opinion entre les deux Chambres. Où est l'intérêt de la province dans tout cela?

La déclaration du gouvernement ne devrait pas recevoir l'approbation de la Chambre parce que le

principe fondamental de la constitution canadienne repose sur celui de la Grande-Bretagne et le changement proposé est tout à fait à rencontre de cette analogie. Le Sénat du Canada a été modelé sur la Chambre des Lords. On ne doit pas s'attendre à ce que le Sénat s'immisce dans les affaires de la Chambre basse sous prétexte qu'elle ne s'accorde pas avec le gouvernement au sujet du "Drummond" et du "Yukon".

Le fait que le gouvernement fédéral ne soit pas d'accord n'est pas une raison pour adopter cette attitude.

Je prétends que la Législature n'a pas le droit d'intervenir entre le Sénat et les Communes à moins que l'action du Sénat soit un obstacle à la bonne administration des affaires dans notre province. Une réforme est certainement souhaitable, mais pas aussi radicale que celle qui est proposée.

M. l'Orateur, le gouvernement me paraît trop entreprendre, et si j'avais un conseil à lui donner, je lui dirais de se mêler de ses affaires. Au lieu de s'occuper uniquement de ce qui le touche, le gouvernement libéral de Québec s'ingère dans des affaires qui ne le regardent pas. Que ne s'est-il plutôt occupé de tenir ses promesses en ce qui regarde le Conseil législatif

il y a près de deux ans que ce gouvernement est au pouvoir et qu'a-t-il fait dans l'intérêt de la province? Il devait abolir le Conseil législatif, et le Conseil législatif existe encore.

Lors de la tenue de la conférence interprovinciale, monsieur Mercier et ses amis ont réclamé des "better terms" pour la province et ont exigé la somme de \$300,000.00. Maintenant que monsieur Laurier est premier ministre, on n'en entend plus parler et les "better terms" ont été renvoyés aux calendes grecques.

Qu'a fait le gouvernement dans ce sens? Je le demande au pays. Rien. Il a passé son temps à piétiner et voici que tout à coup il se réveille pour demander la réforme du Sénat. Il fallait le fouet pour faire marcher ce gouvernement.

Les "better terms", c'était un article du programme de la conférence interprovinciale, c'est le programme du Parti libéral depuis dix ans. Et l'on se rappelle avec quelle assurance on nous répondait durant les dernières élections que le député de Saint-Jean (l'honorable F.-G. Marchand) seul obtiendrait les "better terms" de M. Laurier. Je n'ai pas voulu reprocher cette nouvelle faillite du gouvernement à ses promesses durant la session, mais puisque le député de Montréal no 2 m'en fournit l'occasion, j'en suis heureux.

Le gouvernement a-t-il fait quelque chose dans le sens d'obtenir justice pour la province de Québec? Entre amis on s'aide quelquefois, et je suis sûr que si le premier ministre eut passé le moindre petit ordre en conseil, le gouvernement fédéral eut peut-être acquiescé à la demande du gouvernement. Dans tous les cas le premier ministre aurait quelque chose à montrer. Tandis que tel qu'il est aujourd'hui, il se trouve dans la position d'un homme qui, n'ayant rien fait pour améliorer ses affaires, s' imagine tout à coup qu'il peut régler celles des autres.

L'attitude du gouvernement de la province de Québec et de ceux des autres provinces, au sujet de telles déclarations, est complètement irrégulière et ils vont s'attirer des critiques sévères en s'immisçant dans des affaires qui ne les concernent pas. plutôt que de s'occuper des leurs. Il dit qu'il se présentera probablement une autre occasion de protester contre ce fait, c'est-à-dire l'ingérence des ministres de la province dans les affaires du gouvernement fédéral et elle ne passera pas sous silence. Actuellement, les membres du gouvernement sont en train de brûler ce qu'ils adoraient et ils adorent ce qu'ils ont jusqu'à maintenant brûlé. Il ne veut pas blesser qui que ce soit avec ses dernières remarques de la session, mais, en toute sincérité, il doit protester contre cette comédie et cette farce qui se jouent devant lui.

L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX (Châteauguay): Croit que les députés de l'Opposition se sont fait fouetter par les autorités fédérales pour croire que le gouvernement actuel subit la contrainte du gouvernement fédéral. Il prétend que la visite de Sir Wilfrid Laurier et de l'honorable M. Tarte est une simple coïncidence. Ce n'est pas la première fois qu'un premier ministre se prononce sur des affaires du fédéral et même sur des affaires de l'Empire.

Il dit que le chef de l'Opposition (M. E.J. Flynn, Gaspé), tout en prétendant que cette affaire n'était qu'une comédie, n'a pas pu s'empêcher d'ajouter que la question était importante.

Le passage de MM. Laurier et Tarte n'a rien à faire avec cette question qui nous a été suggérée et par ce qui se passe dans les autres provinces et par l'interpellation du député de Laval (M. P.-E. LeBlanc) hier. Nous ne sommes pas des esclaves et nous ne marchons pas sous le fouet. Nous exerçons notre jugement et quand nous voyons un corps public, qui dans la pensée de ses créateurs devait servir d'équilibre, abuser de ses pouvoirs au point de servir d'obstruction, nous disons qu'il est temps de l'arrêter.

Il déclare que c'est bien mal connaître les sentiments des libéraux auxquels les organes conservateurs eux-mêmes reprochent chaque jour leur indécendance. Nous ne subissons pas le fouet et ceux-là qui nous en accusent sont ceux qui ont toujours eu pour habitude de gémir et de courber l'échiné sous le fouet des MacDonald, des Foster, des Tupper, des Wallace et des Langevin.

Il s'étonne de voir le chef de l'Opposition si intéressé à la défense de ce qu'il appelle les remparts de la Constitution. N'est-ce pas le même qui se fait aujourd'hui le défenseur de nos irresponsables de la Chambre haute d'Ottawa et qui dans le temps, ne se gênait nullement pour dénoncer à l'indignation populaire le Sénat anglais cette Chambre des Lords qui tenait à maintenir étouffés les droits de l'Irlande catholique? Il croit que la Chambre peut se permettre plus facilement d'exprimer son opinion sur le Sénat que sur les droits de l'Irlande catholique, et cependant, le député de Gaspé (M. E.J. Flynn), il y a quelques années, avait appuyé une motion pour supporter le "Home Rule".

Il est vrai que cette Chambre des Lords n'a pas à exercer de pouvoirs au Canada, mais si elle était un danger pour tout un peuple parce qu'elle était composée de membres qui avaient le droit d'y siéger à vie, si le chef de l'Opposition trouvait qu'il fallait modifier la constitution anglaise, est-ce que les raisons qu'il invoquait alors et qui avaient leur raison d'être, ne vaudraient plus rien aujourd'hui par ce seul fait que l'on s'attaque à une Chambre qui n'est rien autre chose que le dernier rempart, non pas de la Constitution, mais du Parti conservateur? Pour justifier leur intervention (en faveur de l'Irlande catholique) les conservateurs, dans le temps, invoquèrent le fameux "expressive power". Pourquoi aujourd'hui l'Assemblée législative n'aurait pas "l'expressive power" d'exprimer son opinion sur une Chambre dans la réforme de laquelle les provinces ont directement les plus grands intérêts. Le jour où les conservateurs, battus le 23 juin 1896, poussaient le cri que le peuple avait bien pu envoyer M. Laurier prendre les rênes du pouvoir à Ottawa, mais que grâce au Sénat, ils sauraient bien tenir le gouvernement en échec, ce jour-là les conservateurs lançaient à la face du peuple souverain dans un pays comme le nôtre, le plus sanglant des outrages et annonçaient clairement que la guerre était déclarée entre les mandataires directs du peuple et les hommes qui ne détiennent leurs pouvoirs que de la complaisance des gouvernements.

On reproche au gouvernement d'Ottawa de ne pas recourir aux moyens extrêmes qu'il préconisait dans l'Opposition. Mais quelles que soient les voies que l'on suive, il est une chose essentielle, c'est d'arriver au but que l'on se propose et le projet de réforme indiqué par le gouvernement d'Ottawa nous mènera à ce but.

Le gouvernement a fait cette déclaration qui a entraîné cette discussion parce qu'il considère cette réforme essentielle.

J'ai toujours compris que les Communes et le Sénat ont des pouvoirs entièrement différents. Aux Communes l'initiative et le pouvoir de façonner la politique et de lancer le char de l'État; au Sénat le droit d'étudier et de réviser la législation, mais pas celui de prendre l'initiative. Le Sénat n'a pas d'initiative et il ne doit pas en avoir. Il peut bien légiférer sur les matières ordinaires, mais il ne doit pas intervenir sur les questions importantes.

Supposez, par exemple, le cas où M. Laurier aurait remporté les élections générales avec le libre échange pour programme, et que le Sénat eut refusé de concourir dans cette réforme, dans quelle position se serait-il trouvé vis-à-vis du peuple?

Parfois le Sénat peut introduire des mesures importantes. Une des principales raisons qui justifie la présente déclaration est l'ingérence inexcusable du Sénat dans une importante législation publique. De toute façon, la réforme du Sénat est nécessaire et si elle ne se fait pas par certains moyens elle se fera par d'autres.

On reproche aussi au gouvernement de ne pas avoir proposé l'abolition du Conseil législatif et présenté une loi à cet effet. Mais le chef de l'Opposition parlait de comédie au commencement de son discours et si cette accusation n'est pas comédie, elle

ne peut être qu'une simple plaisanterie qui fait même rire son auteur en lui-même.

Pourquoi, en effet, le gouvernement aurait-il proposé une loi dans ce sens alors que le Conseil législatif est composé en majorité de membres conservateurs, absolument opposés à la suppression du Conseil. C'eût été purement et simplement présenter une loi qui n'avait aucune chance d'être votée, c'eût été faire perdre le temps des Chambres et dépenser l'argent du peuple en pure perte. N'est-il pas d'ailleurs singulier de voir le chef de l'Opposition tant insister sur une mesure qu'ils combattraient, lui et ses amis, de toute leur énergie. Au lieu de se plaindre, ne devraient-ils pas plutôt tenir compte au gouvernement des lenteurs qu'il met à abolir cette institution, ce petit Sénat de Québec.

Que le chef de l'Opposition se rassure d'ailleurs sur les idées du gouvernement, le temps n'est peut-être pas éloigné où il aura l'occasion de répéter devant la Chambre les arguments qu'il fait valoir actuellement en faveur du Sénat. Quand le temps sera venu, le gouvernement saura mettre notre Législature plus en harmonie avec les institutions démocratiques de notre province, et il est dès maintenant certain que le chef de l'Opposition en a plus peur qu'envie.

Enfin le chef de l'Opposition laisse entendre que le cabinet libéral, en se prononçant à la dernière heure de la session, n'a eu qu'un but: celui d'entraîner la majorité libérale de cette Chambre dans ses idées et de fournir ainsi un tremplin au cabinet fédéral pour la réforme qu'il veut faire.

Il n'en est pas ainsi et il n'y a qu'à lire la déclaration de l'honorable, premier ministre pour voir que l'on n'a pas voulu prendre la députation par surprise, puisque le gouvernement se contente de se prononcer et qu'il donne aux législateurs le temps de la réflexion "jusqu'à la plus prochaine session qui aura lieu après que la Chambre des communes à Ottawa aura demandé cette réforme".

Cette déclaration est assez péremptoire pour démontrer la futilité de l'accusation.

En résumé, il est certain que, dans la situation actuelle, les rôles sont renversés; ce n'est pas le peuple qui commande, mais des hommes qui n'en ont reçu aucun mandat et qui ne lui doivent aucun compte de leurs actes.

Il n'est donc pas douteux qu'à l'exemple du gouvernement, la majorité de cette Chambre, lorsqu'on le lui demandera, se prononce catégoriquement pour une révision de la Constitution et une représentation plus en harmonie avec notre régime démocratique.

M. C. LANGEIER (Lévis): Désire ajouter quelques mots. Il croit que le chef de l'Opposition a voulu faire une tempête dans un verre d'eau. Le gouvernement a tout autant le droit d'exprimer sa politique sur une question comme celle-ci que le chef de l'Opposition en avait de sympathiser avec la cause de l'Irlande.

Il ne peut comprendre pourquoi l'Opposition s'est soulevée lorsqu'un député de la Chambre a demandé au gouvernement de se prononcer sur cette question qui intéresse le pays tout entier et à

laquelle le gouvernement se doit de répondre. Il est surpris que le chef de l'Opposition n'ait pas posé la question plus tôt au cours de la session. Sans doute que les conservateurs pouvaient difficilement défendre le Sénat qui avait abusé de ses pouvoirs en s'immiscant dans les affaires de la province en ordonnant une enquête sur l'affaire de la Baie-des-Chaleurs. Le Sénat s'est discrédité lui-même en instituant une enquête qui concerne le gouvernement de Québec.

Il ne voit pas quel respect on doit encore avoir pour le Sénat.

Il ne comprend pas l'antipathie de l'Opposition envers l'honorable monsieur Tarte parce que ce dernier a changé de parti politique alors que tout le monde sait que le chef actuel de l'Opposition a déjà été libéral en 1878.

Fait digne de remarque, dit-il, c'est que, à chaque fois que M. Tarte vient à Québec, il a le mérite de faire bondir les conservateurs et on va jusqu'à lui faire un crime de s'être rallié au parti de M. Laurier.

Mais si changer de parti est un acte digne de réprobation, il peut être permis à quelques-uns d'en parler, mais certes pas au chef de l'Opposition qui, lui, s'il n'avait pas changé, ne siégerait pas de l'autre côté de la Chambre. Il accuse les chefs du Parti conservateur fédéral de s'ingérer dans la politique provinciale autant que les libéraux l'ont déjà fait. Les conservateurs fédéraux se sont souvent mêlés des affaires provinciales, et il en donne un exemple. Ainsi, l'honorable monsieur Foster a visité récemment la province du Nouveau-Brunswick pour aider les conservateurs à battre le gouvernement Emmer-son. Il fait la lecture de la résolution concernant le Sénat qui a été présentée à la conférence de 1887.

M. E.J. FLYNN (Gaspé): Lui fait remarquer qu'il est en train de rapporter les paroles de M. Mercier.

M. C. LANGEIER (Lévis): Continue en disant qu'il n'admet pas qu'on puisse faire une comparaison entre le Sénat et la Chambre des Lords, puisque le gouvernement britannique ne fait pas nommer à son gré ses partisans à la Chambre des Lords. Le gouvernement va commencer par réformer le Sénat et, par la suite, il s'occupera du Conseil législatif.

Il cite plusieurs opinions sur la réforme du Sénat et termine par une attaque contre les sénateurs.

M. L-P PELLETIER (Dorchester): Réplique que ce n'était pas trop de deux discours pour répondre à celui du chef de l'Opposition qui est inattaquable. Le fait est que ni le député de Châteauguay (l'honorable J.-E. Robidoux), ni le député de Lévis (M. C. Langeier) n'ont tenté de le réfuter. Tous deux ont attaqué le Sénat sur des suppositions, mais ils n'ont pas justifié leur chef de se mêler des affaires qui ne le regardent pas. Le gouvernement admet qu'il s'est mis dans le pétrin. Il fallait bien quelqu'un pour essayer de le tirer d'embarras, et il n'y avait pas d'homme plus propre à faire cette besogne que le député de Lévis, celui-là même que son parti a fait battre à Bonaventure et qu'il a essayé de faire battre à Lévis. Il parle aussi de discours, de clubs et s'étonne de constater tant de générosité chez ce

député. Ce dernier a fait mine de se tâcher dans une lettre qu'il a écrite au premier ministre, mais ça n'a pas duré. Aujourd'hui, il est aussi serviteur que jamais et si le gouvernement a encore d'autres besognes à faire exécuter, qu'il n'aille pas s'adresser à d'autres. Le député de Lévis est son homme.

M. C. LANGEЛИER (Lévis): Aurait-il fallu que, comme vous, je change de parti pour des raisons personnelles?

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Durant l'une des plus importantes discussions de la session, alors que le premier ministre aurait dû être à son fauteuil pour défendre les intérêts de la province, il était enfermé dans son bureau avec ses deux maîtres, messieurs Laurier et Tarte, qui lui enseignaient sa leçon. Monsieur Tarte lui a dit "marche donc" et le premier ministre a dû marcher. Le chef de l'Opposition a bien trouvé le mot lorsqu'il a qualifié ce petit drame de comédie.

Voyez comment tout s'est passé. La Chambre siégeait depuis deux mois sans que le gouvernement osât imiter le mauvais exemple des législateurs d'Ontario et de la Nouvelle-Écosse. MM. Laurier et Tarte attendaient à Ottawa ce que le gouvernement allait faire. Et rien ne s'annonçait à l'horizon. Il nous faut pourtant quelque chose de Québec, dit M. Tarte à M. Laurier. Et sur ce, les deux copains prirent le fameux char spécial que les libéraux ont tant dénoncé, et entrèrent dans nos murs au petit jour. Le bruit de cette visite étrange se répandit aussitôt dans notre bonne ville.

À dix heures, les auteurs entraient en coulisses.

"Parlons vite, dit M. Tarte. Qu'est-ce que vous faites, M. Marchand, de la réforme du Sénat. Dépêchez-vous avant que la Chambre soit prorogée."

"Impossible, le bill des subsides est passé. J'ai donné ma parole à l'Opposition qu'il n'y aurait plus rien."

"Qu'est-ce que cela fait, il nous faut quelque chose, une déclaration au moins. Nous ne pouvons partir sans avoir obtenu quelque chose." Et le premier ministre de plier le genou devant le maître. N'est-ce pas que cela a dû se passer comme ça?

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Non.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Est-ce que ça été pire que cela encore? On dit même que M. Tarte a rédigé lui-même la question et la réponse. Est-ce que c'est vrai? Voyons répondez donc. Est-ce vous qui avez rédigé la question?

M. L. GOUIN (Montréal no 2): Oui.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Ah! nous savons toujours quelque chose!

Donc tout cela c'est l'oeuvre de M. Tarte.

Et pourquoi cette intervention? Parce que M. Tarte ne peut pas passer ses "jobs" au Sénat. Parce qu'il ne peut pas passer son "Drummond" et son "Yukon". Parce qu'il ne peut pas tripoter à son goût. Le gouvernement provincial veut se faire l'instrument de M. Tarte. Très bien, mais il en subira la

conséquence et il subira le sort du gouvernement fédéral qui sera tué par M. Tarte.

Il suggère au premier ministre (l'honorable F.-G. Marchand, Saint-Jean) de laisser le Sénat tranquille: ce problème est vraiment trop difficile à résoudre pour lui, malgré son intelligence et ses grandes connaissances. C'est même un défi de taille pour monsieur Tarte. Il prévient le gouvernement que même si le Parti libéral semble fort en apparence, il n'a jamais été aussi en danger depuis ses plus beaux jours de triomphe et de succès. Le Parti conservateur est vivant et fonctionne, et il va reprendre le pouvoir, même si les libéraux lui dérobent sa politique. Les libéraux sont au pouvoir depuis deux ans, mais il est évident qu'ils perdent du terrain.

Le premier ministre sait qu'il a fait une bassesse pour le gouvernement. Au moins quand il a consenti à cette bassesse, a-t-il exigé quelque chose en retour, pour la province de Québec? A-t-il demandé des "better terms"? Peut-être cela s'est-il passé comme la fois où Sir Wilfrid Laurier, tout en proposant les accords de commerce préférentiel, avait refusé d'offrir quoi que ce soit en retour. Non! Les affaires de la province de Québec, le premier ministre ne s'en occupe pas. Il préfère travailler pour son maître Tarte. C'est trop fort pour lui. Il en a tout son raide (sic) de ses affaires: qu'il ne se mêle donc pas de celles des autres. Il défie le premier ministre de demander le vote sur la question du Sénat et l'assure qu'il ne sera pas appuyé par tous les siens. Le député de Dorchester reproche au député de Montréal no 2 (M. L. Gouin) de subir l'influence du "tartisme" ce qui est synonyme de corruption, de débauches électorales.

Il demande au premier ministre s'il ne devrait pas faire un petit examen de conscience avant de répondre.

L'HONORABLE F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande au député de Dorchester s'il a déjà examiné sa propre conscience.

M. L.-P. PELLETIER (Dorchester): Répond que c'est le devoir de l'Opposition d'examiner périodiquement la conscience du gouvernement.

DES VOIX: Vous l'avez trop chargée, la conscience, cela vous serait impossible.

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Monsieur l'Orateur...

DES VOIX DE L'OPPOSITION: Il est six heures!

À six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures

Documents:

État des travaux de la session

L'HONORABLE F.-G.-M. DECHÊNE (L'Islet): Met devant la Chambre, un état des travaux de la présente session, lequel est lu comme suit:

État des travaux de cette session, étant la deuxième de la neuvième législature

L'ouverture de cette session a eu lieu le 12 janvier 1899.

La prorogation aura lieu, aujourd'hui, 10 mars 1899.

Nombre de jours de session à cette date.	58 jours
Nombre de jours de séances.	45 jours
La Chambre a voté.	50 fois
Pétitions présentées.	86
Pétitions lues et reçues.	81
Adresses et ordres de la Chambre ordonnés.	84
Documents mis devant la Chambre, en réponse aux adresses et ordres de la Chambre.	67
Documents ordonnés à la dernière session.	14
Bills présentés à l'Assemblée législative.	158
Par le gouvernement.	28
Bills publics.	60
Bills reçus du Conseil législatif.	14

Avis de motions

Avis de motions ayant rapport aux interpellations.	72
Avis de motions se rapportant aux bills.	80
Avis de motions relatifs aux adresses et ordres.	71
Avis de motions ayant rapport aux comités.	7
Avis de motions se rapportant à des résolutions.	7
Avis de motions concernant divers autres sujets.	167
Total des avis de motions.	404

La Chambre s'est formée en comité général pour examiner des résolutions.	9 fois
La Chambre s'est formée en comité général en rapport avec les subsides.	17 fois
La Chambre s'est formée en comité général pour considérer les divers projets de loi.	195 fois
Total.	221 fois

Rapports faits par des comités permanents

Comité spécial chargé de préparer la liste des comités permanents.	1
Bills privés.	20
Chemins de fer.	5
Ordres permanents.	13
Législation et lois expirantes.	14
Comptes publics.	1
Impressions.	3
Privileges et élections.	1
Agriculture, immigration et colonisation.	6
Industries.	2
Total.	66

Comités spéciaux pour considérer les bills suivants

Bill de Montréal.	2
Bill de conciliation.	1
Bill de pharmacie.	1
La question des <u>Débats</u> .	1
Le code municipal.	3
Les règles de procédures de la Chambre.	1
Total.	9

Québec, 10 mars 1899 (1)

1. Le comité spécial pour étudier le bill de pharmacie n'a jamais été formé et n'a donc pas pu faire rapport. Pour ce qui est du comité spécial pour étudier le bill de conciliation, il a fait deux rapports et non pas un

Il est ordonné que le dit état soit inséré dans les Journaux de la Chambre comme Appendice "C".

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par l'entremise de Samuel Staunton-Hatt, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire qui s'exprime comme suit:

M, l'Orateur,

Son Honneur le lieutenant-gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre, que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès de Son Honneur dans la salle des séances du Conseil législatif.

Au Conseil législatif:

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur qui donne, alors, au nom de Sa Majesté la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent:

Loi concernant la police provinciale.

Loi légalisant certains enregistrements faits dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement d'Argenteuil.

Loi amendement l'article 599 du code de procédure civile.

Loi modifiant de nouveau la loi concernant la cour de circuit du district de Montréal.

Loi amendement le code civil, relativement au remplacement des registres de l'état civil perdus ou détruits.

Loi amendement le code du Notariat.

Loi amendement la loi concernant la constitution de la Cour supérieure.

Loi amendement le code de procédure civile.

Loi amendement l'article 26 des statuts refondus.

Loi amendement l'article 1220 du code civil.

Loi amendement la loi concernant l'assistant-greffier du Conseil législatif.

Loi concernant certains enfants immigrants.

Loi de l'Instruction publique.

Loi amendement la loi concernant l'inspection des compagnies d'assurance et autres compagnies.

Loi amendement la loi concernant les sociétés de secours mutuels et les sociétés charitables.

Loi validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des statuts refondus et ses amendements.

Loi concernant le secrétaire du registraire.

Loi relative au délai accordé pour compléter les travaux sur certains chemins de fer, et relative à certaines subventions aux chemins de fer.

Loi amendement la loi électorale de Québec, 1895.

Loi concernant l'hôpital protestant pour les aliénés.

Loi amendement la loi concernant les compagnies d'assurance.

Loi amendement le code municipal.

Loi amendement la loi concernant les sociétés d'agriculture.

Loi amendement la loi concernant les asiles d'aliénés.

Loi amendement la loi des licences de Québec.

Loi concernant l'asile de la Longue-Pointe.

Loi amendement la loi électorale de Québec, 1895.

Loi amendement la loi concernant les chemins de fer, relativement au paiement de certaines dettes de construction et à la vente de ces chemins, en certain cas.

Loi validant certains transports de biens des successions sujettes aux droits imposés par l'article 1191b des statuts refondus.

Loi amendement la loi concernant les terres publiques.

Loi constituant en corporation la Société ecclésiastique de secours mutuels du Sacré-Coeur-de-Jésus dans le diocèse de Chicoutimi.

Loi érigeant en municipalité distincte et séparée la paroisse de Saint-Élie-d'Orford, dans le comté de Sherbrooke.

Loi amendement les lois concernant la corporation de la cité de Québec.

Loi constituant en corporation l'Union des mouleurs de Montréal.

Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Henri.

Loi amendement la charte de la cité de Sherbrooke, 55-56 Victoria, chapitre 51.

Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Laurier au nombre de ses membres, après examen.

Loi autorisant et ratifiant le règlement no 136 des règlements de la ville de Salaberry-de-Valleyfield, accordant une commutation de taxes à la compagnie dite "The Montreal Cotton Company".

Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec, à admettre Léon Trudeau à la pratique du notariat, après examen.

Loi concernant la reconstruction de l'église de la paroisse Saint-Jean-Baptiste, de Montréal, et le paiement de la dite reconstruction.

Loi définissant et amplifiant les pouvoirs de la "Montreal Loan and Investment Company".

Loi déclarant définitive, mais sujette à certaines substitutions et aux articles 101 et 102 du code civil, la possession par Antoine-Philippe-Eugène Panet, des immeubles légués à Joseph-Félix Lussier-Panet par feu Félix Lussier et Angélique Deschamps.

Loi constituant en corporation la ville de Windsor Mills.

Loi concernant la vente de certains droits de mine appartenant aux enfants mineurs Allyn.

Loi amendement la loi 56 Victoria, chapitre 78, constituant en corporation la "Lake Megantic Pulp Company".

Loi amendement la loi constituant en corporation la ville de Victoriaville.

Loi concernant le village de Verdun.

Loi autorisant Prosper-Cyprien Beaumier à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec, après examen.

Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Léopold Guérin au nombre de ses membres, après examen.

Loi refondant la loi constituant en corporation la Fraternité du tiers ordre de Saint-François-d'Assise de Montréal.

Loi amendant la loi constituant en corporation les syndicats apostoliques des pères franciscains de l'observance.

Loi amendant la loi concernant les commissaires des écoles de la municipalité de la ville de Westmount et les taxes scolaires de ladite ville.

Loi amendant la loi autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Henri, dans le comté d'Hochelaga, à émettre des obligations.

Loi amendant la loi 58 Victoria, chapitre 64, constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord.

Loi révisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

Loi constituant en corporation le "Loyola College".

Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jean-Alfred-Simon Lapointe au nombre de ses membres, après examen.

Loi constituant en corporation la "Provincial Trust and Agency Company".

Loi refondant les lois organiques de la corporation de la ville de Farnham.

Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Bourassa au nombre de ses membres.

Loi concernant la division d'enregistrement du comté de Labelle.

Loi concernant l'émission d'obligations par la "Merchants' Cotton Company".

Loi amendant la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

Loi concernant la succession Joël Leduc.

Loi amendant les lois concernant la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal.

Loi consolidant les lois relatives à la "Windsor Hotel Company of Montreal".

Loi amendant la loi constituant en corporation la "Montreal Protestant House of Industry and Refuge".

Loi amendant les lois concernant la ville de Lachine.

Loi constituant en corporation le "Builders' Exchange".

Loi concernant la succession de dame Anne Kelley.

Loi ratifiant et confirmant un certain règlement de la ville de Magog.

Loi concernant la succession de Jean Guillet dit Tourangeau.

Loi amendant la loi de pharmacie de Québec.

Loi amendant la loi relative aux dentistes.

Loi relative aux subventions accordées aux manufacturiers par les corporations municipales.

Loi amendant la loi constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec.

Loi concernant la division du comté de Pontiac pour les fins municipales et d'enregistrement.

Loi amendant l'article 1618 des statuts refondus de la province de Québec.

Loi amendant l'article 2250 du code civil.

Loi amendant la loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la Chaudière.

Loi amendant de nouveau la charte du chemin de fer Québec-Central.

Loi concernant la paroisse du Saint-Enfant-Jésus de Montréal.

Loi amendant la loi constituant en corporation la cité de Sorel.

Loi amendant la loi constituant en corporation la "Shawinigan Water and Power Company".

Loi constituant en corporation la "Laurentian Water and Power Company".

Loi constituant en corporation "The Civic Investment Company".

Loi amendant les lois concernant la ville de Longueuil.

Loi amendant la loi constituant en corporation la ville de Summerlea.

Loi concernant la succession de feu Charles Lamothe.

Loi incorporant l'Association des barbiers de la province de Québec.

Loi constituant en corporation la "Catholic High School of Montreal".

Loi amendant l'article 548 du code municipal.

Loi amendant le code civil, relativement aux privilèges des "voyageurs", bûcherons et autres.

Loi amendant la loi concernant les ingénieurs civils.

Loi amendant l'article 4762 des statuts refondus de la province de Québec.

Loi amendant l'article 4404 des statuts refondus.

Loi concernant la conciliation.

Loi amendant l'article 1651 des statuts refondus concernant les sociétés d'agriculture.

Loi modifiant la loi concernant les corporations de ville.

Loi amendant la loi concernant le département du Trésor.

Discours de l'Orateur de l'Assemblée législative

Alors, l'honorable Orateur de l'Assemblée législative a adressé la parole à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, comme suit:

Qu'il plaise à Votre Honneur,

Au nom de l'Assemblée législative de la province de Québec, je présente un bill (bill no 62) intitulé. "Acte pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1899 et le 30 juin 1900 et pour d'autres fins du service public," lequel je prie humblement Votre Honneur de vouloir bien sanctionner.

À ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.

Discours du lieutenant-gouverneur:

Après quoi, il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de clore la deuxième session du neuvième Parlement de la Législature de Québec par le discours suivant:

Honorables Messieurs du Conseil législatif.
Messieurs de l'Assemblée législative.

J'éprouve une satisfaction réelle à vous témoigner ma haute appréciation des importants travaux législatifs que vous venez de terminer. La diligente application que vous avez apportée à l'accomplissement de vos devoirs publics est une garantie de l'efficacité des lois que vous venez de soumettre à ma sanction.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous offre mes plus sincères remerciements pour la générosité avec laquelle vous avez bien voulu voter à Sa Majesté les subsides nécessaires au service public durant la prochaine année financière.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je me fais un devoir, au moment de clore cette session, de vous offrir mes vœux les plus sincères

pour le bonheur et la prospérité de vos familles, et je prie le Tout-Puissant de continuer à vous inspirer les sentiments généreux et patriotiques dont vous avez fait preuve jusqu'ici, afin que vous puissiez faire bénéficier la population de cette province de tous les avantages d'une sage législation.

Orateur du Conseil législatif:

Alors, l'honorable Orateur du Conseil s'exprime ainsi:

Honorables Messieurs du Conseil législatif.
Messieurs de l'Assemblée législative.

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur que cette Législature soit prorogée jusqu'à vendredi, le vingt-unième jour d'avril prochain, pour être ici tenue.

Cette Législature est, en conséquence, prorogée à vendredi le vingt-unième jour d'avril prochain.